



**HAL**  
open science

# La Turquie à l'épreuve des séismes de 1999. Une analyse sociopolitique à travers les discours médiatiques post-catastrophes

A. Caglar Akgungor

► **To cite this version:**

A. Caglar Akgungor. La Turquie à l'épreuve des séismes de 1999. Une analyse sociopolitique à travers les discours médiatiques post-catastrophes. Science politique. Université Pierre Mendès-France - Grenoble II, 2007. Français. NNT: . tel-00222781

**HAL Id: tel-00222781**

**<https://theses.hal.science/tel-00222781>**

Submitted on 29 Jan 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Pierre Mendès France Grenoble II

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

UMR PACTE/ Politique-Organisations

*Ecole doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire*

*Doctorat nouveau régime*

Discipline : Science Politique

Ali Caglar AKGUNGOR

***La Turquie à l'épreuve des séismes de 1999.***

*Une analyse sociopolitique à travers les discours  
médiatiques post-catastrophes*

Thèse dirigée par M. Claude GILBERT

Soutenue le 17 décembre 2007

Membres du jury :

**Yeseren ELICIN-ARIKAN**, Maître de conférences, Département de Science Politique, Université de Galatasaray, Istanbul (Rapporteur)

**Claude GILBERT**, Directeur de recherche au CNRS, UMR PACTE/Politique-Organisations, Grenoble

**Nilüfer GÖLE**, directeur d'études à l'EHESS, CADIS Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques, Paris, (Rapporteur)

**Gérard GROC**, professeur certifié, HDR, chercheur associé au CNRS IREMAM, Institut de recherches et d'études sur le Monde arabe et musulman, Aix en Provence

**Jean MARCOU**, professeur (IEP de Grenoble), Institut Français d'Etudes Anatoliennes (IFEA) d'Istanbul



## Remerciements

*J'ai imaginé, depuis cinq ans, le moment où je rédigerai ces lignes... Et pourtant, je ne me sens pas ému du tout, au contraire de ce que j'ai imaginé. Il s'agit plutôt d'une sorte de relaxation mélangée à la fatigue. Ces dernières cinq années n'ont pas été faciles pour moi. J'ai dû lutter contre plusieurs choses en même temps, et surtout contre moi-même. Ceux qui imaginent naïvement que faire une thèse consiste à faire une recherche et en écrire les résultats ont tort. Une thèse n'est pas uniquement un parcours universitaire. Elle est une épreuve pour le thésard sur tous les plans, humains aussi bien que matériel. Elle vous force à vous connaître, évoluer et, si vous le pouvez, à vous émanciper au sens intellectuel. Je crois bien avoir vécu cette émancipation, comme un aveugle qui retrouve soudain la vue. Et je crois, sincèrement, que ceux qui ont vécu leur thèse autrement ont perdu leur temps. Ce n'est pas le fait de rédiger un long texte qui fait du thésard un scientifique. L'important est de libérer son esprit, chose enviable et dramatique à la fois. Enviable car, à mon avis, il y a très peu de choses comparables au plaisir de voir plus loin que les autres. Dramatique parce qu'un esprit libre est un esprit solitaire.*

*Il y a beaucoup de choses à dire, mais j'en resterai là. Je continuerai éventuellement lorsque je rédigerai mes mémoires, dans 30 ans... Je souhaite en venir aux remerciements à présent. J'ai réfléchi assez longtemps sur cette question (cinq ans) et j'avoue que je n'arrive toujours pas à voir un moyen pour m'en sortir au cas où je voudrais remercier spécifiquement tout le monde. À quelques exceptions près, mes remerciements ne seront donc pas nominatifs individuellement car je n'aimerai pas oublier de citer un seul nom.*

*Je crois que peu de doctorants ont eu l'occasion de travailler avec un directeur de thèse comme Claude Gilbert. Depuis ma première année en France, mon directeur m'a accordé un soutien qui peut être considéré comme « inhabituel » dans les conditions du monde universitaire. Il m'a beaucoup appris, notamment à poser des questions, et m'a poussé à apprendre toujours davantage. Je pense que je ne n'aurais pas pu aller jusqu'au bout sans son aide. De ce fait, je tiens à le remercier en premier. Mais ce « merci » ne concerne pas uniquement l'aspect « scientifique » de notre rapport : je lui dois un grand merci sur le plan humain aussi.*

*Isabelle Bourdeaux est la deuxième personne que je remercie vivement ou, plutôt, que je ne sais pas comment remercier. Je lui suis reconnaissant pour sa bonne volonté, ses aides, sa patience, ses encouragements continus. Je crois que très peu de personnes auraient fait l'effort qu'elle a fait dans le but de m'aider à terminer ce travail : des relectures de mes textes, activité digne de torture, jusqu'aux détails administratifs infinis à régler en mon nom... Le lecteur doit savoir que si ce texte est lisible aujourd'hui, c'est grâce à Isabelle Bourdeaux.*

*J'adresse ensuite mes remerciements à Yeşeren Eliçin-Arkan, qui n'a pas hésité à m'accorder son soutien et qui m'a toujours donné des orientations extrêmement utiles (en termes scientifiques, aussi bien que sur le plan humain) au cours de ces dernières années. En effet, cela fait déjà plus de dix ans qu'elle me supporte puisque j'ai eu le plaisir de suivre ses cours à l'Université de Galatasaray.*

*Le doctorat est une activité solitaire, mais il y a toujours d'autres personnes qui sont affectées par votre situation, et qui souffrent quand vous souffrez. Je tiens à affirmer ici que j'ai mieux compris l'importance de la famille pendant cette période. Cela est peut être dû à l'âge, ou bien aussi au fait*

*d'aller vivre à l'étranger, mais, finalement, je comprends beaucoup mieux mes parents maintenant. Avoir un père et une mère qui vous soutiennent autant, et qui font tellement de sacrifices pour que vous puissiez réaliser vos projets, n'est pas évident. C'est une chance. Cela, je le vois clairement maintenant, et j'espère devenir un jour un père aussi bon que le mien (et épouser une femme aussi bonne que ma mère). Je n'oublie pas non plus ma sœur aînée qui a dû me supporter lors de tous mes retours en Turquie et qui n'a jamais cessé de me remonter le moral au cours de mon séjour en France.*

*Il y a deux personnes qui ne sont plus avec nous, avec lesquelles je voudrais partager mon bonheur. Le premier est Şerif Fazıl Turkan (2006), le deuxième est un oncle que je n'ai jamais connu mais que j'aurais beaucoup aimé si j'avais eu l'occasion de le connaître. Il s'agit de Ali Çağlar Akgüngör (1974) dont je porte le nom avec fierté. Tous les deux étaient des scientifiques de première classe. Tous les deux seraient contents de me voir prétendre au titre de « docteur ».*

*Ensuite viennent les cercles d'amis : premièrement, les amis que j'ai connus au cours de l'année de DEA à Grenoble, avec lesquels je suis très heureux de ne pas avoir perdu le contact. Je les remercie tous.*

*Puis, les amis de ma promo de lycée (avec lesquels nous nous sommes retrouvés au bout de 10 ans) et ceux de l'Université de Galatasaray, dont certains m'ont beaucoup soutenu et m'ont donné un coup de main chaque fois que j'en ai eu besoin. Je les remercie tous également.*

*Et je remercie, également, mes camarades de notre équipe de sauvetage, qui ne m'ont pas laissé seul malgré la distance pendant les années passées en France.*

*Je souhaite remercier également tout le personnel du Laboratoire PACTE-Cerat/Politique-Organisations et du centre de documentation de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, qui ont toujours fait le maximum d'efforts pour m'aider. Également, je présente mes remerciements à Bernard Bouhet, directeur de la Maison des Sciences de l'Homme Alpes ainsi qu'à Valérie Perret, secrétaire de notre école doctorale.*

*Je remercie aussi la Maison des Sciences de l'Homme de Paris, l'IFEA, Institut Français d'Etudes Anatoliennes à Istanbul et l'AUF, l'Agence Universitaire de la Francophonie, grâce auxquels j'ai pu bénéficier de financements pour réaliser une partie de ce travail.*

*Enfin, un remerciement spécial à la famille Courtot, qui m'a réservé un accueil extrêmement chaleureux depuis deux ans et qui a été pour moi comme une deuxième famille...*

## Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>9</b>
Motivations personnelles .....	9
La naissance de la problématique .....	12
L'approche théorique .....	15
La méthodologie et le plan.....	26
<b>Partie I. Les tremblements de terre de Marmara 1999.....</b>	<b>31</b>
<b>Section 1. Le tremblement de terre de 1999 et la mise en accusation des autorités.....</b>	<b>38</b>
1. Aperçu de l'événement physique .....	38
2. Des victimes sans aide, coupées du monde.....	40
3. La réaction tardive et inadéquate des services publics.....	42
4. Le discours compassionnel des autorités et les réactions de la presse.....	46
5. Une recherche de responsables par les médias.....	50
6. La (non)prise en compte du risque sismique et la responsabilité .....	53
<b>Section 2. La mobilisation de la « société civile » .....</b>	<b>61</b>
1. Le rôle de la mobilisation citoyenne selon la presse.....	61
2. Le cas de l'Association de Recherche et de Sauvetage AKUT .....	67
3. La popularité d'AKUT reconnue par les autorités .....	72
4. Le tremblement de terre comme l'acte de naissance de la société civile turque .....	76
5. L'expression d'une manque de confiance envers le gouvernement et l'administration publique .....	81
6. Le séisme de Düzce comme occasion de redressement de l'image de l'État .....	86
7. Le travail des volontaires et des ONG dans la zone de séisme et les autorités .....	91
<b>Section 3. Réactions et positionnements de divers acteurs.....</b>	<b>95</b>
1. La position des forces armées turques dans le contexte post-séisme .....	95
2. La position des islamistes.....	101
3. Le positionnement des experts, des scientifiques et la création du Centre National des séismes (CNS) .....	104
4. La transformation des risques majeurs en un secteur économique.....	113
5. La position des médias dans le contexte post-séisme.....	116

<b>Section 4. Les enjeux associés au séisme .....</b>	<b>120</b>
1. La dimension « internationale » du désastre .....	120
2. Les enjeux économiques, politiques et sanitaires de la reconstruction.....	131
<b>Section 5. Bilans, leçons et commémorations du séisme.....</b>	<b>143</b>
1. 17 août 2000 : le bilan du grand séisme d'après les autorités et d'après la presse.....	143
2. Le séisme ne fait-il pas la société civile et « le citoyen » ?.....	148
3. La commémoration organisée par les initiatives civiles.....	153
4. Un état des lieux : le 17 août 2001 et après.....	159
<b>Partie II. Les séismes majeurs en Turquie de 1939 à 1999 .....</b>	<b>165</b>
<b>Section 1. D'Erzincan 1939 à Karhova 1949 : la République avant tout.....</b>	<b>171</b>
<b>Section 2. Gönen 1953 : « la parole est au peuple » .....</b>	<b>195</b>
<b>Section 3. De Varto 1966 à Gediz 1970 : « vers la révolution » .....</b>	<b>204</b>
<b>Section 4. Bingöl 1971, sous le régime du 12 mars .....</b>	<b>231</b>
<b>Section 5. Lice 1975, Çaldıran 1976, polarisation à l'extrême.....</b>	<b>236</b>
<b>Section 6. Horasan 1983 : la stabilité « manu militari ».....</b>	<b>260</b>
<b>Section 7. Erzincan 1992 : sortie tumultueuse du contexte post-12 septembre.....</b>	<b>278</b>
<b>Section 8. Dinar 1995 et Adana 1998 : prélude à Marmara 1999.....</b>	<b>309</b>
<b>Partie III. Analyser les analyses ou penser la société turque à la lumière des discours post-catastrophe.....</b>	<b>329</b>
<b>Section 1. Des débats critiques de fond accentués ou engagés dans le contexte post- séisme .....</b>	<b>335</b>
1. La contestation du « schéma classique des catastrophes » .....	335
2. La catastrophe comme mise à l'épreuve de la modernité / développement d'un pays	338
<b>Section 2. La remise en cause de l'État et du système politique turc .....</b>	<b>359</b>

1. La critique de l'absence d'État social .....	359
2. Critique de la prédominance de la logique sécuritaire .....	368
3. Critique de l'action de l'État et mise en cause de sa « sacralité » .....	372
4. Critique de l'État coupé de la société, de l'insuffisance de la démocratie et de la corruption .....	377
5. La critique de la partialité de l'État par la presse islamiste .....	381
6. La vision « médiatique » du système politique turc .....	384
<b>Section 3. La catastrophe comme occasion de rupture avec l'ordre ancien, comme cause d'émergence de la société civile .....</b>	<b>392</b>
1. Le discours de rupture avec l'ordre ancien .....	392
2. Le discours médiatique sur l'émergence de la société civile .....	409
<b>Section 4. À la recherche du changement .....</b>	<b>425</b>
1. La société civile turque entre discours et réalité .....	425
2. Le risque sismique : entre prise en compte et évitement .....	458
<b>Conclusion .....</b>	<b>468</b>
<b>Liste phonétique .....</b>	<b>478</b>
<b>Liste des sigles .....</b>	<b>479</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>482</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>494</b>





# Introduction

## *Motivations personnelles*

En écrivant ces lignes, nous nous souvenons encore très nettement de la nuit du 16 août 1999. « Une nuit comme les autres », trop chaude et humide qui trouble votre sommeil malgré votre fatigue, qui vous fait rêver à la climatisation et qui vous fait regretter votre choix de faire un stage en entreprise, au lieu de partir en vacances comme la plupart des étudiants. Une autre nuit qui sera suivie d'un autre matin où il faudra se réveiller à 06h pour prendre la navette à 06h45 : le travail ne commence que vers 09h00, mais il faut passer à *Maslak*, du côté européen, l'équivalent du quartier parisien de « *la Défense* » à Istanbul, avant 07h00 puisque à 07h15 toutes les autoroutes menant vers les ponts seront saturées. Pour ne pas arriver à l'entreprise très tôt, le minibus s'arrête devant une pâtisserie tous les jours, nous descendons et, en mangeant, nous faisons semblant d'être réveillés et de discuter avec les collègues qui, eux aussi, dorment debout. À 08h00, l'équipe franchit la porte d'entrée. L'auteur de cette thèse, lui, se dirige vers la salle de réunion car il dormira encore dans un fauteuil jusqu'à 09h00. La même navette le déposera devant chez lui à 19h00. Après le dîner, il ne pourra que s'installer devant la télévision qui, comme il l'a remarqué, fait beaucoup plus d'effet que tous les somnifères existant sur le marché. La leçon tirée au bout de deux mois est la suivante : dans une grande entreprise, on gagne un bon salaire et on a droit à une belle vie... tous les dimanches. Il faut retenir son souffle en semaine et ne respirer que pendant le week-end. La nuit du 16 août était une nouvelle nuit où nous cherchions à comprendre... si c'était bien la vie que nous préparait l'avenir.

À 03h02 du matin, les secousses ont mis fin à notre carrière dans l'entreprise, probablement à jamais. Ce n'était pas notre première expérience de séisme, les séismes (mineurs) faisant partie de la vie quotidienne dans la région égéenne où nous avons grandi. Néanmoins, cette fois-ci les vibrations qui nous ont réveillé étaient très violentes. Malgré la surprise, nous avons fait une déduction ultra-rapide : c'était le grand séisme d'Istanbul dont les scientifiques avaient parlé l'année précédente, dans un séminaire à l'Observatoire de Kandilli. Avec d'autres membres de l'association de recherche et de

sauvetage dont nous faisons partie, nous avons appris qu'un tremblement de terre de magnitude 7 ou plus était prévu pour Istanbul et ses environs. Pour une métropole abritant plus de 10 millions de personnes et où la majorité des bâtiments ne respectaient pas les normes parasismiques, la signification de cette projection était claire... A nos yeux, ce qui était encore plus tragique était le fait que cette réalité soit connue de très peu de personnes. Par contre, nous avons vite remarqué que les gens étaient plus intéressés par les menaces visibles, immédiates que par les prévisions de la science. Plus nous avons parlé autour de nous de cette probabilité de catastrophe, plus nous avons été choqué par les réactions de nos interlocuteurs : désintéressement, négligence, déni, fatalisme...

Revenons au moment de la survenue du séisme : quelques secondes après, nous étions dans le jardin de notre immeuble. Pour cela, il a bien sûr fallu prendre un raccourci, c'est-à-dire sauter par le balcon (heureusement, nous habitons au premier étage). Nous avons pensé à cette « manœuvre » après avoir vu, lors d'un exercice de sauvetage, notre premier *mille-feuilles*.<sup>1</sup> D'ailleurs, nos camarades de l'équipe qui étaient intervenus à l'occasion du séisme d'Adana en 1998, avaient aussi suggéré de procéder ainsi : « Il vaut mieux se casser une jambe que de rester à l'intérieur. » Aucun d'entre nous ne faisait confiance au bâtiment où il habitait. Le tremblement de terre du 17 août 1999 a justifié cette attitude et le futur séisme d'Istanbul la justifiera probablement encore plus. Nous avons donc regardé notre immeuble de l'extérieur, secoué par les ondes de séisme. Quand les secousses se sont finalement arrêtées, il n'y avait plus de courant, plus de réseau téléphonique mobile (il a fallu encore 30 minutes pour que le réseau normal soit saturé). Etant radioamateur, nous avons allumé notre émetteur mais, faute de courant, les relais ne fonctionnaient plus (l'association des radioamateurs n'avait jamais eu les moyens d'installer des onduleurs), ce qui empêchait la radiocommunication.

Ceux qui ont allumé la radio de leur voiture ont dû attendre encore quelques heures pour avoir quelques informations. Dans notre quartier, aucun bâtiment ne s'était effondré, mais il devait y en avoir ailleurs compte tenu de la violence du phénomène. Vers 06h00 du matin, nous avons suffisamment d'informations pour faire notre sac et partir... Nous sommes allé à la station de police de *Göztepe*. Une commissaire a d'abord regardé notre carte d'identité de sauveteur avec une expression de doute. Puis une voiture de police nous a amené à la « cellule de crise » de *Kartal* (ce qui correspondait à quelques fonctionnaires installés dans un jardin et buvant du thé). Après un déplacement à la cellule

---

<sup>1</sup> C'est le mot que nous avons choisi en français pour désigner un immeuble de plusieurs étages qui s'effondre sur lui-même lors du séisme. Dans le jargon du sauvetage en turc, on utilise le nom d'un dessert traditionnel (*kadayıf*) fait de couches de pâtes très fines.

de crise de la préfecture à *Cağaloğlu*, nous avons pris connaissance de la réalité, en particulier du fait que les véritables dégâts se situaient dans la zone du golfe d'Izmit, à 50 km d'Istanbul. Finalement, grâce au réseau de téléphonie mobile qui fonctionnait de nouveau, nous avons appris que nos camarades se trouvaient à l'autre bout de la ville, à *Avcılar*. À l'arrivée, le choc : partout des bâtiments en mille-feuilles. Il était 15h00 quand nous les avons rejoints sur les décombres d'un immeuble. Le soir même, à la radio, la préfecture d'Istanbul nous a demandé de partir vers la ville d'*Izmit*, ce que nous avons pu faire vers minuit. À 6 h du matin, après une brève conversation avec les autorités à *Izmit*, nous avons été dirigés vers *Gölcük*. Le 18 août vers 08h00, nous étions à *Gölcük*, l'épicentre du tremblement de terre. Il y avait des ruines partout. Les portes de la base navale étaient grandes ouvertes. La population s'était installée partout, les officiers et les marins allant et venant sans arrêt. Après une rencontre avec le commandant, nous avons fait une première visite à *Gölcük*... Impossible à raconter. Comme les quinze jours suivants...

Trois faits nous ont frappé au cours de cette période dans la zone de catastrophe. En premier lieu la destruction causée par le séisme. Certains bâtiments s'étaient effondrés en *mille-feuilles*, d'autres étaient devenus des tumulus de béton ou même... de sable. Certains immeubles s'étaient mélangés aux immeubles voisins. Dans certains quartiers on pouvait voir des rues entièrement détruites. Un grand nombre de bâtiments qui ne s'étaient pas effondrés n'étaient plus en position verticale. Il n'existait presque pas d'immeubles ne présentant pas de fissures. Nous tenons à souligner le mot « presque » car il y avait aussi, bien qu'en faible nombre, des bâtiments intacts.

En deuxième lieu, la gestion de la crise, l'organisation des secours et le fonctionnement des institutions publiques étaient « catastrophiques ». Nous nous basons sur notre propre observation : à *Değirmendere*, à *Gölcük*, nous n'avons pas vu une seule équipe de sauvetage, un seul véhicule du Croissant-Rouge au moins pendant les trois premiers jours suivant notre arrivée.

Dernier point : la mobilisation de volontaires pour aider les victimes de catastrophe. À partir du deuxième jour, lorsque les communications ont pu être établies avec la zone touchée, les bénévoles ont commencé à arriver dans la zone. Leurs efforts ont sans doute été fort utiles du fait que la capacité des institutions publiques était largement dépassée par la crise. Ils sont venus des départements voisins, mais en grande partie d'Istanbul. Certains étaient là de leur propre initiative, d'autres avaient formé des groupes

informels. Par ailleurs, plusieurs associations avaient organisé des « sorties » pour réunir les efforts individuels. Les volontaires ont fait du sauvetage, distribué des vivres, des aides et des soins médicaux, guidé les équipes étrangères et même ramassé les ordures. À cela il faut ajouter un grand nombre d'individus qui s'étaient mobilisés pour collecter des vivres ou des dons afin de les envoyer ensuite dans la zone.

Inversement, nous avons été très surpris de voir comment l'événement était traité par les médias, ce qui nous a poussé à engager une série de réflexions. Nous avons eu le sentiment que les médias turcs s'étaient encore une fois adaptés aux circonstances du jour : notre équipe de sauvetage avait été déclarée héros national, on parlait d'un mouvement de société civile, des changements politiques importants allant survenir à l'occasion de la catastrophe, de responsables du désastre devant être punis... Soudain, la vulnérabilité d'Istanbul aux tremblements de terre était devenue une question quotidienne dont on n'arrêtait pas de discuter. Les médias ont donné la parole à tous types de personnes : les autorités, les ONG, les victimes de séisme, les promoteurs, les scientifiques, les pseudo-experts, les médiums... La préparation aux catastrophes est devenue un marché économique. Le tremblement de terre survenu le 12 novembre 1999 à *Düzce* n'a fait qu'accentuer davantage la peur du séisme. On parlait de « s'habituer à vivre avec le risque sismique », de la « prévention », du « sauvetage », de la « gestion de crise »... Mais on parlait très peu, par contre, des causes de l'extrême vulnérabilité de la société turque aux tremblements de terre, comme si c'était une réalité absolue, impossible à changer, admise telle quelle.

### ***La naissance de la problématique***

Après avoir repris notre vie normale, nous avons remarqué que nous avons de plus en plus tendance à nous intéresser aux catastrophes en tant qu'objet de recherche. Le mémoire de fin d'études à l'Université de Galatasaray a constitué une occasion intéressante en ce sens, en nous permettant de faire une analyse sociopolitique de la société ottomane à partir du traitement du tremblement de terre de 1894 d'Istanbul par la presse ottomane.<sup>2</sup> Par la suite, nous avons commencé à nous intéresser à la gestion de crise. Le DEA que nous avons réalisé à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble a été un tournant, dans la

---

<sup>2</sup> AKGÜNGÖR, Ali Çağlar, **Le Tremblement de terre de 1894 : une étude sur la société, la presse et l'État ottoman**, Mémoire de fin d'étude dirigé par Ahmet KUYAŞ, Université de Galatasaray, juin 2000.

mesure où notre attention s'est dirigée vers la sociologie des catastrophes, à la suite du travail de mémoire que nous avons réalisé sous la direction de Claude Gilbert, qui portait sur les modalités d'articulation entre les sapeurs-pompiers et le SAMU (Service d'aide médicale d'urgence) de Grenoble<sup>3</sup>. Lors de notre année de DEA, nous nous sommes rendu compte des ouvertures que représentent les situations de crise et les risques collectifs du point de vue des sciences sociales, et particulièrement pour la sociologie politique. En Turquie, les risques majeurs n'avaient pratiquement pas suscité d'intérêt dans le monde universitaire jusqu'en 1999. Ensuite, ils ont été « saisis » par des ingénieurs qui avaient tendance à voir la catastrophe d'une manière « mécanique », en la situant dans un cycle de management en quatre phases temporelles : « mitigation préparation, gestion de crise, reconstruction ». Les différentes approches concernant les risques majeurs, relevant des différentes disciplines des sciences humaines étaient ignorées, sauf de quelques universitaires. Cela nous a d'autant plus motivé pour réaliser une thèse de doctorat en science politique, sur une thématique qui relève du domaine des risques.

Au départ, notre idée était de travailler sur le contexte français. Nous voulions avoir une meilleure connaissance de l'approche française sur les risques majeurs, afin de la faire connaître en Turquie où la vision américaine dominait le monde universitaire. Mais nous avons constaté que travailler sur une question relative à la sécurité collective – ce qui nécessitait des rencontres avec les autorités publiques – était déjà problématique pour un citoyen français ; il était évident qu'un chercheur étranger aurait encore plus de difficultés. Lors de l'élaboration du sujet de thèse, notre directeur nous a fait une remarque qui a changé notre point de vue : il existait déjà un assez grand nombre de travaux concernant la France, mais il n'y avait par contre aucun travail, en français, touchant aux risques majeurs en Turquie. Ayant été lui-même témoin du tremblement de terre de Mexico en 1985, Claude Gilbert nous a suggéré de réfléchir sur les séismes de 1999 en Turquie que nous avons vu « de l'intérieur » en tant que sauveteur. Nous avons d'abord pensé faire une étude monographique de notre équipe de sauvetage dont l'histoire recoupait finalement le changement de vision (relatif, nous y reviendrons) à propos des risques majeurs provoqué par la catastrophe de 1999. Après de longues discussions avec notre directeur, nous avons décidé de nous focaliser sur les « mouvements de société civile » ayant eu lieu à l'occasion des séismes, sur leur signification et sur leurs conséquences. Nous nous sommes rappelé alors des arguments lus dans la presse en 1999 : « la société civile était... enfin née, la

---

<sup>3</sup> AKGUNGOR, Ali Caglar, **La coopération des Sapeurs-Pompiers et du SAMU dans le cadre de l'aide médicale urgente**, Mémoire de DEA dirigé par Claude GILBERT, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, septembre 2002.

société turque avait remarqué sa propre force et capacité, rien ne serait plus pareil après cette catastrophe ». Nous avons alors décidé de formuler une problématique qui nous permettrait de faire le lien entre la catastrophe et la politique : *les tremblements de terre de 1999 sont-ils à l'origine de la naissance de la société civile en Turquie ?*

La question n'était peut-être pas la plus appropriée, mais elle a constitué un point de départ. Elle nous permettait de travailler sur les conséquences sociopolitiques d'une catastrophe naturelle et d'approfondir en même temps nos connaissances sur la dimension politique, sur le système politique en Turquie. Après un premier séjour en Turquie, lors duquel nous avons discuté de notre projet avec une douzaine d'universitaires, nous avons décidé de continuer dans cette voie. Nous avons fait deux études sur le terrain en 2003 et 2004, respectivement sur les ONG et les autorités publiques turques, afin de voir si les tremblements de terre avaient modifié quelque chose dans le fonctionnement politique du pays.

À la fin, nous avons constaté que le changement sur le terrain n'était pas aussi important que celui annoncé par les médias en 1999. Oui, on pouvait parler du développement de l'activité « civile » en Turquie. Oui, les tremblements de terre avaient joué un rôle en publicisant les ONG. Néanmoins, il était difficile de parler d'une « redistribution des cartes » en termes d'enjeux de pouvoir.

La même année, nous avons commencé à mener une recherche dans les archives de presse à *Izmir*, afin de pouvoir reconstituer le contexte post-séisme de 1999. Raconter l'évolution des choses de manière synthétique et rendre compte des discours médiatiques qui ont vu le jour dans cette période étaient nécessaires pour montrer les spécificités de l'événement. En exploitant cette ressource, nous avons remarqué que le discours relatif à la « société civile » était un élément d'un autre discours médiatique sur le « changement sociopolitique ». Bien que cela ait modifié un peu notre vision, il nous a fallu attendre encore une année pour changer complètement d'optique. En 2005, nous sommes retourné dans les archives de presse pour chercher de l'information à propos des tremblements de terre antérieurs à 1999 : notre objectif était de vérifier le postulat selon lequel les séismes de 1999 étaient, pour une série de raisons, « singuliers » entre autres par rapport au développement de l'initiative civile en Turquie (d'après ce qui nous avait été dit par les responsables d'ONG que nous avons rencontrés). Nous pouvons dire que notre travail sur les anciens séismes a en partie validé ce postulat. Les séismes de 1999 étaient effectivement singuliers. Mais l'étude nous a montré que tous les autres séismes l'ont également été.

Nous avons alors compris que tous les séismes importants avaient été suivis d'une « lutte discursive », où la catastrophe devenait plutôt un prétexte pour s'exprimer de manière critique sur les questions sociopolitiques majeures de chaque période concernée. Finalement, nous avons décidé de conserver les séismes de 1999 au cœur de notre recherche, tout en les inscrivant dans la longue série de tremblements de terre survenus en Turquie. Cela, afin de nous focaliser sur les enjeux post-séismes concernant aussi bien la société turque que son fonctionnement politique. Nous avons ainsi pu montrer qu'en fin de compte, une catastrophe est un événement social dont la lecture est dépendante du contexte dans lequel elle survient. La question de départ sur la société civile nous a donc été utile dans le sens où elle nous a amené à travailler sur le fonctionnement politique de la Turquie. Quant aux données que nous avons obtenues lors de nos études sur terrain, elles ont pris place dans la dernière partie de notre travail en tant que « contrepoids » permettant de remettre en question le discours sur le « changement sociopolitique » intervenu à l'occasion des séismes.

### *L'approche théorique*

D'après Wolf Dombrowsky, « les désastres n'ont pas d'effets. Ce sont les effets que nous appelons 'désastre'. »<sup>4</sup> Pour qu'un fait puisse être considéré comme un « événement », il ne suffit pas qu'il introduise un changement dans l'ordre des choses mais il faut aussi que ce changement soit perçu par l'homme.<sup>5</sup> Les phénomènes naturels ayant un immense potentiel létal pour les hommes se produisent quotidiennement sur notre planète, mais seuls ceux qui touchent directement l'homme sont considérés comme des calamités. Il existe des échelles pour distinguer une catastrophe « majeure » d'un « simple » incident, ou d'un « accident » technologique à l'aide des critères de temps, d'intensité, de qualité ; celles-ci classifient également les différentes situations d'urgence pour déterminer l'ampleur de telle ou telle catastrophe. Ce type de classement est plutôt destiné aux services concernés par les situations d'urgence, qui sont susceptibles de s'en servir pour choisir la réponse la mieux adaptée à la situation. Les critères auxquels on s'adresse afin de savoir si la situation est une simple urgence, un désastre local, une

---

<sup>4</sup> DOMBROWSKY, Wolf R., « Is a Disaster What We Call a 'Disaster' ? » dans QUARANTELLI, E.L. (sous dir.), **What is a Disaster?**, Routledge, New York, 1998, p.20.

<sup>5</sup> ESQUENAZI, Jean-Pierre, **L'écriture de l'actualité, pour une sociologie du discours médiatique**, Presses Universitaires de Grenoble, 2002, p.82.



catastrophe majeure sont en réalité arbitraires et les frontières entre ces catégories sont perméables. Donc, même une catastrophe est vue uniquement comme un événement physique dont les conséquences sont quantifiables (nombre de morts, de blessés ; dommages physiques aux biens, en termes de capital), son statut n'est pas « stable », il varie en fonction des cadres d'évaluation appliqués par l'administration et même par la « science ».

Nous pouvons faire le parallèle avec la construction sociale de la catastrophe car cette dernière peut être aussi définie différemment selon le point de vue de l'acteur. La catastrophe est un événement social aussi bien qu'un événement physique. Elle est une rupture momentanée des activités quotidiennes de l'homme, une période de perte de contrôle sur tout le processus social, un laps de temps d'incertitude qui suit l'événement physique. Ce sont ces conséquences dont souffrent les hommes qui font la catastrophe. Et du point de vue sociologique, il existe autant de catastrophes que de victimes et d'observateurs, chacun ayant sa propre « version » des faits (des conséquences de l'évènement physique) en fonction de son vécu. Empruntant la qualification de Searle, nous pouvons dire que l'événement physique (tremblement de terre, éruption volcanique, tsunami...) est une spécialité *intrinsèque* de la nature, qui existe indépendamment de la catastrophe qui, elle, est une spécialité qui existe *relativement à l'intentionnalité de l'observateur*.<sup>6</sup> Le même schéma est également valable au niveau collectif. Une société peut avoir, finalement, une version généralement admise d'une catastrophe et qui est préservée comme telle dans la mémoire sociale, par exemple, en tant qu'un « évènement créateur » de l'identité nationale.<sup>7</sup> Parallèlement, différentes classes sociales peuvent avoir une perception différente d'un même désastre, par exemple en fonction de leur vulnérabilité : les individus les plus dépourvus sont souvent ceux qui sont les plus affectés.<sup>8</sup> La catastrophe devient, dès qu'elle survient, une réalité sociale et la réalité sociale « est créée par nous, pour nos propres objectifs. [...] Même les phénomènes

---

<sup>6</sup> SEARLE, John R., **The Construction of Social Reality**, The Free Press, New York, 1995, p. 9. Pour illustrer cette conceptualisation, Searle donne notamment un exemple relatif au séisme : l'affirmation « Les séismes surviennent lorsque les plaques tectoniques se heurtent » indique un fait *intrinsèque* alors que l'affirmation suivante indique un fait *relatif à l'observateur* : « Les séismes sont mauvais pour la valeur des biens immobiliers » (p.12).

<sup>7</sup> Christian PFISTER avance que les mobilisations générales pour aider les victimes de catastrophes naturelles ont contribué à la création de l'identité nationale suisse, en créant des cadres de dialogue et d'action communes entre les cantons, en renforçant l'idée de l'appartenance aux valeurs communes. Voir « Surmonter les catastrophes naturelles : les stratégies de 1500 à nos jours », dans PFISTER, Christian (sous dir.), **Le jour d'après**, Haupt, Bern, 2002, pp.209-255.

<sup>8</sup> JACOBY, Tim et ÖZERDEM, Alpaslan, **Disaster Management and Civil Society**, I.B.Tauris, New York, 2006, p.9.

naturels, comme les arbres et les rivières, peuvent se voir attribuer un usage, qui est évalué comme bon ou mauvais, selon les fonctions que nous leur attribuons et leur capacité à remplir ces fonctions.»<sup>9</sup> « Les catastrophes affectent à la fois par la nature de la rupture qu'elles introduisent dans les relations homme/environnement et par la perception que les hommes ont de cette rupture. »<sup>10</sup>

Bien entendu, la catastrophe en tant que construction sociale ne peut apparaître sans qu'il y ait la catastrophe en tant qu'événement physique (en se servant du cadre d'analyse de Searle : la catastrophe en tant que fait *institutionnel* est construite sur la catastrophe en tant que fait *brut*). Néanmoins, force est de constater que la réalité sociale peut être intentionnellement poussée à « gagner son indépendance » par rapport à la réalité « physique ». Dans le cas des catastrophes, il est possible que la construction sociale d'une calamité soit bien disproportionnée à l'ampleur (ou aux conséquences) de l'évènement physique. Une société peut, à travers différents mécanismes et pour différentes raisons, « minimiser » ou « maximiser » un désastre ; elle peut le réduire à un évènement physique accompagné d'une série de statistiques ou le transformer en une cause nationale : comment expliquer, sinon, le fait qu'en Turquie, un séisme ayant fait 39 000 victimes soit presque effacé de la mémoire sociale ou encore le fait que trois grands séismes qui l'ont suivi, totalisant 11 000 victimes, soient relativisés et passés presque inaperçus dans la presse ? Visiblement, il existe des moments où la catastrophe ne peut même pas être prioritaire par rapport à d'autres faits sociaux et, parfois, par rapport aux priorités de l'élite politique. Les exemples sont multiples, comme dans le cas de la Turquie. De là une question importante ouverte par l'étude historique du traitement médiatique des séismes dans ce pays : un séisme frappant l'Est, donc les régions les moins développées de la Turquie est-il plus facilement relativisé par la société ? Et si c'est le cas, pourquoi ?

Comme toute réalité sociale, la catastrophe se voit aussi attribuer des fonctions. « Ceux qui font la définition de la catastrophe déclarent ainsi l'usage qu'ils en feront ».<sup>11</sup> Qu'il soit au niveau personnel ou collectif, le désastre peut avoir un usage social, économique, politique. Il peut permettre aux individus de jouer un rôle différent par rapport à la phase pré-catastrophe<sup>12</sup> et de changer, par conséquent, de statut social. Il peut

---

<sup>9</sup> SEARLE, op.cit., p.4 et 14.

<sup>10</sup> COUCH, Stephen R. et KROLL-SMITH, J. Stephen, « What is a Disaster? An Ecological-Symbolic Approach to Resolving the Definitional Debate », International Journal of Mass Emergencies and Disasters, Vol 9, N°3 (novembre 1991), p.361.

<sup>11</sup> DOMBROWSKY, op.cit., p.21.

<sup>12</sup> DRABEK, E. Thomas, **Human System Responses to Disaster**, Springer-Verlag, New York, 1986, p.155.

constituer une opportunité économique, même au niveau national. Il peut avoir des usages variés pour tous les acteurs politiques, car il est inévitablement un événement politique. « Les catastrophes constituent des ‘chocs exogènes’ auxquels les systèmes politiques modernes doivent répondre, alors il n’est pas surprenant que quelques minutes après un impact majeur, les catastrophes commencent à devenir politiques. La politisation de l’événement ne fait qu’augmenter lorsque la communauté affectée et, parfois, une société entière, sort de la [phase de] réaction immédiate pour entrer dans les phases de rétablissement et de reconstruction.»<sup>13</sup> La catastrophe, outre ses diverses constructions sociales, devient alors une mise à l’épreuve de l’ensemble d’une société, qui, à son tour, se tourne vers les principaux acteurs de son système politique.<sup>14</sup> Se reconnaissant dans son propre système, une société moderne a tendance à d’abord chercher les responsables de sa vulnérabilité à la catastrophe parmi son élite politique et administrative, censée la protéger contre « les hasards de la nature ». L’événement devient une opportunité aux yeux d’acteurs qui la conçoivent comme telle, pour juger, critiquer les acteurs du monde politique et même pour formuler des exigences à leur égard.

La catastrophe est un événement « totalisant », d’après le terme d’Anthony Oliver-Smith qui considère d’ailleurs cette caractéristique comme une des raisons empêchant la collectivité scientifique d’arriver à un consensus sur la définition de la catastrophe : « Un des problèmes est que le désastre est une collectivité de processus et d’événements sociaux, environnementaux, culturels, politiques, économiques, physiques, technologiques intersectés ; étalés sur des périodes de temps variables. »<sup>15</sup> Richard Olson se réfère au modèle systémique de David Easton pour avancer que la catastrophe est finalement « une source de stress majeur sur le système politique en tant que surcharge de demandes et d’*inputs* ». Il existe deux types de surcharge du système : premièrement la complexité (ce qui est le caractère totalisant souligné par Oliver-Smith) et deuxièmement le volume excessif. D’après Olson, la catastrophe est un événement qui contient les deux types de surcharges. Les catastrophes sont donc « des crises politiques parce qu’elles placent, du moins temporairement, des fenêtres de non-décision sur les agendas politiques et

---

<sup>13</sup> OLSON, Richard Stuart, “Towards a Politics of Disaster: Losses, Values, Agendas and Blame”, International Journal of Mass Emergencies and Disasters, Vol 18, N°2 (août 2000), p.266.

<sup>14</sup> Par le terme de « système politique », nous ne désignons pas uniquement le régime, la disposition des institutions politiques ou les processus de décision mais aussi la manière dont les rapports entre les gouverneurs et les gouvernés ont été organisés dans une société, la nature et la source de légitimité de ces rapports de pouvoir.

<sup>15</sup> OLIVER-SMITH, Anthony, « Global Changes and The Definition of Disaster » dans DOMBROWSKY, W. R., « Is a Disaster What We Call a ‘Disaster’? » dans QUARANTELLI, E.L. (sous dir.), **What is a Disaster?**, Routledge, New York, 1998, pp.177-194.

introduisent ainsi simultanément sur tous les agendas de nouveaux sujets, complexes et conflictuels – tels que la tentation de présenter les événements ou de définir l'événement désastreux d'une autre [nouvelle] façon. »<sup>16</sup> Selon Olson, « la lutte pour regagner les anciens privilèges de contrôle sur l'agenda [politique] ou pour solidifier les nouveaux » constitue un des composants des « politiques de la catastrophe » ; l'autre étant la construction politique de la réalité.<sup>17</sup>

D'après John Searle, « tout ce que nous valorisons dans la civilisation nécessite la création et le maintien des relations de pouvoir institutionnelles à travers lesquelles sont collectivement imposées des statuts-fonctions »<sup>18</sup>. Notamment, une catastrophe n'est-elle pas « une rupture dans les rapports organisés entre les individus, les groupes et les communautés ; et leurs environnements naturels, modifiés ou construits » ?<sup>19</sup> Dans ce cas, elle a aussi des conséquences sur les rapports de pouvoir qui peuvent être désirées par un acteur et non désirées par un autre. Même pour une période de temps très courte, les grilles de lecture habituelles du fonctionnement politique d'une société peuvent être mises en question, à l'occasion de l'introduction d'une rupture. Dans ces moments-là, une lutte entre les partisans de différentes constructions de l'événement peut surgir. Il n'est pas difficile d'imaginer que pour ceux qui sont en position de pouvoir dans une société, le principal enjeu politique post-catastrophe serait de faire admettre à la société leur propre construction tout en évitant que d'autres se forment et envahissent la scène publique. Par exemple, dans le cas du séisme du 17 août 1999 en Turquie, les autorités turques ont tenté de présenter la catastrophe comme « un événement hasardeux (même divin) auquel l'homme est incapable de résister » alors que d'autres acteurs, notamment ceux du monde des médias l'ont considéré comme « un événement quasiment annoncé par la science ».

Il s'agit de la dispute de différentes constructions du même événement physique sur la scène publique. Cette dispute peut devenir critique, car elle est faite à un moment où le désastre est survenu, c'est-à-dire quand « la demande d'action dépasse les capacités de réponse [du système] »<sup>20</sup>. C'est une situation qui est une source de tension sociale, comme nous l'avons souligné ci-dessus. Or, la tension est une source ou un catalyseur de changement social. Par le terme *tension*, nous comprenons « les situations où il existe une

---

<sup>16</sup> Ibid., p.276.

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> SEARLE, op.cit., p.94.

<sup>19</sup> Marshal Sahlins cité par COUCH et KROLL-SMITH, op.cit.

<sup>20</sup> QUARANTELLI, E.L., « What is a Disaster: The Need for Clarification in Definition and Conceptualization in Research » dans SOWDER, Barbara J. (sous dir.), **Disasters and Mental Health**, US Department of Health and Human Service, National Institute of Mental Health, Washington D.C., 1985, p.50.

contradiction [une incompatibilité] entre deux composants, voire plus, d'un système social. »<sup>21</sup> D'après Steven Vago, nous pouvons « identifier plusieurs types de tension qui produisent des incompatibilités entre les composants d'un système social et qui contribuent ainsi au changement de ce système. Celles-ci peuvent inclure des déséquilibres démographiques, des anomies, certaines formes de rareté [de ressources], des conflits de rôle, des inconsistances entre l'idéal et le réel, des conflits de valeurs, des frustrations ». <sup>22</sup> La catastrophe est un processus qui est non seulement capable de susciter une tension sociale en détruisant physiquement par exemple les ressources matérielles nécessaires à la survie des membres d'une société, mais aussi de rendre visibles et accentuer les tensions existantes, ce qui ouvrira la voie au débat public, au questionnement, à l'action.

Citons, à cette occasion, Patrick Peretti-Watel qui fait une remarque similaire sur le concept de risque, indissociable de la notion de catastrophe : « Parfois, les perceptions du risque expriment aussi directement les lignes de fracture, de conflit, qui traversent une société à un moment donné. [...] Le risque peut devenir alors une ressource pour maintenir les rapports existants ou au contraire les contester. »<sup>23</sup> Arjen Boin et alii. avancent un argument similaire : « Les crises signalent que les plans, les politiques, les pratiques organisationnelles préexistants ont échoué. Le renouvellement institutionnel devient une possibilité. Les crises créent des opportunités pour des ruptures qui seraient en temps normal simplement unimaginables ou politiquement infaisables. Elles rendent possible la rotation des élites, la révision des politiques et la re-conception des institutions. Elles représentent une fenêtre d'opportunité pour la réforme. [...] Beaucoup de crises, après tout, ont donné naissance à des efforts ambitieux pour réformer les politiques et les institutions de gouvernement. Elles ont été vues comme les symptômes de vulnérabilités sociétales et de problèmes de gouvernance sous-jacents. »<sup>24</sup>

Pour Deborah Stone, « les 'idées causales' sont le noyau (*core substance*) de la transformation des difficultés en problèmes politiques. »<sup>25</sup> « Les acteurs politiques (il ne faut pas comprendre seulement par là les élites politiques, mais plutôt tous ceux qui jouent sur la scène politique, même momentanément) décrivent délibérément les conditions, les

---

<sup>21</sup> VAGO, Steven, **Social Change**, Prentice-Hall, New Jersey, 1999, p.34.

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> PERETTI-WATEL, Patrick, « Peur, Danger, Menace... Le poids des représentations », Sciences Humaines, N°124 (février 2002), p.35.

<sup>24</sup> BOIN, Arjen et alii., **The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure**, Cambridge University Press, New York, 2005, pp.122 et 123.

<sup>25</sup> STONE, Deborah A., « Causal Stories and The Formation of Political Agendas », Political Science Quarterly, Vol. 104 (1989), p.282.

difficultés, les questions de manières calculées afin de gagner un soutien pour leur partie. »<sup>26</sup> Autrement dit, chaque acteur politique construit une version « utile » du problème. Souvent on se sert d'une construction (ou image selon le terme de l'auteur) en forme de schéma de causalité : « La définition du problème est un processus de construction d'images, où les images sont fondamentalement liées avec l'attribution de causes, le blâme et la responsabilité. »<sup>27</sup> Alors, lorsque la catastrophe est reconstruite par les acteurs en tant qu'un problème politique, une lutte commence pour valider sa propre « histoire causale » des faits. C'est une lutte qui nécessite la mise en œuvre de différentes stratégies pour attribuer la responsabilité à quelqu'un ou à « quelque chose ». Comme l'avance Stone, une des parties peut essayer de pousser le problème dans le domaine de la nature tandis que l'autre cherche à l'éloigner pour désigner un responsable.<sup>28</sup> L'exemple du Président de la Turquie qui, en réponse à la presse le désignant comme un des responsables du bilan tragique du séisme du 17 août, suggère aux citoyens tures « d'aller devant le tribunal contre le tremblement de terre et non pas contre l'État »<sup>29</sup> illustre bien cet argument. Mais « les histoires causales doivent être défendues, font l'objet de luttes pour être maintenues. Il y a toujours quelqu'un pour dire une histoire qui défie [la première], et réussir à imposer une histoire causale n'est pas toujours une tâche facile ».<sup>30</sup>

Comme toute réalité sociale (construite), les histoires causales ont des fonctions et des effets. « Les théories causales, quand elles ont eu du succès, démontrent efficacement la possibilité pour l'homme d'avoir un contrôle sur les mauvaises conditions [de la nature]. Premièrement, elles peuvent défier ou protéger l'ordre social existant. Deuxièmement, en identifiant les agents causaux, elles peuvent attribuer la responsabilité à un acteur politique spécifique qui sera alors obligé d'arrêter une activité, de l'effectuer différemment, d'indemniser les victimes [de l'activité en question] ou d'être probablement confronté à une sanction. Troisièmement, elles peuvent légitimer et donner du pouvoir à certains acteurs particuliers comme les 'réparateurs' du problème. Et quatrièmement, elles peuvent créer de nouvelles alliances entre les individus ayant le même rapport à l'agent causal en tant que victimes. »<sup>31</sup> Nous verrons que cette grille est applicable au contexte post-séisme du 17 août 1999 en Turquie.

---

<sup>26</sup> Ibid.

<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> Ibid., p.292.

<sup>29</sup> « Demirel : Depremden Davacı Olalım », *Cumhuriyet*, 21 août 1999, p.8.

<sup>30</sup> STONE, op.cit., p.293.

<sup>31</sup> Ibid., p.295.

La majorité des discours que nous avons vu apparaître pendant cette période sont basés effectivement sur des « histoires causales », des liens de causalité établis en partant de questions pourtant simples : que s'est-il passé ? Pourquoi le tremblement de terre, un phénomène naturel dont les origines et les effets sont bien connus des sociétés modernes a-t-il causé autant de dommages ? Qu'était-il possible de faire, en amont et en aval, contre ce risque majeur ? Qu'est-ce qui a été fait, ou n'a pas été fait ? Pourquoi ? Quels étaient les responsables pour tout ce qui a été réalisé ou n'a pas été réalisé ? « Tandis que l'immédiat accapare les esprits, la crise ouvre un autre front : elle fait surgir toutes les insuffisances et les failles qu'on croyait absorbées par le passé. [...] Cette remontée de l'obscur que l'on croyait maîtrisé va se révéler très perturbante : pour le décideur, ce n'est vraiment pas le moment de traiter ces grandes questions... mais pour nombre d'autres parties, à commencer par les victimes et les journalistes, c'est précisément le temps où ces discussions doivent et peuvent être réouvertes. »<sup>32</sup>

Une fois ces questions posées, les différentes constructions de la catastrophe, de nouvelles définitions, de nouvelles formulations de l'événement ont suivi : le tremblement de terre, en tant qu'un phénomène matériel affectant un groupe humain dans un laps de temps court, laisse alors la place au tremblement de terre en tant que « moment de vérité », d'après le terme de Patrick Lagadec.<sup>33</sup> Il est un « révélateur » qui montre « la corruption des élites politiques turques », « l'inertie de l'appareil étatique », « le déclin du système politique », « la monopolisation de l'espace public par l'État », « la 'pré-modernité' de la Turquie », « la nécessité de profondes réformes » ; il est l'annonceur « de la fin de l'isolement de la Turquie sur le plan international », « du recul des acteurs politiques classiques au profit de nouveaux », « de la fin de 'l'ancien régime' »... Il s'agit donc d'un « enjeu post-catastrophe », où les parties (les élites politiques, l'administration, les victimes, les médias, le monde économique, les scientifiques, voire les acteurs internationaux) mettent en avant les différentes lectures de la catastrophe en fonction de leurs intérêts, de leurs objectifs, de leurs valeurs...

Comme le soulignent Boin et alii., « une des choses les plus importantes à retenir est le fait qu'une crise [il faut lire catastrophe] est une étiquette (*label*), une construction sémantique dont les gens se servent pour caractériser les situations ou les époques qu'ils considèrent d'une façon ou d'une autre comme extraordinaire, volatile et potentiellement extensive dans leurs implications négatives. [...] Une crise est, jusqu'à un niveau

---

<sup>32</sup> LAGADEC, Patrick, **Apprendre à gérer les crises**, Les Editions d'Organisation, Paris, 1993, p.36.

<sup>33</sup> Ibid.

considérable, ce que les gens font d'elle. [...] Ce sont les grilles de référence, l'expérience et la mémoire, les valeurs et les intérêts des personnes qui sont déterminants sur leurs perceptions de la crise. »<sup>34</sup> Il s'agit de l'attribution d'un sens (*meaning making*) à une crise au niveau individuel mais aussi au niveau collectif. « Ce processus de compréhension collective est un processus d'escalade et de descente. Il est sujet à l'influence des acteurs qui ont intérêt à adopter ou abandonner une « disposition de crise ». Et c'est exactement ce qui se passe lorsque des incidents inattendus ou des ruptures majeures sont prévus ou viennent de survenir : non seulement différents acteurs (qui tiennent les enjeux) politiques, bureaucratiques, sociaux et des acteurs internationaux formeront leur propre image de la situation et la classeront en termes de menaces et d'opportunités, mais la plupart chercheront activement à influencer la perception publique de la situation. »<sup>35</sup>

L'étude de cet enjeu, dont nous avons vu un exemple particulièrement intéressant à la suite du séisme du 17 août 1999, peut nous donner des éléments pour une analyse sociopolitique de la Turquie contemporaine. La question est de voir ce qui est véritablement en train de se jouer à l'occasion de la catastrophe, et cela non pas uniquement en décryptant les discours post-séisme (qui ont chacun une fonction dans le contexte turc) mais aussi en découvrant « les règles du jeu » et en analysant les conditions sociopolitiques qui définissent ces règles tacites. À cet égard, qu'est-ce que les séismes de 1999 nous laissent voir, telle une fenêtre ouverte sur la Turquie à un moment donné ? Cette approche s'inscrit dans le cadre de la sociologie des catastrophes (*disaster sociology*), en validant le postulat selon lequel la catastrophe est d'abord un « phénomène social » mais aussi un « laboratoire » pour les sciences sociales, dans le sens où elle révèle la nature des rapports, des processus sociaux.<sup>36</sup>

Par exemple, quels sont les acteurs qui ont la capacité de redéfinir la catastrophe de manière politique en Turquie ? Quelles stratégies adoptent-ils pour introduire leur « version » sur la scène ? Ensuite, des questions sur « le jeu » lui-même : le jeu est-il répétitif, si l'on adopte une perspective historique (qui nous est assurée par notre étude d'archives) ? A-t-il une durée « définie », des limites ? Autre question, peut-être la plus intéressante du point de vue de la sociologie politique : a-t-il des conséquences ? Le jeu post-catastrophe modifie-t-il les rapports de force, la marge de manœuvre des acteurs, leur

---

<sup>34</sup> BOIN et alii., op.cit., p.138.

<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> DRABEK, op.cit., p.420. Drabek parle même de la catastrophe en tant qu'« expérimentation [sociale] naturelle éthiquement acceptable ». Cette qualification relève, bien entendu, plutôt d'une approche plus technique, par exemple de l'optique de la gestion d'urgence.



disposition sur la scène politique ? De quelles conséquences pouvons-nous parler pour le cas de la Turquie de 1999 (en se servant aussi de notre étude sur terrain) ? Searle affirme que « les mots ont des conséquences [sur la réalité] ». <sup>37</sup> Ce postulat est-il valable pour les tremblements de terre de 1999 en Turquie ? Est-ce que les différentes représentations médiatiques de la catastrophe ont eu un effet signifiant sur la réalité ?

Metin Heper souligne que les journalistes turcs ont constitué un groupe politiquement influent depuis la naissance de la presse turque. Ils « ont joué le rôle des intermédiaires didactiques entre un Occident idéalisé et ‘une société arriérée’ ». <sup>38</sup> Ils ont presque été « des élites d’État alternatives » et sont devenus encore plus influents après 1983 en comblant le vacuum laissé par les groupes civils [réprimés sous la pression du régime militaire (1980-1983)] ». <sup>39</sup> Ils ont « aspiré à un rôle plus dominant que celui des journalistes du style européen continental, actifs et participants, parce qu’ils n’ont pas voulu uniquement *influencer* mais aussi *donner une forme* aux régimes politiques, aux politiques [publiques], et à la course des événements politiques et sociaux. » <sup>40</sup> Mais il serait erroné d’imaginer la presse turque comme un acteur politique à part, jouant le rôle « d’informateur objectif et indépendant » car les rapports entre les mondes médiatique, politique et économique ne peuvent lui permettre d’assumer véritablement ce rôle. Ces rapports sont déterminants sur le travail du journaliste turc. Exemple : comme nous l’avons vu dans la première partie de notre travail, il s’agit d’une variation entre le traitement médiatique du séisme du 17 août et de celui du 12 novembre, le premier renvoyant pratiquement au « déclin de l’État » et le deuxième à sa « renaissance ». Ce moment est presque « un moment de vérité » où tout est permis, où toute critique peut être faite, suivi d’un « retour à la normale ». Nous essayerons de voir ce qu’est la « normalité » dans le contexte turc, au sens de la disposition des acteurs sur la scène politique et des rapports de force existants.

L’enjeu post-catastrophe, le « théâtre de la dénonciation » (*blame game*) où chacun interprète l’événement de manière conforme à ses intérêts, ses « priorités », où chacun construit des réalités différentes pour les mettre en avant, devient très complexe dans la Turquie de 1999. Cet enjeu, nous l’avons vu, était relativement plus simple il y a quelques décennies. Il est actuellement plus complexe qu’auparavant, et peut-être plus complexe que

---

<sup>37</sup> SEARLE, op.cit., p.66.

<sup>38</sup> HEPER, Metin, « The Press and The Consolidation of Democracy in Turkey », Middle Eastern Studies, Vol. 32, N°2 (1996), pp. 109-111.

<sup>39</sup> Ibid., p.112.

<sup>40</sup> Ibid., p.120.

ce qu'il pouvait être dans un pays « développé » parce que la Turquie, tout en avançant vers la modernité, n'est pas encore un pays moderne. Elle a à la fois les caractéristiques sociales, politiques et économiques des pays sous-développés et ceux des pays de l'Europe occidentale à laquelle elle aspire. La catastrophe nous donne ainsi des idées sur le stade où elle se trouve dans cette « marche ». D'un côté, il existe un urbanisme digne du « tiers-monde » qui se traduit par une vulnérabilité accrue contre les risques majeurs. Cette réalité est pratiquement « admise » comme une fatalité, ce qui est une vision « pré-moderne ». Et, de l'autre côté, il est exigé des autorités une action publique rationnelle et efficace, ce qui relève de la « modernité », et ce qui montre que la société turque est devenue plus sensible à cette question. Cela, comme dans les sociétés occidentales où « les hommes politiques, tout comme les citoyens, craignent plus et tolèrent moins les risques majeurs ayant trait à la santé publique, la sécurité et la prospérité ».<sup>41</sup>

On peut également penser en termes de démocratisation : après une catastrophe, des discours critiques très violents peuvent voir le jour contre l'élite politique, les administrateurs publics et contre d'autres acteurs considérés comme responsables du bilan de l'évènement. À lire la rigueur de ces discours, nous pouvons conclure que la Turquie est une démocratie très avancée où la presse jouit d'une liberté de parole extraordinaire. Or, les autorités peuvent finalement « terminer » la crise eux-mêmes, sans qu'un responsable turc ne compare devant la justice, en mettant donc la pression sur le monde des médias qui modèrent ainsi leurs discours. Situation qui serait peu envisageable dans une véritable démocratie, sans que « des têtes tombent ». Ces situations paradoxales reflètent en effet la complexité de la Turquie qui porte tout le poids de son passé impérial et la marque de sa modernisation, en cours depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La Turquie change, et il ne serait pas erroné de dire qu'elle se trouve encore une fois dans une phase où les transformations sont intenses et porteuses de bouleversements, à tous les niveaux et dans toutes les sphères. Il est possible qu'un désastre comme celui du 17 août 1999 joue un rôle dans cette évolution. La crise est une phase de transition brusque, susceptible d'avoir des effets sociopolitiques importants. Elle peut, à long terme, modifier donc la « trajectoire », l'évolution d'une société. Le postulat selon lequel une catastrophe peut jouer le rôle de « catalyseur » pour le changement sociopolitique sera d'ailleurs discuté dans ce travail.

---

<sup>41</sup> BOIN et alii., p.8.

## *La méthodologie et le plan*

Pour notre thèse, la presse s'est très vite imposée comme la ressource principale, une fois que la problématique a été définie. D'ailleurs, il n'existe pas encore d'ouvrage scientifique de référence concernant la période post-séisme de 1999, du moins en sciences sociales.<sup>42</sup> Si les publications pseudo-scientifiques sont abondantes et si des mémoires, des « essais » fortement marqués par les opinions personnelles des auteurs ne manquent pas, il n'existe toujours pas, par exemple, de travail d'historien sur cette période, peut-être parce que l'événement est encore récent aux yeux de cette discipline. Pour notre travail de sociologie politique, l'écart temporel nous semble suffisant pour avoir la « distance » nécessaire. Une étude de presse nous permet de suivre le déroulement des faits de façon assez minutieuse et de trier, selon notre objectif, les informations utiles. La diversité des quotidiens utilisés nous permet d'avoir une diversité de points de vue faute de pouvoir avoir une version « objective » (qui, finalement, n'est peut-être qu'une version de la réalité). En nous servant simultanément de plusieurs journaux, nous avons cherché à construire une version la moins « décalée » possible.

La première partie de notre thèse est un résumé du contexte turc de l'après-séisme, principalement de la période du 17 août 1999 au 17 août 2000, élaborée à partir des journaux turcs. Cette période comprend les deux séismes majeurs (17 août et 12 novembre 1999) qui ont touché le sud de la région de Marmara, les événements sociopolitiques importants survenus ensuite (pour la grande majorité liés aux séismes) et la première commémoration des tremblements de terre. Si le risque sismique (surtout pour Istanbul) est devenu un sujet d'actualité « permanent » en Turquie à partir de 1999, la commémoration du séisme du 17 août reste un événement fournissant à la presse l'occasion de se focaliser chaque année sur le dossier sismique. De ce fait, nous avons étudié la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 août des années 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005 pour en extraire les points importants liés au séisme afin d'enrichir notre récit « principal ».

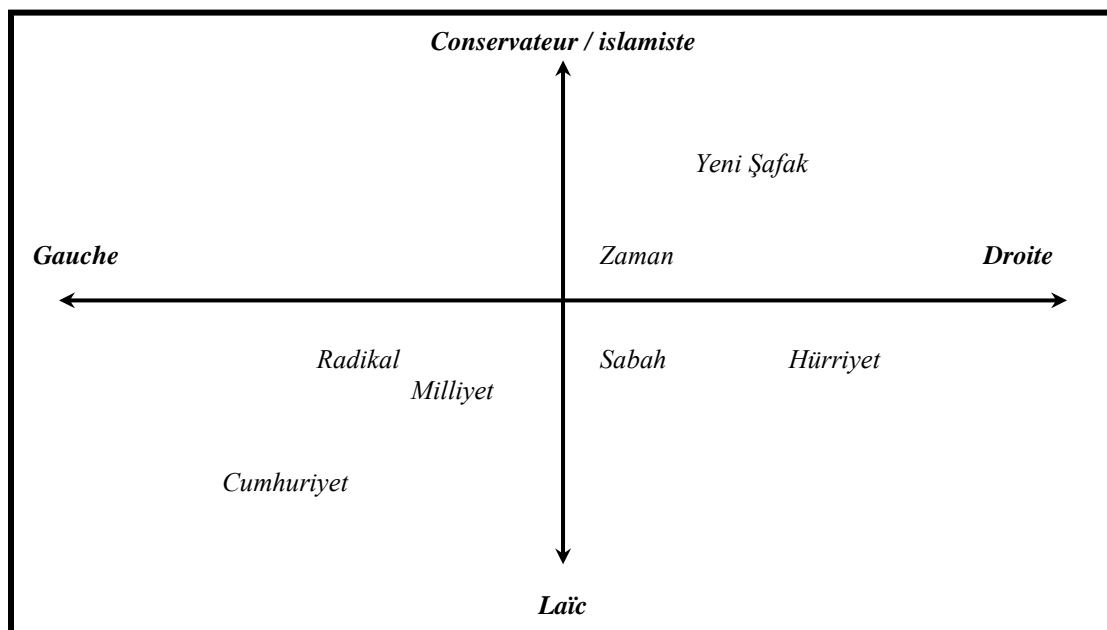
Le travail d'archives qui a donné naissance à la première partie de la thèse a été mené en plusieurs stades qui correspondent à nos déplacements sur terrain. Pour l'essentiel, deux « séjours » d'une durée de 5 semaines nous ont permis de recueillir une

---

<sup>42</sup> Une recherche bibliographique en Turquie peut nous guider vers un certain nombre de livres qui traitent des séismes de 1999, particulièrement celui du 17 août. Néanmoins, ces ouvrages sont plutôt des recueils d'événements sensationnels, d'anecdotes, parfois même de rumeurs. Souvent, leur caractère en tant que ressource pour un travail de thèse laisse à désirer. À part ces « recueils » « à sensations », nous avons vu une explosion d'ouvrages de vulgarisation sur la sismicité, la protection contre les risques sismiques, etc.

grande quantité d'informations. Les archives de presse de la ville d'Izmir, bien que moins riches par rapport à celles d'Istanbul et d'Ankara, ont été choisies pour ce travail : l'accès aux fonds est beaucoup plus facile et les conditions de travail sont meilleures (un nombre d'utilisateurs relativement moins important, des dispositifs matériels récents, etc.). Il est possible d'établir un rapport « personnalisé » avec les archivistes, ce qui facilite largement les procédures administratives. Nous avons également mené des recherches « complémentaires » à l'Observatoire Urbain de l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes à Istanbul ainsi que sur les archives de presse sur internet.

Pour des raisons pratiques, nous avons travaillé principalement sur sept quotidiens nationaux : *Cumhuriyet*, *Hürriyet*, *Milliyet*, *Radikal*, *Sabah*, *Yeni Şafak* et *Zaman*. Les deux derniers ne se trouvaient pas dans les fonds des archives, de même que *Radikal*. Nous avons alors dû utiliser leurs archives en ligne. De même, pour certains séismes antérieurs à 1999, nous avons dû retrouver les numéros de *Milliyet* sur internet. Ajoutons que nous avons également eu recours à la revue scientifique turc *Bilim ve Teknik* (science et technique) en ce qui concerne le phénomène de séisme. Pour donner une idée de l'orientation politique de ces quotidiens, nous renvoyons au schéma ci-dessous. À noter que nous avons rédigé un texte spécifique sur les médias turcs, la presse et le journalisme dans le contexte turc que le lecteur peut trouver en annexe (cf. annexe 1). Sa lecture, sans être indispensable, facilite considérablement la compréhension du fonctionnement de la presse en Turquie.



**Tableau 1 : L'orientation politique des quotidiens utilisés dans notre travail pour la période de 1999 et après**

Le tableau ci-dessous montre les chiffres de vente moyens des quotidiens turcs pour la première semaine du novembre 1999. On peut les considérer comme valables pour toute la période 1999-2000, donc pour la période post-catastrophe.

En choisissant les quotidiens considérés comme « respectables », du moins comme « modérés », situés à différents points de l'échelle politique, avec un tirage le plus élevé possible, nous avons essayé de refléter les tendances les plus importantes au sein de la presse turque. Nous n'avons pas pris en compte les organes de presse que nous pouvons qualifier d'extrémistes du fait du temps malgré tout limité dont nous disposions pour réaliser cette thèse et de la nécessité de fixer un certain nombre de limites à l'investigation.

HÜRRİYET	487 381
POSTA	389 858
SABAH	368 217
MILLİYET	326 096
TÜRKİYE	308 766
EKONOMİK TAKVİM	218 731
AKŞAM	230 202
ZAMAN	239 945
TARAFTAR FOTOMAÇ	204 478
FANATİK	188 795
GÜNEŞ	152 548
GÖZCÜ	105 712
ASABI	99 939
AKİT	92 001
BULVAR	51 884
YENİ ŞAFAK	66 533
CUMHURİYET	54 927
RADİKAL	40 073
MİLLİ GAZETE	14 557
FİNANSAL FORUM	11 188
ÖZGÜR BARIŞ	8 010
YENİ MESAJ	4 194
ÖNCÜ	3 628
YENİ EVRENSEL	2 972
DÜNYA	2 914
AYYILDIZ	2 742
HÜRSES	1 339
STAR	-
TOTAL	4 048 930
Total des quotidiens utilisés pour l'étude	1 583 172

**Tableau 2 : Ventes moyennes des quotidiens nationaux turcs dans la semaine du 1<sup>er</sup> au 7 novembre 1999 selon YAY-SAT, monopole de distribution de presse**

Les chiffres concernant le quotidien Star, dont la distribution était refusée par YAY-SAT ne sont pas pris en compte du fait que le quotidien affichait 448 000 ventes tandis que YAY-SAT avançait le chiffre de 36 000.

Source : <http://www.dorduncukuvvetmedya.com/arsiv/tiraj.htm>, « plate-forme des journalistes libres ».

La première partie de cette thèse correspond donc principalement à une reconstruction du contexte post-séisme de 1999-2000. Elle commence par deux sous-parties contextuelles : la première est un résumé du contexte sociopolitique dans lequel les séismes sont survenus, la deuxième est la description des séismes, en tant qu'événements physiques. Nous avons ensuite essayé de résumer la période en respectant la chronologie. Bien entendu, la première partie n'est pas un « simple » récit dans lequel aucun argument ou analyse de la part des acteurs ne figurent. Au contraire, c'est dans cette partie que nous rendons compte des propos, des arguments, des discours appartenant aux journalistes, ainsi qu'aux autres acteurs. Mais, à ce stade, nous n'avons pas ajouté nos analyses.

La deuxième partie de la thèse porte sur les séismes majeurs survenus de 1939 à 1999 en Turquie. À partir des fonds disponibles, nous avons collecté les informations nécessaires sur 14 grands tremblements de terre et nous les avons reclassés chronologiquement, ce qui nous a donné la possibilité de constater l'évolution du traitement des séismes (autrement dit des catastrophes) dans les médias. Nous ne donnerons pas ici plus de détails sur notre façon de procéder car elle est expliquée au début de la deuxième partie. Pour simplifier, soulignons que nous avons fait, pour ces 14 séismes, un travail similaire à celui réalisé pour ceux de 1999. C'est-à-dire que nous avons fait état de l'événement physique, ensuite nous avons rendu compte des discours apparus dans la presse, des actions et des réactions de divers acteurs dans le contexte post-séisme. En faisant le passage entre deux séismes, nous avons tenu à placer des synthèses historiques assez détaillées pour que le lecteur étranger à l'histoire de la Turquie puisse situer l'événement dans son contexte. L'objectif principal de cette partie est, comme nous l'avons déjà affirmé, de montrer les changements et les continuités dans la lecture de la catastrophe par divers acteurs (principalement par la presse), ce qui nous permet de souligner la singularité de 1999 tout en le plaçant dans une série. Notons que nous nous sommes servi d'un nombre important d'ouvrages (près d'une vingtaine) sur l'histoire de la Turquie contemporaine afin de rédiger les synthèses sur le contexte, nécessaires aussi bien pour la première que pour la seconde parties.

Dans la dernière partie de notre thèse, nous reprenons les arguments avancés par les journalistes à l'occasion des tremblements de terre en 1999, afin de les analyser en nous appuyant sur des éléments théoriques. Après le décodage de tous les discours critiques tenus par la presse, nous nous arrêtons sur le discours de changement que nous considérons comme le plus important du contexte. Nous essayons ensuite de mettre ce discours en question en le soumettant à l'épreuve de la réalité du terrain, à travers 1/ les résultats de

nos études auprès des ONG et des autorités publiques ; 2/ la prise en compte du risque sismique depuis 1999. Cette partie nécessite (à la différence de deux premières, demandant surtout des synthèses d'histoire politique et économique) le recours à plusieurs cadres théoriques. Il s'agit de la sociologie des catastrophes, de la sociologie des mouvements sociaux, de la sociologie des changements sociaux et, dans une certaine mesure, de la sociologie des médias. Il sera nécessaire de citer un grand nombre d'auteurs de sociologie politique dont certains sont considérés comme « classiques » car nous « manipulerons » les « grandes » catégories de la discipline telles que : l'État, le citoyen, la société civile, le régime, etc. (ce sera particulièrement le cas dans une annexe consacrée à la notion de société civile). Nous accorderons également une place importante aux auteurs turcs, qui, depuis longtemps, ont construit des grilles de lecture spécifiques ou bien « adaptées », pour expliquer la réalité turque tout en connaissant les outils, les grilles d'analyses « occidentaux ». En ce qui concerne notre étude sur terrain, nous donnerons les détails de ce travail dans chaque sous-partie concernée.

# **Partie I**

## **Les tremblements de terre de Marmara 1999**





Quelle était la situation en Turquie au 16 Août 1999 ? Lorsque Bülent Ecevit, président du Parti démocratique de gauche (DSP), a pris le relais le 4 juin 1999 en tant que Premier ministre, la société était encore sous le choc de deux événements récents : le scandale de Susurluk<sup>43</sup> et la progression de l'islam politique. Un épisode qui s'est déroulé entre septembre 1998 et février 1999, et concernant le PKK, a cependant permis à Ecevit de « remonter un peu le moral du peuple » et d'améliorer la crédibilité des autorités politiques et publiques.

Lors de son discours d'ouverture de l'année législative, le Président Demirel a ouvertement menacé la Syrie d'une éventuelle guerre au cas où ce pays continuerait à couvrir l'organisation PKK et son chef, Abdullah Öcalan. Réalisant que l'armée turque était en train de concentrer ses troupes sur la frontière, la Syrie a expulsé Öcalan vers la Russie, qui l'a finalement expulsé vers l'Europe en novembre 1998. Öcalan a temporairement trouvé asile en Italie mais comme cela a été le cas avec la Russie, les autorités turques ont convaincu leurs homologues italiens de la nécessité « d'une impartialité absolue pour empêcher la dégradation des relations bilatérales ». Öcalan a dû finalement quitter l'Italie pour une destination « inconnue ». En effet, après une brève escale à Athènes, il a été envoyé au Kenya par certains responsables grecs à l'ambassade de Grèce à Nairobi, où il était caché. Néanmoins, il a dû être remis aux agents des services secrets turcs sous la pression des autorités américaines le 15 février 1999. Ce soutien accordé au chef du PKK par les autorités grecques a dégradé les relations avec la Grèce, qui étaient déjà loin d'être bonnes.<sup>44</sup>

Les élections d'avril 1999 ont été clairement marquées par l'arrestation d'Öcalan. Le DSP de Bülent Ecevit en est sorti le premier vainqueur avec 22,2 % des voix. Le deuxième était, ce qui a choqué les milieux modérés, le parti d'extrême droite MHP avec son nouveau leader Devlet Bahçeli (18 % des votes). En réalité, ce vote record pour les extrémistes s'expliquait aussi par le phénomène kurde car le MHP avait largement exploité cette thématique de « désintégration du pays » depuis quelques années et marqué des points par son soutien aux familles des soldats tués lors du conflit avec le PKK. Ecevit n'a pas vu d'obstacle à établir un gouvernement de coalition avec « ses plus grands ennemis dans les années 70 ». L'ANAP « usé » de Mesut Yılmaz qui avait pu recueillir 13

---

<sup>43</sup> En novembre 1996, une collision entre une voiture de luxe et un camion près de la bourgade Susurluk (Balıkesir), située sur la route nationale menant d'Izmir à Istanbul, avait mis en évidence la relation entre un ancien militant de l'extrême droite recherché par un bulletin rouge d'Interpol et un parlementaire d'origine kurde qui voyageaient dans la même automobile. L'accident a révélé l'existence d'un réseau illégal composé d'hommes politiques, de maffieux et de fonctionnaires d'État. (cf. annexe X)

<sup>44</sup> MANGO, *ibid.*, p.219.

% des voix les a également rejoints.<sup>45</sup> Ainsi, le premier gouvernement « social-démocrate-libéral-d'extrême droite » de la Turquie a vu le jour pour assumer un mandat assez difficile.

Presque deux décennies après le coup d'État de 1980, le pays n'avait toujours pas trouvé la stabilité, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique. En apparence, « les deux principales menaces contre le régime et l'unité nationale » avaient été éliminées, du moins repoussées, mais en réalité les conditions qui avaient suscité l'islamisme et l'irrédentisme kurde violent persistaient. Les militaires, auxquels les « civils », les cadres politiques avaient renvoyé la balle dans les deux cas, avouaient que les « solutions » qu'ils avaient apportées n'étaient que temporaires. Des réformes importantes étaient nécessaires pour sortir du cadre du « 12 septembre » qui avait profondément marqué la société et les institutions. La Turquie était « un État avec une constitution mais pas un État constitutionnel ».<sup>46</sup> Le projet de créer un régime « démocratique » sous tutelle militaire avait finalement abouti à une société dépolitisée : il existait cependant une démocratie pluraliste où des élections libres se tenaient régulièrement, même si la loi sur les partis politiques avait transformé les partis en des structures oligarchiques restant fermées aux jeunes générations. Les « oligarques », quelle que soit leur tendance politique, ne faisaient pas le moindre effort pour modifier cette loi, ni le mode de scrutin (barrage du seuil de 10 %), afin de garder leur position sur la scène politique.<sup>47</sup>

Tel qu'il était, *l'establishment* verrouillait l'accès aux nouveaux acteurs et ne leur laissait aucune possibilité de participation réelle à la vie politique, autre que de voter. Le clientélisme politique était le facteur garantissant la continuité de ce fonctionnement. Les mouvements émergents ne pouvaient pas percer sur la scène politique pour une deuxième raison qui était le principe de sauvegarde du régime, souvent interprété d'une façon très restrictive. En conséquence, tout acteur considéré comme « menaçant pour le régime » (c'est-à-dire pour le *statu quo*,) se voyait exclu de la scène. Certes, de véritables menaces

---

<sup>45</sup> MANGO, *ibid.*, p 98. Avec le retour du MHP au parlement, toutes les tendances politiques d'avant-1980 se retrouvaient de nouveau sur la scène. Notons que Alparslan Türkeş, leader mythique de l'extrême droite et du MHP était mort et remplacé par un universitaire, Devlet Bahçeli.

<sup>46</sup> Dans un discours du président de la Cour de cassation lors de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 1999-2000, cité par BOCKEL Alain et KARAKAŞ Işıl, « La réforme constitutionnelle et les droits de l'homme », *Questions Internationales*, No 12 (mars-avril 2005), p.33.

<sup>47</sup> Artun Ünsal affirme que le modèle de « parti-cartel » avancé par Katz et Mair fonctionne bien pour expliquer la situation des partis politiques turcs : l'administration centrale est dotée des compétences hiérarchiques qui la rendent très forte face aux membres (la base). Le fonctionnement interne des partis est anti-démocratique : les directeurs régionaux, locaux, les candidats aux élections nationales ou locales, sont tous désignés par l'administration. Le centre est aussi financièrement indépendant de la base, le financement du parti étant assuré par les milieux d'affaires ou par l'aide de l'État (notons que ce sont les députés eux-mêmes qui votent la loi relative à cette aide).

contre le régime, la société et l'intégrité territoriale existaient ; cependant la logique ultra-sécuritaire des « gardiens du régime » (dont dépendait la définition de la menace) amalgamait parfois ces menaces et des acteurs, des mouvements dont les motivations pouvaient être très différentes et inoffensives pour le système.<sup>48</sup>

La scène politique de la Turquie était loin d'être un miroir fidèle de la société turque, très riche sous l'angle ethnique et culturel. Au contraire, elle reflétait le projet du régime militaire « d'uniformisation politique » de la société par l'atténuation des clivages au point de stériliser le débat politique : une droite s'inscrivant massivement dans le discours de « synthèse turco-islamique », élément de cohésion sociale « artificielle » mise en place après 1980 pour se « substituer à toutes les tendances politiques » ; une gauche difficilement audible, qui n'a plus sa crédibilité héritée du passé et qui ne se distingue que difficilement de ladite droite par ses prises de position. Mais le fait le plus frappant était le décalage, pour ne pas dire le fossé, entre la vision de cette classe politique usée et celle des nouvelles générations.

La dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle a clairement montré à la société turque que la « sacralisation » extrême de l'État était nuisible aussi bien à la démocratie qu'au fonctionnement de la société. «Le caractère sacré de l'État» a été un bouclier systématiquement utilisé par les réseaux de corruption (composés de politiques, de bureaucrates, d'hommes d'affaires et parfois de criminels) pour échapper à tout contrôle. Il a été un des principaux obstacles à la transparence, mais aussi un instrument manipulé par ceux qui voulaient maintenir leur position dans le système. Dans un grand nombre de cas, il a permis aux responsables politiques et administratifs d'agir de façon arbitraire et irresponsable. On peut affirmer qu'en 1999 demeuraient les clivages sociaux (ethnicité, religion, idéologie politique) que les militaires avaient tenté d'effacer à travers leur *social engineering* au début des années 80. Le tissu social du pays était toujours fragile et susceptible de générer des conflits, comme il l'avait été dans le cas de l'irrédentisme kurde. Quant à l'islam politique, il était désormais un acteur de premier plan, le contexte post-12 septembre lui ayant été propice. Le tournant libéral orchestré par Turgut Özal, avait réussi en matière d'ouverture commerciale et de libéralisation financière, mais il avait accusé du

---

<sup>48</sup> Ahmet Insel suggère la notion de « pouvoir prétorien » (d'après William Hale) pour analyser l'histoire récente de la Turquie : « Le pouvoir prétorien se considère comme l'unique force chargée de protéger l'État et s'assure une légitimité 'au-dessus, en dehors de la société' en sacralisant l'État. Il ne personnalise pas le pouvoir politique, au contraire il prend des mesures contre une telle tentative. Il est basé sur un pouvoir collectif de classes et d'institutions. D'ailleurs, c'est ce qu'il entend par 'la République'. De ce fait, il est allergique à l'idée de république démocratique. » INSEL, Ahmet, « Cumhuriyet Döneminde Otoritarizmin Sürekliliği », *Birikim*, No 125-126 (septembre-octobre 1999), p. 161.

retard dans la création de structures et de mécanismes indispensables au bon fonctionnement d'un marché capitaliste. La transformation économique brusque avait eu des conséquences sociales néfastes. L'enrichissement par tous les moyens, à tout prix, était devenu un idéal au détriment des valeurs traditionnelles.

Depuis 1983, les gouvernements successifs avaient préféré une croissance à court terme, largement financée par l'endettement public et par des emprunts auprès des créditeurs internationaux. Avec le temps, le phénomène d'endettement était devenu un cercle vicieux pour lequel les recettes *stand-by* du FMI ne pouvaient constituer un remède, faute de discipline financière et monétaire de la part des responsables turcs : la dette publique avait atteint le niveau de 59,1 % du PIB et 103,3 milliards de dollars américains respectivement en 1998, contre 38,9 % du PIB et 16,2 milliards de dollars en 1980.<sup>49</sup> L'ouverture au monde, l'expansion de l'économie turque, le renouvellement des infrastructures par de gigantesques projets publics et l'enrichissement du pays malgré l'instabilité politique (PIB de 68,4 milliards de dollars en 1980 contre 204,6 en 1998) n'avaient en aucun cas modifié l'inégalité impressionnante de la répartition de la richesse en Turquie. En 1963, 20 % de la population du pays détenait 57 % de la richesse créée. En 1994, le même groupe possédait toujours 54,9 % de la richesse. Parallèlement, les 20 % les plus démunis de la population qui ne touchaient que 4,5 % de la richesse en 1963 n'en percevaient que 4,9 % en 1994.<sup>50</sup> Autrement dit, les 60 % de la population qui devaient se contenter de 25 % de la richesse n'avaient pas vu leurs conditions de vie changer grâce à la libéralisation qui avait suscité tant d'espairs.<sup>51</sup> Le PIB par personne était au niveau de 3 224 dollars en 1998.

L'inégalité entre les régions, liée aussi à l'absence d'une véritable planification pour l'investissement public, gardait toujours sa place sur l'agenda public en tant que question vitale. La pauvreté avait sans aucun doute joué un rôle important dans l'émergence de l'irrédentisme kurde dans la zone sud-est de la Turquie, la plus démunie de toutes.<sup>52</sup> En même temps, les flux migratoires vers les régions développées (liés aussi à la

---

<sup>49</sup> AKAGÜL, Deniz, « L'économie turque au tournant de l'an 2000 », *Géopolitique*, No 69 (Avril 2000), p.94

<sup>50</sup> KONGAR Emre, *21.Yüzyılda Türkiye*, Remzi Kitabevi, Istanbul, 1998, p.431.

<sup>51</sup> « En 1994, le revenu par tête variait de 803 \$ pour les 5 % les plus pauvres à 23 344 \$ pour les 5 % les plus riches de la population. » dans AKAGÜL, *ibid.*, p.95.

<sup>52</sup> La thèse de « l'exploitation économique du Kurdistan », souvent avancée par les nationalistes kurdes, n'est toutefois pas crédible. Les régions sud-est de la Turquie sont très pauvres en ressources naturelles (surtout en terres agricoles) donc il est difficile de voir l'objet de cette exploitation. D'après une recherche, cette région bénéficie d'un budget largement supérieur (hors les dépenses relatives à la sécurité) à sa contribution au PNB. Voir MUTLU, Servet, « Economic Bases of Ethnic Separatism in Turkey », *Middle Eastern Studies Journal*, Octobre 2001, pp.101-127.

diminution de la main d'œuvre dans l'agriculture) causaient une série de problèmes socio-économiques importants comme l'émergence des « bidonvilles » dans la périphérie des zones urbaines. Outre les problèmes d'infrastructure, cette pression démographique engendrait des tensions sociales dues à la confrontation des modes de vie, des codes culturels très variés dans les villes.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la société turque fasse très peu confiance à ses institutions vers la fin des années 90. D'après un sondage réalisé en 1997 dans le cadre de l'enquête *Les Valeurs du Monde* de R. Inglehart, les acteurs classiques du système – les partis politiques et deux institutions majeures du régime, l'Assemblée et le gouvernement (donc l'exécutif) – étaient les institutions auxquelles les Turcs faisaient le moins confiance. Par contre, l'armée jouissait d'une très grande crédibilité au sein de la société. 33 % des interrogés ne s'opposaient pas à l'idée d'un régime militaire, et 55 % étaient favorables à une technocratie.<sup>53</sup> De 1990 à 1997, la proportion de ceux qui prévoyaient la dégradation des conditions en Turquie avait presque doublé (de 32 % à 51 %).<sup>54</sup>

Le même problème de crédibilité existait du côté du monde extérieur. En 1999, l'image de la Turquie était celle d'un pays isolé à cause des tensions et des conflits qu'elle gardait avec ses voisins depuis longtemps. Malgré sa présence de longue date au sein des organisations internationales importantes comme l'ONU, l'OTAN, le Conseil Européen, elle n'avait pu faire admettre aucune de ses thèses sur le plan international à propos des questions importantes comme la situation à Chypre, l'irrédentisme kurde, la déportation des arméniens ottomans en 1915. Elle avait notamment essuyé le refus de l'Union Européenne à deux reprises (en 1989 et en 1997), pour des raisons politiques aussi bien qu'économiques. Les « partenaires » étrangers de la Turquie n'hésitaient pas à affirmer leur crispation en ce qui concerne l'immaturité de sa démocratie, le non-respect des droits fondamentaux, la généralisation de la corruption, l'inefficacité de son administration, le rôle que jouent les forces armées dans la politique... C'est dans ces conditions qu'un séisme majeur est survenu le 17 août 1999, sous le 57<sup>e</sup> gouvernement dont l'agenda était déjà très « surchargé »

---

<sup>53</sup> ESMER Yılmaz, **Devrim Evrim Statüko**, Tesev, Istanbul, 1999, p.81.

<sup>54</sup> Ibid., p.20.

## ***Section 1. Le tremblement de terre de 1999 et la mise en accusation des autorités***

---

### ***1. Aperçu de l'événement physique***

Un tremblement de terre majeur a frappé la région de Marmara en Turquie le 17 août 1999 à 03h02. Sa magnitude était de 7,4 sur l'échelle de Richter et son épicer se trouvait à Gölcük, une petite ville de Kocaeli.<sup>55</sup> Bien qu'il ait touché principalement quatre départements de la région (Istanbul, Sakarya, Kocaeli et Yalova), il y a eu des dégâts sérieux dans des départements périphériques comme Bolu, Bursa et Eskişehir. La zone la plus touchée était naturellement le golfe d'Izmit, sur la rive sud, où se trouve située Gölcük. Ce golfe est un graben allongé sur l'axe est-ouest à 60 km au sud-est de la ville d'Istanbul. Le séisme a frappé les villes principales situées sur ses rives (Izmit, Yalova, Gölcük) et celles de son *hinterland* (Adapazari, Düzce, Bolu) qui regroupaient une population totale de 11 824 000 d'habitants.<sup>56</sup>

Le bilan de ce choc a été, en un seul mot, tragique. Selon l'estimation officielle, 17 479 personnes sont mortes. 43 953 personnes ont été blessées, dont quelque 30 000 hospitalisées.<sup>57</sup> Environ 120 000 immeubles ont été endommagés, dont 50 000 fortement. 2 000 immeubles se sont effondrés, 4 000 demeurant en équilibre précaire suite au séisme.<sup>58</sup> En termes de pertes humaines, la situation la plus grave était celle du département de Kocaeli dont dépendait Izmit, la ville la plus grande de la région et son centre administratif ; ainsi que les communes de Gölcük, Karamürsel et Değirmendere avec 9 477 morts et 9 881 blessés. Le nombre de morts était limité à 454 pour Istanbul et 48 pour Bolu grâce à la distance par rapport à l'épicentre.<sup>59</sup>

---

<sup>55</sup> **Le séisme de Kocaeli du 17 août 1999**, rapport de mission préparé par l'Association Française du Génie Parasismique, AFPS, Paris, 2000, p.3.

<sup>56</sup> **Economic Effects of the 1999 Turkish Earthquakes: An Interim Report**, rapport (*working paper*) préparé par le Département d'économie de l'OCDE, no 247, Paris, 2000, p.36.

<sup>57</sup> Ibid, p.35.

<sup>58</sup> AFPS, p.3.

<sup>59</sup> "İşte Deprem Bilançosu", *Hürriyet*, 17 août 2000, p.16.

Il faut souligner que la région de Marmara est le cœur de l'industrie turque, et même le cœur de l'activité économique en Turquie ; ce qui explique en partie la concentration de population. La contribution totale au PNB de la région est de l'ordre de 33,5 % ; la place dans la TVA industrielle est de 45,6 % selon les données de 1997.<sup>60</sup> Les quatre départements Kocaeli, Sakarya, Yalova et Bolu produisaient 7,2 % du Produit National Brut bien que leur population totale constitue seulement environ 4 % de la population du pays (la région produit essentiellement des biens intermédiaires et possède des industries pétrochimiques et chimiques).<sup>61</sup> Naturellement, le séisme n'a pas seulement touché les habitations, mais aussi beaucoup d'installations industrielles et économiques, y compris des installations stratégiques comme la raffinerie de Tüpraş, Izmit. En conséquence, le bilan économique du séisme a été considérablement alourdi par l'arrêt de l'activité économique dans le golfe d'Izmit. Non seulement 30 % des sites étaient endommagés dans la zone du golfe, mais aussi de nombreuses personnes étaient hors d'état de travailler pour différentes raisons (devenues victimes elles-mêmes ou ayant des proches parmi les victimes ou des problèmes de logement, etc.). Autrement dit, le séisme a complètement bouleversé la vie quotidienne dans la zone.

Trois mois après le tremblement de terre du 17 août, un séisme de magnitude 7,2 a frappé de nouveau la ville de Düzce et ses environs le 12 novembre à 19h. Düzce, qui était sévèrement touchée par le premier séisme, était encore en phase de réhabilitation et de reconstruction. Lorsque l'onde de choc l'a secouée, la plupart des habitants qui n'avaient pas renoncé à occuper leur logement endommagé par le séisme du 17 août sont morts dans les immeubles qui se sont effondrés dans les premières secondes. Plus tragiquement encore, certains bâtiments sévèrement endommagés en août étaient « réparés » superficiellement (pour ne pas dire « maquillés ») et loués par leurs propriétaires. Heureusement, un grand nombre de bâtiments étaient quand même inoccupés depuis août. 494 personnes ont été tuées et 4 948 ont été blessées à Düzce. Le nombre de logements détruits s'élevait à 27 177. Ce tremblement de terre n'était pas une réplique du 17 août, mais un événement singulier produit par une faille mineure isolée.<sup>62</sup> D'ailleurs, il y a un écart temporel de trois mois entre les deux séismes. Cependant, le 12 novembre est « étroitement » associé au 17 août dans la mémoire collective, probablement parce que le séisme a touché une partie de la même zone que le premier et que « l'atmosphère de

---

<sup>60</sup> OCDE, p.36.

<sup>61</sup> **Le séisme de Kocaeli du 17 août 1999**, p.97.

<sup>62</sup> La tension qui a causé le séisme de Düzce est quand même un sous-produit du 17 août.



catastrophe » régnait encore en Turquie à ce moment-là, surtout à Istanbul où les habitants s'attendaient à un nouveau séisme qui ruinerait toute la ville (d'une certaine façon, le 12 novembre a réveillé la peur, à peine calmée, de la population). C'est pourquoi nous parlons « des tremblements de terre de 1999 » au pluriel. Ils sont considérés comme les étapes d'une seule période désastreuse.

## ***2. Des victimes sans aide, coupées du monde***

« Pas d'électricité, pas d'eau, pas de canalisation, pas de téléphone. On était dans des conditions complètement différentes. Comme si la couleur du ciel était changée... J'étais à Gölcük quand le tremblement de terre m'a surpris ; normalement on met dix minutes pour aller de Gölcük à Izmit. [ce jour-là] J'ai dû mettre quatre heures ! Et le Premier ministre, lui, déclarait à la télé, 19 heures après le séisme : 'Il y a seulement deux morts'... Comme si nous [la région frappée] étions au pôle nord ! » (entretien avec un responsable de la municipalité d'Izmit)

Quelques minutes après le choc, dans toute la zone principalement concernée par le séisme, la situation est à peu près la même : coupure de courant (qui a duré entre un jour à une semaine selon l'endroit), dysfonctionnement des réseaux téléphoniques mobiles et fixes, ainsi que des réseaux d'eau potable et des canalisations ; et surtout « un spectacle impressionnant de destructions et de désolation. »<sup>63</sup> La situation d'Izmit résume bien la tragédie :

« L'hôpital de la ville a été partiellement endommagé et ne fonctionnait plus qu'avec un générateur d'appoint, alors que des voitures arrivaient en permanence, chargées de morts et de blessés. Des dizaines de personnes gisaient, au sol, dans des couloirs, ensanglantées et hurlant de douleur. Les lignes téléphoniques étant coupées, le chaos le plus total régnait dans l'établissement. Le bâtiment de la préfecture locale a été également touché et le personnel travaillait, tant que faire se peut, dans les jardins et était incapable de donner des informations sur l'étendue du désastre. »<sup>64</sup>

---

<sup>63</sup> POPE, Nicole, "Un violent tremblement de terre a touché le nord-est et le centre de la Turquie", *Le Monde*, 18 août 1999.

<sup>64</sup> Ibid.

« Certains bâtiments ont été réduits à néant, alors que l'immeuble voisin demeurait intact. Des immeubles entiers se sont inclinés comme des dominos, alors que d'autres semblent agenouillés, penchés comme la tour de Pise, leurs étages supérieurs intacts, mais leur rez-de-chaussée désormais inexistant. Des fissures profondes et des dégâts structurels rendent également de nombreux bâtiments, apparemment intacts, inhabitables. »<sup>65</sup>

Mais le constat le plus frappant (et peut-être le plus immédiat) était sans doute l'absence de secours organisés : « Mardi à l'aube, plusieurs heures après le séisme, la population locale et le reste du monde ont pris conscience de l'étendue des dégâts. En l'absence d'équipes de secours, qui ont mis des heures à se déployer, c'est à mains nues ou avec des outils de fortune que la population s'est mise au travail pour tenter de sauver quelques vies humaines. »<sup>66</sup> Naturellement, le même constat était fait par tous ceux qui étaient présents dans la zone de catastrophe, y compris par les journalistes turcs et étrangers. Les images montrant les habitants qui « s'employaient à déblayer les gravats à mains nues, pour tenter de retrouver d'éventuels survivants »<sup>67</sup> ont été très vite diffusées à l'échelle nationale, aussi bien qu'internationale.

Dès le 18 août, des titres accusant le gouvernement pour son retard à organiser les secours ont donc rempli les pages des quotidiens turcs. « L'État n'était pas là où il aurait dû être » disait le correspondant de *Cumhuriyet* à Izmit : « L'État qui dit qu'il 'panse toujours les plaies' était absent des lieux touchés par le tremblement de terre hier. Il était possible d'entendre ceux qui hurlaient, criaient dans les décombres alors que les citoyens étaient en révolte. »<sup>68</sup> La une du numéro suivant du même quotidien était claire : « La main de l'État est en retard ». Dans l'article, on soulignait que « les équipes de secours ont pu arriver dans la région avec un jour de retard. ». « Le centre de gestion de crise » du Premier ministre, établi par les deux vice-Premiers ministres, était inefficace. Une des raisons des embouteillages sur les routes de la zone de catastrophe tenait à ce que le gouvernement n'avait pas interdit la circulation sur les routes et autorisé seulement la circulation des équipes de secours. Il n'avait pas établi non plus des ponts aériens ou navals avec la région, alors que c'était bien possible.<sup>69</sup>

---

<sup>65</sup> POPE, Nicole, «Les autorités turques accusées d'incompétence après le séisme», *Le Monde*, 19 août 1999.

<sup>66</sup> Ibid.

<sup>67</sup> POPE, Nicole, « Un violent tremblement de terre a touché le nord-est et le centre de la Turquie », *Le Monde*, 18 août 1999.

<sup>68</sup> « Devlet, Olması Gerektiği Yerde Yoktu », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.33.

<sup>69</sup> « Devletin eli gecikti », *Cumhuriyet*, 19 août 1999, p.1.

Dans *Hurriyet*, Coşkun demandait « Où es-tu encore, l'État ? » et pourquoi les victimes étaient « laissées toutes seules face à leur destin tragique » : « Dix, quinze heures après le tremblement de terre, même les centres-villes n'ont pas reçu d'aide. Lorsque ces lignes étaient rédigées, la télévision diffusait sans arrêt les images des gens qui priaient pour des secours en pleurant, mais qui n'arrivaient même pas à avoir une pelle. Alors que les gouvernements allemand, israélien et belge ont fait savoir qu'ils étaient prêts à envoyer les équipes de sauvetage, notre État était, encore une fois, absent. »<sup>70</sup>

Dans un article intitulé « L'incapacité de l'État est grande » de *Cumhuriyet*, on affirmait que « l'impuissance dans laquelle l'État et les collectivités locales se sont trouvés suite au séisme avait provoqué une réaction critique de la part des partis politiques, des syndicats, des ONG et des citoyens. » Le fait que l'État ait perdu de son aspect social, de sa dignité et de son efficacité avait aggravé les conséquences du tremblement de terre.<sup>71</sup>

« La nuit c'est le désastre, le jour c'est l'impuissance » lisait-on à la une de *Zaman*.<sup>72</sup> La situation était vivement déplorée : « Encore une fois nous avons compris que [...] notre préparation de même que notre réaction aux catastrophes étaient nulles. [...] Nos yeux ont cherché en vain des sauveteurs en uniformes orange comme en Europe. [...] Dans ce domaine, nous sommes aussi incapables que nous l'étions il y a 50 ans. »<sup>73</sup> « On n'est pas instantanément intervenu dans la zone touchée à la suite du tremblement de terre. Notre État qui est si sacré pour nous n'était pas là au moment où on en avait le plus besoin. L'État n'était pas préparé contre les catastrophes. »<sup>74</sup> Aux yeux des médias, tout cela indiquait que les autorités publiques n'étaient pas préparées pour une crise majeure d'un tel type, ce qui a été une des raisons principales de la réaction de l'opinion publique.

### ***3. La réaction tardive et inadéquate des services publics***

Le Premier ministre a tenté d'expliquer la défaillance des services de secours et de sauvetage par le fait que les infrastructures étaient endommagées. Dans une déclaration à la

---

<sup>70</sup> COŞKUN, Bekir, « Yine Neredesin Devlet ? », *Hurriyet*, 18 août 1999, p.2.

<sup>71</sup> « Devletin Aczi Büyük », *Cumhuriyet*, 20 août 1999, p.8.

<sup>72</sup> « Gece Felaket, Gündüz Acziyet », *Zaman*, 18 août 1999. La recherche dans les archives des quotidiens suivants a été effectuée sur Internet : *Milliyet*, *Radikal*, *Yeni Şafak* et *Zaman*. De ce fait, nous ne signalerons pas de numéro de page pour les citations faites à partir de ces derniers.

<sup>73</sup> SUTAY Hasan, KARAKAŞ Selahattin, « Deprem Ertesi », *Zaman*, 18 août 1999.

<sup>74</sup> GÜRSOY Idris, « Olayların İçinden », *Zaman*, 19 août 1999.

presse faite le 21 août, il soulignait que « l'ampleur d'une telle catastrophe aurait dépassé la capacité de tous les gouvernements... » et qu'ils [le gouvernement] « avaient considéré comme une mission de mobiliser toutes les institutions publiques ainsi que toutes les forces de la nation, et de travailler en coopération avec ceux qui sont venus en aide de l'intérieur et aussi de l'extérieur. »<sup>75</sup> Selon lui, deux grands obstacles s'étaient présentés : « Ce sont les obstacles que nous avons rencontrés dans les domaines de communication et du transport »<sup>76</sup>. Cette déclaration était, dans un sens, contradictoire car elle consistait à dissimuler une défaillance par une autre. Autrement dit, le Premier ministre affirmait que les secours, déjà mal organisés, arrivaient tardivement dans la région parce que toute infrastructure vitale était en réalité vulnérable contre le risque sismique, au contraire de ce qu'elle devrait être.

Dans *Sabah*, Livaneli disait : « Malheureusement, l'État a laissé le citoyen tout seul face à la catastrophe. Ce qu'on a vécu cette nuit et ce qui nous a été transmis grâce au témoignage des caméras de télévision le prouve. Par exemple à Avcılar<sup>77</sup>, les victimes coincées dans les décombres n'ont reçu aucune aide pendant cinq heures. Les gens du quartier qui cherchaient à sauver leurs proches, leurs voisins n'ont vu aucun fonctionnaire d'État. Ni un soldat, ni un policier, ni un responsable de la mairie... Ils ont été laissés tout seuls, dans l'impuissance. »<sup>78</sup> L'éditorialiste du *Monde* était aussi critique que les journalistes turcs : « Où était cet État tentaculaire, si volontiers paternaliste et autoritaire, cet État à la main lourde, rarement soucieux des libertés publiques, quand il a fallu agir d'urgence ? Le jugement de la plupart des équipes étrangères dépêchées sur place est sans appel et corrobore celui de la presse locale : les pouvoirs publics étaient absents, incapables de coordonner les secours. »<sup>79</sup>

Pour les citoyens victimes du séisme du 17 août mais aussi pour les autres qui suivaient les événements par le biais des médias, l'absence des services de secours était intolérable. L'État turc qui était capable de déployer plusieurs dizaines de milliers de policiers pour assurer la sécurité d'un banal match de football disposait à peine d'une centaine de spécialistes du sauvetage pour l'ensemble du territoire national. « Personnellement, je suis étatiste... Pour que l'État, en cas de catastrophe, retire les

---

<sup>75</sup> Discours du Premier ministre Bülent Ecevit tenu le 21 août 1999, retransmis par toutes les chaînes de radio et de télévision turques. Pour le texte intégral, voir <http://www.belgenet.com/belge/deprem01.html> (retransmis par l'Agence Anatolienne).

<sup>76</sup> Ibid.

<sup>77</sup> Le quartier d'Istanbul le plus touché par le séisme.

<sup>78</sup> LIVANELI, Zülfü, « Deprem ve Dayanışma Mucizesi », 18 août 1999, p.5.

<sup>79</sup> « Le Malheur turc » (éditorial), *Le Monde*, 25 août 1999.

citoyens des décombres, pour qu'il les transporte à l'hôpital, pour que les blessés puissent survivre. Pour que l'État offre tous les services à son citoyen : éducation, santé, secours... Notre état est un peu répressif, parfois même despotique. Il est efficace lorsqu'il fait matraquer les citoyens ou emprisonner ceux qui expriment leur opinion mais il est inerte, incapable, inefficace pour rendre du service. »<sup>80</sup>

La une de *Yeni Şafak*, « La chute de l'État », était dans la continuité de ces arguments. Dans l'article qui suit, on lit : « L'État qui est omniprésent avec sa bureaucratie partout où on n'a pas besoin de lui ne peut pas venir en aide aux victimes du tremblement de terre. Pour le citoyen, être laissé pour compte est aussi blessant que ses pertes. L'État, avec sa mentalité, se trouve coincé entre les notions d'interdiction et de punition, et il n'est pas capable d'organiser les secours quand on en a besoin. Même dans les endroits où tout existe pour les secours, on ne peut pas mobiliser les moyens à cause de problèmes dans l'organisation. L'État arrive le dernier dans la zone où la presse est arrivée tout de suite après l'événement. »<sup>81</sup>

Nous voyons apparaître dans ces analyses un discours critique vis-à-vis de l'État, dans lequel on dénonce et conteste son « caractère répressif ». Les islamistes y voient une structure bureaucratique présente partout mais qui ne cherche qu'à dominer le citoyen. Pour ceux qui sont à gauche, le problème n'est pas l'omniprésence de l'appareil étatique mais plutôt la destruction de son « caractère social ». <sup>82</sup> Dans les deux représentations, on insiste sur le même point : cet État est plus intéressé par la préservation du *statu quo* que par le bien-être des citoyens.

Dans les jours suivants, en ce qui concerne la défaillance des secours, les médias ont attaqué deux institutions vite devenues la cible des critiques : la Sécurité Civile et le Croissant-Rouge turcs. La première, considérée plutôt comme un sous-produit de la guerre froide, n'avait aucune chance d'être efficace dans un tel contexte. Depuis le début des années 80, elle était jugée superflue et son budget, ainsi que ses effectifs, avaient été diminués de façon considérable<sup>83</sup>. Même si une tentative de modernisation était en cours depuis quelques années, elle n'était pas vraiment soutenue par les autorités et le pouvoir.

---

<sup>80</sup> AKGÜÇ, Öztin, « Gecekondu Devlet », *Cumhuriyet*, 20 août 1999, p.12.

<sup>81</sup> « Devletin Çöküşü », *Yeni Şafak*, 19 août 1999.

<sup>82</sup> BALBAY, Mustafa, « Nerede Sosyal Devlet ? », *Cumhuriyet*, 19 août 1999, p.19 ; voir aussi GÜLERSOY, Çelik, « Deprem Fiziksel ama Daha Çok Sosyal », *Cumhuriyet*, 11 septembre 1999, p.2. À cet égard, Ahmet Insel parlera plus tard de « l'effondrement de l'État de sécurité nationale » (« Milli Güvenlik Devletinin İflası », dans *Birikim*, n°125-126 [septembre-octobre 1999], pp. 23-25).

<sup>83</sup> Une diminution « radicale » juste avant le séisme : 50 millions de dollars en 1998 contre 4 millions en 1999 (approximativement).

Bien que la loi 7126 relative à la sécurité civile la charge d'effectuer le sauvetage et les premiers secours suite aux catastrophes naturelles, elle ne disposait que de 120 spécialistes du sauvetage en 1999.<sup>84</sup> Un projet de loi qui prévoyait la création de 7 équipes de sauvetage (de 110 personnes chacune) pour couvrir l'ensemble du territoire national attendait depuis 1997 à l'Assemblée Nationale.<sup>85</sup> En conséquence, les trois équipes de la Sécurité Civile turque « se sont perdues » dans la zone de catastrophe et l'institution a payé le coût de cette « absence » par une perte de prestige considérable.

La situation du Croissant-Rouge était beaucoup plus compliquée. Depuis plus d'un siècle, celui-ci détenait « le monopole » de la charité et de l'aide humanitaire en tant que l'ONG la plus ancienne du pays. Grâce aux biens immobiliers (au nombre de 3 300) qu'il possédait et aux donations, les revenus annuels du Croissant-Rouge pouvaient atteindre 150 millions de dollars par an.<sup>86</sup> Il n'était donc pas question d'insuffisance financière. Or, le Croissant-Rouge a non seulement réagi tardivement, mais il a aussi réagi d'une façon archaïque en distribuant simplement des tentes, dont la plupart étaient défectueuses. Un « raid télévisé » fait par un journaliste turc dans les principaux entrepôts de l'organisation a fait grandir le scandale. La seule préparation contre les catastrophes naturelles du Croissant-Rouge turc consistait en un stock d'équipements (déjà insuffisant en termes de quantité) dont une bonne partie datait de la Deuxième Guerre mondiale. La réalité la plus choquante pour l'opinion publique turque a été le fait que le Croissant-Rouge soit aussi gravement touché par la corruption. Le Président de l'époque, Süleyman Demirel, a été accusé de transformer le Croissant-Rouge en une sorte de « club privé » dans lequel il avait regroupé ses militants.<sup>87</sup> Ceux-ci n'hésitaient pas à détourner des fonds, sous prétexte de « frais de mission », pour vivre dans le luxe. Quelques jours après le séisme, la presse a découvert que Kemal Demir, le président de l'association depuis 20 ans et un ami proche de Demirel, préférait vivre dans une suite d'hôtel plutôt que dans un appartement. Naturellement, c'était le Croissant-Rouge qui prenait en charge le coût de 465 dollars par nuit.<sup>88</sup>

Le 19 août, un chroniqueur de *Zaman* faisait savoir que le manque de préparation des deux institutions était connu depuis longtemps par les autorités. Après le tremblement de terre d'Erzincan (1992), le préfet du département l'avait affirmé : « [...] Le Croissant-

---

<sup>84</sup> Article 1 de la Loi relative à la sécurité civile (1958). <http://www.hukuki.net/kanun/7126.13.text.asp>

<sup>85</sup> « Devlet Hazırlıksız Yakalandı », *Hürriyet*, 19 août 1999, p.2.

<sup>86</sup> DOĞRU, Necati, « Darısı Diğer Dinozorlara ! », *Sabah*, 27 août 1999, p.9.

<sup>87</sup> Ibid.

<sup>88</sup> BAL, Ersin, « Özü Kabahatinden Büyük », *Sabah*, 25 août 1999, p.25.

Rouge, la Sécurité Civile et les autres ne disposent ni d'équipements, ni d'effectifs. Les stocks du Croissant-Rouge sont insuffisants. Si une catastrophe semblable survient de nouveau, nous aurons les mêmes problèmes. Le secours viendra encore une fois des organisations étrangères. Quant à nos organisations volontaires, elles ne sont pas suffisantes encore. »<sup>89</sup>

#### ***4. Le discours compassionnel des autorités et les réactions de la presse***

Tandis que le mécontentement, voire la frustration de l'opinion publique grandissait, le Président Süleyman Demirel, figure emblématique<sup>90</sup> du système politique turc, faisait le tour de la zone de catastrophe en hélicoptère. À la différence de sa façon de faire habituelle (s'arrêter fréquemment pour rencontrer la foule), il a fait un tour sans escale qu'il a terminé par une déclaration de presse, dans laquelle il remerciait le gouvernement « pour les travaux qu'il avait effectués dans la région. » Aux yeux de Demirel, « le gouvernement avait fait de son mieux ». Le ton de la presse est devenu encore plus critique. « Alors, toutes ces chaînes de télévision émettent-elles depuis l'Afrique ? » demandait Coşkun.<sup>91</sup> « Comment a-t-il pu observer les travaux du gouvernement depuis là-haut ? En plus, il ne peut y avoir de travaux car, là-bas, il n'y a pas de gouvernement ! [...] Pourquoi le Président ne veut-il pas rencontrer les citoyens ? »

Abondamment critiquées pour leur lenteur à réagir et leur incapacité à gérer les secours, les autorités tenaient toujours le même type de discours : « Notre État et notre

---

<sup>89</sup> GÜRSOY, Idris, « Dua ve Yardım Zamanı », *Zaman*, 19 août 1999.

<sup>90</sup> Süleyman Demirel a rejoint en 1962 le *Parti de Justice* (AP) en tant que membre du conseil exécutif, et en est devenu président en 1964. La même année, il est devenu vice Premier ministre dans le gouvernement de coalition et l'année suivante, le Parti de Justice a remporté 53 % des voix lors des élections : Demirel est devenu Premier ministre pour la première fois. Il a été réélu en 1969 et a gardé son poste grâce au soutien électoral accordé à son parti, qui avait obtenu la majorité des votes. Il a été contraint de quitter le pouvoir le 12 mars 1971, suite au coup d'État « tacite » des militaires. Jusqu'en 1980, il a été trois fois Premier ministre dans différents gouvernements de coalition : en 1975, en 1977 et en 1979. Encore une fois, il a quitté son poste à la suite d'un coup d'État, le 12 septembre 1980. Les militaires ont interdit à tous les leaders de partis de revenir dans la vie politique, y compris Süleyman Demirel. En 1987, cette interdiction a été levée par un référendum et Demirel est revenu triomphalement et a été élu aux élections de la même année député d'İsparta, comme d'habitude. Comme tous les partis d'avant-1980 étaient dissous, Demirel avait déjà fait fonder un « nouveau » parti qu'il dirigeait par le biais d'un « homme de confiance » : le Parti de la Juste Voie (DYP). Suite aux élections de 1991, il est devenu Premier ministre dans le gouvernement de coalition DYP-SHP avec les sociaux-démocrates. Suite au décès de Turgut Özal, il a été élu Président de la République en 1993 et est resté à *Çankaya* jusqu'en 2000. Alors qu'il avait été six fois Premier ministre et une fois Président, il songeait toujours à créer un parti et à revenir sur la scène politique en 2001 à 74 ans.

<sup>91</sup> COŞKUN, Bekir, « Bir Enkaz Var ki... », *Hürriyet*, 21 août 1999, p.5.

Nation panseront le plus vite possible la plaie causée par cette catastrophe.»<sup>92</sup> ; « L'impression que j'ai eue ici [à Yalova] est qu'on a pris la situation en main de façon efficace. La situation est certes grave... Mais on continue à travailler avec un effort surhumain. Je remercie le gouvernement pour ses travaux que j'ai vus ici. Je remercie également tous les commandants des forces armées et les hommes sous leur commandement au nom de mon État. Nous changerons ce tableau dans les prochains jours ».<sup>93</sup>

De même, les autorités mettent-elles en garde contre toute tentation de protester : « Il faut aller devant le tribunal... mais contre qui ? Contre le tremblement de terre, car c'est lui qui détruit. Aller devant le tribunal contre l'État en laissant le séisme de côté n'a aucune utilité. Aller devant le tribunal contre l'État, rabaisser l'État aux yeux du citoyen n'est utile pour personne. [...] Bien sûr que le citoyen, souffrant, demandera où est l'État, mais l'État est avec lui. »<sup>94</sup>

« Cet événement est la plus grande catastrophe dans l'histoire de la République. Les communications ont été coupées. Les secours ne peuvent pas arriver dans la région parce que les citoyens occupent les routes avec leurs voitures. [...] Que personne ne soit provocateur ! L'État a mobilisé tous ses moyens mais il ne faut pas oublier que l'être humain peut rester impuissant face à la catastrophe. »<sup>95</sup>

L'État dont il s'agit ici n'est pas une organisation au service des citoyens. Il n'est pas un ensemble de mécanismes qui tire sa légitimité du consentement des individus (citoyens). Il est sa propre source de légitimité en raison de son caractère sacré, divin, qui en fait presque l'objet d'un culte. Dans cette optique, l'homme politique ou l'autorité publique prétend représenter l'État pour assurer sa propre légitimité. Tout comme la légitimité de l'État ne peut jamais être mise en cause, la légitimité de celui qui le représente ne peut pas non plus être mise en cause, ce que lui donne une marge de liberté considérable. Cette marge peut même se transformer en impunité, ce qui n'est pas rare dans la vie politique en Turquie. De ce fait, ceux qui profitent de l'État en tant que source de légitimité ont intérêt à préserver « sa sacralité ». Nous y voyons une sorte de symbiose : certains acteurs assurent la continuité de l'image de l'État-protecteur qui, en échange, les alimente en termes de légitimité. Ils ont besoin les uns des autres pour survivre. C'est pourquoi le Président disait : « Aller devant le tribunal contre l'État n'a aucune utilité ». Il

---

<sup>92</sup> Discours du Président. « Deprem Yarası Sarılacak », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.9.

<sup>93</sup> Discours du Président. « Korkumuz Odur ki Ölü Sayısı Artacak », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.9.

<sup>94</sup> Discours du Président. « Demirel : Depremden Davacı Olalım », *Cumhuriyet*, 21 août 1999, p.8.

<sup>95</sup> « MHP : Felaket İman Gücüyle Aşılacak », *Cumhuriyet*, 19 août 1999, p.5.



faut être attentif à l'identification aussi : « Je remercie... au nom de *mon* État ». Nous pouvons nous permettre de sous-entendre « le message réel » qui est là : « Il ne faut surtout pas aller devant le tribunal contre l'État, car l'État, c'est moi. »

Le discours de l'État-protecteur, tout puissant, sacré, qui trouve ses origines dans l'histoire des Turcs<sup>96</sup> avait perdu sa crédibilité dans le contexte du 17 août. Or, il avait été tenu à chaque calamité et faisait partie d'un schéma classique sur lequel nous reviendrons par la suite : *une catastrophe naturelle frappe une région « lointaine » (donc « insignifiante ») du pays. L'État-père y intervient sans tarder, par le biais de l'armée, de la Sécurité Civile et du Croissant-Rouge et « panse les plaies ». Bien entendu, il fait le nécessaire pour tout reconstruire via sa 'Direction Générale des Affaires de Catastrophe' et « remet les choses en ordre ».*<sup>97</sup> Comme nous pouvons le voir, les principaux instruments étatiques dans ce schéma sont le Croissant-Rouge et la Sécurité Civile.<sup>98</sup> De ce fait, la perte de prestige qu'ils ont subie était en réalité la perte de prestige de l'État, ce qui explique qu'ils aient été rapidement attaqués par la presse.

Jusqu'au 17 août, chaque catastrophe a été une occasion de rediffusion de l'image de l'État omnipotent, qui veille et protège ses citoyens. Le retard de réaction des institutions publiques, le dysfonctionnement des mécanismes d'urgence, le manque de préparation, la défaillance du sauvetage et du secours ont bouleversé cette image paternaliste archaïque. Pour deux journalistes de *Zaman*, c'était honteux : « Nous craignons que s'il n'y avait pas eu les chaînes de télévision et les stations de radio privées, nous n'aurions connu l'ampleur du séisme et sa gravité que plusieurs jours après. Notre système de télécommunication, dont la modernité nous rendait si fiers dans le passé, s'effondre. Le Président de notre État ne peut obtenir une liaison téléphonique qu'après des heures, alors que son Premier ministre se sert de la télévision pour transmettre son message à Ankara. Les victimes qui attendent les secours d'urgence ne peuvent appeler Ankara qu'à travers les chaînes de télévision et les radios. Et elles hurlent toutes en disant 'Où est cet

---

<sup>96</sup> Cet aspect sera discuté dans la troisième partie de notre thèse.

<sup>97</sup> Il est possible que *la Direction Générale des Affaires de Catastrophe* soit une traduction problématique du point de vue de la langue française. Néanmoins, ce département spécialisé dans la reconstruction post-catastrophe rattaché au ministère de l'Équipement, se nomme *General Directorate of Disaster Affairs* en anglais. Voir le site sur Internet : <http://www.deprem.gov.tr/> Dans un rapport de l'AFPS (Association Française du Génie Parasismique) relatif au séisme de Dinar, on appelle ce département *la Délégation aux Risques Majeurs turque*, ce qui est plus le nom de son « équivalent » dans le contexte français qu'une traduction. Voir : COMBESURE Didier, « Rapport de mission du séisme de Dinar – Turquie », *Cahier Technique de l'AFPS*, n°16 (juillet 1998), pp. 1-31.

<sup>98</sup> La position de l'armée sera discutée séparément du fait qu'elle est toujours perçue comme un organisme à part et non comme une institution publique « ordinaire » dans le contexte turc. D'ailleurs, l'armée elle-même se distingue des autres institutions.

État ?'. Et si ces chaînes n'existaient pas ? Alors dans ce cas, on calmerait les citoyens par les émissions du *TRT*<sup>99</sup> (qui a pris du retard même pour annoncer le séisme) sur le mode 'L'État a mobilisé tous ses moyens pour accéder aux victimes et pour les sauver'. »<sup>100</sup>

Pope, correspondante du *Monde*, affirmait : « Il est trop tôt pour envisager les conséquences politiques à long terme de cette catastrophe, mais il est déjà évident que la population turque a été pour le moins déçue par la lenteur de la réaction des autorités. Elevés avec le concept d'un État paternaliste qui dicte à ses citoyens une façon de penser, d'agir et en contrepartie, veille sur eux, les Turcs ont été obligés de constater qu'en ces jours de crise, l'État ne s'est pas montré à la hauteur de leurs attentes. »<sup>101</sup>

Parallèlement, les journalistes turcs questionnaient cette image de « l'État tout puissant ». Par exemple Gönültaş du quotidien *Zaman* affirmait que les citoyens considéraient l'État turc comme plus puissant qu'il ne l'est dans la réalité, mais que cette illusion était causée par l'État lui-même qui s'était imposé comme tel pendant longtemps, et qui avait « décidé et agi » au nom des citoyens.<sup>102</sup> Taşgetiren, *chroniqueur*<sup>103</sup> de *Yeni Şafak*, parlait de l'épreuve de « paternité » de l'État : pour lui, « l'État-père » avait du succès dans la domination (si nécessaire avec violence) de ses « enfants » mais il n'avait pas pu, dans le cas du 17 août, les sauver, les soigner.<sup>104</sup>

Si la défaillance des services de secours était la seule raison du mécontentement social, il aurait pu être beaucoup plus facile pour les responsables de « s'en sortir » sans être sévèrement critiqués et sans voir leur prestige touché. Pourtant, l'attention de l'opinion publique s'est tournée vers le bilan du séisme au fur et à mesure que les chiffres concernant les pertes étaient mis à jour. Avec la reprise de leur poste par les autorités et le rétablissement des communications, les données ont pu être recueillies et la société turque a pris connaissance de la réalité : le nombre de morts dépassait largement quelques milliers. Les médias, déjà très critiques vis-à-vis du manque de préparation aux crises majeures de l'État et de son intervention tardive et inadéquate, n'ont pas tardé à poser la question cruciale : « Qui est responsable de cette destruction ? ».

---

<sup>99</sup> TRT : *Türkiye Radyo Televizyon Kurumu*, la Compagnie de Radio et de Télévision de Turquie, établissement public qui gère les chaînes de télévision et les stations de radio appartenant à l'État.

<sup>100</sup> DIKBAŞ Kadir, ŞEN Şahin Ali, « Çöken Marmara mı, Ankara mı ? », *Zaman*, 20 août 1999.

<sup>101</sup> POPE, Nicole, « La population découvre les carence de l'État paternaliste », *Le Monde*, 24 août 1999.

<sup>102</sup> GÖNÜLTAŞ, Nuh, « Devlet Dedikleri », *Zaman*, 22 août 1999.

<sup>103</sup> Nous avons utilisé ce terme pour désigner les journalistes qui rédigent régulièrement un article dans la même page et dans la même colonne d'un quotidien. Cette tradition journalistique est très forte en Turquie, tout comme dans certains pays anglo-saxons où on trouve de nombreux *columnists* dans la presse.

<sup>104</sup> TAŞGETIREN, Ahmet, « Devletin 'Baba' Olma Sınavı », *Yeni Şafak*, 19 août 1999.

## 5. Une recherche de responsables par les médias

Les premiers responsables qui ont été dénoncés sont *les promoteurs immobiliers*. « Meurtriers ! » accusait *Hürriyet* en manchette à propos des promoteurs irresponsables, dépourvus d'éthique, qui ont construit des bâtiments non conformes aux règles de sécurité par pur souci de bénéfices.<sup>105</sup> Dans un autre article du même numéro intitulé « Les Malhonnêtes ! », il était écrit : « (...) ces gens que le peuple appelle 'les promoteurs-voleurs' ont causé la mort de milliers de personnes ».<sup>106</sup> Mais dans les jours suivants, ce discours a laissé sa place à un autre, que nous appelons le discours de « système corrompu ». Comme il était impossible qu'un promoteur, honnête ou non, puisse construire sans suivre les procédures légales, ceux qui les ont laissé construire ont été également inclus dans la liste des accusés : les contrôleurs techniques (des mairies), les élus locaux, les autorités publiques et même les gouvernements « populistes ».

Avant d'en parler en détail, soulignons qu'à nos yeux « chercher des responsables » signifie un changement de perspective important. Le lien « classique » de causalité (*le tremblement de terre tue les gens*) n'est généralement plus admis. Le fatalisme s'efface face au rationalisme : *ce n'est pas le tremblement de terre qui tue les gens, mais ce sont des bâtiments mal construits et il y a des personnes qui en sont responsables*. Même la presse islamiste a partiellement repris cette approche « rationnelle ». Elle a désigné l'erreur humaine comme la raison principale des pertes et des dommages, bien qu'elle ait continué à défendre l'idée que le séisme provenait de la divinité. La « chasse aux responsables » s'est donc transformée en un questionnement général sur la réalité turque. En d'autres termes, un questionnement « superficiel » qui consistait en une sorte de « chasse aux sorcières » a provoqué un questionnement beaucoup plus poussé sur l'ensemble des faits, comme si tout d'un coup l'opinion publique avait remarqué la forêt derrière l'arbre seul. Peu après, « la chaîne de responsabilité » est dénoncée dans les journaux.<sup>107</sup> Le 27 août, *Cumhuriyet* énumérait « les dix maillons de la chaîne du crime » responsables de la destruction : 1/ ceux qui déclarent les amnisties sur les constructions illégales ; 2/ ceux qui

---

<sup>105</sup> « Katiller », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.1.

<sup>106</sup> « Alçaklar », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.18.

<sup>107</sup> L'expression « chaîne » est beaucoup utilisée en turc pour désigner une série d'éléments ou de faits (parfois successifs) qui constituent un ensemble entre eux.

ont saboté les processus d'aménagement urbain ; 3/ ceux qui ont créé le système "sol contre étage construit" ; 4/ ceux qui ont cherché à échapper au contrôle scientifique lors de la planification urbaine ; 5/ ceux qui ont récompensé « les pillers » par des prétendus plans de « réaménagement » ; 6/ ceux qui ont détruit les sites classés ; 7/ ceux qui ont construit sur les côtes, les forêts et sur les terrains agricoles ; 8/ les autorités publiques qui ne veulent pas du contrôle par les experts ; 9/ ceux qui ont fait des mairies un cadeau pour les « pillers ». <sup>108</sup>

*Sabah* parlait de « la chaîne de mort » dont les maillons étaient : « Le dispositif juridique insuffisant pour contrôler l'urbanisation ; les mairies qui sont chargées d'effectuer le contrôle technique des constructions mais qui ne le font pas ; l'urbanisation illégale ; le non-respect des normes de construction et du génie civil ; les promoteurs malhonnêtes ; le manque de coordination entre différents groupes de scientifiques (en ce qui concerne les travaux sur la sismicité de la région) ; le consommateur inconscient qui veut avoir un habitat à tout prix ; les amnisties d'urbanisation. » <sup>109</sup>

Il s'agit de la mise en cause d'un phénomène spécifique au contexte turc, qui est l'enrichissement à travers l'occupation illégale des territoires publics. Certains auteurs comme Altan ou Eksi préfèrent le nommer « pillage des territoires publics ». En effet, celui-ci consiste en un cycle assez simple : « les nouveaux arrivés », issus de l'exode rural qui continue depuis les années 60, s'installent en périphérie des grandes villes en occupant les territoires qui appartiennent à l'État. Les politiques (au niveau local ou national) tolèrent ou promettent de tolérer cette occupation en échange des voix lors des élections. Une fois élus, ils assurent les services publics à ces « bidonvilles » (à travers les administrations locales) ou ils déclarent une « amnistie urbaine » (à travers le parlement), ce qui légalise l'occupation. Comme la scène politique turque est marquée par le clientélisme, ce processus s'est répété plusieurs fois au cours des années <sup>110</sup>, ce qui a causé une explosion de chantiers illégaux avant chaque élection. À l'origine, les « occupants » avaient recours à cette pratique pour résoudre leur problème de logement. Or, dans le temps, elle est devenue un moyen d'enrichissement pour les citoyens aussi bien que pour

---

<sup>108</sup> « Yıkımın Suç Zinciri », *Cumhuriyet*, 27 août 1999, p.1. Le système « sol contre étage » consiste en une coopération entre le propriétaire du terrain et le promoteur. Ce dernier construit un immeuble sur le terrain en question, en cédant une partie des appartements au propriétaire à la fin du chantier. Autrement dit, le premier assure le terrain tandis que le deuxième apporte le reste. Selon la valeur du terrain, les propriétaires peuvent avoir jusqu'à 1/3, voire 1/2 des appartements.

<sup>109</sup> « Ölüm Zinciri », *Sabah*, 29 août 1999, p.8.

<sup>110</sup> Au total, 12 amnisties sur les constructions illégales et sur les violations des lois concernant l'urbanisation ont été déclarées depuis 1948. Voir l'article « Marmara Depreminin Öğrettikleri ve Sosyal Devlet » de Sema PIŞKINSÜT dans *Cumhuriyet*, 17 août 2001, p.2

les cadres politiques ou administratifs qui la tolèrent. Les logements « artisanaux » bâtis en quelques jours ont cédé la place aux immeubles de plusieurs étages, construits par des « pseudo-promoteurs » et sans respecter aucun principe d'architecture et de génie civil.

À ce sujet, un journaliste de *Zaman* disait : « Nous sommes devenus une société pragmatique, nous acceptons, afin de 'faire des coups faciles', y compris des politiques qui peuvent menacer notre futur. Et après nous nous leurrions en déclarant l'État comme coupable, alors qu'il n'est qu'une notion abstraite en réalité. Comme si l'État était autre chose que nous-mêmes, comme si nous étions vraiment innocents. [...] L'État tolère les constructions hors-normes ou illégales, mais qui fait ces dernières ? Les extraterrestres ? N'est-ce pas nous qui encourageons par nos votes les hommes politiques qui tolèrent l'urbanisation illégale ? [...] N'avons-nous pas tous cru dans cette absurdité : 'les règles sont là pour être violées' ? Avons-nous réagi lorsque les responsables disaient 'les meilleurs règlements d'urbanisation sont chez nous, mais on ne peut pas les appliquer' ? Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre... »<sup>111</sup>

Les promoteurs, les cadres politiques et les autorités publiques avaient certes une grande part de responsabilité mais finalement « tout le monde », y compris « le simple citoyen », était impliqué. Si les politiques avaient adopté une vision clientéliste, c'était parce que les citoyens ne s'y étaient pas opposés, parce qu'ils l'avaient même embrassée : « Il ne faut pas prendre au sérieux les accusations contre les promoteurs au sujet des dommages et des pertes dans les départements touchés par le séisme, surtout les expressions utilisées par nos médias comme 'meurtriers, malhonnêtes, *pires que le PKK* ', etc. Après Erzincan, Dinar, Adana et les autres [séismes], nous avons observé des réactions similaires mais nos gouvernements n'avaient pas entrepris les démarches nécessaires pour punir les coupables. Ce n'est pas la peine de transformer les promoteurs en boucs émissaires. Toute la responsabilité incombe au système politique de la Turquie. Coupable est celui qui assure aux promoteurs cette marge de liberté. »<sup>112</sup>

Pouvons-nous dire que ce questionnement peut aller plus loin, de façon à ce qu'il modifie la réalité du terrain ? Apparemment non car « accuser le système », donc accuser tous les acteurs, signifie en réalité ne porter aucune accusation « sérieuse ». « *Le système est responsable, alors « tout le monde » est responsable.* Cette façon de présenter les choses permet de critiquer un système dont on fait plus ou moins partie. On peut même

---

<sup>111</sup> KORUCU, Bülent, « Masum Değiliz Hiçbirimiz », *Zaman*, 21 août 1999.

<sup>112</sup> GÜNTAY, Şimşek, « Suçluyu Bulmak », *Zaman*, 19 août 1999.

dire qu'on se confesse. De toute façon, « changer le système » est considéré comme une tâche presque impossible.<sup>113</sup>

## **6. La (non)prise en compte du risque sismique et la responsabilité**

La Turquie est un pays à fort taux de sismicité. Environ 25 séismes destructeurs (de magnitude supérieure à 6,5) se sont déjà produits au cours du vingtième siècle.<sup>114</sup> Cette sismicité résulte de l'interaction entre plusieurs plaques : africaine, eurasienne et anatolienne. Avec le Caucase, la région égéenne, la zone nord-anatolienne et est-anatolienne sont les régions d'activité sismique les plus connues et ont subi d'innombrables séismes destructeurs pendant l'histoire.<sup>115</sup>

Grâce aux chroniques byzantines et ottomanes, ainsi qu'aux nombreux travaux de catalogage,<sup>116</sup> la sismicité historique de la Faille Nord-Anatolienne (FNA) est bien connue : elle a subi plusieurs séquences de migrations de séisme au cours de son histoire car elle a tendance à se rompre de façon progressive ; « chaque fois, par une cascade d'événements successifs, c'est la totalité de la faille qui a tendance à se rompre. »<sup>117</sup> Autrement dit, les séismes se succèdent progressivement sur la FNA, de façon presque régulière, cyclique. Une autre caractéristique intéressante de la FNA est sa similitude avec la faille de San Andreas, Californie ; ce qui en fait un objet d'étude comparative très populaire parmi les scientifiques.

Reformulons : on disposait amplement d'informations sur le risque d'un tremblement de terre majeur qui affecterait la région de Marmara. Même Ihsan Ketin, le géologue turc qui avait découvert la FNA, avait averti les autorités publiques plusieurs fois sur les éventuelles conséquences d'une urbanisation le long de la FNA.<sup>118</sup> A cet égard,

---

<sup>113</sup> Voir l'encadré sur le concept de « système corrompu » dans la troisième partie.

<sup>114</sup> Voir le tableau des séismes majeurs en annexe.

<sup>115</sup> AFPS, p.7

<sup>116</sup> Voir : ABRASEYS Nicolas et FINKEL Caroline, **The Seismicity of Turkey and Adjacent Areas**, Eren Yayıncılık, Istanbul, 1995, pp. 19-32 pour une liste assez complète des ressources sur ce point. D'ailleurs, l'œuvre de ces deux auteurs est une source importante pour l'époque 1500-1800.

<sup>117</sup> AFPS, p.9.

<sup>118</sup> URUŞ, Alper, « Türkiye'yi 50 yıl Önce Uyarmıştı », *Hürriyet*, 3 septembre 1999, p.13. Ihsan Ketin était un des premiers géologues de Turquie et un scientifique qui avait une très bonne réputation sur le plan international. Envoyé en Allemagne en 1932 sur l'ordre de M. Kemal Atatürk et rentré en Turquie en 1938 après son doctorat, Ketin a consacré sa vie à la recherche sur la géométrie des failles en Anatolie : il avait été témoin des conséquences du séisme d'Erzincan (26 décembre 1939) qui a causé la mort de près de 30 000

François Pérouse parle d'un événement « presque parfaitement anticipé. »<sup>119</sup> Et ce constat a été évoqué à plusieurs reprises dans les jours qui ont suivi le choc principal, par les médias locaux aussi bien que par les médias étrangers :

« Les premières observations du séisme d'Izmit confirment ce que les géophysiciens pressentaient : ce tremblement de terre s'inscrit dans une série d'événements telluriques catastrophiques qui se sont succédés d'est en ouest à travers la Turquie depuis soixante ans, comme une série de dominos renversés les uns après les autres. Ces séismes sont intervenus le long de la Faille Nord-Anatolienne (FNA), qui sépare la grande plaque eurasienne de la petite plaque turque, laquelle, sous la poussée de la plaque arabe, coulisse vers l'ouest.<sup>120</sup> Depuis 1939, date de la catastrophe d'Erzincan, qui avait fait 45 000 morts environ dans l'est du pays, les plus puissants d'entre eux ont eu lieu toujours plus à l'ouest - à l'exception de quelques secousses de moindre amplitude. Pour la plupart des spécialistes, la région d'Izmit était le prochain « bouton », une « lacune sismique » où les tensions résultant des précédentes secousses s'étaient accumulées, comme l'ont montré, en particulier, les travaux de Ross Stein (US Geological Survey) et d'Aykut Barka (Université Technique d'Istanbul) ainsi que ceux de Jeff King (Institut de Physique du Globe de Paris). Mais il leur était impossible de prédire le moment exact où ce point critique céderait à son tour. »<sup>121</sup>

Bien que l'activité sismique ait coûté la vie à plus de 60 000 personnes durant l'ère républicaine<sup>122</sup>, apparemment elle n'avait jamais tenu une place sur l'agenda public. Comme l'exemple de la région de Marmara l'a illustré, ce risque n'était pas pris en compte lors du choix des futures zones industrielles et urbaines. D'ailleurs il est difficile de parler de l'existence d'un processus de planification urbaine dans le contexte turc, d'après le rapport sur le séisme de Marmara de la chambre des urbanistes :

---

personnes. Il s'est vu décerner plusieurs prix scientifiques et titres d'honneur, entre autres la médaille de *Gustave Stainmann* et le statut de *Honorary Fellow of the Geological Society of America*. Il a été professeur de la plupart des géologues turcs réputés d'aujourd'hui, comme A. Barka et C. Şengör. Pour plus d'informations biographiques voir la page internet de la Geological Society of America : <http://www.geolsoc.org.uk/template.cfm?name=Obituaries1997b>

<sup>119</sup> PÉROUSE, J.-F. **Le tremblement de terre de Yalova-Izmit-Istanbul** *La Turquie d'aujourd'hui*, Institut Français d'Études Anatoliennes, Istanbul, 1999, p. 3.

<sup>120</sup> La FNA est longue de 1 400 km, elle traverse presque toute la Turquie sur l'axe est-ouest, entre Erzincan et Tekirdağ. L'existence de cette faille a été mise en évidence en 1948 par une géologue turque, Ihsan Ketin. Plus tard, suite au séisme de Bingöl (1971) les travaux effectués par « les disciples » de Ketin ont confirmé son point de vue. (URUŞ, Alper, « Türkiye'yi Elli Yıl Önce Uyarmıştı », *Hürriyet*, 3 septembre 1999, p.13).

<sup>121</sup> MORIN, Hervé, « Risque majeur en mer de Marmara selon la ' théorie des boutons de chemise ' », *Le Monde*, 22 août 1999.

<sup>122</sup> Rapport de la Commission d'enquête sur le séisme de Marmara de la Grande Assemblée Nationale Turque, Chapitre 5 (2000). Il est possible de le consulter sur [www.belgenet.com/rapor/depremrapor.html](http://www.belgenet.com/rapor/depremrapor.html)

« La catastrophe est le résultat du fait que les mesures nécessaires ne sont pas prises bien que les données géologiques et géophysiques soient disponibles depuis de nombreuses années... Les décisions concernant l'emplacement des villes sont prises par ceux qui profitent de la rente, afin de maximiser le profit, alors qu'elles auraient dû être prises d'après les plans macro et les politiques de niveau national. L'exemple de l'est de la Marmara montre bien que les choix d'urbanisation considérant le profit de l'entrepreneur comme unique critère ne respectent ni le risque sismique, ni la faille, ni le risque d'inondation, ni les zones agricoles... »<sup>123</sup> La politique de développement planifié qui a été entreprise dans les années 30 prévoyait la répartition des établissements industriels sur l'ensemble du territoire national, pour pouvoir assurer un certain niveau d'investissement et donc de développement économique à toutes les régions, ainsi qu'une urbanisation planifiée, ce qui se traduirait plus tard par une intensité démographique équilibrée dans le pays. Quant aux processus de planification au niveau régional, ceux-ci ont démarré dans les années 60. Un plan préliminaire pour la zone de l'est de la Marmara a été élaboré en 1963, mais il est resté caduc à cause de la réaction négative des autorités publiques, y compris le DPT (organisation de planification de l'État). Un plan élargi et mis à jour en 1967 a connu tellement d'hostilité de la part de l'administration et des politiques qu'il n'a même pas été publié. Ces derniers ont finalement obtenu la suppression du Bureau de planification régional sous prétexte qu'il était un instrument de régionalisme, pour favoriser la région de Marmara entre autres. « A partir des années 70, aucune règle n'a été établie au sujet de l'emplacement des investissements du secteur privé. Quant aux grands projets publics, leur sort a été souvent décidé par les parlementaires qui ont travaillé dans les coulisses de leur parti. »<sup>124</sup>

Négliger la planification était même un choix délibéré.<sup>125</sup> D'après Kırkçü, la réalité turque d'aujourd'hui est formée par les résultats du conflit « *plan – pilav* » des années 60. *Pilav*, le riz en français, signifiait dans ce contexte un régime alimentaire « de luxe » car dans la plupart des foyers on consommait du *bulgur*, le blé concassé. « Alors que les

---

<sup>123</sup> TMMOB Şehir Plancıları Odası Gölcük Depremi Raporu, [www.yapiworld.com/deprem/tmmob\\_spo\\_golcuk.htm](http://www.yapiworld.com/deprem/tmmob_spo_golcuk.htm)

<sup>124</sup> Ibid.

<sup>125</sup> D'après le quotidien *Zaman*, le directeur actuel du DPT faisait partie des fonctionnaires d'État qui se révoltaient face à cette situation. « On ne peut pas continuer comme cela » disait-il. « Tous les six mois, tout le personnel de direction change avec l'arrivée d'un nouveau ministre. [...] La planification est le programme de civilisation d'une société, non pas une liasse de papiers à garder sur l'étagère. » D'après l'article, le directeur affirmait que l'organisation de la planification était transformée en secrétariat d'un ministère de l'Économie « fictif » par les cadres politiques qui avaient obtenu le pouvoir. Il soulignait que seul 300 des 700 fonctionnaires étaient des spécialistes. « Güvenen de Patladı », *Zaman*, 11 septembre 1999.



*planistes*,<sup>126</sup> donc la gauche, prévoient [...] la répartition de l'industrie dans le pays tout en prenant en compte les régions sous-développées, le ralentissement de l'exode rural par l'apport de soutiens financiers au secteur agricole et l'obtention d'une urbanisation planifiée [...], *les pilavistes*, donc la droite, étaient pour que la marge de profit de l'investisseur privé (et non l'utilité publique) soit considérée comme critère en termes de choix de la grandeur, de la qualité et de l'emplacement des investissements industriels et aussi pour l'allocation des ressources publiques aux capitalistes... »<sup>127</sup> Leur slogan était « nous voulons du *pilav* et non du plan ».

« Les *pilavistes* ont remporté la bataille avec les élections de 1969, suite auxquelles Süleyman Demirel a été nommé Premier ministre pour la deuxième fois. La région de Marmara est devenue le centre d'investissement et de production pour la classe capitaliste en plein essor. [...] Les industriels qui ont concentré leurs investissements dans cette région étaient certains d'avoir pris la bonne décision car la marge de profit était extrêmement élevée. Le sol était gratuit, nombreuses étaient les réductions d'impôts. Les routes maritimes et terrestres, les chemins de fer, la voie aérienne se concentraient tous dans cette région ».<sup>128</sup> Autrement dit, « les relations basées sur la rente qui ont permis aux industriels de tout faire, et n'importe où » avaient remplacé les décisions basées sur les plans et les programmes prévoyant la croissance et le développement.<sup>129</sup>

Or, la concentration de l'industrie sur une bande telle que le bassin d'Izmit et la zone de l'est de la Marmara auront des conséquences capitales, à la fois économiques mais aussi sociales et politiques. Comme les spécialistes du DPT l'ont prévu, un grand nombre de citoyens s'est déplacé vers cette région hautement vulnérable au risque sismique, afin de satisfaire le besoin de main d'œuvre.<sup>130</sup> Les emplois offerts ne pouvant assurer qu'un bas niveau de vie à ces individus, un nouveau type d'habitat a vu le jour : le *gecekondu*, c'est-à-dire « la maison faite en une nuit »<sup>131</sup>. Les zones industrielles ont été rapidement

---

<sup>126</sup> Au sens de « ceux qui font de la planification presque une idéologie ». Ce néologisme est proche du terme utilisé en turc : *plancılar*.

<sup>127</sup> KÜRKÇÜ, Ertuğrul, « Deprem, Kapitalizm, Plan... », dans *Radikal İki*, supplément du *Radikal*, 24 août 1999.

<sup>128</sup> Ibid. En même temps, nous avons rencontré le propos suivant dans *Zaman* qui est un quotidien islamiste : « Nous avons avancé vite, et de façon déséquilibrée. On n'a pas pu comprendre qu'essentiellement la planification n'avait rien à voir avec le gauchisme (je ne vous parle pas du planisme de 1961 qui en réalité n'avait rien planifié). Nous avons consommé Istanbul pour un drôle de libéralisme. » SELİM, Ahmet, « Bütün Konuların Başlığı Bir », *Zaman*, 26 août 1999. Soulignons toutefois la remarque sur le régime militaire de 1960-1961 qui avait créé l'organisation de la planification de l'État.

<sup>129</sup> **TMMOB Şehir Plancıları Odası**, p.2.

<sup>130</sup> KIRIKKANAT Mine, « Pilav ve Kaşık », *Radikal*, 15 septembre 1999.

<sup>131</sup> Etymologiquement : *Gece* (la nuit) et *kondu* (posé, placé).

entourées de bidonvilles formés par ces bâtiments illégalement construits, et bien entendu non conformes au code de la construction. Faute de véritable politique de logement social, le *gecekondu* est demeuré l'unique solution au problème d'hébergement pour ces populations. Ces quartiers se sont élargis de façon concentrique et irrégulière à chaque « vague de migration », ainsi qu'à chaque amnistie urbaine.<sup>132</sup>

« La chaîne de responsabilités » évoquée par la Chambre des urbanistes était assez différente des responsabilités qui ont été mises en avant par la presse. Dans leurs accusations, les urbanistes ne se sont pas servis d'expressions vagues (« ceux » *qui ont fait...*) ou d'analyses superficielles (*ce n'est pas le séisme mais c'est le bâtiment qui tue...*) ; ils n'ont pas dénoncé les dispositifs matériels comme responsables non plus (*le dispositif juridique insuffisant...*). Ils n'ont pas accusé « le système » non plus. Le ton était clair lorsqu'ils ont énuméré les responsables de la catastrophe :

« La catastrophe est le résultat de la concentration de populations et d'agglomérations dans cette région, qui elles-mêmes sont la conséquence d'une 'chaîne de crimes'.

Le premier maillon de la chaîne de crimes est formé des parlementaires qui n'ont pas réalisé les législations nécessaires ou qui en ont adopté certaines selon les demandes de divers groupes d'intérêts.

Le second maillon est constitué par les Présidents de la République qui ont approuvé les réglementations erronées malgré la réaction de l'opinion publique.

Le troisième maillon est constitué des politiques qui ont utilisé le pouvoir, dont ils se sont emparés, contre les citoyens et la nature.

Le quatrième maillon représente les « foyers » de capital que nous voyons tantôt derrière l'identité d'industriels, tantôt derrière l'identité d'agents immobiliers tantôt sous l'apparence de professionnels du tourisme. »

Ensuite venaient respectivement les autres maillons, en commençant par le ministère de l'Équipement, les technocrates et les bureaucrates de différents niveaux, les maires, les promoteurs... Et le dernier maillon de la chaîne était, d'après ce manifeste, « les techniciens (les architectes, les ingénieurs, les planificateurs) ignorants, inconscients et dépourvus d'éthique professionnelle, diplômés des 'prétendues' universités, dont le nombre ne cesse de s'accroître. »<sup>133</sup>

---

<sup>132</sup> KÜRKÇÜ, *ibid.*

<sup>133</sup> TMMOB Şehir Plancıları Odası, p.4.

En bref, tous les responsables administratifs et politiques qui, pour une raison ou une autre, ont négligé voire empêché la mise en œuvre des plans de développement urbain étaient directement responsables du lourd bilan de la catastrophe, ainsi que ceux qui avaient toléré ou même soutenu les pratiques illégales d'urbanisation. Les industriels et d'autres groupes d'intérêts avaient, tout comme les professionnels incompetents, une responsabilité plutôt indirecte mais ils ne pouvaient tout de même pas être « acquittés ».

On parle relativement peu de la responsabilité individuelle du citoyen, voire de l'homme de la rue souvent présenté comme la victime impuissante des événements. Cette représentation s'inscrit dans un cadre de lecture qui consiste à voir l'individu comme un élément des « binômes hiérarchiques » du type : homme d'État / citoyen (simple), bureaucrate / citoyen (sans titre), soldat / citoyen (civil), scientifique / citoyen (profane), intellectuel / citoyen (ignorant)... Cette hiérarchisation assure du pouvoir et de la légitimité aux premiers. Quant au citoyen, comme il est « ignorant et incapable », il est délivré de toute responsabilité. Le citoyen « simple » est obligé de s'effacer devant les citoyens « importants » mais, en échange, il obtient une sorte d'impunité. De ce fait, nous ne le voyons figurer ni dans les listes des responsables, ni dans « les chaînes de mort ».

Revenons à la question des responsabilités. De nombreuses dénonciations, accusations ont vu le jour dans les médias dans les jours qui ont suivi le séisme du 17 août. Celles-ci concernaient un bon nombre d'individus qui ont occupé des positions politiques ou administratives depuis les années 60. De façon intéressante, aucun de ces personnages n'a affirmé avoir une responsabilité dans l'affaire. L'exemple le plus frappant a sans doute été celui de Süleyman Demirel, le Président de la République qui était le leader du groupe politique ayant ouvert le bassin d'Izmit et la zone de l'est de la Marmara à l'industrialisation malgré le risque sismique bien connu. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, il s'est contenté de rappeler que le séisme était un phénomène divin contre lequel l'être humain était complètement impuissant. Le 20 août, il soulignait « qu'il n'était pas temps d'accuser. » [...] « Je dois affirmer que l'évènement est très grave et la zone est très grande, c'est du jamais vu. [...] Le gouvernement a fait de son mieux, je suis content des travaux. Ce n'est pas le moment d'accuser mais celui de conjuguer nos efforts ».

Il convient de citer ici les propos de Korucu parus dans *Zaman* : «Y a-t-il une seule personne qui a fait son autocritique après le tremblement de terre ? Les politiques accusent les hommes d'affaires, la presse ; la presse accuse tout le monde ; tout le monde accuse les promoteurs. Nos yeux cherchent en vain un individu honnête suffisamment mature pour dire 'Moi, en tant qu'une personne qui ait occupé tel poste pendant tant d'années, j'accepte

ma part de responsabilité pour ce tableau et je m'excuse auprès mon peuple'. » D'après l'auteur, chaque individu qui s'est impliqué directement dans 'l'urbanisation sauvage' est coupable, aussi bien que ceux qui n'ont pas réagi face à la situation ; mais il n'y en a aucun qui assume la moindre responsabilité.<sup>134</sup>

L'aspect juridique de la question des responsabilités est aussi intéressant. En l'espace de quelques semaines, un bon nombre de victimes ont eu recours aux tribunaux contre les « responsables du premier degré » : les promoteurs, les maires et les cadres techniques des municipalités responsables du contrôle des constructions. Les médias n'ont pas hésité à les inciter, et aussi à les guider en ce qui concerne la démarche à suivre. « C'est le moment de demander des comptes » disait un titre de *Sabah*. Dans l'article associé, on avait expliqué toutes les procédures possibles pour ceux qui désirent aller devant le tribunal, ainsi que tous les moyens pour faire pression sur les parlementaires et le gouvernement, ou simplement pour protester. Un exemple de pétition pour les victimes (adressée au parquet) était joint aussi.<sup>135</sup> Peu après, le même quotidien a publié dans un dossier intitulé « Dégagez la voie de la Justice ! » un guide pour les victimes de tremblements de terre pour « les aider à revendiquer leurs droits »<sup>136</sup>.

L'impression générale était que ces personnes seraient punies pour leur « crimes », de façon à ce que cet événement constitue un exemple pour le futur. Néanmoins, deux ans après le séisme du 17 août, le quotidien *Sabah* signalait la réalité suivante : près de 2 000 cas avaient été examinés par les tribunaux, mais aucun n'avait abouti à une condamnation, même pas à une arrestation.<sup>137</sup> Dans la plupart des cas, les procès n'avaient pas abouti en raison d'insuffisance de preuves, de problèmes de procédure, de dépassement des délais de recours, etc. La seule personne à avoir écopé d'une peine de prison a été Veli Göçer, un promoteur de Yalova célèbre pour le bas prix de ses logements. Suite à la catastrophe, il a été très vite désigné comme bouc émissaire et arrêté par les autorités peu après sa « disparition pour des raisons de sécurité. » Etant considéré comme responsable de la mort de 166 personnes, il est resté 197 jours en prison. Le cursus professionnel de Göçer suffirait à lui seul pour comprendre la situation du secteur de la construction en Turquie. Interpellé par un quotidien allemand, il disait : « Naturellement, je sympathise avec les victimes et leurs familles. Mais je ne comprends pas pourquoi ils font de moi un bouc émissaire. [...] Je n'ai pas la moindre idée sur le génie civil, j'ai étudié la littérature à la

---

<sup>134</sup> KORUCU, Bülent, « Sütten Çıkmış Ak Kaşıklar Cumhuriyeti », *Zaman*, 26 août 1999.

<sup>135</sup> ÇIÇEK-BİL, Filiz, « Hesap Sorma Zamanı ! », *Sabah*, 25 août 1999, p.9.

<sup>136</sup> ÇIÇEK-BİL, Filiz, « Adaletin Yolunu Açın ! », *Sabah*, 30 août 1999, p.9.

<sup>137</sup> GÖKTAŞ, Kemal, « Deprem davalarında tek tutuklu bile yok », *Sabah*, 17 août 2001, p.14.

fac. Je suis un poète, pas un ingénieur. Je me souviens de ma première visite sur un chantier. J'ai vu les ouvriers mélanger du sable avec du ciment, quand j'en ai demandé la raison, les architectes m'ont dit que c'était tout à fait normal.»<sup>138</sup> Dans *Sabah*, Doğru posait la question suivante : « Göçer est dedans [en prison], pourquoi les autres sont dehors ? » Après avoir dressé la liste d'une vingtaine de « célèbres » grands promoteurs dont la plupart étaient connus pour leurs relations avec les cercles politiques, et qui avaient réalisé des projets (effondrés, à présent) dans la région, il demandait si « c'était vraiment la justice qui fonctionnait en Turquie ou la chasse au bouc émissaire ? »<sup>139</sup>

---

<sup>138</sup> KINZER, Stephan, **Crescent and Star**, Farrar Strauss and Giroux, New York, 2001, p.187.

<sup>139</sup> DOĞRU, Necati, « Veli Göçer içeride, Ceylan ile Yüksel dışarıda ! », *Sabah*, 18 septembre 1999. Voir aussi KIVANÇ, Taha, « Veli Göçer Endişe Etmesin », *Yeni Şafak*, 24 août 1999. Finalement, pratiquement aucun responsable n'a pu être puni à cause de la catastrophe du 17 août : comme les tribunaux sont surchargés, la grande majorité des procès sont devenus caducs à cause des raisons comme la péremption des délais de procédure. Voir TAHINCIOĞLU, Gökçer, « 7,4'lük İtiraf », *Milliyet*, 17 février 2007, p.1 et 15.

## ***Section 2. La mobilisation de la « société civile »***

---

### ***1. Le rôle de la mobilisation citoyenne selon la presse***

Nous avons précédemment évoqué un « schéma classique d'analyse et de traitement des catastrophes naturelles en Turquie », en avançant qu'il n'avait pas été possible d'y recourir après le 17 août 1999. Non seulement les autorités publiques ont du mal à gérer la situation de crise (nous pouvons même nous permettre de parler d'un échec), mais elles n'ont pas pu, non plus, dissimuler cette incapacité. L'inefficacité de l'appareil étatique dans les situations de catastrophe était un fait habituel dans le contexte turc<sup>140</sup>, mais avant le 17 août l'État faisait du désastre une opportunité pour promouvoir son image « d'omnipuissant ». En ce qui concerne les défaillances dans les étapes successives de l'intervention (sauvetage, secours, reconstruction...), il était difficile de critiquer cet appareil. De toute façon, l'État avait toujours été le seul acteur dans ce domaine<sup>141</sup>

En 1999, 24 heures après le choc initial, les médias ont commencé à critiquer le gouvernement et les autorités publiques de façon très sévère : comme si « les paramètres du jeu » avaient changé depuis le séisme de Ceyhan (1998). Egalement, le discours « où est l'État ? » était accompagné par un autre, celui sur le thème : « la société civile est là ! ». Le 18 août, le quotidien *Cumhuriyet* annonçait en première page: « La Turquie s'est levée pour aider. Les ONG et les institutions publiques sont passées à l'action. » Le 23 août, il changeait de ton pour mettre en avant les acteurs « civils » : « La mobilisation civile est rassurante. Le gouvernement est dépassé par la catastrophe dans la région de Marmara. Les

---

<sup>140</sup> Voir par exemple l'article « *De la gestion de crise à la crise de gestion* » d'Atilla ALPÖGE, (« Kriz Yönetiminden Yönetim Krizine », *Cumhuriyet*, 5 novembre 1999, p.2) dans lequel l'auteur explique pourquoi les autorités turques n'ont pas mis en place une structure de gestion d'urgence depuis les années 80. Egalement, il parle du cas du séisme d'Erzincan (1992) qui constitue un exemple de mauvaise gestion, fait qui est constaté par les journalistes et les sauveteurs étrangers aussi. Voir TREAN, Claire, « Le Tremblement de terre d'Erzincan », dans *Le Monde*, 17 mars 1992 et « L'organisation des secours après le tremblement de terre en Turquie. Les bulldozers ont pris possession des ruines d'Erzincan » (information transmise par AFP), dans *Le Monde*, 19 mars 1992 (ces articles ont été retrouvés dans les archives en ligne du quotidien *Le Monde*, [www.lemonde.fr/web/recherche](http://www.lemonde.fr/web/recherche)).

<sup>141</sup> YILMAZ, Abdullah, **Türk Kamu Yönetiminin Sorun Alanlarından Biri Olarak Kamu Yönetimi**, Pegem A Yayıncılık, Ankara, 2003, pp.73-81.

secours apportés par les citoyens, les entreprises et les ONG ne cessent de s'accroître. »<sup>142</sup> La une du 20 août de *Hürriyet* n'était pas très différente : « La Mobilisation... Le peuple court vers la zone de catastrophe sans attendre l'État. Il apporte du secours, dégage les ruines. » En page 27, on affirmait que « le peuple avait pris en main [la situation] ». D'après l'article, non seulement les étudiants d'université mais aussi les commerçants, les fonctionnaires, les hommes d'affaires portaient tous pour aider. Le ton devenait plus sentimental le jour suivant. « Tous ensemble » disait la une de *Hürriyet*. « Des milliers de volontaires sont en train de faire des efforts pour panser les blessures de la région »<sup>143</sup> Les photos de « l'armée de volontaires » ne manquaient pas non plus : souvent des jeunes, d'une apparence « moderne », dont les bras sont chargés de paquets et le sac à dos plein...<sup>144</sup>

L'expression de « mobilisation » a été reprise par *Sabah* aussi. Le 20 août, on parlait de « la déclaration de mobilisation du peuple. »<sup>145</sup> Dans un article intitulé « Nous nous sommes ressoudés », Nebil Özgentürk disait « oui, nous nous sommes ressoudés parce que celui qui dort tranquillement lorsque son voisin a faim n'est pas des nôtres. »<sup>146</sup> Le 22, un article faisait l'éloge des « jeunes brillants » qui étaient partis pour la zone de catastrophe. Ils étaient « les hommes bons de la Turquie. »<sup>147</sup> D'autre part, la presse islamiste parlait aussi de la mobilisation des citoyens, mais avec un peu plus « d'ingrédient » idéologique. Comme cela a été le cas avec l'aide étrangère (nous verrons que la presse « séculaire » a tenté de discréditer ou ignorer les aides provenant des pays musulmans tandis que la presse islamiste les a promues en réaction à cette prise de position), les quotidiens islamistes ont cherché à mettre en avant certaines ONG qui étaient connues comme « islamistes », parfois même des communautés religieuses : « L'État étant incapable d'acheminer les aides jusqu'à la zone, les organisations des droits de l'homme<sup>148</sup>, les ONG et les communautés religieuses qu'il a méprisées jusqu'aujourd'hui le font à sa place »<sup>149</sup> Par exemple, le 23 août *Zaman* réservait la une à un groupe d'établissements scolaires qui prenaient part aux secours en s'appuyant sur leurs

<sup>142</sup> « Sivil Seferberlik İç Rahalatıyor », *Cunhuriyet*, 23 août 1999, p.4.

<sup>143</sup> « Tek Yumruk », *Hürriyet*, 21 août 1999, p.1.

<sup>144</sup> TÜRESAY, Seçil, « Gönüllüler Ordusu », *Hürriyet*, 21 août 1999, p. 7.

<sup>145</sup> « Halkın Seferberlik İlanı », *Sabah*, 20 août 1999, p.23.

<sup>146</sup> ÖZGENTÜRK, Nebil, « Kenetlendik », *Sabah*, 20 août 1999, p.4.

<sup>147</sup> « Türkiye'min Güzel İnsanları », *Sabah*, 22 août 1999, p.14-15.

<sup>148</sup> Allusion à *Mazlum-Der* (l'Association des victimes de la répression) et à *IHH, İnsan Hak ve Hürriyetleri Vakfı* (Fondation des droits et des libertés de l'homme), deux ONG fondées dans le but de défendre les droits des citoyens, bien entendu ceux des « croyants », contre « le système ».

<sup>149</sup> KORU, Fehmi, « Ruh Sağlığı », 29 août 1999.

infrastructures. Ces établissements privés qui distribuait des repas chauds trois fois par jour à quelques milliers de personnes étaient bien entendu des structures « conservatrices », pour ne pas dire « islamistes ». <sup>150</sup> Un survol de *Zaman* et *Yeni Şafak* nous montre que ces deux quotidiens étaient moins focalisés sur « le flux de volontaires » que les autres. Ils étaient plutôt intéressés par les problèmes vécus par les « ONG » islamistes, comme le blocage de leurs actions par l'État, dont nous parlerons plus tard.

Donc, la presse cherchait à inciter les citoyens à participer à « la mobilisation » par tous les moyens disponibles. Pour ceux qui n'avaient pas la possibilité de se déplacer, on publiait régulièrement les numéros des comptes bancaires attribués pour les campagnes de dons. Hormis l'aspect humanitaire, le côté marketing est mis en avant pour stimuler le monde des affaires. Par exemple, le célèbre journaliste d'économie, Enis Berberoğlu, invitait depuis sa rubrique les hommes d'affaires turcs à y participer. Ses arguments étaient fort intéressants : « Chers patrons... Vous êtes probablement conscients de la responsabilité qui vous incombe à cause de la plus grande catastrophe en Turquie depuis son occupation par l'ennemi. [il fait allusion à l'occupation grecque de 1919-1922] La Turquie a besoin de soins, elle attend l'aide de celui qui est puissant... Les premiers jours, à cause d'une vieille habitude, nous avons beaucoup attendu l'État pour qu'il vienne à l'aide. En vain, car il paraît qu'il n'a même pas la force de se sauver lui-même. [...] Mais vous, vous êtes différents, vous êtes beaucoup plus forts et riches que l'État. D'ailleurs, c'est ainsi qu'il subsiste grâce à la dette qu'il vous emprunte depuis dix ans. L'intérêt qu'il vous paye dépasse largement votre marge de profit.[...] Dans la zone industrielle ravagée par le séisme, l'État n'est plus le plus grand employeur. [...] Il est clair que le secteur privé est le patron de beaucoup plus de monde que l'État. La catastrophe a tué *le citoyen* de l'État... Mais elle a aussi tué *l'ouvrier et le client* du secteur privé... » <sup>151</sup>

Notre but n'est pas d'analyser l'économie turque de l'époque, nous nous contenterons donc d'affirmer que la dette intérieure d'un État ne signifie pas forcément son affaiblissement quasi total comme Berberoğlu l'entend. Par contre, son argument sur les statuts de l'individu turc nous intéresse beaucoup du point de vue de la sociologie politique : l'individu turc « appartient » à l'État quand il porte l'identité du citoyen. Pourtant, il doit intéresser le secteur privé parce qu'il est susceptible de devenir client ou ouvrier. Autrement dit, Berberoğlu invite le patronat à passer à l'action en le privant de son argument principal : « c'est l'affaire de l'État ! ». La réalité est que si le patronat turc est

---

<sup>150</sup> « Halkın Hizmetinde », *Zaman*, 23 août 1999.

<sup>151</sup> BERBEROĞLU, Enis, « Patrona Açık Davet », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.12.



souvent opposé à l'intervention étatique dans le domaine économique, il n'en est pas ainsi pour les questions sociales, dont on considère l'État comme chargé. Donc, afin de convaincre les hommes d'affaires d'agir, il peut être utile de leur rappeler que chaque citoyen est un client et/ou employé potentiel. Par ailleurs, les dons peuvent constituer un moyen important pour se faire de la publicité, surtout pour les groupes qui ont d'importants investissements dans la région de Marmara. En conséquence, des listes de « Qui a donné quoi ? » n'ont pas tardé à voir le jour dans les pages (parfois d'économie) des journaux.<sup>152</sup> Dans ces listes, il est possible de relever les noms des groupes industriels turcs, mais aussi ceux des groupes étrangers ayant investi en Turquie (pour lesquels le séisme constitue sans doute une opportunité pour améliorer leur image).

Ainsi, la presse a ouvertement soutenu « la mobilisation des citoyens », en utilisant fréquemment le terme de « société civile », plaidant en faveur d'un « troisième secteur » fort. Pour Hızlan, c'était avant tout une question de « citoyenneté active » : « Se renfermer sur soi, se contenter de regarder la tragédie à la télévision parce que cela est arrivé aux autres, et non pas à soi, est *la citoyenneté passive* [...]. J'apprécie ceux qui renoncent au confort de leur maison pour ceux qui ont besoin d'aide. »<sup>153</sup> Özkök parlait des « convois individuels », en donnant l'exemple de son épouse qui partait pour la région afin d'apporter des vivres. « L'épicier de notre quartier donne des dizaines de bouteilles d'eau tandis que le marchand de légumes apporte des fruits et des légumes frais. Notre pharmacien surgit avec des boîtes d'antibiotiques et d'analgésiques. T... [Mme. Özkök] acheminera le don de notre humble communauté à la région, en tant que convoi fait d'une seule personne. [...] Depuis 48 heures, dans chaque quartier de la Turquie se forment des convois de deux, trois... cinq personnes. »<sup>154</sup>

Et si la société civile était faible, voir même inexistante en Turquie, c'était « à cause d'une mentalité qui n'avait pas permis son développement et qui, malheureusement, était depuis longtemps présente au sein de l'État » : dans sa rubrique, Oral Çalışlar écrivait : « Les ONG n'existent presque pas, depuis des années. La mentalité politique qui a défini les organisations [de citoyens] comme la cible principale a brisé la résistance et détruit la capacité d'organisation de la société. [...] L'organisation [dans la zone de

---

<sup>152</sup> Par exemple « Yardım Kampanyası Sürüyor », *Cumhuriyet*, 19 août 1999, p.4 ; « İş Dünyası Yardım Zinciri Kurdu », « Yardım İçin Kim Ne Yapıyor ? », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.12 ; « Yardım İçin Kim Ne Yapıyor ? », *Hürriyet*, 22 août 1999, p.18 ; « Halkın Sefiberlik İlanı », *Sabah*, 20 août 1999, p.23.

<sup>153</sup> HIZLAN, Doğan, « Özel Görev », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.17.

<sup>154</sup> ÖZKÖK, Ertuğrul, « Tek Kişilik Konvoylar », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.9. La dernière phrase est une traduction exacte, donc le sens de l'expression « *une société qui a réduit la société civile à la politique* » n'est pas clair en turc non plus.

catastrophe] se trouve encore à un niveau primitif, car il n'y a pas de tradition pour s'organiser dans ce pays. L'idée que *tout doit être défini et réalisé par l'État* est inculquée de force dans les têtes. L'État qui a privé la société d'organisations ne se préoccupait pas de la sécurité civile et bien entendu, il ne se préparait pas non plus. [...] Une société qui n'est pas organisée renvoie tous ses problèmes à l'État. Et un État qui n'a pas une société civile organisée à la base n'existe pas [en pratique]. C'est la réalité mise en évidence par le tremblement de terre. »<sup>155</sup>

Dans *Zaman*, Nuh Gönültaş affirmait son point de vue, qui était similaire : « 'Le défaut d'organisation appelé l'État' ne peut toujours pas se transformer en 'l'organisation appelée l'État' [...]. Malheureusement, il n'existe pas de chose appelée 'initiative civile' en Turquie. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est la mentalité qui attend tout de l'État. La deuxième et la principale raison est le fait que l'État n'a jamais toléré ces initiatives du fait des inconvénients qu'il y voyait. Le manque de confiance a suscité la monopolisation. Le contrôle continu des organisations comme le Croissant-Rouge et les longs mandats de leurs dirigeants en sont un exemple. L'État a des difficultés pour choisir la personne à laquelle il fera confiance et risque parfois des critiques vraiment très vives en la remplaçant pas en cas de problèmes ».<sup>156</sup>

Mümtaz Soysal parlait de « l'énergie gaspillée ». « Une des faiblesses honteuses de la Turquie est son incapacité à organiser l'énergie de sa jeunesse et à s'en servir, cette énergie qui ne devient visible que lors des événements importants. [...] Les valeurs évoquées avec nostalgie par les sociétés corrompues et dégénérées existent toujours en Turquie mais personne n'en tire avantage. [...] Cette mentalité qui a considéré dans les années 60 les initiatives de la jeunesse comme celle du *Pont du Zap* comme des actions communistes menaçantes ; cette même mentalité qui a déclaré la guerre dans les années 70 à toute la jeunesse en utilisant les conflits entre les fractions politiques comme prétexte et qui, dans les années 80, a guidé les jeunes vers de mauvaises ambitions par une vision économique dégénérée, a gâché une énergie qui aurait dû être utilisée soigneusement. »<sup>157</sup>

Donc, la presse a souligné systématiquement la paralysie de l'État au sujet de la gestion de crise, de l'organisation des secours et des sauvetages, et elle l'a accusé d'avoir

---

<sup>155</sup> ÇALIŞLAR, Oral, « Örgütsüzleştirilen Toplum », *Cumhuriyet*, 22 août 1999, p.6.

<sup>156</sup> GÖNÜLTAŞ, Nuh, « Kızılay Değişmiyor », *Zaman*, 31 août 1999.

<sup>157</sup> SOYSAL, Mümtaz, « Kullanılmayan Enerji », *Hürriyet*, 22 août 1999, p.18. L'initiative du « Pont de Zap » est une action de Deniz Gezmiş, célèbre leader du mouvement étudiant et militant de gauche des années 60. Gezmiş et ses compagnons ont assuré, uniquement par leurs propres moyens, la conception et la réalisation d'un pont sur la rivière de Zap (Hakkari) où plusieurs personnes perdaient la vie chaque année en la traversant, à la fin des années 60.

sa part de responsabilité dans le bilan excessif de la catastrophe. En même temps, elle a fait « l'éloge » des individus et des ONG qui sont partis pour la zone du séisme.

Une des choses régulièrement affirmées depuis le 17 août 1999 est que la lacune découlant de l'inefficacité (voir de l'absence) des services publics a été comblée par la société civile (du moins dans les premiers jours). À notre avis, il est très difficile de prouver cet argument car il n'existe pas de statistiques ou de recensements spécifiques sur les travaux post-séismes effectués par les ONG. De même, on n'a pas recensé ou enregistré les volontaires qui sont arrivés dans la région. En s'appuyant sur les observations des médias et celles de nombreux témoins que nous avons rencontrés lors de notre étude de terrain, il semble assez évident que l'État n'a pas été capable d'assurer les services nécessaires pendant les premiers jours après le tremblement de terre. Néanmoins, il est difficile de dire que cette « lacune » a vraiment été comblée par l'afflux de volontaires, comme affirmé. Par exemple, en ce qui concerne le sauvetage, il faut souligner que suite aux catastrophes naturelles de grande ampleur, le secours dans l'immédiat n'est presque jamais assuré par l'État. Un sondage effectué par Jalali nous permet de dire que cela a été valable pour le séisme du 17 août : 34 % des victimes affirment avoir reçu l'aide de leurs parents ou de leurs voisins, sinon s'être sauvés par leurs propres moyens. Seuls 10,3 % affirment avoir été aidés par les autorités (les forces armées, les services attachés à la municipalité ou au département).<sup>158</sup> Mais ils ne parlent pas des volontaires. Par ailleurs, d'après le rapport de 1999 du centre de gestion de crise du Premier ministre, des dispositifs officiels considérables ont été envoyés dans la région.<sup>159</sup> A cet égard, nous pouvons supposer que l'État a mobilisé ses moyens une fois l'inertie causée par le premier choc dépassée, mais son intervention a été tardive et probablement pas très efficace.

Nous pouvons admettre que la « mobilisation civile » d'août 1999 n'a pas eu d'équivalent dans l'histoire de la République. Mais il convient d'être prudent sur ces trois points. 1/ Combien de temps cette « lacune » causée par l'absence de l'intervention de l'État a-t-elle duré ? Était-elle importante dans tous les domaines relevant de la catastrophe ? 2/ Que savons-nous sur l'efficacité des volontaires et des ONG ? 3/ Qu'était vraiment cette société civile ? Les médias n'ont jamais débattu de cette question, hormis les islamistes qui utilisaient ce terme pour désigner en général la partie « croyante » de la société turque. Apparemment, les médias avaient « découvert un point d'appui solide »

---

<sup>158</sup> JALALI, Rita, « Civil Society and The State: Turkey after The Earthquake, *Disasters*, 2002, (26)2, p.125.

<sup>159</sup> Repris dans le rapport de terrain de l'Association pour le soutien de la coordination civile contre la catastrophe. ASK, **Afet Saha Araştırma Raporu**, Istanbul, 2004, p.55.

pour pouvoir critiquer ouvertement les responsables politiques et administratifs : la société civile. Ainsi, ont-ils délibérément placé les acteurs « civils » sur le devant de la scène. Très vite, une modeste association de sauvetage a été désignée comme le symbole de la « force civile » : AKUT, la première et l'unique ONG de sauvetage du pays en 1999.

## ***2. Le cas de l'Association de Recherche et de Sauvetage AKUT***

Si plusieurs dizaines de milliers de volontaires (indépendants) et quelques centaines d'ONG sont venus au secours des victimes du tremblement de terre, une seule organisation s'est distinguée comme leur représentant. Il s'agit de l'Association de Recherche et de Sauvetage dont le sigle est « AKUT », dérivé de *Arama ve Kurtarma Derneği* en turc. Cette organisation a été fondée en 1995 par un groupe d'alpinistes turcs à la suite d'un accident de montagne où les recherches ont été faites de façon inadaptée et complètement désorganisée. Tirant des leçons importantes de cet accident, les fondateurs avaient décidé de mettre en place une structure indépendante capable d'intervenir dans des cas semblables. Après avoir obtenu le statut d'association en 1996, le groupe s'est élargi avec la participation d'autres alpinistes et adeptes des activités de plein air. Pourtant, n'acceptant que des volontaires qualifiés ou spécialisés, le nombre de ses membres actifs est resté limité à une centaine jusqu'au 17 août 1999.

De 1996 à 1999, AKUT a dû élargir ses compétences faute d'équipes de sauvetage en Turquie. Certes, le Service de Sécurité Civile disposait d'environ 150 techniciens mais ce nombre était bien insuffisant pour l'ensemble du territoire, surtout pour les cas de catastrophe naturelle. Par ailleurs, la Sécurité Civile n'avait aucune compétence en montagne. Donc AKUT a dû réaliser plusieurs opérations de sauvetage variées : inondations, avalanches, séismes, recherches de personnes disparues en milieu naturel et même feus de forêt... Elle a également entretenu des relations officielles avec la Sécurité Civile turque, avec deux équipes de sauvetage écossaise et israélienne, de même qu'avec l'armée turque et quelques ministères. En 1998, le conseil des ministres lui a accordé le statut d'association reconnue d'utilité publique.

Malgré une trentaine d'opérations à laquelle elle a participé ou qu'elle a effectuées, AKUT était une association quasiment inconnue jusqu'au séisme de Marmara. D'ailleurs, son budget annuel était insignifiant et elle s'appuyait uniquement sur les matériaux et les

équipements individuels de ses membres pour continuer son activité. Néanmoins, les membres d'AKUT ont pu rapidement se regrouper le matin du 17 août, pour commencer les travaux de sauvetage à Avcılar, le quartier d'Istanbul sévèrement touché. Leur expérience en alpinisme leur donnait une autonomie et flexibilité importantes. Le soir du 17 août, la préfecture d'Istanbul a dirigé AKUT vers Kocaeli car on venait d'apprendre que le golfe d'Izmit présentait une situation bien plus grave que celle d'Avcılar. À Izmit, elle a été renvoyée à l'épicentre du séisme, à Gölcük. En conséquence, la première équipe d'AKUT est arrivée à la base navale de Gölcük le 18 août vers 8h du matin. Le soir du 18 août, elle a pu commencer les recherches et sauvetage<sup>160</sup>, qu'elle a poursuivis sans cesse jusqu'au 27 août. Entre-temps, formées d'une dizaine de membres chacune, d'autres équipes d'AKUT se sont dispersées dans la région et elles ont effectué des travaux de sauvetage à Yalova, Çınarcık, Izmit et Adapazarı. D'après le président de l'association, Nasuh Mahruki, elles ont pu sauver 200 victimes au total<sup>161</sup>, chiffre que nous pouvons encore retrouver sur le site Internet de l'association.<sup>162</sup>

Mais comme Mahruki l'affirme aussi, ce n'était pas l'œuvre des seuls membres d'AKUT, dont ni le nombre ni les moyens limités ne permettaient un tel exploit. En réalité l'association (en liaison avec son bureau à Istanbul) a été très efficace pour recruter un nombre considérable de volontaires, assurer leur transport jusqu'à la zone du séisme, les organiser, et s'appuyer sur eux lors des opérations de sauvetage conduites sur le terrain (sous la direction des membres d'AKUT) ainsi que lors de la distribution des aides. Si l'on prend en compte la rotation rapide, on peut estimer que le nombre de volontaires ainsi organisés est aux alentours de 2 000.<sup>163</sup>

Le recrutement des volontaires n'aurait pas été possible sans le soutien des médias. Dès le 19 août, des annonces d'AKUT ou des articles parlant de l'association sont parus dans les quotidiens.<sup>164</sup> Internet a été un outil de communication important aussi : des vagues de courrier électronique orientaient les citoyens vers AKUT, qui acceptait tout : des volontaires, des équipements de sauvetage, des produits alimentaires, mais aussi de l'argent, en livres turques et en devises étrangères. Comme la plupart des donateurs ne

---

<sup>160</sup> Faute de moyens lourds, l'équipe n'a pu faire que la reconnaissance des lieux pendant toute la journée, jusqu'à l'obtention de certains équipements.

<sup>161</sup> ARMAN, Ayşe, « Annesinin Bile Cenazesine Gidemedi », *Hürriyet*, 26 août 1999, p.23.

<sup>162</sup> [www.akut.org.tr](http://www.akut.org.tr)

<sup>163</sup> ARMAN, *ibid.*, Mahruki parle d'un chiffre de 1 000-1 500.

<sup>164</sup> Par exemple, l'annonce « AKUT Yardımlarınızı Bekliyor » paru dans *Cumhuriyet* le 19 août 1999, p.2 ; l'article « AKUT Gönüllü Arıyor » paru dans *Hürriyet* le 20 août 1999, p.7 et l'annonce « Akut acil dağcı arıyor » dans *Sabah*, 20 août 1999, p.23.

voulaient pas passer par un organisme officiel, la campagne de presse « en faveur de la société civile » les a incités à faire leurs dons aux ONG dont AKUT était présentée comme le leader. Un an après le tremblement de terre du 17 août, la modeste association aurait disposé de 1 350 000 dollars en liquide et 17 véhicules, ainsi que d'une quantité très importante de matériel.<sup>165</sup>

Qu'a-t-on dit d'AKUT ou plutôt, comment l'a-t-on présentée dans la presse hormis la littérature d'héroïsme ? D'abord, elle a été considérée comme un signe de changement social. Dans un article intitulé « Remerciements à AKUT », Sirmen disait : « La Turquie du 18 août n'avait rien à voir avec la Turquie du 16 août. [...] Lorsque le sol a été secoué, les failles se sont ouvertes, les immeubles se sont effondrés en privant beaucoup de personnes de leur vie, ils ont levé le rideau devant nos yeux. Entre-temps, nous avons vécu un évènement très glorieux. En tant que membres d'une génération très politisée, altruiste et qui privilégiait le bien public plutôt que le bien privé, nous dédaignions les jeunes d'aujourd'hui que nous considérions comme égoïstes, apolitiques. Pourtant, nous avons tort. Avec l'apparition d'AKUT, une petite organisation qui a des moyens limités mais qui a des membres bien formés et consciencieux, nous avons eu la chance de connaître nos jeunes. [...] AKUT a sauvé 200 personnes par ses moyens et ses effectifs limités mais son efficacité a libéré l'énergie de nos jeunes et orienté cette énergie a été beaucoup plus important que sa fonction initiale. »<sup>166</sup>

Orhan Bursalı écrivait : « Le tremblement de terre d'Izmit a fait naître AKUT comme un nouveau modèle d'organisation civile. Toutes les organisations liées à l'État sont verticales, hiérarchiques. Il s'agit du fonctionnement d'un énorme mécanisme bureaucratique. Ce mécanisme vertical a besoin de beaucoup de temps pour agir là où il faut, au moment critique. Le tremblement de terre d'Izmit en a apporté la preuve. Trois, quatre jours après le séisme, le mécanisme ne fonctionnait toujours pas comme désiré. [...] Alors qu'AKUT était une organisation horizontale, volontaire. [...] Elle commençait à fonctionner dès qu'il faut, là où on avait besoin d'elle. [...] Que cela soit AKUT ou d'autres ONG, elles ont joué le rôle d'intermédiaire pour transformer le désir de solidarité sociale en une énergie gigantesque. Le séisme d'Izmit a démontré que la vie humaine et la vie sociale étaient trop importantes pour être confiées aux politiques seuls. AKUT ! Les forces sociales civiles ! Je vous salue, soyez les bienvenues ! »<sup>167</sup>

---

<sup>165</sup> ERŞAN, Mesude, « 10 dolardan 1 milyon 350 bin dolara », *Hürriyet*, 18 août 2000, p.14

<sup>166</sup> SIRMEN, Ali, « AKUT'a Teşekkürler », 29 août 1999, p.4.

<sup>167</sup> BURSALI, Orhan, « AKUT ! », *Cumhuriyet*, 25 août 1999, p.6.

Pour Özkök, chaque individu était un « volontaire d'AKUT » : « Les 'anges de catastrophe' de la Turquie sont en train de devenir un symbole. Le pays est en train de retrouver son 'esprit communautaire' qu'il avait oublié depuis longtemps. [...] Le patriotisme ne veut pas uniquement dire effectuer le service militaire. La citoyenneté ne se limite pas à voter tous les cinq ans. 'La main de l'État' seule ne suffit pas à panser les plaies. [...] Des convois partent de tous les quartiers de la Turquie. Leur destination n'est pas seulement la zone du séisme. Ils vont vers une véritable nation, ils vont vers une démocratie réelle. Les jeunes dont chacun est un volontaire d'AKUT montrent que la valeur fondamentale d'une société est la solidarité. Oui, une nouvelle Turquie est en train de naître de cette ruine colossale... »<sup>168</sup> Bien entendu, « rien ne sera plus comme avant »<sup>169</sup> dans la nouvelle Turquie où la société civile prendra la parole pour mener la transformation du pays : fin de la mentalité d'enrichissement personnel à tout prix, de la corruption, de l'inertie et de l'archaïsme, ainsi que de l'autoritarisme... Donc en premier lieu, AKUT fut désigné comme le symbole du « nouveau » dans cet « axe de tension » *ancien ordre – nouvel ordre* (où le discours de « l'acte de naissance » trouve ses origines, comme nous allons le voir). C'est dans ce contexte qu'un magazine d'actualité l'a même surnommée « l'espoir rouge ».<sup>170</sup>

En deuxième lieu, AKUT a été présentée comme l'équipe de sauvetage « du peuple ». En tant qu'équipe « civile », elle appartenait à la société tandis que la Sécurité Civile faisait partie de « l'autre côté » : celui de l'État. AKUT et la Sécurité Civile sont devenues les symboles d'un axe de tension entre *la société – l'État* ou *le peuple - le gouvernement*. À tel point que faire l'éloge d'AKUT et critiquer la Sécurité Civile en même temps est devenu une façon latente de s'opposer aux autorités publiques et au gouvernement. Les cadres de la Sécurité Civile, déjà devenus des boucs émissaires, ont été harcelés une nouvelle fois par le bombardement de critiques via lesquelles on les jugeait totalement incapables en comparaison avec les sauveteurs volontaires d'AKUT. L'article intitulé « Rude Concurrence », paru dans *Sabah* le 25 septembre 1999 constitue l'exemple certainement le plus poussé de ce discours. Sous les photos d'une équipe d'AKUT et de la Sécurité Civile mises côte à côte, on lisait les explications suivantes : [Pour le membre d'AKUT] « il est volontaire, il a un diplôme de l'enseignement supérieur, fait partie de la

---

<sup>168</sup> ÖZKÖK, Ertuğrul, « Tek Kişilik Konvoylar », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.9.

<sup>169</sup> « Rien ne sera plus comme avant » n'est pas un nouveau discours, il était apparu avec le scandale de *Susurluk* en novembre 1996.

<sup>170</sup> « L'espoir rouge » faisait la une sur la couverture d'un numéro du magazine « Aktüel » (8 septembre 1999), dont un dossier était consacré à AKUT. En effet le titre fait allusion à la couleur des uniformes de cette association.

classe supérieure, il est médecin, ingénieur, homme d'affaire, un citoyen du monde, parle plusieurs langues couramment, il est en contact avec des organisations étrangères semblables, fait des échanges, il est capable de trouver des financements. » On avait ajouté qu'AKUT n'était pas composée uniquement d'hommes. Au contraire, le membre de la Sécurité Civile turque est « fonctionnaire d'État, diplômé de lycée, son salaire est insignifiant, il ne parle aucune langue étrangère, il travaille par obligation et il n'aime pas sa profession, il est limité par des règlements archaïques, alourdi par la bureaucratie, dépourvu de vision. » L'auteur inconnu de l'article complétait la description de son stéréotype du technicien de la sécurité civile par deux remarques : celui-ci n'avait pas de « femmes » dans son équipe et, en plus, il était moustachu.<sup>171</sup>

Par ailleurs, même la presse islamiste contribuait à l'accroissement de la notoriété d'AKUT. Habituellement, elle s'efforcerait d'ignorer un groupe qui ne se présentait pas comme « musulman ». Un journaliste de *Zaman* exprimait sa gratitude à AKUT en comparant ses membres aux « guerriers croyants du passé » : « Les braves combattants du passé ne sortaient pas leur épée contre les faibles, aidaient les pauvres, servaient Dieu et sacrifiaient leur vie pour des valeurs humaines si nécessaire. S'il faut transposer cette notion de bravoure au temps présent, l'exemple qui convient serait, à mon avis, l'organisation AKUT ... ». <sup>172</sup> Cette analogie même est une prise de position tacite car au contraire de l'article de *Sabah* que nous avons vu ci-dessus, on ne fait aucune allusion aux membres féminins d'AKUT. D'après l'auteur, les « braves jeunes » de cette association incarnaient les combattants du passé qui possédaient certaines « qualités », entre autres la foi religieuse. Dans le contexte turc, on se sert fréquemment d'une représentation fortement idéalisée de l'histoire, voire déviée afin de critiquer le présent. Surtout dans les cercles islamistes, évoquer le « glorieux passé ottoman » (en mettant l'accent sur l'islam) sert d'outil pour reformuler ses critiques sur la modernisation turque, la laïcité, et sur d'autres questions sociales. Parallèlement, une représentation d'AKUT conforme à ce discours de « passé glorieux » permet à l'auteur de demander aux autorités de « desserrer l'étau sur la société civile » : « Notre État doit désormais adopter une nouvelle approche qui consiste à soutenir les ONG au lieu de se faire du souci à propos de leurs actions et

---

<sup>171</sup> « Siki rekabet », *Sabah*, 25 septembre 1999, p.18. Soulignons un point intéressant : l'article utilise le mot « fille » pour AKUT (« elle est composée de filles aussi bien que de garçons ») mais le mot « femme » en parlant de la Sécurité Civile, en plus dans une phrase qui a un double sens en turc (« ils n'ont pas de femmes ») et qui paraît insultant. Le ton du texte n'est pas différent des légendes de photos. Voir la copie de cette coupure dans les annexes.

<sup>172</sup> ALKAN, Turan, « Yeni Bir Civanmertlik Yorumu », *Zaman*, 30 août 1999.



leurs buts. » Enfin, l'auteur suggérerait au gouvernement de charger AKUT de la restructuration du Croissant-Rouge turc.<sup>173</sup>

Ainsi, les journalistes turcs ont construit différentes images d'AKUT d'après leurs tendances politiques. Les aspects soulignés ou dissimulés d'AKUT ont été choisis en fonction de la « couleur » de l'organe de presse. Comme nous le verrons ci-dessous, on a même essayé de voir dans AKUT la « future élite politique ».

Une seule personne a tenté de remettre en cause la légitimité d'AKUT : Osman Durmuş, le ministre de la Santé d'extrême droite. Or c'était une grosse erreur dans un contexte où les photos des membres de l'association ornaient tous les jours les pages des quotidiens majeurs... Le ministre avait déjà été l'objet de critiques pour avoir refusé l'aide étrangère (surtout l'aide grecque et arménienne), ainsi qu'un bâtiment-hôpital de la marine américaine qui a, pourtant, longtemps attendu dans la Mer de Marmara au moment où les hôpitaux régionaux débordaient de patients en état grave. D'après lui, les avertissements d'AKUT concernant la situation en matière d'hygiène dans la région provoquaient la panique au sein du peuple. Accusant AKUT de « faire du spectacle », il a déclaré « qu'il allait saisir le parquet ». <sup>174</sup> Finalement, il a dû renoncer suite aux pressions qu'il a subies : il a même été invité à démissionner par le principal parti d'opposition ainsi que par un groupe d'ONG (parmi lesquelles se trouvait l'ordre des médecins) et des citoyens qui ont organisé une campagne d'envoi de fax au Premier ministre et au Président. <sup>175</sup>

### **3. La popularité d'AKUT reconnue par les autorités**

Contrairement au ministre de la Santé, les autres responsables politiques ont entretenu de bonnes relations avec AKUT, probablement parce qu'ils avaient mieux

---

<sup>173</sup> Ibid. « Si j'étais dans la position du pouvoir politique [...], je demanderais leur service aux jeunes d'AKUT pour la restructuration du Croissant-Rouge... » Cette dernière idée était assez populaire parmi les journalistes : « Ne serait-il pas convenable d'inviter les membres d'AKUT pour la restructuration de toutes ces institutions [qui relèvent des risques majeurs] et en premier lieu celle du Croissant-Rouge, du moins pour demander leurs avis ? D'ailleurs, si on nous laissait prendre la décision, nous leur accorderions tout de suite la gestion du Croissant Rouge. » (SERTOĞLU, Sedat, « Yeni Dönem », *Sabah*, 30 août 1999, p.16). Rappelons aussi la une de *Sabah* le 25 septembre : « Laissez le Croissant-Rouge à AKUT » (« Kızılay'ı AKUT'a verin », *Sabah*, 25 septembre 1999, p.1 et 18). Il s'agit clairement, ici, de l'exagération des capacités de cette association de volontaires de sauvetage par la presse.

<sup>174</sup> « Sağlık Bakanı'nın Hedefi AKUT », *Cumhuriyet*, 24 septembre 1999, p.1 et 19. Durmuş avait proposé aux victimes de catastrophe de se servir de la mer pour la toilette personnelle : « Ils disent qu'il n'y a pas d'eau, mais mon peuple sait se servir de la mer aussi pour se nettoyer », dans *Cumhuriyet*, 23 août 1999, p.4.

<sup>175</sup> « Durmuş'a Istifa Çağrısı », *Cumhuriyet*, 24 septembre 1999, p.1 et 19.

analysé la direction dans laquelle soufflait le vent. Dans le contexte du 17 août, contester la légitimité d'AKUT signifierait contester tout ce qui lui est associé : *l'initiative du citoyen, la renaissance de la société civile, le changement social, le nouvel ordre, la fin de la corruption...* Comme l'affirmait Cengiz Çandar, « le fait que le nom 'Mahruki'<sup>176</sup> commence à faire plus sens que 'Ecevit', 'Bahçeli', 'Yilmaz' et même 'Demirel' » signifiait « une énorme crise de légitimité ».<sup>177</sup> La déclaration commune d'une centaine d'ONG turques, publiée dans la presse le 1<sup>er</sup> septembre 1999, a probablement justifié la sagesse des « anciens » de la vie politique turque :

« A l'attention de l'opinion publique,

La catastrophe du tremblement de terre a mis en évidence les solutions aussi bien que les problèmes. Elle nous a montré nos défauts au niveau personnel et au niveau institutionnel, mais elle a également montré ce que nous devons faire pour la Turquie en les corrigeant à l'avenir.

À présent, nous avons devant nous deux itinéraires séparés par un trait bien défini. Le premier consiste à défendre l'idée que tout ce que nous avons fait était juste, à avancer que c'est « les autres » qui avaient causé la catastrophe et à continuer dans le chemin de l'irrationalité avec une mentalité faite d'un mixte d'opportunisme et de fatalisme. Nous le connaissons très bien.

L'autre itinéraire consiste à adopter un nouveau point de vue, à avancer vers une société moderne en s'appuyant sur une vision qui accepte que l'État existe pour les citoyens et non l'inverse, et que la société doit agir ensemble : les individus et les institutions, les civils et les officiels.

À cet égard, il y a deux points déterminants sur lesquels nous voulons attirer l'attention de l'opinion publique et des autorités de l'État :

1. Nous remercions toutes les organisations turques ou étrangères qui ont effectué des travaux de recherche et de sauvetage lors du séisme, surtout AKUT. Nous voulons que notre État confirme qu'il pense de la même manière. [...]
2. Il existe un grand potentiel de secours en Turquie et à l'étranger qui rend l'entremise des organismes volontaires nécessaire. Il est impossible que ces

---

<sup>176</sup> Nasuh Mahruki est un des fondateurs d'AKUT et des alpinistes les plus renommés de la Turquie, ayant réussi des ascensions jugées très difficiles dans le monde entier. Il est actuellement une des 29 personnes ayant fait à la fois le sommet de l'Everest, K2 et de Lhotse. Voir [www.nasuhmahruki.com](http://www.nasuhmahruki.com)

<sup>177</sup> ÇANDAR, Cengiz, « 17 Ağustos Haritası », *Sabah*, 4 septembre 1999, p.16.

aides, indispensables pour panser les plaies causées par le séisme, soient canalisées à travers quelques institutions publiques.

Ce que nous attendons de Monsieur le Premier ministre est qu'il se serve du concept de « gouvernance » (auquel il a toujours accordé de l'importance) pour approcher cette question et que cette notion soit expliquée à toutes les autorités publiques, et qu'il prenne les mesures nécessaires pour que celles-ci accueillent bien les initiatives et les organisations civiles.

Nous les chambres, les fondations, les associations et les organisations volontaires qui avons notre signature ci-dessous, considérons le 17 août comme un acte de naissance ; nous croyons que protéger nos véritables valeurs nationales et spirituelles n'est possible que par l'acceptation de cette nouvelle approche et non pas en sous-estimant la force du secteur civil ou en menaçant les médias. »<sup>178</sup>

Notons que les deux phrases font allusion à la pression exercée sur les médias par le gouvernement et au blocage de tous les comptes bancaires des ONG qui ont collecté des dons suite au séisme. Plus tard, les ONG « non-accréditées » seront privées de toute activité de charité (distribution de vivres, aménagement des camps de victimes, réhabilitation) dans la zone de catastrophe.

Par ailleurs, on peut s'interroger : pourquoi défier AKUT au lieu de partager sa légitimité ? Le jour où la déclaration des ONG a été publiée dans la presse, les responsables de l'association visitaient Ankara où ils ont eu l'occasion d'exprimer aux autorités que leur ONG de recherche et de sauvetage n'avait aucune intention politique. Ainsi a commencé une « valse » entre AKUT et l'État (le gouvernement, les autorités publiques civiles et militaires). Le 2 septembre, les photos du Premier ministre et du Président avec un casque d'AKUT sur la tête étaient publiées dans les premières pages des journaux.<sup>179</sup> Dans *Cumhuriyet*, le titre était « l'État a remercié AKUT ». <sup>180</sup> Dans *Sabah*, « Papa devenu volontaire d'AKUT ». <sup>181</sup> Apparemment, les membres d'AKUT n'étaient

---

<sup>178</sup> L'annonce est parue dans les quotidiens *Hürriyet*, *Cumhuriyet*, *Sabah*, *Radikal*, *Zaman* et dans d'autres, ce qui veut dire presque dans toute la presse nationale. Elle est publiée une deuxième fois le 2 septembre 1999, mais cette fois-ci le nombre d'organisations signataires est plus important. Dans la première version, on lisait le titre « *Les fondations, les associations, les syndicats et les unions qui ont approuvé la déclaration* » au-dessus des signatures. Dans la deuxième, ce titre avait disparu.

<sup>179</sup> « AKUT'a Teşekkür », *Hürriyet*, 2 septembre 1999, p.21. Il convient de transmettre une anecdote intéressante. D'après l'article de *Hürriyet*, après avoir posé le casque sur la tête du Président Demirel, N. Mahruki, le chef d'AKUT ajoute : « *Nous sommes toujours sous votre commandement.* »

<sup>180</sup> « Devlet AKUT'a Teşekkür Etti », *Cumhuriyet*, 2 septembre 1999, p.7.

<sup>181</sup> « AKUT'çu Baba », *Sabah*, 2 septembre 1999, p.23. « Papa » (*baba en turc*) est le surnom de S. Demirel.

pas très intéressés ou motivés par la position de « représentants de la société civile contre l'État » que l'on a tenté de leur attribuer.

Les séismes d'Athènes (Grèce) et de Taichung (Taïwan) ont constitué l'apogée de cette « valse ». Les sauveteurs d'AKUT sont partis à Athènes (8 septembre 1999) dans un avion de transport alloué par les forces aériennes. D'après la presse, cela montrait que l'association était appréciée des autorités militaires (ce qui renforçait le statut de l'association).<sup>182</sup> Non seulement ils ont pu sauver une victime, mais en tant que « représentants de la nouvelle jeunesse turque » ils ont également contribué au rapprochement turco-grec, entrepris depuis quelques temps par les ministres des Affaires étrangères des deux pays. Il en a été de même pour le séisme de Taichung (20 septembre 1999). L'équipe d'AKUT est partie de la salle *VIP* de l'aéroport international d'Istanbul, elle a fait le voyage à bord d'un avion de *Turkish Airlines* en première classe. Dans les deux cas, une équipe de la Sécurité Civile était partie avec AKUT, mais la presse l'a présentée plutôt comme un accessoire « inutile », voir même un fardeau supplémentaire pour les volontaires héroïques. Athènes et Taïwan ont été présentés comme les succès de ces derniers.

La popularité de cette association (désormais « accréditée » par les autorités), baptisée *l'espoir rouge* a grandi encore pendant un certain temps, jusqu'au moment où elle a vécu un conflit interne (mars 2001). Pourtant, dans le contexte post-séisme, les unes de journaux comme « Nobel à AKUT »<sup>183</sup> ou « Laissez [la gestion du] Croissant-Rouge à AKUT »<sup>184</sup> ne surprenaient personne. Des revues, des magazines aussi bien que des chaînes de télévision présentaient les membres d'AKUT y compris dans leur vie privée. Ils étaient « les nouveaux leaders » d'après Zeynep Göğüş : « A mon avis, la crise que nous avons vécue nous a donné nos nouveaux leaders. Ce sont des jeunes gens. Ils viennent de la société civile. » Après avoir cité Nasuh Mahruki et les membres d'AKUT comme exemples de nouveaux leaders, elle continue : « Ils agissent pour créer une différence, ils ont des projets sociaux. Ce sont des gens qui assument leur responsabilité et qui l'élargissent. [...] Nous voulons les voir sur la scène politique aussi. »<sup>185</sup> L'expression qui décrit le mieux la situation est peut-être celle de Zeynep Atikkan : « Dans la Turquie d'aujourd'hui, AKUT recueillerait sans doute plus de votes que n'importe quel parti

---

<sup>182</sup> « Askerden AKUT'a Şeref Salonu », *Hürriyet*, 9 septembre 1999, p.1 et 7.

<sup>183</sup> « AKUT'a Nobel », *Hürriyet*, 10 septembre 1999, p.1 et 7.

<sup>184</sup> « Kızılay'ı AKUT'a verin », *Sabah*, 25 septembre 1999, p.1 et 18.

<sup>185</sup> GÖĞÜŞ, Zeynep, *Sabah*, 29 août 1999, p.22.

politique ». <sup>186</sup> Il n'est donc pas étonnant que Nasuh Mahruki soit un de six représentants de la société civile turque reçus par Bill Clinton, le Président des États-Unis de l'époque, lors de sa visite en Turquie en novembre 1999. <sup>187</sup>

#### ***4. Le tremblement de terre comme l'acte de naissance de la société civile turque***

À la suite du séisme du 17 août, un terme est régulièrement revenu chez ceux qui ont considéré la catastrophe comme une occasion de rupture avec la « Turquie pré-1999 » : *Milat*. En turc, *ce terme* désigne la date de naissance de Jésus Christ mais aussi le premier jour du calendrier grégorien adopté par la Turquie républicaine comme calendrier officiel en 1925. <sup>188</sup> Dans l'utilisation courante, *milat* fait plutôt allusion au 1<sup>er</sup> janvier de l'an 1 (et non pas au 25 décembre de l'an « -1 », jour de naissance de Jésus Christ). En Turc, on dit « *milattan önce / milattan sonra* », avant /après *Milat* au lieu de dire avant / après J.C. Sur le plan littéraire, le mot signifie la fin d'une époque et le début d'une autre. À partir de la première semaine après le tremblement de terre, le discours de *Milat* est tenu en parallèle au discours critique vis-à-vis de l'État et au discours de « la renaissance de la société civile ». Le slogan « rien ne sera plus comme avant » a souvent accompagné le jugement selon lequel le 17 août serait le début d'une ère de réformes sur plusieurs plans... Bursalı disait : « Le tremblement de terre est le point de départ pour la mise en place d'une nouvelle mentalité, d'un nouvel esprit, d'une nouvelle vision administrative moderne, scientifique et technique pour toute la Turquie. Il est un *milat* administratif. » <sup>189</sup> De même, Atalay parlait « d'un séisme dans les mentalités » dans son article. <sup>190</sup> « Le tremblement de terre » disait Engin « sera un *milat* pour qu'une série de jugements acceptés comme tels par la société soient reconsidérés, discutés. [...] Les valeurs qui permettent l'existence d'un État à la fois protecteur et destructeur sont ébranlées, une relation sismique entre ce dernier

---

<sup>186</sup> ATIKKAN, Zeynep, « Sessiz Çoğunluk », *Hürriyet*, 5 septembre 1999, p.8.

<sup>187</sup> AKYOL, Cahit et ÖZKAYA Sedef, « Clinton'a Sivil Toplum Brifingi », *Hürriyet*, 19 novembre 1999, p.21.

<sup>188</sup> Ce mot est dérivé de la langue arabe (*milade*), ce qui signifie le jour et l'année de naissance de Jésus-Christ. TANLA, Bülent, « Deprem Milat Olacaksa », *Cumhuriyet*, 23 septembre 1999, p.6. Le calendrier grégorien est en vigueur en Turquie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1926.

<sup>189</sup> BURSALI, Orhan, « Yönetim Miladı », *Cumhuriyet*, 24 août 1999, p.6.

<sup>190</sup> ATALAY, Ayşe, « Zihniyette Deprem », *Cumhuriyet*, 25 août 1999, p.4.

et le citoyen a vu le jour. [...] Le 17 août ne signifie pas seulement un désastre naturel. Il est un *milat*, un tournant pour la conscience de citoyenneté. »<sup>191</sup> Ünal affirmait : « Le 17 août doit être un *milat*. Si nous en tirons des leçons – je crois que nous en tirerons –, rien ne sera plus comme avant le 17 août. [...] Il ne faut pas rater cette occasion. [Donc] il nous fallait être secoué pour que l'État soit restructuré, pour qu'il fasse la paix avec son peuple. »<sup>192</sup>

Pour Yücelman, « le tremblement de terre du 17 août mettait beaucoup de choses en évidence » car « ce n'était pas Marmara qui s'était écroulé, mais le système lui-même. »<sup>193</sup> Tüzüner soutenait que le séisme et ce qui a été vécu après « nous poussent à réviser nos valeurs et à repenser ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui. [...] Rien n'est plus comme il l'était auparavant, depuis le matin du 17 août, 3h04. »<sup>194</sup> Certains auteurs comme Türenç défendaient l'idée que la société turque avait tiré des leçons de cet incident : « Désormais, rien ne peut être comme dans le passé. La société le montre bien par sa réaction. La société turque n'est plus fataliste comme avant. »<sup>195</sup>. Dans *Radikal*, Mehmet Yılmaz écrivait : « Nous ne devons pas oublier ceux qui ont perdu leur vie, leur maison, leurs proches lors du tremblement de terre. Nous devons garder leur drame dans nos esprits pour la création d'une nouvelle Turquie. »<sup>196</sup> Quant à Zülfü Livaneli il comparait le séisme à la chute du mur de Berlin.<sup>197</sup>

En conséquence, la catastrophe était une rupture avec « l'ordre ancien » : la mentalité, la vision, le mode de vie, et même le système politique... Et en même temps une occasion pour recommencer : « Le séisme de Marmara a offert une chance à la Turquie qui avait perdu le contrôle du système [corrompu] qu'elle avait créé. [...] Nous sommes face à un travail de 'reconstruction' colossal. Il faut construire quelque chose de nouveau, et non pas remettre l'ancien sur pied. Cela signifie une rupture avec la période de pré-séisme à tous les niveaux et un effort pour nous développer. Nous sommes obligés de 'dépasser' notre sous-développement (matériel et spirituel) qu'il ne faut plus camoufler. Cela nécessite un effort 'total'. »<sup>198</sup> On prévoyait donc un changement sociopolitique qu'il fallait absolument réaliser à l'occasion du choc : « Les malheurs que nous avons vécus

---

<sup>191</sup> ENGIN, Aydın, « Devletimizin İçgüdüleri », *Cumhuriyet*, 27 août 1999, p.6.

<sup>192</sup> ÜNAL, Hasan, « Niye Çürüdük ? », *Zaman*, 27 août 1999.

<sup>193</sup> YÜCELMAN, Abdülkadir, « Herşey Yeni Baştan », *Cumhuriyet*, 1 septembre 1999, p.18.

<sup>194</sup> TÜZÜNER, Nükhet, « Artık Hiçbirşey Eskisi Gibi Değil », *Cumhuriyet*, 31 août 1999, p.2.

<sup>195</sup> TÜRENÇ, Tufan, « Batılılar Bu Kez de Gürleyip Yağmazlarsa », *Hürriyet*, 30 août 1999, p.20.

<sup>196</sup> YILMAZ Mehmet Y., « Söz Veriyoruz, Unutturmayacağız ! », *Radikal*, 24 août 1999.

<sup>197</sup> LIVANELI, Zülfü, « Türkiye Değişirken », *Sabah*, 5 septembre 1999, p.5.

<sup>198</sup> BELGE Murat, « Yeniden İnşa », *Radikal*, 29 août 1999.

nous ont fait comprendre que nous devons avancer vers un État qui privilégie les intérêts du peuple et non ceux des pilliers, vers l'État de la liberté et de la démocratie. Si nous n'arrivons pas à réaliser ce changement, nous aurons encore beaucoup de souffrances. »<sup>199</sup>

Qu'entendait-on par changement ? « Le questionnement de toutes les institutions et la restructuration du pays » était-il indiqué à la une de *Sabah*.<sup>200</sup> Le changement, c'était « l'affaiblissement de l'hégémonie étatique »<sup>201</sup>, « la fin de l'individu opportuniste »,<sup>202</sup> « l'amélioration des services publics et de la bureaucratie »<sup>203</sup>, « la révision de la structure de l'État »<sup>204</sup>, « la révolution des classes moyennes »<sup>205</sup>, « remplacer le système corrompu »<sup>206</sup>, « [désormais] considérer la science comme guide et faire respecter les lois ».<sup>207</sup> Surtout, l'idée d'une restructuration de l'État a été exprimée : non seulement une restructuration des institutions, de la bureaucratie, bref de l'appareil étatique mais le remplacement d'une « ancienne conception de l'État » par une « conception moderne » : « Tous les gens qui vivent dans ce pays demandent un État de 'qualité' et 'transparent'. Ils ne demandent pas un État dépassé, gouverné par une 'troupe de dinosaures' qui regardent leur peuple de haut et qui suscitent de l'espoir par des discours 'd'État sacré' et de patriotisme ; mais un État qui partage l'information sans crainte dans un environnement libre et démocratique. ».<sup>208</sup>

Il convient de citer ici l'analyse d'un journaliste de *Yeni Şafak* : « Pour certains, 'les organes de l'État' ont fait tout ce qui était possible après la destruction et ils ont eu du succès dans l'organisation malgré quelques petits problèmes. Pour d'autres, l'État a été complètement dépassé, il y a du retard partout, il a tout ralenti par son programme de travail dépourvu de coordination, et a très mal passé ces épreuves. Bien sur, 'la réalité' se situe quelque part entre ces deux points de vue, comme d'habitude : l'État n'a ni travaillé parfaitement, ni n'a été complètement dépassé. »<sup>209</sup> D'après l'auteur, les deux façons de voir les choses étaient également responsables des impasses systémiques depuis quinze ans en Turquie. La première consistait à militer pour « un concept d'État qui n'a rien à voir

---

<sup>199</sup> ÇALIŞLAR, Oral, « Demirel'in Devleti, Kimin Devleti ? », *Cumhuriyet*, 26 août 1999, p.6.

<sup>200</sup> « Taşlar Oynadı », *Sabah*, 7 septembre 1999, p.1.

<sup>201</sup> LIVANELI, Zülfü, « Devleti Yaratın İnsandır », *Sabah*, 10 septembre 1999, p.5.

<sup>202</sup> DOĞRU, Necati, « Veli Göçer İçeride Donanma Müteahhiti Dışarıda », *Sabah*, 1 octobre 1999, p.9.

<sup>203</sup> GÖĞÜŞ, Zeynep, « Devrimci », *Sabah*, 26 août 1999, p.22.

<sup>204</sup> ÖZKÖK, Ertuğrul, « Depremden Önce – Depremden Sonra », *Hürriyet*, 24 août 1999, p.9.

<sup>205</sup> TURGUT, Serdar, « Orta Sınıf Devrimi », *Hürriyet*, 26 août 1999, p.6.

<sup>206</sup> DÜNDAR, Uğur, « Başbakan Ecevit'e Açık Mektup », *Hürriyet*, 29 août 1999, p.15.

<sup>207</sup> ERGIN, Sedat, « Deprem ve Af », *Hürriyet*, 29 août 1999, p.20.

<sup>208</sup> OCAKTAN, Mehmet, « Palavra Değil, Değişim », *Yeni Şafak*, 29 août 1999.

<sup>209</sup> ARSLAN, Hakan, « Deprem, Devlet, Siyaset », *Yeni Şafak*, 28 août 1999.

avec 'l'État moderne' qui est marqué par l'inertie depuis longtemps, dont les institutions enroulent la société comme les tentacules d'un poulpe. » De l'autre côté, il y avait ceux qui cherchaient les solutions aux problèmes dans les « prescriptions idéologiques » et non dans « les demandes et les dynamiques sociales » et ceux qui s'appelaient eux-mêmes des « anti-Étatistes ». En conséquence, « une restructuration de l'État est désormais inévitable » disait-il. « La raison principale pour laquelle nous soulignons cette obligation ne tient aux pas difficultés vécues par l'État pour accéder à la zone de catastrophe et ensuite pour s'organiser, mais à notre situation actuelle en termes 'd'urbanisation', 'd'industrialisation', de 'devenir des individus', de 'vivre ensemble'. [...] 1) Il s'agit d'une société régie par toutes sortes d'inconsciences, de corruptions, d'immoralités, de cupidités individuelles ou institutionnelles, organisées ou anarchiques ; par rapport à la notion 'd'État moderne', où se situent ce gouvernement et cette bureaucratie qui prétendent la gouverner ? [...] 2) Cet objectif [la restructuration] ne peut pas être atteint par un 'anti-étatisme' qui se considère comme 'le concurrent d'un étatisme dur et immuable'. En Turquie, les projets de réformes sont formulés depuis 15 ans, étudiés, discutés, et les dynamiques de la société accélèrent ces débats. [...] Nous nous trouvons toujours face à deux fronts, éloignés des demandes communes et des pratiques de la société. D'un côté il y a les 'étatistes durs', de l'autre 'les anti-étatistes'. [...] La question principale n'est pas de savoir si la situation est vraiment comme cela [...] ; la question est que la situation soit représentée de cette manière, sans que les parties se rendent compte qu'elles utilisent un langage commun ! »<sup>210</sup> Bayramoğlu a un point de vue similaire aussi : « [...] Le pouvoir politique considère ce que nous vivons aujourd'hui comme une perte de prestige, un manque de confiance [de la part des citoyens] temporaire. Mais ce qui se passe aujourd'hui est en même temps « un soulèvement »... [...] C'est une situation grave. Mais dans un sens, positive. » D'après lui, il s'agissait d'une pression de la part de la société pour un changement, une pression n'ayant aucune base idéologique, dépolarisée [par rapport aux partis politiques], visant une structure politique focalisée sur l'individu et les services.<sup>211</sup>

Mais il faut savoir que pour les islamistes, l'idée de *milat* était bien entendue comme fortement associée à l'idée du recul de la laïcité. Bien sûr, les islamistes tout comme les autres éléments de la gamme politique turque étaient pour l'élimination de la corruption dans la vie politique, pour la transparence, pour un État plus moderne. Mais lorsqu'ils parlent du changement, ils expriment toujours – ouvertement ou tacitement –

---

<sup>210</sup> Ibid.

<sup>211</sup> BAYRAMOĞLU, Ali, « İsyân, Siyaset, Değişim », *Star*, 29 août 1999.



leur désir de vivre dans un système où « ils ne seraient pas victimes d'une laïcité imposée », ce qui est cohérent avec leurs arguments sur la société civile, le rôle de l'État, les impacts des séismes : « Ce séisme nous a montré que [...] nous étions en train de vivre une crise d'identité profonde [...], que les identités des élites et celles de la société ne se repoussaient pas mais, inversement, se nourrissaient les unes des autres [...] ; que nous étions capables de surmonter les problèmes artificiels que nous avons vécus jusqu'à aujourd'hui lorsque nous nous réunissions autour de nos expériences culturelles et historiques [...]. »<sup>212</sup> Nous pouvons encore une fois constater que les islamistes se sentent rejetés par la modernisation turque à laquelle ils reprochent « d'éloigner le peuple de ses origines ». Le changement pour eux, ça sera aussi « la paix entre les élites et la société » : « C'est pourquoi, je pense que la Turquie d'avant le séisme sera différente de la Turquie de l'après, qu'elle doit l'être. Je voudrais souligner que la création de la grande Turquie moderne et puissante, consciente de ses responsabilités, sera impossible [...] si on ignore l'ample accumulation multidimensionnelle [de savoir-pouvoir] acquise par notre société, c'est-à-dire tout ce qui fait de nous ce que nous sommes [...]. »<sup>213</sup>

Si les grandes catastrophes, les crises majeures peuvent jouer le rôle de catalyseur pour le changement, le rôle que ces analyses attribuent au séisme du 17 août paraît exagéré. Contentons-nous de rappeler que le désir de changement et de réforme avait été exprimé avec presque les mêmes slogans trois ans avant le tremblement de terre, à l'occasion du scandale de *Susurluk*. D'ailleurs, certains journalistes comme Nuh Gönültaş l'affirmaient aussi, en avançant que « tout serait pareil en Turquie après le séisme » : « En effet, l'incident de Susurluk était un tremblement de terre aussi. S'il était possible de mesurer le choc engendré par ce 'camion' qui a mis en évidence les relations État – mafia – politiques en une seule fois, le chiffre obtenu serait égal à celui du dernier séisme. À l'époque, ils disaient déjà 'rien ne sera plus comme auparavant après le camion'. En réalité, ils voyaient juste, vraiment rien n'a plus été comme auparavant, mais bien pire. »<sup>214</sup>

Un changement à plusieurs niveaux, comme il a été décrit (et réclamé) par les journalistes turcs ne pouvait probablement pas se réaliser dans le peu de temps qu'ils

---

<sup>212</sup> KAPLAN, Yusun, « Ölüm-Kalım Savaşı », *Yeni Şafak*, 24 août 1999 (éditorial).

<sup>213</sup> Ibid. Nous avons dû « forcer les limites » de la traduction pour reconstituer ces passages dans la langue française de façon à ce qu'ils fassent sens. Le problème provient du fait que l'auteur ne s'exprime pas très bien en turc, même si on arrive à le comprendre.

<sup>214</sup> GÖNÜLTAŞ, Nuh, « Depremden Sonra Her Şey Eski Gibi Olacak ! », *Zaman*, 26 août 1999. Bien entendu, étant islamiste, lorsqu'il affirme que « tout serait pareil », il affirme en même temps que le regard du « système laïc » sur les « croyants ne changerait » pas non plus. Voir aussi son article « Depremden 'İrtica', Hukuk Talebinden 'Mürteci', Kurban Derisinden THK... » dans *Zaman*, le 11 septembre 1999.

prévoyaient. Egalement, même si des groupes volontaires et des ONG étaient apparus en tant que groupes « émergeant » de ce contexte post-catastrophe, il était encore tôt pour voir dans cette émergence une société civile susceptible de devenir le moteur d'un processus de changement, voire de transformation profonde. Pourtant, il semblait en septembre 1999 qu'« une fois qu'il a été obligé de mettre le casque d'AKUT sur la tête, l'État sera désormais obligé de prendre en compte cette 'nouvelle force' » comme l'affirmait l'éditorialiste d'Hürriyet.<sup>215</sup>

### ***5. L'expression d'un manque de confiance envers le gouvernement et l'administration publique***

Selon Fatih Altaylı, « la confiance en l'État, plutôt en ceux qui dirigent l'État, est nulle. En dessous de zéro même... Un manque de confiance totale. Envers tout le monde : le Premier ministre, les ministres, les préfets, les hauts fonctionnaires, les scientifiques et même les journalistes, qu'on considère comme 'trop proches de l'État'. Les dommages causés à la société par ce manque de confiance sont beaucoup plus destructeurs que le séisme. Le déblaiement des décombres prendra encore quelque mois. Mais il faudra au moins une génération, voire plus pour que la confiance soit rétablie. »<sup>216</sup>

D'après M. Ali Kışlalı, « des millions de lecteurs et de téléspectateurs turcs ont suivi l'événement du tremblement de terre de près, vu ses détails, par conséquent se sont informés probablement plus que jamais sur leur État, leurs dirigeants, leurs médias. [...] Par contre, regardez les comportements des hommes politiques turcs, leur perception de l'événement. Etes-vous capables de garder votre sérénité en ce qui concerne l'avenir de la Turquie ? [...] Prenant en considération tous les changements qui surgissent à notre époque – grâce aux avancements technologiques aussi – la Turquie peut-elle être dirigée par les perceptions, les visions appartenant au passé ? »<sup>217</sup>

Malgré leur « réconciliation » avec la société civile devant les caméras, les autorités politiques (et publiques) enduraient toujours une crise de confiance. D'abord, il y avait la question du nombre de morts. On prétendait que le véritable bilan du séisme était dissimulé

---

<sup>215</sup> ÖZKÖK, Ertuğrul, « Sivil Toplumun Bir No'lu Kararı », *Hürriyet*, 2 septembre 1999, p.21.

<sup>216</sup> ALTAYLI, Fatih, « İnanc Kaybı », *Hürriyet*, 4 octobre 1999, p.19.

<sup>217</sup> KIŞLALI, M. Ali, « Yabancılar ve Deprem », *Radikal*, 27 août 1999.

« pour ne pas déclarer l'état d'urgence car cette solution priverait l'État de ressources considérables », surtout quand il s'agit d'une région comme Marmara dont la contribution au financement public est vitale.<sup>218</sup> Le nombre de morts officiellement avancé aujourd'hui par les autorités est de 17 439. Mais quand l'ONU avait demandé une estimation du nombre de victimes pour le 20 août, les chiffres communiqués étaient : « plusieurs milliers de morts, plus de 35 000 victimes sous les décombres. »<sup>219</sup>. D'après Altaylı, les statistiques concernant cette question ne pourraient jamais révéler la vérité car les experts ne pouvaient pas prendre en compte les citoyens qui se trouvaient dans la région à ce moment-là en tant que travailleurs clandestins.<sup>220</sup> Donc les chiffres officiels ne comprennent que le nombre d'habitants, de riverains de Marmara qui sont morts. Pas ceux qui étaient venus de l'extérieur... Une année après le séisme, la question est posée de nouveau lors des commémorations du premier anniversaire du séisme<sup>221</sup> et elle se pose toujours lorsqu'on parle du bilan de la catastrophe.

La question des travaux de réhabilitation et de reconstruction alimentait sans doute le manque de confiance envers les responsables politiques. L'interdiction des campagnes de dons sans permission préfectorale<sup>222</sup> et la concentration des fonds dans un centre unique avait suscité une certaine colère, mais aussi de la méfiance. Déjà, la plupart des donateurs avaient préféré passer par ces organismes à cause du scandale du Croissant-Rouge. En plus, on doutait de la capacité de l'État en ce qui concerne la reconstruction. Par exemple, les logements qui auraient dû être construits pour les victimes du séisme de Varto (1966) n'existaient toujours pas en 1999.<sup>223</sup> Ataklı écrivait : « Personnellement, je voudrais bien savoir ce qu'on va faire avec tout cet argent collecté. Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de réponse à la question de savoir 'comment il sera utilisé?', 'qui en bénéficiera?', 'qui effectuera le contrôle de cette opération?'. Je crains que les dons collectés soient considérés comme une contribution au budget [de l'État] [...] Par exemple, on parle des crédits à long terme. Les dons que nous avons faits pour les victimes leur seront-ils

---

<sup>218</sup> ÇIÇEK-BİL, Filiz, « Devletin OHAL Hesabı », *Sabah*, 21 septembre 1999, p.23. La loi relative aux situations d'urgence prévoit par exemple la non-imposition générale dans la zone concernée pendant 3 à 5 ans ; le paiement des salaires des salariés privés et publics qui ont vu leur lieu de travail détruit ; le dédommagement direct des citoyens qui ont perdu leurs biens immobiliers...

<sup>219</sup> « Enkaz Altında 35000 Kişi Var », *Sabah*, 21 août 1999, p.1.

<sup>220</sup> ALTAYLI, Fatih, « Depremde Kaç Kişi Öldü ? », *Hürriyet*, 7 octobre 1999, p.17. Un grand nombre de Turcs travaillent toujours en tant qu'ouvriers saisonniers, sans être déclarés. En août, il y avait beaucoup d'ouvriers dans la région pour la récolte de noisettes, ainsi que pour travailler dans les chantiers.

<sup>221</sup> CEBECI, Uğur, « Ölü Sayısı Saklanıyor mu ? », *Hürriyet*, 17 août 2000, p.15.

<sup>222</sup> « İzinsiz Yardım Kampanyası Yok », *Cumhuriyet*, 25 août 1999, p.5.

<sup>223</sup> DOĞRUEK Rana, « Varto Ders Olsun », *Sabah*, 25 août 1999.

accordés en tant que des crédits ? »<sup>224</sup> Le 24 septembre, le ton de *Sabah* était direct : « Rendez cet argent ». D'après les calculs du quotidien, le montant total des dons s'élevait à 4 milliards de dollars. Il proposait au gouvernement de partager seulement la moitié entre les victimes, ce qui ferait 15 000 dollars par famille. Du coup, le gouvernement annonçait que l'utilisation de ces fonds, tout comme la collecte, seraient contrôlées par une commission du ministère des Finances qui était chargée de « publier sur un site Internet les noms de ceux qui affirment aider mais qui ne le font pas et de ceux qui collectent de l'argent pour autre chose sous prétexte de collecter pour les victimes de séisme ».<sup>225</sup>

Les islamistes ont exprimé aussi le même « manque de confiance en l'État ». Citons par exemple Taşgetiren de *Yeni Şafak* qui parlait d'un doute à tous les niveaux sur la façon dont les fonds collectés seraient utilisés.<sup>226</sup> Il ajoutait que cette crise avait des racines « plus profondes » : « Cela s'appelle 'crise de confiance dans l'État'. [...] Ce doute et cette colère sont le reflet de réactions plus profondes. Cette douleur ne peut pas être comprise sans penser aux deux dernières années... »<sup>227</sup> Il condamnait donc encore une fois « les acteurs laïcs » du système à travers ce discours du « manque de confiance ».

La presse islamiste a également privilégié la mise en avant de la situation des ONG « vertes »<sup>228</sup> en partant de l'idée que le blocage de leurs campagnes d'aides était plutôt fait pour des raisons idéologiques que pratiques. Suite à l'arrêté du ministre de l'Intérieur du 22 août concernant les collectes de dons, la préfecture d'Istanbul a tout de suite bloqué les campagnes des ONG islamistes. Le quotidien *Cumhuriyet*, républicain, l'annonçait de la façon suivante : « Interdiction aux *shariatistes* »<sup>229</sup>. La presse islamiste était en colère. *Yeni Şafak* écrivait à la une : « De quel pays est ce préfet ? » On considérait le préfet

---

<sup>224</sup> ATAKLI, Can, « Yardımlar Ne Yapılacak ? », *Sabah*, 13 septembre 1999, p.8.

<sup>225</sup> « Deprem Yardımı ve Harcamaya Denetim », *Cumhuriyet*, 25 septembre 1999, p.1 et 19.

<sup>226</sup> TAŞGETİREN, Ahmet, « Kuşku Patlaması », *Yeni Şafak*, 27 août 1999.

<sup>227</sup> Ibid. L'auteur fait encore une allusion au « processus du 28 février ». Dans la suite de l'article, il énumère les mesures prises dans le cadre de la lutte contre l'intégrisme pour établir un lien entre celles-ci et la « crise de confiance » suite au séisme du 17 août : « Interdiction du voile islamique dans l'espace public (déjà interdit juridiquement depuis le début de la République), fermeture des lycées *Imam-Hatip* et des séminaires coraniques, blocage de l'accès à l'enseignement supérieur aux diplômés de ces lycées [...] »

<sup>228</sup> Le vert est traditionnellement la couleur des étendards militaires dans les pays musulmans ; parfois elle est même choisie pour le drapeau national comme dans le cas de l'Arabie saoudite. Historiquement, des étendards ornés des versets du Coran ont accompagné pendant des siècles les armées de l'Empire ottoman aussi. Dans le contexte actuel turc, on parle d'une entreprise verte, d'un groupe industriel vert ou simplement du capital vert pour faire comprendre que celui-ci appartient aux personnes jugées islamistes (et susceptibles, tacitement, de soutenir les mouvements politiques islamistes).

<sup>229</sup> « İzinsiz Yardım Kampanyası Yok », *Cumhuriyet*, 25 août 1999, p.5. Nous avons dû recourir à ce néologisme afin d'exprimer un concept qui émane du contexte politique turc. *Şariatçı* (donc *shariatiste*) désigne celui qui veut vivre selon les préceptes du Coran, et qui cherche à détruire le système politique actuel pour atteindre ce but. Ce terme est surtout utilisé par des *laïcs* qui considèrent l'islam politique comme une menace.

d'Istanbul comme responsable des opérations montées par la police aux sièges des ONG en question (Mazlum-Der, İnsan Hak ve Hürriyetleri Vakfı-IHH, Milli Gençlik Vakfı-MGV). « Tandis que les victimes du séisme, adultes et enfants sont sous la pluie, les ONG qui appellent le peuple à aider sont poursuivies par la police d'Istanbul » lisait-on dans un article. On affirmait que le responsable à Istanbul de Mazlum-Der se défendait en soulignant que des « centaines de camions de matériel étaient déjà envoyés dans la région. » « C'est le jour de panser les plaies en se rassemblant avec le sentiment de fraternité. Nous voudrions voir 'la main de l'État' [en action] dans la zone de catastrophe, et non dans des traitements injustes comme celui-ci ». <sup>230</sup>

Dans les jours suivants, Yeni Şafak a cherché à condamner « l'injustice » et à prouver le succès des organisations « bannies ». Par exemple, le 26 août on faisait l'éloge d'une entreprise « verte ». Le 27, un des chroniqueurs (İslamoğlu) rappelait que « les aides [collectées] n'étaient que des biens confiés », en faisant allusion aux traditions musulmanes. « La catastrophe est si grande parce que l'aide 'confiée' ne passe pas par les personnes 'fiables' » défendait-il. [...] Ceux qui mettent des obstacles aux organisations comme Mazlum-Der et IHH sont une partie du problème. Il est absurde d'attendre que ceux qui font partie du problème le résolvent. » Autrement dit, il laissait sous-entendre que les autorités publiques et les militaires chargés de la distribution de l'aide dans la région n'étaient pas des musulmans « fiables » (nous avons essayé de traduire ainsi le concept islamique qu'est *éhile*). <sup>231</sup> Le 30 août, on contestait le fait que les comptes bancaires d'AKUT soient bloqués et que ses fonds soient transférés sur le compte central appartenant à l'État. Bien entendu, à travers cette critique, on se faisait de nouveau écho de la situation des ONG islamistes qui affirmaient subir de nombreuses tracasseries de la part des autorités. <sup>232</sup> Précisons que la presse islamiste a maintenu sa position dans les mois à venir.

Le gouvernement avait d'autres solutions pour financer la reconstruction, comme le service militaire « raccourci » en échange d'une somme considérable, la mise en place d'impôts supplémentaires sur les revenus, les biens immobiliers, les véhicules, la téléphonie mobile, les jeux de hasard, etc. <sup>233</sup> Les mêmes doutes étaient valables pour les

---

<sup>230</sup> « Gölge Etme Başka İhsan İstemez », *Yeni Şafak*, 25 août 1999.

<sup>231</sup> İSLAMOĞLU, Mustafa, « Allah'a İftira Etmeyiniz ! », *Yeni Şafak*, 27 août 1999. Dans la tradition musulmane/arabe ce terme désigne une personne apte à faire un travail spécifique, mais en même temps honnête et fiable.

<sup>232</sup> « Kriz Üstüne Kriz », *Yeni Şafak*, 30 août 1999.

<sup>233</sup> Le service militaire « payant » comme on l'appelle en turc est un régime exceptionnel qu'on applique aux moments où le pays souffre d'une grande crise économique. Il permet d'effectuer un service de 1 mois au lieu de 6 mois minimum. En 2000, la somme fixée était 15 000 DM. Citons comme exemple les impôts :

fonds pouvant être obtenus grâce à ces opérations, d'autant plus que la presse « libérale » et certaines chambres et syndicats (surtout ceux qui représentent le patronat) se sont farouchement opposés à cette politique. Les juristes ont également déclaré que la nouvelle série d'impôts était anticonstitutionnelle.<sup>234</sup> Dans *Hürriyet*, Altaylı demandait : « Comment pouvons-nous savoir qu'il [l'argent] sera donné aux victimes des tremblements de terre ? »<sup>235</sup> La une de *Sabah* et d'*Hürriyet* était la même le 27 novembre : « *Le séisme fiscal* ». « La facture est payée encore une fois par le citoyen » disait Vardar. « Quelles oies sommes-nous ! Celui qui le veut n'a qu'à pénétrer dans la cage où nous sommes enfermés pour nous déplumer. »<sup>236</sup>

Qu'il s'agisse des fonds issus des donations ou des prélèvements fiscaux, le souci principal était l'utilisation juste de ces fonds. Comme Önder l'affirmait, le gouvernement ne devrait pas songer à « utiliser ces fonds pour justifier la prévision de revenus fiscaux (intégrée dans le budget) déclarée au FMI »<sup>237</sup> Ces craintes ont été en grande partie justifiées. En décembre, le vice-Premier ministre Mesut Yılmaz a fini par admettre que le gouvernement était en phase de préparation du nouvel impôt sur les revenus bien avant le séisme, car le FMI l'avait demandé.<sup>238</sup>

Quant aux travaux de reconstruction, ils ont été marqués dès le début par des soupçons sur les appels d'offres. On a plusieurs fois affirmé<sup>239</sup> que les bénéficiaires étaient souvent des proches de Koray Aydın, ministre de l'Équipement ou qu'ils faisaient partie des cercles d'extrême droite comme le ministre lui-même. Parmi les bénéficiaires se trouvaient même des entreprises dont les constructions n'avaient pas résisté aux séismes récents.<sup>240</sup> Même si bon nombre de logements temporaires ont été construits avant la fin de l'année et que la construction des logements définitifs a été effectuée en relativement peu

---

« *L'impôt spécial de communication* » qui est entré en vigueur en fin 1999, qui est prélevé sur les communications sur les réseaux de téléphonie mobile (25 % du montant de la facture mensuelle). Il demeure toujours alors qu'on l'avait annoncé comme provisoire : il constitue un revenu important pour l'État, du fait que le nombre d'utilisateurs de téléphone portable se situe aux alentours de 17 millions en Turquie.

<sup>234</sup> GEMICI, Hacer, « Rantiyede Vergi Depremi », *Cumhuriyet*, 30 novembre 1999, p.13 ; et « Deprem Vergisi Adaletsiz ve Hukuka Aykırı », *Cumhuriyet*, 1 décembre 1999, p.4.

<sup>235</sup> ALTAYLI, Fatih, « Ne Bilelim Depremzedelere Verileceğini ? », *Hürriyet*, 26 août 1999, p.17.

<sup>236</sup> VARDAR, Ahmet, « Fatura Yine Vatandasa Çıktı... », *Sabah*, 27 août 1999, p.8.

<sup>237</sup> ÖNDER, İzzettin, « Deprem ve Vergi ile İlgili Doğrular / Yanlışlar », *Cumhuriyet*, 30 novembre 1999, p.12.

<sup>238</sup> « IMF İsteyince Vergiler de Geldi », *Cumhuriyet*, 2 décembre 1999, p.5.

<sup>239</sup> « MHP Kendi Yandaşlarına Çıkar Sağlayacak », *Cumhuriyet*, 24 août 1999, p.8 ; « İhaleler MHP ve ANAP'a », *Cumhuriyet*, 12 septembre 1999, p.8 ; « Yalova'da Deprem Rantına Öfke », *Cumhuriyet*, 13 septembre 1999, p.9 ; « Depremde Yeni Rant Paylaşımı », *Cumhuriyet*, 31 octobre 1999, p.1 et 9, SERELİ, Mutlu, « Bayındırlıkta İhale Pazarlığı », *Cumhuriyet*, 1 décembre 1999, p.8

<sup>240</sup> « Firmalara Yeni Rant Kapısı Açılıyor », *Cumhuriyet*, 18 août 2000, p.6 ; ALTAYLI, Fatih, « Ölü Referanslar », *Hürriyet*, 17 août 2000, p.19.

de temps (jusqu'en fin 2000), Aydın a fini sa carrière politique par une enquête policière et bien entendu avec un scandale en 2001. Le travail minutieux de la police a prouvé que non seulement la corruption était devenue systématique dans le ministère, mais que le ministre lui-même était au courant et impliqué.

Nous pouvons dire que cette situation paraît contradictoire aux prévisions optimistes des premiers jours d'après le désastre : « Le séisme ne connaît pas de tabous. La confiance en l'État et aux institutions étatiques est nulle. [...] On s'est même demandé si le gouvernement dépenserait les fonds collectés vraiment pour les victimes de séisme... [...] Peut-être pour la première fois dans l'histoire, les populations de la Turquie ont tendance à exiger des explications concernant la dépense de l'argent qu'ils ont payé... [...] Avant le séisme, tout allait très bien. Le gouvernement comptait sur sa majorité au sein du parlement et bénéficiait d'un prestige présumé 'infini'. Ce prestige au niveau du peuple est épuisé. Désormais, le gouvernement ne pourra compter que sur son action pour perdurer, il sera ouvert à toutes les critiques. [...] L'effet le plus important du tremblement de terre a été sur l'*establishment* politique. Il ne sera plus possible de faire de la politique comme on le faisait auparavant. Les gens cherchent désormais les hommes politiques qui construiront 'l'État de première classe' ». <sup>241</sup>

## ***6. Le séisme de Düzce comme occasion de redressement de l'image de l'État***

Peu à peu, l'actualité de la Turquie a commencé à changer. Tout d'abord, il y avait la question de l'élection présidentielle. Le mandat de Süleyman Demirel arrivait bientôt à son terme et les parties de la coalition politique avaient beaucoup de difficultés à décider du nom du futur président. <sup>242</sup> A tel point que l'on évoquait une solution qui serait « bénéfique pour tout le monde » : l'amendement de la Constitution pour que Demirel puisse faire un deuxième mandat... Ensuite, le Premier ministre avait soumis un projet de loi d'amnistie générale très controversé à l'Assemblée Nationale. Outre le fait qu'il n'y avait pas de raison précise pour déclarer une amnistie générale, le projet ne concernait pas les prisonniers politiques. En ce qui concerne la politique étrangère, le sommet d'Helsinki

---

<sup>241</sup> BERKAN Ismet, « Bir Millet Uyaniyor », *Radikal*, 26 août 1999.

<sup>242</sup> En Turquie, le Président de la République est élu tous les 7 ans par la Grande Assemblée Nationale de la Turquie, et pour un seul mandat. Il n'a pas de responsabilité exécutive, en principe il est chargé de représenter la nation et l'État turcs. Ses fonctions les plus importantes sont l'approbation des projets de loi soumis par la GANT, la nomination de certains hauts fonctionnaires et juristes.

se profilait à l'horizon et les débats autour du statut de la Turquie s'intensifiaient. La Turquie obtiendrait-elle, cette fois, le statut de pays-candidat ?

Néanmoins, le tremblement de terre gardait sa place dans l'actualité. Mais c'était plus dû à la question d'un éventuel séisme à Istanbul qu'à la situation de la zone déjà ruinée. Comme nous allons le voir ci-dessous, la pression du gouvernement avait presque étouffé les voix critiques et la place réservée aux victimes du tremblement de terre dans la presse diminuait de jour en jour. Par ailleurs, les logements provisoires et même une partie des logements définitifs étaient déjà construits, l'armée assurait la distribution des vivres ainsi que d'autres services vitaux et un grand nombre d'ONG travaillaient dans la région. Mais la probabilité d'un grand tremblement de terre à Istanbul, annoncée par les scientifiques, et la piètre qualité d'une grande partie du stock de bâtiments de cette ville ne permettaient pas aux Istanbulites de « sortir de l'atmosphère de désastre. » Le 17 août s'était transformé en un traumatisme psychologique, alimenté constamment par les images et les récits transmis depuis la zone de catastrophe par les médias. Le fait de rester éveillé jusqu'à 3h du matin était devenu un élément de la vie quotidienne.<sup>243</sup>

C'est dans ce contexte qu'une faille isolée, probablement stimulée par l'activité sismique qui continuait depuis août, a produit un tremblement de terre à Düzce le 12 novembre 1999 à 19 heures. Cette petite ville rattachée à Bolu, centre administratif le plus proche, a été sévèrement touchée par ce séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter. La plupart des victimes ont été tuées par l'écroulement des bâtiments déjà endommagés en août. Certaines étaient les locataires qui avaient loué les bâtiments prétendument réparés et renforcés. La destruction d'un grand nombre de bâtiments publics (caserne des sapeurs-pompiers, hôpital) a paralysé encore une fois les interventions locales. Mais le tremblement de terre de Düzce a mis en évidence une réalité tragique : un certain nombre d'expertises concernant les bâtiments touchés par le séisme du 17 août ont été modifiées par les « experts » eux-mêmes pour que les propriétaires puissent garder leur bien immobilier ou pour que l'État ne soit pas dans l'obligation de payer des dédommagements.<sup>244</sup> Les habitants qui refusaient de rentrer dans leurs logements endommagés et qui insistaient pour vivre sous des tentes ou dans des abris de fortune avaient été délogés de force par les autorités peu de temps avant le séisme pour « rétablir le cours normal de la vie ».<sup>245</sup> Bulaç disait : « Il est naturel que les bâtiments qui ont été endommagés par un premier séisme se

---

<sup>243</sup> On parlait du « syndrome de 3h02. » Le tremblement de terre du 17 août a eu lieu à cette heure précise.

<sup>244</sup> KAYA, Yalçın, « 17 Ağustos'un Ardından Deprem, Devlet ve Toplum », p.389 – 391. Voir aussi : BALTA, Ibrahim, « Hasarlı Evlere Zorla Sokulduk », *Zaman*, 15 novembre 1999.

<sup>245</sup> BULAÇ, Ali, « Ders Çıkarmak, Tedbir Almak », *Zaman*, 16 novembre 1999.



soient écroulés lors d'un deuxième. Ce qui n'est pas naturel, c'est le fait que les gens vivent dedans ou qu'ils soient forcés d'y vivre. »<sup>246</sup>

Les unes des quotidiens majeurs ont été assez différentes le 13 novembre. À l'inverse du 17 août, les expressions similaires se répétaient au fil des pages : « Bravo la Sécurité Civile », « Six généraux de l'Armée sont déjà dans la région », « Le Croissant-Rouge est rapide comme un jet cette fois-ci »,<sup>247</sup> « La course au sauvetage »<sup>248</sup> ... Mais la une la plus explicative est sans doute celle de *Sabah* : « La Résurrection de l'État »<sup>249</sup>. Dans l'article lui correspondant, on indiquait que « toutes les équipes étaient arrivées dans la région dans de bons délais, les besoins immédiats [du citoyen] étaient satisfaits tout de suite et que même le Croissant-Rouge avait eu du succès. » Dans l'éditorial, on affirmait que « les militaires avaient réagi seulement 32 minutes après le séisme et assuré le contrôle en moins de 3 heures. » C'était un changement « très positif » par rapport au 17 août.<sup>250</sup> Néanmoins, on ne précisait pas que Düzce était une ville à peine plus grande qu'une bourgade et non une vaste zone.

« L'État est retourné à la raison » avançait Özdener. D'après le journaliste, l'État qui avait échoué complètement le 17 août avait gagné cette fois des points par sa rapidité et sa coordination. Il avait tiré les leçons nécessaires de la catastrophe précédente.<sup>251</sup> Il faut admettre que la situation était fort différente par rapport au séisme d'Izmit. Trois mois auparavant, les victimes avaient dû attendre des jours pour voir l'arrivée d'une équipe de sauvetage ou de secours. À Düzce, il y a eu une « explosion » du nombre de sauveteurs et une « ruée sur les décombres » : les forces armées étaient là avec leurs troupes du génie mais elles étaient également représentées par leur nouveau régiment de recherche et de sauvetage créé un mois auparavant. La Sécurité Civile était arrivée avec un grand nombre de personnels tout comme le Croissant-Rouge. AKUT était là bien entendu. Mais la raison principale de l'inflation de sauveteurs était tout autre : depuis le 17 août, près d'une centaine d'ONG de sauvetage avaient été fondées par des volontaires à l'exemple d'AKUT.<sup>252</sup>

---

<sup>246</sup> Ibid.

<sup>247</sup> « Altı General Bölgede », *Hürriyet*, 13 novembre 1999, p.23.

<sup>248</sup> Ibid.

<sup>249</sup> « Devletin Dirilişi », *Sabah*, 13 novembre 1999, p.1.

<sup>250</sup> MENGI, Güngör, « Acıyla Pişmek », *Sabah*, 13 novembre 1999, p.3.

<sup>251</sup> ÖZDENER, Bahadır, « Devlet Bu Kez Akıllanmış », *Sabah*, 14 novembre 1999, p.24.

<sup>252</sup> Le nombre évoqué était 102 fin novembre 1999, voir « Sivil Rönesans : 102 AKUT », à présent on parle de 300 ONG de sauvetage turques (entretien avec le président d'AKUT). En tout cas, il existe aujourd'hui 73

Pourtant, l'ONG « la plus prestigieuse du pays depuis le séisme d'Izmit » passe presque inaperçue de la presse à Düzce. Au contraire de ce qui s'est passé tout récemment, la presse a préféré mettre les mineurs<sup>253</sup>, les militaires et même la Sécurité Civile, qu'elle avait impitoyablement critiquée, au premier plan. D'après Can Ataklı, c'était « tout naturel » car cette fois-ci les militaires et la Sécurité Civile étaient arrivés plus vite qu'AKUT sur le terrain, ce qui avait incité la presse à parler de leur travail. Mais il avançait que cela était un succès des membres d'AKUT aussi car « c'étaient eux qui avaient provoqué l'initiative de la société civile », à tel point que même les institutions publiques s'étaient trouvées dans l'obligation de les suivre.<sup>254</sup> A notre avis, il n'est pas difficile de voir que le changement d'attitude des médias est plutôt lié à un changement du contexte qu'au fait de savoir qui est arrivé le premier sur le terrain. Tout comme dans le contexte du 17 août, AKUT et la Sécurité Civile étaient devenues des symboles dont on se servait pour transmettre des discours, honorer la Sécurité Civile et ignorer AKUT était une action qui s'inscrivait dans « l'opération » de restitution de son prestige perdu à l'État, ce qui a marqué le contexte de Düzce. Que cela soit les ONG de sauvetage ou d'autres initiatives civiles considérées comme le produit des séismes de Marmara (les associations de victimes de tremblement de terre), elles seront toutes affectées dans les mois suivants par le « retour de l'État ».

Ce retour était d'ailleurs ressenti par la presse dès le mois d'août. Lors de la réunion du cabinet le 23 août, le Premier ministre s'est plaint des « émissions provocatrices » en s'adressant au ministre des Transports et des Communications : « RTÜK<sup>255</sup> n'est-il pas rattaché à votre ministère ? Les articles et les émissions dans certains journaux et télévisions sont très mauvais. Il faut restreindre ces émissions qui provoquent la population. Veuillez parler au RTÜK pour en finir. » En réalité, le Conseil supérieur de Radio et de Télévision était rattaché directement au Premier ministre, comme on le lui a rappelé.<sup>256</sup> RTÜK n'a pas perdu beaucoup de temps pour exécuter la décision gouvernementale. Le 25 août, la chaîne Kanal 6, de droite libérale, a dû arrêter ses

---

ONG ayant signé un protocole de coopération avec la Sécurité Civile turque (entretien avec un responsable de la Sécurité Civile).

<sup>253</sup> Il s'agit des mineurs provenant des mines de charbon du Zonguldak, sur la côte de la Mer Noire.

<sup>254</sup> ATAKLI, Can, « Akut Neden Geri Planda ? », *Sabah*, 18 novembre 1999, p.8.

<sup>255</sup> *Radyo Televizyon Üst Kurulu*, le Conseil supérieur de Radio et de Télévision a été créé en 1997 en tant qu'organisme autonome mais rattaché au Premier ministre. Doté de moyens financiers gigantesques, il surveille toutes les émissions recevables sur le territoire national 24 heures sur 24. Il a également des compétences impressionnantes : par exemple il peut suspendre l'émission d'une chaîne pendant plusieurs jours pour avoir fait une émission « nuisible » pour l'ordre social, etc.

<sup>256</sup> « Medyaya Sıkı Denetim », *Cumhuriyet*, 24 août 1999, p.19.

émissions pendant 7 jours sur la décision du RTÜK. C'était une sanction très lourde, du fait que la pénalité « habituelle » était de 24 heures, même pour les plus importants « débordements » (émission pornographique avant minuit, etc.). Or, Kanal 6 n'avait pas agi de façon particulièrement « provocante » dans l'atmosphère post-séisme : la cause principale de l'arrêt était une bande annonce qui passait régulièrement et dans laquelle on demandait des comptes à « tous les responsables de la catastrophe » : les promoteurs, les élus locaux, les autorités publiques, les politiques (on voyait les dégâts du séisme en arrière-plan). D'après Temelkuran, l'annonce n'avait aucune particularité hormis son style provocant à l'égard des autorités publiques et du gouvernement.<sup>257</sup> Elle était plutôt « banale » et « artificielle », préparée par pur souci médiatique de se servir de l'atmosphère d'opposition politique.<sup>258</sup> Kanal 6 était pénalisée parce qu'elle avait remis en cause la sacralité de l'État aux yeux du Conseil supérieur de Radio et de Télévision, et non pas parce qu'elle avait dénaturé la réalité. D'ailleurs, si cela avait été le cas, les autres chaînes de télévision auraient dû être pénalisées aussi.<sup>259</sup>

La réaction des journalistes turcs a été rapide. Dans la déclaration qu'il a faite le 26 août, le président de l'association des journalistes de Turquie (*TGC*) affirmait que « la sanction était démesurée et politique », en soutenant « qu'un média serait de toute façon sanctionné par l'Association si nécessaire ». Donc la décision du RTÜK « portait un tout autre sens ».<sup>260</sup> D'après le président du Conseil de la Presse le fait que RTÜK ait suspendu l'activité de Kanal 6 pour une semaine sur la demande et la provocation du gouvernement prouvait avant tout que RTÜK était une instance qui délibérait sous la pression politique.<sup>261</sup> La décision était également contestée par l'Association européenne des Journalistes : « L'attaque contre les médias par les gouvernements politiques du monde qui se trouvent dépassés par des événements semblables est une mesure bien connue. »<sup>262</sup> Le comité exécutif de Kanal 6 n'a pas dissimulé son point de vue non plus : « Dans l'histoire des médias turcs, c'est la première fois qu'on donne à une chaîne nationale une pénalité de sept jours. [...] Cette décision a été prise pour qu'elle constitue un exemple aux yeux de tous les médias. [...] Elle sera considérée comme une tache noire, causée par la censure réapparue. »<sup>263</sup>

---

<sup>257</sup> Pour le texte complet, voir l'article d'Ismet Solak paru dans la rubrique *Ankara Kulisi* dans *Hürriyet*, le 28 août 1999, p. 22.

<sup>258</sup> TEMELKURAN, Ece, « Rem-de : What is the matrix ? », *Birikim*, No 125-126 (Septembre-Octobre 1999), p.85.

<sup>259</sup> *Ibid.*, p.86.

<sup>260</sup> « Kanal 6'ya sansür siyasi », *Hürriyet*, 26 août 1999, p.8.

<sup>261</sup> *Ibid.*

<sup>262</sup> *Ibid.*

<sup>263</sup> *Ibid.*

Quant au Premier ministre, il a défendu le fait que la décision de suspendre l'activité de cette chaîne n'était pas une décision du gouvernement, mais de RTÜK : « Bien sûr, certaines chaînes et journaux ont des effets très démoralisants » disait-il. « A l'heure actuelle, jouer le rôle de porte-parole du peuple, transmettre son chagrin, ses plaintes est un devoir de la presse. Mais on dépasse de plus en plus la dose. En ce moment, notre peuple a besoin de conserver le moral. Donc il faut, le plus possible, éviter d'écrire des articles démoralisants ». <sup>264</sup> Même si le Premier ministre disait le contraire, Solak affirmait dans sa rubrique que la chaîne Kanal 6 était bel et bien fermée suite à la plainte déposée par le Premier ministre lui-même. D'après « certaines sources proches de RTÜK », « il s'était mis en colère » car « la stratégie principale suivie lors des émissions sur le tremblement de terre était de montrer Monsieur Ecevit et le parlement comme des incapables ». <sup>265</sup> En plus, « on accusait souvent les cadres politiques de corruption », « on exploitait les victimes du séisme en parlant de l'absence de l'État dans la zone de catastrophe », « on permettait aux individus d'insulter les autorités devant les caméras », « on montait même le peuple contre l'armée en prétendant que les militaires avaient privilégié « les leurs » lors des sauvetages ». <sup>266</sup>

En conséquence, malgré toutes les protestations de la part des journalistes, le gouvernement a continué à appliquer cette politique de pression sur les médias. Il apparaît que l'exemple de Kanal 6 a été suffisant, ce qui explique en grande partie « le demi-tour » observé dans les discours médiatiques après le séisme du 12 novembre. D'ailleurs, une politique de contrôle similaire concernant les scientifiques n'a pas tardé à voir le jour. « 'L'État père' reprenait ses forces très vite.

## ***7. Le travail des volontaires et des ONG dans la zone de séisme et les autorités***

Après la « résurrection de l'État » à Düzce, il convient de parler aussi de l'apparition de deux types d'ONG dans le contexte post-séisme, car les rapports qu'elles ont eus avec les autorités publiques et les médias nous aident à mieux comprendre

---

<sup>264</sup> Ibid.

<sup>265</sup> SOLAK, Ismet, « Ecevit'i Çileden Çıkarın Neydi ? », *Hürriyet*, 28 août 1999, p.22.

<sup>266</sup> Ibid.

comment cette « résurrection » s'est réalisée. Il s'agit ici en premier lieu des ONG qui travaillent dans les domaines des recherches et sauvetage, du secours et de l'aide humanitaire que nous appellerons *les ONG de secours* ; en deuxième lieu des ONG formées par les victimes du tremblement de terre.

En ce qui concerne les activités qui relèvent de la situation d'urgence post-catastrophe, le 17 août a engendré « un développement spectaculaire des associations » comme Jean-François Pérouse le souligne.<sup>267</sup> Le phénomène est certainement lié au succès excessivement médiatisé d'AKUT. L'activité de recherche et sauvetage, qui était quasiment inconnue en Turquie avant le séisme, est soudain devenue le domaine le plus prestigieux possible pour une initiative civile. Une explication est qu'il s'agit peut-être d'un domaine qui assure une légitimité incontestable et, par conséquent, un pouvoir qu'il ne faut pas sous-estimer surtout dans les contextes de catastrophe, ce qui était le cas à l'automne 1999 en Turquie.

L'intervention post-catastrophe est une activité dont personne ne peut mettre en question la nécessité et l'utilité. Comme, théoriquement, elle n'a pas de potentiel politique, elle laisse les autorités dépourvues de leur prétexte principal pour l'empêcher de se développer sous forme d'initiative civile. C'est pourquoi dans les conditions de fin 1999, les citoyens turcs n'ont pas hésité à « défier l'État » sur le terrain du sauvetage. Ils s'adosaient à une légitimité accrue. Or, le sauvetage présente un inconvénient qui est son coût extrêmement élevé. Créer une association de sauvetage n'est pas difficile sur le plan juridique, mais équiper une équipe de sauvetage nécessite un soutien financier important, dont une grande partie des ONG créées après le séisme ne bénéficiait pas. Donc très vite, les contraintes financières les ont obligées à se rapprocher de la Sécurité Civile (SC) qui les a considérées comme une ressource humaine gratuite.<sup>268</sup> Les autorités ont également tenté de prendre ces ONG sous leur contrôle par le biais du ministère de l'Intérieur, en décrétant un règlement sur le volontariat pour l'activité de recherche et sauvetage. Celui-ci prévoyait le placement de tous les volontaires de sauvetage sous le commandement de la Sécurité Civile dans une zone de catastrophe. Les ONG de sauvetage seraient désormais obligées de signer un protocole de coopération avec la Sécurité Civile pour pouvoir travailler sur le terrain. Chaque volontaire était obligé d'avoir une carte d'identité (« volontaire de Sécurité Civile ») sur soi.

---

<sup>267</sup> PÉROUSE, Jean-François, « Risques sismiques et société urbaine à Istanbul. Les séismes font-ils une nouvelle société urbaine ? », Observatoire Urbain d'Istanbul, IFEA, Istanbul, 2002, p.3. (texte non-publié)

<sup>268</sup> « Cela fait 20 ans que je suis dans la Sécurité Civile, je n'avais jamais vu une seule personne qui se portait volontaire jusqu'au 17 août 1999. » (entretien avec le directeur régional de Sécurité Civile à Istanbul)

En ce qui concerne les ONG qui ont fait du travail humanitaire dans la région ou pour celles qui ont été fondées à la suite du séisme du 17 août dans le même but, l'attitude des autorités publiques a été similaire. À partir de la fin du mois d'août, ces dernières ont pris le contrôle de la collecte de l'argent et du matériel pour les victimes du séisme et de toute sorte de distribution dans la zone de catastrophe.<sup>269</sup> Les ONG qui ont vu leurs activités limitées par ces mesures ont quitté la zone ou se sont adaptées à la situation. Dans une annonce publiée dans *Cumhuriyet*, *ÇYDD*, l'Association de soutien à la vie moderne faisait savoir que le fonctionnement bureaucratique des instances officielles ralentissait son rythme de travail : « Aujourd'hui c'est le 116<sup>e</sup> jour après le séisme. Nous faisons de notre mieux. Les matériaux qui nous ont été envoyés de l'étranger nous arrivent après être passés d'un entrepôt à l'autre, d'une autorité à l'autre. Comment ? D'abord... » Ensuite on énumérait 8 étapes bureaucratiques nécessitant des déplacements entre l'aéroport d'Istanbul, l'entrepôt central d'Izmit et les points de distribution dans la zone du séisme ; un trajet pour lequel il faut consacrer pas moins d'un jour.

Comme un grand nombre de camps ont été construits pour régler le problème du logement immédiat des victimes du tremblement de terre, la gestion de ces « cités-tentes » comme on les a baptisées en turc, est devenue un autre sujet de tension entre les ONG et les autorités. Les camps créés par les ONG ont été transférés aux autorités locales ou à l'armée. La création de nouveaux camps a été régularisée aussi. Ces mesures prévoyaient une meilleure coordination des efforts de réhabilitation et de reconstruction mais elles assuraient en même temps un contrôle strict des activités des ONG par les autorités. Les ONG humanitaires dites « islamistes » ont été surveillées de près par l'armée et ont été incitées à quitter la région le plus vite possible.<sup>270</sup> Les initiatives civiles ayant une tendance de gauche (visible) ont vécu des problèmes similaires, bien que moindres, et souvent avec les autorités qui relèvent du ministère de l'Intérieur et non pas avec les militaires.<sup>271</sup> Les autorités sont restées sur leur garde en craignant que le séisme puisse constituer une occasion de propagande pour des groupes politiques, souci qui a été justifié partiellement par la suite des événements comme nous le verrons dans la troisième partie de notre thèse.

---

<sup>269</sup> « Yardımlara Denetim Geldi », *Cumhuriyet*, 26 août 1999, p.8.

<sup>270</sup> Entretien avec un responsable de la Fondation des droits et des libertés de l'homme (*IHH, İnsan Hak ve Hürriyetleri Vakfi*).

<sup>271</sup> Entretien avec un responsable de la Fondation WALD, entretiens avec les responsables de l'Association des victimes du tremblement de terre de Yalova, de Değirmendere, de Karamürsel, d'Izmit.

Mais il convient de souligner que les mêmes autorités ont été plus tolérantes envers les groupes d'extrême droite.<sup>272</sup>

Tout comme les ONG de sauvetage, les associations de victimes du tremblement de terre ont été un produit direct des séismes. Leurs fondateurs étaient souvent des victimes installées dans des camps où les conditions de vie étaient précaires. Les victimes du Yalova ont été les premières à tenter de prendre l'initiative pour améliorer ces conditions mais, très vite, elles ont ressenti le besoin d'une structure qui les guiderait au cours des nombreuses procédures à entreprendre : le recours à la justice contre les responsables des dégâts, l'indemnisation des survivants, les demandes pour des logements, etc. Dans les cas de Değirmendere, les victimes ont été incitées à créer une association à l'exemple de celle de Yalova par un groupe de volontaires de tendance politique de gauche.<sup>273</sup> De septembre à décembre 1999, sept associations de victimes au total ont été fondées dans la zone du séisme, celle de Düzce étant la dernière. À la différence des associations de sauvetage, elles n'ont pas eu le soutien des médias sauf des organes de presse « de gauche » comme *Cumhuriyet* et *Radikal*. D'après nos études de terrain, il est difficile de dire qu'elles ont été bien accueillies par les autorités qui les ont souvent considérées comme un « casse-tête ». Sachant qu'elles ont constitué la première expérience associative de la plupart de leurs membres, dont une bonne partie n'avait jamais adressé même une lettre de pétition à l'administration, ces associations ont servi d'« école de citoyenneté » aussi bien que de plate-forme pour la défense des droits. Néanmoins, ce type d'initiative venant des citoyens s'opposait au schéma classique en vigueur en Turquie depuis toujours, schéma qui prévoit un monopole étatique pour toute question sociale. Aussi, afin d'étouffer le plus vite possible ces « voix cassées »<sup>274</sup>, les autorités les ont contournées avec une barrière bureaucratique et administrative et elles ont essayé de les écarter de tous les processus de décision. Malgré tout, l'apparition et les activités des associations de victimes du tremblement de terre constituent à nos yeux un élément de rupture très important par rapport aux catastrophes passées.

---

<sup>272</sup> Ibid. Voir aussi l'article « Şeriatçılar Fırsatı Kaçırmadı » de Metin Gür dans *Cumhuriyet* (15 septembre 1999, p.19) en ce qui concerne la propagande islamiste dans la zone du séisme et la crainte de détournement des dons par les organisations islamistes.

<sup>273</sup> Entretien avec les responsables des associations de victimes du tremblement de terre de Yalova et de Değirmendere.

<sup>274</sup> Expression turque signifiant « la voix des opposants ».

### ***Section 3. Réactions et positionnements de divers acteurs***

---

#### ***1. La position des forces armées turques dans le contexte post-séisme***

« Considérée comme étrangère aux scandales impliquant les partis politiques traditionnels discrédités par des affaires de corruption, l'armée turque est une force sociale, par la conscription et sa visibilité au quotidien : elle bénéficie d'une grande popularité permanente dans les sondages d'opinion sur les institutions les plus appréciées du pays. »<sup>275</sup> L'armée ayant une position « spéciale » en Turquie, il est préférable de traiter de manière séparée les militaires dans le contexte des séismes de 1999. Pour des raisons essentiellement historiques, les militaires disposent d'une légitimité beaucoup plus importante que la plupart des acteurs civils dans le contexte turc.<sup>276</sup>

Depuis la mort de Mustafa Kemal (1939), l'armée a assumé le rôle de « gardien du projet républicain et de l'héritage kémaliste ». L'endoctrinement des officiers turcs les pousse à penser que « la République est constamment menacée par *les ennemis intérieurs* (fondamentalisme, irrédentisme) et *extérieurs* (essentiellement, l'Occident qui veut affaiblir et diviser la Turquie). Ils considèrent qu'une « tutelle » est nécessaire jusqu'à ce que les objectifs prévus par Mustafa Kemal soient atteints. « Préserver l'intégrité de la République » a été leur motivation principale lors des coups d'État de 1960 et de 1980, sans oublier les deux fois où ils ont obligé les gouvernements « non désirés » à démissionner, en 1972 et 1997.

Donc ce rôle de gardien assure aux militaires turcs une large manœuvre d'action et la possibilité d'intervenir dans la vie politique. Mais outre cela, l'armée bénéficie d'une sympathie de la part de la société en Turquie, ce qui ne doit pas être négligé : elle est « l'armée du peuple » ; le service militaire, bien qu'obligatoire, sert toujours d'outil de socialisation pour de nombreux individus et est considéré comme une étape pour « devenir un homme adulte ». L'origine sociale n'affecte pas l'accession aux écoles militaires (qui

---

<sup>275</sup> BURDY, Jean-Paul, **La Turquie est-elle européenne ?**, Editions Turquoise, Paris, 2004, p.171.

<sup>276</sup> Voir l'ouvrage très complet d'Ünsaldı qui traite les différents aspects de la question : ÜNSALDI Levent, **Le Militaire et la politique en Turquie**, L'Harmattan, Paris, 2005, pp.172-186.



offrent une très bonne qualité d'enseignement avec des équipements modernes), ni l'avancement : « Fils de paysan peut devenir chef d'État-major » selon l'expression courante.<sup>277</sup> La carrière militaire est considérée comme très prestigieuse. L'officier turc est perçu comme un individu beaucoup plus compétent que son équivalent dans l'administration civile. Par ailleurs, les cas où les officiers se servent de leur position pour enrichissement personnel sont rares et ce type d'illégalité est très sévèrement puni.

Si l'armée turque a été directement affectée par le séisme du 17 août, elle a par contre été épargnée par les médias turcs en n'ayant pas « sa part » dans le bombardement de critiques. Le tremblement de terre a frappé la base navale principale de la marine turque et plusieurs officiers, sous-officiers et simples soldats ont perdu la vie sous les bâtiments qui se sont écroulés, dont la Maison de l'armée où un grand nombre d'officiers de marine de hauts grades se trouvaient pour passer la nuit, du fait que le soir du 16 août avait eu lieu la cérémonie de changement de commandant de la flotte.<sup>278</sup> De façon intéressante, la presse s'est également abstenue de questionner la destruction partielle de la base navale de Gölcük, alors que cela pouvait être considéré comme scandaleux : la base principale des forces de la marine était construite sur une ligne de faille dont l'existence était connue depuis très longtemps. Quant au fait que la Maison de l'armée et d'autres installations s'étaient écroulées, n'était-ce pas la signe d'une défaillance humaine, sinon d'une corruption ? Ces questions ont été très peu soulevées dans le contexte post-17 août, à part par la presse islamiste qui les a posées de manière provocatrice pour soutenir la thèse de la « punition divine ».<sup>279</sup>

Au début, la presse s'est uniquement focalisée sur « le retard enregistré des militaires pour intervenir dans la zone de catastrophe. Ataklı, par exemple, écrivait : « ...beaucoup de personnes disent : 'Pourquoi voyons-nous si peu les soldats dans les travaux de sauvetage ?' [...] Le peuple a eu beau chercher les soldats pendant les deux premiers jours.»<sup>280</sup> D'après l'auteur, on ne voyait pas les militaires dans les émissions de télévision, et ceux qui revenaient de la région affirmaient ne pas avoir rencontré les unités de l'armée.

---

<sup>277</sup> Bien qu'exagérée, cette expression reflète la réalité que les postes d'officiers de l'armée turque ne sont pas réservés à une couche sociale supérieure. Comme le précise Ünsaldı, la majorité des officiers sont d'origine sociale modeste, notamment, de la classe moyenne. ÜNSALDI, op.cit., pp. 226-234.

<sup>278</sup> 378 personnels militaires, dont un contre-amiral ; ainsi que plusieurs centaines d'ouvriers du chantier naval et des fonctionnaires civils.

<sup>279</sup> Par exemple, l'article de Mustafa Ünal paru dans *Zaman*, « Bu Yere Ne Oluyor ? », 27 août 1999.

<sup>280</sup> ATAKLI, Can, « Herkes Askeri Merak Ediyordu », *Sabah*, 21 août 1999, p.8.

Le 20 août, le chef de l'État-major Hüseyin Kıvrıkoğlu a fait une conférence de presse. Kıvrıkoğlu affirmait son mécontentement contre les chaînes de télévision qui « faisaient une histoire d'une heure avec un seul sauvetage d'une [quelconque] équipe » mais qui n'accordaient pas de temps aux 53 000 soldats qui étaient présents dans la région. Il accusait les journalistes de « diffuser des informations spéculatives » « pour des objectifs obscurs. »<sup>281</sup> D'après le chef de l'État-major, il était normal que la mobilisation d'une force si grande ait pris une douzaine d'heures, ce qui était un délai prévu par les plans d'urgence. Les chiffres qu'il donnait en ce qui concerne l'activité de l'armée étaient sans doute impressionnants, d'ailleurs ils ont eu l'effet voulu sur la presse qui a tout de suite changé de ton.<sup>282</sup> Le gouvernement a été accusé de ne pas avoir déclaré l'état d'urgence et de ne pas avoir laissé le contrôle aux militaires.<sup>283</sup> Visiblement, l'armée turque tenait à préserver sa réputation d'être *la seule institution publique qui fonctionne correctement*.<sup>284</sup>

Donc, l'armée a continué à affirmer sa « sensibilité » en ce qui concerne son activité de sauvetage et de secours par le biais de divers commandants qui se trouvaient dans la région, ainsi que par le chef de l'État-major. Le 27 août, le commandant des forces terrestres disait « nous sommes le peuple lui-même ». Les statistiques préparées de façon minutieuse informaient l'opinion publique turque sur l'efficacité de « son armée ». À cette date, les forces armées avaient retiré 4 469 citoyens morts et 6 326 vivants des décombres ; elles avaient également monté 3 300 tentes et planifiaient d'en monter 27 600 autres.<sup>285</sup> Par ailleurs, le Premier ministre et le Président ont pris une position pro-militaire et ils ont soutenu le Général de brigade Kıvrıkoğlu, probablement plus pour se réfugier derrière le « bouclier anti-critiques » de l'armée que pour la défendre. D'après Demirel « l'armée était traitée de façon injuste ». <sup>286</sup> Ecevit se portait volontaire « pour témoigner de l'effort que l'armée avait fait. »<sup>287</sup>

Si le débat dans la presse « laïque » portait (presque) uniquement sur le délai de réaction de l'armée, il en était tout autrement dans la presse islamiste qui avait trouvé

---

<sup>281</sup> Ibid.

<sup>282</sup> 12 brigades, 13 compagnies de génie, 3 unités de chirurgie mobiles, 4 unités spéciales de santé, 2 avions-ambulances, 15 avions cargos, 47 hélicoptères dont 2 médicaux, 40 bulldozers, 15 navires, 53 403 personnels au total, dans « Asker Geç Kalmadı », *Hürriyet*, 21 août 1999, p.8.

<sup>283</sup> « Sıkıyönetim İstendi mi ? », *Hürriyet*, 21 août 1999, p.10.

<sup>284</sup> Cette expression appartient à Bülent Ecevit, qui était Premier ministre en 1974 aussi et qui a pris la décision critique d'intervenir militairement à Chypre. « TSK ve Deprem », sous la rubrique de M.Ali Kışlalı, *Radikal*, 24 août 1999.

<sup>285</sup> BULUT, Mahmut, « Biz Milletın Kendisiyiz », *Sabah*, 27 août 1999, p.20

<sup>286</sup> ERGIN, Sedat, « Orduya Haksızlık Yapılıyor », *Hürriyet*, 1 septembre 1999, p.24.

<sup>287</sup> ERGIN, Sedat, « Orduya Haksızlık », *Hürriyet*, 5 septembre 1999, p.22.

l'occasion de critiquer « le principal ennemi des croyants en Turquie ». Bien entendu, il s'agit d'une critique peu directe, probablement à cause de la crainte de poursuites judiciaires. Toutefois nous pouvons distinguer deux thèmes dans les affirmations des journalistes islamistes. 1/ *L'armée n'est pas aussi puissante qu'on imagine* : « Comment un pays qui peut déplacer 40 000 soldats en Irak du nord en une nuit peut avoir tant de problèmes à acheminer du secours, de l'équipement, des services de santé et des abris jusqu'à ses départements les plus développés en matière de transport aérien, naval, terrestre, ferroviaire ? [...] S'il y avait une guerre, serions-nous dans un tel état de faiblesse ? Cet incident doit être évalué en termes de potentiel de défense de la Turquie. »<sup>288</sup>; « Personnellement, la chose qui m'étonne le plus est le fait que les décombres de la base navale ne soient toujours pas déblayés. Est-cela, la performance des forces armées turques ? On ne voit donc pas que cela sera pris en compte par les ennemis ou les alliés [...], au cas où ils voudraient évaluer le potentiel de reconstruction de la Turquie ? »<sup>289</sup> 2/ *L'armée réprime les croyants à travers divers mécanismes, dont le Centre de Gestion de Crise (CGC)* : « Si le CGC a montré tant d'inertie pour réagir à la catastrophe, c'était parce qu'il s'était organisé uniquement dans le but de combattre le fondamentalisme. »<sup>290</sup> ; « A présent, je veux savoir où est le CGC qui a été créé en tant qu'un bureau du Premier ministre, dont le secrétariat est dirigé par le secrétaire général du Conseil de Sécurité National ? N'a-t-il pas pu prendre les mesures indispensables contre les autres problèmes graves de la Turquie parce qu'il a passé tout son temps à chasser les intégristes ? Ne serait-ce pas mieux si on avait formé du personnel de sauvetage et procuré le matériel nécessaire au lieu de créer un centre de poursuites pour faire « la chasse à l'épouse voilée » et fichier les gens ? »<sup>291</sup>

Sachant que les forces armées sont considérées comme « les gardiennes des acquis kémalistes », notamment de la laïcité, il n'est pas étonnant qu'elles soient attaquées ainsi par les islamistes : le séisme devient donc une occasion pour « critiquer » l'armée et secouer sa popularité en portant atteinte à sa bonne image aux yeux de la société turque. En même temps, en lisant les textes dans *Zaman* et *Yeni Şafak*, il est impossible de ne pas remarquer un sous-entendu étonnant : *si le séisme a frappé la base navale d'une telle manière, c'est parce que « le coup du 28 février » a été préparé là-bas par les commandants de l'armée*. Bien entendu, cette idée n'est pas exprimée aussi clairement,

<sup>288</sup> TAŞGETIREN, Ahmet, « Devletin Baba Olma Sınavı », *Yeni Şafak*, 19 août 1999.

<sup>289</sup> TAŞGETIREN, Ahmet, « Depremden Ders Çıkarmak », *Yeni Şafak*, 21 août 1999.

<sup>290</sup> TAŞGETIREN, Ahmet, « Devletin Baba Olma Sınavı », *Yeni Şafak*, 19 août 1999.

<sup>291</sup> ILICAK, Nazlı, Ibid.

mais on laisse le lecteur comprendre que la destruction d'une partie de la base navale « a quand même quelque chose à voir avec les 'malheurs' qu'on fait subir aux croyants ». Dans *Yeni Şafak*, Fehmi Kuru affirmait : « Considérer les catastrophes comme un avertissement divin ou une punition ne veut pas forcément dire que les péchés ou les fautes des victimes en sont à l'origine. Au contraire, notre système de croyances considère les victimes de la catastrophe sismique comme des martyrs qui ont perdu leur vie pour la patrie. [...] il n'y a pas de mal à expliquer ce qui est survenu à cause de certaines erreurs sociales. [...] La Turquie a adopté, depuis un temps considérable, une approche négative et erronée contre les croyances et les croyants. [...] Que pourrions-nous dire si nous essayions de commenter cette catastrophe, qui nous a marqués probablement pour de longues années, à l'aide des arguments au-delà de ceux qui sont matériels, comme n'importe quelle personne croyante du monde le ferait ? [...] Ce n'est pas la peine de bégayer, ce désastre du séisme est un avertissement divin envoyé à travers des victimes innocentes à un peuple qui est le bien-aimé du Dieu. »<sup>292</sup> L'auteur parle de la « domination [du pays] par une mentalité qui renverse les notions de justice et d'injustice, de mal et de bien, d'honnêteté et d'égarement » et avertit ses lecteurs en affirmant que « les choses peuvent devenir encore plus difficiles [pour la société turque] si la situation actuelle, telle qu'il l'a décrit, continue ».<sup>293</sup>

Dans sa conférence de presse du 4 septembre, le chef de l'État-major a condamné « la menace intégriste » et déclaré que la lutte contre ce danger durerait aussi longtemps que nécessaire.<sup>294</sup> Dans les jours suivants, les organisations considérées comme islamistes ont été « balisées » dans la zone de séisme et marquées de très près, ce qui s'est traduit par le contrôle strict des campagnes de dons sur le plan national et par leur exclusion plus tard de la zone de séisme.<sup>295</sup> D'autre part, certains intégristes ont osé affirmer leur haine contre « le système athée », comme ce fut le cas de Mehmet Kutlular, propriétaire du quotidien *Yeni Asya*, qui avait distribué des tracts et fait une déclaration à l'occasion de la commémoration de la naissance du fondateur de la secte *Nur*. Il disait que le séisme avait eu lieu parce que le voile islamique était interdit et que le Parti de Prospérité (RP) avait été contraint de quitter le pouvoir sur la pression des militaires deux ans auparavant.<sup>296</sup> Un autre cas qui a sûrement attiré les foudres des laïcs, mais probablement dérangé les

---

<sup>292</sup> KURU, Fehmi, « Doğala Dönelim », *Yeni Şafak*, 20 août 1999.

<sup>293</sup> Ibid.

<sup>294</sup> DEVECIOĞLU, Tayfun, « Esas Patron Millet », *Sabah*, 4 septembre 1999, p.25.

<sup>295</sup> Par exemple, « İzinsiz Yardım Kampanyası Yok », *Cumhuriyet*, 25 août 1999, p.5.

<sup>296</sup> « Deprem Nedeni Başörtüsü Zulumu », *Hürriyet*, 11 octobre 1999, p.23.

islamistes modérés aussi, était celui de l'organisation terroriste fondamentaliste *IBDA-C* qui avait distribué dans la zone de séisme sa « revue » dans laquelle des insultes contre la République laïque étaient monnaie courante, bien entendu accompagnées par des menaces et insultes contre les officiers de l'armée : « les généraux de l'armée athée », « les occupants kémalistes laïcs », « les serviteurs de l'occident judéo-chrétien »...<sup>297</sup>

Néanmoins l'incident le plus frappant à ce sujet n'a été ni les affirmations de Kutlular, ni les tracts de l'*IBDA-C*, mais la publication, par *Hürriyet*, d'une image qui avait suscité beaucoup de colère dans le camp des laïcs. Lors d'une manifestation des jeunes femmes voilées auxquelles on n'accordait pas la permission d'entrer sur le campus de l'Université de Marmara, une d'entre elles avait montré aux caméras une pancarte marquée « 7,4 ne vous a-t-il pas suffi ? ».<sup>298</sup> Elle faisait allusion au séisme du 17 août dont la magnitude était 7,4 (autrement dit elle affirmait que le séisme était un avertissement aux « laïcistes »). *Hürriyet* en a fait l'image de sa une, avec pour titre « Insolence pour les 20 000 âmes [perdues] ». L'article (sans signature) laissait entendre que « d'après les intégristes, les victimes étaient mortes car elles n'étaient pas de véritables musulmanes ». Nous ne pouvons pas savoir si un des manifestants a vraiment affirmé cela, mais le ton provocateur de l'article laisse penser qu'il s'agit plutôt du commentaire de l'auteur. Cela est bien probable, sachant que les victimes du séisme étaient considérées plutôt comme des « martyrs » par les islamistes, comme nous l'avons vu dans l'exemple de Fehmi Koru (ci-dessus).<sup>299</sup> Mais en fin de compte, le plus important est ce que cette pancarte signifie : tout en se servant du séisme pour s'opposer à un système qu'ils considèrent comme discriminatoire, les islamistes turcs, du moins une partie, semblent soutenir quand même l'idée que le séisme est suscité par la divinité.

En conséquence, nous pouvons dire que l'image qu'on a gardée de l'armée dans le contexte des séismes de 1999 est globalement positive, surtout après le séisme du 12 novembre. Même s'ils ont vécu « un problème de visibilité » suite au 17 août, les militaires ont su changer la situation en s'appuyant sur leur efficacité sur le terrain. Il faut admettre aussi que le discours du Chef d'État-major a certainement été influent sur les médias, qui

---

<sup>297</sup> « Furkan Tahriki », *Hürriyet*, 13 octobre 1999, p.23.

<sup>298</sup> « 20 Bin Cana Saygısızlık », *Hürriyet*, 8 octobre 1999, p.1 et 21. En Turquie, le voile islamique est interdit par la loi dans l'enceinte des institutions publiques. Depuis le début des années 90, les universités sont devenues « un champ de bataille » entre les étudiantes voilées qui défendent leur droit « à l'enseignement supérieur » et ceux qui y voient « un mouvement intégriste ».

<sup>299</sup> Par exemple, Mehmet Nuri Yılmaz, Directeur des Affaires de Religion, avait annoncé : « Si le séisme avait eu lieu par rapport aux péchés, il n'y aurait pas d'enfants non-majeurs (au sens religieux) parmi les victimes. C'est un débat inutile. Notre tâche est de prendre des mesures [contre le séisme] ». Dans « İrticanın Deprem Sömürüsü », *Cumhuriyet*, 25 août 1999, p.5.

n'ont pas « oublié » de parler de l'armée dans les jours suivants. Mais à l'inverse des autres institutions publiques, l'armée a continué à bénéficier de la popularité accordée par les citoyens. Autrement dit, elle n'est pas passée par la même crise de légitimité que les autres institutions. En 2000, elle arrivait deuxième dans les sondages d'opinion sur « la confiance accordée aux institutions » et cette place de second était une exception due à la popularité d'AKUT qui occupait la première place cette année-là.<sup>300</sup> Un article de presse paru dans *Cumhuriyet* illustre bien cette confiance : « Les victimes du tremblement de terre de Yalova ont commencé une campagne de signatures pour que la distribution des vivres reste sous le contrôle des militaires et que les soldats ne quittent pas la ville jusqu'à ce que les logements définitifs soient construits. »<sup>301</sup> La qualité du service offert et le traitement égalitaire des victimes expliquent sans doute cette popularité. Par ailleurs, les autorités militaires se sont montrées très ouvertes pour coopérer avec les ONG, souvent plus que les civils, d'après ce que la quasi-totalité des responsables d'ONG rencontrés nous ont dit.

## ***2. La position des islamistes***

Tout comme leurs collègues « laïcs », les journalistes « croyants » ont fait l'éloge des citoyens mobilisés pour apporter du secours aux victimes et se sont félicités de voir la solidarité s'accroître entre « toutes les composantes » de la société turque à l'occasion de la catastrophe. Par contre, pour désigner les représentants de la société civile (même s'ils ont fait l'éloge d'AKUT, l'enseigne symbole du contexte post-séisme), ils ont mis en avant les ONG dites « islamistes ».

La délimitation de la marge de manœuvre des fondations et des associations suspectées de « servir les buts intégristes » (par des mesures comme l'interdiction des campagnes de collectes de dons, la centralisation de la distribution d'aide, le contrôle et la monopolisation par l'administration des cités-tentes puis des cités-préfabriquées) a été vu comme « une nouvelle tentative de répression des croyants » de la part des élites laïques :

---

<sup>300</sup> Pour les résultats de sondages, voir ADAMAN Fikret et ÇARKOĞLU Ali, **Türkiye'de Yerel ve Merkezi Yönetimlerde Hizmetlerden Tatmin, Patronaj İlişkileri ve Reform**, TESEV, Istanbul, 2000, p.38. En 2000, l'armée laissait la première place à une autre institution pour la première fois depuis 1990. Voir ESMER, Yılmaz, **Devrim, Evrim, Statüko**, TESEV, Istanbul, 1999, pour les sondages de 1990 et 1997, qui font partie de *World Values Survey* de Ronald Inglehart. Voir p.42, « La confiance au total accordée aux institutions ».

<sup>301</sup> « Asker Bölgeyi Terk Etmesin », *Cumhuriyet*, 15 septembre 1999, p.7.

« On a confisqué les comptes bancaires, sans même déclarer un motif, des organisations comme *IHH* et *Mazlum-Der* qui étaient parmi les premières arrivées dans la zone de catastrophe avec leurs propres ressources et qui avaient aidé à transmettre l'aide des nos concitoyens de Turquie et de l'étranger. L'État essaye de compenser son incapacité au moment du séisme par la manifestation de sa force dans un autre domaine qui lui est bien connu. Les centres de gestion de crise peuvent être maladroits en cas de tremblement de terre mais ils ont encore des réflexes assez solides concernant la lutte contre l'intégrisme. [...] L'État doit se replier sur son domaine, la société civile ne doit plus voir des obstacles devant elle. »<sup>302</sup>

Citons après Koru, d'autres auteurs ayant des arguments similaires pour ne pas dire identiques, comme Alkan et Bulaç : « Jusqu'à aujourd'hui, l'approche de notre État concernant les ONG a été toujours marquée par la suspicion ; il les a vues parfois comme des foyers d'irrégentisme, parfois comme des centres d'intégrisme et il a énormément découragé les ONG surtout avec les mesures qu'il a prises depuis quelques années. [...] Les ONG ne peuvent pas concurrencer l'État dans les pays où la tradition étatiste est très forte, mais elles peuvent le débarrasser d'une partie de son fardeau ; mais être vu comme « ennemi du régime » alors qu'il n'y a aucune raison, cela marque fortement les gens et atteint le respect à l'État. »<sup>303</sup> ; « Au moment où des dizaines de milliers de personnes sont mortes et des centaines de milliers sont sans abri, les dirigeants d'une fondation qui veulent apporter du secours sont questionnés [par la police]. Pourtant les fondateurs de la fondation sont citoyens de la République turque, son adresse et ses employés sont connus, ses domaines de travail sont définis [...]. On leur bloque leurs comptes bancaires. Les organisations comme *Mazlum-Der*, *IHH*, [...] sont interdites dès le premier jour. Dans la zone de catastrophe, certains responsables sont là avec des caméras, en train de filmer qui est venu, d'où, ce qu'ils ont apporté, à qui ils le distribuent, s'ils parlent ou non pendant la distribution. Les agents sont partis à la chasse à l'intégrisme. [...] Dans un tel environnement de désastre et de scandale, l'État est préoccupé de vérifier si les gens qui apportent de l'aide sont intégristes ou non, donc continue son *MacCarthisme* avec succès. »<sup>304</sup> Cette analogie avec le contexte américain des années 50 nous aide à mieux

---

<sup>302</sup> KORU, Fehmi, « Bizim Devlet », *Yeni Şafak*, 25 août 1999.

<sup>303</sup> ALKAN, Turan, « Yeni Bir Civanmertlik Yorumu », *Zaman*, 30 août 1999.

<sup>304</sup> BULAÇ, Ali, « Felaketin Öbür Yüzü », *Zaman*, 11 septembre 1999. Bulaç a tenu des propos similaires à la suite du séisme du 12 novembre (Düzce). Par exemple, voir « Ders Çıkarmak, Tedbir Almak » dans *Zaman*, le 16 novembre 1999. Également, ce quotidien a dénoncé « l'absence de la société civile » à Düzce, comme s'il ne prenait pas en considération les centaines de volontaires arrivés dans la ville. Évidemment, la

comprendre la mentalité des islamistes turcs qui dénoncent systématiquement « le système répressif ».

Nous pouvons déduire alors que la société civile, pour ces journalistes, consiste plus ou moins en ce qu'ils désignent par *millet*, c'est-à-dire à l'ensemble de citoyens qui se définissent avant tout comme « musulmans » et qui s'opposent à la laïcité républicaine (cf. Encadré sur « La conception islamiste de la société civile »). Dans cette optique, les ONG « vertes » sont donc « celles qui émanent véritablement du peuple ». Pour eux, il existe « une tension artificielle » entre « le peuple » et l'État, ce dernier étant l'outil de domination d'une élite laïque insistant sur une modernisation octroyée. Mais le 17 août peut constituer une occasion pour que « la paix sociale » puisse être faite en Turquie : comme les initiatives civiles ont acquis un grand prestige, donc davantage de légitimité et de marge d'action, elles peuvent constituer un pont entre l'État et « son peuple ». Donc les ONG, les organisations « chargées de défendre les individus contre les injustices que l'État commet au prétexte de se protéger et chargées de servir la société mieux que l'État dans certains domaines »<sup>305</sup> sont en position de jouer un rôle important dans « la réconciliation » entre « les élites de la nation » et « le peuple » si l'État les reconnaît.

#### La conception islamiste de la société civile

Avant de parler de la société civile « musulmane », commençons par expliquer une erreur fréquente que nous constatons dans le contexte turc. Cela nous aidera à mieux comprendre les arguments des islamistes. Il s'agit de l'utilisation de deux termes, *millet* (peuple) et *ulus* (nation). Le premier est d'origine arabe. Le deuxième est un néologisme, un produit de la « révolution linguistique » républicaine qui visait la « purification » de la langue turque en remplaçant les mots d'origine étrangère.<sup>306</sup> A savoir, si *ulus* est une traduction exacte pour la nation, *millet* désigne *le peuple*, mais dans le sens d'une *communauté dont l'élément de cohésion est la religion*. Dans le système classique ottoman, on ne parlait pas *des Turcs, des Grecs, des Arméniens, des Serbes, des Arabes*, etc. mais on parlait *des millets de musulmans, de chrétiens (orthodoxes), de juifs...* pour « classer » les sujets du sultan.<sup>307</sup> En effet, les Ottomans n'ont fait que suivre la coutume musulmane qui consistait à nommer un leader religieux qui était en même temps compétent pour les affaires mondaines de sa communauté : le chef des rabbins pour les

société civile qui était absente était « celle qui avait subi la discrimination des autorités et qui avait été découragée » d'après Zaman. Voir « Sivil Yardım Yok Gibi », *Zaman*, 15 novembre 1999.

<sup>305</sup> GÜRDOĞAN, Nazif, « Sivil Toplum Örgütleri », *Yeni Şafak*, 15 novembre 1999. Nous comprenons bien qu'il s'agit de la « défense des croyants contre le système »...

<sup>306</sup> POULTON, Hugh, *Silindir Şapka, Bozkurt ve Hilal*, Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1999, pp.133-136.

<sup>307</sup> INALCIK, Halil, *The Ottoman Empire Classical Age 1300 – 1600*, Phoenix Press, Londres, 2000, pp.68-69, 150-151.



juifs, le Patriarche pour les chrétiens, etc. Ceux-ci, en temps voulu, étaient chargés de rendre des comptes à la Sublime Porte en ce qui concerne leurs communautés.

Donc, *millet* n'est pas du tout la même chose que la nation mais son sens a glissé au cours du temps, plutôt d'ailleurs au cours de la modernisation turque, car il a été utilisé pour remplacer le terme de nation pour lequel une traduction adéquate n'existait pas : les Turcs, rappelons-le, n'ont pu « devenir une nation » qu'après la fondation de la République (1923) même si le nationalisme turc remontait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Et le mot *ulus* n'a jamais remplacé complètement *millet* en ce sens-là. Notons que la langue a toujours été un champ de bataille entre « les progressistes » et « les conservateurs », même si une grande partie des mots dérivés de l'arabe et du persan ont été remplacés par des mots « pur turc » qui sont retenus aujourd'hui. C'est dans cette optique qu'il faut analyser les discours des islamistes, et comprendre qu'ils n'entendent pas forcément *la nation* lorsqu'on parle du *millet*. Pour eux, *la nation* est un des piliers de cette modernisation « uniformisante, écrasante, jacobine » tandis qu'ils se considèrent eux-mêmes comme appartenant *au peuple*, « le vrai noyau de la société turque, en antagonisme avec son élite distancée et froide ». <sup>308</sup>

### ***3. Le positionnement des experts, des scientifiques et la création du Centre National des séismes (CNS)***

Les tremblements de terre de 1999 ont constitué une occasion pour analyser le rapport de la société turque à la science ainsi qu'aux scientifiques. Mais faisons d'abord un rappel sur le contexte. En premier lieu, l'ampleur des séismes (surtout celui du 17 août) n'était pas négligeable avec plusieurs dizaines de milliers de morts et la société ressentait un très fort besoin d'une explication « valable » pour ce bilan, explication autre que les discours fatalistes devenus « classiques ». En deuxième lieu, la catastrophe n'était pas « passée » pour les habitants de la ville d'Istanbul. Au contraire, elle était à venir dans un futur proche et *ruinerait la capitale économique du pays* comme le déclarent des scientifiques réputés. <sup>309</sup> Hormis l'aspect économique, de manière générale, toute question qui inquiète la population d'Istanbul devient une question nationale en Turquie : la métropole abrite plusieurs millions de personnes d'Anatolie, dont une grande partie préserve ses liens avec son lieu d'origine.

---

<sup>308</sup> POULTON, op.cit., pp. 229-231.

<sup>309</sup> « Depremın Batıya Göçü », *Bilim ve Teknik*, septembre 1999, pp. 22-25.

Naturellement, la sismicité de la Turquie et en particulier celle de la région de Marmara, le « prochain » séisme d'Istanbul, les méthodes de génie parasismique ont été les sujets préférés de toutes les chaînes de télévision pendant quelques mois, tout comme ils ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse. Les médias ont favorisé cette « confusion » en donnant la parole à plusieurs scientifiques en même temps, dont une partie n'était même pas des spécialistes, c'est-à-dire des sismologues ou des géophysiciens. À ce moment, nous avons observé que même des « charlatans » (les voyants, les pseudo-scientifiques, les astrologues...) ont pu s'adresser au public à travers les médias, ce qui n'a pas aidé à clarifier les questions liées au risque sismique. En revanche, le risque sismique est devenu un instrument de pouvoir pour toutes les parties du « débat scientifique », tout comme il l'a été pour les victimes et pour les « sauveteurs » aussi.

Pour les habitants d'Istanbul la question cruciale était d'être avertis du moment et du lieu du prochain séisme qui toucherait Istanbul. Cela s'avérait une demande irréaliste mais il faut comprendre que faute de mesure parasismique, tout « indice » sur l'éventuel séisme était le bienvenu pour le citoyen, sachant qu'il ne serait pas possible de renouveler tout le stock de bâtiments de la ville d'un jour à l'autre. À défaut d'application sérieuse des principes du génie civil, le traumatisme et la peur suscités par les derniers séismes poussaient les habitants d'Istanbul vers l'irrationalité. En fin de compte, « le séisme d'Istanbul » prenait l'allure d'une pathologie : le titre du 3 septembre du quotidien *Sabah* l'illustre sous le terme « La phobie du séisme ». D'après l'article « même une rumeur non fondée suffisait pour que les foules descendent dans la rue. »<sup>310</sup>

Ainsi, les scientifiques ont subi une pression sociale considérable. La réponse qui ne satisfaisait personne était sans doute le seul énoncé scientifique applicable à la situation : *il est impossible de prévoir le moment, le lieu exact et la magnitude des tremblements de terre avec le niveau de connaissances scientifiques actuel*. En plus, au lieu de se focaliser sur la prise en compte du risque évident et sur l'élaboration d'un plan d'action à grande échelle (par exemple, visant au moins le renforcement des bâtiments et des équipements critiques de la ville), on a cherché à obtenir des prévisions « optimistes » de la part des scientifiques turcs.<sup>311</sup> Le sujet étant très populaire, les experts concernés sont devenus les personnes les plus sollicitées par les chaînes de télévision. À cette occasion, un grand nombre d'universitaires qui travaillaient dans les domaines de la géologie, de la

---

<sup>310</sup> « Deprem Fobisi », *Sabah*, 3 septembre 1999, p.1

<sup>311</sup> Kamu binalarinin yuzdde 80i Radikal 17 08 05

géophysique, de la sismologie, mais aussi de la minéralogie, de la pétrologie, du génie civil et de l'architecture ont joui d'une popularité jamais connue auparavant.

Certains ont préféré échapper le plus possible à « l'appréciation du public ». Le directeur de l'observatoire de Kandilli (Istanbul), par exemple, Ahmet Mete Işıkara, n'a cependant pas pu mener une vie normale pendant des mois : cet observatoire étant officiellement responsable des mesures scientifiques sur les activités sismiques, Işıkara était devenu une sorte de prophète dont un seul mot suffisait pour que la population d'Istanbul passe la nuit dans les parcs. Sollicité partout, il était suivi même dans sa vie privée (s'il sortait dehors la nuit, par exemple, des rumeurs sur un éventuel séisme se répandaient instantanément). S'il contestait vivement cette pression, il a quitté son poste en 2002 pour se présenter aux élections législatives de 2002. Un parti politique avait décidé d'avoir cet homme « emblématique » parmi « ses rangs » à cause de sa popularité.<sup>312</sup>

Tout cela peut paraître anecdotique, mais il est nécessaire d'en parler pour mieux décrire le contexte paradoxal. Malgré toute la gravité de la situation, la société et les autorités souhaitent plutôt que les scientifiques agissent contre les principes de la science en sous-estimant délibérément le risque, au lieu de diminuer la vulnérabilité contre le séisme. D'ailleurs, un certain nombre d'universitaires turcs n'ont pas hésité à s'adapter à cette situation pour « remonter le moral des citoyens », ce qui a dégradé encore la situation, d'autant plus que la partie la plus occidentale de la Faille Nord-Anatolienne n'était pas encore étudiée lorsque ces discussions « sans fin » avaient lieu devant le public. Celal Şengör, géophysicien turc très réputé, écrivait dans une lettre adressée au journaliste Emin Çölaşan : « C'est très gentil de votre part d'appeler les personnes qui s'affichent dans les journaux et à la télévision *des scientifiques*. En tant que journaliste qui a consacré sa vie à rendre publics les cas de corruption, vous n'avez qu'à visiter le site Internet [www.isi.com](http://www.isi.com) pour avoir plus d'informations sur ces 'scientifiques'. Combien d'entre eux ont eu des publications dans des revues internationales sérieuses ? Combien de fois sont-ils cités dans une année ?<sup>313</sup> [...] S'il vous plaît, prenez une citation par an comme critère et dressez une

---

<sup>312</sup> Dans ses mémoires, Işıkara affirme qu'il n'avait aucune ambition politique et qu'il souhaitait avoir du pouvoir politique afin de construire un système de gestion d'urgence et d'intervention de catastrophe en Turquie. ISIKARA Ahmet Mete, **Depremden Kalan Anılar**, Boğaziçi Üniversitesi Yayinevi, İstanbul, 2004, pp. 92-107.

<sup>313</sup> Il est très intéressant de jeter un coup d'œil au *Science Citation Index* pour constater le nombre annuel de citations reçues par les universitaires turcs qui ont été « très présents » sur la scène publique à la suite des séismes. À notre avis, c'est un bon indice pour distinguer les scientifiques les plus « crédibles » et nous nous apercevons vite que ceux qui étaient les plus désireux de s'adresser au public étaient souvent ceux qui avaient été les moins cités ou jamais cités du tout par leurs collègues turcs et étrangers. Un autre géologue éminent, Aykut Barka, suggérait lui aussi de considérer l'ISI comme indice : dans KURTULUŞ, Özgür, « Depremi Çalışmak », *Bilim ve Teknik*, Décembre 1999, p.38.

liste. C'est un critère bien drôle pour le monde civilisé, mais faites-le quand même. [...] Ainsi, vous distinguerez les vrais scientifiques de ceux qui courent après leur satisfaction personnelle devant le public en se cachant derrière des titres [universitaires] dont le mode d'obtention demeure suspect. »<sup>314</sup>

Les *Istanbuliotes* désiraient reprendre leur vie « normale », mais cela ne s'avérait pas facile avec le bombardement médiatique continu : journaux télévisés, débats, dossiers de presse, dans lesquels on retrouvait (naturellement) les points de vue de différents « experts ». Ces derniers ont été critiqués pour être irresponsables : « Je ne suis pas sûr qu'il y ait un autre pays où les scientifiques se montrent aussi fréquemment à la télévision. En plus, les nôtres font le tour de toutes les chaînes pour *annoncer la catastrophe*. [...] Or, nos scientifiques aiment probablement être médiatiques, vu le fait qu'ils parlent sans cesse, mais leurs propos sont souvent contradictoires. [...] Une concertation préalable entre eux avant de se montrer à la télévision ne serait-elle pas préférable ? La science prend les faits réels comme objet, donc il peut y avoir des désaccords entre différents points de vue. Mais si on débat des 4-5 modélisations différentes sous les yeux du public en ce qui concerne la question du séisme, les disciplines comme la géophysique, la géologie et la sismologie ne prennent-elles pas l'allure de *para-sciences* ? »<sup>315</sup> D'après l'auteur, on ne devrait pas demander aux savants de compromettre la démarche scientifique, surtout pour des raisons politiques. D'autre part, il admettait que la publicisation du débat et la conduite de certains scientifiques mettaient en cause la fiabilité de ces derniers.

À la suite du séisme de Düzce (12 novembre), les débats télévisés sont devenus particulièrement déplaisants pour le gouvernement qui « voulait en finir avec la littérature autour du séisme » car lors des débats on revenait souvent (et inévitablement) sur l'incapacité du gouvernement à gérer la crise. À cela s'ajoutait la pression des milieux d'affaires qui étaient mécontents de « la fuite des investisseurs » d'Istanbul et du fait que l'économie en souffrait.<sup>316</sup> Au cours de sa réunion du 14 novembre, la Commission d'enquête parlementaire à propos du séisme du 17 août s'est focalisée sur la question. Les députés étaient unanimes sur la « nécessité de discipliner les débats sur les séismes » : « les déclarations des scientifiques causent l'inquiétude parmi le peuple » et il fallait les limiter « si nécessaire par le biais du RTÜK » ; « ...seul le gouvernement devrait avoir la

---

<sup>314</sup> ÇÖLAŞAN, Emin, « Magnitüdü 7'den büyük bir deprem İstanbul'u en geç önümüzdeki 30 yıl içinde yeniden vuracak », *Hürriyet*, 17 novembre 1999, p.5.

<sup>315</sup> KAYA, Yalçın, **17 Ağustos'un Ardından Deprem, Devlet ve Toplum**, Otopsi Yayınları, Istanbul, 2000, p.184.

<sup>316</sup> BURSALI, Orhan, « Halk Ne Yapsın ? », *Cumhuriyet*, 28 novembre 1999, p.7.

compétence pour faire des déclarations sur cette question », il était « nécessaire d'étouffer ce brouhaha. »<sup>317</sup>

Le Premier ministre Ecevit a tenu un discours similaire. D'après lui, « certains experts » présentaient quotidiennement leurs suppositions comme des résultats de recherche, ce qui poussait la population à vivre dans le souci « d'un séisme qui surviendra le lendemain ». « Bien sûr » disait-il « que ce n'est pas ce que les experts désirent, mais si vous parlez des probabilités comme si vous annonciez des résultats de recherche, vous suscitez la peur et la panique chez les citoyens. [...] A cet égard, il faut que les experts des risques naturels et des séismes nous transmettent leurs estimations ou suppositions [...] pour que nous puissions prendre les mesures nécessaires. »<sup>318</sup> D'après le titre d'un article paru dans *Sabah*, c'était un ordre pour imposer le silence : « D'Ecevit aux experts : 'Taisez-vous' ». <sup>319</sup> Il faut cependant souligner qu'à peine un mois après, Ecevit a lui-même causé la panique à Istanbul par une annonce qu'il a faite devant les caméras : un prétendu physicien lithuanien avait averti l'État de la probabilité d'un grand séisme qui aurait lieu entre le 14 et le 17 décembre [1999]. L'information était déjà transmise à toutes les instances publiques concernées.<sup>320</sup> Ainsi, le Premier ministre en personne répandait une information qui n'avait aucune valeur scientifique : une « rumeur officielle ».

Mais l'inquiétude, déclenchée une deuxième fois par le séisme de Düzce, ne se calmait pas. Par exemple, d'après le quotidien *Cumhuriyet*, un grand nombre de citoyens ont dû passer la nuit du 15 novembre dehors car le Préfet d'Istanbul avait pris le jour précédent un décret sur l'évacuation des écoles endommagées, ce qui avait conduit à une rumeur.<sup>321</sup> Le gouvernement a décidé de rendre publique une carte « jusqu'alors gardée secrète ». Il s'agissait d'une carte de la Compagnie Nationale du Pétrole et du Gaz de Turquie (*TPAO*) sur laquelle figurait la partie sous-marine de la Faille Nord-anatolienne. Rappelons que cette partie de la faille n'était presque pas étudiée avant les séismes, et au moment où le gouvernement a transmis cette carte à la presse, les études étaient en cours et même des résultats préliminaires n'existaient pas. Cette carte a donc été accueillie avec beaucoup de suspicion par la presse. « Scandale de la Faille » disait Emin Çölaşan : « Une carte des failles dont on affirme qu'elle a été préparée par TPAO il y a des années est sortie

---

<sup>317</sup> Les affirmations (respectivement) de Yaşar Dedelek (député d'Eskişehir, ANAP), d'Abdülkadir Aksu (député d'Istanbul, FP) et de Cumali Durmuş (député de Kocaeli, MHP) dans « Deprem Tartışmalarına Yasak İstemi », *Cumhuriyet*, 17 novembre 1999, p.4.

<sup>318</sup> « Moral Bozan Açıklamalar Yapmayın », *Cumhuriyet*, 17 novembre 1999, p.19.

<sup>319</sup> « Ecevit'ten Deprem Uzmanlarına : Susun », *Sabah*, 17 novembre 1999, p.7.

<sup>320</sup> « Ecevit'in Açıklamasına Tepki », *Cumhuriyet*, 15 décembre 1999, p.1 et 3.

<sup>321</sup> « İstanbul'da Deprem Paniği », *Cumhuriyet*, 16 novembre 1999, p.1.

sur le marché et tout a basculé d'un seul coup ! Ceux qui parlaient d'une faille qui passait à 15 km du sud d'Istanbul il y a deux jours [...] ont fait marche arrière et se sont montrés sur les écrans en brandissant cette nouvelle carte. Ils ont affirmé que la faille passait en réalité à 60 km de distance d'Istanbul et qu'un séisme éventuel ne ferait pas beaucoup de dégâts. D'autres ont dit que cette carte ne fournissait pas suffisamment d'informations en termes de sismologie. Eh bien, qui faut-il croire dans ce cas-là ? Alors si la carte est bonne, nos 'experts en séisme' dormaient-ils debout jusqu'à maintenant ? [...] Si la carte est bidon, comment osent-ils essayer de nous la faire avaler ? C'est un manque de sérieux, c'est un scandale. »<sup>322</sup>

Fatih Altaylı écrivait « Ainsi, la faille dans [la mer de] Marmara est entrée dans l'histoire mondiale en tant que la première faille qui ait été déplacée 45 kilomètres vers le sud par une décision gouvernementale. Bien entendu, les imbéciles qui ont poussé la faille 45 kilomètres plus au sud n'ont pas pris la peine de se poser la question suivante : 'Si nous la déplaçons 45 kilomètres vers le sud, cette fois-ci elle se situera entre Yalova et Bursa. Qu'est-ce que nous ferons de ceux qui vivent là-bas ?' Et quand les journalistes ont posé des questions à ce sujet, on a essayé d'éviter de leur répondre en disant 'Oui, oui, la faille s'est éloignée d'Istanbul mais elle ne s'est pas approchée de Bursa non plus.' Je ne comprends pas de quelle sorte de scientifiques il s'agit là.»<sup>323</sup>

Serdar Turgut faisait une analyse plus « poussée » en parlant de *la faille étatique* : « Il y a longtemps, un des nos hommes d'État importants – en s'énervant contre les communistes [turcs] qui étaient en train de fonder leur parti politique – avait dit : 'Mais qu'est-ce qu'ils font ces types ? Si ce pays a besoin d'un parti communiste, c'est aussi nous qui le créerons !' Ceci n'est qu'un des exemples qui prouvent que notre État a toujours eu une raison supérieure dans tous les domaines : économique, social, culturel. Notre peuple, même difficilement, a appris qu'une théorie sociale qui n'est pas admise par l'État ne peut pas être réalisée. [...] Il est bien entendu inimaginable que l'État n'impose pas non plus sa supériorité indiscutable dans le domaine de la géophysique. Cela est survenu hier. Comme vous le savez, nos hommes d'État s'étaient mis en colère contre nos scientifiques. Certains des scientifiques continuaient toujours à se croire en Europe et à s'exprimer. C'est alors que la puissance de l'État turc s'est mise en évidence. Tout comme le peuple turc, la faille a pris une nouvelle position pour ne pas fâcher l'État. »<sup>324</sup>

---

<sup>322</sup> ÇÖLAŞAN, Emin, « Fay Hattı Rezaleti », *Hürriyet*, 19 novembre 1999, p.5.

<sup>323</sup> ALTAYLI, Fatih, « Kararname ile Fay Nakli », *Hürriyet*, 19 novembre 1999, p.25.

<sup>324</sup> TURGUT, Serdar, « Devletin Fay Hattı », *Hürriyet*, 19 novembre 1999, p.4.

Il y a eu des tentatives de faire oublier « la gaffe » mais elle était trop grande pour passer inaperçue. Dans sa rubrique Türeñç écrivait : « D'après les informations que j'ai reçues, TPAO n'a pas le droit de rendre publiques ses données d'après les traités internationaux. Autrement dit, les informations concernant les sondages du pétrole et du gaz sont considérées comme secrètes. Mais comme l'ampleur des débats est devenue nuisible pour la santé psychique de la population, on a décidé de publiciser certaines informations. Le ministre de l'Energie, Cumhur Ersümer, a demandé au TPAO de « trier » les données critiques et de donner le reste au Prof. Işıkara [Directeur de l'Observatoire de Kandilli]. »<sup>325</sup> Ce dernier semblait justifier cette explication : « Lors de la conférence de presse sur la carte du TPAO, il y a eu un malentendu en ce qui concerne la distance de la faille. Personne ne peut m'empêcher de parler. Je n'ai pas modifié les failles. On a avancé que les failles ont été modifiées à cause de la pression du gouvernement. Néanmoins, il ne s'agit nullement d'une pression gouvernementale sur moi, si c'était le cas je démissionnerais tout de suite.»<sup>326</sup>

En conséquence, nous pouvons penser que « l'opération de TPAO » n'a pas été une réussite, d'autant plus que la thèse de la faille plus éloignée avait été démentie par les travaux ultérieurs. Cependant, les critiques contre les scientifiques ont continué. Dans un article intitulé « Les scientifiques doivent doubler leur classe » paru dans *Cumhuriyet*, un lecteur écrivait : « Vulgariser les données scientifiques, les transmettre, les expliquer à ceux qui sont étrangers à un domaine scientifique, surtout à ceux qui sont limités en termes de culture [générale] est une autre qualité, une autre capacité. On ne parle pas de la science avec la manière d'un politique. [...] Les scientifiques, qui sont tombés dans le piège des médias et qui ont été trompés par les journalistes dont le but était de provoquer les parties dans le débat, avaient-ils besoin de l'avertissement des hommes politiques pour prendre conscience de leurs responsabilités ? Etait-il vraiment nécessaire que les membres de la Commission d'enquête de l'Assemblée nationale soient unanimes sur *la nécessité de discipliner les scientifiques, voir même de les empêcher de parler* ? Etait-il nécessaire que les scientifiques soient qualifiés *d'annonceurs de catastrophe* par cette commission ? [...] En tout cas, les gens n'auraient pas dû être amenés à ce stade. Si la science est abaissée à ce niveau-là, si elle devient vulgaire, les charlatans, les médiums, les fous et les marchands de foi remplacent les scientifiques.»<sup>327</sup>

---

<sup>325</sup> TÜRENÇ, Tufan, « TPAO Haritayı Neden Bu Kadar Geç Açıkladı ? », *Hürriyet*, 19 novembre 1999, p.21.

<sup>326</sup> « Beni Kimse Susturamaz », *Cumhuriyet*, 29 novembre 1999, p.3.

<sup>327</sup> GÖKSEL, Hüsnü, « Bilim Adamları Sınıfta Kaldı », *Cumhuriyet*, 28 novembre 1999, p.2.

L'Académie nationale des sciences de Turquie (*TUBA*) a tenu des propos allant dans le même sens. Dans sa déclaration à la presse du 1<sup>er</sup> décembre, elle invitait tous les scientifiques à agir de façon responsable et à respecter les principes éthiques.<sup>328</sup> D'après l'Académie, « le fait que les scientifiques portent les travaux et les débats hypothétiques sur la scène publique était contraire à l'éthique ». Ces déclarations « secouaient le respect et la confiance envers les scientifiques » et « veiller à ce que l'équilibre entre la liberté scientifique et la responsabilité scientifique soit protégé était une charge éthique qui incombait aux scientifiques. »<sup>329</sup>

Finalement, le gouvernement a décidé d'appliquer la solution évoquée depuis quelques mois. Le Conseil national du séisme (*UDK*) a été créé par une circulaire du Premier ministre.<sup>330</sup> Dans le texte, on expliquait les raisons qui avaient conduit le gouvernement à prendre une telle mesure : « A la suite des tremblements de terre de Gölcük du 17 août 1999 et de celui de Düzce du 12 novembre 1999, les autorités et les scientifiques ont essayé d'informer l'opinion publique sur la question du séisme [risque sismique] en transmettant des informations de valeur. Néanmoins, l'action de rendre publique et de soutenir des approches personnelles, des suppositions et même des hypothèses<sup>331</sup> à propos d'un sujet sur lequel il n'existe pas de consensus préalable, cause le chaos, provoque la panique, l'inquiétude ainsi que la crainte pour l'avenir chez nos citoyens, surtout dans la zone de catastrophe. Par ailleurs, la publication de différents points de vue (sur lesquels il est tout à fait normal de discuter dans les milieux scientifiques) par les organes de presse met en cause la confiance de l'opinion publique dans la science, aussi bien que le respect qu'elle a pour les scientifiques. »

« Il a été constaté que certaines réglementations ont été mises en œuvre dans les pays ayant des problèmes de tremblement de terre. *Le Code européen d'éthique concernant la prévision des séismes*, accepté par le Conseil de l'Europe, définit la problématique, apporte une série de règles et suggère la création d'un conseil national d'évaluation dans chaque pays. Dans notre pays aussi, il est nécessaire de créer un conseil indépendant composé des experts réputés pour que différents points de vue puissent être rendus publics sans que la liberté d'expression soit limitée, mais à travers le filtre du sens commun. Ainsi, lorsque ce

---

<sup>328</sup> « TUBA'dan Profesörlere Uyarı : Bilimsel Etik Dışına Çıkılıyor », *Hürriyet*, 1 décembre 1999, p.19.

<sup>329</sup> Ibid.

<sup>330</sup> Circulaire no B.02.0.PPG.O.12-320- 4757 du 21 mars 2000 du Premier ministre. Voir le texte intégral sur le site du Conseil national du séisme : [http://www.tubitak.gov.tr/udk/genel\\_bilgi/etik/index.html](http://www.tubitak.gov.tr/udk/genel_bilgi/etik/index.html)

<sup>331</sup> Il ne s'agit pas d'une erreur de traduction. Il est bien possible que l'auteur du texte ne soit pas au courant du sens du terme « hypothèse ».



conseil gagnera la confiance de l'opinion publique, cela diminuera l'impact des points de vue marginaux. »<sup>332</sup>

Le Conseil sera indépendant, mais ses frais seront pris en charge par l'Institution des Recherches Scientifiques et Techniques de la Turquie (*TUBITAK*) et il pourra bénéficier des ressources matérielles de cette dernière. Il sera composé de 20 membres, dont 8 proviendront des sciences de la terre, 8 seront des ingénieurs civils et 4 relèveront d'autres domaines (l'architecture, l'urbanisme, les sciences sociales, la médecine, le génie environnemental, etc.). Les premiers membres seront nommés par TUBITAK<sup>333</sup>, mais la moitié du conseil sera renouvelée tous les trois ans et les nouveaux membres seront nommés par les anciens. Un membre ne sera pas élu de nouveau avant trois ans. Ses missions seront : « 1/ Evaluer les prévisions de séismes faites par les scientifiques, en déduire des résultats fiables et les soumettre à l'attention de l'opinion publique. 2/ Définir les domaines de travail prioritaires pour minimiser les effets des tremblements de terre en prenant en compte les spécificités de notre pays. 3/ Faire office de consultant pour les autorités publiques en ce qui concerne les questions qui se rapportent aux séismes, les aider à développer les stratégies et les politiques. 4/ Evaluer les demandes concernant les problèmes éthiques de prévision de tremblements de terre. Donner les orientations scientifiques à ce sujet en prenant comme base *Le Code européen d'éthique concernant la prévision des séismes*. »<sup>334</sup> Le Conseil a le droit d'accéder à toutes les informations nécessaires pour mener son travail, même aux informations considérées comme secrètes, mais à condition naturellement de respecter la confidentialité.<sup>335</sup>

En effet, la création de ce conseil n'a rien d'original sachant que c'était une solution proposée dès le lendemain du séisme du 17 août et qu'elle était même vivement sollicitée en réaction aux débats spéculatifs comme nous l'avons vu ci-dessus ; autrement dit, elle consistait en une solution qui relevait du sens commun. Mais le point intéressant à nos yeux est le fait qu'on fasse allusion à un texte international dans la circulaire concernant la création du Conseil. Nous pouvons imaginer que le Code européen d'éthique concernant la prévision des séismes a été très utile pour le gouvernement, en premier lieu

---

<sup>332</sup> Circulaire no B.02.0.PPG.O.12-320- 4757 du 21 mars 2000 du Premier ministre.

<sup>333</sup> Ibid. Ceux-ci ont été élus parmi les candidats proposés par les universités, le ministère de l'Équipement, TUBITAK, TUBA, par des institutions publiques comme TPAO, et par les chambres professionnelles concernées (Chambre des ingénieurs, etc.).

<sup>334</sup> Ibid.

<sup>335</sup> Nous ne parlerons pas ici du fonctionnement du Conseil ou de ses déclarations à la presse dont le nombre s'élève à 15 depuis la première réunion (16 juin 2000). Pour avoir plus d'informations sur le Conseil, nous renvoyons au site Internet : [www.tubitak.gov.tr/udk](http://www.tubitak.gov.tr/udk)

parce qu'il énonçait une série de principes dérivés de l'expérience d'autres pays ayant eu les mêmes types de problèmes : c'était donc une ressource matérielle disponible, « toute faite ». En deuxième lieu, ce *code* a aussi servi de source de légitimité pour échapper aux critiques éventuelles selon lesquelles la création d'un conseil des séismes était une opération de censure. En faisant allusion à ce texte du Conseil de l'Europe, le gouvernement a ainsi eu la chance de laisser sous-entendre que c'était une pratique internationale et pas forcément une tentative de contrôler les milieux scientifiques concernés par la question des tremblements de terre. Même si c'était le but au départ, rien ne nous permet de dire que le Conseil national des séismes a subi une pression politique des autorités jusqu'à présent. La réalité est que la création du Conseil a beaucoup diminué l'intensité des spéculations faites sur l'éventuel séisme d'Istanbul et sur le risque sismique au niveau national, du moins pendant quelques années. Bien qu'il soit un organe purement consultatif dépourvu de tout pouvoir coercitif, il a gagné un certain prestige en regroupant les universitaires les plus réputés mais aussi en informant systématiquement l'opinion publique sur les derniers séismes survenus et sur les travaux en cours liés au risque sismique, toujours avec un ton « sérieux » et un langage adapté.

Certains scientifiques ont donc fait un effort visible pour se distinguer des « faux scientifiques » lors de ces débats sur « le Grand séisme d'Istanbul ». En ce sens, le Conseil national des séismes a joué aussi le rôle d'instance d'accréditation pour « les véritables scientifiques ». Il est vrai qu'une certaine tendance à abuser de la situation a vu le jour dans le contexte post-séisme, mais les milieux universitaires n'étaient pas les seuls à « être contaminés ».

#### ***4. La transformation des risques majeurs en un secteur économique***

Le risque sismique a créé de nouveaux marchés pour d'autres secteurs aussi. De nombreux produits qui auraient probablement causé la faillite des investisseurs avant le 17 août sont devenus des « meilleures ventes » : des meubles « parasismiques » comme des tables à manger ou des lits fabriqués en acier massif, des kits dits de « survie », des sources de lumière autonomes de toute sorte, des systèmes secondaires d'éclairage pour assurer l'évacuation urgente des bâtiments, des livres sur les tremblements de terre (une vingtaine de parutions dans l'année qui a suivi le 17 août), des émetteurs-récepteurs de radio et des

équipements de sauvetage... Ces derniers étaient particulièrement recherchés, tout comme les groupes électrogènes, principalement à cause de l'augmentation spectaculaire du nombre des groupes de sauvetage mais aussi à cause d'une idée assez répandue parmi les citoyens qui supposaient que « ce serait chacun pour soi le jour de la catastrophe ». En conséquence, « le marché de la catastrophe » a pris tellement d'importance que depuis août 2001, on fait chaque année une exposition intitulée « S.O.S. Foire internationale de préparation aux catastrophes ». Celle-ci se déroule à Istanbul et permet aux producteurs et aux vendeurs de matériels de sauvetage de faire connaître les « dernières nouveautés » aux personnes concernées. Mais l'aspect le plus intéressant est le fait que la foire joue le rôle de lieu de rencontre pour les acteurs de l'urgence en Turquie. D'ailleurs le slogan inventé par les organisateurs en 2001 était « Nous sommes tous dans la même équipe contre la catastrophe ».<sup>336</sup> Qu'il s'agisse d'une institution publique ou d'une ONG, celle-ci peut louer un stand pour présenter son organisation, sa structure et ses activités. Par ailleurs, les expositions sont toujours accompagnées d'activités destinées à démontrer les capacités des participants, comme des exercices. Donc la foire fait office de vitrine aussi bien que de lieu d'échange.<sup>337</sup>

Hormis le secteur de l'équipement, le secteur de la construction, qui a beaucoup perdu de son prestige après les séismes, a aussi connu un essor en s'adaptant aux nouvelles conditions : une analyse du terrain et un rapport de conformité du projet aux normes parasismiques, tous les deux élaborés par des experts, sont devenus un atout commercial très important voire une obligation pour pouvoir vendre les bâtiments construits. Quant aux bâtiments qui existaient déjà avant les séismes, ils sont devenus l'objet d'une autre activité « commerciale » : l'analyse de la résistance et le renforcement de la structure. Normalement, ce type de contrôle est assez onéreux car il faut faire appel à deux spécialistes en même temps, un géologue et un ingénieur spécialisé dans la statique des constructions, d'autant plus qu'un projet de renforcement peut être plus complexe qu'un projet de construction de base et nécessite le savoir d'un vrai spécialiste, comme l'affirme Kaya.<sup>338</sup> Or, dans le contexte post-séisme en Turquie, cette activité a vite subi une dégradation. Plusieurs entreprises « spécialisées » ont vu le jour, dont une partie avait des « liens organiques » avec certains universitaires dont le rôle consistait uniquement à

---

<sup>336</sup> « SOS 2001 Uluslararası Afet Öncesi Hazırlık Fuarı ve Kongresi », annonce dans *Hürriyet*, 12 août 2001, p.11.

<sup>337</sup> GÜLVE, Ferhat, KESKIN, Neslihan, « Helikopterli Kurtarma », *Sabah*, 18 août 2001, p.14.

<sup>338</sup> KAYA, Yalçın, **17 Ağustos'un Ardından Deprem, Devlet ve Toplum**, Otopsi Yayınları, Istanbul, 2000, p.219

approuver les rapports produits en qualité d'experts : « Nous voyons que même ce travail est devenu une source de rente. [...] Même si nous trouvons de l'argent pour payer les frais [exorbitants], comment pourrions-nous distinguer les vrais ingénieurs de ceux qui font n'importe quoi en prétendant élaborer des projets ? [...] Nous avons même entendu qu'un grand nombre d'universitaires, qui ne sont pas spécialistes de la statique mais qui sont seulement des géologues ou des géophysiciens avec plein de titres devant leurs noms, ont rédigé des rapports de dommage pour 6 dollars le m<sup>2</sup> et ont fait des projets de renforcement pour 16 dollars le m<sup>2</sup>. »<sup>339</sup> Alors, si une partie des spécialistes ont appelé au respect de l'éthique scientifique et essayé ainsi de défendre leur réputation, l'autre partie n'a pas hésité à transformer son savoir en une marchandise. Et dans certains cas extrêmes, des universitaires qui n'étaient pas des spécialistes de la question se sont servis de leurs titres académiques pour tromper les citoyens, ce qui n'a certainement pas aidé à améliorer le prestige des scientifiques en Turquie. Par contre, nous pouvons nous demander si les citoyens qui ont fait appel à un « spécialiste » pour faire contrôler leur bâtiment ont vérifié qu'ils étaient compétents

« La gestion de l'urgence » est également devenue un sujet « très à la mode » suite aux séismes. Rappelons qu'une « cellule de crise » sous la responsabilité du Premier ministre existait formellement depuis 1997 mais elle n'a joué aucun rôle après le 17 août, et elle a été remplacée par la Direction Générale de la Gestion de l'Urgence en 2000, comme nous le verrons dans la partie suivante. Les séismes ont entraîné la médiatisation de ce concept qui a été très vite retenu par un certain nombre d'universitaires turcs, qui n'avaient (en général) jamais travaillé dessus jusqu'alors. Ces derniers se sont investis dans ce domaine souvent aux dépens de leur carrière, probablement parce que la gestion de l'urgence représentait une occasion professionnelle importante. La création d'un « Centre de Gestion de Catastrophe » par l'Université Technique d'Istanbul est le cas qui illustre le mieux ce phénomène. Lorsque nous regardons le cursus des enseignants de ce centre, nous constatons très vite que très peu d'entre eux ont suivi une formation relative aux risques majeurs ou à la gestion de l'urgence, d'autant plus qu'ils n'ont aucune publication en la matière datant d'avant 1999-2000. Ce centre, qui a été inauguré en grandes pompes proposait un programme de *master en gestion de l'urgence* qui coûtait presque 4 000 dollars américains en 2001, ce qui tend à prouver que les questions ayant trait à la gestion de l'urgence, du risque, de la crise peuvent très bien devenir un objet économique.

---

<sup>339</sup> Ibid., p.219-220.

Par ailleurs, « la gestion de l'urgence » ou « la gestion de crise » ont été intégrées dans de nombreux programmes universitaires depuis 1999, surtout dans les départements de gestion ou d'administration publique. Parallèlement, une simple recherche sur internet montre aussi qu'un certain nombre d'entreprises de formation professionnelle proposent aujourd'hui des séminaires ou des formations de « gestion de crise » pour les cadres, chose qui n'existait pas avant les séismes. Depuis 1999, le risque constitue donc « un marché » en Turquie.

### ***5. La position des médias dans le contexte post-séisme***

Si la presse écrite turque a une histoire longue de deux siècles, la première chaîne de télévision turque privée n'a vu le jour qu'en 1989. Mais dans cet espace de temps assez court, la privatisation de l'émission de radio et de télévision a eu un impact considérable sur l'évolution des métiers d'information en Turquie. Comme le souci principal des investisseurs de ces nouvelles chaînes de télévision et stations de radio était d'attirer l'audience la plus large possible (pour des raisons financières évidentes), le format du journalisme a été réorganisé de façon à ce que les informations soient plus sensationnelles, plus frappantes, par contre beaucoup moins informatives. La ligne de démarcation entre le respect des droits individuels et la liberté d'information est devenue de plus en plus fine et elle a été franchie plusieurs fois. Cette tendance qui a « contaminé » aussi la presse écrite suscite de temps en temps de vifs débats éthiques mais sans résultat apparent sur le contenu et la qualité des bulletins d'information.<sup>340</sup> La controverse publique sur cet aspect a été le point de départ pour la création d'un organisme étatique chargé de surveiller les émissions et d'imposer des contraintes aux chaînes de télévision et de radio.

Dans ce contexte, les événements importants comme le scandale de Susurluk dont nous avons parlé ou comme l'assassinat de Uğur Mumcu constituent une bonne occasion pour les médias de reconstruire leur légitimité très contestée, comme le soulignent Timisi

---

<sup>340</sup> Notons cependant que depuis quelques années des chaînes de télévision qui ne diffusent que des informations, dans un format « classique » ont vu le jour, souvent avec le soutien d'un investisseur étranger : *CNBC-E, CNN Türk, NTV...*

et Dursun.<sup>341</sup> Dans ces moments-là les médias turcs se déclarent « les porte-parole de la société » et reformulent les crises, les conflits et les tensions sociopolitiques préexistants à travers l'évènement. Bien entendu, leur format habituel de présentation des informations et leur tendance politique sont déterminants dans la façon dont ils traitent les questions, et les séismes de 1999 n'ont pas été une exception à cela. Hormis *TRT* qui est la chaîne officielle, les chaînes de télévision turques ont dramatisé en général les faits liés aux séismes, tout en consacrant plus de temps aux informations qui ont un potentiel pour faire sensation, et ainsi, obtenir l'audimat le plus élevé.<sup>342</sup> En revanche, si *TRT* a pris plus de recul par rapport à la catastrophe et réalisé un travail de journalisme plus informatif, elle s'est abstenue de soutenir les discours critiques contre les autorités.

Que ce soit dans la presse écrite ou dans les médias audio / audiovisuels, nous retrouvons plus ou moins la même représentation des faits. Premièrement on accuse l'État en tant qu'institution au niveau « macro » et les promoteurs au niveau « micro » d'être les responsables de la catastrophe, mais sans faire le rapport entre ces deux niveaux. Deuxièmement, on distingue « l'État idéalisé » des « politiques et bureaucrates corrompus ». En conséquence, on construit un discours de « solidarité nationale » où sont convoqués des victimes (du séisme, bien entendu), des « héros » (l'armée, la société civile) et des personnes « malhonnêtes » (les politiques, les bureaucrates, les promoteurs). Les médias se sont empressés de donner une dimension politique à la solidarité qui, en réalité, est une conséquence quasi générale des catastrophes. Ils se sont présentés eux-mêmes comme étant parmi les « bons » et parfois ont même essayé de le prouver à travers des « engagements » comme transporter les blessés avec l'hélicoptère de la chaîne, prêter des projecteurs (de tournage) aux sauveteurs qui travaillent la nuit, etc.<sup>343</sup> Ils ont tenu à montrer qu'ils étaient « en conformité » avec le discours de solidarité nationale qu'ils ont construit eux-mêmes. La « grande campagne » de collecte de dons que les différents groupes de médias ont organisée leur a permis d'affirmer, encore plus ouvertement, qu'ils « émanaient du peuple ». De façon intéressante, même les médias islamistes ont participé à cette campagne baptisée « Ajoute une brique, toi aussi ».<sup>344</sup> En ce qui concerne l'aide étrangère, les médias turcs l'ont très rapidement transformée en un outil de critique en

---

<sup>341</sup> DURSUN, Çiler et TIMISI, Nilüfer, **Medya ve Deprem**, RTÜK, Ankara, 2003. Rapport sur la représentation du séisme du 17 août 1999 dans les médias, commandé par RTÜK, le Conseil supérieur de Radio et de Télévision.

<sup>342</sup> Ibid., p.41.

<sup>343</sup> Ibid., p.32.

<sup>344</sup> La campagne a été annoncée dans tous les médias de façon coordonnée et souvent par des annonces frappantes.

comparant l'action des étrangers avec celle des autorités turques. Ils ont également traité le sujet avec une forte dose d'optimisme sous prétexte que le soutien de la communauté internationale était une occasion pour changer de politique étrangère et pour suivre une politique de rapprochement avec l'Europe, notamment avec la Grèce.<sup>345</sup>

Soulignons que la question de « la mystification de l'État » est présente dans les quotidiens libéraux comme *Hürriyet* et *Sabah*. Parler du « véritable État », de « l'État pur » leur a permis de critiquer sévèrement les politiques et les autorités publiques tout en restant à l'abri de la réaction de ces derniers : ce n'est pas l'État-père, acteur sacré du système politique turc qui est critiqué, mais ce sont les individus, donc des êtres humains qui le dirigent et qui n'ont pas pu être à la hauteur de cette image d'État sacré. Ainsi, on peut critiquer sans avoir besoin de questionner l'État tout-puissant. Il s'agit d'un souci de ne pas ébranler le prestige, la sacralité de l'État, et il en résulte donc une distinction nette : « les hommes politiques (surtout) et les autorités publiques ne sont pas l'État. » Alors que chez les autorités, la pratique est souvent en sens contraire : il n'est pas rare qu'un responsable administratif s'identifie à l'État pour rendre ses actes légitimes, pour échapper aux critiques. Les autorités turques qui ne sont pas habituées à se justifier peuvent faire preuve de réactions extrêmes lorsqu'elles sont questionnées par les citoyens. Le cas du préfet de Bolu qui a giflé devant les caméras une victime de séisme qui lui reprochait d'être inefficace illustre bien ce fait. L'incident a été retransmis dans les bulletins d'information et il a soulevé une vague de critiques dans la presse. « La gifle du préfet » a acquis une dimension symbolique. Elle est devenue l'exemple du caractère arbitraire de l'administration turque.<sup>346</sup>

Malgré tout, il faut admettre que les chaînes de télévision privées ont joué un rôle décisif dans le contexte du 17 août. Si le tremblement de terre, la destruction qu'il a causée n'avaient rien de nouveau pour les Turcs, cette fois-ci ils ont été choqués par des scènes retransmises en direct depuis la zone de catastrophe : les caméras ont enregistré les images des citoyens en péril, qui ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sans aucun service public en vue en arrière-plan. Le « schéma classique d'analyse des catastrophes » n'était plus en vigueur, ni le mythe de l'État puissant : « Le séisme a effacé le maquillage du visage de l'État et de ceux qui en étaient proches ; ce mécanisme étatique que nous voyions comme puissant, capable de tout faire n'était pas là pendant 48 heures après le

---

<sup>345</sup> Nous en parlerons en détail dans la sous-partie intitulée « La dimension internationale du désastre ».

<sup>346</sup> ALTAN, Mehmet, « Vali ve Vatandaş », *Sabah*, 27 novembre 1999, p.27 ; DOĞRU, Necati, *Sabah*, 28 novembre 1999, p.9.

tremblement de terre. Cette image a été naturellement retransmise chez nous à travers les écrans de télévision. À la suite de cela, nous avons commencé à voir le discours « N’harcelons pas notre État » chez nos hommes politiques. Que peut-on entendre par « n’harcelons pas » sauf le filtrage des informations et des images ? Le directeur général du *TRT* a été appelé par une « haute » instance et prévenu. On a probablement soufflé des avertissements similaires dans l’oreille d’autres personnes, car les informations et les commentaires ont changé à partir du quatrième jour. »<sup>347</sup> Les tentatives du gouvernement de limiter l’action des médias, comme dans le cas de Kanal 6 (cf. supra), prouvent que les autorités politiques étaient conscientes du phénomène et s’inquiétaient des conséquences éventuelles. Mais le fait de savoir si cette pression a contribué à réparer le prestige brisé du gouvernement ou si elle a davantage entamé la confiance de la société est discutable : « Tout comme la guerre du Golfe a été le premier conflit international dont les images ont été transmises en direct, le tremblement de terre de Gölcük a été la première catastrophe naturelle traitée de cette façon. Par conséquent, les chaînes de télévision importantes du monde ont campé dans notre pays et elles sont en train d’émettre en direct. Tous les journaux importants disposent de trois, quatre correspondants pour transmettre ce qui se passe en Turquie. [...] Le monde entier lit et regarde le séisme dans notre pays dans toute sa réalité et ses aspects tragiques, mais le public en Turquie est privé de certains détails. [...] Ceux qui dissimulent les événements qui se passent dans une région peuplée de 20 millions de personnes ne portent un coup qu’à leur propre fiabilité. [...] Il est bon d’être transparent, même lors d’une catastrophe... »<sup>348</sup>

---

<sup>347</sup> KIVANÇ, Taha, « Gerçeği, Yalnızca Gerçeği », *Yeni Şafak*, 23 août 1999.

<sup>348</sup> Ibid.



## ***Section 4. Les enjeux associés au séisme***

---

### ***1. La dimension « internationale » du désastre***

« Le seul ami d'un Turc est un autre Turc » est une expression qui revient fréquemment lors des discussions politiques en Turquie, surtout en ce qui concerne la politique internationale. En effet, si les relations entre la République turque et les autres États sont marquées, selon les Turcs par un « racisme anti-turc latent », il est certain qu'il y a une part de paranoïa de la part des Turcs eux-mêmes.<sup>349</sup> Beaucoup de Turcs ont tendance à croire qu'ils sont entourés de nations ennemies qui chercheraient à anéantir leur pays à toute occasion et que la Turquie est toujours « toute seule » sur le plan international. Cette perception paraît, bien sûr, contradictoire avec le fait que la République turque s'est empressée de devenir membre de toutes les organisations internationales importantes dès leur création : la Société des Nations, les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, la Conférence de l'Islam, la Communauté de coopération économique de la Mer Noire... Néanmoins, cela dévalorise peu le mythe de « conspiration étrangère » qui continue à influencer les élites turques, comme l'affirme Stephen Kinzer.<sup>350</sup> En effet, cette vision trouve ses origines dans l'histoire de la Turquie, mais aussi dans la construction et l'utilisation de l'historiographie officielle (cf. Encadré La Turquie et le « monde extérieur »).

---

<sup>349</sup> Voir, par exemple, l'interview dans la revue *Géopolitique* avec Mümtaz Soysal, ancien ministre turc des affaires étrangères et un intellectuel de la gauche « républicaine ». Ses propos résument très bien les discours sceptiques, anti-européens que nous voyons apparaître dans de nombreuses situations politiques en Turquie. (*Géopolitique*, avril 2000, p.32-35)

<sup>350</sup> KINZER, op.cit., pp.172-173.

## La Turquie et le « monde extérieur »

Deux traumatismes ont marqué les fondateurs de la République turque. Le premier était le démembrement long et – humainement parlant – douloureux de l'Empire ottoman, qui a duré presque deux siècles. Le deuxième était l'occupation de la Turquie actuelle (les derniers territoires ottomans) par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Ces deux traumatismes ont eu des résultats intéressants (et importants). Par exemple, le démembrement de l'Empire a été un des éléments stimulant la modernisation turque : les défaites militaires, puis les pertes de territoire devant les puissances européennes ont poussé les élites ottomanes à s'interroger sur les raisons de la supériorité militaire et économique de ces pays. Le nationalisme turc est également né en réaction aux nationalismes qui ont vu le jour dans les territoires soumis. Quant au traumatisme de 1918, il a scellé l'idée que les puissances européennes conspiraient pour partager « le territoire turc ». Par contre, il faut admettre que l'Europe a joué un rôle important dans le démembrement de l'Empire ottoman, en « exportant » d'abord l'idée de nationalisme, ensuite en incitant les « peuples ottomans » à se soulever. Parfois, « les nouvelles nations » ont bénéficié d'un soutien politique et militaire étranger, comme dans le cas grec. Donc en 1918, les élites turques nationalistes se voyaient privées de leur pays par le traité de Sèvres (10 août 1920). Ce traité ne prévoyait pas seulement l'occupation militaire de leurs zones respectives par les Alliés, mais aussi l'attribution de territoires d'une superficie considérable aux populations non-turques. Le traité laissait aux Turcs « un état croupion sans grande identité », selon l'expression d'Olivier Roy.<sup>351</sup> Notamment, l'impact de ce traité considéré comme humiliant par les Turcs et l'occupation alliée qui l'a suivi ont provoqué des mouvements de résistance en Anatolie qui ont été unifiés et habilement dirigés par Mustafa Kemal et ses compagnons lors de la guerre d'indépendance turque (1919-1922).

Nous pouvons comprendre pourquoi les fondateurs de la République considéraient cette guerre comme un « dernier sursaut », une « lutte pour la survie » qui allait marquer la fin d'un recul de près de deux siècles devant l'Europe. En conséquence, cette vision est devenue un élément principal du nationalisme turc et, naturellement, de l'histoire officielle. « Le syndrome de Sèvres » est transmis d'une génération à l'autre par le biais de l'Education nationale, qui rappelle aux jeunes Turcs que « les Européens gardent la carte de Sèvres dans leur poche ». Egalement, il existe un « anti-Sèvres » dans l'historiographie turque : le traité de Lausanne où les frontières actuelles de la Turquie ont été reconnues (24 juillet 1923). Soulignons que le discours sur la « Turquie menacée » est une source de légitimité politique dans le contexte turc. La Turquie a de nombreux points de discorde avec les pays voisins, ce qui cause de temps en temps des tensions. Mais en réalité, les cas où la menace était concrète (comme les demandes de territoires de l'URSS à l'époque stalinienne) ont été rares. Encore aujourd'hui, les hommes politiques, les bureaucrates et les militaires peuvent s'appuyer sur le discours de « menace extérieure / conspiration étrangère » pour se justifier. Pour les militaires qui construisent leur perception du monde sur une logique de défense nationale, cela n'est peut-être pas étonnant. Par contre, la classe politique et les autorités publiques n'hésitent pas à exploiter ce discours afin d'échapper aux critiques, aux pressions ou à l'opposition.

<sup>351</sup> ROY, Olivier (édit.), **La Turquie d'aujourd'hui, un pays européen ?**, Collection Tour du Sujet, Editions Encyclopédia Universalis, 2004, p.17.

D'autre part, il faut admettre qu'une série d'événements politiques récents ont renforcé cette perception chez les Turcs. Les prises de position des gouvernements européens sur un certain nombre de questions (la crise de Chypre, la question arménienne, l'irrédentisme kurde) sont jugées comme « anti-turques » en Turquie. Par exemple, le soutien politique accordé au PKK dans certains pays européens au cours des années 90<sup>352</sup> ou la reconnaissance publique du génocide arménien par la Commission européenne et par les parlements d'un certain nombre de pays en Europe, ont largement contribué à crédibiliser la thèse de « l'Europe anti-turque » en Turquie.

Le séisme du 17 août 1999 a frappé la Turquie au moment de l'apogée des sentiments anti-européens, quelques mois à peine après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le leader de l'organisation terroriste PKK à l'ambassade de Grèce à Nairobi, à la suite d'une longue évasion en Europe. À part les scandales causés sur le plan international par cette évasion, le déroulement de l'incident a suscité une importante colère démesurée au sein de la population turque : à ses yeux, l'Europe avait accordé pendant des mois son soutien à « l'ennemi public n° 1 » de la Turquie, le pays voisin avait tenté de le cacher, ce qui prouvait la réalité du « complot européen anti-turc ».<sup>353</sup>

Dans ce contexte, l'aide internationale à la suite du séisme du 17 août a été une grande surprise pour la société turque. Parmi les équipes de sauvetage qui sont arrivées en Turquie, les premières ont été les équipes grecques et israéliennes. D'autres les ont suivies : de Russie, d'Allemagne, de Suisse, de France... non seulement d'Europe et des pays voisins de la Turquie, mais même de pays « lointains » : Corée, Bangladesh, Mexique, Kirghizistan, Ouzbékistan, États-Unis et bien d'autres. Une soixantaine de pays au total, sans compter les agences internationales, ont envoyé des équipes spécialisées, du matériel spécifique, des dons (en nature et en argent). Dans la première semaine suivant le 17 août, la presse turque a consacré beaucoup de place à l'aide internationale en qualifiant les pays donateurs « d'amis des mauvais jour ».<sup>354</sup> A plusieurs reprises, on a dressé des listes indiquant « quel pays a envoyé quoi », souvent accompagnées de photos des équipes étrangères au travail et des remerciements de la part de la nation turque.<sup>355</sup>

---

<sup>352</sup> Voir les annexes pour la question kurde.

<sup>353</sup> MANGO, Andrew, **The Turks Today**, John Murray, Londres, 2004, p. 98-100.

<sup>354</sup> ERGAN, Uğur, « Karagün Dostları », *Hürriyet*, 24 août 1999, p.8.

<sup>355</sup> Par exemple, voir « Dört bir yandan yardım eli uzandı », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.9 ; « En Büyük Yardım İsrail'den Geldi », *Cumhuriyet*, 19 août 1999, p.4 ; « Almanya'dan 110 Kişilik Madenci Ekibi Geliyor », *Cumhuriyet*, 22 août 1999, p.3 ; « Yardım Yağıyor », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.13 ; KAPTAN, Faik et alii. « Yardım Ekipleri Ulaşan Ülkeler », *Hürriyet*, 19 août 1999, p.2 ; « 51 Ülkeden Yardım Geliyor », *Hürriyet*, 21 août 1999, p.6.

À travers ces articles, la société turque a connu un type d'étranger solidaire et altruiste, qui « déployait des efforts surhumains nuits et jours pour sauver la vie des victimes piégées dans les décombres ». <sup>356</sup> La presse a vite remarqué l'utilité de cette typologie comme instrument de critique contre le gouvernement. La prompt réaction et l'habileté des équipes étrangères faisaient un grand contraste avec la situation de l'administration turque. Dire que « les étrangers étaient là » était une autre façon de dire que « les responsables turcs n'y étaient pas ». Ce contraste a probablement dérangé certains politiques ou bureaucrates aussi. Comme nous l'avons déjà évoqué, le ministre de la Santé avait tenté de dénigrer l'aide internationale. À cet égard, par exemple le quotidien *Hürriyet* « dédiait à monsieur le ministre » un article sur le médecin arménien qui avait sauvé une victime du séisme. Dans le texte on racontait le récit du sauvetage recueilli de la bouche du dit médecin (en soulignant tout de même qu'il était un arménien né en Turquie) <sup>357</sup> Dans d'autres articles, on lisait les propos des sauveteurs étrangers critiquant le manque de préparation et d'organisation des autorités turques. Par exemple, d'après un article paru dans *Hürriyet*, le chef de l'équipe allemande disait que « les hommes politiques turcs ne font que bavarder, non seulement ils nous ont alertés tardivement mais en même temps ils ne font rien ». <sup>358</sup> Il vaut mieux rester prudent au sujet de l'authenticité de ces déclarations sachant que les membres des équipes de sauvetage évitent de faire, par principe, des critiques « politiques » lors des opérations à l'étranger. Autrement dit, nous pouvons imaginer que celles-ci peuvent très bien être les propos du journaliste lui-même qui cherche à faire ses critiques sous couverture.

Le 19 août 1999, *Sabah* a publié sur une page complète des images des équipes de sauvetage au travail avec comme titre « Les Héros ». <sup>359</sup> Les sous-titres étaient plus intéressants (et plus instructifs) que l'article même : « [Donc] l'humanité n'est pas morte », « Le monde est plein de gens gentils [des gens de bonne volonté] ». On évoquait les pays d'origine des « héros » puis on finissait par une remarque, ou plutôt une dénonciation encore plus surprenante : « Les seuls maillons qui manquent à cette chaîne de solidarité internationale sont malheureusement nos frères musulmans. Aucune réaction de la part de l'Arabie saoudite ni des Emirats du Golfe. » <sup>360</sup> Apparemment, si l'altruisme était devenu monnaie courante en un jour, cela ne concernait pas toutes les nations. La presse turque qui

---

<sup>356</sup> ERGAN, Ibid.

<sup>357</sup> LÜLE, Zeynel, « Adalet Hanımı Ermeni Doktor Kurtardı », *Hürriyet*, 27 août 1999, p.27.

<sup>358</sup> GERZ, Rauf, « Alman Uzmanlardan Politikacılara Eleştiri », *Hürriyet*, 23 août 1999, p.7.

<sup>359</sup> « Kahramanlar », *Sabah*, 19 août 1999, p.24.

<sup>360</sup> Ibid.

s'est beaucoup attachée à souligner le rôle de la Grèce et des Grecs n'a pourtant pas été aussi « chaleureuse » envers les Arabes. À plusieurs reprises, on a dénoncé l'insensibilité des pays musulmans au sujet des séismes de Marmara. Par exemple, même un an après le 17 août 1999, on accusait, dans un tableau publié dans *Hürriyet*, les pays musulmans d'insensibilité, à l'inverse des États-Unis et des pays européens.<sup>361</sup> Or, c'était une information erronée : l'Arabie saoudite, le Bangladesh, les Emirats arabes Unis, l'Égypte, l'Indonésie, l'Irak, le Koweït, le Pakistan avaient activement pris part aux secours et parfois à la réhabilitation.<sup>362</sup> Par ailleurs, les pays du Golfe (l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats arabes Unis, le Qatar, l'Oman) ont même accordé des crédits à très bas taux d'intérêt pour la reconstruction.<sup>363</sup> D'après Tinç, les autorités turques ont mis plus de six mois pour finalement leur soumettre un projet afin de voir les fonds débloqués.

Mais il faut préciser que cette hostilité ne concerne pas l'ensemble de la presse turque car les quotidiens islamistes ont beaucoup critiqué cette attitude et ont essayé de favoriser l'aide musulmane, pour « contrer » la presse « non-croyante ».<sup>364</sup> Dans *Zaman*, Kırımlı attirait l'attention sur les efforts d'autres pays comme la Russie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et les remerciait en affirmant qu'il fallait traiter ces pays sur un pied d'égalité sans « se servir du tremblement de terre pour des buts idéologiques » comme ceux qui « discriminaient les pays musulmans ». À son avis, cette attitude était aussi erronée que celle des nationalistes extrémistes qui refusaient toute aide étrangère. Il soulignait également que la Turquie « n'avait rien fait pour les séismes qui ont eu lieu en Afghanistan ou en Iran ».<sup>365</sup> Si les propos de Kırımlı semblent cohérents, il faut indiquer aussi que beaucoup d'auteurs islamistes ont tenu des discours tout à fait idéologiques sur cette question :

« On essaye de transformer le séisme en une guerre de propagande idéologique. On a souligné dès les premières heures après le tremblement de terre comment les pays occidentaux se sont précipités pour nous secourir, Israël en premier ; combien de personnes les sauveteurs français ont aidé ou les chiens avec l'étoile du David ont sauvé. [...] On dirait que l'Occident essaye de faire une guerre psychologique pour réparer 'son image d'ange' brisée en Bosnie. Pour quelques chiens et quelques millions de dollars d'aide

---

<sup>361</sup> TÜFEKÇI, Hasan, « Deprem'in İtibar Skalası », *Hürriyet*, 17 août 2000, p.18.

<sup>362</sup> Voir les tableaux 51, 66, 69 dans **Afet Saha Araştırma Raporu** de ASK, l'Association pour le soutien de la coordination civile contre la catastrophe, Istanbul, 2004, pp. 52-85.

<sup>363</sup> TINÇ, Ferai, « Projesizlik Yüzünden Geç Kalan Yardım », 18 août 2000, p.20.

<sup>364</sup> Voir, par exemple la une de *Zaman* le 30 août 1999 consacrée à cette question « Arapları Üzdük » [*Nous avons brisé le cœur des Arabes*].

<sup>365</sup> KIRIMLI, Hakan, « Deprem, Ruslar, Ukrainerler, Müslümanlar ve Diğerleri », *Zaman*, 25 août 1999.

qu'ils ont envoyés, on oublie leur hypocrisie et regrette les critiques qui ont été faites. [...] Il faut discuter concernant qui a envoyé de l'aide et pourquoi. Si la question est de juger les civilisations, il n'y a aucune raison pour préférer la Grèce au Bangladesh. »<sup>366</sup> Soulignons la remarque de l'auteur à propos d'Israël ; ce type de remarques « anti-sionistes » a vu le jour dans les articles d'autres journalistes des quotidiens islamistes. On a affirmé aussi que l'équipe d'Israël était arrivée non pas pour aider les Turcs mais pour sauver une vingtaine d'Israéliens qui se trouvaient à Gölcük au moment du séisme.<sup>367</sup> Le point intéressant dans les propos ci-dessus est le fait que l'auteur accuse la presse laïque de faire la propagande de l'Occident, donc de politiser la question des aides internationales, alors qu'il affirme bel et bien une position politique.

En fin de compte, nous voyons que la presse laïque, en négligeant l'aide des pays musulmans, et la presse islamiste, en la favorisant, font la même chose : exprimer une position politique sous prétexte de parler de l'aide étrangère ; ce qui montre encore une fois qu'une catastrophe peut devenir un objet et un outil politique sous tous ses aspects. Le choix des pays favorisés par les deux côtés faisait suite à un antagonisme qui existait déjà avant le tremblement de terre. En prenant position par rapport aux pays étrangers qui ont aidé la Turquie, les journalistes turcs redéfinissent leur rapport à la scène politique turque, ils font connaître leur tendance idéologique et critiquent « le camp adverse ». Quant au mépris réservé aux pays musulmans et particulièrement aux pays arabes par une partie des médias, nous pensons qu'il faut en chercher la raison principale dans le processus de modernisation turque : à l'origine, il peut se résumer à un principe simple qui est « la rupture quasi-totale avec l'Orient ». À savoir un changement très profond au cours duquel les Turcs ont adopté des manières de pensée et de vivre occidentales, afin de « rattraper et dépasser l'Occident ». C'est un processus qui a démarré au XIX<sup>e</sup> siècle et qui, malgré tout, continue toujours. La plupart des pays musulmans sont méprisés par les Turcs pour ne pas « avoir avancé d'un cran depuis des siècles ». Surtout les pays du Golfe sont particulièrement dénigrés et désignés comme des cas exemplaires de « non-développement », sauf par les islamistes comme nous l'avons vu. Dans ce contexte, être moderne, c'est refuser l'Orient et tout ce qui est considéré comme appartenant à l'Orient. Il faut ajouter que les pays qui se trouvent sur les ex-territoires ottomans doivent leur mauvaise réputation à « un vieux compte historique » non réglé aussi : selon la version

---

<sup>366</sup> EMRE, Akif, « Depremde Propagada Savaşı », *Yeni Şafak*, 27 août 1999.

<sup>367</sup> Par exemple, « Deprem ve İsrail » de Nasuhi Güngör paru dans *Yeni Şafak* le 29 août 1999 et « Tek İnsanın Değerini Anlamak » de Ahmet Taşgetiren, *Yeni Şafak* le 23 août 1999.

turque de la Première Guerre mondiale, ces populations ont « trahi » les Turcs en collaborant avec les Britanniques qui leur avaient promis leur indépendance et en « poignardant le soldat turc dans le dos ».

Revenons à la question de l'aide étrangère. Dans les jours suivants, une proposition s'est de plus en plus généralisée et a fini par devenir une conclusion qu'on a tirée de la catastrophe : « *Les étrangers sont arrivés avant l'État turc* ». <sup>368</sup> « L'aide internationale qui coule en Turquie a mis fin à la haine de l'étranger que certains mentalités voulaient établir dans notre pays » disait Sertoğlu. <sup>369</sup> Le 24 août, les quotidiens *Zaman* et *Yeni Şafak* ont remercié les équipes étrangères à l'occasion du départ de la plupart d'entre elles. Dans *Zaman*, le titre était clair : « Le séisme a brisé des tabous ». On affirmait que les aides des pays étrangers allaient probablement « pousser les Turcs à revoir leur préjugés et certains slogans » [allusion à « *le Turc n'a pas d'autre ami que le Turc* »]. <sup>370</sup> Dans *Yeni Şafak*, on remerciait « l'étranger » et s'excusait pour l'impolitesse du ministre de la Santé. <sup>371</sup> Dans *Sabah*, « Un des bons côtés du tremblement de terre » affirmait Çandar, « doit être les failles qu'il a causées dans la mentalité de notre peuple. Ces failles dans l'inconscient ont suscité un changement de mentalités et l'absurdité de la maxime « Le Turc n'a d'autre ami qu'un autre Turc » est restée sous les décombres. « Le nationalisme brut » encouragé par les dirigeants du pays jusqu'à aujourd'hui est devenu un débris en soi à cause de l'incapacité des dirigeants mais aussi grâce aux mains qui se sont tendues depuis les quatre coins du monde [...] » <sup>372</sup> D'autre part, certains des chroniqueurs se trouvaient dans un optimisme exagéré comme Tamer : « Moi j'appelle cela *la réconciliation*. Nous nous sommes réconciliés avec l'Occident. Nous avons laissé les maux et les frottements derrière nous. Nous avons la chance de tout recommencer » <sup>373</sup>

Çandar faisait allusion au « nationalisme » dans le contexte turc uniquement mais, de façon symétrique, le tremblement de terre semble avoir créé des failles dans les mentalités en Grèce aussi. Depuis les années 50, les relations turco-grecques étaient tendues pour de nombreuses raisons : la situation respective des minorités turque et grecque dans les deux pays, Chypre, les disputes concernant la souveraineté dans la mer Egée, le soutien accordé aux irrédentistes kurdes par la Grèce (ce qui a abouti à une crise

---

<sup>368</sup> Voir par exemple, ALTAN, Ahmet, « Köktendevletçilerin Bağımsız Türkiye'si », *Sabah*, 21 août 1999, p.22.

<sup>369</sup> SERTOĞLU, Sedat, « Yeni Dönem », *Sabah*, 30 août 1999, p.16.

<sup>370</sup> « Deprem Tabu Yıktı », *Zaman*, 24 août 1999.

<sup>371</sup> « Teşekkürler Yabancı », *Yeni Şafak*, 24 août 1999.

<sup>372</sup> ÇANDAR, Cengiz, « Enkaz Kaldırma », *Sabah*, 2 septembre 1999, p.19.

<sup>373</sup> TAMER, Rauf, « Dışta ve İçte », *Sabah*, 27 août 1999, p.14.

importante lors de l'arrestation du chef du PKK à Nairobi). À chaque fois, « la fierté nationale » avait largement contribué à aggraver la situation et parfois poussé les dirigeants à prendre des décisions irréalistes. Pourtant, seulement quelques mois après l'arrestation d'Öcalan, les premiers avions à atterrir à Istanbul dans le but d'apporter de l'aide et du secours ont été les avions appartenant à l'armée de l'air grecque. Egalement, le gouvernement grec avait envoyé des avions citernes pour aider les responsables turcs à éteindre l'incendie de la raffinerie d'Izmit.<sup>374</sup> Des campagnes de collectes ont vu le jour en Grèce. « Si nous n'aidons pas la Turquie maintenant, quand est-ce que nous le ferons ? » affirmait le ministre de la Défense grec.<sup>375</sup>

Le coup de main grec était très apprécié même par les organes de presse comme *Hürriyet*, dont la position « patriotique » (et provocatrice) en ce qui concerne les relations turco-grecques était bien connue depuis longtemps. Ce quotidien a remercié le peuple grec avec un article dont le titre était en grec : « *Epharisto poli philé* » (merci beaucoup mon ami). La presse grecque n'a pas tardé à répondre en turc avec des titres similaires (« Nous sommes tous des turcs », « Courage, mon frère Mehmet » etc.) et *Hürriyet* en a fait état dans un article.<sup>376</sup> Ajoutons que le même jour, toute la sixième page de ce quotidien était consacrée au « rapprochement » entre les deux pays et à la mobilisation grecque pour aider les victimes du séisme. Mais le commentaire le plus intéressant était sans doute le suivant : « Le séisme et le remerciement de *Hürriyet* ont rapproché les deux côtés de la mer Egée. »<sup>377</sup> Or, *Hürriyet* avait même réussi à provoquer une crise grave entre les deux pays en 1996<sup>378</sup> et, à présent, il se vantait d'avoir joué un rôle important dans le réchauffement des relations. D'autre part, la presse grecque avait aussi « saisi l'occasion », d'où les remerciements de *Eléphrotipia* et de *Ta Nea* aux remerciements de *Hürriyet*, des quotidiens qui se seraient insultés dans des « conditions ordinaires ». Comme la tendance

---

<sup>374</sup> « Yardım Yağıyor », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.13.

<sup>375</sup> ILEM, Murat, « Yunanistan Her Türü Yardıma Hazırdır », *Cumhuriyet*, 22 août 1999, p.3.

<sup>376</sup> SOTROPA, Maria, « Ta Nea : Hepimiz Türküz », *Hürriyet*, 25 août 1999, p.6.

<sup>377</sup> Ibid.

<sup>378</sup> Les journalistes de ce quotidien avaient atterri sur une île minuscule au large de Bodrum, Turquie (*Kardak* en Turc, *Imia* en Grec) avec un hélicoptère pour y planter le drapeau turc car le jour précédent, un groupe de grecs dirigés par le maire d'une bourgade de l'île grecque Kalimnos y avait débarqué pour installer un drapeau grec. Cela a causé une tension entre la Grèce et la Turquie car toutes les deux affirmaient leur souveraineté sur ce « rocher » en réalité inhabité. C'est un bon exemple de l'exploitation systématique des sentiments nationalistes par les médias des deux pays au risque de provoquer des crises. KADRIZTKE, Niels, « Greece's Earthquake Diplomacy », *Le Monde Diplomatique*, juin 2000. Edition en anglais sur Internet <http://mondediplo.com/2000/06/06> Voir aussi KALAYCIOGLU Ersin, **Turkish Dynamics**, Palgrave Macmillan, New York, 2005, p.160.



était au « rapprochement », les médias des deux côtés se sont rapidement adaptés aux nouvelles conditions en diminuant leur dose de chauvinisme.

La valse médiatique et l'atmosphère d'amitié auraient peut-être pris fin en peu de temps si un autre séisme n'avait pas frappé Athènes le 8 septembre. Le séisme de magnitude de 5,9 sur l'échelle de Richter n'avait pas causé beaucoup de dégâts mais sur demande officielle de la Grèce, le gouvernement turc a tout de suite envoyé à Athènes, AKUT, l'ONG vedette et la nouvelle vitrine de la Turquie avec la Sécurité Civile turque. La presse turque en a fait une « saga héroïque » jusqu'au retour des équipes turques, mais c'étaient « l'amitié et la solidarité turco-grecque » qui constituaient toujours l'arrière-plan des articles. Le 11 septembre *Hürriyet* demandait la désignation d'AKUT et d'EMAK, l'équipe de sauvetage de l'armée grecque qui était intervenue en Turquie après le 17 août, pour le prix Nobel de la paix. L'argument principal était que l'intervention mutuelle de ces deux équipes avait montré l'exemple pour les deux sociétés et commencé un processus de paix.<sup>379</sup> Le rédacteur en chef de *Hürriyet* avait recours à une « analogie » étonnante : « Il est tout à fait convenable que le prix soit décerné à ces équipes qui ont renversé de « 180 degrés » les rapports entre les deux pays. Finalement, ce que Menahem Begin et Anwar Sadat, [...], Yasser Arafat et Shimon Perez et Yitzak Rabin ont fait [...] n'était pas différent. »<sup>380</sup>

Nous pouvons nous demander en quoi les efforts et les luttes pour la paix de ces leaders sont comparables aux missions de sauvetage d'AKUT et d'EMAK. Mais de façon surprenante, les autorités turques et grecques ont fait semblant de ne pas se poser cette question. Le 4 septembre, donc seulement trois jours après, *Hürriyet* a porté le sujet à la une en faisant savoir qu'à la fois les Présidents et les Premiers ministres des deux pays soutenaient la suggestion.<sup>381</sup> En réalité, les déclarations de ces derniers étaient, bien que positives, très vagues. Tout en « approuvant » la candidature des équipes de sauvetage, ils ne faisaient pas plus que renvoyer la balle « dans l'autre camp », sans véritablement prendre une initiative en ce sens. « Très bonne idée » disait Kostas Simitis, le Premier ministre grec tandis que son homologue turc, Bülent Ecevit, affirmait que « [les deux équipes] mériteraient tous les prix ». <sup>382</sup> En conséquence, le Prix Nobel n'a pas été décerné à ces équipes, qui ont quand même reçu un autre prix important plus tard, celui du *East-West Institute*. Mais en tout cas « la diplomatie du séisme », comme on l'a baptisé sur le

---

<sup>379</sup> « AKUT 'a Nobel », *Hürriyet*, 11 septembre 1999, p.1 et 7.

<sup>380</sup> EKŞİ, Oktay, « Depremden Dostluk Çıkarmak », *Hürriyet*, 14 septembre 1999, p.21.

<sup>381</sup> « Destekliyoruz », *Hürriyet*, 14 septembre 1999, p.1 et 21.

<sup>382</sup> Ibid.

moment, était désormais en vigueur. En décembre, la Grèce a levé son veto sur la candidature de la Turquie à l'Union Européenne lors du Sommet d'Helsinki. Les visites mutuelles des ministres des Affaires étrangères en 2000 et la signature d'une série de traités bilatéraux ont consolidé ce contexte de rapprochement qui continue depuis et que certains comparent même au rapprochement franco-allemand de l'après 1945.<sup>383</sup>

L'idée généralement admise est que les séismes ont joué le rôle de catalyseur pour le rapprochement. Cela est certainement vrai, mais il ne faut pas oublier qu'un catalyseur ne fonctionne que si les éléments indispensables à la réaction sont déjà disponibles et que les conditions sont appropriées. En réalité, Kostas Simitis, le Premier ministre grec, affirmait déjà sa volonté de changement dans les relations turco-grecques avant les séismes.<sup>384</sup> Il avait remarqué qu'il serait beaucoup plus facile de négocier avec une Turquie visant l'adhésion à l'Union Européenne, donc plus disposée à faire des compromis. En même temps, il avait réalisé qu'une Turquie plus démocratique, plus prospère et membre de l'Union constituerait un meilleur voisin avec lequel il serait plus facile d'assurer la stabilité régionale. Plus récemment, l'amélioration des relations bilatérales signifierait des gains économiques importants pour les deux pays, non seulement au sens de l'augmentation du volume du commerce, mais parce qu'elle entraînerait une diminution des budgets de défense qui constituent un fardeau considérable.<sup>385</sup>

Certains journalistes, comme Ünal de *Zaman*, avaient remarqué cet arrière-plan dès les premiers jours après le séisme. Pour lui, la Grèce était en train d'appliquer une nouvelle politique (conçue par une poignée d'institutions *think-thanks* au milieu des années 90) qui consistait à « embrasser » ses voisins et à les amener à faire des compromis par le biais de « l'appât » européen. Elle l'avait déjà exercée pour l'ex-Yougoslavie et la République de Macédoine et c'était maintenant l'occasion pour séduire la Turquie. Or jusqu'alors la Grèce était beaucoup critiquée sur le plan international pour son agressivité. « Nous

---

<sup>383</sup> YALÇINKAYA, Alaeddin, « From Disaster Solidarity to Interest Solidarity: Turkish-Greek Relations After The Marmara and Athens Earthquakes Within The Concept of Game Theory », *Turkish Review of Balkan Studies*, 2006, p.163 et 167. Disponible en ligne sur : <http://www.obiv.org.tr/2004/Balkanlar/006-YALCINKAYA.pdf>

<sup>384</sup> Ibid., p.165.

<sup>385</sup> Ibid., p.154 et 161. Pour suivre cette nouvelle politique, il était nécessaire de convaincre l'opinion publique grecque qui était marquée par une longue période où « la menace turque » était systématiquement utilisée par les politiques grecs. C'est à ce point que le séisme du 17 août est survenu et est rapidement devenu un instrument. L'affaire Öcalan avait provoqué une série de démissions ainsi que des procès en Grèce, ce qui avait permis à Simitis de pacifier « la clique anti-turque » incapable de s'adapter à cette nouvelle tendance. Maintenant, le tremblement de terre avait préparé le terrain pour une mise en œuvre à grande échelle. Voir aussi MANGO (op.cit.), pp.99-100.

sommes face à une nouvelle Grèce » disait Ünal, « plus civilisée mais insistant toujours sur ses thèses concernant ses problèmes avec la Turquie. [...] Le duo Simitis-Papandreu a non seulement gagné du terrain sur le plan international afin de mettre en œuvre sa politique, mais il a aussi gagné l'affection du peuple turc grâce au séisme et l'appréciation de l'opinion publique internationale par son attitude. Cette nouvelle Grèce ne renoncera pas à ses thèses mais ne se disputera pas [ouvertement] avec nous, donc il sera plus difficile de s'en occuper. »<sup>386</sup>

Quelles que soient les raisons derrière la nouvelle politique grecque ou la réponse de la Turquie à celle-ci, il est clair que le contexte du séisme a créé un lien d'empathie « directe » entre les deux sociétés, de façon indépendante des questions politiques. Il s'agit, depuis 1999, non seulement d'une normalisation des relations diplomatiques, mais aussi d'une amélioration nette dans les relations militaires, commerciales, mais aussi sociales. Autrement dit, il s'agit aussi d'une normalisation de la perception mutuelle des deux sociétés. Deuxièmement, il faut admettre que les séismes ont engendré une sympathie pour la Turquie dans l'Occident, notamment en Europe. La Commission européenne a débloqué des fonds non négligeables pour le secours et la reconstruction dans la zone à travers son Office des Affaires Humanitaires *ECHO*.<sup>387</sup> Les sentiments humanitaires ont probablement joué en faveur de la Turquie lors du sommet d'Helsinki, d'autant plus que la levée du veto grec ne laissait pas de prétexte aux autres pays membres pour refuser de lui accorder le statut de pays-candidat. Mais il serait exagéré, comme l'a affirmé Ünal, « d'imaginer que les sentiments humanitaires soulevés dans l'opinion publique européenne démantelèrent le réalisme politique ». À son avis, l'adhésion de la Turquie à l'Union était liée à deux conditions : 1/ La Turquie devrait vraiment tirer des leçons de la catastrophe, l'accepter comme un *milat* (cf. infra) et réaliser une restructuration qui l'amènerait à remplir les critères requis par l'Union. 2/ Les Européens seraient, eux aussi, obligés de décider quelle sorte d'union ils désiraient, ce qui prendrait encore des décennies d'après l'auteur.<sup>388</sup>

En conséquence, nous pouvons souligner qu'une catastrophe peut devenir une période où la société peut redéfinir son rapport à l'extérieur. Dans le cas des séismes de 1999, nous avons vu comment le stéréotype de l'européen « conspirateur » a rapidement laissé la place à l'Européen « altruiste » dans les médias. Bien entendu, il est exagéré

---

<sup>386</sup> ÜNAL, Hasan, « Yunanistan'la Yeni Dönem », *Zaman*, 28 août 1999.

<sup>387</sup> RAMBERG Britta, « The Two Earthquakes in Turkey in 1999: International Coordination and the European Commission's Preparedness » dans LARSSON Sara et alii., **Crisis Decision Making in the European Union**, CRISMART Crisis Management Research and Training Center (publication n°29), Stockholm, 2005, pp.93-130.

<sup>388</sup> ÜNAL, Hasan, « Uluslararası Ağrılığımız », *Zaman*, 27 août 1999.

d'affirmer que cette redéfinition sera irrévocable. Les changements de conjoncture sont toujours susceptibles d'engendrer des « redéfinitions » similaires mais, pour le cas de 1999, nous pouvons quand même admettre que le discours de la « Turquie menacée » est considérablement discrédité. À cet égard, l'amélioration des relations avec la République hellénique est une conséquence importante de la période post-séisme, sachant qu'une atmosphère de guerre froide régnait entre les deux pays depuis plus de 30 ans. En fin de compte, nous avons donc vu que les acteurs peuvent exprimer leur position politique à travers la dimension internationale d'une catastrophe, ce qui explique les différentes représentations d'un même pays dans les différents organes de presse.

Pour terminer, soulignons un dernier point : l'instrumentalisation de l'aide humanitaire est devenue une tendance très visible depuis le début des années 80. Les États réalisent de plus en plus ce genre d'opérations pour s'en servir comme « vitrine » sur la scène internationale ou pour des enjeux politiques : pour élargir leur zone d'influence, pour signaler leur présence dans une région, pour développer leurs relations diplomatiques. Il n'est pas rare qu'une ONG humanitaire soit soutenue, voir financée par un État dans un objectif politique. La presse turque a beaucoup parlé de l'amitié des pays étrangers dans le contexte post-séisme sans vraiment se questionner sur cet aspect de l'humanitaire. Finalement, il ne faut pas oublier que la Turquie se trouve au croisement des Balkans (donc de l'Europe), du Caucase et du Moyen-Orient et qu'elle est un partenaire économique, politique et militaire important pour bon nombre de pays ou bien qu'elle est susceptible de le devenir. De ce fait, il faut garder à l'esprit que l'aide accordée à la Turquie est certainement liée à des intérêts, autant qu'à la bonne volonté.

## ***2. Les enjeux économiques, politiques et sanitaires de la reconstruction***

Rappelons que « le schéma classique d'analyse et de traitement des catastrophes naturelles » en Turquie exigeait la prise en charge par l'État de la reconstruction des logements détruits. Les séismes de 1999 n'ont pas constitué une exception en ce sens, comme nous pouvons le constater d'après les discours des autorités turques : « Le Président de la République, Süleyman Demirel, a annoncé que toutes les victimes de tremblements de terre seraient placées dans des logements temporaires jusqu'à fin novembre [1999] et que 60 000 logements définitifs seraient construits jusqu'en novembre

2000. »<sup>389</sup> En fait, le gouvernement a « inventé » plusieurs solutions en ce qui concerne les habitations. Dans l'immédiat, les victimes de séismes ont été installées dans des « cités-tentes » et dans des établissements publics disponibles comme les résidences universitaires.<sup>390</sup> Les cités-tentes étaient en général créées par les ONG turques et étrangères « accréditées » ou par l'armée, ce qui assurait un emplacement planifié et une gestion plus ou moins rationnelle ; mais un grand nombre de tentes étaient également distribuées aux individus par les autorités ou par des donateurs. Cela rendait le problème de l'habitat encore plus complexe car beaucoup de victimes, même celles qui possédaient un bâtiment intact, préféraient vivre dans une tente érigée à côté, plutôt que dans le bâtiment. Le traumatisme causé par le séisme du 17 août se faisait ressentir.

Les aides au logement et les crédits ont constitué l'autre volet des solutions immédiates. Les aides étaient sans remboursement : 100 millions de livres turcs (TL) par mois (200 dollars américaines à l'époque) pendant un an pour toutes les victimes ayant vu leur logement moyennement ou lourdement endommagé et 600 millions (1 200 dollars) en une seule fois pour les victimes dont le logement présentait un dommage léger (qu'elles soient locataires ou propriétaires). Pour celles qui ont vu leur lieu de travail endommagé, on avait prévu de 200 à 500 millions de TL (400 à 1 000 dollars) d'aide en une seule fois, qu'elles soient locataires ou propriétaires.<sup>391</sup> Or, ces aides n'étaient pas allouées sans conditions : elles ne concernaient pas ceux qui préféraient vivre ailleurs que dans « les centres d'habitation temporaires » (les cités-tentes et les cités-préfabriqués). En outre, le gouvernement voulait obliger les victimes à retourner dans leurs bâtiments si elles voulaient bénéficier de ces aides.<sup>392</sup> D'ailleurs, pour les propriétaires qui voulaient réparer leur maison ou en acheter une autre, il a été mis en place des crédits variant de 1,5 milliards de TL à 6 milliards de TL selon l'emplacement du logement et le niveau de dommage.<sup>393</sup>

Mais le contrôle par les « experts » des bâtiments endommagés, sous la responsabilité du ministère de l'Équipement, constituait déjà un problème en soi, comme l'ont indiqué les chambres professionnelles concernées par la question. Les trois catégories

---

<sup>389</sup> « Geçici Konut Sorunu Çözülecek », *Cumhuriyet*, 9 novembre 1999, p.3.

<sup>390</sup> Par exemple, le Premier ministre Bülent Ecevit affirmait en décembre 1999 que 6 612 victimes étaient déjà installées dans des établissements publics et qu'il restait encore 29 046 lits disponibles. « 29 bin Boş Yatak Depremzedeyi Bekliyor », *Hürriyet*, 3 décembre 1999, p.15.

<sup>391</sup> ASK, **Afet Saha Araştırma Raporu**, Istanbul, 2004, p.58. Selon le cours du dollar américain en novembre 1999, 100 millions de TL étaient égales à 220 dollars.

<sup>392</sup> Ibid.

<sup>393</sup> Ibid.

(dommage léger / moyen / lourd) ne faisaient pas vraiment sens. Comme nous en avons parlé au sujet « du marché du renforcement » des bâtiments à Istanbul, une construction en béton armé était toujours susceptible d'être risquée car il était en pratique impossible de contrôler la structure interne du bâtiment dans son ensemble, même en prenant des échantillons de toutes ses parties (opération pour laquelle les experts n'avaient ni le temps, ni le dispositif nécessaire dans la plupart des cas). Donc un bâtiment endommagé était en général un bâtiment qu'il fallait détruire, sachant que consolider le bâtiment coûterait presque aussi cher que de le reconstruire. Cette solution est toujours retenue au Japon si le bâtiment ne présente aucune spécificité du point de vue du patrimoine.<sup>394</sup> Or dans le cas turc, les équipes d'expertise décidaient du sort du bâtiment selon une série de critères flous qui aboutissaient finalement à une de ces trois catégories : « Attribuer un niveau d'endommagement à un bâtiment n'est pas aisé. Ainsi en utilisant la même méthode – les mêmes fiches –, les expertises effectués par deux personnes différentes peuvent diverger fortement. Cela est d'autant plus vrai que ces estimations sont souvent effectuées par des personnes non expertes en parasismique : ce travail doit être fait rapidement et les ressources humaines nécessaires sont souvent difficiles à trouver. L'établissement de règles limitant la part du subjectif est donc nécessaire mais difficile à réaliser. »<sup>395</sup>

Rappelons à quel point le bien immobilier est une source d'enrichissement importante en Turquie. Donc les propriétaires n'ont pas hésité à prendre la question comme une question de survie et ont parfois réussi à « convaincre » les experts pour obtenir un changement dans le rapport d'évaluation. Ainsi, un nombre inconnu de bâtiments sont passés de la catégorie « lourdement endommagés » à la catégorie « moyennement endommagés ». Idem pour les bâtiments « moyennement endommagés »... Par ailleurs, même ceux qui ont désiré effectuer les travaux nécessaires se sont trouvés face à une série de difficultés relevant des textes juridiques. Dans le cas d'un immeuble avec plusieurs appartements, il était par exemple nécessaire d'avoir le consentement de tous les propriétaires, mais il était rare que tous soient d'accord pour vivre ailleurs pendant un an jusqu'à ce qu'un nouvel immeuble soit construit, sans parler des frais à prendre en charge, bien entendu.

Le débat autour des bâtiments endommagés n'en est pas resté là. Outre l'aspect technique de l'opération et les pratiques de corruption que nous avons évoquées, d'autres rumeurs circulaient selon lesquelles le gouvernement (en particulier le ministère de

---

<sup>394</sup> EKINCI, Oktay, **Rant Demokrasisi Çöktü**, Anahtar Yayınları, Istanbul, 1999, p.121.

<sup>395</sup> COMBESURE, op.cit., p.8.

l'Équipement) avait ordonné aux autorités de ne pas accorder facilement la qualification de « dommage lourd » et « dommage moyen » pour que le nombre de citoyens devant recevoir les aides au logement soit minimisé.<sup>396</sup> Le but était de forcer les victimes à passer dans les cités-tentes ou dans les cités-préfabriquées, solution déclarée comme moins onéreuse (ce qui est discutable comme nous allons le voir) pour le budget de l'État. En tout cas, le séisme de Düzce a montré que la politique suivie concernant le contrôle des bâtiments touchés par les séismes et l'aide pour la reconstruction n'avait pas été très efficace. La quasi-totalité des bâtiments qui se sont effondrés étaient ceux qui avaient été « réparés », « renforcés » légalement ou illégalement à la suite du séisme du 17 août, un certain nombre ayant passé « l'expertise ». Leurs propriétaires avaient préféré les « maquiller » et continuer à y vivre, voire les louer, plutôt que de les démolir. Soulignons également que « le maquillage de bâtiments » est aujourd'hui un grave problème auquel les autorités turques auront à faire face car on estime qu'un nombre considérable de bâtiments à Istanbul et dans la zone des séismes de 1999 ont été « refaits » pour camoufler les dégâts. Ces bâtiments sont naturellement très vulnérables au risque sismique, et cela est considéré comme un des facteurs qui alourdira le bilan du futur « séisme d'Istanbul ».

Les premiers *préfabriqués* ont été remis aux victimes du séisme fin septembre. Comme la production était largement dépassée par la demande, la distribution se faisait d'après un tirage au sort. Le ministre de l'Équipement, Koray Aydın, disait aux victimes de « ne pas écouter les rumeurs et les provocations » et que « l'État serait toujours de leur côté ».<sup>397</sup> Il entendait par là les « provocations » de ceux qui n'approuvaient pas cette solution d'habitats préfabriqués, par exemple la Chambre des architectes. Oktay Ekinci, président de la Chambre, expliquait pourquoi il était contre cette solution « peu onéreuse » : « Lors du débat sur les logements préfabriqués qui seront construits afin d'installer les victimes du séisme, on s'est focalisé plutôt sur la question des coûts. Les spécialistes calculent que pour le budget qui sera dépensé pour faire des abris de 30 m<sup>2</sup> qui seront démolis plus tard, il est bien possible de construire des logements définitifs et donc qu'il s'agit du gaspillage des ressources publiques par le gouvernement. Un autre sujet de discussion est le fait que cette solution crée un marché extraordinaire pour les producteurs du secteur des constructions préfabriquées qui était un secteur très limité en Turquie.

---

<sup>396</sup> Par exemple, pour Avcılar, le quartier le plus affecté d'Istanbul par le séisme du 17 août 1999, les chiffres évoqués par la mairie et le ministère de l'Équipement étaient très différents : d'après la mairie et le ministère, il y avait respectivement 1 064 et 200 bâtiments légèrement endommagés, 491 et 349 bâtiments moyennement endommagés et 455 et 145 bâtiments lourdement endommagés à Avcılar. Dans « Hasar Tesbitinde Skandal », *Cumhuriyet*, 18 novembre 1999, p.4.

<sup>397</sup> « 184 Prefabrike Ev Hak Sahiplerine Verildi », *Cumhuriyet*, 27 septembre 1999, p.6.

Même si le ministre de l'Équipement Koray Aydın a pris garde de partager le nombre de préfabriqués à construire entre plusieurs entreprises afin de surmonter les critiques, cela ne suffit pas, par exemple, pour empêcher le groupe industriel *T...* de spéculer sur le prix des panneaux de plâtre [élément de fabrication essentiel pour les habitats préfabriqués] car celui-ci a le monopole de la production de ce matériel en Turquie. »<sup>398</sup> Ekinci affirmait également qu'un article « spécial » avait été ajouté aux contrats d'appel d'offres pour donner au ministère le droit de modifier le nombre de logements à construire par l'entreprise gagnante. Cela permettrait au ministère d'accorder des contrats plus importants à un groupe d'entreprises aux dépens des autres qui se contenteraient de construire 500 logements (nombre de base), tout en donnant l'impression de faire de « vrais » appels d'offres.<sup>399</sup>

D'autre part, les logements préfabriqués dont le projet était élaboré par le ministre lui-même<sup>400</sup> « n'étaient même pas susceptibles d'obtenir un note passable s'ils étaient dessinés par des étudiants d'une faculté d'architecture ». <sup>401</sup> Après avoir énuméré les défauts majeurs du projet, Ekinci critiquait le ministère « prétendument nationaliste » pour ne pas avoir cherché – au moins – un peu d'inspiration dans les exemples de l'architecture civile anatolienne.<sup>402</sup> Mais le ministère de l'Équipement a continué à faire construire ce type de logements malgré toutes les critiques et toutes les rumeurs de corruption. « L'État avait promis » de ne laisser aucune personne dehors pendant l'hiver et « fin novembre » était annoncé comme la date limite où tous les logements préfabriqués seraient terminés. « La meilleure réponse à ceux qui prétendent que l'argent dépensé pour les préfabriqués est gaspillé » disait le ministre Aydın, « sera donnée par les citoyens qui s'installeront dans ces logements. Ceux qui ne sont pas conscients de l'épreuve subie par les gens qui ont froid [même] sous les couvertures, qui dorment dans les tentes où le froid règne la nuit, peuvent bien sûr parler comme cela. Mais la vie [la réalité] est fort différente. »<sup>403</sup>

Elle a effectivement été différente. Le nombre de victimes de tremblements de terre qui ont déménagé dans les logements préfabriqués a été beaucoup plus limité par rapport à l'estimation du ministère, qui avait prévu 75 000 logements au début, qui a réduit le

---

<sup>398</sup> Voir l'article « Deprem Soyguncusu » paru dans *Yeni Şafak* le 29 août 1999. D'après l'article, le groupe *T...* avait augmenté de 40 % les prix de son produit appelé *B...pan* (élément de base des structures préfabriquées) après le séisme du 17 août.

<sup>399</sup> EKINCI, *ibid.*, p.132-133.

<sup>400</sup> « Gözler İhalelerde », *Sabah*, 2 septembre 1999, p.6.

<sup>401</sup> EKINCI, *ibid.*, p.133.

<sup>402</sup> *Ibid.*, p.134. Voir l'annexe n° 7 pour une copie du projet, accompagné des points énumérés par Ekinci.

<sup>403</sup> « 184 Prefabrike Ev Hak Sahiplerine Verildi », *Cumhuriyet*, 27 septembre 1999, p.6.



nombre à 25 000 après les critiques,<sup>404</sup> mais qui en avait fait construire finalement 32 640 au cours de 1999. Dans la même période, 11 521 autres étaient construits par le secteur privé comme donation.<sup>405</sup> Néanmoins, les victimes de tremblement de terre n'étaient pas motivées du tout pour s'installer dans leurs logements préfabriqués et beaucoup de logements sont restés vides malgré la pression tacite des autorités. Non seulement les préfabriqués présentaient des défauts importants au niveau de la conception, de la fabrication et du montage, mais le choix de l'emplacement des cités préfabriquées n'était en général pas très adapté car le ministère décidait des lieux disponibles à partir de cartes qui n'étaient pas à jour ou, tout simplement, il ne prenait pas en compte les besoins des futurs habitants.<sup>406</sup> Sefa Sirmen, le maire de la municipalité métropolitaine d'Izmit, affirmait que la demande était d'environ 1 000 logements pour Izmit tandis que le nombre prévu par le ministère était de 15 300.<sup>407</sup>

La plupart des logements préfabriqués n'étaient toujours pas prêts fin décembre, mais le gouvernement remettait les clés aux victimes au cours de cérémonies au fur et à mesure qu'une cité était créée, probablement parce que ces moments constituaient une occasion de faire preuve de l'effort qu'il faisait pour « panser les plaies ». D'ailleurs, les premières pluies de l'hiver avaient déjà confirmé les soucis de ceux qui étaient hostiles aux préfabriqués : l'eau s'infiltrait dans les logements à travers les cheminées.<sup>408</sup> Après une cérémonie de remise de clés particulièrement importante (en présence du Président, du Premier ministre, du ministre de l'Équipement et d'autres autorités) le 24 octobre, les journalistes ont découvert que les logements n'étaient pas achevés : la cérémonie était « bidon ».<sup>409</sup> A la suite d'une cérémonie similaire le 1<sup>er</sup> décembre à Izmit, on a découvert que des victimes de tremblements de terre qui ont reçu leurs clés du ministre en personne étaient en réalité des parents des ouvriers qui travaillaient sur ce chantier. D'après l'article paru dans *Hürriyet*, le promoteur qui n'avait pas pu achever la construction des logements (surtout l'infrastructure) avait fait venir les familles de ses propres ouvriers pour dissimuler la vérité.<sup>410</sup>

---

<sup>404</sup> EKINCI, *ibid.*, p. 133.

<sup>405</sup> ASK, *Afet Saha Araştırma Raporu*, Istanbul, 2004, p.64.

<sup>406</sup> Par exemple, la construction d'une cité de 140 logements sur le delta de Hendek. « Deltaya Prefabrike Konuta Tepki », *Cumhuriyet*, 28 novembre 1999, p.3.

<sup>407</sup> « Prefabrike Sözünde Son Gün », *Cumhuriyet*, 30 novembre 1999, p.3.

<sup>408</sup> « Deprem Konutları Hatalı », *Cumhuriyet*, 12 octobre 1999, p.1 et 19. D'après l'article, les cheminées avaient été ajoutées aux logements après la construction car on n'y avait pas pensé au stade de la conception.

<sup>409</sup> « Anahtar Gösterelikmiş », *Hürriyet*, 24 octobre 1999, p.7.

<sup>410</sup> BAĞDIKEN Mustafa et KAYMAKÇI Bahar, « Prefabrik Müteahhitleri Bakanı Manken Depremzede ile Aldattı », *Hürriyet*, 3 décembre 1999, p.15.

Le 11 décembre, lors de la visite de Koray Aydın et d'un groupe de bureaucrates du ministère de l'Équipement dans une cité-préfabriquée à Düzce, les victimes du séisme qui s'étaient installées dans les logements se sont plaintes de la mauvaise qualité de la main d'œuvre : dans certains logements, les portes ne se fermaient même pas. Les bureaucrates ont « riposté » avec l'argument suivant : « L'État vous donne un logement et vous, vous vous plaignez d'une porte. Ce n'est qu'un détail ! »<sup>411</sup> Dans le même article de quotidien qui reportait l'incident, on affirmait que les victimes trouvaient les logements trop éloignés pour déménager et qu'ils préféraient vivre dans une tente (illégalement) mais en touchant l'aide au logement de l'État : toutes sources et quantités de revenus étaient utiles dans une zone où 150 000 personnes avaient perdu leurs emplois.<sup>412</sup> Le 8 décembre on signalait dans *Cumhuriyet* que seule une infime partie des 2 600 logements préfabriqués construits à Yalova était occupée par les victimes de tremblement de terre.<sup>413</sup> « La Promo pour les préfabriqués » était le titre de l'article paru dans *Hürriyet* le 13 décembre.<sup>414</sup> On affirmait que « l'État ne pouvait pas convaincre les victimes de déménager dans les logements préfabriqués » : « Bien que la plupart des préfabriqués pour lesquels l'État s'est mobilisé afin de finir la construction à la date limite soient achevés à présent, les victimes hésitent toujours à quitter les tentes. [...] Certaines victimes ont affirmé que « beaucoup de personnes qui vivaient dans les tentes étaient au chômage ». « Tout le monde sait à quel point le chômage est important dans la région. Dans les cités-tentes, nous recevons, même de piètre qualité, trois repas par jour. Egalement, nous bénéficions de l'aide au logement. Comment trouverons-nous de quoi manger si nous déménagions dans les préfabriqués ? En réalité nous aussi nous voulons avoir plus de confort mais notre souci principal est de survivre.»<sup>415</sup> Le préfet chargé de la coordination dans la zone de catastrophe parlait de « promouvoir » le passage aux préfabriqués en faisant des dons matériels aux victimes désireuses de s'y installer.

La position du gouvernement, en particulier celle du ministère de l'Équipement était délicate : l'État l'avait promis, toutes les victimes de tremblement de terre seraient au chaud en hiver. Même si elle avait été hautement contestée par les corps professionnels, il avait « inventé » cette solution qui, par ailleurs, avait été rapidement mise en application. Les médias avaient d'ailleurs reconnu que, dans ce sens, il avait eu « plus de succès que

---

<sup>411</sup> « Depremzede Geçici Konutlara İlgi Göstermedi », *Cumhuriyet*, 2 décembre 1999, p.3.

<sup>412</sup> « İki Yıldır Değişen Birşey Yok », *Cumhuriyet*, 16 août 1999, p.7.

<sup>413</sup> « Çadırdan Ayrılmıyorlar », *Cumhuriyet*, 8 décembre 1999, p.3.

<sup>414</sup> ÇATAK, Mehmet, « Prefabrik Promosyonu », *Hürriyet*, 13 décembre 1999, p.24

<sup>415</sup> Ibid.

l'État italien qui n'avait pas pu résoudre la question du logement des victimes du séisme de l'Ombrie [Italie] ». <sup>416</sup> Or, à présent la conduite des victimes mettait en cause « la solution », donc la compétence du ministère, et automatiquement celle du gouvernement. En fait, la façon dont le ministère avait pris en charge la question du logement, mais aussi la question de la reconstruction n'a pas été différente par rapport aux catastrophes précédentes : « Ankara » avait conçu une solution sans chercher à obtenir la concertation entre les différents acteurs concernés par la question. <sup>417</sup> Par conséquent, la politique suivie était inadaptée à la réalité du terrain, comme le prouvait le refus des victimes de s'installer dans ces logements, malgré les conditions hivernales. « Ankara ne peut pas élaborer des politiques » disait Yavuz Donat : « Même si les préfabriqués étaient terminés aujourd'hui, la plupart resteraient vides [...] Prenez les cités-tentes de l'armée à Yalova par exemple. Les tentes sont de fabrication turque, avec trois couches de tissu, complètement isolées contre le froid et le chaud. Elles contiennent un salon, une salle de bain et une chambre, ce qui fait une superficie totale de 32 m<sup>2</sup>. Il existe une école dans la cité, aussi bien qu'un épicier, une crèche et un café. Dans les tentes, il y a des télévisions et des frigos. Ajoutons qu'on distribue trois repas par jour aux habitants. Et maintenant, la question de Sefa Sirmen, le maire d'Izmit : *'Qui laisserait ce confort pour aller dans une maison préfabriquée de 29 m<sup>2</sup>, mais qui ?'* Nous n'avons pas pu trouver de réponse à cette question. » <sup>418</sup> Par ailleurs, le maire soulevait une question importante, celle du coût des logements préfabriqués : « Ils nous apportent de nouvelles ruines tandis que nous nous débarrassons des anciennes. » affirmait le maire. « Si vous ajoutez le coût de l'infrastructure, le coût total des préfabriqués a égalé celui des logements définitifs. Et comme vous le constatez, personne ne s'installe dans ceux-ci. » <sup>419</sup>

Naturellement, le gouvernement a appliqué une série de mesures pour « convaincre » les victimes de tremblements de terre, comme arrêter l'aide matérielle aux citoyens qui préféraient vivre dans les tentes, arrêter la distribution des repas chauds, vider et ramasser les tentes de force, etc. <sup>420</sup> Par exemple dans le département de Kocaeli, le

---

<sup>416</sup> « Bizimki Daha Becerikli Çıktı », *Hürriyet*, 18 décembre 1999, p.1.

<sup>417</sup> Par exemple, le ministère de l'Équipement a interdit d'élaborer des plans d'urbanisation et d'accorder tous permis de construction ou de réparation pendant 5 mois, pour les municipalités des départements touchés par le séisme. « Belediyelerin Artık İmar Yetkisi Yok », *Hürriyet*, 23 août 1999, p.11. Ainsi, le ministère a assuré son contrôle sur la reconstruction.

<sup>418</sup> DONAT, Yavuz, « Bugün 30 Kasım », *Sabah*, 30 novembre 1999, p.21.

<sup>419</sup> Ibid.

<sup>420</sup> PEROUSE, Jean-François, **Turquie : l'après-séismes**, IFEA, Istanbul, 2002, p.7. D'après le quotidien *Zaman*, le délogement *manu militari* des tentes avait été une cause alourdissant la facture du séisme du 12 novembre. Après avoir quitté les tentes et les abris précaires, les habitants qui n'avaient pas les moyens

nombre de personnes vivant dans les tentes est passé de 70 000 à 14 656 de juin en septembre 2000. À Yalova, toutes les cités-tentes ont été vidées à partir de juin 2000.<sup>421</sup> Peu à peu, les préfabriqués se sont vus occupés. Mais en ce qui concerne le problème de logement dans la zone du séisme, globalement la situation n'était guère brillante une année après le séisme. Les victimes survivantes étaient logées en principe de quatre manières différentes : dans leurs anciens logements (théoriquement intacts ou sans risque si touchés par le séisme) ; dans une baraque ou une tente illégale (pour bénéficier de l'aide au logement) ; dans une cité-tente ; dans une cité préfabriquée. Il faut ajouter ceux qui ont été repartis entre les établissements appartenant à l'État (centres de repos, hôtels etc.).<sup>422</sup> Naturellement toutes les victimes, à part celles qui avaient un « vrai logement », ont passé un hiver très difficile. Les conditions précaires dans lesquelles se trouvaient les victimes, aggravées par le chômage, engendraient d'autres problèmes aussi. Dans les cités-tentes où les victimes étaient dépendantes des dons pour subsister, on constatait de plus en plus de problèmes d'incivilité : par exemple, le moindre doute sur l'égalité dans la distribution des vivres pouvait causer des disputes violentes entre les « voisins ». Les conditions d'un hiver très rude se sont fait ressentir en détériorant la santé surtout des personnes âgées et des enfants.<sup>423</sup> Leurs conditions de vie ont fait l'objet d'articles de presse, de reportages, de dossiers télévisés tout au long de l'année 2000.<sup>424</sup>

La question du logement temporaire n'était qu'un seul côté de la médaille, mais elle était étroitement liée à une série de problèmes sociaux, à commencer par le chômage. Un certain nombre de personnes ont vu tout simplement leur lieu de travail être détruit par le séisme ou bien tellement endommagé qu'on a été obligé d'arrêter ou diminuer la production, ce qui s'est traduit par des licenciements. Pour certains, la destruction de leur logement a été à l'origine de leur chômage car ils avaient été obligés de s'éloigner de leur lieu de travail afin de pouvoir s'installer dans un nouvel hébergement. Cela explique partiellement pourquoi la politique de « logement temporaire » du gouvernement a aussi

---

s'étaient vus contraints de vivre dans leurs bâtiments endommagés. Voir BALTA, Ibrahim, « Hasarlı Evlere Zorla Sokulduk », *Zaman*, 15 novembre 1999.

<sup>421</sup> Ibid. p.6.

<sup>422</sup> Il convient de parler d'une solution improvisée par le Centre de coordination civil (*SKM*), un regroupement de volontaires qui a formé plus tard l'Association pour le soutien de la coordination civile contre la catastrophe (*ASK*). Cette solution était de faire des binômes à partir des familles victimes de séisme et des familles d'accueil volontaires. La campagne de SKM s'est élargie ensuite avec la participation du ministère du Travail et des Services sociaux qui l'a articulée à sa campagne « famille fraternelle ». Voir **Afet Saha Araştırma Raporu**, par ASK, Istanbul, 2004, p.60.

<sup>423</sup> ÖZERDEM, Bengüç, « Çadırkent = Sefalet », *Sabah*, 21 septembre 1999, p.17.

<sup>424</sup> Par exemple, la une de *Hürriyet* était consacrée à ce sujet le 25 novembre 1999, cinq jours avant la date limite de livraison des logements préfabriqués.

rencontré beaucoup d'hostilité de la part des victimes. Le problème concernait à la fois « les géants industriels » et les *KOBI*, les établissements à petite et moyenne échelle, comme on les nomme en Turquie. À cela s'ajoutaient les entreprises personnelles, comme les petits commerces ou les magasins d'artisanat.

Par exemple, dans le département de Kocaeli qui assurait environ 13 % de la production industrielle de la Turquie, 345 établissements industriels ont été touchés par le séisme du 17 août, dont 16 lourdement endommagés. Parmi les 329 établissements qui restent (tous moyennement endommagés), 278 étaient des *KOBI*.<sup>425</sup> Dans le premier mois qui a suivi le séisme, l'industrie de la région a pu utiliser seulement 31 % de sa capacité. Pour les six premiers mois suivant la catastrophe, ce chiffre est de 54 %. Une année après le séisme, l'utilisation de la capacité industrielle a pu remonter à 70 %, mais elle était toujours inférieure au niveau antérieur au 17 août 1999 (73 %).<sup>426</sup> Les données concernant le commerce du département de Sakarya avec l'étranger sont très illustratives aussi : en 1999, l'exportation totale du département était à la hauteur de 65 millions de dollars américains contre une importation de 25 millions de dollars environ. En 2000, le département effectuait 40 millions de dollars d'exportation contre une importation totale de 47 millions de dollars.<sup>427</sup> A Düzce (ayant obtenu le statut de département après le séisme), l'utilisation de la capacité industrielle a diminué de 75 - 80 % suite aux séismes. Seulement 600 personnes ont été embauchées dans l'industrie en 2000, tandis que ce nombre s'élevait à la hauteur de 3 500 avant la catastrophe. 41 des 68 installations industrielles qui assuraient la production des armes à feu, industrie principale (et traditionnelle) de Düzce, ont été fermées à cause des dommages causés par les séismes. À Bolu, « le nombre d'actifs assurés ('couverts par une sécurité sociale') serait passé après le séisme du 12 novembre de 51 000 à 30 000. [...] Quant on sait qu'en Turquie la majorité des travailleurs ne sont couverts par aucune sorte d'assurance, il y a lieu de s'interroger quant au chiffre effectif des chômeurs. »<sup>428</sup>

La situation du petit commerce n'était guère différente, naturellement. Pour le seul département de Yalova, « 927 lieux d'activités ont été totalement détruits et 3 250 sérieusement touchés, 5 000 commerçants-artisans se sont retrouvés sans emploi après le séisme ». <sup>429</sup> Même si l'État s'est chargé de reconstruire des lieux de commerce après le

---

<sup>425</sup> ASK, Ibid. p.35.

<sup>426</sup> Ibid., p.36.

<sup>427</sup> Ibid., p.37.

<sup>428</sup> PEROUSE, ibid. p.13.

<sup>429</sup> Ibid. p.13.

séisme, la plupart de ces magasins sont restés vides pour la même raison que les cités préfabriquées ou les logements « durables ». Le choix de leur emplacement étant fait sans concertation préalable avec les futurs usagers dont on n'a pas demandé l'avis. À Kocaeli, 221 entrepreneurs se sont désaffiliés de la Chambre du commerce et 8 560 personnes se sont fait effacer des registres de la Trésorerie en 1999 après le séisme du 17 août.<sup>430</sup> « Au total, le nombre de mises au chômage suscitées par le séisme est estimé entre 58 000 et 120 000. Tout dépend si l'on prend en compte seulement les licenciements liés directement aux séismes ou les débauchages liés directement et indirectement à ceux-ci. »<sup>431</sup>

Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre « l'obstination » des victimes qui ont préféré recevoir l'aide au logement au prix de passer l'hiver sous une tente ou un abri de fortune non isolé plutôt que de s'installer dans un lieu d'accueil désigné par l'État (souvent dans une autre région de la Turquie) ou dans une cité préfabriquée. Soulignons que la situation de ceux qui étaient locataires avant les séismes était encore plus difficile du fait que les loyers avaient augmenté considérablement dans la zone du séisme, tout comme le prix des biens immobiliers.<sup>432</sup> Les conditions de vie des victimes qui avaient un travail ou qui avaient pu en trouver n'étaient pas brillantes non plus : « à cause du chômage qui s'accroît, les employeurs ont développé l'idée de considérer les victimes de séisme comme une ressource humaine bon marché. 'Il [celui qui est victime du séisme] travaillerait partout, quelle que soit la rémunération' disent-ils. »<sup>433</sup>

Un autre aspect qu'il faut souligner concerne les problèmes de santé publique dans la zone de catastrophe. Il ne faut pas oublier que les victimes des séismes étaient fortement marquées aussi par de graves traumatismes psychologiques. Nous pouvons nous permettre d'affirmer que leurs conditions de vie ne les ont certainement pas aidées à se relever plus facilement. Rappelons l'exemple des Istanbulites qui ont vécu dans une psychose collective pendant plus d'un an alors que la ville d'Istanbul était (sauf le quartier d'Avçılar) épargnée par les séismes. Quant aux « véritables » victimes, leur situation était pire : elles aussi souffraient de la même psychose, mais sans doute plus fortement car elles avaient vu (souvent) leurs proches disparaître, leurs biens être détruits et leur vie être complètement bouleversée. Pour une grande partie des victimes qui se sont trouvées dans une cité-tente suite au 17 août ou au 12 novembre, il était question de reconstruire leurs vies tout en subsistant dans des conditions rudimentaires pour ne pas dire primitives.

---

<sup>430</sup> ASK, *ibid.*, p.36.

<sup>431</sup> PEROUSE, *ibid.*, p.14.

<sup>432</sup> Les locataires n'ont pas eu droit à des logements définitifs non plus.

<sup>433</sup> TUNCER Hatice, « Korkunç Bir Ders Aldık », *Cumhuriyet*, 17 août 2000, p.7.

« Quant aux angoisses ressenties par les personnes qui ont vécu la catastrophe de près (ou même parfois de loin), elles affectent à la fois les enfants (50 % selon une étude conduite dans les écoles de Gölcük, Yalova et Adapazarı), les personnes âgées et les adultes sans emploi. Ces traumatismes touchent évidemment en priorité les familles et proches des victimes et des sauveteurs, professionnels ou non, ébranlés par le spectacle qui s'est offert à eux quant ils ont accouru et dû opérer dans les zones sinistrées. »<sup>434</sup> [...] « La perte de sommeil, ou l'altération profonde de celui-ci, est considérée comme un des dysfonctionnements les plus répandus ; ceci d'autant plus que le séisme d'août est intervenu en pleine nuit, saisissant les gens dans leur sommeil. »<sup>435</sup>

Par ailleurs, nous avons parlé ci-dessus des problèmes « d'incivilité » lorsque nous avons évoqué la vie dans les cités-tentes. Il faut ajouter à cela le problème d'intimité : « les *depmezede* (victimes des séismes) souffrent de l'absence cruelle d'intimité qu'impliquent ces formes de logement d'urgence, tant l'entassement est grand. Il en résulterait, d'après le barreau d'Adapazarı, un accroissement subit du nombre des divorces dans les départements les plus touchés »<sup>436</sup>. Des ONG turques ou des groupes de volontaires (qui se sont montés après les séismes) ont été de grande utilité pour aider ces dernières, à travers des consultations ou des séances gratuites (par des psychologues, des psychiatres et d'autres personnels de santé volontaires) ou bien à travers des activités de loisir, des animations ou des ateliers.<sup>437</sup>

En conséquence, les victimes du séisme ont eu à lutter contre plusieurs problèmes en même temps au cours de l'année qui a suivi le 17 août : le problème de logement, le chômage ou la stagnation dans les affaires, les troubles psychologiques et l'obligation, malgré tout cela, de recommencer leur vie.<sup>438</sup> La presse turque, dans son ensemble, déplorait vivement cette situation dans les dossiers consacrés à la première commémoration du 17 août (à noter que pour la première fois, la presse « se souvenait » d'une catastrophe une année après : un changement important par rapport au passé). Mais le gouvernement ne semblait pas être atteint par ces critiques.

---

<sup>434</sup> PEROUSE, *ibid.*, p. 41.

<sup>435</sup> *Ibid.*

<sup>436</sup> *Ibid.*

<sup>437</sup> *Ibid.* Par exemple, un responsable de l'Association des Psychologues de la Turquie nous a affirmé avoir eu 250-300 psychologues, à l'écoute des victimes, sur le terrain pendant plus d'un mois après le 17 août.

<sup>438</sup> Voir par exemple, l'article de *Cumhuriyet* « Deprem Yaşamları Değiştirdi », 25 novembre 1999, p.3.

## ***Section 5. Bilans, leçons et commémorations du séisme***

---

### ***1. 17 août 2000 : le bilan du grand séisme d'après les autorités et d'après la presse***

Le 17 août 2000, le gouvernement a fait un bilan des travaux post-séisme. Lors de la session du cabinet ouverte à la presse<sup>439</sup> le Premier ministre Bülent Ecevit a souligné que « l'État a fait preuve de sa grandeur et de sa force à tous les niveaux. »<sup>440</sup> Le bilan des travaux annoncé le 18 août 1999 était sans doute impressionnant tel qu'il était présenté par le gouvernement : distribution de près de 190 000 tentes à la suite des séismes, mise en place de 162 cités-tentes, démolition des ruines, construction d'environ 43 000 logements préfabriqués, reconstruction de l'infrastructure, reconstruction des bâtiments publics, renforcement temporaire de l'administration et des services publics dans la zone, outre les aides directes aux victimes... Le budget total consacré à ces opérations avait atteint 1 118 000 milliards de livres turcs (LT), ce qui faisait à peu près 1 864 millions de dollars américains.<sup>441</sup> Sachant que dans le contexte turc, des sommes aussi importantes (un k-trillion et 118 trillions de LT) sont en général traduites en dollars américains, nous pouvons imaginer que c'était peut-être un choix délibéré de les prononcer en LT, plutôt qu'en dollars américains (environ deux milliards) pour impressionner l'opinion publique (certains groupes industriels ont fait la même chose).

Le gouvernement se vantait d'avoir résolu les problèmes relatifs aux séismes. Dans les quotidiens libéraux, on témoignait aussi d'un certain effort pour remonter le moral des citoyens, par le biais d'articles intitulés par exemple : « Regard sur l'espoir », « La Turquie qui s'était effondrée il y a un an, s'est relevée en tant qu'un géant de 65 millions »<sup>442</sup>. D'autres articles similaires se focalisant sur la reconstruction dans la région sont parus dans d'autres journaux, comme *Hürriyet* qui a fait un dossier sur le thème de « Il y a un an

---

<sup>439</sup> Il s'agit d'une session où les journalistes ont invités comme participants.

<sup>440</sup> « Büyük İş Yaptık », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.18.

<sup>441</sup> Ibid.

<sup>442</sup> La une de *Sabah* le 17 août 2000.



/ A présent... » avec des photos géantes des quartiers « nettoyés », des ponts d'autoroutes refaits etc.<sup>443</sup> Le titre à la une de celui-ci indiquait : « Nous n'oublierons pas, nous dépasserons [les difficultés ?] » le 17 août 1999.<sup>444</sup> Des listes détaillées, des bilans ont bien entendu accompagné ces dossiers, dans lesquels on reprenait les données annoncées par le gouvernement.

Mais de façon contradictoire, les articles rédigés par les chroniqueurs avaient un ton accusateur, comme si, d'un côté, la presse faisait semblant d'apprécier l'effort du gouvernement tout en continuant, de l'autre, à critiquer ce dernier. Il suffit de survoler les quotidiens turcs datant du mois d'août 2000 pour se rendre compte du fait suivant : la presse monte une image assez « positive » en ce qui concerne la zone du séisme dans ses grandes lignes, mais on remarque très vite que cette première image en cache une deuxième, nettement moins positive. On dirait qu'une interdiction tacite « de critiquer » le gouvernement est en vigueur et que les organes de presse sont « coincés » entre cette pression et celle de la société, qui sans doute est consciente du décalage entre la véritable situation et les affirmations du gouvernement. Donc, si elle se sent obligée de participer à cette opération pour « remonter le moral », la presse ne s'affranchit pas non plus de sa « responsabilité » envers la société qui est de « transmettre la vérité ». Il y a donc non seulement un décalage entre le bilan officiel et la situation actuelle dans les zones touchées, mais aussi un autre décalage entre les unes de la presse et les articles écrits par les chroniqueurs. Les effets produits sont intéressants, comme dans le cas de *Hürriyet* du 18 août : en page 18 nous voyons la déclaration du Premier ministre (*Nous avons accompli un travail énorme*) tandis qu'en page 19, la chronique de Yalçın Bayer a comme titre principal : « *Nous n'avons pas de problème avec l'État, mais nous en avons avec ceux qui le dirigent...* ». <sup>445</sup>

Qu'est-ce que les journalistes reprochaient exactement au gouvernement ? Dans la plupart des articles on évoque plus ou moins les problèmes relatifs à la situation des victimes, l'inefficacité des politiques de reconstruction et de réhabilitation suivies par le gouvernement et les doutes sur l'utilisation judicieuse des sommes collectées pour aider les victimes, ainsi que sur celle des fonds ou des crédits internationaux. De même, comme le slogan à la mode de l'après-séisme était « rien ne sera plus comme auparavant », presque tous les journalistes ont fait l'effort de réaliser une analyse comparative entre la situation

---

<sup>443</sup> « Bir yıl önce, bir yıl sonra », *Hürriyet*, 16 août 2000, p.18.

<sup>444</sup> « Unutmayacağız, aşacağız », *Hürriyet*, 17 août 1999, p.1.

<sup>445</sup> BAYER, Yalçın, « Devletle Sorunumuz Yok, Onu Yönetenlerle Var », *Hürriyet*, 19 août 2000, p.19.

au 17 août 1999 et celle au 17 août 2000, d'où découlent des titres du type « *rien n'a changé* » ou « *nous n'avons pas tiré de leçons* ». Ces arguments avaient deux fondements différents. Premièrement, il s'agissait de la relance des pratiques irresponsables ou corrompues, que ce soit au niveau national ou local. Deuxièmement, « le séisme politique » sur lequel on fondait tant d'espoir n'avait pas eu lieu. Quelques citations du quotidien *Cumhuriyet* l'illustrent bien.

Dans un article dont le titre, « La chaîne de mort s'est solidarisée », a fait la une de *Cumhuriyet*, Ekinçi affirmait que « les responsables de la grande destruction continuaient leurs politiques irresponsables ». <sup>446</sup> Son évaluation était dans ses grandes lignes la suivante : « 1/ Les amnisties urbaines continuent, les constructions illégales sont 'sous garantie'. 2/ La planification est 'annulée'. Les projets de loi relatifs à la planification sont ajournés. 3/ Aucune limite n'a été établie pour les promoteurs, le principe 'sol contre étage' est toujours en vigueur. 4/ Les compétences concernant la planification urbaine sont toujours utilisées sans contrôle scientifique. Il n'est pas question de participer à ces processus fermés. 5/ Les 'modifications d'amélioration' pour les plans d'urbanisation sont toujours en vigueur alors qu'elles jouent un rôle important dans la 'légalisation' de l'urbanisation sauvage. 6/ Le pouvoir politique accorde toujours son soutien aux investissements et aux constructions bloqués par la justice. 7/ Le séisme sert de prétexte pour les tentatives d'ouverture de sites classés à l'urbanisation. 8/ Les zones forestières et les zones d'agriculture sont également ouvertes à l'urbanisation sous prétexte de sismicité. 9/ La même attitude consistant à éloigner les Chambres professionnelles du contrôle des projets et des constructions demeure toujours, le contrôle est renvoyé aux entreprises privées. 10/ Les agglomérations qui ont vu le jour grâce au pillage du territoire sont toujours 'récompensées' par le titre de 'communes'. » <sup>447</sup> Par exemple, Ekinçi indiquait avec étonnement qu'il avait constaté, à Adapazarı, que la municipalité métropolitaine avait repris les mêmes plans d'urbanisation qu'avant le séisme, qui sont susceptibles d'engendrer de nouveau une concentration de populations sur une zone à haut risque, d'autant plus que ces plans ne respectaient pas l'environnement. <sup>448</sup> « On n'a pas tiré de leçons du tremblement de terre » disait-il, « la passion pour l'industrialisation et la 'metropolisation' continue à toute allure. ». D'ailleurs, il soulignait que « le statut de

---

<sup>446</sup> EKINCI, Oktay, « Suç Zinciri Kenetlendi », *Cumhuriyet*, p.1 et 6.

<sup>447</sup> Ibid.

<sup>448</sup> EKINCI, Oktay, « Depremden Ders Alınmadı », *Cumhuriyet*, 18 août 2000, p.6.

municipalité métropolitaine était accordé à la ville d'Adapazarı probablement comme un 'dessous de table politique'. »<sup>449</sup>

Toujours dans *Cumhuriyet*, Engin confirmait que « les mauvaises habitudes » n'avaient pas changé, tout comme « les habitués » : « Ces hommes étaient là avant le séisme, ils étaient là lors du séisme aussi [...]. Ils ont bâti des immeubles de huit, cinq étages sur lesquels ils se sont permis d'ajouter encore quelques 'étages en cachette'. [...] Une nuit, la faille a 'rugi' et ruiné tous ces immeubles. Alors ils ont paniqué. Mais ils se sont vite calmés. Certains ont eu leur part des appels d'offres pour les préfabriqués, d'autres, 'plus costauds', ont fait la queue pour [la construction] des logements définitifs. »<sup>450</sup>

Türenç, de *Hürriyet*, parlait de son étonnement lors de sa visite dans la zone : « Lorsque je me promenais dans Gölcük, qui pourtant a reçu le coup le plus violent lors du séisme, j'ai constaté que l'État n'a pas été capable d'exercer son autorité. [...] même les bâtiments de huit étages lourdement endommagés étaient « maquillés » par leurs propriétaires. [...] Ce n'est pas seulement le cas du Gölcük, mais celui de l'ensemble du golfe d'Izmit. Nous avançons vers la prochaine catastrophe à toute vitesse. [...] Mais à mon avis, ni les gouverneurs, ni les gouvernés ne sont encore arrivés à ce niveau de conscience ».<sup>451</sup>

Les autorités politiques et publiques (qu'on évoque toujours sous le nom « d'État ») étaient accusées d'avoir échoué dans la reconstruction et la réhabilitation de la zone de catastrophe, mais aussi de ne pas avoir « changé de mentalité ». Par exemple Doğru, de *Sabah*, accusait le ministère de l'Équipement de « faire du spectacle » au lieu de produire de véritables solutions : « Turquie, réveille-toi ! A Ankara, le ministère de l'Équipement qui est censé tirer des leçons de séismes [...] ne fait qu'un spectacle. [...] Ils avaient promis que 'rien ne serait plus comme auparavant'. Où est le nouveau type de ville ? Où est le nouveau type de logement ? Où sont les cartes [sismiques] des villes ? Où sont les études de sols ? Où sont les cartes de failles mises à jour ? [...] Bien qu'une année se soit écoulée depuis le grand tremblement de terre qui a causé la mort de 30 000 personnes, les faits principaux qui ont transformé le séisme en une catastrophe demeurent toujours. Les erreurs continuent. Les défaillances continuent. [...] Il n'y a aucun effort sérieux pour renverser les décisions corrompues qui ont provoqué l'industrie et l'urbanisation non-

---

<sup>449</sup> Ibid.

<sup>450</sup> ENGIN, Aydın, « Çark Caddesi'nde Ağır Filozofi », *Cumhuriyet*, 19 août 2000, p.5.

<sup>451</sup> TÜRENÇ, Tufan, « Kafalar Hala Aynı », *Hürriyet*, 17 août 2000, p.17.

planifiées [...]. »<sup>452</sup> Dođru accusait le gouvernement d'avoir fait échapper au contrôle financier les fonds collectés par une manœuvre juridiquement possible mais illégitime. Il contestait aussi le fait que le ministre de l'Équipement avait dépensé une somme considérable du budget du ministère pour sa propre publicité.<sup>453</sup>

L'éditorialiste de *Sabah* reprochait à l'État de « ne pas être suffisamment déterminé et généreux pour remettre sur pied l'économie de la zone de séisme », tout en questionnant la politique du logement dans le même sens que Ekinci et Engin : « Dans cette rubrique nous avons suggéré la distribution des dons directement aux victimes au lieu de construire des logements temporaires et définitifs. Si cela avait été fait, chacun aurait une maison solide pour vivre et l'économie de la zone aurait redémarré en même temps. Mais les politiques n'ont pas osé laisser passer cette occasion de nourrir les promoteurs qui sont leurs partisans, même pour un cas aussi tragique que celui-ci. »<sup>454</sup> Autrement dit, il accusait les membres du gouvernement d'enrichir certains promoteurs ayant des rapports avec leurs partis politiques (et il avait raison d'ailleurs, comme le scandale d'août 2001 au ministère de l'Équipement l'a prouvé. Nous en parlerons ci-dessous).

Pour Atikkan, de *Sabah*, « rien n'avait changé » dans le sens où les hommes politiques ne respectaient toujours pas la loi et les normes : « Lors de la *catastrophe du siècle*, le gouvernement lui-même était une [source de] crise en soi par sa paralysie de 48 heures. 365 jours se sont écoulés depuis et le gouvernement est devenu aujourd'hui, de nouveau, une source de crise par la tension qu'il a créée artificiellement à Ankara.<sup>455</sup> [...] Ankara essaye d'échapper [à sa responsabilité] à travers une crise artificielle qu'il a créée

---

<sup>452</sup> DOĐRU, Necati, « Uyuma Türkiye Sallanyorsun », 25 août 2000, *Sabah*, p.9.

<sup>453</sup> Ibid. La campagne publicitaire du ministre de l'Équipement a été l'objet de nombreuses critiques aussi. Nous allons en parler en détail ci-après.

<sup>454</sup> MENGI, Güngör, « Rahmet ve Gayret », *Sabah*, 17 août 2000, p.3.

<sup>455</sup> Atikkan fait allusion à la tension entre A. Necdet Sezer, le Président de la République récemment élu (mars 2000) par l'Assemblée Nationale et le gouvernement au sujet de la tentative de ce dernier d'élimination des fonctionnaires d'État considérés comme 'fondamentalistes'. Le Président, bien qu'il défende le principe de laïcité, s'était opposé à cette décision du gouvernement car elle était anticonstitutionnelle. D'autres crises ont surgi entre le gouvernement et le nouveau Président jusqu'aux élections de novembre 2002 où le gouvernement de coalition est remplacé par un autre, celui de l'AKP, le parti dit 'islamiste modéré'. Avant d'être élu pour ce mandat, A. Necdet Sezer était le président de la Cour constitutionnelle. En réalité, le gouvernement de coalition l'avait nommé candidat et ensuite l'avait soutenu parce qu'il était le seul nom 'neutre' sur lequel les partis avaient pu se mettre d'accord. La suite des événements a montré qu'on attendait de Sezer qu'il signe tout ce qui était envoyé par le gouvernement', à l'image des Présidents précédents. Au contraire Sezer, étant le premier Président juriste de la République, s'est montré très attaché au dispositif juridique et a bloqué le gouvernement plusieurs fois en dénonçant ses actes illégaux. Comme nous en avons déjà parlé, l'arbitraire et l'abus de pouvoir sont la règle dans la vie politique en Turquie, mais cela nécessite un consentement tacite entre les membres de la classe politique et les autorités publiques. Sezer a 'trahi' dans un sens ce contrat tacite, en empêchant le gouvernement d'appliquer des décisions arbitraires. Cela a poussé le gouvernement à mener 'une campagne' contre lui, mais sans succès du fait que le nouveau Président était très apprécié par l'opinion publique. Voir KAPLAN, Emine, « Seni Biz Seçtik Yetkin Yok », *Cumhuriyet*, 30 août 2007, p.9.

lui-même. [...] Non, aucune leçon n'a été tirée parce que nous entendons toujours cette même mentalité mégalomane produire des prétextes 'bons marchés' du genre 'l'ampleur de la catastrophe était trop grande'. Non, aucune leçon n'a été tirée parce que la Turquie qui a été vaincue par le séisme n'a pas été capable de créer un nouveau modèle de Turquie dans le contexte post-séisme. Le 17 août 1999 était la catastrophe du non-respect du droit et des normes. [...] Les habitants de Gölcük disent 'nous n'avons pas tiré de leçons'. La véritable leçon [qu'il fallait tirer] était l'attachement au droit et aux normes. Il paraît que c'est la société civile qui est en train d'élaborer le 'syllabus' de cette leçon. Nous devons une seule chose à ceux qui ont perdu leur vie et à leurs familles : réclamer *une Turquie des normes*. »<sup>456</sup>

## ***2. Le séisme ne fait-il pas la société civile et « le citoyen » ?***

Les hommes politiques, les autorités publiques, les élus locaux n'étaient pas les seuls à être accusés de « ne pas avoir tiré de leçons ». On ne constatait pas de changement de mentalité au niveau individuel non plus. Dans la zone de séisme, on « réparait » en apparence les bâtiments endommagés (à risque) pour les habiter de nouveau, on ne respectait toujours pas les plans d'urbanisation, on faisait pression sur les élus locaux afin de pouvoir construire des bâtiments de huit, dix étages sur les terrains qui venaient à peine d'être nettoyés des ruines.<sup>457</sup> Naturellement tout cela soulevait une autre question : où était le citoyen ? Dans les jours suivant le séisme du 17 août, un des éléments du discours de « rien ne sera plus comme auparavant » avait été « la prise de conscience du citoyen ». Le citoyen, surtout la victime de tremblement de terre, ne pouvait plus continuer sa vie d'avant car il avait vu de ses propres yeux combien cela pouvait lui coûter cher de vivre dans un tel système. On avait avancé l'idée que le citoyen serait attentif à ce que les principes du génie civil ainsi que ceux de l'urbanisme soient respectés. Or, c'était le citoyen lui-même qui « insistait pour ne pas tirer de leçons ».

---

<sup>456</sup> ATIKKAN, Zeynep, « Ders Alınmadı », *Sabah*, 17 août 2000, p.10.

<sup>457</sup> Nous avons personnellement entendu parler aussi de ces faits lors de nos études dans la zone de séisme, tout comme de nombreux journalistes. Voir par exemple, l'article de Tufan Türenç: « Deprem Edebiyatı Felaketi Önlemez » (*Les discours de séisme n'empêchent pas la catastrophe de survenir*), *Hürriyet*, 18 août 2000, p.19.

Dans sa rubrique, Engin disait « être victime du tremblement de terre sans pouvoir être citoyen ». Après avoir décrit comment les victimes « faisaient la queue » devant les caméras, les reporters, pour se plaindre à l'occasion de la commémoration du 17 août, il transmettait les diverses plaintes : « les élus locaux qui ont distribué les aides à leurs partisans, les 'malins' qui ont stocké des radios, des plaques chauffantes dans leurs tentes et qui les ont revendues après, les histoires infinies sur les injustices vécues lors de la distribution des préfabriqués, les plaintes concernant le choix de l'emplacement et des promoteurs pour la construction des logements définitifs, les chefs de village qui se sont enrichis en acceptant des dessous de table pour accorder des certificats de victime<sup>458</sup>, les personnes qui ont vu leur terrain saisi. [...] Tout le monde se plaint, tout le monde a l'idée d'être traité injustement et tout le monde croit, avec certitude, qu'il a raison. »<sup>459</sup>

« Et tout le monde attend quelque chose de *quelqu'un*. De l'État, de la mairie, des associations, des communautés religieuses, des sectes, des partis politiques... C'est-à-dire de tout le monde sauf de *soi-même*. Dans la zone de séisme, il existe des centaines de milliers de victimes de tremblement de terre. [Mais] dans la zone de séisme, le nombre de *véritables citoyens* qui sont susceptibles de déterminer leur sort, de s'aider eux-mêmes d'abord, de comprendre qu'il ne peut pas y avoir de sortie individuelle et que l'organisation et la solidarité sont la seule solution pour affronter cette impuissance mortelle, est limité, tellement limité à en avoir peur, à en devenir fou de rage, à balayer tout espoir. Même devenir victime de tremblement de terre, vivre la terreur du tremblement de terre et se retrouver tout seul après le séisme n'ont pas été suffisants pour engendrer 'un grand saut', une prise de conscience au niveau collectif au sens de devenir citoyen. »<sup>460</sup> Or, il ne faut pas oublier que *le véritable citoyen*, « produit par la catastrophe », était un élément fondamental du discours sur la société civile et automatiquement de celui sur le *nouvel ordre social*, un élément sans lequel le changement sociopolitique ne serait guère possible.

Si le citoyen turc n'avait pas repris conscience, quelle était la situation de la société civile turque ? « Le tremblement de terre avait choqué la Turquie. Notre souffrance était grande, mais nous étions excités aussi. Souvenez-vous comment des centaines de milliers de gens se sont mobilisés pour aider les victimes. [...] Nous avions de l'espoir. Le séisme avait fouetté la société. Il nous avait fait connaître les incapacités d'Ankara, des politiques,

---

<sup>458</sup> Certificat nécessaire pour avoir droit à un logement temporaire ou définitif, ainsi qu'aux aides financières directes.

<sup>459</sup> ENGIN, Aydın, « Depremzede Olup Yurttaş Olamamak », *Cumhuriyet*, 18 août 2000, p.5.

<sup>460</sup> Ibid.

de l'administration avec la même violence qu'une gifle qui atteint notre visage. Rien ne pourrait être comme auparavant. Désormais nous serions les maîtres de notre propre destin. [...] Qu'est-ce qui s'est passé après ? Je crains que l'on ne doive répondre : rien d'important. L'excitation s'est consumée au fur et à mesure que le temps est passé. Les organisations volontaires se sont dissoutes. Les réseaux sur Internet se sont tus. Les gens sont retournés à leur vie quotidienne. Ankara n'attendait que cela. Il espérait que l'euphorie du citoyen aurait disparu en très peu de temps. Il avait raison. Dès que la réaction de la société s'est atténuée, il a laissé sa culpabilité de côté, est redevenu l'Ankara habituel que nous connaissions. Je demande avec toute sincérité : qu'est-ce que le tremblement de terre a changé ? Rien. *L'ancienne Turquie* est revenue comme si rien ne s'était passé. Nous continuons de là où nous nous étions arrêtés. »<sup>461</sup>

Essayons de résumer les propos des auteurs que nous avons cités ci-dessus : 1/ Ni *la société* ni *l'État* n'ont tiré de leçons des séismes de 1999 : l'urbanisation « sauvage » continue à toute vitesse, il n'y a pas de véritables mesures de prévention contre le risque sismique, le clientélisme domine la scène politique, les pratiques corrompues sont monnaie courante et « l'État a toujours raison... » 2/ Il n'est pas possible de parler d'un changement sociopolitique visible suscité par la catastrophe : le « véritable » citoyen n'est pas au rendez-vous (celui qui était censé demander le versement des comptes et devenir la pierre angulaire de la société civile turque) ; quant à la société civile, on en entend parler de moins en moins. Cependant, il y avait aussi des auteurs affirmant le contraire :

Çandar, qui parlait de « la nouvelle carte spirituelle et mentale de la Turquie dessinée après le 17 août »<sup>462</sup> et du « processus du 17 août »<sup>463</sup>, affirmait aussi qu'une année après le tremblement de terre, la situation dans la zone de catastrophe n'était pas brillante. Mais à ses yeux, le 17 août demeurait toujours un *milat* : « La Turquie n'est pas la même. Le Président de la République qui n'a pas pris la peine de mettre le pied dans la zone de catastrophe, même pas une seule fois, [...] n'est plus à Çankaya.<sup>464</sup> [...] ». En effet, Çandar associait deux événements politiques (la nomination de Necdet Sezer à la présidence, l'attribution du statut de pays candidat à la Turquie par la Commission Européenne) et le « processus du 17 août ». Egaleme nt, il pensait que les tremblements de terre ont créé la société civile : « Si on peut vraiment parler d'une 'initiative de société

---

<sup>461</sup> AKAT, Asaf Savaş, « Bir Yıl Sonra », *Sabah*, 17 août 2000, p.11.

<sup>462</sup> ÇANDAR, Cengiz, « 17 Ağustos Haritası », *Sabah*, 4 septembre 1999, p.16.

<sup>463</sup> ÇANDAR, Cengiz, « 17 Ağustos Süreci », *Sabah*, 14 septembre 1999, p.17.

<sup>464</sup> Çankaya est le nom de la colline d'Ankara sur laquelle se trouve la résidence présidentielle et aussi celui du quartier qui l'entoure, avec un bon nombre de ministères et d'autres institutions publiques.

civile' en Turquie, cela n'a été possible qu'après le 17 août. 'La société civile' de la Turquie a confiance en elle, et c'est une condition indispensable pour devenir une 'nation moderne'. [...] Si vous observez 'l'État', vous verrez que rien n'a changé, mais du point de vue de la société, oui, le 17 août est un *milat* et c'est ce qui est essentiel. »<sup>465</sup>

Un tableau publié dans *Hürriyet* à l'occasion du 17 août 2000 nous paraît particulièrement intéressant dans le sens où il désigne les acteurs « gagnants » et « perdants » du *processus du 17 août* pour emprunter le terme de Çandar et illustre, en même temps, comment les médias « fabriquent la réalité » dans le contexte turc. D'après le journaliste qui avait préparé « l'indicateur de prestige du séisme » (titre du tableau), le séisme du 17 août « avait assuré davantage de prestige à un grand nombre d'institutions » tandis qu'un autre groupe d'institutions en avait perdu. « Les gagnants » étaient : AKUT, la société civile, les forces armées turques, l'Observatoire de Kandilli, Israël et la Grèce, les médias [turcs]. « Les perdants » étaient respectivement : le Croissant-Rouge, les mairies, le ministère de la Santé, les opérateurs de réseaux de téléphonie, la presse 'religieuse extrémiste', les entreprises de construction, les pays musulmans, le ministère de l'Équipement.<sup>466</sup> Les raisons pour lesquelles chaque gagnant ou perdant avait mérité son titre sont énumérées en dessous de leurs noms. D'ailleurs pour la société civile, nous pouvons lire : « Les citoyens se sont précipités dans la région dès les premières heures après le tremblement de terre avec leurs propres moyens. Les produits alimentaires, les vêtements, les tentes qui ont été collectés par des centaines de campagnes ont été acheminés dans la zone dans les plus brefs délais. »<sup>467</sup>

Nous pouvons considérer ce tableau comme une schématisation réductionniste du contexte post-séisme, surtout à cause des « raisons » pour lesquelles ces acteurs ont été désignés comme perdants ou gagnants. Ces arguments sont souvent dépourvus de sens et parfois absurdes, mais c'est notamment à ce point-là que le tableau nous paraît un objet important : nous pouvons constater que son auteur a dû « forcer les choses » et même fabriquer des arguments incohérents pour justifier son schéma, afin que celui-ci puisse rester en conformité avec les discours dominants du contexte post-séisme ; c'est-à-dire le

---

<sup>465</sup> ÇANDAR, Cengiz, « 17 Ağustos Süreci », *Sabah*, 14 septembre 1999, p.17. Berberoğlu du quotidien *Hürriyet* écrivait : « ...le prestige de la société civile reste en place. Les organisations volontaires deviennent de plus en plus importantes aux yeux du peuple face à l'incapacité organisationnelle des institutions publiques. » dans BERBEROĞLU, Enis, « Sivil Toplum Rüşünü Kanıtladı », *Hürriyet*, 17 août 2000, p.12.

<sup>466</sup> TÜFEKÇİ, Hasan, « Depremin İtibar Skalası », *Hürriyet*, 17 août 2000, p.18.

<sup>467</sup> Il faut souligner que, dans ce tableau, les médias se voient (comme d'habitude) attribuer le titre de « gagnants » pour avoir « fait état des événements dans toutes leurs dimensions [...] et envoyer leurs 'flèches de critiques' impitoyablement dans toutes les directions ». Ibid. Voir les annexes pour une traduction complète du tableau.



discours de *milat* ou le discours de *l'acte de naissance de la société civile turque*, par exemple. Ce n'est pas un texte aussi élaboré que l'article de Cengiz Çandar que nous avons cité ci-dessus, mais malgré sa simplicité nous pouvons remarquer que c'est la même manière de voir les choses qui s'exprime à travers ce tableau : *les séismes de 1999 constituent un tournant important pour la société turque. La Turquie a changé depuis et elle continuera à changer*. Il s'agit ici de l'affirmation d'une volonté, d'un désir ainsi que de la description de la réalité. Comme cela a été le cas suite à l'assassinat de Uğur Mumcu ou du scandale de *Susurluk*... Nous pouvons imaginer que les auteurs comme Çandar s'attachent à ce discours de changement délibérément, tout en étant conscients du décalage qu'il présente avec la réalité du terrain. L'important est d'affirmer croire au changement et de reproduire les discours qui y sont associés dans l'espoir de le stimuler dans la réalité. Nous verrons plus tard que les ONG turques agissent de façon similaire en reproduisant le discours de changement pour justifier leur position et s'assurer davantage de légitimité face aux autres acteurs.

À l'occasion de la commémoration du séisme du 17 août, Altan faisait une analyse intéressante au sujet du changement sociopolitique en Turquie. Pour lui, les tremblements de terre devenaient des catastrophes en Turquie car les dynamiques internes de la Turquie n'étaient pas suffisantes pour qu'elle se modernise elle-même. « Depuis notre jeunesse, nous étions bien conscients de l'incapacité de la Turquie à se transformer. Alors pourquoi ne nous sommes-nous pas intéressés à 'ce qui était possible' mais nous sommes-nous focalisés sur 'ce qui devrait être' ? [...] Les écrivains de la génération précédant la nôtre m'avaient dit à plusieurs reprises que la Turquie n'avait pas la force de se transformer. [...] Et la Turquie a fini le XX<sup>e</sup> siècle avec un grand fiasco. Tandis que l'Union Européenne a atteint le niveau de 20 000-30 000 dollars de PIB par personne, la Turquie reste au niveau de 3 000 dollars par personne. Et la conscience en matière de droit ? Elle était meilleure même au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les 'dominants' de la Turquie ne peuvent résister que 15-20 ans de plus à la dynamique de changement et de transparence accélérée par le processus de globalisation. Entre-temps, on ne peut pas savoir si un séisme à Istanbul aura lieu ou non, mais une telle catastrophe mettra sûrement en évidence dans quelles impasses la Turquie se trouve. »<sup>468</sup>

---

<sup>468</sup> ALTAN, Çetin, « 18. Yüzyılın da Gerisinde Olan Ankara », *Sabah*, 16 août 2000, p.4.

### ***3. La commémoration organisée par les initiatives civiles***

Après avoir parlé de la position du gouvernement et de la presse, il convient d'évoquer la façon dont la commémoration du 17 août a été perçue et vécue au niveau individuel, bien entendu surtout par les victimes du séisme. Les raisons qui ont rendu cette catastrophe différente par rapport à d'autres survenues dans le passé (un relatif changement de perception des catastrophes dans la société au sens de sortie du fatalisme, l'ampleur de la catastrophe et sa couverture médiatique, les particularités de la zone touchée et celles des populations y demeurant...) l'ont rendu différente dans sa prise en charge par la mémoire collective aussi. Pour la première fois, des cérémonies de commémoration ont été organisées pour les victimes d'une catastrophe en Turquie et ce presque sans aucune contribution des autorités.

D'ailleurs, les autorités politiques étaient pour « un retour à la normale » le plus vite possible, ce qui justifiait à leurs yeux l'inutilité de telles cérémonies : ce n'était plus la peine de démoraliser les citoyens, ni de critiquer *l'État*. Naturellement le gouvernement préférait, à l'occasion de l'anniversaire, mettre en avant « l'aspect reconstruction » que « l'aspect gestion de crise » ou « l'aspect prévention ». Néanmoins, lorsque des cérémonies et d'autres activités ont été organisées à l'initiative des victimes et de certaines ONG turques, les autorités ne sont pas intervenues. Probablement, parce qu'elles n'étaient pas en mesure de le faire : à ce moment-là, la question des séismes était encore une question très délicate, la société n'avait pas encore oublié la paralysie des services publics suite au séisme et le discours de « l'État paternel qui panse les plaies » n'avait (presque) plus de validité, vu le déroulement des travaux post-séisme engagés par de l'État. Par ailleurs les médias, pour lesquels la catastrophe constituait un cadre de critique *sine qua non* depuis un an, étaient ouvertement favorables à une commémoration « active ». Ils faisaient un effort visible pour montrer qu'ils « étaient avec les victimes », qu'ils « demandaient toujours le versement des comptes à leur nom » : comme en témoigne l'exemple du comité éditorial de *Hürriyet* qui a tenu sa réunion quotidien à Gölcük le 16 août 2000, sur un terrain où existait un bâtiment avant le 17 août 1999.<sup>469</sup>

---

<sup>469</sup> Voir *Hürriyet*, le 16 août 2000, p.19 et le 17 août 2000 p.1 et 15.

Une quarantaine d'ONG turques, rassemblées sous le nom de « L'initiative du 17 août »<sup>470</sup> ont organisé une campagne baptisée « Ne dors pas Turquie, moi je ne dors pas » et appelé les citoyens à « s'habiller de couleur noire, ne pas dormir, allumer les lumières et siffler dans des sifflets à 3h02 ».<sup>471</sup> « L'initiative » était composée essentiellement des associations de victimes de tremblement de terre, d'une partie des associations de sauvetage (dont AKUT ne faisait pas partie) et d'autres ONG de tendance politique de gauche comme *La Fondation pour l'Histoire, L'Association des Citoyens d'Helsinki, L'Association pour le soutien de la vie moderne, La Fondation des volontaires de l'éducation de Turquie... L'Association pour le soutien de la coordination civile contre la catastrophe* figurait naturellement parmi les participants et elle jouait sans doute un rôle important dans l'organisation des travaux. Le groupe a fait une déclaration à la presse le 10 août pour donner son point de vue sur différents thèmes liés aux séismes de 1999, dans laquelle il suggérait aux citoyens plusieurs sortes de manifestations non-violentes, et comme nous l'avons vu, très symboliques : se vêtir de noir (couleur de deuil), allumer les lumières à 3h02 et faire du bruit (reproduire le moment du séisme d'une certaine façon)...

Le texte de la déclaration<sup>472</sup> faite par cette initiative nous donne des éléments intéressants sur la logique des créateurs de cette campagne : « Ces 45 secondes nous ont appris beaucoup plus que nous n'aurions pu apprendre en 45 ans. Cette nuit-là nous avons compris que c'était l'urbanisation sauvage tolérée par un désir de rente qui tuait les gens, et non le séisme. [...] La mort de victimes qui ont attendu des sauveteurs jusqu'à leur dernier souffle était due à l'incompétence de l'État et non à la fureur de la nature, et cela, nous ne l'oublierons pas ! Malheureusement nous devons la naissance du mouvement de société civile le plus important de la Turquie à ces 45 secondes. C'est dans cet enfer, dans les cris et les hurlements que nous avons appris la solidarité. Nous avons pu comprendre ce que voulait dire être 'citoyen', venir au secours, réclamer des comptes. » Ensuite, on appelait les autorités à « assumer leur responsabilité » et « les citoyens à s'organiser ». Le texte continuait sur le ton d'un ultimatum, avec six articles. On voulait savoir « le véritable bilan des pertes », ce qu'étaient devenus « les responsables de la catastrophe », comment étaient utilisés les fonds collectés, quelle était l'opinion des autorités sur les droits des victimes... « Nous appelons l'État à assumer la responsabilité que la Constitution lui attribue, c'est-à-

---

<sup>470</sup> Le groupe (appelé *17 Ağustos Etkinlikleri Çalışma Grubu* en turc) a produit, par ailleurs, un rapport d'évaluation de la situation dans les lieux touchés par le séisme. **17 Ağustos'u Unutma - Deprem Bölgelerinde Son Durum**, dans [http://www.belgenet.com/deprem/17agustos2000\\_2.html](http://www.belgenet.com/deprem/17agustos2000_2.html)

<sup>471</sup> « Bu Gece Uyumayacağız », *Sabah*, 16 août 2000, p.18.

<sup>472</sup> « Déclaration du 17 août », par l'Initiative du 17 août. Voir [www.belgenet.com/deprem/17agustos2000\\_1.html](http://www.belgenet.com/deprem/17agustos2000_1.html)

dire nous protéger nous et nos biens contre les calamités » affirmait-on, « nous n'oublions rien, nous ne pardonnons pas aux responsables ».

Un journaliste de *Sabah*, Ataklı, s'opposait vivement à cette campagne : « Sous le prétexte de rappeler le séisme, ils nous rendront tous malades » disait-il. Les activités prévues par le groupe du 17 août ne servaient qu'à démoraliser les citoyens. « A quoi bon se réveiller la nuit si notre maison n'est pas solide ? A quoi bon allumer les lumières si nous ne pensons pas à contrôler avant de louer ou acheter un appartement ? Quel est l'intérêt de s'habiller de noir si nous ne suivons pas les préparations pour les [prochains] séismes, même au niveau des quartiers ? Pourquoi attacher un ruban noir à notre voiture tout en cherchant à ériger des bâtiments à plusieurs étages sur notre terrain qui se trouve sur la faille ? Maintenant, l'Initiative du 17 août me dira : « c'est pour résoudre tout cela que nous planifions cette campagne. » C'est vrai, mais ce sont finalement des initiatives populistes destinées à faire la publicité d'un groupe de personnes. Dans quelques temps, chacun se focalisera sur sa vie et tout sera oublié. En ce qui concerne le séisme, notre santé mentale est aussi de première importance. Il ne faut pas la négliger.»<sup>473</sup>

À titre personnel, nous avons pu participer aux cérémonies de commémoration à Değirmendere, une bourgade voisine de Gölcük, très sévèrement touchée par le séisme car étant presque sur l'épicentre. L'atmosphère était très tendue. Nous y étions invités en tant que membres d'AKUT mais apparemment ce titre ne suffisait pas à assimiler notre groupe à « des gens du coin ». Certains des habitants du lieu nous ont même insultés sans raison : les victimes étaient en colère « contre le reste du monde ».<sup>474</sup> Visiblement, l'Association des victimes de tremblement de terre de Değirmendere jouait un rôle important dans l'organisation et le déroulement des manifestations. Les victimes habillées en noir, portant des bougies, des torches et des pancartes « anti-État », ont prononcé des slogans assez « durs » pour demander (en général) « le versement des aides/indemnisations » pour ceux qui ont perdu la vie. À 3h02, une guirlande noire a été posée sur le monument des victimes du séisme suite à un discours « agressif » tenu par une victime. Ce soir-là, nous avons eu l'impression qu'une simple tension ou un malentendu entre les autorités et les autochtones pourraient rapidement dégénérer en agitation violente, pour ne pas dire en soulèvement.

Il faut comprendre que chaque acteur a vu une opportunité différente dans la commémoration du tremblement de terre du 17 août 1999. Chacun a tenté de privilégier un

---

<sup>473</sup> ATAKLI, Can, « Depremi Unutmayalım Derken Milleti Ruh Hastası Yapacaklar », *Sabah*, 16 août 2000, p.6.

<sup>474</sup> Par exemple, les membres d'AKUT qui ont participé aux cérémonies à Gölcük ont été agressés par un groupe « agité ».

aspect spécifique de l'évènement qu'il avait considéré comme utile. Par exemple, le gouvernement a essayé de monter une *success story* en partant des travaux faits dans la zone de catastrophe, mais en même temps il a préféré passer sous silence l'absence de véritable effort de prévention concernant les séismes à venir. Car, le 17 août 2000 devait être un symbole du « retour de l'État tout-puissant » et non celui d'innombrables défaillances de l'appareil étatique et du système politique. Il constituait en outre une bonne occasion d'investissement politique : c'est sans doute dans cet esprit que les affiches géantes du ministre de l'Équipement ont décoré les murs et les panneaux dans la zone de séisme.<sup>475</sup> Par ailleurs, les médias n'étaient pas vraiment devancés par le ministre en termes de populisme. Comme nous l'avons affirmé ci-dessus, les grands journaux surtout se sont empressés de prouver qu'ils étaient « du côté du peuple ». Quant aux ONG, surtout celles qui sont nées après les séismes, elles avaient certainement intérêt à rappeler la catastrophe à la société au risque de « rendre tout le monde malade ». Autrement dit, les ONG qui assuraient leur légitimité à travers des activités liées au séisme désiraient que la société en garde un souvenir vif. N'était-ce pas valable pour toutes les ONG turques ? Sans doute, car elles étaient bien conscientes, elles aussi, que la société civile turque avait gagné du prestige à la suite du 17 août. Et si les ONG voulaient voir leur prestige, donc leur légitimité et leur champ d'action continuer à s'accroître, elles étaient obligées de s'assurer que le séisme ne s'effaçait pas de la mémoire collective (et qu'il y demeurait dans sa version non-officielle, telle qu'elle est présentée par les ONG elles-mêmes). Mais pour la « simple victime », l'essentiel était plutôt de réclamer « son dû » en attirant l'attention sur sa situation et d'affirmer sa colère contre un « système corrompu » qu'elle considérait comme étant à l'origine de la catastrophe.

À ce sujet, Ekinçi parlait d'un « spectacle à l'occasion de la première commémoration ».<sup>476</sup> Sous sa rubrique, il se demandait ce qu'était finalement le résultat des activités de commémoration : « Les politiques, les bureaucrates [...] les universitaires, [...] plusieurs individus ou institutions ont transformé la commémoration en un spectacle. [...] Même si un ministère veut transmettre ses messages à la population, utiliser les photos 'artistiques' du ministre lui-même n'est pas la bonne façon pour atteindre ce but. [...] Probablement pour des raisons similaires [à celles du ministre] notre média 'populaire' a

---

<sup>475</sup> Le ministre a été critiqué par presque tous les quotidiens pour cette raison. Par exemple voir « Deprem Afişiyile Reklam », *Radikal*, 16 août 2000. Ces posters montraient le ministre dans différentes scènes, par exemple en train de regarder dehors par la fenêtre d'un logement (en construction) pour les victimes, souriant au caméra avec une petite fille dans les bras devant d'autres logements, et affichant des slogans comme « *du 17 août 1999 au 17 août 2000, des larmes aux sourires...* ».

<sup>476</sup> EKINCI, Oktay, « Birinci Yıl 'Gösterileri' », *Cumhuriyet*, 20 août 2000, p.20.

adopté un comportement comparable. Les photos de nos ‘célèbres’ chroniqueurs embrassant les victimes de séismes ont orné les pages des journaux. Ils ont retrouvé leur place dans cette campagne de propagande en ‘demandant des comptes aux hommes politiques au nom du peuple’ ; tout comme les hommes politiques qui demandent des votes en disant ‘nous sommes ceux qui pensent à vous plus que tout le monde, nous sommes ceux qui vous aimons le plus.’<sup>477</sup>

Nous voulons finir par une note au sujet du mode de manifestations choisi par les ONG. Comme nous l’avons souligné ci-dessus, il ne s’agit pas d’un groupe restreint descendant dans la rue, au nom d’un groupe plus large. Au contraire, les organisateurs ont essayé d’obtenir la participation du plus grand nombre d’individus possible. Mais pour obtenir le maximum de participation, il fallait exiger le minimum d’action des participants. Parallèlement, il fallait leur garantir une impunité, sachant que toute manifestation (légale ou illégale) peut donner lieu à une répression violente des manifestants dans le contexte turc ; le régime militaire suivant le coup d’État de 1980 ayant ainsi plus ou moins réussi à briser toute volonté de manifestation politique chez les citoyens turcs. En conséquence, l’action collective organisée 1/ était pacifique (ce qui est souhaitable d’ailleurs) ; 2/ très visible mais n’étant pas susceptible de poser des problèmes juridiques aux participants ; 3/ n’exigeait pas forcément une sortie dans l’espace public ; 4/ n’exigeait pas de véritables engagements, surtout au sens politique. Il suffisait de se pourvoir de symboles « inoffensifs » et de les rendre visibles tout au long de la journée et de faire du bruit à 3h02 du matin, dans son propre domicile. Bref une action qui ne peut engendrer aucun problème de la part des autorités ayant tendance à soupçonner tout rassemblement collectif.

Nous avons dit que le 17 août 2000 était la première fois où l’on organisait une commémoration d’une catastrophe naturelle en Turquie et où une action de protestation liée voyait le jour. Quant à la manière de manifester, elle ne constituait pas une nouveauté en soi : c’était en effet une méthode qui avait vu le jour au milieu des années 90. Citons par exemple l’interdiction des stations de radio privées par le gouvernement (30 mars 1993) qui avait suscité une protestation via l’ornement des automobiles avec des rubans noirs sur les antennes de radio.<sup>478</sup> Mais le cas qui a constitué un exemple pour la suite a été l’action « *Une minute d’obscurité pour une lumière éternelle* », menée du 1<sup>er</sup> février au 9 mars en 1997. Il s’agissait en effet d’éteindre les lumières (ce qui s’est très vite transformé en

---

<sup>477</sup> Ibid.

<sup>478</sup> Ces radios tout comme les chaînes de télévision privées émettaient dans l’illégalité car le dispositif juridique concernant les médias audiovisuels (privés) n’était pas encore entré en vigueur. Voir dans [www.geocities.com/almanakturkiye/1993.htm](http://www.geocities.com/almanakturkiye/1993.htm)

éteindre-rallumer de façon continue) pendant une minute, tous les soirs à 21 heures. Des bruits de sifflets et de casseroles ne manquaient pas non plus. Cette manifestation qui a impliqué un grand nombre de citoyens<sup>479</sup> était en effet le produit d'un travail soigné : à l'initiative de l'Association des citoyens d'Helsinki, une agence publicitaire avait conçu une campagne médiatique (avec le soutien des groupes de médias privés naturellement) afin de faire pression sur le gouvernement à propos du cas de *Susurluk*. En éteignant la lumière chez eux, les citoyens turcs ont manifesté leur demande pour plus de transparence et d'honnêteté, même si cela n'a pas eu un effet visible sur le déroulement de l'enquête et sur le procès qui l'a suivi. Et le slogan principal de la campagne était « Après le camion, rien ne sera plus comme auparavant en Turquie. »

Reprenons les points communs entre deux contextes séparés par 3 ans : un évènement qui surprend la société, une crise qui révèle « les visages cachés » du système ; une demande (même si elle est faible) de la part des citoyens pour le changement – avant tout – politique ; un groupe d'ONG qui tente de porter cette demande dans l'espace public ; et finalement, un résultat qui n'a pas été à la hauteur des espoirs. Les verdicts des tribunaux successifs en ce qui concerne le dossier de *Susurluk* n'ont pas été satisfaisants pour les citoyens qui attendaient un nettoyage total dans l'État et chez les élites politiques, d'autant plus que les pratiques de corruption ont continué. Parallèlement, pratiquement aucune responsable du ravage causé par les séismes du 17 août et du 12 novembre 1999 n'a été puni. Et comme nous l'avons vu, l'irresponsabilité et la corruption, qui avaient été à l'origine de la catastrophe, ne se sont pas effacées du paysage. En tout cas, dans l'immédiat, « rien n'était changé », ni après « le camion » ni après les séismes, alors que dans les deux contextes, on avait parlé de *milat*. Enfin, dans les deux cas, les citoyens étaient invités à se manifester à travers une action qui ne les obligeait même pas à sortir de chez eux.

Alors dans quelle mesure pouvons-nous parler de *manifestations publiques* ? Une manifestation publique peut-elle être « publique » sans qu'il y ait eu une sortie dans l'espace public ? D'ailleurs, n'est-il pas curieux de l'appeler « publique » sans qu'il y ait un rassemblement « physique » du *public* (hormis les cérémonies organisées par les associations de victimes de tremblement de terre) ? De façon similaire aux « cyber-actions », ces campagnes sur Internet lors desquelles « le participant » n'a qu'à signer une pétition (qui n'a aucune valeur juridique la plupart du temps) ou à renvoyer un message à

---

<sup>479</sup> 23 millions, d'après un des organisateurs. Naturellement, il n'est pas possible de connaître le chiffre exact, mais il ne serait pas erroné de dire que le taux de participation était assez élevé du moins dans les grandes villes de la Turquie, qui représentent plus de 60 % de la population du pays.

tout son entourage, ces campagnes ont permis aux citoyens turcs de s'exprimer sans avoir à exposer son corps aux dangers d'un système où il arrive souvent à l'arbitraire de l'emporter sur le droit. Et malgré tout, ces campagnes sont parfois évoquées comme des « étapes importantes de la construction de la société civile ». <sup>480</sup> Effectivement, il existe deux visions différentes sur ce point : 1/ dans la Turquie des années 90, la tradition de prise d'initiative par les citoyens est tellement faible que lorsque quelques millions de personnes éteignent la lumière à 21 heures ou l'allument à 3 heures ensemble, c'est considéré comme une manifestation collective très importante, même si l'action ne donne aucun résultat visible. 2/ L'intérêt que des millions de citoyens turcs montrent à ce genre de campagnes prouve qu'il y a une grande « énergie civile » dans ce pays. À notre avis, il serait légitime de créditer (partiellement) les deux versions, qui ne sont pas pour autant contradictoires.

#### ***4. Un état des lieux : le 17 août 2001 et après....***

Les victimes des tremblements de terre et leurs conditions de vie n'étaient plus un sujet d'actualité en 2001. Naturellement, d'autres événements importants étaient survenus depuis le 17 août et le 12 novembre 1999. Comparée à certains comme la crise économique qui avait frappé le pays en mars 2001, la situation de la zone de séisme était désormais une question « locale ». Un survol rapide des quotidiens en 2000 et 2001 suffit pour montrer que l'attention accordée aux *depremliler* (victimes de séisme) avait fortement diminué depuis la fin de l'année 1999, le 17 août 2000 étant une exception. <sup>481</sup> Cela n'est guère étonnant sachant que tôt ou tard un « retour à la normale » aura lieu après une catastrophe : il est souhaité que la vie reprenne son cours, ce qui est essentiel pour la continuité de la société et donc pour la survie des individus. Mais la deuxième commémoration du séisme du 17 août a quand même suscité l'attention des médias car au-delà de son aspect émotionnel, elle était considérée comme une sorte de « date limite » pour les travaux de

---

<sup>480</sup> TULGAR, Ahmet, « İnsanın İçindeki İyiyi Ortaya Çıkardık », *Milliyet Pazar*, 3 février 2002, p.2.

<sup>481</sup> Soulignons quand même, que les quotidiens de tendance de gauche, *Radikal* et *Cumhuriyet* ont consacré relativement beaucoup plus de place aux informations concernant les victimes de séisme. Tous les deux ont monté des dossiers très détaillés sur les conditions dans la zone de séisme qu'ils ont publiés pendant quelques jours. Au contraire, dans les quotidiens « libéraux » comme *Sabah* et *Hürriyet*, le séisme a été beaucoup moins évoqué et de façon beaucoup plus dramatisée en se focalisant sur des récits individuels et sur des histoires tragiques, en évitant de parler, le plus possible, des faits actuels. Cette tendance continue aujourd'hui. Tous les 17 août, *Radikal* et *Cumhuriyet* consacrent une place importante (si ce n'est pas la première page) aux victimes des séismes et aux sujets relatifs aux séismes de 1999.



réhabilitation. Si les insuffisances étaient tolérables une année auparavant, à présent, deux ans après la catastrophe, la reconstruction aurait dû être achevée. En réalité, elle était loin de l'être.

Dans son discours du 17 août 2001, le Premier ministre affirmait que les difficultés étaient surmontées et que « la Turquie serait capable de vaincre la crise économique tout comme elle avait vaincu la catastrophe ».<sup>482</sup> Mais il ajoutait : « Nous avons fait de notre mieux, mais il peut toujours y avoir des insuffisances. [...] Néanmoins je pense que le succès que notre État a eu grâce à son peuple et au soutien extérieur n'est pas négligeable. »<sup>483</sup> A son avis, « la Turquie avait eu un succès jamais vu en ce qui concerne les problèmes causés par le séisme ».<sup>484</sup> Des chiffres impressionnants ont été prononcés pour le prouver : près de 45 000 logements préfabriqués, 27 000 logements définitifs (sur 40 000) terminés, 36,2 trillions de LT d'aide au logement distribuées, 69,8 trillions de LT d'aide pour les réparations des logements « moyennement endommagés », ainsi que de nouveaux établissements scolaires construits ou en phase de construction et d'autres facilités accordées aux victimes comme un prolongement de délais pour le remboursement des crédits agricoles...<sup>485</sup> Et lorsque les journalistes ont reproché au Premier ministre de consacrer la plupart des fonds collectés pour compenser la perte due à la crise économique de 2001, il a répondu que cela n'avait pas été le cas : « Malgré les problèmes économiques, nous n'avons rien épargné pour satisfaire les attentes des victimes des séismes ».<sup>486</sup>

Le quotidien *Radikal* affirmait le contraire à la une de son numéro du 17 août 2001 sous le titre « Où est 'parti' cet argent ? ». Un article assez détaillé sur la question faisait savoir que le total des fonds collectés à cause des séismes était de 4 k-trillions et 227 trillions de LT alors que la dépense totale pour la zone de catastrophe et les victimes était de 2 k-trillions et 338 trillions TL, ce qui faisait presque la moitié des fonds (dont 166,9 trillions provenaient des campagnes de don).<sup>487</sup> Quant à la question des logements, elle n'était toujours pas complètement résolue. Certes un grand nombre de logements étaient remis aux victimes des séismes, ce qui était le résultat d'une opération de taille quand même considérable. Néanmoins, ils présentaient souvent des défauts non négligeables : des portes, des fenêtres, des robinets et d'autres « détails » de finition, comme la peinture,

---

<sup>482</sup> « Ecevit : Elden Gelen Bu », *Radikal*, 18 août 1999.

<sup>483</sup> Ibid.

<sup>484</sup> « Ecevit'e Göre Sorunlar Aşıldı », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.9.

<sup>485</sup> « Ecevit : Elden Gelen Bu », *Radikal*, 18 août 1999.

<sup>486</sup> Ibid.

<sup>487</sup> ŞENYÜZ, Hanife, « Deprem Yardımı Krize », *Radikal*, 17 août 2000.

manquaient ; défaut d'électricité ou d'accès à l'eau ou absence de canalisation ; pas d'aménagement du paysage dans les cités nouvellement bâties...<sup>488</sup> D'autres problèmes suscitent la réaction des victimes du séisme comme des étages 'souterrains' qui ne sont voulus par personne, des bâtiments qui présentent des erreurs de construction graves, des chantiers 'délaissés' par des promoteurs qui ont fait faillite. Bref, seulement 13 531 sur 34 184 logements « terminés » étaient remis aux personnes en août 2001.<sup>489</sup> De plus ceux-ci étaient prévus pour les propriétaires et non pour les locataires pour lesquels l'aide au logement était venue à terme en mars 2001. Malgré la construction des logements durables, la demande pour les logements préfabriqués ne décroissait pas car ces derniers étaient devenus la seule solution pour les victimes n'ayant pas la possibilité de s'offrir une maison ou de quitter la zone. Par ailleurs, le niveau des loyers avait augmenté de presque 300 % depuis les séismes.<sup>490</sup> Or, 42 % des familles victimes essayaient de subsister avec 100 millions de TL ou moins par mois, d'après une étude de la Banque Mondiale.<sup>491</sup>

En ce qui concerne les indices socio-économiques, « rien n'était changé depuis deux ans » comme le démontrait une étude de l'Union des médecins turcs (*TTB*) [équivalent de l'Ordre des médecins français].<sup>492</sup> La présidente de l'Union qualifiait de dramatique la situation dans la zone de catastrophe : 150 000 personnes étaient au chômage, ce qui signifiait un taux de chômage de 100 % supérieur au niveau national (16 % contre 7,3 %). 60,55 % des victimes déclaraient avoir un niveau de revenu bas contre 35,22 % un niveau moyen ; seules 4,2 % des victimes affirmaient avoir un niveau élevé.<sup>493</sup> Dans les cités préfabriquées les conditions étaient déplorables : encombrement (jusqu'à neuf personnes dans certains logements, ce qui rendait toute intimité impossible) ; manque d'infrastructures ; problèmes de sécurité matérielle ; absence de transport public (pour certaines cités). À cela s'ajoutaient des problèmes de santé ainsi que d'accès aux services de santé pour des raisons financières.<sup>494</sup> Et la situation en matière d'éducation était grave car la lourde perte subie par la structure scolaire dans la zone, à la fois en termes de matériel et en termes de personnels qualifiés, n'était pas compensée. Dans nombre de lieux, l'enseignement se faisait toujours dans des structures préfabriquées et inadéquates

---

<sup>488</sup> SOYKAN, Timur, « İkinci Yılın Sonunda Deprem-III », *Radikal*, 19 août 2001.

<sup>489</sup> Ibid.

<sup>490</sup> SOYKAN, Timur, « İkinci Yılın Sonunda Deprem-II », *Radikal*, 19 août 2001.

<sup>491</sup> KOŞAR, Fatma, « Depremın Adı Yoksulluk », *Cumhuriyet*, 17 août 1999, p.13.

<sup>492</sup> « İki Yıldır Değişen Birşey Yok », *Cumhuriyet*, 16 août 1999, p.7.

<sup>493</sup> Niveau de revenu « perçu », « ressenti » par les individus.

<sup>494</sup> « İki Yıldır Değişen Birşey Yok », *Cumhuriyet*, 16 août 1999, p.7.

pour ce but, avec des professeurs inexpérimentés et les conditions de vie difficiles affectaient la réussite des élèves. Par exemple, les lycéens de Yalova qui avaient obtenu le rang de 1<sup>er</sup> au concours universitaire de 1997 et 1998 se trouvaient au rang de 13<sup>e</sup> en 2000 et 22<sup>e</sup> en 2001.<sup>495</sup> Les étudiants de l'enseignement supérieur se trouvaient également dans des conditions précaires depuis 1999, surtout du fait que six résidences universitaires démolies par le séisme n'étaient toujours pas reconstruites et que les loyers avaient exagérément augmenté.<sup>496</sup>

Ces problèmes n'étaient certainement pas inconnus du gouvernement, ni des médias. Mais ils ne suscitaient, tout simplement, plus autant d'intérêt que deux ans auparavant. Des manifestations, des rassemblements organisés par les ONG ont eu lieu le 17 août 2001 aussi.<sup>497</sup> Les associations de victimes de tremblements de terre ont organisé une manifestation à Ankara le 13 août et ont été reçues par le Président de la République pour lui soumettre une pétition. Elles affirmaient que « rien n'avait changé depuis deux ans » et réclamaient la transparence en ce qui concerne l'utilisation des fonds.<sup>498</sup> Mais le séisme de Marmara, ses victimes et la situation de la zone ravagée s'effaçaient peu à peu de la mémoire collective, ainsi que de l'agenda des autorités déjà occupées par d'autres questions et qui étaient convaincues « d'avoir fait de leur mieux, et cela malgré la crise économique ».<sup>499</sup>

Un scandale lié à la reconstruction a marqué l'actualité quelques jours après la deuxième commémoration du 17 août : le 22 août, la police a arrêté un groupe de fonctionnaires du ministère de l'Équipement qu'on accusait de corruption. D'après le dossier minutieusement préparé depuis des mois, ce groupe était en relation avec un promoteur à qui une entreprise gagnant un appel d'offres du ministère était obligée de payer 10 à 20 % du prix du contrat. Ce prometteur distribuait « équitablement » les appels d'offres parmi 150-200 entreprises, de façon à ce que « chacune gagne un peu ». À chaque appel d'offres répondaient une vingtaine d'entreprises, mais une seule entreprise (désignée par le *maestro*, nom de code du prometteur en question) faisait une remise significative suffisante pour décrocher le contrat. Bien entendu, il y avait des appels d'offres concernant

---

<sup>495</sup> SOYKAN, Timur, « İkinci Yılın Sonunda Deprem-IV », *Radikal*, 19 août 2001.

<sup>496</sup> Ibid.

<sup>497</sup> « 17 Ağustos Kayıpları Anılıyor », *Cumhuriyet*, 14 août 1999 p.8 ; « En Acı Gecenin Yas Mümları », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.14 ; « 17 Ağustos Saat 3.02 », *Radikal*, 18 août 1999.

<sup>498</sup> « Depremzedelerin Çılgılığı », *Cumhuriyet*, 14 août 1999, p.8.

<sup>499</sup> SOYKAN, ibid. voir l'encadré « Müsteşar Akyol : Krize Rağmen Başarılyız ».

la zone du séisme parmi ces contrats.<sup>500</sup> L'opération a fait la une de tous les quotidiens majeurs. Par la suite, des hauts fonctionnaires du ministère en question ont été aussi arrêtés.<sup>501</sup>

Le ministre de l'Équipement, Koray Aydın, a d'abord nié toute responsabilité, en qualifiant les fonctionnaires arrêtés de « marxistes », dans la mesure où il appartenait au parti MHP de l'extrême droite.<sup>502</sup> Ses efforts pour « se distinguer de la bande des gauchistes » étaient plutôt destinés à se blanchir aux yeux du MHP et sans doute à s'assurer le soutien du vice-Premier ministre Devlet Bahçeli, président du même parti. Le ministre espérait probablement que le dossier resterait limité aux bureaucrates du ministère et aux promoteurs et que « le reste serait résolu tacitement entre les partenaires de la coalition ». Enis Berberoğlu du quotidien *Hürriyet* lui répondait dans sa rubrique : « Le voleur n'a pas d'idéologie, monsieur le ministre ! ». <sup>503</sup> En tout cas, la une de *Hürriyet* était très claire le 28 août : « Seul le ministre est au dehors » [pas en prison].<sup>504</sup> Au total, 61 personnes étaient arrêtées pour être questionnées.<sup>505</sup> Dans *Hürriyet*, Ülsever demandait la démission du ministre.<sup>506</sup> Peu après, l'enquête de la police a prouvé qu'Aydın disposait de trois entreprises (dont une créée après les séismes de 1999) qui revendaient du matériel de construction. On avançait que les promoteurs qui ont décroché des contrats publics, comme des contrats pour la zone de séisme, étaient contraints de s'approvisionner par le biais de celles-ci. Aydın a d'abord démenti cette « supposition » mais après il a avoué avoir fait près de 7 trillions de LT de vente en 2000, ce qu'il considérait comme « normal pour ce secteur » et il insistait qu'il n'avait jamais abusé de sa position à la différence de ce que l'on l'affirmait.<sup>507</sup> « J'ai créé des entreprises, comme n'importe quel citoyen turc le ferait » disait-il.<sup>508</sup> Sans trop s'attarder sur ce cas, précisons que Aydın a démissionné le 5 septembre de son poste de ministre et de député « pour que son parti MHP ne soit pas

---

<sup>500</sup> « Bayındırılıkta Şafak Baskını », *Sabah*, 23 août 2001, p.15.

<sup>501</sup> « Vurgun Sıçradı », *Sabah*, 29 août 2001, p.25.

<sup>502</sup> « Allahtan Marksistler », *Hürriyet*, 24 août 2001, p.1 et s. Idéalistes : *Ülkücü* en turc, terme que les militants d'extrême droite utilisent pour s'identifier.

<sup>503</sup> BERBEROĞLU, Enis, « Hırsızın İdeolojisi Olmaz Sayın Bakan ! », *Hürriyet*, 25 août 2001, p.10.

<sup>504</sup> « Bir Tek Bakan Dışarıda Kaldı », *Hürriyet*, 28 août 2001, p.1.

<sup>505</sup> « Vurgun'da 61 Gözaltı », *Hürriyet*, 29 août 2001, p.15.

<sup>506</sup> ÜLSEVER, Cüneyt, « Koray Aydın İstifa Etmek Zorundadır », *Hürriyet*, 30 août 2001, p.16. « Le ministère de l'Équipement est un espace public avec une direction *politique*. Ce ministère dépense l'argent du public, le politique nommé pour ce ministère est celui qui est rendu compétent par le public pour faire ces dépenses. Même s'il dit la vérité, le fait que le ministre tente de se sauver en disant 'je n'ai rien à voir avec cette affaire' montre qu'il n'a pas pu 'digérer' la démocratie. Pour toute corruption dans ce ministère, [...] le ministre est directement responsable. Parce qu'il n'a pas pu garder l'argent qui lui a été confié. »

<sup>507</sup> « Aydın'dan İkinci Açıklama : 7 Trilyonluk Mal Sattım », *Hürriyet*, 31 août 2001, p.17.

<sup>508</sup> « Her Türk Vatandaşı Gibi Şirket Kurdum », *Milliyet*, 30 août 2001.

atteint par ces manœuvres visant à la fois son ministère, sa personnalité et la cause idéaliste et nationaliste ». <sup>509</sup> L'activité de ses entreprises a été rendue publique en détail. Peu après, le conseil exécutif du MHP ne l'a pas trouvé crédible lors de sa réunion du 2 septembre et ne lui a plus accordé de soutien. <sup>510</sup> Son procès a continué pendant huit ans mais il a été finalement acquitté par la Cour suprême. <sup>511</sup> En conséquence, deux ans après le grand séisme du 17 août 1999, il était difficile de constater un changement de mentalités ou d'attitudes par rapport à avant le séisme. « Le système » semblait « fonctionner » de la même manière qu'avant, au contraire de tous les espoirs en une nouvelle Turquie exprimés dans l'immédiat post-séisme. Par contre, nous disons délibérément « il semblait fonctionner » car nous voulons émettre une réserve sur ce point. L'étude de terrain que nous avons menée en deux volets dans la zone du séisme, quatre et cinq ans après le 17 août, nous permet de réfuter la formule « rien n'a changé ». En effet, nous avons pu constater des signes de changement de mentalités, suscités par l'expérience du séisme. Le problème est qu'il est difficile de dire si ce changement, que nous avons pu constater chez certaines autorités aussi, aboutira à une transformation profonde, avec d'autres « éléments stimulants », comme on l'a communément réclamé après les séismes. Après tout, il s'agit ici de durées assez courtes pour parler de l'évolution sociale car nous ne savons pas pour le moment quels sont les effets de l'événement sur les jeunes générations. Néanmoins, rien ne nous empêche de chercher « les prémices » du changement social dans l'existence de groupe d'acteurs qui sont apparus (dans certains cas) ou qui se sont renforcés grâce au séisme.

---

<sup>509</sup> « Çifte İstifa Sürprizi », *Milliyet*, 6 septembre 2001.

<sup>510</sup> « Aydın'ın Açıklaması MHP'yi İkna Etmedi », *Milliyet*, 3 septembre 2001.

<sup>511</sup> « Koray Aydın Beraat Etti », *Radikal*, 6 octobre 2007.

# **Partie II**

## **Les séismes majeurs en Turquie de 1939 à 1999**



Dans la première partie de cette thèse, nous avons rendu compte des séismes du 17 août et du 12 novembre 1999, de leurs diverses conséquences sur le plan physique, social, politique, économique, etc., à travers les analyses des quotidiens nationaux turcs. Or, comme nous l'avons vu, la presse, en particulier les chroniqueurs, ont souvent souligné la « singularité » de la catastrophe du 17 août 1999, singularité attribuée à une série de facteurs : son ampleur, la mobilisation 'civile' qui l'a suivie, la mise en question des autorités publiques et de la classe politique, et d'une manière générale du système politique... La même image de « singularité » est apparue dans les discours de la plupart des responsables d'ONG rencontrés lors de nos études sur terrain.

Même si nous avons été tenté par l'idée de partir d'un événement « unique » pour développer notre travail de thèse, il nous est vite apparu nécessaire de resituer les séismes de 1999 dans une série d'évènements déjà longue. La Turquie étant régulièrement mise à l'épreuve des tremblements de terre, ce n'est qu'en revenant sur de précédents évènements, sur les analyses qui avaient pu en être faites, que l'on pouvait tester la validité de l'argument concernant la singularité des séismes de 1999. Nous avons ainsi fait le choix d'étudier une série de séismes, à partir de 1939, de la même façon que ceux de 1999. Une journée dans les archives de presse a justifié notre prudence, puisque nous avons tout de suite remarqué que chaque séisme majeur était à la fois unique et similaire aux autres, comme nous allons essayer de le démontrer ci-dessous. Tout comme il était possible de constater la présence d'un même argument dans deux séismes éloigné du point de vue temporel, il était possible de voir des ruptures entre des séismes successifs. Un fait demeurait pourtant le même : la façon dont la catastrophe est lue était dépendante du contexte social, politique, économique. Cela signifiait, au contraire de l'argument que nous avons si souvent entendu, que les séismes de 1999, en particulier celui du 17 août, n'étaient pas aussi « singulier » qu'on l'imaginait.

Ce dernier point a été déterminant sur notre façon de procéder. Nous avons pris la décision de faire un travail d'archive consacré uniquement aux séismes du passé. Nous avons limité cette recherche à la période républicaine (après 1923) et nous avons pris en compte les tremblements de terre qui sont survenus à partir de 1928, date de l'adoption de l'alphabet latin pour des raisons pratiques. Il nous était possible d'étudier les quotidiens d'avant, imprimés avec l'alphabet arabe. Néanmoins, ayant déjà eu une expérience de ce type de travail, nous avons préféré cette limitation pour deux raisons : travailler sur des documents publiés en « turc ancien » nécessite un effort beaucoup plus important, et davantage de temps ; ensuite, les quotidiens de la période antérieure à 1950 sont en général



moins riches en information que les quotidiens suivants. Plus on remonte vers le début du siècle, plus les journaux sont imprécis et moins ils sont riches, compte tenu des possibilités matérielles de l'époque. Par conséquent, nous avons commencé avec le tremblement de terre d'Erzincan de 1939.<sup>512</sup> Il s'agit au total d'une série de 15 séismes qui se termine par le séisme d'Adana-Ceyhan de 1998 :

Date	Lieu	Magnitude (Richter)	Morts	Blessés	Bâtiments lourdement endommagés ou détruits
26.12.1939	Erzincan	7.9	32 962	-	116 720
20.12.1942	Niksar-Erbaa	7	3 000	6 300	32 000
26.11.1943	Tosya-Ladik	7.2	2 824	-	25 000
01.02.1944	Bolu-Gerede	7.2	3 959	-	20 865
17.08.1949	Karlıova	7	450	-	3 000
18.03.1953	Gönen	7.4	265	336	9 670
19.08.1966	Varto	6.9	2 394	1 489	20 007
28.03.1970	Gediz	7.2	1 086	1 260	9 452
22.05.1971	Bingöl	6.7	878	700	5 617
06.09.1975	Lice	6.9	2 385	3 339	8 149
24.11.1976	Çaldıran	7.2	3 840	497	9 552
30.10.1983	Horasan	6.8	1 155	1 142	3 241
13.03.1992	Erzincan	6.8	653	3 850	6 702
01.10.1995	Dinar	5.9	94	240	4 909
27.06.1998	Adana-Ceyhan	5.9	146	940	4 000

Source : <http://www.deprem.gov.tr/yikicidpremler.htm>  
site internet de la *Direction Générale des Affaires de Catastrophe*.

<sup>512</sup> Pour une raison inconnue, le séisme dit « sur la frontière de Hakkari » du 6 mai 1930 était passé inaperçu de la presse. Il est probable que très peu d'informations aient été reçues depuis ce département qui était quasiment « isolé » à l'époque.

Comme pour le travail sur archives réalisé pour la première partie de notre thèse, la quasi-totalité de cette recherche a été faite dans les archives de presse de la Bibliothèque départementale d'Izmir aussi, qui sont relativement faciles d'accès et moins sollicitées par les chercheurs par rapports aux archives d'Istanbul ou d'Ankara. Nous avons travaillé sous format électronique, en photographiant et en utilisant par la suite les images. Notons qu'il s'agit à peu près de 3 000 fichiers dans un état brut. L'utilisation des archives en ligne des quotidiens pour le séisme d'Adana constitue une exception. Pour chaque tremblement de terre, nous avons essayé de procéder de la même manière. Nous avons tout d'abord donné un aperçu de l'événement physique et des ses conséquences, en nous arrêtant, chaque fois que c'était possible, aux causes spécifiques de la vulnérabilité de la zone et de la population affectées. Ensuite, nous avons résumé le traitement de l'événement par la presse, les discours post-catastrophes apparus dans les journaux, qu'il s'agisse de discours de journalistes ou d'autres acteurs. Nous avons eu recours à la presse nationale pour des raisons pratiques, mais il serait sans doute très intéressant de prendre en compte aussi les journaux locaux. Mais cela nécessiterait des moyens logistiques beaucoup plus importants que les nôtres. Les quotidiens utilisés varient selon l'époque et leur disponibilité dans les archives :

<b>Séisme</b>	<b>Quotidiens utilisés</b>
Erzincan	<i>Cumhuriyet, Ikdam, Tan, Ulus, Vakit</i>
Niksar-Erbaa	<i>Cumhuriyet, Tan, Ulus, Vakit</i>
Tosya-Ladik	<i>Cumhuriyet, Tan, Ulus, Vakit</i>
Bolu-Gerede	<i>Cumhuriyet, Tan, Ulus, Vakit</i>
Karlıova	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Zafer</i>
Gönen	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Zafer</i>
Varto	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet, Tercüman</i>
Gediz	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet</i>
Bingöl	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet, Tercüman</i>
Lice	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet, Tercüman</i>
Çaldıran	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet, Tercüman</i>
Horasan	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet, Tercüman</i>
Erzincan	<i>Cumhuriyet, Hürriyet, Milliyet, Sabah</i>
Dinar	<i>Hürriyet, Milliyet</i>
Adana-Ceyhan	<i>Hürriyet, Milliyet, Sabah</i>

Nous avons précisé que le traitement d'une catastrophe était dépendant du contexte. De ce fait, nous avons dû faire des synthèses historiques que nous avons placées entre les tremblements de terre, suffisamment détaillées pour informer surtout le lecteur étranger à l'histoire de la Turquie. La période que nous avons traitée est assez longue et riche en événements sociopolitiques, à la fois sur le plan national et international. C'est une période, également, où la Turquie s'est transformée de manière profonde. Par conséquent, nous avons eu recours à un grand nombre d'ouvrages dont la plupart sont récents (voir la bibliographie). Nous pouvons ainsi analyser l'évolution des discours médiatiques, des enjeux post-séisme et parallèlement celle de l'histoire de la Turquie.

## ***Section 1. D'Erzincan 1939 à Karlhova 1949 : la République avant tout***

---

Le tremblement de terre frappe la ville d'Erzincan et ses alentours le 26 décembre 1939, faisant près de 40 000 morts. Erzincan est une ville importante qui se trouve sur les routes de commerce historiques, à 550 km à l'est du centre d'Ankara.<sup>513</sup> Les constructions traditionnelles, avec des murs d'argile et des toits en bois recouverts d'une couche d'argile pressé (dont l'épaisseur peut atteindre 50 cm), s'effondrent instantanément en écrasant les habitants, du moins en les recouvrant d'un type de gravats qui les étouffe et qui est difficile à soulever. À cela s'ajoutent, comme c'est la saison d'hiver, les incendies dus aux chauffages qui consistent en de simples poêles ou des cheminées, sans parler de la température qui peut baisser jusqu'à -20°. À l'époque, le chemin de fer provenant d'Ankara et menant vers Kars est presque le seul moyen de communication pour aider Erzincan car le réseau routier est encore à l'état primitif. Or, le temps particulièrement mauvais empêchera même les trains de se déplacer rapidement : il faudra dégager les rails de chemin de fer de la neige qui peut atteindre plusieurs mètres.<sup>514</sup>

En 1939, seulement 16 années se sont écoulées depuis la fondation de la République. Celle-ci a été fondée à la suite d'une longue période de crises politiques, économiques et de guerres qui ont mis fin à l'existence – déjà mise en question depuis longtemps – de l'Empire ottoman.<sup>515</sup> La création de la République signifie non seulement le passage à un nouveau régime politique, mais aussi un projet ambitieux qui est la transformation totale du pays et de sa population. Plusieurs réformes, dans divers domaines, sont alors entreprises pour assurer la construction d'une nation turque et d'une Turquie moderne sous la tutelle d'une élite « jacobine ». À la fin des années 30, l'idée qui semble être généralement admise à la fois en Turquie mais aussi à l'étranger est que les réformes sont plus ou moins abouties et qu'elles ont commencé à s'enraciner dans la

---

<sup>513</sup> Toutes les distances données sont approximatives.

<sup>514</sup> « Ilkyardım Treni Eski Köyde Kara Nasıl Saplandı ? », *Tan*, 3 janvier 1940, p.7.

<sup>515</sup> « Il est difficile d'imaginer la condition du pays qui avait gagné sa lutte pour la survie et son indépendance à Lausanne. Après presque dix ans de guerre continue, [la Turquie] était dépeuplée, appauvrie, et ruinée à un degré presque jamais vu dans l'histoire moderne. » ZURCHER Erik Jan, **Turkey: A modern History**, IB Tauris, 1998, New York, p.170.

société.<sup>516</sup> Néanmoins, les tentatives d'opposition à la modernisation ne manquent pas non plus : le changement de régime politique et de mode de vie entraîne des changements de statuts sociaux. Parfois on s'adosse à la religion ou aux traditions « sacrées » pour défier le nouveau régime.<sup>517</sup>

Il faut se souvenir également qu'en décembre 1939 Mustafa Kemal Atatürk, qui est considéré comme « le père de la nation », est décédé depuis un an. İsmet İnönü, son homme de confiance qui l'a remplacé, a plusieurs soucis. En premier lieu, le pays demeure très fragile économiquement parlant. La Turquie est encore un pays agricole, son commerce extérieur repose sur les produits agricoles ou certaines matières premières. On continue à payer la dette ottomane.<sup>518</sup> La dépression de 1929 l'a fortement marqué<sup>519</sup>, et la quasi-inexistence d'une industrie et d'une classe de capitalistes fait retomber sur l'État la responsabilité de l'industrialisation et la mise en place d'une véritable économie de marché. Le pays ne retrouvera qu'en 1930 son niveau de PNB d'avant-guerre.<sup>520</sup> En deuxième lieu, İnönü ne se fait pas d'illusions à propos de la guerre qui a commencé. L'expansionnisme de l'Italie de Mussolini et de l'URSS de Staline vise le territoire turc. L'occupation de l'Albanie par l'Italie (avril 1939) et le pacte de non-agression entre l'URSS et l'Allemagne (août 1939), ensuite l'invasion de la Pologne sont très mal vécus en Turquie. Pour le nouveau président, la question principale dans ces conditions est de maintenir la stabilité politique et d'assurer la continuité des réformes entamées.<sup>521</sup> Loin de considérer la guerre comme une opportunité pour le pays, il cherchera à préserver la neutralité de la Turquie pendant toute la guerre en jouant un jeu d'équilibre entre les Alliés et l'Axe.<sup>522</sup> Un pacte de soutien mutuel est signé entre la Turquie, la France et la Grande-Bretagne en octobre 1939, mais celui-ci perdra son importance aux yeux des Turcs après la défaite de la France face à l'Allemagne, qui avancera jusqu'à la frontière ouest de la

---

<sup>516</sup> ZÜRCHER, op.cit. p.201-202. D'après l'auteur, la transformation entreprise par un pays musulman et sous-développé a impressionné l'Occident, où on admettait l'idée de la naissance d'une « nouvelle Turquie », comme le montre la littérature de l'époque.

<sup>517</sup> Les mutineries d'Anatolie de l'est (*Şeyh Said İsyanları*) en 1925, la tentative d'assassinat contre Mustafa Kemal par un groupe d'anciens membres du Parti d'Union et de Progrès (*İttihat ve Terakki Cemiyeti*) en 1926, les événements qui ont précédé la dissolution du Parti Libéral Républicain (*Serbest Cumhuriyet Fırkası*) et le passage définitif au système de parti unique en 1930, la mutinerie de Menemen de 1930 sont des signes explicites de l'opposition au régime kémaliste.

<sup>518</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.172.

<sup>519</sup> ZÜRCHER, p.205.

<sup>520</sup> ZÜRCHER, p.172.

<sup>521</sup> MANGO, Andrew, **The Turks Today**, John Murray, London, 2004, p.28.

<sup>522</sup> AHMAD, Feroz, **Turkey The Quest For Identity**, Oneworld, Oxford, 2003, p.96.

Turquie (juin 1941).<sup>523</sup> En plus, l'Allemagne est toujours le partenaire économique le plus important de la Turquie.<sup>524</sup> Le pays est obligé de jouer le jeu d'équilibre entre ces différentes puissances et les idéologies qu'elles représentent.

Ce contexte pousse les Turcs à vivre dans une atmosphère d'isolement, de repli sur eux-mêmes. « Ayant tiré des leçons de la Première Guerre mondiale » ils sont peu enclins à prendre part à une nouvelle guerre. De plus, ils se concentrent sur la modernisation du pays et la construction de la nation qui sont considérées comme prioritaires. La presse fait alors office de porte-parole du gouvernement dans ce contexte où on accorde une grande importance à l'idéalisme « patriotique ». La Turquie est considérée comme « le dernier sanctuaire » des Turcs. Elle est « destinée à devenir une forteresse », elle doit être « hermétique à toute influence étrangère » mais moderne (donc occidentale), avec une population homogène, presque « uniformisée », une « véritable nation ».

À la fin des années 30, comme précédemment indiqué, les journalistes sont visiblement sous la pression d'une élite autoritaire. Il s'agit d'un régime de parti unique où la classe politique et la bureaucratie sont superposées. Les journaux sont dépendants de cet appareil « mixte » en ce qui concerne le matériel nécessaire à leur fonctionnement, d'autant plus que le dispositif juridique est loin de prévoir une presse indépendante. Par conséquent, ils sont presque obligés d'adhérer aux discours officiels. Mais la pression qui se manifeste de façons diverses ne suffit pas pour expliquer le soutien de la presse au régime : les journalistes semblent faire leur la République, la modernisation et les nouvelles valeurs autant que l'élite dirigeante dont ils font plus ou moins partie.<sup>525</sup> Leurs critiques portent plutôt sur le non-développement du pays et les mauvaises conditions dans lesquelles se trouve une grande partie de la population. Mais ils font attention à épargner la République et ses acquis, ils soutiennent ses projets. Ils parlent du passé avec amertume, du présent avec tolérance et du futur avec joie et fierté. Tous ces éléments de contexte dont nous avons parlé ci-dessus sont visibles dans les quotidiens de décembre 1939, même dans les articles dont le sujet est le tremblement de terre d'Erzincan. Nous constatons que le séisme est surtout une occasion pour souligner la rupture entre « l'ancien et le nouveau régime ». La presse tente d'illustrer les différences entre le « passé impérial » et le « présent républicain ».

---

<sup>523</sup> ZÜRCHER, op.cit., pp.212-214.

<sup>524</sup> MANGO, op.cit., p.28.

<sup>525</sup> Il n'était pas rare alors de voir certaines figures du journalisme dans la vie politique : Falih Rıfkı Atay, Ruşen Eşref Ünaydın, Yunus Nadi...

Lorsque nous survolons *Ulus*, *Cumhuriyet* et *Vakit*, la première chose qui attire l'attention est la façon dont le Président de la République, Ismet İnönü, est présenté dans les journaux. On parle souvent d'Inönü comme du « chef national ». C'est le titre qui lui est accordé par le Parti Républicain du Peuple lors du congrès extraordinaire de décembre 1938 qui a suivi la mort d'Atatürk. À la surprise de beaucoup d'observateurs, İnönü réussit à prendre la tête du parti alors qu'il n'était plus en bons termes avec Atatürk depuis 1937.<sup>526</sup> N'ayant ni le charisme, ni la popularité de son prédécesseur, İnönü cherche à assurer sa légitimité, d'où la décision du Parti de déclarer Atatürk décédé comme « le chef immortel » et İnönü comme « le chef national ».

Sous İnönü, la fusion parti-État atteindra son apogée et jusqu'à la défaite allemande de Stalingrad (janvier 1943) le régime subira les influences des régimes fascistes d'Europe. Son gouvernement sera beaucoup moins libéral et plus autoritaire que celui de son prédécesseur. Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que la presse turque tienne à parler d'Inönü comme du « chef national ». Sous la pression du gouvernement de parti, unique bien sûr, on tient à souligner que le pays « continue sa marche » sous la direction d'un nouveau leader. D'ailleurs, le gouvernement a déjà pris les mesures pour que ce passage soit fait même au niveau symbolique, voire au niveau des « rituels ». Par exemple, les portraits d'Atatürk sont remplacés par ceux d'Inönü dans les bureaux de l'administration (le contraste est frappant avec les années 1990 où Atatürk est un semi-dieu dont la silhouette est omniprésente dans tout le pays). En 1939, Atatürk est un leader politique, vraiment considéré comme « le père de la nation » dont la mémoire restera gravée à jamais, mais il n'est finalement qu'un leader en chair et en os, et maintenant défunt. Dans les numéros de décembre 1939 des journaux turcs, il est surprenant de voir qu'il y a si peu d'allusion à Mustafa Kemal (peut-être à cause du contexte de guerre).

La visite du « chef national » à Erzincan constitue sans doute aux yeux des journalistes une des meilleures preuves de la « transformation réussie » depuis 1923. En effet, Ismet İnönü, déjà en déplacement en Anatolie, se rend dans la ville d'Erzincan le 31 décembre afin d'y rester quelques heures : il marche de la gare de chemin de fer jusqu'à la mairie et retourne à son train spécial où il tient une réunion avec les responsables locaux avant de partir. D'après *Ulus*, le quotidien proche du Parti républicain, « le chef national a remonté par ses paroles le moral du peuple souffrant », en « allant à pied parmi les victimes »<sup>527</sup>. Les journaux laissent entendre que celles-ci se sont pratiquement consolées

---

<sup>526</sup> MANGO, op.cit., pp.27-30.

<sup>527</sup> « Cumhurreisimiz İnönü Erzincan'da », *Ulus*, 1 janvier 1940, p.5.

en voyant le Président de la République et qu'elles lui ont réservé un accueil chaleureux. D'après *Cumhuriyet*, les habitants le saluent disant « *Longue vie à toi ! Nous avons retrouvé notre force en voyant ton visage !* » tandis qu'il se promène dans les ruines.<sup>528</sup> On transmet aux lecteurs, de façon détaillée, des scènes semblables ; comme celle de la vieille femme qui vient pleurer dans les bras du Président<sup>529</sup> ou celle des victimes à Nixsar qui s'excusent auprès de lui de ne pas l'avoir mieux accueilli.<sup>530</sup> Les victimes lui baisent la main en disant « *Heureusement que tu es là, longue vie à toi !* ». <sup>531</sup>

Nous voyons que la visite du Président dans la région est présentée d'abord comme une « grâce » accordée à la population. Il faut y voir sans doute la pression du gouvernement. Mais nous comprenons aussi que la visite d'un chef d'État dans de telles circonstances semble être un phénomène nouveau. Le rédacteur en chef du *Vakit* en explique les raisons : « Le Président de la République ne s'est pas contenté d'envoyer un télégramme aux victimes du séisme [...] et il a passé le Jour de l'An à Erzincan, à un moment où on s'amusait dans le monde entier, sauf en Turquie. [...] Il n'existe pas un seul individu [en Turquie] qui ne reconnaisse pas les apports de la République qui est en effet une grâce. Néanmoins, nous constatons mieux la valeur de cette grâce lors des grands événements qui éprouvent le destin de la nation. Ceux qui ont vécu la période de sultanat se consolait par la vieille histoire du « sultan déguisé », lorsqu'ils étaient témoins de l'indifférence totale des sultans face aux malheurs de la nation : *'Auparavant, tel sultan se déguisait en homme ordinaire afin de se promener parmi le peuple à Istanbul, il aidait les pauvres, les démunis'* etc. [...] On considérait alors comme un bienfait national le fait qu'un sultan sorte de son palais pour quelques heures. Il ne faut surtout pas oublier ces temps anciens pour comprendre (et pour apprécier) à quel point le déplacement d'un Président de la République dans les coins reculés de l'Anatolie, en s'arrêtant à Erzincan pour voir les mesures concernant les victimes de catastrophe [...], constitue un changement colossal dans la façon dont le pays est gouverné. »<sup>532</sup>

---

<sup>528</sup> « *Cumhurreisimizin Erzincan Ziyareti Çok Hazin Oldu* », *Cumhuriyet*, 2 janvier 1940, p.1. Voir aussi « *Inönü Erzincan'da Yaralılar ve Çaresizler Önünde* », *Ulus*, 3 janvier 1940, p.1 et 5. Dans l'article, on souligne que « l'arrivée du chef national a donné aux survivants la lumière de la vie et de l'espoir ».

<sup>529</sup> D'après *Tan*, la scène fait pleurer tous les témoins (2 janvier 1940, p.1) Ajoutons qu'on en détient une photo de presse, devenue le symbole de cette catastrophe. Nous l'avons ajoutée dans les annexes de ce travail.

<sup>530</sup> *Cumhuriyet*, op.cit.

<sup>531</sup> « *Milli Şef Erzincan'da Halkı Bağrına Bastı* », *Tan*, 2 janvier 1940, p.1 et 6. Baiser la main d'une personne signifie le respect reconnu à son statut social dans la culture turque. C'est un geste qui est surtout réservé aux personnes âgées, aux religieux et aux dirigeants.

<sup>532</sup> US Asım, « *Milli Şef Felaket Mıntkasında* », *Vakit*, 3 janvier 1940, p.1.



Dans les journaux, on fait systématiquement allusion à la Guerre d'Indépendance turque (1919-1922) en comparant le séisme aux « ennemis » de cette époque. La nature est donc un « ennemi » que la nation turque, la « victime », vaincra tout comme elle a vaincu ses « ennemis de l'extérieur » il y a 20 ans. Par exemple dans *Tan*, Sadri Ertem affirme : « La nature est en conflit avec nous. Nous la combattons [...]. Nous gagnerons ce combat. »<sup>533</sup> D'après Ahmed Aykaç : « Nous avons lutté contre l'ennemi étranger, l'ignorance, l'intégrisme et nous les avons vaincus. [...] Ce n'est pas un séisme qui pourra nous détourner de notre chemin. »<sup>534</sup> Nous pouvons compléter avec des propos similaires : « Je vois que toute la patrie s'est unie [face à la catastrophe]. Exactement comme au temps de la cause nationale. »<sup>535</sup> ; « La catastrophe ne peut pas nous vaincre quelle que soit son ampleur. Au contraire, nous la vaincrons. Parce que notre détermination [...] est supérieure à toutes les catastrophes en termes de puissance [...] ».<sup>536</sup>

Le « gouvernement de la République » (expression fréquemment utilisée) prend toutes les mesures dès les premières heures suivant l'information concernant le séisme : du moins, c'est ce que prétend la presse turque. Toutes les institutions réagissent immédiatement face à la catastrophe. L'Assemblée nationale forme un « comité d'aide nationale » (comme nous verrons ci-dessous, *tout est « national »*... la collecte de dons, les secours, mais aussi les victimes). Et à peine 48 heures après la catastrophe, les journaux annoncent le succès du gouvernement, font savoir que la réaction rapide de ce dernier mérite d'être reconnue. Par exemple dans *Ulus*, Falih Rıfki Atay écrit « Tout ce qu'il était possible de faire a été fait, et avec une telle rapidité et attention que nous ne pouvons pas nous empêcher d'apprécier cet attachement à la responsabilité et le perfectionnisme du gouvernement [...]. »<sup>537</sup> En quoi consistent ces premières mesures jugées efficaces par les journalistes ? Des budgets exceptionnels à l'ordre du Croissant-Rouge et l'envoi de 500 à 1 000 vêtements, couvertures, etc. pour chacun des départements touchés.<sup>538</sup> La question de l'efficacité du gouvernement est pourtant alors discutée, surtout à un moment où on

---

<sup>533</sup> ERTEM Sadri, « Tabiatla Nasıl Mücadele Edeceğiz ? », *Tan*, 30 décembre 1939, p.5.

<sup>534</sup> AYKAÇ Ahmed Fazıl, « Vazife Başında », *Cumhuriyet*, 30 décembre 1939, p.1 et 5.

<sup>535</sup> AYKAÇ Ahmed Fazıl, « Yeni Müdafai Milli », *Cumhuriyet*, 1 janvier 1940, p.3.

<sup>536</sup> NADI Yunus, « Zorluklarla Mücadele », *Cumhuriyet*, 3 janvier 1940, p.1 et 5. Voir aussi l'article de Naşit Uluğ, « Felakette ve Saadette Milli Birlik », *Ulus* (édition spécial *Kızılay*), 23 janvier 1940, p.1.

<sup>537</sup> ATAY Falih Rıfki, « Milli Bir Yardım Seferbirliği ! », *Ulus*, 28 décembre 1939, p.1.

<sup>538</sup> « Zelzele Hakkında Sıhhat Vekilinin İzahatı », *Vakit*, 28 décembre 1939, p.3. Les chiffres sont donnés par le ministre de la Santé.

ne peut avoir aucune nouvelle des villes qui sont à l'écart des lignes de chemin de fer.<sup>539</sup> Autrement dit, on n'a pas suffisamment d'informations sur la situation de la zone mais la réaction de l'État est déjà significative pour la presse qui la considère encore une fois comme une différence par rapport au passé. Dans *Tan*, Zekeriya Sertel affirme qu'il « n'est pas possible de nier le grand intérêt qu'ont montré l'Assemblée nationale et le gouvernement, ainsi que leur rapidité en ce qui concerne les mesures à prendre et leur méticulosité. »<sup>540</sup> Pour Asım Us, « la seule chose qui rassure un peu, en ce jour de désastre, est le fait que les mesures nécessaires sont prises par le gouvernement. »<sup>541</sup> Par contre, les journaux feront savoir plus tard que les secours n'ont pu arriver aux villages de montagne que dix jours après le séisme. Un certain nombre de survivants seraient morts à cause du froid et de la famine.<sup>542</sup> Le contact « définitif » avec ces lieux ne pourra être établi que mi-janvier.<sup>543</sup> Dans le contexte de 1939, le rôle de l'État se limite donc à gérer la collecte de dons, approvisionner la zone de catastrophe, dégager les décombres, les routes fermées, reconstruire les bâtiments publics. Il n'est pas question de faire du sauvetage dans l'urgence. Quant à la reconstruction, elle peut faire l'objet d'un tout autre débat, comme nous le verrons.

L'idée de « rupture avec l'ordre ancien » est présente dans l'ensemble des articles concernant le séisme d'Erzincan. Si le déplacement du chef d'État dans le pays et sa visite à la ville dévastée en sont considérés comme un symbole, il existe un autre changement important auquel on fait allusion pour parler de cette rupture. Il s'agit de la recomposition territoriale qui a eu lieu à la suite de la fondation de la République. Rappelons que les armées de Mustafa Kemal se sont battues finalement pour conserver le territoire qui restait de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale. Au cours de son démembrement, l'Empire s'est rétréci à ce territoire qui est composé d'un petit morceau en Thrace occidentale et de l'Anatolie. Depuis 1923, celui-ci est le territoire « national » : il est même à la base du processus de construction de la nation turque. L'idée qu'on essaye d'imposer à travers la presse est que *désormais, tous les individus font partie de la nation en tant que « citoyens » ; celle-ci vit sur un territoire bien délimité, dont toutes les parties « appartiennent » à tous les citoyens.* Il n'y a plus de distinction Istanbul/province comme

---

<sup>539</sup> Ibid. Le réseau télégraphique est paralysé, donc on compte sur le réseau télégraphique de la Compagnie des Chemins de Fer de l'État (TCDDY) pour communiquer avec la zone touchée par le séisme.

<sup>540</sup> SERTEL Zekeriya, « Büyük Felaket Karşısında », *Tan*, 29 décembre 1939, p.1.

<sup>541</sup> US Asım, « Zelzele Felaketi Önünde Vazifemiz », *Vakit*, 29 décembre 1939, p.1.

<sup>542</sup> « Kurtulanlardan Açlıktan ve Donarak Ölenler var », *Tan*, 7 janvier 1940, p.1.

<sup>543</sup> « Köylerle Tam İrtibat Temin Edildi », *Tan*, 15 janvier 1940, p.6.

sous l'Empire. Jusqu'à la République, c'était une distinction très nette : la quasi-totalité de l'Anatolie était dépourvue de toute infrastructure au sens moderne et les conditions étaient tellement précaires que, pour les fonctionnaires, être nommé en province était vu comme un « exil ».

Le choix d'Ankara comme capitale est le signe le plus important de cette recomposition territoriale : après plusieurs siècles, la capitale du pays change de position pour s'installer finalement au centre de la plaine anatolienne. Ce choix a été contesté même par les corps diplomatiques des pays étrangers qui ne voulaient pas venir dans cette « bourgade poussiéreuse ». Mais sur la volonté de la nouvelle élite, le nouveau pays crée sa capitale. Pour que le nouvel ordre puisse s'établir, on s'éloigne d'Istanbul, ville identifiée pendant un certain temps avec l'ordre ancien. Reste à convaincre la population : Istanbul dédaignera toujours Ankara qui deviendra finalement la capitale politico-administrative mais jamais la capitale culturelle et économique.<sup>544</sup> Pour revenir au tremblement de terre d'Erzincan et aux discours post-catastrophe dans les médias, la façon dont le pays est présenté dépend de cet arrière-plan. À travers la catastrophe, on fait systématiquement des remarques pour rappeler que *nous vivons dans un nouvel ordre où chaque citoyen est concerné par le sort de l'autre, par la situation de l'ensemble du territoire national, même celles de zones les plus « lointaines »*.

Mais cette conception de « pays national », donc de « patrie », n'est peut-être pas généralement admise ou bien mettra encore du temps pour s'enraciner. La presse tient probablement à souligner aussi son importance pour cette raison : on dit « notre Erzincan », « notre département », « notre région », « notre pays », « notre belle ville », « notre jolie bourgade » lorsqu'on parle des lieux. La presse d'Istanbul et d'Ankara, à des centaines de kilomètres de distance, crée un rapport de proximité et d'étroites relations avec Erzincan en reproduisant l'image de la « Turquie » créée par la République. Elle rappelle aux lecteurs que cette zone fait partie de leur pays : bien entendu, les personnes qui y vivent sont leurs compatriotes. Dans *Cumhuriyet*, Peyami Safa écrit : « L'histoire de l'Anatolie depuis quelques siècles est l'histoire des malheurs qui se sont succédés : la guerre, la révolte, le massacre [...] le déluge, l'incendie, le séisme... [...] L'Anatolie meurt pour le sultan, l'Anatolie reste affamée pour alimenter les villes privilégiées. [...] Elle a finalement retrouvé l'ordre, la santé, le pont, le chemin de fer et s'est débarrassée de la plupart de ses malheurs sous le nouvel État créé en son sein, qu'elle avait considéré comme

---

<sup>544</sup> L'opposition contre Mustafa Kemal et les kémalistes était très forte à Istanbul, même juste après la fin de la Guerre d'Indépendance, ce qui a sans doute joué sur la décision de choisir Ankara comme capitale. Voir MANGO, op.cit., p.391 et 392.

prometteur. [...] ». En qualifiant le séisme comme un malheur qui encore une fois a frappé l'Anatolie, il ajoute : « La leçon qu'il faut tirer est claire : la cause turque est une cause anatolienne. [...] Embrassons la cause de l'Anatolie à partir d'aujourd'hui. L'Anatolie, c'est-à-dire la patrie ! (Qu'est-ce qui nous est resté d'autre ?). »<sup>545</sup> Burhan Belge parle aussi de « notre grande maison qu'est la Turquie » en faisant une analyse semblable à celle de Safa : « Aucune partie de la patrie ne peut être détruite sans que les autres soient touchées aussi. L'Empire ottoman s'est effondré parce qu'une de ses parties n'était jamais au courant de la situation de l'autre [...] ».<sup>546</sup> Le nouveau pays est composé alors des parties qui sont (devraient être) étroitement liées les unes aux autres et, bien entendu, en liaison avec Ankara : « Heureusement que *notre* Ankara n'est pas touchée [par le séisme], on reconstruira vite alors notre Erzincan » dit une des victimes au Président İnönü, d'après le quotidien *Ulus*.<sup>547</sup>

Quel est alors le statut des individus sur ce territoire ? La réponse est claire : ce sont des « citoyens ». L'utilisation fréquente de ce terme nous fait comprendre qu'il s'agit d'un statut que le régime cherche à renforcer aux yeux de la société. On souligne que les victimes sont des « citoyens », tout comme ceux qui leur apportent du secours, ceux qui font des dons... Les gens qui vivent dans ces départements de l'Est sont des citoyens, ayant les mêmes droits que ceux qui ont le « privilège » de vivre à l'ouest du pays, dans les départements relativement développés : « Nous avons perdu des centaines de citoyens parmi nous » est-il écrit à la une de *Vakit* le 28 décembre 1939. L'aide, le don sont présentés comme un « devoir national ». L'altruisme est fort apprécié, mais on tient à faire savoir *qu'une nation est une immense famille, et s'intéresser aux autres membres dans les situations difficiles est quasi obligatoire*. Comme les autorités politiques ont déjà donné l'exemple en créant le Comité d'aide « nationale », « le citoyen n'a qu'à les suivre ». Participer à la campagne d'aide signifie être un bon citoyen, une composante de la nation, et la réussite de la campagne « nationale » est une preuve de la consolidation de la nation turque, qui est toute « jeune » à ce moment-là. « Citoyen, donne la main à nos frères qui sont victimes de catastrophe ! [...] La catastrophe est grande, et il ne sera pas possible de se contenter d'une aide temporaire » écrit-on dans *Tan*.<sup>548</sup> « Courons à l'aide de ce citoyen [...], de l'enfant d'Anatolie à qui nous devons notre liberté, notre bien-être et chaque

---

<sup>545</sup> SAFA Peyami, « Zelzele », *Cumhuriyet*, 29 décembre 1939, p.3.

<sup>546</sup> BELGE Burhan, « Felaket Dolayısıyla Vatandaşlara Güzel Bir Hitabe », *Ulus*, 30 décembre 1939, p.3.

<sup>547</sup> « Erzincan'da İnönü Yaralıları, Çaresizler ve Harebeler Önünde », *Ulus*, 3 janvier 1940, p.5.

<sup>548</sup> « Bir Yardım Listesi Açıyoruz », *Tan*, 28 décembre 1939, p.1.

tranche de pain » dit Peyami Safa.<sup>549</sup> Tous les journaux font appel aux « citoyens tures » pour qu'ils participent à la campagne de don. Le Jour de l'An est proche. Normalement le soir du 31 décembre est un temps de convivialité, d'amusement mais d'après les journalistes, cela ne doit pas être le cas cette année, au contraire c'est un temps de deuil national : « Je suggère que notre peuple qui vit dans les endroits qui ne sont pas affectés par le séisme, surtout dans les grandes villes, donne son budget du Jour de l'An aux comités d'aide ou au Croissant-Rouge. L'esprit noble et charitable du Turc ne peut se permettre de s'amuser ce soir tandis que des milliers de citoyens souffrent. [...] Je vais même suggérer qu'on annonce le deuil national [...] »<sup>550</sup> Des propos identiques fleurissent dans tous les journaux, demandant aux citoyens de participer à la mobilisation : « Donnez à ces pauvres ! » dit Abidin Daver. D'après lui, le 31 décembre de cette année ne peut pas être un jour de fête et il ne convient, en aucun cas, de s'amuser ce jour-là.<sup>551</sup>

La collecte de dons est organisée par l'administration. Dans les chefs-lieux des départements, ce sont les préfetures et, ailleurs, les sous-préfetures qui s'en chargent. L'autre alternative pour faire un don est naturellement le Croissant-Rouge turc. Les journaux acceptent aussi de collecter de l'argent afin de le transférer aux autorités plus tard. Les étudiants expriment leur désir d'aller directement dans la région.<sup>552</sup> La presse publie, jour après jour, la liste des donateurs avec les sommes offertes. De manière générale, cette campagne de dons est un succès : une réussite surprenante même. On parle dès le 28 décembre de « la mobilisation de la nation en tant qu'un corps »<sup>553</sup>, de « l'unité et la concomitance de la nation »<sup>554</sup> etc. Le don est une « dette à la patrie »<sup>555</sup> et, d'après la presse, les citoyens payent leur part volontairement. Dans son discours publié le 2 janvier, le Président İnönü parle aussi « d'une solidarité réelle entre les différentes régions de la patrie [...] » et qualifie la nation de « famille ». L'interprétation médiatique de la campagne nous dirige, encore une fois, vers l'idée de rupture avec l'ancien, vers le changement sociopolitique. D'après Nadir Nadi, « Nous avons compris à l'occasion du séisme récent à

---

<sup>549</sup> SAFA, op.cit.

<sup>550</sup> « Felaketzedelere Yardım İçin » (dans la rubrique « Hem Nalına Hem Mihına »), *Cumhuriyet*, 29 décembre 1939, p.3.

<sup>551</sup> DAVER, Abidin, « Verin Zavallılara ! », *İkdam*, 29 décembre 1939, p.1. et « Yılbaşı Gecesinde Milli Matem İlanını Teklif Ediyoruz », *İkdam*, 30 décembre 1939, p.1.

<sup>552</sup> « Üniversite ve Yüksek Tahsil Gençliğinin Karar ve Dilekleri », *Vakit*, 29 décembre 1939, p.1 ; « Üniversitede Dün Bir Toplantı Yapıldı », *İkdam*, 30 décembre 1939, p.2.

<sup>553</sup> NADI, Nadir, « Zelzele Felaketi », *Cumhuriyet*, 28 décembre 1939, p.1.

<sup>554</sup> NADI, Nadir, « Büyük Milli Felaketimiz Karşısında », *Cumhuriyet*, 29 décembre 1939, p.1.

<sup>555</sup> « Milli Yardım », *İkdam*, 29 décembre 1939, p.1.

quel point le processus de révolution des dernières 16 années a unifié cette nation ». <sup>556</sup>  
L'article « Devenir une nation », signé par Burhan Belge, est sur le même ton. D'après Belge « les larmes de souffrance de la nation turque ont rapidement cédé la place aux larmes de consolation, voire de joie » grâce « aux vagues de solidarité et de secours qui ont parcouru le pays dans toutes les directions pour se réunir finalement au-dessus d'Ankara ». « Le père âgé d'un ami de l'auteur affirme que l'État a changé par rapport au passé ». Belge ajoute : « Mais la nation a changé aussi par rapport au passé ! C'est cela le véritable miracle. Il faut se réjouir. Et il faut s'étonner aussi, pour ceux qui ont connu l'inertie de *l'ümmet* des temps anciens. » Ici, l'auteur fait clairement allusion à une transformation fondamentale, imaginée depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais qui n'a été vraiment entreprise que par la République. La « distillation » d'une nation turque à partir des musulmans de l'Empire. <sup>557</sup>

En répondant probablement à Abidin Daver, Belge affirme « qu'il n'y a plus besoin d'un journaliste qui crie *donnez aux pauvres* » comme c'était le cas auparavant. « Maintenant, l'ensemble du pays vient à en aide aux citoyens ayant subi la catastrophe [...] ». Il tient à faire savoir que « c'est le peuple qui motive les comités d'aide et non pas le contraire. Et quand on parle du peuple, il ne faut pas penser seulement à la population des bourgades et des villes, mais aussi à celle des villages, donc à l'ensemble du peuple, le peuple noir, <sup>558</sup> le peuple pur et sacré. » <sup>559</sup> Nous voyons ici un thème important du processus de construction de la nation qui est la mise en place des stéréotypes du village et du paysan sacré dans l'imaginaire collectif. L'exaltation de l'Anatolie, bien que majoritairement rurale et non-développée dans sa majorité, est une nécessité idéologique pour assurer la cohésion sociale et l'attachement au pays. <sup>560</sup> Le paysan turc est « noir », donc peut-être physiquement sale, mais il est propre dans son cœur. Il assure le blé du pays tout comme il se sacrifie si nécessaire pour le défendre. Il est représenté comme un

---

<sup>556</sup> NADI, Nadir, « İçtimai Yardım Teşkilatına Dair », *Cumhuriyet*, 5 janvier 1940, p.1.

<sup>557</sup> En utilisant le terme *ümmet* (l'ensemble des musulmans du monde) l'auteur fait allusion en réalité au terme *millet*, terme qui désigne une communauté ethnique/religieuse dans l'Empire ottoman. Avant le développement des nationalismes, les Turcs faisaient partie du *millet* musulman.

<sup>558</sup> « Noir » : sale.

<sup>559</sup> NADI, Ibid.

<sup>560</sup> Voir par exemple KARAY, Refik Halit, « Kan Ağladık Fakat Fütür Getirmedik », *Tan*, 31 décembre 1939, p.5. L'image d'une Anatolie « imaginaire » sera également diffusée par la radio, qui est publique. Il s'agit d'une Anatolie produite dans les studios d'Ankara par les metteurs en scène, les scénaristes, les acteurs, avec de la musique, des effets sonores. Cette image décalée par rapport à la réalité survivra quelques décennies encore. Voir YENAL, Zafer, « Gerçeğin Konservesi », *Virgöl*, No 86 (juillet-août 2005), p.8. [compte rendu du livre *Radyonun Sihirli Kapısı : Garbiyatçılık ve Politik Öznellik*, Metis Yayınları, İstanbul, 2005]

« cousin lointain de province dont on a tendance à avoir honte » mais à qui on doit des choses parce qu'on est de la même famille. On n'a plus le droit de le contempler avec dédain, comme à l'époque de l'Empire ottoman, maintenant que « nous appartenons tous à la même nation ».

Ces représentations de l'Anatolie et de « l'Anatolien » sont indissociables du discours de modernisation. La presse ne cache aucun détail aux lecteurs concernant la situation de la zone de catastrophe. Mais outre les destructions dues au séisme, elle parle aussi de la précarité, de la pauvreté, de l'analphabétisme qui existaient en Anatolie déjà depuis longtemps. Ainsi Peyami Safa indique : « Trois-quarts des territoires turcs demeurent vides et arides, privant les masses affamées y vivant de grandes richesses sur lesquelles ils habitent. [...] Au Danemark, un hectare produit 33 quintaux de blé contre 6 quintaux en Turquie. »<sup>561</sup> Autrement dit, à l'occasion du tremblement de terre, la presse se fait l'écho de la situation précaire de l'Anatolie et de l'absence d'infrastructures qui la marque toujours en 1939. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas ici de critiques adressées au gouvernement. Au contraire – et c'est ce qui rend le cas intéressant – les journalistes tiennent à affirmer que dans un futur « assez proche », toutes ces questions socio-économiques seront résolues par la République, par sa politique de modernisation. En général, dans les situations analogues les conditions de vie constituent pour les médias un objet de critique contre le gouvernement (comme nous le verrons dans les séismes en Turquie à partir des années 60). Néanmoins, après Erzincan c'est encore une fois l'Empire, donc l'ordre ancien, qui est jugé responsable et qui est critiqué pour le sous-développement de l'Anatolie. On insiste toujours sur la même idée de rupture, les problèmes étant associés à l'ordre ancien et les solutions au nouveau. Tout comme la catastrophe et les secours aux victimes, la précarité de l'Anatolie devient donc une occasion de propagande pour le régime.

Encore une fois, il est difficile de dire jusqu'à quel point le soutien des journalistes au gouvernement est dû à la pression de ce dernier : comme nous l'avons déjà vu, les journalistes turcs font partie de ceux qui croient au nouveau régime, à ses bases idéologiques et, ce qui est plus important, à l'image du « brillant futur ». À propos des victimes, par exemple, Niyazi Ahmet écrit « Nous regrettons surtout la perte de nos citoyens qui ne pourront pas voir s'ériger les monuments colossaux de la Turquie civilisée. »<sup>562</sup> Selon ces intellectuels, la modernisation – même par une voie autoritaire –

---

<sup>561</sup> SAFA, Peyami, « Hadiseler Arasında Derece Şuuru », *Cumhuriyet*, 1 janvier 1940, p.3.

<sup>562</sup> AHMET, Niyazi, « Sivas, Kemah ve Erzincan », *Vakit*, 29 décembre 1939, p.3.

est la seule solution. Donc, il s'agit d'une conviction idéologique que nous pouvons considérer plus ou moins comme sincère. D'autre part, il s'agit de la pression du régime. Cela continuera jusqu'au passage au multipartisme et les composants de la presse turque ne laisseront apparaître leurs tendances politiques qu'après 1945-1950. À l'époque, la conjoncture les oblige à être conformistes, à jouer le rôle de porte-parole du régime de parti unique. En décembre 1939, la presse en Turquie participe activement à la construction de l'image du pays « officiellement mise en place ». Même à l'occasion du séisme, elle reproduit, puis rediffuse cette image sans arrêt, tout comme elle le fait avec la nouvelle idéologie.<sup>563</sup>

Le séisme d'Erzincan permet également aux journalistes de faire des commentaires sur les rapports de la Turquie avec l'étranger, sur sa position au sein de la communauté internationale. Il s'agit ici aussi d'une « question d'image » : si la presse tient à conserver « une certaine image de la Turquie » aux yeux des citoyens turcs, elle laisse entendre qu'elle en fait de même pour les observateurs étrangers. À lire la presse, nous comprenons que la façon dont les étrangers (il faut lire l'Europe) voient la Turquie est très importante pour les Turcs. À travers le miroir tendu par les étrangers, les Turcs se regardent pour se critiquer ou se justifier et probablement pour se repositionner.<sup>564</sup> L'Occident, en particulier l'Europe de l'Ouest, étant le modèle de civilisation pour les Turcs, le point de vue des Occidentaux devient une « référence » dans le contexte turc. La situation est fort intéressante parce que, comme les intérêts de l'Europe et ceux des Turcs ont rarement convergé, l'histoire des relations turco-européennes est en grande partie une histoire d'antagonismes : n'oublions pas qu'en 1939, à peine 20 ans se sont écoulés depuis la Première Guerre mondiale où le soldat turc a dû affronter celui de la France et de la Grande-Bretagne. Les Turcs gardent alors une vision presque schizophrénique de l'Europe : les Européens ont été leurs ennemis mais il n'empêche que leur civilisation est le modèle par excellence pour la Turquie. Dans la presse on utilise avec insistance le terme « les ennemis extérieurs » quand on parle de la période de Guerre d'Indépendance : ces ennemis ne sont autres que la Grande-Bretagne, la France, la Grèce. Mais, comme la conjoncture internationale a changé depuis, on préfère occulter cet aspect de l'histoire. En 1939, ce sont des alliés.

---

<sup>563</sup> Cela nous rappelle une des célèbres expressions du journaliste Çetin Altan : « la propagande turque faite aux Turcs, par les Turcs » par les cadres dirigeants successifs de la Turquie.

<sup>564</sup> Le phénomène n'est sans doute pas nouveau et existe probablement depuis le début de la modernisation turque. Il continue d'exister. Les Turcs se comparent toujours à l'Europe en termes de progrès politique, social ou économique et non pas, par exemple, aux pays musulmans.



Notamment, l'aide provenant de l'étranger est un facteur qui modifie la perception des Turcs. En survolant les articles concernant le matériel envoyé par les pays étrangers, nous remarquons que l'aide française et anglaise a surpris les journalistes, qui perçoivent cette aide non seulement comme un indice de réconciliation entre ces pays et la Turquie, mais aussi comme un signe qui montre que la République de Turquie est acceptée au sein de la communauté internationale. Il ne faut pas oublier que durant les années 20 et 30, la jeune République a surtout cherché à sortir de son isolement sur le plan international.<sup>565</sup> Si le nouveau régime est obligé de faire ses preuves et de renforcer sa position à l'intérieur, il doit le faire à l'extérieur aussi (sans oublier qu'une vision positive de la Turquie en Europe signifie davantage de légitimité pour le régime aux yeux de la société turque elle-même). Dans ce contexte, on interprète l'intérêt des pays étrangers, surtout des pays de l'Europe de l'ouest, de façon politique. Le fait que le séisme d'Erzincan fasse l'actualité en Europe impressionne la presse turque. La République de Turquie a donc rejoint la « grande famille des nations civilisées ». Illustrons cette interprétation par quelques citations :

« La tristesse suscitée par le séisme d'Anatolie de l'Est a franchi les frontières de la Turquie, pour toucher tous les pays *amis* proches ou lointains. [...] Cet intérêt réel montré par les nations étrangères pour la grande catastrophe survenue dans une partie de la Turquie engendre naturellement la sympathie de la nation turque. »<sup>566</sup> ; « En s'intéressant sincèrement à la catastrophe qui a frappé la nation turque *amie*, alors qu'elles [la France et la Grande-Bretagne] sont en train de lutter pour leur survie, non seulement elles ont fait preuve de leur amitié mais aussi de la grandeur de leur humanité. »<sup>567</sup>

Les propos de Falih Rıfkı Atay, rédacteur en chef d'*Ulus*, constituent également un bon exemple : « Nous tenons à réfléchir sur le sens des échos de cette catastrophe à l'étranger. Ces échos sont au-delà des émotions humaines naturelles envers une quelconque nation éprouvée par un désastre : la Nation turque n'a pas seulement été traitée comme une nation pour laquelle on ressent de la pitié, mais aussi comme une nation à laquelle on s'attache, qu'on aime, une nation dont le destin malheureux donne envie de se révolter. [...] Nous voyons à quel point nous sommes aimés grâce à notre politique nationale qui consiste à servir la paix, l'humanité, la civilisation et grâce à notre attitude

---

<sup>565</sup> Un certain nombre de pactes et de traités dont la Turquie a été soit fondatrice, soit adhérente en font preuve. Par exemple, le traité de 1925 avec l'URSS, le traité de Rome en 1929 avec l'Italie, la ratification du pacte Briand-Kellogg en 1929, le traité de 1930 avec la Grèce, l'adhésion à la Ligue des Nations en 1932, la conclusion d'un Pacte balkanique en 1934...

<sup>566</sup> US, Asım, « Yardım İşinde Sürat Lazımdır », *Vakit*, 31 décembre 1939, p.1.

<sup>567</sup> NADI, Yunus, « Milli Felaketimize Dostlarımızın Alakası », *Cumhuriyet*, 1 janvier 1940, p.1 et 3.

honnête et noble. »<sup>568</sup> Nous remarquons que la presse parle des « nations *amies* » ou des « pays *amis* » en faisant surtout allusion à la Grande-Bretagne et la France.

Il est clair que l'aide française ou celle britannique (par exemple) ont un but politique : elles flattent la Turquie pour la convaincre de participer « activement » à la guerre. Ce ne sera pas le dernier des efforts des Alliés afin de mettre fin à la neutralité de ce pays et de l'entraîner dans le combat. À ce stade de la guerre, le soutien franco-britannique est généralement souhaité du côté turc car le pays est encore sous le choc du pacte de non-agression germano-soviétique et du partage de la Pologne. Les dirigeants turcs sentent surtout le danger d'une éventuelle attaque soviétique (cela durera jusqu'à la mort de Staline (1953) qui a révélé ses ambitions territoriales sur la Turquie dès la mort d'Atatürk), d'où la conclusion du pacte de soutien avec la France et la Grande-Bretagne deux mois avant le séisme. L'attitude favorable de la presse turque envers le couple franco-britannique atteindra son apogée après un discours que Chamberlain, Premier ministre britannique, tient le 9 janvier. « Chamberlain qualifie la Turquie 'd'amie noble et généreuse' » affirme *Ulus* à la une. D'après ce quotidien, Chamberlain aurait dit : « La Turquie a subi en quelques jours plus de pertes que l'ensemble des pays belligérants depuis des semaines. [...] Tout ce qui est nécessaire pour apporter de l'aide à ces lieux ravagés se fait sous la direction du Président de la République lui-même. Le paysan turc se fait admirer en résistant à ces catastrophes avec patience et courage, qui font partie de ses caractères nationaux. »<sup>569</sup> Un tel discours de la part du leader d'un « ancien adversaire », mais aussi de la « grande puissance » qu'est l'Empire britannique doit sans aucun doute impressionner les Turcs. Après tout, c'est un signe de la reconnaissance que la jeune République cherche depuis sa fondation. Il faut savoir que la Grande-Bretagne continuera sa campagne diplomatique à l'occasion du séisme. Le 28 janvier, le général Wyndham Deeds vient à Istanbul en tant que représentant du « comité d'aide turco-britannique » créé à Londres.<sup>570</sup> *Cumhuriyet* obtient une interview du général Deeds qui affirme être venu en Turquie à plusieurs reprises dans le passé, et « avoir été témoin du courage du soldat turc à Gallipoli et en Palestine où le hasard l'a conduit pendant la Grande Guerre. » Dans cette interview intitulée « La main d'amie tendue par l'Angleterre », on ne parle pas des activités passées de Deeds qui, en réalité, était un responsable du service de renseignements de l'armée britannique, spécialisé sur l'Empire ottoman. Pour le moment,

---

<sup>568</sup> ATAY, Falih Rıfki, « Vatandaşlarımız ve Dostlarımız Arasında », *Ulus*, 4 janvier 1940, p.1 et 4.

<sup>569</sup> « Çamberlainin Zelzele Münasebetiyle Memleketimiz Hakkında Söylediği Sözler », 10 janvier 1940, p.1 et 5.

<sup>570</sup> « Milli Felaketimiz Karşısında İngiltere'nin Uzattığı Dost Eli », *Cumhuriyet*, 29 janvier 1940, p.1.

l'alliance de la Grande-Bretagne est plus importante que certains « dossiers historiques ». <sup>571</sup>

Nous voyons que les pays « ex-ottomans » (la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, le Liban, la Syrie, l'Irak, etc.) bénéficient d'un traitement « spécial » de la part de la presse, surtout les pays balkaniques. Dans *Cumhuriyet*, Nadir Nadi écrit « Ces États [balkaniques] sont nos voisins. Nous sommes liés par des liens historiques profonds. Chaque jour qui passe nous rapproche davantage et réunit nos destins qui deviennent inséparables. » <sup>572</sup> Nadi ne fait pas uniquement allusion à la guerre qui a commencé trois mois auparavant. La menace italienne persiste depuis le début des années 30 : le traité de 1930 signé avec la Grèce et le pacte balkanique conclu en mars 1934 entre la Turquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Grèce visent en principe à bloquer l'expansionnisme de l'Italie fasciste. <sup>573</sup> La Turquie, ayant déjà subi l'occupation italienne de ses côtes sur la Méditerranée à la suite de la Première Guerre mondiale, considère le danger comme réel et cherche le soutien des autres pays qui se trouvent dans une situation analogue. Nous avons également vu que chaque entente, pacte, traité signé entre la Turquie et les pays étrangers signifie la reconnaissance de la République turque sur le plan international.

À lire les articles de presse, nous remarquons que la Grèce est le plus favorisé parmi tous les « voisins » de la Turquie. Elle est présentée comme un pays « ami et allié » avec lequel la Turquie entretient des relations cordiales et non pas comme « l'ennemi » de 1919. D'après la presse, la Grèce serait très touchée par la catastrophe qui a frappé la Turquie : « Les Grecs font partie de nos voisins qui nous ont montré le plus sincère intérêt depuis la catastrophe du tremblement de terre. Ils nous ont envoyé de l'argent, un hôpital mobile et en plus, ils ont collecté officiellement des dons dans leur pays. Tout cela indique que les Grecs ont fait leur la catastrophe qui s'est produite sur le sol anatolienne. [...] » <sup>574</sup> On souligne aussi que « l'amitié sincère et profonde de la Grèce [...] ne peut pas être mise en doute. » Les Grecs font des campagnes de dons non seulement en Grèce mais aussi aux États-Unis où la diaspora grecque a organisé des collectes, comme nous le lisons à la une

---

<sup>571</sup> Voir la page [http://www.mudafaai-hukuk.com.tr/arsiv/mart02\\_17.html](http://www.mudafaai-hukuk.com.tr/arsiv/mart02_17.html) sur Internet où on parle de « l'Association des anglophiles » (*İngiliz Muhipleri Cemiyeti*) fondée à Istanbul en mai 1919 sous occupation. Elle a été créée et financée par la Grande-Bretagne et dirigée par un certain Robert Frew (officiellement missionnaire) membre lui aussi du service de renseignements britannique. L'objectif de l'association, qui comprenait plusieurs membres turcs, était d'établir une base favorable à la Grande-Bretagne en Turquie pour la colonisation ou le mandat à l'avenir. Sir Wyndham Deeds faisait naturellement partie de l'association en tant qu'attaché militaire de la Grande-Bretagne à Istanbul.

<sup>572</sup> NADI, Nadir, « Teşekkür Ederiz », *Cumhuriyet*, 6 janvier 1940, p.1.

<sup>573</sup> Un pacte similaire a été conclu entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan en 1937 (pacte de *Sadabad*).

<sup>574</sup> « Yunanlı Dostlarımızın Kadirşinaslığı », *Tan*, 19 janvier 1940, p.7.

de *Cumhuriyet*.<sup>575</sup> Ainsi, à travers le dossier du séisme nous pouvons constater qu'en 1938 les relations turco-grecques sont marquées par une approche constructive, et non pas par l'hostilité.<sup>576</sup>

Le tremblement de terre d'Erzincan a été le plus important de la période républicaine en termes de pertes en vies humaines. Jusqu'à la fin du régime de parti unique (1950), trois séismes de force considérable sont survenus : à Niksar (21 décembre 1942), à Tosya (26 décembre 1943), et finalement à Gerede (1<sup>er</sup> février 1944). Niksar se trouve à 450 km au nord-est d'Ankara tandis que Tosya est situé à 200 km au nord de la capitale. Gerede est à 230 km nord-ouest d'Ankara, donc à 300 km au sud-est d'Istanbul. Le séisme de Karlıova (18 août 1949) a frappé la bourgade qui porte ce nom, située entre Erzurum et Erzincan, donc à 800 km à l'est d'Ankara.<sup>577</sup> Si ces tremblements de terre n'ont pas été aussi graves que celui d'Erzincan en 1939, leur bilan total reste quand même tragique : près de 3 000 morts à Niksar, 3 000 pour le séisme de Tosya et près de 4 000 pour Gerede. À Karlıova, le nombre de morts est limité à 450.<sup>578</sup>

L'étude des journaux nous montre que jusqu'à la fin de la guerre, la façon dont la presse présente le contexte intérieur et extérieur n'a pas vraiment changé. Le président İnönü et « les gouvernements de la République » sont toujours privilégiés par la presse. La guerre tient une place plus importante qu'en 1939 dans les pages des journaux qui tiennent à transmettre méticuleusement les bilans journaliers annoncés par les belligérants mais aussi les discours des figures politiques importantes comme Churchill, Roosevelt, Staline, Hitler, De Gaulle... La guerre a gravement affecté l'économie fragile de la Turquie, bien que « neutre ». La perte des marchés extérieurs et la mobilisation (non-officielle) de près de 1 500 000 hommes lui ont coûté tout ce qu'elle avait accumulé durant la décennie précédente.<sup>579</sup> Une loi relative à la « défense nationale » est en vigueur depuis janvier 1940

---

<sup>575</sup> « Felaketzedeler Yardım, Dost Yunanistan'da Teberrular İçin Büyük İane Listeleri Açılıyor », *Cumhuriyet*, 20 janvier 1940, p.1.

<sup>576</sup> Les relations entre la Turquie et la Grèce ont été assez tendues jusqu'en 1930. L'approche de la Deuxième Guerre mondiale a joué certainement un rôle important dans la normalisation des rapports bilatéraux. Par exemple, les deux pays ont signé un traité qui prévoyait la libre circulation des travailleurs en 1930. Celui-ci a été en vigueur jusqu'en 1964. Mustafa Kemal Atatürk a été désigné comme candidat au prix Nobel de la paix par Eleuthérios Venizélos en 1934. L'atmosphère pacifique a laissé la place à l'hostilité à la suite de la première crise de Chypre en 1963.

<sup>577</sup> Les distances sont approximatives. Respectivement, les bourgades de Niksar, Tosya, Gerede, Karlıova sont rattachées aux départements de Tokat, Kastamonu, Bolu et Bingöl.

<sup>578</sup> En effet, le séisme de Karlıova n'a pas été aussi destructif que les autres, avec 450 victimes. Par exemple en 1946 celui de Varto-Hınıs a fait près de 850 morts. Néanmoins, nous avons délibérément choisi de traiter le séisme de Karlıova car il était survenu en 1949, c'est-à-dire un an avant la transition au multipartisme. La presse de l'époque reflète cette atmosphère de passage.

<sup>579</sup> AHMAD, Feroz, op.cit. p.97.

et permet au gouvernement de contrôler les prix, de réquisitionner du matériel et d'imposer si nécessaire le travail forcé aux citoyens.<sup>580</sup> Plus tard, les prix et les loyers ont été bloqués au niveau d'avril 1940. On a ajouté 3 heures supplémentaires aux horaires de travail et le travail pendant les week-ends est devenu obligatoire dans certains secteurs. Les prix des biens et des services essentiels comme la farine, le sucre, la viande, le transport ont augmenté de façon considérable. İnönü a réussi à tenir la Turquie en dehors de la guerre, mais ces mesures nécessaires lui ont fait perdre de sa popularité, déjà fragile.<sup>581</sup>

En survolant les articles concernant les séismes, nous voyons cet arrière-plan politique marqué par la guerre. La Turquie s'éloignera des Alliés à la suite de la défaite française, pour se rapprocher finalement de l'Allemagne après le basculement de la Bulgarie dans le camp de l'Axe et l'occupation de la Grèce par l'armée allemande. En juin 1941, les troupes allemandes sont à quelques kilomètres de la frontière turco-grecque et par conséquent la Turquie signe un traité d'amitié avec le III<sup>e</sup> Reich. Malgré la promesse de « coopération active » qu'elle a faite aux Alliés en 1939, la Turquie d'İnönü gardera sa neutralité, jugée « immorale »<sup>582</sup>, jusqu'à la victoire soviétique de Stalingrad (novembre 1942). İnönü n'acceptera de manifester une hostilité envers l'Allemagne qu'à partir de décembre 1943, après la Conférence du Caire. Mais il trouvera des moyens de ralentir tout projet allié concernant la Turquie jusqu'à la fin de la guerre. Ce jeu d'équilibre aura des conséquences politiques sur le plan intérieur.

L'expansion allemande dans les Balkans et l'URSS encourage les mouvements d'extrême droite turcs à partir de 1941. Les militants panturkistes voient dans l'avancée allemande en Russie un espoir « pour les Turcs extérieurs ».<sup>583</sup> Ces mouvements seront tolérés par le régime jusqu'à ce que la défaite allemande devienne évidente et ils seront réprimés en 1944.<sup>584</sup> En effet les influences fascistes provenant de l'Europe depuis le début

---

<sup>580</sup> ZÜRCHER, op.cit. p.207-208.

<sup>581</sup> MANGO, op.cit., pp. 27-30.

<sup>582</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.212-214. La Turquie rompra ses relations diplomatiques avec l'Allemagne en août 1944 et déclarera formellement la guerre en février 1945.

<sup>583</sup> Le panturkisme est né en tant que réaction au panslavisme au XIX<sup>e</sup> siècle. Les fondateurs de cette pensée étaient dans leur majorité des émigrés venant de la Russie tsariste. Etant adopté par les Jeunes Turcs et le cadre dirigeant du Parti d'Union et de Progrès, le panturkisme a été l'idéologie dominante lors de la Première Guerre mondiale. Les panturkistes défendent l'union de tous les peuples considérés comme « turcs » dans un même grand pays : *Touran*. D'ailleurs, le terme *turanici* (touraniste) est utilisé dans le contexte turc pour désigner les militants de ce mouvement. Le projet panturkiste a été jugé « irréaliste » par Mustafa Kemal et ses compagnons, qui ont refusé tout expansionnisme. L'organisation des foyers panturkistes, *Türk Ocağı*, a été fermée en 1931.

<sup>584</sup> Les panturkistes faisaient le parallèle entre le contexte de la Deuxième Guerre mondiale et celui de la Première Guerre mondiale où l'Empire ottoman s'était allié à l'Empire allemand. Les projets de réunification du « monde turc » leur ont donné un nouvel essor. En mai 1944, les principaux turanistes ont été arrêtés et

des années 30 trouvent un sol fertile surtout chez les *panturkistes*, mais aussi chez une partie de l'élite turque qui admire les régimes totalitaires sans être forcément panturkiste. La brève période de 1941-1943 est douloureuse pour les minorités de la Turquie. Des articles, des caricatures visant les minorités chrétienne et juive voient le jour dans la presse et les membres de ces minorités sont traités alors de « pseudo-turcs », pour ensuite subir une certaine répression. Nous en voyons les premiers signes dès 1939, à l'occasion du séisme d'Erzincan.

Dans *Cumhuriyet*<sup>585</sup>, Yunus Nadi cite un courrier de lecteur dans lequel on dénonce le fait que « certains de nos riches, surtout les Juifs qui gagnent de l'argent grâce à ce pays, ne sont pas suffisamment intéressés par la catastrophe ».<sup>586</sup> D'après lui, la campagne de dons organisée pour les victimes du séisme permet de distinguer « les vrais patriotes attachés au pays » : « Il est normal que les juifs riches ou bien les riches de caractère juif ne fassent que des dons ridicules pour sauver la face. S'ils ressentaient le moindre amour, de l'attachement pour leur société, ils ne seraient pas juifs. »<sup>587</sup> Enfin Nadi fait une suggestion : taxer « ceux qui gagnent trop » pour améliorer les capacités de l'État et de l'administration, ce qui permettra à ses yeux de lutter plus efficacement contre les catastrophes naturelles.<sup>588</sup> Les propos de Nadi provoquent un débat entre son journal et un autre, *Tan*, dont les fondateurs Zekeriya et Sabiha Sertel sont originaires des familles juives de Salonique converties à l'Islam (*dönme*).<sup>589</sup> Peu après, un autre journaliste du *Cumhuriyet* s'adresse aux Sertel : « Dès qu'on fait quelque part un reproche à nos citoyens juifs, le quotidien *Tan* répond et défend nos petits juifs. [...] Lorsque nous avons mentionné les Juifs, nous n'avons pas parlé ni des *dönme*, ni de ce quotidien. S'agit-il d'une relation

---

jugés à la suite d'une manifestation anti-soviétique qu'ils ont organisée. L'Allemagne était en train de perdre – visiblement – la guerre et la présence d'un mouvement politique fanatiquement anti-soviétique (anti-communiste aussi) en Turquie pouvait causer des problèmes avec l'URSS.

<sup>585</sup> Aujourd'hui connu comme quotidien de gauche, *Cumhuriyet* a conservé une attitude pro-allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale.

<sup>586</sup> NADI, Yunus, « İçtimai Yardım Teşkilatına Dair », *Cumhuriyet*, 5 janvier 1940, p.1 et 7.

<sup>587</sup> Ibid.

<sup>588</sup> Ibid.

<sup>589</sup> *Dönme* (littéralement « travesti, converti ») est un terme considéré comme vulgaire, utilisé pour désigner les Juifs de Salonique qui se sont convertis à l'Islam au XVII<sup>e</sup> siècle et leurs descendants. Comme l'exemple de l'impôt sur le patrimoine le montre, leur appartenance à l'Islam est toujours considérée comme « suspecte ». Ce groupe est connu sous le nom de *Sabetaycılar* (sabetayistes) du fait que le fondateur de ce mouvement était un juif nommé Sabetay Zvi. Il s'est proclamé le Messie attendu par le peuple juif en 1648. Arrêté et questionné par l'administration ottomane pour « avoir troublé l'ordre public », il a déclaré adopter l'Islam et demandé à ses disciples de faire de même. (1665) Voir BERKES Niyazi, **Türkiye'de Çağdaşlaşma**, Yapı Kredi Yayınları, İstanbul, 2004, p.59.

proche entre les deux propriétaires de Salonique de *Tan* et les Juifs ? Quand on attaque les uns, les autres réagissent tout de suite, et cela depuis longtemps. »<sup>590</sup>

Rappelons que pendant la guerre *Cumhuriyet* suivra une ligne pro-allemande tandis que *Tan* restera pro-soviétique : les Sertel sont de tendance communiste. Mais les propos que nous avons cités ci-dessus sont intéressants dans la mesure où ils résument le contexte de 1940 en ce qui concerne la situation des minorités en Turquie. Celles-ci sont en train de subir tous les effets de la construction de la nation (donc une assimilation et, dans la pratique, la réduction de certaines libertés) aussi bien que les influences fascistes venant de l'Europe et qui nourrissent le racisme turc. Le cliché historique du « commerçant/entrepreneur/artisan non-musulman qui est devenu riche en exploitant la Turquie » continuera à poser beaucoup de problèmes à ces minorités. En novembre 1942, l'Assemblée Nationale votera une loi qui prévoit la taxation (exceptionnelle) des riches. Visant théoriquement tous les citoyens aisés, la loi ne s'appliquera finalement qu'aux non-musulmans. Certains perdront tous leurs biens (qui seront rachetés par les musulmans) pour pouvoir payer l'impôt levé. Ainsi, le capital changera définitivement de main en Turquie. La bourgeoisie en Turquie sera désormais composée des « Turcs ».<sup>591</sup> Le séisme de Niksar survient le 21 décembre, à un moment où cet « impôt sur le patrimoine » est sévèrement appliqué. D'ailleurs, cette question occupe plus de place dans les pages des journaux que le séisme. En ce sens-là, la question de l'aide aux victimes continuera d'être politique.<sup>592</sup> Après le séisme de Gerede (février 1944), on dénonce dans un article du *Cumhuriyet* un citoyen arménien pour ne pas avoir suffisamment contribué à la campagne de dons : « Hier on a fait des dons considérables à travers le comité pour les victimes formé à la Chambre de commerce. Néanmoins, on a constaté avec indignation qu'une grande entreprise comme celle de L... n'a donné que 5 livres. »<sup>593</sup> A cet égard, la défaite de Stalingrad entraîne un changement dans le contexte politique interne : les citoyens exilés à Aşkale (Erzurum) à cause de l'impôt sur le patrimoine pourront revenir et Yunus Nadi, rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, perd sa place au sein de l'Assemblée nationale. Avram

---

<sup>590</sup> BEDI, Server, « Pazardan Pazara », *Cumhuriyet*, 14 janvier 1940, p.6.

<sup>591</sup> Les citoyens qui n'ont pas pu payer l'impôt (dont le montant était déterminé cas par cas, par des commissions locales) sont envoyés à Aşkale (Erzurum) pour des travaux forcés.

<sup>592</sup> Notons qu'à cause de la fréquence inhabituelle des catastrophes naturelles (dont un grand nombre d'inondations) et bien sûr à cause des conditions de guerre depuis 1939, les campagnes de dons semblent ne plus susciter l'enthousiasme chez les citoyens. Après le séisme de Gerede (février 1944), nous voyons que le préfet d'Istanbul a dû « appeler les Istanbulites à payer leur dette envers l'humanité » (« Istanbul Valisi Istanbulluları İnsanlık Borcunu Ödemeye Çağırıyor », *Tan*, 6 février 1944, p.1. Dans un article du 20 février 1944, *Cumhuriyet* questionne : « Pourquoi les riches d'Istanbul sont-ils indifférents ? » (« Istanbulun Zenginleri Niçin Lakayd ? », p.1).

<sup>593</sup> « Felaketzedelere Yardım », *Cumhuriyet*, 10 février 1944, p.3.

Galanté, un juif turc devient député. Le pouvoir d'Inönü souhaite donner des signes « d'ouverture » aux Alliés.<sup>594</sup>

Nous pouvons constater qu'après le séisme de Gerede (février 1944), la presse adopte – sans accuser le gouvernement – un ton critique par rapport au séisme d'Erzincan. D'après Sabiha Sertel, « la leçon qu'il fallait tirer des quatre derniers séismes est claire : nous n'avons pas une organisation suffisamment puissante. »<sup>595</sup> Selon Sertel, les questions de « constructions parasismiques », de « secours d'urgence aux victimes » et de la « rapidité » et de la « performance des secours » doivent être résolues. Dans *Cumhuriyet*, Nadir Nadi écrit : « Nous avons été frappés par quatre séismes depuis quatre ans. [...] Le tremblement de terre d'Erzurum qui est survenu en 1924 était comme un avertissement. Si nous avions pu suivre une politique d'urbanisation systématique, il aurait été possible de diminuer les souffrances que nous avons vécues depuis quatre ans. »<sup>596</sup> Comme le séisme a partiellement affecté la ville d'Istanbul, Nadi s'intéresse à la situation des grandes villes de la Turquie (Ankara, Istanbul, Izmir...) en dénonçant l'absence de contrôle technique. « Quel sera l'état d'Istanbul si un séisme de même ampleur que celui de 1894 survient ? »<sup>597</sup> La question des secours aux victimes constitue aussi un sujet de critiques. Bien que Gerede soit proche de Bolu, centre administratif, les conditions météorologiques et le faible développement des moyens de communication empêcheront les équipes d'accéder aux villages.<sup>598</sup> Burhan Felek regrette que neuf jours se soient écoulés entre le séisme et l'arrivée des secours dans ces villages. « La catastrophe de Bolu [Gerede] n'est pas différente de celles du passé, ni en termes d'ampleur, ni en termes de résultat. [...] Nous venons de constater que dans un département développé comme Bolu, les routes vers certaines bourgades ont été coupées pendant des semaines et pas forcément à cause du séisme. [...] Si nous examinons les cartes nous pouvons voir que le lieu le plus dévasté par le séisme ne se trouve qu'à 50 km de distance de Bolu (centre). Avec les critères de distance et de vitesse d'aujourd'hui, ce n'est pas plus loin que le jardin du voisin. [...] il est possible d'aller en Inde en 3 jours. Et nous, nous restons coupés des bourgades de Bolu – c'est peut-être le cas dans d'autres départements aussi – pendant des semaines. [...] Il est

---

<sup>594</sup> AHMAD, op.cit., p.98 et 99.

<sup>595</sup> SERTEL, Sabiha, « Teşkilat, Teşkilat, Teşkilat », *Tan*, 6 février 1944, p.1.

<sup>596</sup> NADI, Nadir, « Zelzeleden Almakta Geç Kaldığımız Ders », *Cumhuriyet*, 4 février 1944, p.1 et 3.

<sup>597</sup> Ibid. Le séisme de 1894 a été le dernier grand séisme qui a touché directement la ville d'Istanbul. Voir notre mémoire de fin d'études : **Le Tremblement de terre de 1894: Une étude sur la société, la presse et l'état ottoman**, Université de Galatasaray Faculté des Sciences Economiques et Administratives, Département de Sciences Politiques et Administration Publique, Juin 2000.

<sup>598</sup> « Zelzele Bölgesinde Haber Alınamayan Köyler Var », *Cumhuriyet*, 7 février 1944, p.1 ; « 100 Köyden Haber Yok », *Cumhuriyet*, 8 février 1944, p.1.



nécessaire de trouver une solution à ce problème. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, pour une société occidentale, c'est le minimum en termes de conditions de vie. »<sup>599</sup>

De 1939 à 1949, la presse insiste de plus en plus sur l'importance : 1/ de la prise en compte du risque sismique et de la recherche scientifique ; 2/ du génie parasismique et de la nécessité d'un dispositif juridique relatif ; 3/ de la préparation aux catastrophes. Du côté des autorités, nous voyons une certaine prise de conscience mais assez lentement. Probablement, le contexte de guerre passe-t-il devant toutes les autres questions, y compris le risque sismique. Les « gouvernements de la République » tiennent à montrer leur intérêt par rapport à la situation des zones touchées par le séisme. Une « équipe de spécialistes » est envoyée sur le terrain après chaque tremblement de terre, afin de faire des constats et de travailler sur la reconstruction.<sup>600</sup> Souvent, les ministres de l'Équipement, de l'Intérieur et de la Santé visitent eux-mêmes la zone pour en faire le récit devant l'Assemblée et justifier de la bonne conduite du gouvernement. Et comme nous l'avons vu, le Président se rend sur les lieux dans la mesure où c'est possible.<sup>601</sup> Pourtant, ces déplacements donnent rarement naissance à des applications concrètes : la reconstruction des agglomérations dévastées ne se réalise pratiquement pas, même si on parle de « nouvelles villes modernes qui seront rapidement construites » sur l'emplacement des anciennes.<sup>602</sup> L'action de l'État reste limitée à assurer des facilités financières et fournir du terrain ou des équipements aux victimes d'après des lois « spécifiques », élaborées et mises en œuvre selon le cas. La première loi relative aux « Mesures à prendre avant et après les tremblements de terre » voit le jour en juillet 1944.<sup>603</sup> Nous pouvons penser alors que pour un pays frappé « systématiquement » par des séismes majeurs, la Turquie accuse un retard considérable

---

<sup>599</sup> BELGE, Burhan, « Zelzelenin Meydana Çıkardığı Hakikat », *Cumhuriyet*, 11 février 1944, p.3. La remarque de Belge est intéressante : la société turque est alors une société « occidentale ». Nous avons rencontré d'autres propos similaires lors de notre étude de presse, ce qui prouve à nos yeux que les Turcs « regardent vers l'Occident » et non pas vers « l'Orient ».

<sup>600</sup> « Bir Müttehassısıslar Heyeti Bu Hafta Erzincan'a Gidiyor », *Ulus*, 12 janvier 1940, p.1.

<sup>601</sup> « Zelzele Felaketi : Dahiliye ve Sihhiye Vekilleri Sivas'a Hareket Etiler », *Cumhuriyet*, 8 janvier 1940, p.1 ; « Milli Felaketin Bilançosu », *Cumhuriyet*, 11 janvier 1940, p.1 ; « Zelzelenin Bilançosu », *Cumhuriyet*, 31 janvier 1942, p.1. ; « Dahiliye Vekili Diyor Ki », *Cumhuriyet*, 7 décembre 1943, p.1 ; « Dahiliye Vekili Düzce'ye Gitti », *Tan*, 8 février 1944, p.1 ; « Zelzele Sahasında Yapılan Tetkikat », *Cumhuriyet*, 24 février 1944, p.1 ; « Milli Şefimiz Felaket Bölgesinde », *Cumhuriyet*, 15 février 1944, p.1 ; « Milli Şef İnönü Zelzele Mıntkasında Bir Tetkik Gezisi Yaptılar », *Tan*, 15 février 1944, p.1.

<sup>602</sup> « Yeni Bir Erzincan Kurulacak », *Cumhuriyet*, 9 janvier 1940 ; « Felaket Mıntkasında Yeni ve Modern Şehirler Yapılacak », *Tan*, 3 janvier 1940, p.3. 43 ans après le premier séisme d'Erzincan, à l'occasion du deuxième séisme d'Erzincan (1992), le journaliste Necati Doğru précise que la somme allouée à la reconstruction de la ville d'Erzincan en 1939 a été détournée pour la construction d'un quartier « moderne » à Ankara, de même que la ville d'Erzincan n'a pas été déplacée mais refondée sur le même endroit. *Milliyet*, 16 mars 1992, p.5.

<sup>603</sup> « Yersarsıntılarında Evvel ve Sonra Alınacak Tedbirler Hakkında Kanun », Loi n° 4623 (18 juillet 1944) qui n'est plus en vigueur.

dans l'élaboration des textes juridiques. Malgré tout, les premières études géologiques à grande échelle débutent dans les années 40, ce qui peut être considéré comme une avancée.<sup>604</sup> En conséquence, la première carte sismique de la Turquie et le premier règlement concernant les constructions dans les zones sismiques seront prêts en 1945.<sup>605</sup>

Le dernier séisme important des années 40 frappe – de nouveau – l'est du pays le 17 août 1949 : Erzurum, Erzincan et particulièrement Bingöl (et sa bourgade Karliova) seront touchés. Les articles concernant le séisme et la situation de la zone occupent peu de place dans la presse car finalement le bilan du « séisme de Karliova » n'est pas aussi dramatique que les précédents (450 morts au total). De même, on ne voit pas de « discours » médiatiques construits à partir du séisme. Mais vu la façon dont le séisme est présenté par les journaux, on se rend compte du changement de contexte en Turquie. Il n'est plus question de « catastrophe nationale » face à laquelle les « citoyens » doivent faire preuve de « patriotisme » sous la direction de l'élite républicaine. Les victimes sont bien sûr des citoyens, et l'État suit le même schéma d'intervention qu'auparavant. Mais l'incident est finalement une « simple » catastrophe naturelle et non pas une « épreuve nationale ». Les articles sur le séisme en côtoient d'autres qui nous donnent des indices sur le changement sociopolitique : le Parti Républicain du Peuple n'est plus le parti unique. Il est obligé de partager la scène avec un concurrent nouveau, mais redoutable, qui dispose déjà de 65 des 465 sièges au Parlement : le Parti Démocrate. La Turquie dispose d'un régime multipartite depuis les élections législatives de 1946 et le contrôle étatique sur la société diminue, comme le style des journaux le montre.<sup>606</sup> İnönü a éliminé les partisans de l'autoritarisme dans le Parti Républicain en 1947.<sup>607</sup> Mais comme Andrew Mango le suggère, « le changement intérieur en Turquie est toujours influencé par l'environnement extérieur ».

Le passage au multipartisme et la fin de l'autoritarisme (au sens des années 30) sont dus plus au contexte international de l'après-guerre qu'aux demandes internes : après 1945, la menace de l'URSS stalinienne pousse la Turquie vers une alliance avec les États-

---

<sup>604</sup> « Bütün Memleket Jeolojik Etüde Tabi Tutuluyor », *Cumhuriyet*, 10 janvier 1940, p.1.

<sup>605</sup> Rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur le séisme du 17 août 1999. Version électronique sur Internet, [http://www.belgenet.com/rapor/depremrapor\\_04.html](http://www.belgenet.com/rapor/depremrapor_04.html)

<sup>606</sup> Lors du congrès extraordinaire du Parti Républicain (mai 1946), İnönü a accepté la mise en place des élections à un tour, ses titres de « Secrétaire perpétuel du parti » et de « Chef national » sont abolis. Après le congrès, la presse a vécu une libéralisation et les universités ont acquis une autonomie relative. ZÜRCHER, op.cit., p.221.

<sup>607</sup> MANGO, op.cit., p.43.

Unis.<sup>608</sup> İnönü est un politique qui est capable de saisir le changement et de comprendre qu'il est impossible d'obtenir le soutien occidental contre l'URSS tout en gardant le régime de parti unique. En même temps, la Turquie de l'après-guerre voit très vite apparaître des dissidences entre l'élite républicaine et la classe d'entrepreneurs et/ou de propriétaires terriens qui ont profité de la guerre pour s'enrichir. N'ayant plus besoin de l'État en tant qu'unique détenteur du capital, ces derniers commenceront à se démarquer de l'élite républicaine en s'y opposant sur un certain nombre de questions, notamment sur les questions économiques.<sup>609</sup> Une sécession dans le Parti Républicain causée par le projet de loi concernant la redistribution des terres agricoles aux paysans sans terre sera à l'origine de la fondation du Parti Démocrate.<sup>610</sup> Les « démocrates » ne pourront pas obtenir un résultat impressionnant lors des législatives de 1946<sup>611</sup>, mais les élections de 1950 seront une véritable victoire pour cette « nouvelle dynamique » apparue sur la scène politique turque. En survolant la presse de 1949, nous constatons l'atmosphère de concurrence régnant entre les Républicains et les Démocrates dont les leaders respectifs sont en tournée en Anatolie pour convaincre les électeurs potentiels. Dans le même temps, nous constatons le début de l'influence du nouvel allié principal de la Turquie, les États-Unis, à travers les articles sur le plan Marshall et la coopération militaire. En 1949, la Turquie est donc en train de subir un changement important à la fois sur le plan national et international. Les séismes ultérieurs nous permettront d'en voir les résultats.

---

<sup>608</sup> VAISSE Maurice, **Les relations internationales depuis 1945**, Armand Collin, Paris, 1995, pp.15-21.

<sup>609</sup> AHMAD, *op.cit.*, p.99.

<sup>610</sup> *Ibid.*

<sup>611</sup> Les dirigeants du Parti Républicain tenteront de freiner le Parti Démocrate par un certain nombre de « manœuvres ». Par exemple, İnönü décidera d'organiser des élections anticipées pour ne pas laisser suffisamment de temps aux démocrates pour s'organiser. Le vote se fera ouvertement mais les votes seront comptés à huis clos par les fonctionnaires d'État. Voir AHMAD, *op.cit.*, p.102 ; MANGO, *op.cit.*, p.43.

## *Section 2. Gönen 1953 : « la parole est au peuple »*

---

Le tremblement de terre du 18 mars 1953 affecte la zone de Marmara du sud, de Çanakkale jusqu'à Balıkesir. Il survient à 21h06. La bourgade de Gönen et ses alentours (170 km au sud-ouest d'Istanbul, 400 km à l'est d'Ankara) constituent les lieux les plus sévèrement touchés par ce séisme dont la magnitude est de 7,4 sur l'échelle de Richter. La perte en vies humaines n'est pas particulièrement élevée (265) mais la catastrophe aura un grand écho dans la presse, en tout cas beaucoup plus que celle de Karlıova (1949). Le fait que Gönen soit située à l'ouest de la Turquie, pas très loin des grandes villes comme Istanbul et Bursa joue certainement : les journalistes eux-mêmes font partie de ceux qui ont été « secoués ». Les dégâts sont très limités à Istanbul mais la panique a vraisemblablement gagné la population de la ville.<sup>612</sup> *Cumhuriyet* parle du « séisme qui a ébranlé tout le pays » en soulignant qu'Istanbul est « un des lieux les plus affectés par les secousses ».<sup>613</sup> D'autre part, les informations et les images arrivent aux journaux assez vite grâce à cette proximité.

D'après les journaux, des équipes de secours partent depuis toute la région égéenne dès le matin.<sup>614</sup> Les conditions météorologiques (tempête de neige) sont défavorables à la fois pour les secouristes et les victimes. Après l'arrivée des équipes de secours et des journalistes sur les lieux, on comprendra que le séisme a ruiné principalement trois bourgades voisines : Gönen, Yenice et Çan.<sup>615</sup> Les bâtiments traditionnels n'ont pas pu résister à la violence des secousses. Les villages rattachés à ces bourgades verront les secours arriver plus tardivement. Comme cela a été le cas lors des séismes précédents, le réseau de communication est paralysé dans la zone.

Le séisme de Gönen survient dans un contexte sociopolitique fort différent des séismes précédents. Sur le plan international la Turquie continue le rapprochement avec le « bloc occidental » qu'elle a entamé à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et les États-Unis sont « l'allié le plus important » de la Turquie. Etant déjà membre de l'ONU depuis

---

<sup>612</sup> « Bütün Yurdu Sarsan Dün Geceki Zelzele », *Cumhuriyet*, 19 mars 1953, p.1.

<sup>613</sup> Ibid.

<sup>614</sup> « Zelzele Gönen'i Yerle Bir Etti », *Hürriyet*, 19 mars 1953, p.1.

<sup>615</sup> « Zelzele Üç Kasabamızı Vurdu », *Cumhuriyet*, 20 mars 1953, p.1.

1945, elle est devenue membre du Pacte de l'Atlantique Nord en 1952. Cela signifie, entre autres, la fin de la politique étrangère dont les lignes principales avaient été dessinées par Mustafa Kemal : la neutralité et l'indépendance ; la paix avec les pays voisins, surtout avec l'Union Soviétique. La coopération entre la Turquie et les USA n'est pas limitée au domaine militaire (visant la réorganisation et l'équipement de l'armée turque). Dans le cadre du Plan Marshall, la Turquie bénéficiera de l'assistance financière et technique américaine dans une multitude de domaines : l'industrie, l'agriculture, l'administration, l'éducation. Selon Mango, « l'argent et le savoir-faire américain ont aidé la Turquie à se transformer en une décade ». <sup>616</sup>

Depuis 1950, le Parti Démocrate est au pouvoir et son leader Adnan Menderes (Premier ministre) souhaite faire de la Turquie « une petite Amérique ». Même si ses fondateurs sont d'anciens membres du Parti Républicain, ce parti a constitué une ouverture pour de nouvelles forces qui souhaitent entrer dans la vie politique. Les démocrates ont su séduire tous les groupes qui étaient mécontents sous le régime de parti unique : en promettant la mise en place d'une économie de marché, l'établissement d'une véritable démocratie où les libertés individuelles seront intouchables, ils se sont assuré le soutien d'une partie importante de l'intelligentsia et de la classe d'entrepreneurs. Mais les démocrates, comparés aux républicains, étaient surtout des « populistes » au sens où ils ont fait attention à attirer « les masses », surtout les paysans, que le Parti Républicain, de tendance jacobine, était habitué à ne pas prendre en considération. <sup>617</sup> Par exemple, la liberté religieuse était un thème exploité par les démocrates afin de plaire à la population turque, qui était encore conservatrice dans sa majorité et qui n'appréciait pas l'approche jacobine/laïque du Parti Républicain par rapport à la religion. <sup>618</sup> Si le slogan républicain le plus significatif était « Pour le peuple, malgré le peuple », celui des démocrates était sans aucun doute « Assez ! La parole est [désormais] au peuple ! ».

Après leur arrivée au pouvoir, les démocrates ont montré qu'en réalité ils souscrivaient bel et bien au premier slogan, tout comme les républicains. Ayant obtenu une

---

<sup>616</sup> MANGO, op.cit., pp.44-45. Le plan Marshall incluait la Turquie depuis 1948 et le pays est devenu membre de l'OCDE la même année. En juin 1950, la Turquie a reçu 200 millions de dollars américains comme aide.

<sup>617</sup> « La grande partie du soutien provincial du Parti Démocrate provenait des personnes qui sont entrées dans la vie politique après l'établissement du parti en 1946. » AHMAD, op.cit., p.111 ; « [les démocrates] étaient déterminés à montrer plus d'intérêt aux problèmes du secteur agricole, négligé [par le Parti Républicain] mais important en termes de potentiel électoral. » KALAYCIOGLU, Ersin, **Turkish Dynamics**, Palgrave Macmillan, New York, 2005, p.74.

<sup>618</sup> Les démocrates avaient une interprétation plus « souple » du principe de laïcité pour attirer ces électeurs conservateurs mais en réalité le Parti Républicain n'a pas hésité – dès 1945 – lui aussi à jouer la carte de la religion pour le même but. ZÜRCHER, op.cit., pp.241-243.

majorité absolue au sein du Parlement, ils prétendaient incarner « la volonté du peuple » et connaître mieux que quiconque ses besoins.<sup>619</sup> En effet, même si le Parti Démocrate représentait de nouveaux groupes (surtout ruraux) sur la scène politique, son approche des questions sociopolitiques – à part l'économie – n'était pas vraiment différente de celle de son concurrent principal. Les démocrates n'ont pas tenté de changer l'essentiel du système qui demeurerait malgré tout autoritaire : la Constitution de 1924.<sup>620</sup> De même, les avancées en matière de libertés individuelles ne seront pas aussi importantes qu'ils l'avaient annoncé, d'autant plus que la situation se dégradera après les élections de 1954.<sup>621</sup> Les journalistes, les universitaires, les intellectuels seront déçus par le Parti Démocrate qui, après 1955, prendra même des mesures répressives contre ceux qui osent le critiquer.<sup>622</sup>

Néanmoins, au moment du séisme de Gönen, le Parti Démocrate est encore au sommet de sa popularité. Le pays se remet du traumatisme du temps de guerre. La balance commerciale avec l'étranger est en faveur de la Turquie, qui connaît un progrès économique impressionnant dans ces premières années de pouvoir des démocrates, surtout grâce à l'augmentation de la productivité dans le secteur agricole. Les démocrates souhaitent réaliser un « démarrage » économique rapide, afin « d'arriver en 50 ans au niveau de l'Europe occidentale.»<sup>623</sup> Le gouvernement assure des crédits peu chers pour les agriculteurs et des prix d'achat minimum pour leurs produits. Les équipements modernes, les machines, les fertilisants, les herbicides, les insecticides sont importés massivement en Turquie.<sup>624</sup> L'élargissement du réseau routier permet aux agriculteurs d'amener leurs produits jusqu'aux marchés.<sup>625</sup> Mais ces politiques, mises en œuvre grâce au soutien financier américain, montreront leurs limites dans la deuxième moitié de la décennie.

En tout cas, la presse ne critique pas les autorités à l'occasion du séisme de Gönen. Celal Bayar, le Président de la République, et des ministres du gouvernement démocrate, y compris le ministre de l'Intérieur, partent immédiatement pour visiter les lieux touchés par la catastrophe.<sup>626</sup> Nous voyons que la présence des autorités sur la zone de catastrophe

---

<sup>619</sup> « Le Parti Démocrate s'est considéré comme le représentant de la volonté nationale (*milli irade*, le terme que les leaders du Parti Démocrate ont utilisé au point d'en l'abuser), ayant reçu la mission de transformer le pays [...] » ZÜRCHER, op.cit., p.232. Voir aussi AHMAD, op.cit., p.108, 109 et 112.

<sup>620</sup> AHMAD, op.cit., p.104.

<sup>621</sup> Ibid., p.110.

<sup>622</sup> Ibid., p.112.

<sup>623</sup> ZÜRCHER, op.cit., pp.234.-237.

<sup>624</sup> KALAYCIOGLU, op .cit., p.76.

<sup>625</sup> Par ailleurs, les récoltes ont été exceptionnelles de 1950 à 1953 grâce aux conditions météorologiques très favorables (MANGO, op.cit., p.48).

<sup>626</sup> « Celal Bayar Zelzele Bölgesine Gitti », *Hürriyet*, 20 mars 1953, p.1.

n'est plus perçue comme un fait extraordinaire, une grâce accordée aux citoyens ; au contraire elle est devenue banale. D'ailleurs les journaux mentionnent parfois le Président uniquement par son nom : « Celal Bayar a visité Yenice et Çan... » etc. Il est possible que l'intérêt des démocrates s'inscrive dans une logique clientéliste aussi : dix ans auparavant, les républicains n'avaient nullement besoin de plaire à leur « électorat » sous le régime de parti unique. À présent, « la démocratie est établie » et Gönen, Yenice, Çan, tout comme le reste de la région de Marmara ont un potentiel électoral important pour le Parti Démocrate.

Les journaux constatent que si les secours sont partis promptement, leur efficacité est discutable. À l'arrivée du Président, les survivants lui demandent « de la nourriture, des vêtements et des tentes », ce qui montre encore une fois que la préparation aux catastrophes et l'organisation des secours ne se sont toujours pas améliorées depuis les derniers séismes.<sup>627</sup> Comme cela a été le cas dans le passé, les autorités annoncent une reconstruction et une réhabilitation rapides.<sup>628</sup> Mais dans *Cumhuriyet*, Nadir Nadi rappelle que « des projets similaires concernant Erzincan n'ont pas été réalisés ». Tout en affirmant que « la nation turque est capable de résister au désastre et de panser ses plaies », Nadi considère la perte humaine comme « inacceptable » et insiste sur le fait « qu'il est désormais nécessaire de tirer des leçons de ce dernier tremblement de terre ».<sup>629</sup>

Toujours dans *Cumhuriyet*, Burhan Belge défend l'idée que l'ignorance et l'inconscience des citoyens transforment les événements naturels habituels en catastrophes : les inondations, les tempêtes, les incendies de forêt, les tremblements de terre surviennent de façon presque cyclique, d'après le journaliste, mais les populations demeurent insensibles et ne prennent pas les mesures pour se protéger.<sup>630</sup> Selon Belge, les Turcs qui vivent dans les villages et les bourgades sont « presque enterrés vivants » car ils sont à la merci d'un séisme dans les bâtiments précaires dans lesquels ils vivent. « Il s'agit ici d'une mission importante pour le gouvernement, qui est la question du renforcement des maisons des villages et des bourgades. » Belge suggère la coopération du ministère de l'Équipement et de l'Université Technique d'Istanbul pour élaborer des méthodes de construction propres à chaque région du

---

<sup>627</sup> « Felaketzedeler Gıda, Çadır, Esvap Istiyor », *Hürriyet*, 21 mars 1953, p.1 ; « Zelzele Mıntıkasında İlaç ve Çadıra Çok Fazla İhtiyaç Var », *Hürriyet*, 25 mars 1953, p.1

<sup>628</sup> « Zelzele Felaketine Uğrayan Bölge Süratle Kalkındırılacak », *Cumhuriyet*, 25 mars 1953, p.1.

<sup>629</sup> NADI, Nadir, « Bari Ders Alsak », *Cumhuriyet*, 21 mars 1953, p.1.

<sup>630</sup> BELGE, Burhan, « Afet ve Cehalet », *Cumhuriyet*, 21 mars 1953, p.3 ; voir aussi « Merak İçindeyiz », *Cumhuriyet*, 24 mars 1953, p.3.

pays. Celles-ci doivent ensuite constituer la base d'une loi qui sera sévèrement appliquée dans les zones rurales, « et même dans les villes ». <sup>631</sup>

Il est très intéressant de constater que Belge ne met pas (vraiment) en cause la résistance des bâtiments quand il s'agit des villes. Néanmoins, même si les matériaux et les techniques de construction peuvent différer dans les zones urbaines, la qualité des bâtiments n'est pas garantie. Le contrôle technique (au sens actuel) n'existe toujours pas en 1953, ce qui veut dire que certains quartiers des grandes villes en Turquie sont aussi vulnérables au risque sismique que les villages « sous-développés ». Egalement, le journaliste associe dans son article l'utilisation du béton et du fer (donc du béton armé) à la résistance. Nous verrons que cette idée dominera encore jusqu'aux années 90 : les méthodes traditionnelles comme la construction en bois seront délaissées en faveur du béton armé qui, en réalité, devient aussi dangereux que l'argile ou la pierre s'il n'est pas appliqué conformément aux principes du génie civil. Au fur et à mesure que la Turquie « se développe », le ciment et le fer seront de plus en plus disponibles sur le marché : aux mains des constructeurs, des promoteurs « autodidactes », le béton deviendra à lui seul un facteur qui aggravera le bilan des séismes. <sup>632</sup> Mais en 1953, un bâtiment en béton est donc automatiquement considéré comme le plus moderne, le plus solide.

Le séisme de Gönen est assez médiatisé mais finalement la catastrophe n'occupera de la place dans les pages des journaux que pendant une dizaine de jours. En plein contexte de Guerre froide, une catastrophe qui ne fait pas des milliers de morts ne suscite peut-être pas beaucoup d'intérêt : les journaux parlent de nouveaux essais d'armes atomiques, de la réalisation d'un exercice militaire naval de l'OTAN en Méditerranée auquel la Turquie participe, du départ du nouveau régiment turc de remplacement qui sera bientôt en Corée où des batailles sanglantes continuent, de la modernisation de l'armée turque. La Turquie, la Grèce et la Yougoslavie signent un nouveau « pacte balkanique » contre l'URSS. <sup>633</sup> En survolant la presse, nous comprenons que la Turquie « s'est ancrée dans le monde libre » en rejoignant l'OTAN. Encore une fois, l'aide humanitaire devient un instrument diplomatique : le Premier ministre Adnan Menderes reçoit une visite de l'ambassadeur des États-Unis qui lui « transmet les condoléances du peuple américain ». <sup>634</sup> Les Nations

---

<sup>631</sup> Ibid.

<sup>632</sup> Voir EKINCI, Oktay, « Betonarme Sorgulaniyor » dans **Rant Demokrasisi Çöktü**, Anahtar Kitaplar, İstanbul, 1999, pp.108-113.

<sup>633</sup> Ce pacte deviendra vite caduc du fait du rapprochement de la Yougoslavie avec l'URSS et de la crise de Chypre (1955) entre la Turquie et la Grèce.

<sup>634</sup> « Amerikan Büyükelçisi Başbakanı Ziyaret Etti », *Cumhuriyet*, 20 mars 1953, p.7.



Unies, les pays d'Europe occidentale et bien entendu les États-Unis proposent leur aide à la Turquie. *Hürriyet* fait savoir, à la une, que « les États-Unis envoient 10 000 couvertures par avion ». <sup>635</sup> 10 000 couvertures (envoyées par le biais de la Croix-Rouge américaine) ne constituent pas une aide importante mais il semble que le geste soit censé faire bonne impression chez les Turcs.

La Turquie ne connaîtra pas de grand séisme jusqu'en 1966, mais entre-temps, des « séismes politiques » surviennent. Le « démarrage économique rapide » n'est pas au rendez-vous : la balance commerciale extérieure s'inverse en défaveur de la Turquie qui, à l'encontre des projections des démocrates, n'attire pratiquement pas de capitaux étrangers. Par conséquent, l'État reste finalement « le plus grand investisseur » du pays, « malgré la rhétorique libérale des démocrates ». <sup>636</sup> Les privatisations projetées ne peuvent pas voir le jour. <sup>637</sup> Le secteur public grandit encore davantage et préserve sa position dominante dans l'économie. <sup>638</sup>

En 1954 le Parti Démocrate sort de nouveau premier des élections. Mais les prix des biens de consommation s'élèvent, l'inflation augmente, ce qui se traduit par la dégradation des conditions de vie des salariés, (surtout) des fonctionnaires d'État et des militaires. <sup>639</sup> A partir de 1955, l'opposition au Parti Démocrate s'accroît : celui-ci opte pour l'autoritarisme et parfois pour le recours à la force, ce qui éloigne davantage le monde universitaire, la presse et les intellectuels du parti. <sup>640</sup> En 1957, les démocrates peuvent encore une fois arriver au pouvoir, mais avec une majorité (et une marge de manœuvre politique) très réduite : le Parti Républicain qui avait obtenu 31 sièges à l'Assemblée en 1954 en dispose désormais de 178. Une paranoïa de « conspiration républicaine-militaire » gagne peu à peu le Parti Démocrate. <sup>641</sup> Une véritable répression contre toute opposition voit le jour, la tension sociale augmente d'autant plus que la situation économique ne s'améliore pas. <sup>642</sup> Les demandes pour de nouveaux crédits et financements d'Adnan

---

<sup>635</sup> « Amerika Uçakla 10 000 Battaniye Gönderiyor », *Hürriyet*, 22 mars 1953, p.1.

<sup>636</sup> ZÜRCHER, op.cit., p235.

<sup>637</sup> Ibid., p.236.

<sup>638</sup> KONGAR, Emre, **21.Yüzyılda Türkiye**, Remzi Kitabevi, İstanbul, 1998, pp.357-361.

<sup>639</sup> Ibid., p.239 et 240.

<sup>640</sup> Ibid., p.240 et 241.

<sup>641</sup> Dès 1950, les démocrates ont crédibilisé le mythe d'une conspiration entre le Parti Républicain et les institutions « loyales » à ce parti, notamment l'armée. Cette crainte - injustifiée - semble les avoir poussés à l'extrémisme dans la façon dont ils ont traité leurs opposants politiques. AHMAD, op.cit., p.110 et 111.

<sup>642</sup> KONGAR, op.cit., p.153 pour les actions extrêmes du Parti Démocrate contre ses opposants. Par exemple, le département de *Kırşehir* a été déclaré sous-département après les élections de 1954 : le Parti de la Nation, un parti rival, avait obtenu la majorité à *Kırşehir*. Par ailleurs, les démocrates se serviront des commissions d'enquête parlementaires comme d'un instrument de répression.

Menderes sont refusées par les bailleurs de fonds, y compris les États-Unis<sup>643</sup>. Il devient ainsi impossible pour les démocrates de poursuivre les politiques de soutien qui leur avaient permis de créer un « boom » économique temporaire.<sup>644</sup> Le 18 avril 1960, les démocrates créent une commission parlementaire afin « d'enquêter sur les activités de l'opposition ». Lorsque certains universitaires la déclarent anticonstitutionnelle, ils sont poursuivis « pour intervenir dans la politique ». Les étudiants manifestent alors contre le gouvernement, qui les réprime. Ces événements ne peuvent trouver aucun écho dans la presse qui est sous le contrôle du gouvernement.<sup>645</sup>

Le 27 mai 1960 à 3 heures du matin, les forces armées prennent le contrôle du pays. Les organisateurs du coup d'État ne sont pas – à l'exception de Général Cemal Gürsel – des officiers de haut rang. La majorité des auteurs du coup d'État, maintenant réunis sous le nom de Comité d'Union Nationale (CUN), désirent « rentrer dans leur caserne » une fois « la dictature démocrate » abolie et les élections libres assurées. S'ils sont porteurs des idées « sociales », ils ne sont pas socialistes et ils sauront éliminer vite leurs camarades marginaux.<sup>646</sup> En même temps, ils sont conscients du fait « que quelque chose de plus qu'un simple changement de gouvernement est nécessaire », d'où la consultation immédiate des universitaires turcs sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Le contact entre les militaires et les universitaires « transforme la révolution en une révolution des intellectuels » : cette collaboration a des conséquences déterminantes sur l'évolution de la Turquie. D'après les conseils des universitaires, les députés et les leaders démocrates ont été jugés par un « pseudo-tribunal »<sup>647</sup> et trois d'entre eux sont exécutés, y compris Adnan Menderes.<sup>648</sup> Le Parti Démocrate est dissous. Une année après, en juillet 1961, une nouvelle Constitution, considérée comme « progressiste », met en place un

---

<sup>643</sup> En juin 1958, les États-Unis accorderont un crédit de 359 millions de dollars à la Turquie, dont la dette totale est de 400 millions de dollars. En échange du crédit accordé, un programme de stabilisation du FMI sera mis en oeuvre. La livre turque est dévaluée (désormais le taux de change est 9 LT pour un dollar américain au lieu de 2,8 LT pour un dollar). Néanmoins, Adnan Menderes sera obligé de demander de nouveau un soutien financier dès octobre 1959. Sa demande sera refusée par Eisenhower. ADMAD, op.cit., pp. 114-115.

<sup>644</sup> MANGO, op.cit., p.47.

<sup>645</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.251. Les journaux parlent de la révolte des étudiants en Corée du Sud contre le Président Syng Man Rhee pour « passer le message ».

<sup>646</sup> AHMAD, op.cit., pp.118-120.

<sup>647</sup> MANGO, op.cit., p.54. Mango qualifie le procès des membres du Parti Démocrate de *travesty of justice*. D'après lui, Adnan Menderes a été exécuté parce que les militaires craignaient son éventuel retour au pouvoir. Selon Zürcher, lors du procès les juges étaient clairement contre le Parti Démocrate, les accusations manquaient souvent de véritable base (elles n'étaient que sensationnelles dans certains cas). L'accusation la plus importante a été celle de violation de la Constitution (op.cit., p.260).

<sup>648</sup> Les universitaires qui élaboreront le nouveau texte justifieront aussi le coup d'État et le jugement des démocrates par leurs déclarations. ZÜRCHER, op.cit., p.254.

système politique différent de celui prévu par la Constitution précédente qui datait de 1924. Des changements importants seront introduits par la nouvelle Constitution : la redéfinition du rôle de l'État comme « État social », la garantie des libertés individuelles comme le droit d'expression libre ainsi que les droits économiques et sociaux, l'accroissement du pouvoir et du rôle de la Cour constitutionnelle, l'autonomie accordée à certaines institutions comme les universités.<sup>649</sup>

Il est vrai que les années 50 ont modifié le paysage en Turquie. La productivité agricole s'est considérablement accrue : le niveau de vie des paysans s'est élevé, mais surtout les grands propriétaires terriens ont bénéficié des politiques de soutien des gouvernements démocrates.<sup>650</sup> Les entrepreneurs qui ont travaillé pour le compte de l'État se sont enrichis aussi. L'infrastructure du pays s'est améliorée (réseau routier) et le nombre de véhicules motorisés a augmenté de façon considérable.<sup>651</sup> Bien entendu, les partisans du Parti Démocrate ont bénéficié de conditions plus favorables que ses opposants : pour la première fois depuis le début de la période républicaine, « les masses ignorées lors du régime de parti unique » ont vu leurs votes compter pour l'élite dirigeante et elles ont vite appris à « troquer leur soutien électoral contre des améliorations matérielles ». <sup>652</sup> Seule une politique budgétaire déficitaire pouvait rendre possibles les politiques économiques du Parti Démocrate qui n'a pas eu de problèmes à distribuer de façon populiste les fonds obtenus : d'après Andrew Mango, le coup d'État de 1960 a évité à la Turquie d'être « ruinée » à cause du populisme politique comme certains pays d'Amérique latine.<sup>653</sup> En même temps, le coup d'État a assuré une « nouvelle position » aux militaires dans la vie politique turque. Mais d'après Kalaycıoğlu, le 27 mai 1960 « les normes professionnelles et institutionnelles de l'armée turque se sont effondrées ». <sup>654</sup> Le principe fondamental de l'éthique professionnelle des forces armées, établi par Mustafa Kemal lui-même<sup>655</sup>, selon

---

<sup>649</sup> AHMAD, op.cit., p.122 et 123 ; ÖZBUDUN, Ergun, **Çağdaş Türk Politikası**, Doğan Kitap, Istanbul, 2003, p.53 et 54.

<sup>650</sup> KALAYCIOĞLU, op.cit., p.76.

<sup>651</sup> MANGO, op.cit., p.47 ; ZÜRCHER, op.cit., pp.234-236 et 240.

<sup>652</sup> MANGO, op.cit., p.54.

<sup>653</sup> Ibid.

<sup>654</sup> KALAYCIOĞLU, op.cit., pp.88-89.

<sup>655</sup> « Quelques mois après la révolution de juillet 1908, les officiers unionistes ressortent des casernes pour mettre au pas les partisans du sultan qui, le printemps (1909) revenu, essaient de reprendre le pouvoir. Dès lors, ils n'auront de cesse de mélanger missions militaires et ingérences politiques, avec des résultats douteux. (...) Les hommes du comité Union et Progrès prennent des responsabilités politiques, officielles ou non, de plus en plus prégnantes. Jusqu'à devenir les véritables maîtres du pays (...) Très vite (...) Mustafa Kemal se singularise par rapport à la dynamique politicienne des unionistes (...) une différence réelle avec ceux qui (...) n'hésitent pas à confondre carrière militaire et activisme politique. » dans VANER, Semih (dir.), **La Turquie**, Fayard, Paris, 2005, p.63. Cette « singularité » de Mustafa Kemal est à souligner car elle

lequel un officier devrait quitter l'armée s'il voulait s'engager dans la politique, a été violé. La contradiction est que les auteurs du coup d'État affirmaient agir pour défendre les acquis de la révolution kémaliste, surtout la laïcité, mise en danger par le populisme du Parti Démocrate.

---

était à l'origine d'un des principes fondamentaux de « l'éthique professionnelle » de l'armée turque jusqu'aux années 60. D'où l'absence des officiers de haut-rang parmi les soldats qui ont organisé le coup d'État de 1960 : les officiers supérieurs, y compris le Chef de l'État-major défendaient l'idée que les militaires doivent rester en dehors de la politique, sans se rendre compte des intentions de la nouvelle génération d'officiers. D'ailleurs, une réorganisation hiérarchique accompagnée d'une purge d'officiers supérieurs a suivi le coup d'État : ainsi les militaires se sont assurés qu'un coup d'État de « jeunes officiers » ne serait plus jamais possible en Turquie. Par conséquent, les interventions politiques ultérieures de l'armée ont été commandées par l'État-Major et menées hiérarchiquement.

### ***Section 3. De Varto 1966 à Gediz 1970 : « vers la révolution »***

---

De 1966 à 1970, deux tremblements de terre très violents surviennent en Turquie dont l'un à l'est du pays, Varto (1966), et l'autre à l'ouest, à Gediz en 1970.<sup>656</sup> Quant à leurs bilans, ils sont graves : 2 400 morts pour Varto, 1 050 à Gediz. La façon dont ces tremblements de terre ont été traités par la presse est très différente par rapport à la période pré-1960, comme nous le présenterons ci-dessous. Mais d'abord, il convient de résumer les éléments contextuels expliquant cette différence frappante.

Comme nous l'avons vu, la Turquie a considérablement changé avec le passage au système multipartite et les dix années de pouvoir démocrate qui ont suivi les législatives de 1950. Nous pouvons parler de deux perceptions historiques différentes en ce qui concerne la « décennie démocrate » : d'après la première tendance, elle est à l'origine de la transformation de la Turquie (du moins de 1950 à 1980) et d'après la deuxième, elle est moins importante que le coup d'État de 1960 qui a entamé la « véritable » transformation.<sup>657</sup> La question du « tournant historique » ne constitue pas un point important à nos yeux. Il est en effet possible de parler d'une multitude d'évènements « importants », chacun découlant d'une période passée et ayant eu, en même temps, des conséquences sur la période suivante, donc sur les « évènements » successifs.

On a généralement tendance à considérer la conduite populiste de l'élite démocrate et l'échec de leur politique économique comme les facteurs qui ont suscité l'intervention des militaires en 1960. Or, nous pouvons bel et bien avancer que l'absence d'une tradition politique démocratique en a été à l'origine : étant eux-mêmes héritiers d'un régime autoritaire, monarchique, absolutiste (il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une génération née et ayant grandi sous l'Empire, même en décadence)<sup>658</sup>, les démocrates n'ont pas cherché à gouverner en se basant sur un consensus social, mais sur leur statut de parti majoritaire à l'Assemblée Nationale, d'où leur traitement répressif de toute

---

<sup>656</sup> Varto, Lice et Çaldıran sont rattachés respectivement aux départements de Muş, Diyarbakır, et Van. Bingöl est le centre administratif du département portant le même nom. Gediz est un sous-département rattaché à Kütahya. Les quatre premières zones de séisme se trouvent 600 – 800 km à l'est de la capitale tandis que Gediz en est à 300 km (approximativement).

<sup>657</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.231 ; AHMAD, op.cit., p.104 et 109.

<sup>658</sup> Voir BERKES, Niyazi, op.cit., pp. 504-516 pour les débats sur l'abolition de la monarchie et du califat après la Guerre d'indépendance turque. La proclamation de la république même était inimaginable pour la plupart des membres de cette génération.

opposition. La situation n'aurait probablement pas été très différente si les républicains avaient eu la majorité : la période de 1945-1950 lors de laquelle le Parti Démocrate était dans l'opposition le montre bien. Finalement, la voie choisie par les opposants au Parti Démocrate (coup d'État) n'apparaît pas antidémocratique, ce qui montre que nous sommes dans un univers politique où les règles et les limites (formelles) de l'enjeu sont facilement violées, et cela par tous les acteurs. La question principale est alors de savoir comment cet enjeu évolue dans une continuité historique, sans s'attarder sur les « tournants ». En tout cas, lorsque survient le premier séisme important des années 60 (Varto 1966), la Turquie dispose d'un nouveau système politique qui, certainement, a eu des effets importants sur cette évolution.

Nous avons brièvement vu ci-dessus que les auteurs du coup d'État de 1960 sont animés par la volonté de réagir par rapport aux problèmes qu'ils avaient constatés lors de la période où le Parti Démocrate a été au pouvoir ; sur le plan politique, ils créent donc un système avec plusieurs mécanismes de contrôle sur l'exécutif et ils élargissent considérablement les libertés fondamentales. La Constitution de 1961, au contraire de celle de 1924, ne permet plus au groupe majoritaire à l'Assemblée Nationale de détenir un pouvoir quasi absolu. L'Assemblée est « sous la tutelle » d'un Sénat qui doit lui aussi approuver les projets de loi.<sup>659</sup> Une Cour Constitutionnelle autonome et puissante est prévue aussi pour contrôler la constitutionnalité des textes adoptés.<sup>660</sup> La justice voit son indépendance accrue par rapport à l'exécutif. La *TRT*, l'Administration de la Radio et de la Télévision, devient quasi autonome. Les universités figurent également parmi les institutions qui ont gagné en termes d'autonomie.<sup>661</sup> Nous voyons qu'il s'agit d'un système où les risques d'excès de la part des gouvernants sont minimisés grâce à l'instauration de contre-poids assez efficaces. L'élargissement et le renforcement des libertés individuelles, mais aussi des droits sociaux (assez sommaires dans la Constitution de 1924) sont un autre

---

<sup>659</sup> L'Assemblée Nationale comprenait 450 députés élus pour 4 ans. Le Sénat comprenait 150 sénateurs élus, 15 sénateurs nommés par le Président de la République (élu par l'Assemblée pour une durée de 7 ans) et les anciens membres du *Comité d'Union Nationale* qui étaient des membres « à vie ». Les 150 (premiers) sénateurs sont élus pour un mandat de 6 ans. Ensuite, 1/3 du Sénat est réélu tous les 2 ans. Le Président était le chef de l'État et des forces armées. Il nommait le responsable de l'exécutif, c'est-à-dire le Premier ministre parmi les députés. Dans KALAYCIOGLU, op.cit. p. 95.

<sup>660</sup> Cet organe n'existait pas sous l'ancienne Constitution.

<sup>661</sup> KALAYCIOGLU, *ibid.*

aspect de la nouvelle Constitution.<sup>662</sup> La République de Turquie devient désormais un État social chargé d'assurer le bien-être de ses citoyens.<sup>663</sup>

Ainsi, ce texte dont certaines parties sont considérées comme des « innovations » dans le domaine du constitutionnalisme, prévoit un régime incontestablement démocratique qui dépassait même certains régimes de l'Europe occidentale en termes de libéralisme.<sup>664</sup> Mais les auteurs du coup d'État n'avaient pas uniquement visé le régime politique. De plus en plus sensibilisés aux questions économiques sous les démocrates (il ne faut pas oublier que les officiers constituaient un des groupes les plus touchés par l'inflation et l'érosion des revenus entre 1955-1960), les militaires désiraient assurer la mise en place d'un régime économique qui « diminuerait les disparités économiques et qui apporterait de la justice sociale ». <sup>665</sup> En réaction au « populisme économique » de cette période, le Comité d'Union Nationale a souligné « la nécessité de créer des outils macroéconomiques afin de permettre une direction professionnelle de l'économie, pour éviter les crises des années 50 ». <sup>666</sup> A cet effet, la Constitution de 1961 donne naissance à une institution intéressante, qui est la *DPT*, l'Organisation de Planification de l'État. Cette dernière est chargée d'élaborer des plans d'investissement, dont la prise en compte est « obligatoire » pour le secteur public et « conseillée » pour le secteur privé. <sup>667</sup> A la différence de la période démocrate, trois plans quinquennaux (à partir de 1963) seront déterminants sur les investissements. <sup>668</sup> Désormais, la Turquie adopte le modèle économique de « substitution des importations », qui, dans un premier temps, donnera un essor à l'industrie turque. Au cours des deux décennies suivantes, la Turquie revend sa production agricole à l'étranger et achète les biens nécessaires pour développer la production industrielle, destinée essentiellement au marché national.

Les conditions sont réunies pour un tel changement : d'abord, la population augmente, donc le marché local croît et les demandes des consommateurs se diversifient en

---

<sup>662</sup> « Fortement influencé par le constitutionnalisme de l'après guerre (allemand et italien notamment), ce texte se caractérisait par [...] la reconnaissance solennelle des libertés individuelles, mais aussi, et de manière appuyée, de droits sociaux. » Dans VANER, op.cit., p.104-105.

<sup>663</sup> AHMAD, op.cit. p.127.

<sup>664</sup> VANER, ibid.

<sup>665</sup> KALAYCIOGLU, ibid.

<sup>666</sup> Ibid.

<sup>667</sup> La *DPT* était rattachée au Premier ministre et ses plans quinquennaux devaient être approuvés par le cabinet, aussi bien que par l'Assemblée. Cette disposition mettait, naturellement, l'indépendance de l'organisation en question et laissait le processus de planification ouvert à toute influence politique. Voir AHMAD, op.cit., pp. 124-125.

<sup>668</sup> BORATAV, Korkut, « İktisat Tarihi », dans AKŞIN Sina (sous dir.), *Yakınçağ Türkiye Tarihi*, Milliyet Yayınları, İstanbul, 2004, p. 353

parallèle avec l'introduction des modes de consommation empruntés à l'Occident. Selon Eric Zürcher, « Jusqu'aux années 60, la Turquie était encore dépendante des importations pour la quasi-totalité des biens industriels sauf les produits alimentaires transformés, les textiles, le fer et l'acier : tous les biens de consommation durables venaient de l'étranger. D'autre part, l'augmentation de la richesse de la population durant les années 50 avait créé un accroissement de la demande pour ces biens de consommation durables. »<sup>669</sup> Ensuite, la planification en tant que choix économique et politique était « à la mode », comme le souligne Çağlar Keyder, « ...en 1960, les bureaucrates et les intellectuels [turcs] étaient des fervents défenseurs de la croissance économique, au point de la présenter comme une idéologie. [...] ...cette idéologie exagérait le rôle d'une élite technocratique servant à l'industrialisation du pays. [...] ...le pouvoir aurait dû être sauvé des mains des politiques corrompus qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts, et donné aux planificateurs nationalistes qui sont au service du peuple. L'industrialisation, l'autonomie économique et la justice sociale seraient les pierres angulaires de l'ordre qu'on voulait établir. [...] On avait compris, lors des années 50, que la démocratie ne pourrait résulter que du gouvernement des masses ignorantes par les démagogues.»<sup>670</sup> Soulignons que la mise en œuvre du nouveau modèle de croissance a pu être possible grâce à un consensus tacite entre différents groupes (industriels, ouvriers, intellectuels, militaires, bureaucrates), chacun bénéficiant d'une façon ou d'une autre du modèle en question. Nous verrons que la détérioration de la situation économique sapera ce consensus.

Par la « substitution des importations », on prévoit une économie dans laquelle l'industrie « nationale », protégée par des barrières douanières, produit les biens (qui seraient importés autrement) destinés au marché intérieur. L'État est chargé de soutenir le développement de l'industrie. Selon Zürcher, « à part les investissements directs comme les subventions et exemptions d'impôt, les gouvernements successifs [lors de la période de 1962-1976] ont stimulé la création de l'industrie locale de trois façons : à travers des restrictions extensives à l'importation et des tarifs douaniers élevés, dans le but d'empêcher les produits européens et américains de pénétrer le marché local ; à travers la manipulation des taux de change (en tenant la valeur de la livre turque artificiellement élevée, on a permis aux compagnies d'acheter des dollars ou des deutschemarks de l'État, afin de pouvoir se procurer du matériel étranger moins cher) ; et à travers la création d'un marché « gonflé » en payant des prix élevés sous garantis aux agriculteurs (largement plus

---

<sup>669</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.279.

<sup>670</sup> KEYDER, op.cit., p.201.



élevés que les prix mondiaux) et permettant aux travailleurs industriels d'obtenir des augmentations de salaire considérables.»<sup>671</sup>. Ce modèle permet une croissance économique considérable et relativement rapide, avec le développement des industries locales.

Avec l'industrialisation (et par conséquent l'urbanisation) rapide, nous voyons apparaître une « classe ouvrière » dans ces zones urbaines. Un « véritable » conflit travail-capital apparaît alors en Turquie à partir de la fin des années 60, au fur et à mesure que le nouveau régime économique montre ses limites. En 1967, un petit nombre de syndicats ouvriers font la rupture avec le *Türk-İş*, l'unique confédération de syndicats ouvriers jusqu'alors, pour former le *DISK*, la confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers. Au contraire de *Türk-İş*, conservateur, *DISK* ne limitera pas son action au domaine économique, mais il sera porteur d'idéologie.<sup>672</sup>

Un autre changement très important apporté par la Constitution est l'instauration d'un *Conseil de Sécurité Nationale* composé du Président de la République, du Premier ministre et des ministres concernés, du chef de l'État-Major et des chefs des forces armées. Ce conseil, dont la loi relative à sa création est entrée en vigueur en 1962, dispose de son propre secrétariat et il est chargé *d'aviser* le gouvernement sur la sécurité intérieure et extérieure. Nous avons vu ci-dessus qu'en intervenant le 27 mai 1960, les officiers turcs ont en réalité violé un principe mis en place par Mustafa Kemal Atatürk lui-même, qui avait clairement limité le rôle des officiers au domaine militaire. Avec la création du Conseil de Sécurité Nationale, l'armée turque (qui dispose désormais d'une autonomie presque totale par rapport au pouvoir politique) s'assure donc un nouveau rôle et elle l'inscrit dans la constitution : veiller sur le système politique établi en 1960.<sup>673</sup> Nous verrons qu'au cours des deux décennies suivantes, la puissance et l'influence réelles de cet organe augmenteront.

Lorsque survient le séisme de Varto le 19 août 1966, le système tel qu'il est redéfini par le coup d'État est en vigueur sous les yeux attentifs de l'armée, mais des symptômes d'instabilité politique sont déjà apparus : de 1961 à 1965, la Turquie est gouvernée par trois gouvernements de coalition successifs, faibles et inefficaces, dirigés par İsmet İnönü et un gouvernement intérimaire dirigé par un ancien diplomate. Du point de vue politique, cette situation n'est pas surprenante. Si le Parti Démocrate est

---

<sup>671</sup> ZÜRCHER, *ibid.*

<sup>672</sup> AHMAD, *op.cit.*, p.126. DISK avait (au moins au début) une liaison "organique" avec le Parti Ouvrier Turc.

<sup>673</sup> ZÜRCHER, *op.cit.* p.258 ; KALAYCIOĞLU, *op.cit.*, p.95.

définitivement « éliminé », ses « héritiers » ainsi que sa base électorale demeurent. La Constitution de 1961, qui apporte tant en termes de libertés, par exemple, est refusée par 38,3 % des citoyens lors du référendum à son propos. Parallèlement, les deux partis « héritiers » du Parti Démocrate, le Parti de Justice et le Parti de la Nouvelle Turquie obtiennent 48,5 % des suffrages lors des législatives de 1961, les premières après le coup d'État. Le Parti Républicain se contente de 36,7 % malgré le soutien visible des militaires. Autrement dit, la ligne « démocrate » garde son pouvoir grâce à son électorat (en grande partie rural) qui affirme son opposition à l'intervention militaire et tout ce qui en découle, y compris la Constitution. Cela oblige İnönü (âgé de 80 ans) à former des coalitions fragiles de courte durée et à démissionner finalement en février 1965. La situation est claire : si le coup d'État de 1960 est une action du « centre » (armée, bureaucratie, intelligentsia et grande bourgeoisie) contre les représentants de la « périphérie » (paysans, artisans, petits entrepreneurs et commerçants), désormais cette dernière est en train de reprendre sa place sur la scène politique.

Ce retour est symbolisé par l'émergence, à partir de 1964, d'un nouveau leader politique à la tête du Parti de Justice, Süleyman Demirel, un produit « typique » de la République : né dans un petit village de l'Anatolie, devenu ingénieur en bénéficiant de bourses de l'État. L'émergence de Demirel signifie, par ailleurs, un changement dans la typologie des élites politiques.<sup>674</sup> Les élections d'octobre 1965 donnent au Parti de Justice une majorité écrasante à l'Assemblée (52,9 % des votes pour le Parti de Justice contre 28,7 % pour le Parti Républicain). Süleyman Demirel reproche à la Constitution de 1961 de manquer de légitimité (les anciens démocrates ont été exclus de l'assemblée constituante) et d'affaiblir l'exécutif avec ses mécanismes de contrôle renforcés : au cours des années 60 et 70, il continuera sa critique et cherchera à modifier la Constitution dans la mesure du possible.

Le séisme de Varto survient donc lors du premier mandat de ce « jeune » leader. Les secousses affectent toutes les villes et villages situés sur l'axe Muş – Erzurum, en

---

<sup>674</sup> Le changement devient plus visible lorsque nous prenons en compte les faits suivants : de 1931 à 1943, les hauts bureaucrates ont tenu la plupart des positions-clés au sein de l'Assemblée nationale ; 2/3 des députés ont repris leurs mandats à chaque élection ; le pourcentage des députés originaires de leurs conscriptions était de seulement 34 % en 1935. Il est vrai que le Parti Démocrate disposait d'une base électorale très large dans l'espace rural, mais ses leaders étaient souvent des « citadins », même ceux qui étaient des grands propriétaires terriens comme Adnan Menderes. Mais Demirel est un « petit » paysan au sens exact du mot et cette dimension symbolique – qu'il met en avant - l'a sans aucun doute aidé à s'assurer du soutien de la Turquie rurale, comme cela a été le cas en 1965. F. Frey, cité dans JACOBY, Tim, **Social Power and The Turkish State**, Routledge, London, 2004, p.100.

particulier les bourgades de Hınıs (Erzurum) et Varto (Muş). Depuis 1946, c'est la septième fois que Varto (qui se trouve à 750 km au sud-est d'Ankara) est frappé par les tremblements de terre dont le dernier est survenu six mois auparavant, faisant plusieurs morts.<sup>675</sup> Et cette fois-ci, Varto est – à lire la presse – presque « rayée de la carte ».<sup>676</sup> Dans les premières heures, le sauvetage est fait par les victimes qui ont survécu au séisme ; ensuite, les troupes de l'armée arrivent. Il est difficile de déterminer exactement le temps que l'armée a mis pour réagir à partir des articles de presse, mais les militaires se rendent sur les lieux au plus tard 24 heures après le tremblement de terre. En même temps, si Varto et les autres bourgades bénéficient des secours, de nombreux villages et hameaux en terrain accidenté demeurent inaccessibles pendant au moins 72 heures.<sup>677</sup> Jusqu'à ce que le contact soit établi avec ces derniers par la voie terrestre, les habitants de ces lieux ne reçoivent que des sacs remplis de pain et parfois des outils largués depuis des avions et des hélicoptères.<sup>678</sup> Cela donne une idée sur l'absence d'infrastructures dans la zone (d'après un article paru dans *Hürriyet* le 23 août 1996, c'est à l'occasion du séisme également que Varto connaît l'électricité pour la première fois : l'équipe américaine déployée dans la zone dispose d'un groupe électrogène pour alimenter son hôpital de campagne), mais aussi sur la spécificité de cette zone : la population est très dispersée sur le terrain montagneux, dans de petites agglomérations, parfois de moins de 10 foyers.

En ce qui concerne l'intervention post-catastrophe, ainsi que les campagnes de dons, nous voyons que des étudiants se mobilisent comme d'habitude, mais cette fois-ci sous la bannière de nouvelles organisations affirmant nettement leurs tendances politiques, comme la *TMTF*, la Fédération Nationale des Etudiants de Turquie (de gauche) ou la *MTTB*, l'Union Nationale des Etudiants Turcs (de droite). Les syndicats jouent aussi un rôle important en mobilisant leurs membres. La *TMTF* s'associe avec la *TMGT*, l'Organisation Nationale de Jeunesse de Turquie et les syndicats « révolutionnaires » pour mener une campagne pour les victimes du tremblement de terre.<sup>679</sup> Rappelons que

---

<sup>675</sup> TUNÇKOL Yılmaz, « Varto 1946'dan Beri Altı Büyük Zلزele Geçirdi », *Hürriyet*, 22 août 1966, p.1.

<sup>676</sup> « Varto Artık Bir Enkazdan İbarettir », *Milliyet*, 21 août 1966, p.2 ; « Varto ve Köylerinde Ayakta Bina Kalmadı », *Cumhuriyet*, 23 août 1966, p.1.

<sup>677</sup> OTYAM Fikret, « Doğuda Memurların Morali Bozuk », *Cumhuriyet*, 25 août 1966, p.1 et 7. Otyam fait savoir que les secours n'ont pu arriver à certains villages que le 24 août, donc cinq jours après le séisme.

<sup>678</sup> ÖRS İbrahim et alii, « Varto : Köylere Uçakla Ekmek Atıldı », *Milliyet*, 23 août 1966, p.1.

<sup>679</sup> La *MTTB* est la plus ancienne parmi les unions d'étudiants énumérées ci-dessus. Elle trouve ses origines dans les associations d'étudiants qui ont participé à la Guerre d'indépendance turque (1919 – 1922). L'année de sa fondation officielle est 1926. La vision dominante au sein de la *MTTB* a toujours été le nationalisme. Après la Deuxième Guerre mondiale, ce nationalisme « séculaire – progressiste » a été remplacé par un nationalisme « anticommuniste – conservateur », surtout face au militantisme de la gauche. Bien qu'elle ait perdu beaucoup de son prestige des années 1930, elle a pu survivre jusqu'au coup d'État du 12 septembre

l'organisation des campagnes était monopolisée par les autorités dans les années 40. Or, à présent, le préfet d'Istanbul crée un comité d'aide auquel participent le maire, le doyen de la faculté de médecine, les représentants des syndicats, et les fédérations d'étudiants. Comme nous le verrons, les chambres professionnelles, les syndicats, les universités seront également représentés dans une réunion du conseil des ministres sur la question du logement des victimes. Ces acteurs que nous pouvons appeler « non-gouvernementaux » semblent avoir un certain poids aux yeux des autorités.

Tandis que les autorités turques, la presse et les organisations dont nous parlons ci-dessous continuent différentes campagnes de don et d'aide, la communauté internationale se mobilise aussi pour envoyer du matériel ou de l'argent, parfois par le biais de la Croix-Rouge. Nous ne constatons rien de particulier en ce qui concerne le traitement de l'aide internationale par la presse. En général, elle fait (sommairement) état de la quantité d'aide envoyée par plus de vingt pays sans privilégier l'un d'entre eux. Pourtant, l'Allemagne (Fédérale) suscite plus d'intérêt que les autres. Dans le cadre des accords bilatéraux entre ce pays et la Turquie, un grand nombre d'ouvriers turcs se trouvent en Allemagne, qui souffre d'un manque de main d'œuvre depuis la Deuxième Guerre mondiale.<sup>680</sup> Par conséquent, l'opinion publique allemande est plus sensible à la catastrophe survenue en Turquie. Les autorités allemandes envoient une équipe de sauveteurs avec une grande quantité d'aide en Turquie. De même, de nombreux pays

---

1980. (Article « Milli Türk Talebe Birliği », dans **Ana Britannica**, Volume 16, Istanbul, 1993, p.100.) La *TMTF* était une fédération regroupant les organisations des étudiants de l'enseignement supérieur, fondée en 1948. À la différence de la *MTTB*, elle s'est opposée au pouvoir du Parti Démocrate dans les années 1950, surtout en ce qui concerne ses politiques mettant en cause la laïcité. Elle est devenue l'organisation d'étudiants la plus importante lors du coup d'État du 27 mai 1960, en soutenant le coup. Au cours des années 1960, elle a suivi une ligne « anti-impérialiste ». La *TMTF* a perdu de son importance à la suite d'une sécession « gauche – droite » lors du congrès de 1966 et a été dissoute en 1971 par le régime militaire. (Article « Türkiye Milli Talebe Federasyonu », dans **Ana Britannica**, Volume 21, Istanbul, 1990, p. 329) La *TMGT* est fondée en 1949 sous le nom de « Comité national de la jeunesse de Turquie » à l'initiative de la *TMTF*, dans le but de créer un organisme centralisé qui représentera la jeunesse du pays sur la scène internationale. Elle a pris le nom d' « Organisation nationale de la jeunesse de Turquie » en 1954 et a été reconnue comme « association d'utilité publique » en 1964. À la suite du congrès de 1966 de la *TMTF*, la gauche a dominé la *TMGT*. Après le coup d'État du 12 mars 1971, certains responsables de l'organisation ont été arrêtés et jugés. Elle a été dissoute en 1975 par décision de justice. (Article « Türkiye Milli Gençlik Teşkilatı », dans **Ana Britannica**, Volume 16, Istanbul, 1993, pp. 328-329) *DEV-GENÇ*, la Fédération de la jeunesse révolutionnaire de Turquie est en réalité le nom qu'a pris la Fédération des clubs d'idées (*FKF*) en 1969. Le premier « club d'idées » [politiques, bien entendu] a été créé à la Faculté des sciences politiques (*SBF*) à Ankara en 1956. Les clubs se sont rapidement multipliés après 1961, et se sont réunis afin de former une fédération en 1967. Les clivages internes de la gauche turque ont affecté la *FKF*, et plus tard la *DEV-GENÇ*. Mais il est possible de dire qu'elle a été dominée par le groupe de « Révolution nationale démocratique » à partir de janvier 1969. *DEV-GENÇ* a cherché à s'organiser également au niveau des ouvriers et des paysans de la Turquie, et a participé à plusieurs actions « anti-impérialistes » à l'époque. Elle a été dissoute après le 12 mars 1971 et certains de ses membres ont été condamnés à la prison. (Article « DEV-GENÇ », dans **Ana Britannica**, Volume 7, Istanbul, 1993, p.195.

<sup>680</sup> 13 000 ouvriers en 1962, 480 000 en 1970, plus de 800 000 en 1974. KEYDER, op.cit., p.250.

étrangers envoient de l'aide, y compris les États-Unis mais aussi l'Union soviétique<sup>681</sup> (comme nous le verrons ci-dessous, la Turquie prend de plus en plus ses distances par rapport aux États-Unis afin d'améliorer ses relations avec l'URSS).

L'aide internationale pour Varto n'est donc pas négligeable. Pourtant, l'équipe allemande par exemple, tout comme une grande quantité de matériel, ne rejoindront jamais la zone de séisme faute d'organisation de la part des autorités turques, qui la font attendre à Erzurum. Le président du Croissant-Rouge turc affirme être seul pour gérer l'envoi de l'aide accumulée à l'aéroport d'Erzurum dans la zone de catastrophe (l'aide allemande consiste à elle seule en douze avions cargos), d'autant plus que le nombre de véhicules et de personnels mis à sa disposition est très limité.<sup>682</sup> La situation est constatée aussi par les journalistes allemands accompagnant l'équipe et qui transmettent bien entendu ces dysfonctionnements aux médias allemands.<sup>683</sup> Mais ceux-ci ne sont pas les seuls observateurs étrangers à témoigner de ce défaut d'organisation (si ce n'est pas un manque d'intérêt, voire de l'indifférence) des autorités locales. Un groupe de journalistes et d'experts japonais venus spécialement pour visiter la zone de séisme font état des mêmes problèmes que les Allemands. Ils dénoncent, non seulement la précarité des bâtiments qu'ils considèrent comme à l'origine de la destruction, mais aussi le défaut d'organisation en ce qui concerne l'acheminement de l'aide jusqu'à la zone.<sup>684</sup> La distribution des vivres se fait de façon tellement désorganisée que, finalement, l'armée qui mène l'essentiel du sauvetage se voit chargée aussi de cette mission, afin d'empêcher les émeutes, le gaspillage, le vol et/ou la revente des vivres.<sup>685</sup> La prise en charge des travaux par les militaires améliore nettement la situation.<sup>686</sup>

Les victimes du séisme trouvent l'occasion d'exprimer leur colère lors des visites des autorités et des politiques. Deux jours après le séisme, nous voyons le Premier ministre Demirel visiter la zone de catastrophe en hélicoptère et prononcer son discours qui deviendra « classique » lors des 30 années suivantes : « Les catastrophes sont la volonté du Dieu. [...] Ce qui est détruit peut être reconstruit, l'État est capable de tout faire. Vous devez être sûrs que toutes vos plaies seront pansées. Je partage votre amertume et

---

<sup>681</sup> « Sovyetler de Deprem Yardımına İştirak Ediyor », *Hürriyet*, 27 août 1966, p.9.

<sup>682</sup> ÖYMEN, Örsan, « Yardımlar Ulaşmıyor », *Milliyet*, 31 août 1966, p.1 et 7.

<sup>683</sup> Ibid.

<sup>684</sup> TERZIOĞLU, Sait, « Varto'da İnsan Ölmeyebilirdi ! », *Cumhuriyet*, p.1 et 7.

<sup>685</sup> ÖRS İbrahim et alii, « Yiyecek Dağıtımını Ordu Yapacak », *Milliyet*, p.1.

<sup>686</sup> « Varto'lular ve Hıms'lılar Şimdi Yaşama Savaşına Hazırlanıyor », *Milliyet*, 26 août 1966, p.1 et 7.

tristesse. »<sup>687</sup> Le comportement des victimes envers les autorités diffère nettement par rapport au passé, lorsque la visite des « hommes d'État » était considérée comme une grâce en soi. Par exemple, à Varto, une des victimes du séisme s'oppose au ministre de l'Équipement en affirmant l'impossibilité de se loger dans les tentes dans des conditions hivernales – au contraire de ce que le ministre avance – et la discussion continue jusqu'à ce que le ministre finisse par l'accuser d'ingratitude.<sup>688</sup> Cette conduite suscite les critiques de la presse. De même, Demirel lui-même se voit pris à parti par une victime à Varto : « Vous ne vous rendez ici qu'à l'occasion des catastrophes. On ne fait pas, pour l'Est, un quart de ce qui est fait pour l'Ouest. Nous sommes des gens oubliés, laissés pour compte ! ». <sup>689</sup> Quelques jours après, le préfet de Muş déclare « le retour à la normale à Varto » : il affirme que « la vie reprend, un épiciers, une fruiterie et un café ont été rouverts. Il ne s'agit ni de famine, ni de maladie. »<sup>690</sup> Mais le 26 août, donc une semaine après le séisme, les victimes affirment aux membres d'une commission parlementaire qu'ils projettent de « camper devant l'hôtel du Premier ministre si les mesures nécessaires [concernant leurs problèmes] ne sont pas prises dans 20 jours ». <sup>691</sup> Or, le ministre de l'Équipement fait lui aussi des déclarations similaires à celles du préfet. Il est démenti, le 3 septembre, par les habitants de Varto. Les responsables locaux de tous les partis politiques, le représentant des chefs de village, des étudiants et un membre du Conseil Régional adressent un télégramme aux autorités, dans lequel ils énumèrent les problèmes qu'ils constatent : « On a reçu 1 200 tentes alors que le besoin réel est de 5 000 ; il n'y a pas eu de distribution systématique de repas chauds dans les villages, il ne s'agit pas de « retour à la normale » dans Varto, ni dans les villages. » Ils protestent également contre les autorités : « Les déclarations irréalistes du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Équipement trompent le gouvernement et l'opinion publique. [...] Nous protestons vivement contre ceux qui tronquent la réalité, de façon inappropriée pour un homme d'État, et nous les invitons à démissionner [...] »<sup>692</sup> Souvenons-nous du fait que la présence d'un ministre dans une zone de catastrophe était considérée comme un événement il y a vingt ans. En 1966, les « simples » citoyens peuvent demander la démission des ministres.

---

<sup>687</sup> MERCAN, Mehmet, « Demirel Konuşurken Hınıs'ta Deprem Oldu », *Cumhuriyet*, 21 août 1966, p.1 et 7.

<sup>688</sup> OTYAM, Fikret, « Doğu'da Memurların Morali Çok Bozuk », *Cumhuriyet*, 25 août 1966, p.1 et 7.

<sup>689</sup> PULUR, Hasan, « Varto'lu Vatandaş Başbakan'a Bağırды », *Cumhuriyet*, 23 août 1966, p.5.

<sup>690</sup> « Demirel : Yeni Evler Derhal Yapılacak », *Milliyet*, 25 août 1966, p.7.

<sup>691</sup> KALPAKÇIOĞLU, Özdemir, « Tedbirler Alınmazsa Vartolular Başbakanlık Önünde Çadır Kuracak », *Cumhuriyet*, 26 août 1966, p.1.

<sup>692</sup> TOKATLI, Orhan, « Vartolular : Sıcak Yemek Yemedik », *Milliyet*, 30 août 1966, p.1 et 7.

De l'étude des journaux, il ressort une grande liberté d'expression dans la Turquie de 1966, sans doute grâce à la nouvelle Constitution. À la différence des années précédentes, les informations concernant la zone de séisme, la situation des victimes, les travaux d'aide et de secours sont données de façon très détaillée (et des images de bonne qualité accompagnent les articles). De même, on réserve une place considérable aux « paroles de victimes », visiblement sans les atténuer. La presse (surtout de gauche) est très critique vis-à-vis du gouvernement et des autorités en ce qui concerne les dysfonctionnements, mais aussi à l'égard de la situation générale dans l'est du pays qui demeure toujours précaire 43 ans après la fondation de la République. Le séisme de Varto devient alors une occasion d'attirer l'attention sur les problèmes de l'Est et sur la question des inégalités régionales.<sup>693</sup> Dans *Cumhuriyet*, Nadir Nadi accuse « tous les gouvernements de la République » d'avoir négligé l'est du pays. D'après Nadi, la distinction « Est-Ouest » existe bel et bien au sein de la société turque « qui ne voit pas d'inconvénient à désigner l'Est comme 'sous-développé' ». Pour lui c'est « la preuve d'une indifférence honteuse de la part d'une société qui a proclamé la République il y a plus de quarante ans, en supprimant tous les privilèges d'individus, de classes, de groupes, de régions par la loi ; une société qui est passée à la démocratie multipartite il y a maintenant plus de vingt ans et qui affirme son attachement au principe d'égalité entre les citoyens. » Ces propos sont très importants car ils émanent de la plume d'un journaliste témoin de la naissance de la République et du projet républicain qui, théoriquement, était la garantie du traitement égalitaire de tous les citoyens et toutes les parties du pays. Comme nous l'avons vu lorsque nous avons étudié le séisme d'Erzincan en 1939, les journalistes comme Nadi affirmaient leur confiance en ce projet qui moderniserait l'ensemble du pays, y compris l'Est. Néanmoins, 27 ans après Erzincan, cette génération voit que les conditions n'ont visiblement pas changé.

Nous constatons que la presse attache également de l'importance à la question des responsabilités, et cela constitue un changement important par rapport au passé. Jusqu'alors on admettait que ce qui rendait les tremblements de terre mortels était l'ignorance des citoyens et le sous-développement du pays, deux problèmes pour lesquels on considérait la modernisation comme la cure indiscutable. L'accusation ouverte contre les autorités publiques et contre les élites politiques était hors de question. Or, après Varto, les journalistes établissent nettement un schéma de causalité qui remonte jusqu'à ces derniers : *la destruction prouve les conditions de vie précaires des citoyens de l'Est ; la*

---

<sup>693</sup> IPEKÇI, Abdi, « Acı Ama Gerçek », *Milliyet*, 24 août 1966, p.1.

*précarité est due au sous-développement ; le sous-développement résulte du fait que cette partie du pays est négligée par les politiques ; ceux-ci sont alors responsables des pertes.* Dans *Cumhuriyet*, Ecvet Güresin écrit que les responsables politiques et administratifs ne prennent pas en compte les catastrophes naturelles et les pertes que celles-ci causent régulièrement en Turquie. D'après Güresin, malgré l'expertise de nombreux spécialistes étrangers et turcs, l'Organisation de Planification de l'État, le ministère de l'Équipement se contentent de solutions 'illusoires', pour ne pas dire qu'ils restent inertes, comme les membres de l'assemblée l'ont été. Pour lui, cette illusion va de pair avec la corruption, comme le montrent les cas de reconstruction (non-entamée ou inachevée) après les catastrophes précédentes.<sup>694</sup>

Il s'agit donc de la mise en cause de tous les gouvernements du passé, sans distinction. D'après Abdi Ipekçi, « La perte élevée en termes humains et de biens n'est pas uniquement le résultat du séisme. Nos citoyens qui vivent en Anatolie de l'Est sont logés dans des constructions primitives. Bien que nos départements de l'Est se trouvent dans une zone sismique, l'État n'a pas pris les mesures nécessaires depuis des siècles et n'a pas fait en sorte qu'ils vivent dans des bâtiments parasismiques. » Après avoir critiqué la non-application du règlement concernant les constructions dans les zones sismiques, il ajoute : « Un des objectifs de la croissance planifiée est de supprimer les inégalités entre les régions. Afin de réaliser cet objectif, les mesures culturelles, sociales et économiques prises par l'État et qui accompagneront les investissements, doivent viser la région de l'Est en premier. »<sup>695</sup>

Il est intéressant de remarquer que dans aucun article de presse, on ne parle du fait qu'un grand nombre de citoyens vivant dans cette région sont d'origine kurde. On utilise des termes comme « les citoyens de l'Est », « les gens de l'Est », « le peuple de l'Est ». Nous pouvons y voir bien sûr les limites de l'ambiance de liberté politique qui règne en 1966 : malgré tout, l'identité turque est l'identité nationale par excellence et elle est incontestable. Néanmoins, nous croyons que cette représentation des choses provient plus d'une prise de position politique que d'une pression politique exercée sur la presse : la gauche turque voit les demandes identitaires des citoyens d'origine kurde « solubles » dans des perspectives beaucoup plus larges<sup>696</sup> (inégalités entre les régions, lutte des classes, etc.). Ce discours « unificateur » sera influent tout au long des années 60 et 70, mais il

---

<sup>694</sup> GÜRESIN, Ecvet, « Kefaret », *Cumhuriyet*, 24 août 1966, p.1.

<sup>695</sup> IPEKÇI Abdi, « Zavallı Doğu », *Milliyet*, 21 août 1966, p.1.

<sup>696</sup> BOZARSLAN, Hamit, **Histoire de la Turquie contemporaine**, Editions La Découverte, Paris, 2004, pp.58-59.



n'empêchera pas qu'une gauche « kurde » ne se distingue de la gauche « turque » en reprochant à cette dernière d'être chauvine, comme nous le verrons par la suite.

Lors de la réunion de « consultation » du Conseil des ministres, où sont invités les représentants des acteurs sociaux, le recteur de l'Université Technique du Moyen-Orient (*ODTÜ*) prend la parole pour affirmer que la vulnérabilité de la population de l'Anatolie de l'Est au tremblement de terre est avant tout une question socio-économique : « Le séisme ne doit pas être simplement considéré comme une catastrophe mais aussi comme une occasion pour se focaliser sur cette cause nationale. Nous devons nous occuper de l'essentiel [des conditions de l'Est] au lieu de prendre des mesures temporaires. [...] Si nous pouvons réagir dès maintenant [...], nous pouvons gagner l'Anatolie de l'Est. Sinon, nous la perdrons encore une fois. » Il ajoute également qu'il est « nécessaire de montrer aux citoyens de l'Anatolie de l'Est que nous ne prenons pas la question comme une occasion de grâce, de charité [mais comme une mission nationale]. Les citoyens de l'Est ont plus que jamais besoin de le voir. »<sup>697</sup> Ces propos sont importants à nos yeux car ils constituent, en quelque sorte, un avertissement : *nous risquons de voir un irrédentisme régional apparaître si les conditions de vie dans les régions de l'Est ne sont pas améliorées.*

Le gouvernement de Parti de Justice ne semble pas être affecté par les critiques. Apparemment, le gouvernement considère le problème comme une simple opération de reconstruction, sans trop s'attarder sur les mesures à prendre à long terme, ni sur le risque sismique, ni sur les inégalités régionales. Pour le Premier ministre, l'important est de « ne pas laisser 50 000 citoyens sous la neige, à 2 000 mètres d'altitude » et de « terminer la mission le plus vite possible. »<sup>698</sup> Le Conseil des ministres décide donc de construire des logements d'urgence avec l'appui de l'armée et des matériaux de construction procurés par l'État, mais en se servant le plus possible « de la main d'œuvre locale et des matériaux disponibles sur place ». Les logements qui seront construits doivent être « comme ceux qui sont utilisés par la population jusqu'à présent, de taille réduite, facile à chauffer ». <sup>699</sup> Autrement dit, les victimes feront elles-mêmes la reconstruction avec l'appui de l'État. Comme cela a été décidé dans la même réunion, il n'est pas question de déplacer la population. Or, les victimes elles-mêmes attirent l'attention sur l'inefficacité d'une solution de facilité : « Nous avons vu beaucoup de tremblements de terre. Les journalistes

---

<sup>697</sup> « Demirel : Yeni Evler Derhal Yapılacak », *Milliyet*, 25 août 1966, p.1 et 7.

<sup>698</sup> Ibid.

<sup>699</sup> Ibid.

viennent et ils s'en vont. Des ministres, des commissions viennent et repartent. On nous fait des promesses. [...] Puis on nous donne quelques milliers de livres. Et nous reconstruisons nous-mêmes notre maison (de nouveau) avec cet argent. Autrement dit, nous creusons notre propre tombeau pour le prochain séisme. »<sup>700</sup>

Les députés socialistes du Parti Ouvrier de Turquie font aussi partie de ceux qui visitent la zone de catastrophe.<sup>701</sup> Par la suite, ils transmettent une déclaration au Premier ministre concernant les bâtiments officiels qui se sont effondrés à Varto.<sup>702</sup> Ce parti, fondé en 1961, est « minuscule » par son organisation et sa base électorale mais sa présence au sein du parlement deviendra un « casse-tête » pour le Parti de Justice aussi bien que pour tous les partis de « l'ordre capitaliste », comme les désignait le Parti Ouvrier.<sup>703</sup> Depuis 1945, les Turcs sont de plus en plus intéressés par les relations internationales, qui deviennent un élément important dans la politique intérieure.<sup>704</sup> Grâce à la liberté donnée par la Constitution de 1960 des lectures « idéologiques » de la scène internationale sont désormais possibles. Au fur et à mesure que le *TIP* questionnera les sujets comme « les relations turco-américaines, la position de la Turquie dans l'OTAN, la 'protection nucléaire' assurée par les États-Unis, l'inégalité de la distribution des richesses, les politiques commerciales » etc., il sera considéré comme « la cinquième colonne de l'URSS » et subira une pression qui ne cessera d'augmenter.<sup>705</sup>

Il est vrai qu'à ce moment-là, les relations turco-américaines sont très loin de ce qu'elles étaient au début des années 50. Lors de la crise de Cuba (1962), le gouvernement américain a désinstallé les missiles nucléaires positionnés en Turquie, sans demander l'avis des dirigeants turcs.<sup>706</sup> L'opinion publique turque apprend peu de temps après qu'une grande partie de la Turquie est considérée comme « sacrificable » en cas de guerre par le commandement de l'OTAN. Une deuxième crise avec les États-Unis survient en 1964, lorsque les États-Unis empêchent la Turquie d'intervenir à Chypre, où le conflit intercommunautaire a atteint un seuil critique : la minorité turque de l'île subit une répression systématique et parfois des massacres comme en décembre 1963.<sup>707</sup> Le Président Johnson expliquera le raisonnement de son gouvernement dans une lettre

---

<sup>700</sup> « Vartolular ve Hınıs'lılar Şimdi Yaşama Savaşına Hazırlanıyor », *Milliyet*, 26 août 1966, p.1 et 7.

<sup>701</sup> « TIP Genel Başkanı Deprem Bölgesinde », *Cumhuriyet*, 24 août 1966, p.7.

<sup>702</sup> « Deprem Bölgesinde Iskan Faaliyetine Başlanıyor », *Milliyet*, 26 août 1966, p.7.

<sup>703</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.102.

<sup>704</sup> AHMAD, op.cit., p.128-132.

<sup>705</sup> KALAYCIOGLU, ibid.

<sup>706</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.288.

<sup>707</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., pp.99-100, AHMAD, op.cit., p.129.

adressée au Premier ministre İsmet İnönü : les États-Unis ne permettront pas à la Turquie d'utiliser, sans le consentement de Washington, les armes qui lui ont été procurées par les États-Unis, et l'OTAN ne viendra pas à l'aide des Turcs si une opération éventuelle à Chypre suscite un conflit turco-soviétique. La « lettre de Johnson » est rendue publique en 1966 et engendre une vague de colère dans la société turque.<sup>708</sup> Ces crises ont poussé les Turcs à questionner l'alliance avec les États-Unis : afin d'en finir avec la dépendance envers ce dernier, la Turquie se rapproche de l'Europe, plus précisément des pays de la Communauté Economique Européenne et de l'Union Soviétique. En 1963, elle conclut le traité d'Ankara concernant son association avec la CEE, qui prévoit d'abord une union douanière, et éventuellement l'adhésion de la Turquie.<sup>709</sup> En 1964, quatre mois après « la lettre de Johnson », le ministre des Affaires Étrangères turc fait la première visite officielle en Russie depuis 1939. L'année suivante, les représentants soviétiques visitent la Turquie. Par la suite, une série de coopérations turco-soviétiques ont vu le jour dans les domaines industriel, commercial et culturel. Les Soviétiques ont construit des établissements industriels en Turquie (raffinerie de pétrole, usine d'acier, usine d'aluminium) tandis que le volume du commerce avec l'URSS a augmenté.<sup>710</sup> Nous avons constaté d'ailleurs, en survolant la presse, un certain nombre d'articles sur la coopération industrielle et commerciale entre la Turquie et la Russie.<sup>711</sup> Il n'est pas difficile donc d'imaginer l'anti-américanisme qui règne en Turquie à la fin des années 60. Et, visiblement, l'appel à l'aide des Américains aux victimes du séisme de Varto par le Président Johnson n'impressionne pas la presse turque en 1966.<sup>712</sup>

Quatre ans après, le 28 mars 1970, un séisme de magnitude 7,2 frappe la bourgade de Gediz (bourgade rattachée au département de Kütahya) qui se trouve à 300 km à l'ouest d'Ankara et à 200 km au sud d'Istanbul. Süleyman Demirel est toujours Premier ministre : le Parti de Justice a obtenu 46,5 % des voix lors des élections d'octobre 1969, et contrairement aux attentes, Demirel – finalement un « nouveau venu » sur la scène politique – a su rester le président du parti en éliminant l'opposition interne et en tenant les

---

<sup>708</sup> AHMAD, op.cit., pp.128-132.

<sup>709</sup> ÜLKER, İrfan Kaya, **Avrupa Birliği El Kitabı**, Seçkin Yayınları, Ankara, 2003, p.47.

<sup>710</sup> MANGO, op.cit., p.62. Pour le volume du commerce avec la Russie, voir **Statistical Indicators 1923-2004**, Turkish Statistical Institute, Ankara, 2005 (n° de publication 0535), pp.405-406.

<sup>711</sup> « Rus Ticaret Bakanı Geldi », *Milliyet*, 24 août 1966, p.7 ; « Denizcilik Bankasının Rusya'dan Geleceği Deniz Otobüsü Geldi », *Hürriyet*, 25 août 1966, p.1 ; « Rusya İle Ticaret Hacmi 80 Milyon Dolara Yükseldi », *Milliyet*, 26 août 1966, p.1 ; « Sovyetler Tersane Yapmayı Teklif Etti », *Cumhuriyet*, 27 août 1966, p.7.

<sup>712</sup> « Bankalar Şimdilik 5 Milyon Lira Verdi », *Milliyet*, 25 août 1966, p.1 et 7.

anciens démocrates à l'écart.<sup>713</sup> Le deuxième gouvernement de Demirel est obligé de faire face à un problème qui devient de plus en plus grave : l'agitation politique. Le séisme de Gediz survient dans une atmosphère assez tendue à cause de la recrudescence de la violence politique. Les informations et les images arrivent en très peu de temps (c'était également le cas lors du séisme de Varto quatre ans auparavant : nous sommes loin de l'époque où les journalistes turcs envoyaient des articles sommaires par télégramme, avec au moins 24 heures de délai). Les secousses affectent toutes les agglomérations sur l'axe de Uşak-Kütahya, mais ce sont surtout la bourgade de Gediz et les villages alentours qui ont été ruinés. Après le séisme, les incendies (les poêles sont encore en fonction en cette saison) augmentent encore les pertes.

Dans la bourgade, très peu de bâtiments sont intacts, le correspondant de *Cumhuriyet* parle d'un taux de destruction de 80 %.<sup>714</sup> Comme les infrastructures de communication sont atteintes, le contact avec Gediz ne peut être assuré que par la voie terrestre pendant 24 heures.<sup>715</sup> La caserne des sapeurs-pompiers est en ruine aussi, par conséquent les incendies ne peuvent pas être maîtrisés et continuent pendant des heures, jusqu'à l'arrivée des brigades de sapeurs-pompiers des bourgades et des départements voisins. Les forces armées et le Croissant-Rouge se sont mobilisés pour le sauvetage et le secours. Les routes rudimentaires retardent considérablement l'envoi des équipes et du matériel.<sup>716</sup> Par ailleurs, les conditions météorologiques sont défavorables : non seulement il fait froid mais les averses continuent. Faute d'abris, certaines survivants meurent de froid dans les jours suivants.<sup>717</sup> Dans les villages autour de Gediz, la situation est similaire, voire pire. 24 heures après le séisme, le contact entre la bourgade et 74 des 85 villages n'est toujours pas établi. Certains villages ont été littéralement « rayés de la carte »<sup>718</sup> par le tremblement de terre aussi bien que par l'incendie.

Le Premier ministre Demirel visite les lieux dès le lendemain de la catastrophe, accompagné des ministres et des commandants de l'armée. Il tient un discours qui n'est pas différent de celui qu'il a tenu à Varto : « Nous reconstruirons tout ce qui est détruit.

---

<sup>713</sup> ZÜRCHER, op.cit., pp.263-264. Après avoir forcé Demirel à démissionner et à former un nouveau cabinet, les opposants sont éloignés du parti par des mesures disciplinaires ou ils le quittent d'eux-mêmes. Ils forment le Parti Démocratique (allusion explicite au Parti Démocrate). Nous reviendrons sur cette séparation.

<sup>714</sup> ÇETINKAYA, Hikmet, « Ölü Sayısı 1000'in Üstünde », *Cumhuriyet*, 30 mars 1970, p.1 et 7. Il s'agit d'une destruction impressionnante même si on attribue une marge d'erreur importante au journaliste, qui affirme que seuls les bâtiments de l'école secondaire et de la prison sont encore debout.

<sup>715</sup> « Gediz'de Evlerin Yarısı Yıkıldı », *Cumhuriyet*, 29 mars 1970, p.1 et 7.

<sup>716</sup> ÇETINKAYA, ibid.

<sup>717</sup> BERKSOY, Rahmi et alii, « Yeni Bir Deprem : 119 Ölü », *Hürriyet*, 1 avril 1970, p.1.

<sup>718</sup> ÇETINKAYA, ibid.

Nous pouvons faire même mieux. Personne ne restera sans nourriture et sans abri. [...] Toutes les mesures nécessaires sont prises. »<sup>719</sup> D'après les déclarations des autorités, la quantité d'aide envoyée dans la région est assez importante. On parle de plus d'un millier de personnel militaire et civil en action. Pour la première fois, la presse parle de l'équipe de la Sécurité Civile qui vient d'Istanbul.<sup>720</sup> Le Croissant-Rouge, par exemple, envoie dès le premier jour 3 700 tentes, un hôpital de terrain, une cuisine mobile pour 1 000 personnes et plusieurs groupes électrogènes.<sup>721</sup> A cela s'ajoutent le matériel envoyé par le ministère de l'Équipement, les équipes médicales du ministère de la Santé, les véhicules et le matériel envoyés par les départements voisins et par d'autres ministères. De même, l'aide étrangère, qui consiste en du matériel aussi bien que des équipes techniques, est considérable. Nous voyons également que les étudiants de différentes universités se rendent dans la zone de catastrophe pour participer aux travaux. Les organisations de jeunesse comme *Dev-Genç* (l'Organisation de la Jeunesse Révolutionnaire) se mobilisent.<sup>722</sup> Comme d'habitude, les campagnes de dons voient le jour sous la direction des autorités et du Croissant-Rouge.<sup>723</sup> Mais rien ne nous permet de parler d'une amélioration de l'organisation des secours depuis le dernier grand séisme, à Varto.

Au bout de quelques jours, les articles relatifs au manque d'organisation apparaissent dans les journaux.<sup>724</sup> La quantité totale de matériel envoyé est considérée par les autorités comme « suffisante pour alimenter toute la population de la zone pendant 6 mois » mais les habitants de Gediz sont obligés d'attendre plusieurs heures sous la pluie pour obtenir une tente ou des vivres, tandis qu'il reste toujours des villages où aucune aide n'est parvenue quatre jours après le séisme.<sup>725</sup> Près de Gediz, les victimes arrêtent et pillent les camions transportant le matériel. À défaut d'abris et de nourriture, des enfants meurent de pneumonie dans certains villages.<sup>726</sup> A Kütahya, des personnes qui vendent les tentes du Croissant-Rouge sont arrêtées par la police. Les autorités démentent ce type d'incidents mais à Gediz, on fait régulièrement des annonces pour dissuader ceux qui stockent et revendent les vivres.<sup>727</sup> L'intervention de la Sécurité Civile, qui consiste

---

<sup>719</sup> Ibid.

<sup>720</sup> Ibid.

<sup>721</sup> Ibid.

<sup>722</sup> « Felaketzedelere İçten ve Dıştan Büyük Yardım Gönderiliyor », *Cumhuriyet*, 31 mars 1970, p.1 et 7.

<sup>723</sup> Ibid.

<sup>724</sup> BERKSOY et alii, *ibid.*

<sup>725</sup> ÇETINKAYA, Hikmet, « Yardım İçin Halk Kuyrukta », *Cumhuriyet*, 2 avril 1970, p.1.

<sup>726</sup> Ibid.

<sup>727</sup> ÇETINKAYA, Hikmet, « Yardım Malzemesi Parayla Satılıyor », *Cumhuriyet*, 3 avril 1970, p.1.

essentiellement à distribuer du matériel et des repas chauds, est considérée comme insuffisante.<sup>728</sup> Une équipe médicale de la faculté de médecine de *Cerrahpaşa* (Istanbul) et une équipe de sauvetage suisse quittent la zone en dénonçant l'indifférence des autorités.<sup>729</sup> Lors de sa visite dans la zone de séisme, le Président de la République Cevdet Sunay est reçu à Gediz par des victimes qui brandissent des drapeaux noirs et qui réclament des tentes. À Emet, son convoi est arrêté par un groupe d'étudiants de *Dev-Genç* qui demandent des véhicules pour atteindre les villages. Le préfet d'Ankara qui accompagne le Président leur répond alors : « Nous savons pourquoi vous demandez des véhicules. Nous savons ce que vous ferez dans les villages. Allez faire votre propagande ailleurs. Les rues ne vous suffisent plus, maintenant vous attaquez les villages. »<sup>730</sup> Il est vrai que les organisations comme *Dev-Genç* entretiennent beaucoup d'actions pour « agiter les masses » à cette époque. Pour le cas de Gediz, la presse ne nous permet pas de constater si les étudiants de gauche ont « politisé » leur aide aux victimes de séisme, selon un discours idéologique. Mais en tout cas, les autorités ne désirent pas la présence des « jeunes révolutionnaires » qu'ils accusent de faire de la propagande politique dans la zone de catastrophe.

Comme les journalistes le font savoir, on achemine sans aucun doute suffisamment de matériel dans la zone mais la distribution laisse à désirer. La presse n'est pas la seule à constater l'absence d'organisation. Par exemple, face au dysfonctionnement quasi-total, la *TMGT* suggère la prise en charge de la distribution par les militaires « pour une distribution efficace mais aussi équitable ».<sup>731</sup> Dans sa conférence de presse, le président du Croissant-Rouge explique la raison principale du désordre : « Depuis quelques années, les autorités chargées d'organiser les secours post-catastrophe se voient exclues par les autorités politiques qui interviennent. Lors du dernier séisme, on a dû s'occuper uniquement de Gediz et ignorer le reste de la région pendant deux jours à cause [de la pression] des autorités. » Le représentant du CICR chargé d'étudier la situation soutient le président en soulignant que « le poids sur les épaules du Croissant-Rouge est trop lourd ». Il indique la nécessité de « créer une organisation centralisée qui fonctionnera sur le principe de la division du travail et de façon systématique ». Il s'agit alors non seulement d'un manque d'organisation et de coordination, mais aussi d'une redistribution partisane des aides selon les demandes des autorités politiques.

---

<sup>728</sup> ÇETINKAYA, Hikmet, « Yardım İstismarının Önlenmesi İstendi », *Cumhuriyet*, 4 avril 1970, p.1 et 7.

<sup>729</sup> Ibid ; ÇETINKAYA, Hikmet, « Yardım Malzemesi Parayla Satılıyor », *Cumhuriyet*, 3 avril 1970, p.1.

<sup>730</sup> « Felaketzedeler Sunay'ı Siyah Bayrakla Karşıladi », *Cumhuriyet*, 6 avril 1970, p.1 et 7.

<sup>731</sup> Ibid.

Ce séisme est important dans la mesure où il permet de comparer les conditions de vie dans l'est et l'ouest du pays. En se rappelant la situation à Varto en 1966, nous pouvons voir qu'il n'y a pas une différence importante entre les deux bourgades en termes de vulnérabilité au risque sismique. À Gediz, la cause principale de la destruction est la méthode de construction traditionnelle qui consiste à bâtir une charpente en bois et à la remplir avec de l'argile ou des pierres. Ces bâtiments ne sont pas résistants aux secousses, mais ils sont préférés pour des raisons économiques, tout comme à Varto. Après le séisme, les secours mettent un temps important à arriver à Gediz et ils arrivent, d'après la presse, très tardivement dans beaucoup de villages isolés à la fois à cause de la mauvaise organisation des secours et à cause des raisons liées à l'infrastructure : les routes sont mauvaises, les communications sont déficientes. Par ailleurs, l'assistance aux victimes et la distribution des aides se font de façon désorganisée : il s'agit clairement d'un manque de préparation aux situations d'urgence mais aussi de dysfonctionnements engendrés par les interventions politiques, comme l'affirme le président du Croissant-Rouge.

Le tremblement de terre de Gediz montre alors que la précarité n'est pas spécifique à l'est du pays. Si la relative proximité de la capitale et des grandes villes côtières peut être avantageuse (par exemple, en termes d'accès aux services publics), elle ne garantit sans doute pas le développement. Les populations de cette zone ne disposent pas d'un niveau économique qui leur permettrait de vivre dans des constructions parasismiques. Elles ne bénéficient pas, tout comme le reste de la population, d'une politique publique de prise en compte du risque sismique et de mitigation.<sup>732</sup> Comme nous l'avons décrit ci-dessus, ces populations ne bénéficient pas non plus d'une assistance post-catastrophe efficace en tant que victimes. On peut donc dire que face au séisme, les citoyens de la Turquie sont plus ou moins égaux, qu'ils soient à l'est ou à l'ouest du pays. Nous pouvons mieux comprendre alors la particularité du séisme de Varto, où la presse (de gauche) et les victimes ont tenu un discours fort différent. Les secours à Gediz ne sont pas mieux organisés qu'à Varto mais cette fois-ci les victimes (en dénonçant les problèmes) ne tiennent pas un discours « d'inégalités entre les régions ». De même, si la presse parle des

---

<sup>732</sup> La Chambre des ingénieurs civils crée une commission d'enquête chargée d'étudier les constructions dans la zone touchée par le séisme et de constater les causes de la destruction et des dégâts. Cette commission conclut que la perte est due principalement aux pratiques de construction qui ne respectent pas les normes parasismiques. Ce qui est intéressant, c'est que la Chambre dénonce à cette occasion « l'absence d'une politique nationale de logement » ainsi que « la pratique de construire « des immeubles de luxe » destinés uniquement à maximiser le profit [du promoteur etc.] » tout en sachant que la majorité des bâtiments détruits par le séisme sont des maisons de village traditionnelles, construites par les habitants eux-mêmes et non pas des « immeubles de luxe » construits par des promoteurs. Dans *Cumhuriyet*, « Gediz Faciası'ndan Alacağımız Ders », 10 avril 1970, p.1.

conditions précaires dans lesquelles (surtout) les paysans vivent à Gediz, elle ne considère pas l'évènement comme une occasion pour souligner les inégalités « régionales », susceptibles de provoquer des problèmes sociopolitiques. Nous verrons ci-dessous que ce discours « d'inégalités entre l'est et l'ouest » est en effet un discours « préliminaire » qui ouvre la voie à un autre en le légitimant, celui de la « discrimination ethnique ».

La situation tragique de Gediz occupe les premières pages des journaux pendant une semaine. Ensuite, la presse se concentre de nouveau sur les problèmes immédiats : l'agitation politique dans les universités et l'amendement de la Constitution. En effet, ces deux questions peuvent être considérées comme liées, comme nous le verrons ci-dessous. Le jour même du séisme de Gediz (28 mars 1970), le Conseil de Sécurité Nationale se réunit sous la direction du Président Cevdet Sunay pour se pencher sur les « évènements étudiants », comme on le dit en turc. La déclaration du Conseil, transmise par le Premier ministre Süleyman Demirel, est publiée dans les quotidiens le 29 mars en même temps que les premières informations sur le tremblement de terre. Le document résume nettement la position du gouvernement et de l'armée à propos de la violence politique sur les campus : les « manifestations étudiantes » qui dégénèrent en engagements armés ne peuvent plus être tolérées. Les limites de l'autonomie des universités sont violées. Ce type d'action illégale met en cause le prestige du monde universitaire et le statut des étudiants. Ces incidents qui effrayent les citoyens sont des tentatives pour porter atteinte à l'unité nationale et à l'ordre public.<sup>733</sup>

Les « évènements étudiants » semblent être limités aux universités et aux villes universitaires mais, comme nous le verrons, ils ne sont que les avants-signes d'un cycle de violence dont le bilan sera de plus en plus lourd et qui affectera l'ensemble de la société tout au long de la décennie 70. La garantie des libertés par la Constitution de 1961 suscite de nouvelles dynamiques en Turquie, en permettant à d'autres lectures idéologiques d'exister à côté du kémalisme « officiel ».<sup>734</sup> Ainsi, une véritable gauche capable d'agir en toute légalité sur la scène politique voit le jour. Le « label » *communiste* est toujours

---

<sup>733</sup> « Karşılarında Bütün Devlet Güçlerini Bulacaklar », *Cumhuriyet*, 29 mars 1970, p.1 et 7.

<sup>734</sup> Notons que la définition du kémalisme varie selon le contexte sociopolitique en Turquie. Mustafa Kemal était certes un leader très habile et pragmatique, qui a su adapter son discours et sa pratique aux conditions du moment afin d'atteindre l'objectif désiré. Par conséquent, dans le contexte turc il est possible de justifier presque tous types de visions et actions politiques en faisant référence à Mustafa Kemal Atatürk : en citant uniquement une partie d'un de ses discours, parfois même une seule phrase, on affirme qu'Atatürk était « lui aussi », *de gauche, de droite, étatiste, libéral, anti-impérialiste, nationaliste, féministe, démocrate, dictateur...* A part les acteurs « conventionnels » de la scène politique, les militaires se basent eux aussi sur une version du kémalisme (dont l'interprétation, selon nous, varie selon la génération d'officiers aussi) pour appuyer ses interventions politiques. À cet égard, il faut savoir que nous ne parlons pas toujours de la même « version » du kémalisme au long de notre texte.



interdit, mais en pratique toute la « gamme » de la gauche telle qu'elle existait à cette époque dans le monde trouve des partisans en Turquie, qui peuvent désormais s'exprimer haut et fort. La création, dès 1961, du *TIP* (Parti Ouvrier de Turquie) par un groupe de syndicalistes et d'intellectuels socialistes est un tournant en ce sens.

Il est difficile de dire que cette nouvelle gauche qui s'appuie sur la « classe ouvrière » en formation (et relativement petite par rapport à la population totale), sur une partie de l'intelligentsia et des étudiants, ainsi que sur une partie des élites, dispose d'un pouvoir politique redoutable. D'ailleurs les divisions internes dues aux désaccords idéologiques réduiront même son pouvoir par la suite.<sup>735</sup> En dehors de ce qui se passe sur le plan légal, il faut savoir qu'un certain nombre de groupes se créent également dans le cadre de structures informelles et, parfois, illégales.

Mais la gauche n'est pas l'unique dynamique sociopolitique de l'après-1961. Tout comme le Parti Républicain, le Parti de Justice subit une transformation vers la fin des années 60. L'avatar du Parti Démocrate devient un parti qui sert avant tout les intérêts des grands industriels sous Süleyman Demirel. Le modèle économique de « substitution des importations » donne des résultats impressionnants jusqu'à la fin des années 60, surtout après l'arrivée au pouvoir de Demirel en 1965. De 1960 à 1970, le produit national brut (PNB) augmente de 7 % en moyenne par an. Cela se traduit par une augmentation de 3 % du PNB par personne (prenant en compte l'augmentation de population).<sup>736</sup> Mais les mesures du Parti de Justice, destinées à soutenir le développement industriel, minent sa popularité au sein des groupes qui, dans le passé, étaient favorisés par son prédécesseur, le Parti Démocrate : les propriétaires terriens, les petits commerçants et artisans, ce qui aboutira à une scission interne du parti.

À droite, la division qui s'opère parmi les héritiers du Parti Démocrate n'est pas l'unique source qui donne naissance à de nouveaux groupes. Les années 60 ont vu également l'arrivée d'une extrême droite sous le leadership d'Alparslan Türkeş, un des auteurs du coup d'État de 1960. Türkeş fait partie des quatorze membres « radicaux » du « Comité d'Union Nationale », envoyés en missions diplomatiques à l'étranger

---

<sup>735</sup> Nous pouvons dire que « l'impact » du Parti Ouvrier de Turquie était disproportionné par rapport à sa base électorale, qui était très réduite. Aux élections de 1965, le *TIP* a obtenu 3 % des voix, et 2,7 % aux élections de 1969 (KONGAR, op.cit., p.323). À part une partie de la classe ouvrière et de l'intelligentsia, le socialisme (ou le communisme) ne suscitaient donc pas grand intérêt dans la société.

<sup>736</sup> MANGO, op.cit. p.65.

(presqu'en exil) apres le coup d'Etat.<sup>737</sup> Le nom du parti, dont il a pris la tete, devient Parti d'Action Nationaliste en 1969. A partir de cette annee, l'islam remplace la laicite comme reference du mouvement pour attirer les conservateurs.<sup>738</sup> Ses jeunes militants appelles « les idealistes », et surnommes « les loups gris », sont entraignes et endoctrines pour affronter les militants de la gauche, d'abord sur les campus, puis dans les rues. Cette organisation paramilitaire beneficie du soutien d'un dispositif de resistance anticommuniste secret, la « contre-guerilla »<sup>739</sup>, ainsi que de la tolerance des gouvernements de droite et parfois de l'administration, qui la considerent comme un moyen pour reprimer les mouvements de gauche.

Parallelement a l'extreme droite qui s'organise, un mouvement politique « islamiste » legal voit le jour a la fin des annees 60. En 1969, un jeune ingénieur universitaire d'origine provinciale, Necmettin Erbakan, est élu a la presidence de *TOBB*, l'Union des Chambres et des Bourses de Turquie. Erbakan est soutenu par la confrerie *Nakşibendiye*<sup>740</sup> et il gagne le soutien des petits entrepreneurs par son discours critique sur les politiques du Parti de Justice auquel il reproche d'etre soumis « a la franc-maconnerie et au capital etranger ». Il fonde son parti politique, le Parti d'Ordre National en 1971.<sup>741</sup> Ces deux partis, le Parti d'Action Nationaliste et le Parti d'Ordre National, attirent les electeurs conservateurs et/ou pieux, mais aussi les petits producteurs ou commerçants, les artisans et les agriculteurs qui sont eloignes du Parti de Justice pour les raisons economiques que nous avons evoquees ci-dessus. Nous avons vu qu'avant 1961, le Parti

---

<sup>737</sup> Les 14 membres « radicaux » du Comite d'Union Nationale etaient ceux qui desiraient conserver le pouvoir pour etabliir un « nouvel ordre » qui empruntait beaucoup d'elements au fascisme. Voir ZÜRCHER, op.cit., p.255 ; AHMAD, Feroz, **Turkey The Quest For Identity**, Oneworld, Oxford, 2003, p.52.

<sup>738</sup> ZÜRCHER, op.cit., p. 270.

<sup>739</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.272. Voir VANER, Semih, « La Democratie et l'autoritarisme vont de pair » dans VANER, op.cit., p.184-185 et aussi ZÜRCHER, op.cit., p. 272. La branche la plus connue de ce dispositif a ete le « Gladio » italien, mais elle etait assez active en Allemagne, en Autriche et en Turquie aussi. Theoriquement creee pour organiser la resistance en cas d'occupation soviétique, la contre-guerilla a ete utilisee pour mettre en oeuvre la « strategie de tension » afin d'empêcher le developpement des mouvements de gauche dans les pays de l'OTAN. Cette strategie consiste a montrer la gauche et la droite politiques comme « deux extremes qui amènent la société vers le chaos », afin de presenter un modele « d'Etat fort » comme la seule solution. La Turquie et l'Italie ont ete probablement les deux pays où cette strategie a ete mise en oeuvre. Voir MECKLENBURG, Jens (sous dir.), **Gladio: Nato'nun Gizli Terör Örgütü**, Sorun Yayınları, Istanbul, 1990, pp.7-15 (traduit de l'allemand *Gladio. Die geheime Terrororganisation der NATO*, Elephanten Press, Berlin, 1997).

<sup>740</sup> « L'une des confreries les plus puissantes et les plus repandues de Turquie est la Nakşibendiye dont les origines remontent au XIV<sup>e</sup> siecle, a Boukhara en Asie centrale. La confrerie, tres prisée dans l'Empire ottoman a joue un rôle important dans les mouvements de reforme du XIX<sup>e</sup> siecle. Mais comme toutes les autres confreries, elle a ete frappee d'interdit a la fondation de la Republique. Néanmoins, elle a pu continuer a exister mieux que les autres confreries comme la *Mevleviye*, dans la mesure où la Nakşibendiye etait moins visible dans les pratiques [...] et dans les tenues vestimentaires. » dans AKGÖNÜL, Samim, **Religions de Turquie, religions des Turcs**, L'Harmattan, Paris, 2005, p.53.

<sup>741</sup> ZÜRCHER, op.cit, p.270.

Démocrate pouvait obtenir le vote de tous les groupes conservateurs, et surtout celui des paysans. Mais le parti « néo-démocrate », le Parti de Justice, ne peut plus réunir cette « coalition conservatrice (politiquement) et libérale (économiquement) » comme son prédécesseur. La situation est donc analogue à celle du Parti Républicain qui ne peut plus réunir les tendances qu'il regroupait autrefois. Lorsque les « progressistes » redéfinissent la position du parti comme étant « à gauche du centre », les conservateurs « républicains » quittent celui-ci pour fonder un parti « nettement au centre » (le Parti de Confiance).

S'il faut résumer, 1/ la Constitution de 1961 rend possible le développement de la gauche en Turquie, qui a vite trouvé une base militante parmi la « classe ouvrière en formation », les étudiants et les intellectuels, ainsi que certains groupes au sein de l'armée. 2/ L'apparition de la gauche et le succès politique relatif du Parti Ouvrier dans les élections de 1965 poussent le Parti Républicain à se repositionner sur l'axe gauche-droite. Ainsi, les éléments conservateurs de ce parti se séparent. 3/ Le Parti de Justice subit également une crise interne due à l'opposition des éléments qui représentent une partie de l'électorat traditionnel de l'ancien Parti Démocrate. 4/ Deux partis politiques qui auraient été bannis avant 1961 font également leur apparition sur la scène. Le premier fait référence à l'islam, le deuxième au panturkisme. Ces deux partis attirent surtout les électeurs qui ne sont plus favorisés par le parti héritier du Parti Démocrate. La scène politique turque était occupée par le parti unique (le Parti Républicain du Peuple) jusqu'en 1945. De 1945 à 1960, deux partis (le Parti Démocrate et le Parti Républicain) ont regroupé toutes les tendances en leur sein.<sup>742</sup> A partir de 1961, ces deux acteurs « se rétrécissent » donc, en se positionnant l'un à gauche, l'autre à droite du centre. Nous pouvons dire que le reste de l'axe gauche-droite est alors occupé par les « nouveaux » acteurs dont nous avons parlé ci-dessus. Bien entendu, les changements économiques engendrés par la conjoncture interne (en premier lieu la mise en œuvre de l'industrialisation par « substitution des importations ») et externe (les variables économiques comme la demande sur les marchés mondiaux) jouent un rôle important dans cette transformation de l'échiquier politique.

Pour revenir à la question de la violence politique, les manifestations étudiantes qui commencent en 1966-1967 ne cessent de s'accroître à partir de 1968 où des mouvements étudiants similaires voient le jour en Europe et aux États-Unis. Ces derniers ont sans aucun doute constitué un exemple pour les étudiants turcs qui défilent dans les rues, qui « boycottent » les cours ou qui occupent les salles, voire les facultés entières. Les étudiants ne font pas qu'exprimer leur frustration par rapport au système éducatif et aux

---

<sup>742</sup> Sans prendre en compte les scissions qui n'ont pas modifié cette situation.

conditions socio-économiques défavorables.<sup>743</sup> Etant « armés » des idées politiques interdites dans le passé mais tolérées sous la Constitution de 1961, les étudiants (de gauche) prennent une position critique contre le gouvernement qu'il considère comme insensible à leurs problèmes<sup>744</sup>, mais aussi contre « le système » dans son ensemble, l'ordre social tel qu'ils l'ont connu.

Le gouvernement de Demirel est hostile à la mobilisation des étudiants, tout comme il l'est à la mobilisation des ouvriers. Afin de pouvoir préserver son influence sur ses supporteurs conservateurs, le Parti de Justice fait de la « guerre contre le communisme » une thématique importante de son discours. Alors, le gouvernement commence à suivre une politique de « laisser-faire » envers les militants d'extrême droite, qui « se chargent » de « lutter contre le communisme ». Les « Associations de lutte contre le communisme », dont la première est fondée en 1962, se multiplient tout au long des années 60. Celles-ci, avec d'autres organisations semblables qui regroupent les militants d'extrême droite et les islamistes, prennent les militants de gauche comme cibles. Cela permet au gouvernement de rester neutre en apparence, et d'affirmer en même temps que « le peuple réagit de son plein gré contre le communisme ».<sup>745</sup>

D'autre part, il est certain que le discours « révolutionnaire » et le recours à la violence par certains groupes d'extrême gauche ont joué un rôle important dans le durcissement de la droite contre la gauche. D'après Kongar, « l'agitation politique, les manifestations des étudiants, des ouvriers, des universitaires, des technocrates et même des juges contre le gouvernement de Demirel [...], l'augmentation des demandes socio-économiques [...], le mécontentement et l'insatisfaction sociale [...], la distribution inégale des revenus et les inégalités grandissantes entre les classes sociales... » ont trompé ces militants « révolutionnaires » qui considèrent la société turque comme « assez mûre pour la

---

<sup>743</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.103-104. Les étudiants « étaient tout à fait capables de constater que seul un sur cinq des diplômés de lycées pouvaient obtenir le niveau suffisant lors du concours universitaire national afin de s'inscrire dans un programme d'enseignement supérieur. » A cette inégalité s'ajoutaient les difficultés sur le marché de l'emploi, sur lequel existaient très peu d'opportunités. Dans un rapport préparé par le sénat de l'Université d'Ankara en 1970, les principales causes des mouvements d'étudiants et de la violence étaient énumérées ainsi : « 1/ La demande pour une croissance plus rapide, 2/ La volonté de créer un ordre social plus équitable, 3/ La déception liée à la non-application de la Constitution et au dysfonctionnement de la démocratie en Turquie, 4/ La révolte causée par la négligence du gouvernement par rapport aux problèmes de la jeunesse, 5/ Le fait que l'étudiant ait des difficultés à s'adapter à l'enseignement supérieur à cause de l'insuffisance de l'enseignement secondaire, 6/ La perspective de rester au chômage après l'université. [...] » dans « Ankara Üniversitesi'nin Gençlik Olayları ile İlgili Raporu : Hükümet ve Polis Taraf Tutuyor », *Cumhuriyet*, 3 avril 1970, p.1 et 7.

<sup>744</sup> Ici, il faut lire « gouvernement du Parti de Justice » puisque les incidents commencent après l'arrivée au pouvoir de ce dernier en 1965. Néanmoins, la réaction du Parti Républicain n'était pas très différente de celle de son rival en ce qui concerne les mouvements étudiants. Voir KALAYCIOGLU, op.cit., p.103.

<sup>745</sup> KONGAR, op.cit., pp.165-169.

révolution socialiste ». Ils croient alors qu'ils seront « la mèche de la dynamite sociale prête à exploser ».<sup>746</sup>

Une telle vision n'est pas étrangère à la société turque qui doit sa transformation aux mouvements de modernisation menés par une élite « éclairée ». L'idée d'une « révolution par le haut, pour le peuple, malgré le peuple » est également conforme au discours kémaliste qui est influent sur la gauche turque. À la fin des années 60, un changement brutal du système semble alors non seulement nécessaire, mais inévitable aux yeux de certaines fractions de la gauche turque. D'ailleurs, l'atmosphère semble justifier les espoirs de la gauche et les craintes de la droite. Les manifestations et les grèves continuent. Les militants de droite attaquent systématiquement les étudiants, les universitaires et les syndicalistes. Certains militants des groupuscules d'extrême gauche sont entraînés dans des camps de guérilla au Moyen-Orient pour commettre ensuite des actions en Turquie : braquages, kidnappings, assassinats, explosions. Un projet de loi relatif aux syndicats ouvriers proposé par le gouvernement entraîne des manifestations massives d'ouvriers qui paralysent Istanbul et la région de Marmara (15-16 juin 1970).<sup>747</sup> Les troupes armées interviennent de façon musclée à la demande du gouvernement qui considère la réaction des ouvriers comme « la répétition d'une révolte »<sup>748</sup>. Plus de 500 officiers de l'armée, colonels et généraux font l'objet d'une purge peu après, pour des soupçons de « complot putschiste ».<sup>749</sup> Le niveau de violence politique ne cesse de s'accroître.

Le 12 mars 1971, le chef de l'État-major et les commandants des forces armées adressent un ultimatum au gouvernement de Demirel. Ils reprochent « au Parlement et au gouvernement de laisser l'anarchie, 'les luttes fratricides', les troubles socio-économiques s'enraciner [...] » et de « mettre en danger l'avenir de la République de Turquie ».<sup>750</sup> Ils demandent alors l'établissement d'un nouveau gouvernement « fort, fiable, susceptible de résoudre la situation anarchique et d'appliquer les réformes prévues par la Constitution dans une optique kémaliste [...] ». Dans le cas contraire, « les Forces Armées turques sont déterminées à prendre le pouvoir directement, selon la mission de protection de la République de Turquie prévue par les lois ».<sup>751</sup> Au bout de quelques heures, le

---

<sup>746</sup> KONGAR, op.cit., p.172.

<sup>747</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.269.

<sup>748</sup> AHMAD, op.cit., p.133.

<sup>749</sup> AHMAD, op.cit., p. 121, 133 et 134 ; KALAYCIOGLU, op.cit., p.38.

<sup>750</sup> KONGAR, op.cit., pp. 170-171.

<sup>751</sup> Ibid.

gouvernement de Parti de Justice démissionne. Un gouvernement de « technocrates » présidé par Nihat Erim, un ancien du Parti Républicain, le remplace sur la demande des militaires. Un grand nombre de militants de gauche accueillent avec joie cette intervention qu'ils considèrent comme une action de gauche. En effet, elle aurait pu l'être : une intervention conjointe des officiers de gauche et des militants de l'extrême gauche en vue de s'emparer du pouvoir était planifiée pour le 9 mars. Néanmoins, ayant peur d'être éliminés par les jeunes officiers après le coup d'État, les hauts commandants « conspirateurs », Muhsin Batur (commandant des forces aériennes) et Faruk Gürler (commandant des forces terrestres), ont mis au courant l'État-major. Ainsi, le coup d'État a été fait « conformément à la hiérarchie des forces armées ». <sup>752</sup>

L'intervention du 12 mars 1971 a mis fin aux attentes d'une révolution « des militaires et des intellectuels ». Selon Kalaycıoğlu, « la cohérence traditionnelle de l'ancien centre [politique], construite sur la coalition de la bureaucratie, des universités, des intellectuels séculaires et des militaires, commence à montrer des signes de démembrement. » <sup>753</sup> La prise de distance des intellectuels par rapport à l'armée (dont le haut commandement est obsédé par « la menace du communisme ») se confirme après la répression de la gauche, tenue responsable de la violence politique. Le Parti Ouvrier est déclaré hors la loi et dissout dès le 12 mars, ses leaders sont accusés de « faire de la propagande communiste et de soutenir le séparatisme kurde ». L'organisation de la jeunesse révolutionnaire, *Dev-Genç*, est dissoute avec toutes ses filiales. Les bureaux des organisations de gauche, comme les « Clubs d'idées » dans les universités et les syndicats, sont perquisitionnés par la police. <sup>754</sup> D'après Zürcher, « il existe peu de doutes sur le fait que la violence politique a été initiée à la fin des années 60 par les groupes de gauche. [...] Mais à partir de 1968, et graduellement en 1969 et 1970, la violence de la gauche est dépassée par les militants de la droite, notamment ceux de *Türkeş*. » <sup>755</sup> Pourtant, les

---

<sup>752</sup> ÇAVDAR, Tevfik, **Türkiye'nin Demokrasi Tarihi**, Imge Yayınları, Istanbul, 1996, p.194. La tentative de coup d'État du 9 mars 1971 n'était pas la première depuis celui du 27 mai 1960. Un groupe d'officiers mécontents des résultats des législatives de 1961 avait fait un premier essai pour intégrer les militaires dans le législatif et l'exécutif, afin de « réaliser les réformes prévues par la révolution de coup d'État de 1961 ». En février 1962, le colonel Talat Aydemir a essayé de faire un coup d'État. Jugé et libéré il a tenté une deuxième fois de prendre le pouvoir en mai 1963. Il a été exécuté en juillet 1964. (KONGAR, op.cit., pp.162-163). Cela prouve l'existence au sein de l'armée d'un groupe d'officiers « mécontents », sinon « insatisfaits » de l'évolution politique depuis 1961. Les groupes issus de « l'école » *Yön-Devrim* comptaient essentiellement sur ce groupe pour entamer « la révolution ». L'échec du 9 mars est donc l'échec de cette vision. Les purges d'officiers qui ont été faites depuis 1961 étaient également destinées à éliminer ces « éléments mécontents ».

<sup>753</sup> KALAYCIOĞLU, op.cit., p.107.

<sup>754</sup> AHMAD, op.cit., p.135

<sup>755</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.270.

militants de l'extrême droite sont, entre-temps, laissés libres d'agir par le régime « pro-militaire » afin d'intimider les mouvements de gauche.<sup>756</sup> Le tremblement de terre de Bingöl survient dans cette atmosphère, au même moment que l'enlèvement et l'assassinat du consul d'Israël à Istanbul.

---

<sup>756</sup> AHMAD, *ibid.*

## ***Section 4. Bingöl 1971, sous le régime du 12 mars***

---

Bingöl est le centre administratif du département qui porte le même nom, situé à 600 km au sud-est d'Ankara. Ce département est d'ailleurs voisin avec Muş, touché par le séisme de Varto en 1966. Un tremblement de terre de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter survient le 22 mai 1971 vers 19 heures. Il affecte principalement la petite ville de Bingöl et les villages aux alentours. D'après la presse, le taux de destruction atteint 90 % pour le centre-ville et certains quartiers de Bingöl (on parle de 3 800 bâtiments détruits sur 4 000).<sup>757</sup> La plupart des bâtiments officiels font partie des constructions écroulées, entre autres la centrale électrique, ce qui a laissé la ville sans électricité ni téléphone. Le premier contact établi avec Bingöl est réalisé par le préfet d'Elazığ, un autre département limitrophe, via les émetteurs de radio.<sup>758</sup> La bourgade de Genç, au sud de Bingöl, est également ravagée.<sup>759</sup>

Le Premier ministre Nihat Erim, accompagné du vice-Premier ministre, des ministres de l'Intérieur, de la Santé, de l'Équipement et du ministre chargé des Affaires rurales, visite Bingöl le matin du 23 mai. D'après Erim, « l'ampleur des dégâts est très grande au centre de Bingöl. La majorité de la population est gravement touchée à cause des bâtiments en *kerpiç*, non conformes aux standards de construction. Peu de bâtiments *yığma* sont encore debout. On constate également de grands dommages dans les bâtiments officiels. » Erim affirme également que les mesures nécessaires concernant les besoins immédiats de la population comme l'alimentation, la santé et l'hébergement sont prises par le gouvernement. Il ajoute que « tout le pays, toute la nation » est solidaire avec les victimes.<sup>760</sup>

D'après la presse, les équipes de secours sont envoyées dans la zone dès le matin du 23 mai. Le préfet d'Elazığ est le premier à y faire acheminer une équipe médicale, un

---

<sup>757</sup> MERCAN, Mehmet, « Erim : Bingöl'de Zarar Çok Büyük », *Cumhuriyet*, 24 mai 1971, p.1 et 7.

<sup>758</sup> D'après *Hürriyet*, le premier contact est établi par le centre général du Croissant-Rouge à Ankara. À la fois *Hürriyet* et *Cumhuriyet* parlent des « radios de la DDY » (compagnie des chemins de fer). Il s'agit d'un réseau de radio qui couvre uniquement les chemins de fer et les stations, mais qui peut donc être très utile en cas de catastrophe. En lisant les journaux, nous constatons aussi que le personnel des télécommunications de la zone de catastrophe a pu réussir à établir des contacts sporadiques avec « l'extérieur ». Voir « Burdur'dan 10 Gün Sonra Bingöl de Yıkıldı : Can Kaybı Çok », *Hürriyet*, 24 mai 1974, p.1 et 7.

<sup>759</sup> Ibid.

<sup>760</sup> Ibid.



émetteur de radio et des machines. L'armée mobilise les forces qui sont installées à Muş, Elazığ et Bitlis. Un corps du génie est dépêché pour réparer le pont principal sur la rivière Murat, qui n'a pas pu résister aux secousses. L'effondrement de ce pont est un facteur qui retarde les secours venant du sud. Outre le personnel et le matériel médicaux acheminés depuis les départements voisins, un hôpital de campagne pour 100 personnes est expédié à Bingöl où même l'hôpital ne tient plus debout. On achemine des vivres aussi bien que de l'eau potable depuis Elazığ, Erzurum, Siirt, Muş. Le Croissant-Rouge, dont le président visite la région le matin suivant le tremblement de terre, envoie une quantité importante de matériel. Un point intéressant est le fait que la population de Muş et d'Elbistan (Kahramanmaraş) se mobilise pour apporter du secours à Bingöl.<sup>761</sup> Faute de détails, nous ne pouvons que spéculer sur cette mobilisation, mais nous pouvons imaginer que des liens ethniques ou religieux, ou bien des liens de parenté, par exemple, conduisent ces populations à passer directement à l'action. Ou bien nous pouvons y voir une sensibilisation aux tremblements de terre, ce qui peut surtout être le cas des habitants de Muş, qui ont récemment vécu un séisme très violent (Varto, 1966). Par ailleurs, ajoutons que l'aide internationale pour Bingöl est également importante.<sup>762</sup>

L'organisation des secours est toujours problématique. Les informations concernant l'aide envoyée dans la zone donnent l'impression d'une meilleure gestion des secours par rapport aux séismes précédents, mais ce n'est pas forcément le cas lorsque nous lisons les renseignements transmis par les journalistes qui sont sur place. L'insuffisance du nombre de tentes distribuées et le retard dans la distribution de nourriture causent des tensions.<sup>763</sup> Le secrétaire général du Parti Républicain critique les autorités pour « ne pas montrer d'intérêts pour Bingöl » : « Je compare la situation de Bingöl avec celle de Burdur que j'ai vue il y a une dizaine de jours, où on avait pris des mesures très efficaces [après le séisme]. Je peux affirmer qu'on ne s'occupe pas suffisamment de Bingöl. En ce moment, la distribution de nourriture et d'eau n'a pas encore commencé à part quelques exceptions. On n'a pas pu encore y établir une organisation efficace. »<sup>764</sup> Quatre jours après le séisme,

---

<sup>761</sup> Ibid.

<sup>762</sup> Les aides sont généralement faites à travers le Croissant-Rouge turc. La Suède, l'Iran, l'Allemagne Fédérale, la Hollande, la Finlande, le Japon sont les pays étrangers qui envoient du matériel et/ou de l'aide financière. Les États-Unis mobilisent l'USAID. L'aide internationale est sommairement décrite par la presse, qui semble ne pas lui accorder trop d'importance. Voir MERCAN, Mehmet et GÜMÜŞBAŞ, Yılmaz, « Açıktaki Halkın 17 Bin Çadıra İhtiyacı Var », *Cumhuriyet*, 25 mai 1971, p.7 et MERCAN, Mehmet et GÜMÜŞBAŞ Yılmaz, « Bingöl'de Henüz 10 Köyden Haber Alınmadı », *Cumhuriyet*, 26 mai 1971, p. 7.

<sup>763</sup> MERCAN, Mehmet et GÜMÜŞBAŞ, Yılmaz, « Bingöl'den Civar Illere Göç Başladı », *Cumhuriyet*, 25 mai 1971, p.1 et 7.

<sup>764</sup> Ibid.

on parle toujours des besoins d'hébergement et de nourriture des victimes, non-satisfaits. Par ailleurs, l'eau apportée pour la population risque de causer des problèmes de santé car il s'agit d'eau de rivière non-traitée. Le lendemain, les victimes se réunissent devant la préfecture pour demander des tentes.<sup>765</sup>

Le 28 mai, lors de l'assemblée générale du Croissant-Rouge turc, le Premier ministre Erim déclare que « La coordination entre le Croissant-Rouge et les institutions étatiques est actuellement faible. Cette question sera résolue par la concentration de la coordination en un seul centre. » Quant au président du Croissant-Rouge, il dénonce « la politisation » de l'association<sup>766</sup> (une critique similaire était faite par son prédécesseur lors du séisme de Gediz). L'organisation des secours est donc encore une fois imparfaite, comme le constate le chef de l'exécutif lui-même. Mais les critiques de la presse ne sont pas limitées à la question de l'organisation des secours. Dans *Cumhuriyet*, on attire l'attention sur la campagne de collecte de sang pour les victimes du séisme pour parler de l'irresponsabilité et de la corruption : « En quelques secondes à peine, des centaines de nos concitoyens trouvent la mort dans les maisons en argile où ils vivent à cause de la pauvreté ou dans les bâtiments officiels non-résistants, conséquence de la corruption des promoteurs. Et... il revient aux citoyens, qui se réunissent devant le centre de prélèvement de sang, de compenser la malhonnêteté d'une poignée de dépravés. »<sup>767</sup>

Nadir Nadi se questionne également sur la corruption, mais aussi sur l'indifférence en ce qui concerne les catastrophes naturelles : « Nous vivons sur une zone fréquemment touchée par les séismes. [...] Du point de vue scientifique, la violence de ces tremblements peut être mesurée, leurs limites possibles [pour une zone définie] peuvent être calculées. Dans ce cas-là, n'est-ce pas la tâche des responsables de s'assurer de la résistance des bâtiments construits dans les zones de séisme ? Disons que le peuple est pauvre, par conséquent incapable de financer la construction de sa maison [selon les méthodes modernes]. Qu'en est-il de l'État ? L'État aussi est-il incapable d'assurer la conformité, la résistance des constructions comme les écoles, les casernes, les hôpitaux, les bureaux de poste et les palais de justice etc. qu'il bâtit chaque année aux quatre coins du pays en payant des millions ? Ou bien est-il incapable de contrôler si les promoteurs délivrent des constructions conformes aux contrats ? Le Premier ministre qui a visité la zone de séisme a clairement affirmé qu'il a vu, lui-même, que les constructions dites officielles étaient

---

<sup>765</sup> « Bingöl'de Yağmur Enkaz Kaldırma Faaliyetini Aksattı », *Cumhuriyet*, 27 mai 1971, p.1 et 7.

<sup>766</sup> « Kızılay Kongresinde İki Ayrı Rapor Dağıtıldı », *Cumhuriyet*, 29 mai 1971, p.7.

<sup>767</sup> « Deprem Yaralılarına Kanlarını Verdiler », *Cumhuriyet*, 24 mai 1971, p.1.

moins résistantes que celles privées [...] et il a ajouté qu'une enquête sera menée à ce sujet. Ceci est un résultat typique d'enrichissement des individus via la main de l'État [à travers l'utilisation des fonds publics]. C'est ce que nous combattons depuis des années. Nous prions le Premier ministre d'appliquer la décision qu'il a prise, de mener jusqu'au bout cette enquête qui sera ouverte. »<sup>768</sup>

Le séisme de Bingöl est traité, à l'exception des deux premiers jours, comme un sujet un peu « secondaire » par la presse. On s'attendrait à ce qu'il suscite un peu plus d'intérêt du fait que la perte est importante : 878 morts, 700 blessés, 5 617 bâtiments détruits. Pourtant, le nombre d'articles de presse, surtout critiques, reste limité. Nous pouvons imaginer que le faible écart temporel entre les deux catastrophes a limité l'attention de l'opinion publique comme c'est souvent le cas. Nous pouvons penser également que la distance entre les grandes villes de la Turquie et Bingöl, qui se trouve « à l'Est », joue aussi dans la perception du désastre : plus le lieu touché est loin, moins les individus lui accordent d'attention. Pourtant, nous avons vu que la presse de gauche surtout s'est spécialement intéressée à la situation de Varto en 1966, ainsi qu'au « peuple de l'Est », en systématisant le discours sur « les inégalités Est – Ouest ». Nous pouvons affirmer donc que d'autres événements font du séisme de Bingöl un événement considéré comme « secondaire ».

Un survol – même rapide – des journaux nous permet de comprendre quels sont ces événements plus préoccupants. Le 24 mai, la presse annonce à la une l'assassinat d'Ephraïm Elrom, consul d'Israël à Istanbul, en même temps que le séisme survenu à Bingöl. Elrom a été kidnappé le 17 mai par les membres de « l'Armée Populaire de Libération de Turquie » (*THKO*) afin d'être « extradé » en échange des militants incarcérés de la même organisation. Cet enlèvement n'est pas la première action de cette organisation issue de « l'école de la révolution démocratique nationale », mais c'est l'évènement par lequel elle se révèle et annonce la création de son front armé : *THKO-C*. Les autorités turques refusent alors les demandes de la *THKO* et réalisent un des plus grandes opérations de recherche de l'histoire en proclamant l'interdiction de sortir dans les rues à Istanbul pendant 15 heures à partir de minuit le 22 mai. Tous les transports publics sont arrêtés et 30 000 hommes, organisés en équipes composées de soldats et de policiers, fouillent les lieux considérés comme suspects dans la ville, dont la population est de l'ordre de 5 millions à cette époque. L'opération constitue bien entendu une occasion pour arrêter les personnes déjà recherchées, mais aussi d'autres qui disposent par exemple de publications

---

<sup>768</sup> NADI, Nadir, Felaket Üstüne Felaket », *Cumhuriyet*, 25 mai 1971, p.1.

interdites.<sup>769</sup> Finalement, le consul Elrom est retrouvé mort dans un appartement au centre-ville, le 23 mai. Les militants de *THKO* sont en fuite.

L'assassinat du consul israélien constitue un tournant, dans le sens où il a servi de prétexte au régime du « 12 mars » pour son durcissement contre la gauche. Depuis le 27 avril, onze départements qui incluent les grandes villes sont en état d'urgence, une mesure prise par le Conseil de Sécurité Nationale (les réunions des syndicats et des chambres professionnelles sont interdites. Deux journaux sont suspendus et les librairies se voient interdire de vendre les ouvrages « nuisibles » figurant dans les listes établies par les autorités. Le 3 mai, tous les grèves et lock-outs sont déclarés illégaux.<sup>770</sup>). Le 20 mai, le Parti d'Ordre National est dissous. Le 20 juin, le Parti Ouvrier Turc est dissous aussi.<sup>771</sup> L'état d'urgence pourrait être justifié dans la mesure où la *THKO* avait récemment mené une série d'actions terroristes. Néanmoins, les militaires l'ont considéré comme une occasion pour mettre en vigueur une sorte de « néo-maccarthisme » en Turquie et écraser ainsi la gauche dans son ensemble. Plusieurs hommes politiques, syndicalistes, journalistes, artistes, universitaires, étudiants, dont certains font partie des intellectuels éminents sont arrêtés et torturés avant d'être jugés et emprisonnés. Les victimes de la répression ne sont pas uniquement les militants extrémistes mais aussi des modérés. Le fait qu'aucune distinction ne soit faite parmi différents groupes et organisations de gauche indique que la persécution est destinée à briser la dynamique de gauche développée après 1961, plutôt qu'à lutter contre les organisations terroristes. L'enlèvement et le meurtre d'Elrom ont provoqué les autorités qui ont poussé les limites de la répression politique encore plus loin.

Ces événements expliquent pourquoi la presse (de gauche) qui avait fait du séisme de Varto une occasion pour critiquer les autorités en ce qui concerne le sous-développement de l'est du pays, reste plutôt silencieuse après le séisme de Bingöl. Les informations sur les dernières arrestations, y compris celles des intellectuels et des artistes célèbres, côtoient les informations sur le séisme. Ainsi, dans *Cumhuriyet* nous suivons les articles sur le procès d'Ilhan Selçuk et d'Oktay Kurtböke, respectivement chroniqueur et éditeur du même journal.<sup>772</sup> Il n'est pas difficile de comprendre alors pourquoi le séisme de Bingöl est « sous-traité » par la presse, et de façon plutôt factuelle que politique.

---

<sup>769</sup> AKŞIN, Sina (sous dir.), *Yakınçağ Türkiye Tarihi*, Milliyet Kitaplığı, Istanbul, 2004,

<sup>770</sup> AHMAD, op.cit, p.136.

<sup>771</sup> Dans le cas du Parti de l'Ordre National, la Cour Constitutionnelle a souligné le caractère anti-laïc et anti-kémaliste du parti. Néanmoins, aucun procès n'a été ouvert contre ses dirigeants. Voir ZÜRCHER, op.cit., p.272.

<sup>772</sup> « Birlikçiye Yapılan İtiraz Kabul Edildi », *Cumhuriyet*, 26 mai 1971, p.1.

## *Section 5. Lice 1975, Çaldıran 1976, polarisation à l'extrême*

---

Le premier séisme important après Bingöl est celui de Lice, en septembre 1975. Avant de se focaliser sur cette catastrophe, il convient de résumer d'abord la période qui l'a précédée. Le gouvernement « supra-partis » de Nihat Erim, surnommé « le cabinet des cerveaux » pour avoir réuni 14 technocrates qualifiés provenant d'organisations comme la Banque Mondiale, ne dispose pas de soutiens au sein de l'Assemblée Nationale et, par conséquent, ne peut entamer aucune des réformes figurant dans son programme. Outre la question de la légitimité, au sein du cabinet même, les ministres « technocrates » sont confrontés à l'opposition des ministres conservateurs du Parti de Justice. Finalement, lorsque Erim accepte d'intégrer au cabinet un ancien ministre des Finances du Parti de Justice, 11 « technocrates » démissionnent en affirmant l'impossibilité de réaliser des réformes dans ces conditions (décembre 1971). Un deuxième gouvernement fondé par Erim (les démissionnaires sont remplacés pas des ministres de droite) ne peut tenir que jusqu'en avril 1972, date à laquelle ce dernier démissionne à son tour à la suite d'une crise politique.

Malgré leur échec en ce qui concerne la réalisation des réformes économiques et sociales, les gouvernements d'Erim introduisent des amendements importants à la Constitution. D'après Erim, la démocratisation des années 60 a été payée trop chère, d'autant plus que la Constitution de 1961 est trop libérale pour un pays désirant réaliser une croissance économique rapide. 35 articles de la Constitution sont alors modifiés et 9 articles temporaires sont ajoutés, avec le soutien de tous les partis politiques dans l'Assemblée, et sans aucun débat public.<sup>773</sup> La République de Turquie n'est plus un État social, les libertés individuelles peuvent désormais être limitées, l'autonomie des universités et de la *TRT* s'achève. Le pouvoir de la Cour Constitutionnelle est limité, de même que la liberté de presse. Le Conseil de Sécurité Nationale peut désormais « donner des conseils » au gouvernement sans être forcément consulté. Un nouveau type de tribunaux voit le jour : *les Tribunaux de Sécurité d'État*. Il est intéressant de constater que ces modifications étaient à l'origine réclamées par le Parti de Justice dont le leader, Süleyman Demirel, affirmait « l'impossibilité de gouverner un pays avec une Constitution

---

<sup>773</sup> La seule opposition vient de Mehmet Ali Aybar, président du *TIP*.

aussi libérale ». Après la fin du deuxième gouvernement de Nihat Erim, un gouvernement d'intérim dirigé par Ferit Melen a poursuivi les politiques de ce dernier. Néanmoins, les prémices du retour à la démocratie apparaissent. Le mandat du Président de la République Cevdet Sunay arrive à son terme. Les militaires désignent l'ex-chef d'état-major Faruk Gürler comme candidat. Mais les partis politiques refusent de l'élire<sup>774</sup> malgré la pression accrue de l'armée. Un compromis est alors trouvé avec l'élection d'un ancien amiral et sénateur, Fahri Korutürk, qui nomme Naim Talu (économiste) comme Premier ministre jusqu'à ce que les élections se tiennent.

Les législatives d'octobre 1973 donnent un résultat plutôt surprenant : le Parti de Justice perd considérablement son soutien électoral en obtenant 29,5 % des voix, ce qui représente une baisse de 16,7 % par rapport à 1969. De l'autre côté, le Parti Républicain obtient 33,5 % des voix. Ce changement peut être expliqué par le changement d'image du Parti Républicain sous son nouveau secrétaire général, Bülent Ecevit, qui a réussi à faire de son parti, « à gauche du centre » depuis quelques années, « le parti des masses démunies » : des paysans, des ouvriers, mais surtout de ceux qui habitent les bidonvilles qui entourent les grandes villes et les zones industrielles de la Turquie ; autrement dit ceux qui sont marginalisés par une mobilité sociale et géographique rapide.<sup>775</sup> Par ailleurs, on peut affirmer aussi que la reddition devant le Coup d'État, sans aucune résistance, de Süleyman Demirel, a déçu les supporters du Parti de Justice dont une partie glissait déjà vers les nouveaux partis qui occupent la droite de la scène politique, comme le Parti d'Action Nationaliste ou le Parti du Salut National (avatar du Parti de l'Ordre National dissout).

Pourtant, les 41,1 % des sièges obtenus par le Parti Républicain ne sont pas suffisants pour créer un gouvernement susceptible d'obtenir le vote de la confiance. Un gouvernement de coalition avec le Parti de Salut National considéré comme « islamiste » voit alors le jour (février 1974). Il s'agit visiblement d'un gouvernement fragile dès le début, vu l'incompatibilité idéologique entre les deux partis. Il semble exister des points de convergence entre les discours, tel que l'anti-américanisme. Mais, comme le souligne Kalaycioglu, le Parti Républicain est comparable au Parti Socialiste français tandis que le Parti de Salut National ressemble aux partis socialistes (et nationalistes) arabes.<sup>776</sup> Le gouvernement rétablit la culture d'opium, récemment interdite sous la pression des États-

---

<sup>774</sup> D'après le régime politique turc, le Président est élu par l'Assemblée.

<sup>775</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.108-109.

<sup>776</sup> Ibid.

Unis, et déclare une amnistie générale (destinée plutôt à réhabiliter les prisonniers politiques). Peu de temps après, en juillet 1974 il se trouve confronté à la crise de Chypre et opte pour une opération militaire dont les conséquences deviendront un nœud gordien dans les années à venir.

Par la suite, la question de Chypre posera de nombreuses difficultés à la Turquie dans ses rapports à la communauté internationale, surtout à la Grèce et à l'Europe. Mais en ce mois de juillet 1974, « l'Opération de Paix », comme on la désigne en turc, est considérée comme un succès qui accroît la fierté nationale en Turquie et par conséquent est une source de légitimité politique. Alors Premier ministre, Bülent Ecevit, le « conquérant de Chypre »<sup>777</sup> à l'apogée de sa popularité, démissionne pour demander des élections anticipées (16 septembre 1974). Il pense qu'il obtiendra ainsi la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour former un gouvernement de Parti Républicain uniquement. Or, étant tout à fait conscients de la popularité accrue d'Ecevit, les autres partis se mettent d'accord pour empêcher des élections anticipées. Après une crise politique de 241 jours (sans gouvernement) et un gouvernement d'intérim, Süleyman Demirel, leader du Parti de Justice, réussit à convaincre Necmettin Erbakan (Parti du Salut National), Alparslan Türkeş (Parti d'Action Nationaliste), Turhan Feyzioğlu (Parti de Confiance Républicaine) de constituer un gouvernement.

Baptisé de « front nationaliste », ce gouvernement obtient le vote de la confiance à l'Assemblée le 12 avril 1975. En réalité, même le nationalisme ne sert pas de base commune aux quatre partis. Le Parti du Salut National s'affirme islamiste, donc il met en avant le concept de *ümmet* au lieu de celui de nation. Le Parti de Confiance Républicaine défend une version « anti-gauchiste », conservatrice de ce qu'il appelle le « nationalisme kémaliste » tandis que le Parti d'Action Nationaliste tient un discours de nationalisme xénophobe, voire raciste, avec un arrière-plan de touranisme. Le Parti de Justice, le parti majeur de la coalition, est de droite libérale, le nationalisme est présenté comme un produit de la croissance économique et de l'enrichissement du pays, qui se seraient traduits par l'attachement de plus en plus fort des citoyens à la Turquie.<sup>778</sup> Le nationalisme du « Front Nationaliste » signifie plutôt « être contre la gauche », principalement contre le Parti Républicain d'Ecevit dont la popularité ne cesse de s'accroître.

---

<sup>777</sup> « Kıbrıs Fatih » en turc, « conquérant de Chypre », a été un surnom d'Ecevit depuis 1974 afin de profiter du prestige de l'opération. Même deux décennies après, pendant la campagne électorale de 1999, ce surnom était toujours utilisé. Cela peut nous donner une idée de la façon dont l'intervention militaire de 1974 est perçue par la société turque, qui la considère comme un des moments glorieux de l'histoire de la République.

<sup>778</sup> AKŞIN, op.cit., pp.274-275.

Visiblement, le « front nationaliste » est plus un « partage des ministères » qu'un cabinet. Afin de pouvoir réunir quatre partis dont les visions idéologiques diffèrent nettement, Demirel a dû céder des ministères à chacun. Une « colonisation partisane » se met en place alors, qui consiste à remplacer des milliers de fonctionnaires par des « loyaux » du parti. Tout comme les ministères et l'administration publique, les entreprises de l'État voient augmenter leurs effectifs au point de faire décroître leur rentabilité. Surtout, le Parti d'Action Nationaliste profite de sa position pour « s'infiltrer » dans l'administration. À part cette distribution de postes clientéliste, les partis membres de la coalition peuvent rarement s'entendre sur les questions politiques et assurer la coordination des ministères qu'ils contrôlent. Cela se traduit parfois par une paralysie totale du gouvernement.<sup>779</sup>

Par ailleurs, la violence politique connaît une ascension à partir de 1975 : 37 morts en 1975, 108 en 1976, 315 en 1977... Le Parti d'Action Nationaliste se servira de sa position pour infiltrer surtout les forces de l'ordre. Ainsi, les « loups gris », les militants d'extrême droite pourront agir presque dans une liberté totale. Les groupes d'extrême gauche, dont certains sont des avatars des partis ou des associations dissous par le régime du 12 mars, les affrontent. Cette agitation sociale n'est pas indépendante du contexte économique. En 1975, la Turquie souffre du modèle économique de « substitutions des importations » qui « patine ». Le choc pétrolier, l'opération militaire coûteuse à Chypre (sans compter le soutien financier nécessaire à la survie des chypriotes turcs), les sanctions économiques appliquées à la Turquie après cette opération, la stagnation sur les marchés internationaux, la baisse des devises provenant des ouvriers turcs travaillant en Europe ont aggravé (et précipité) la dégradation de la situation économique. Le déficit commercial du pays s'élève à 3 338 millions de dollars en 1975 contre 360 millions en 1970. Les crises cycliques de devises sont accompagnées par la pénurie de biens de production et de consommation. Le chômage et l'inflation augmentent. Les catastrophes naturelles ne manquent pas non plus : deux séismes majeurs frappent le sud-est et l'est de la Turquie en 1975 et 1976 sous le gouvernement de « front nationaliste ».

Le premier tremblement de terre est celui de Lice, survenu le 6 septembre 1975 à 12h21. Lice est une bourgade rattachée au département de Diyarbakır, qui se trouve à 75 km au nord-est de la ville qui porte le même nom et qui est donc le centre administratif du département. La zone affectée est à 650 km au sud-est d'Ankara, et elle est assez proche de Varto et de Bingöl (40 km au nord), dévastées par les séismes respectivement de 1966 et

---

<sup>779</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.114.



de 1971. Bien entendu, tous les villages et hameaux qui entourent Lice sont sévèrement touchés.<sup>780</sup> Les bourgades voisines, Genç, Dicle, Hani, Hazro sont également touchées. À Lice, ce sont surtout les quartiers situés sur les flancs des montagnes qui sont ravagés par le séisme, mais également par l'incendie qui le suit. Comme le bâtiment de la poste et des télécommunications s'est effondré avec d'autres bâtiments officiels (sous-préfecture, etc.), la bourgade perd le contact avec l'extérieur. La première communication avec Lice est établie via les postes de radio militaires.<sup>781</sup> La magnitude, sur l'échelle de Richter, du tremblement de terre est de 6,9.

On ne constate pas d'amélioration des secours par rapport aux séismes précédents. Le sauvetage et le déblaiement des ruines sont en grande partie faits par les troupes de l'armée et les habitants de la zone. Dès le deuxième jour après le séisme, la presse se fait l'écho du manque d'organisation, de l'inertie des équipes envoyées sur place et par conséquent de l'inefficacité des travaux. Les blessés lourds sont héliportés à Diyarbakır où les hôpitaux sont les mieux équipés pour soigner ce type de traumatismes. Les hélicoptères présentent un avantage non seulement en termes de temps de transport mais aussi en termes d'accès aux villages isolés, dont certains ne disposent même pas de route accessible aux véhicules terrestres. Le Premier ministre Demirel qui visite Lice avec un groupe de ministres avoue à Bülent Ecevit, leader du Parti Républicain également en visite, qu'on n'a toujours pas d'information concernant 12 villages, 24 heures après le tremblement de terre.<sup>782</sup>

Les problèmes organisationnels deviennent encore plus visibles à partir du troisième jour après le séisme. Le Croissant-Rouge ne peut pas assurer la distribution de repas chauds à toutes les victimes, la quantité de vivres et le nombre de tentes distribuées sont, d'après *Hürriyet*, insuffisants. Cela crée des tensions : un groupe de victimes manifeste devant la tente de la sous-préfecture pour réclamer davantage de pain tandis qu'un autre pille un camion du Croissant-Rouge transportant des tentes. À ces problèmes s'ajoutent la pénurie d'eau potable et la coupure d'électricité.<sup>783</sup> Par ailleurs, il semble que de nombreuses personnes qui ne sont pas victimes du séisme mais qui veulent bénéficier de la distribution arrivent à Lice, ce qui complique davantage les opérations. D'après la presse, la quantité de matériel volé par celles-ci n'est pas négligeable. Le maire de Lice

---

<sup>780</sup> Il s'agit de 35 villages et 65 hameaux. GEVGILILI Ali, « Lice Depremi ve Alınacak Tedbirler » (dans la rubrique *Düşünenlerin Forumu*), *Milliyet*, p.2 et 9.

<sup>781</sup> AKKOÇ Mehmet et alii., « Deprem : Binden Fazla Ölü », *Hürriyet*, 7 septembre 1975, p.1 et 11.

<sup>782</sup> Ibid.

<sup>783</sup> AKKOÇ Mehmet et alii., « Ölümler Şehri Lice'den Göç Başladı », *Hürriyet*, 9 septembre 1975, p.1 et 11.

parle de 1 700 tentes volées et revendues à Bingöl.<sup>784</sup> Il semble que le matériel de secours amené à Lice soit acheminé jusqu'à l'entrée de la bourgade qui constitue une plaine où se trouvent les bâtiments officiels. Les habitants des quartiers situés sur les hauteurs entourant cette plaine sont obligés de venir chercher de l'aide eux-mêmes. Alors de nombreux individus qui veulent profiter de l'occasion, venant de lieux voisins, font semblant d'être victimes et abusent les autorités pour obtenir des tentes, des vivres et autres matériaux. Parfois ils volent les biens appartenant aux victimes et même leurs animaux.<sup>785</sup>

Le tremblement de terre de Lice ne diffère pas des séismes précédents. Les constructions primitives, qui ne sont pas résistantes aux secousses, constituent le principal facteur qui est à l'origine de ce bilan dramatique : 2 385 morts, 3 339 blessés, 8 149 bâtiments détruits, y compris les bâtiments de la sous-préfecture, de la poste, de la gendarmerie, de la mairie... Les secours ne sont pas bien organisés et le poids des travaux post-séisme repose en grande partie sur les épaules des autorités militaires.<sup>786</sup> Nous voyons alors apparaître, y compris dans le journal *Hürriyet* habituellement très factuel, des discours critiques à l'égard du gouvernement et des autorités publiques. La presse transmet également les paroles de victimes, accompagnées de longues descriptions dramatisées de la situation de la zone, mais pas forcément de la situation de l'après-séisme. On insiste sur la précarité dans laquelle la population se trouve depuis toujours.

Les habitants de la zone accusent les autorités d'être négligentes, en premier lieu sur les mesures qu'il faudrait prendre en amont comme le réaménagement des zones critiques ou l'imposition d'une urbanisation planifiée. Par exemple, le maire de Lice affirme considérer le ministère de l'Équipement comme le principal responsable de la catastrophe. Il tient un discours acerbe devant le ministre de l'Équipement en visite (chahuté par les habitants de Lice) pour affirmer que le ministère en question n'a pas mis en œuvre le réaménagement de la bourgade pourtant attendu depuis dix ans. D'après le maire, les quartiers qui se trouvent sur les flancs des montagnes sont sujets, outre au risque sismique, au risque de glissement de terrain.<sup>787</sup> Quelques jours après, *Cumhuriyet* rend public un rapport du ministère de l'Équipement datant de 1962. Préparé par une équipe de géologues à la suite d'un éboulement de rochers, ce rapport souligne la nécessité de

---

<sup>784</sup> AKSOY, Ziya, « Lice'ye Gönderilen 1700 Çadır Çalınarak Bingöl'de Satıldı », *Cumhuriyet*, 12 septembre 1975, p.1 et 9.

<sup>785</sup> KONUKSEVER, Ergin, « 30 Bin Metrelik Kefen Bezi Kayboldu », *Milliyet*, 9 septembre 1975, p.6.

<sup>786</sup> BAL, Muzaffar, « Helikopterler Köylere Kefen Bezi Atıyor », *Milliyet*, 8 septembre 1975, p.7.

<sup>787</sup> « Lice Belediye Başkanı : Can Kaybının Yüksek Oluşu İmar ve İskan Bakanlığının İhmallerinden Doğmuştur », *Cumhuriyet*, 8 septembre 1975, p.1.

déplacer Lice et fermer le lieu à l'habitation.<sup>788</sup> *L'Association d'Enseignement Supérieur et de Culture de Diyarbakır* souligne également l'inertie des autorités face aux risques auxquels la population du Lice est exposée.<sup>789</sup>

L'inefficacité et la désorganisation des secours constituent le deuxième point d'appui pour les acteurs qui tiennent un discours critique vis-à-vis des autorités politiques ou publiques. Les déclarations des antennes locales de *TÖB-DER* et *TÜM-DER* (respectivement Association d'Union et de Solidarité de tous les Instituteurs et Association d'Union et de Solidarité de tous les Fonctionnaires Publics) en constituent un exemple : d'après les responsables de ces associations, « les troupes de l'armée sont arrivées sur les lieux 11 heures après le séisme, tandis que le Croissant-Rouge a accusé un retard de 24 heures. [...] Trois jours après l'évènement, le contact avec 30 villages n'est toujours pas établi et certains autres villages n'ont reçu aucune aide. Dans 7 quartiers de Lice, les survivants attendent toujours l'exhumation de leurs morts. »<sup>790</sup> D'après *Cumhuriyet*, *TÖB-DER* Diyarbakır a été le premier groupe qui est venu à l'aide des victimes du tremblement de terre et il fait partie « des groupes qui méritent l'admiration [pour leur travail] » avec la municipalité de Diyarbakır.<sup>791</sup>

En troisième lieu, nous trouvons des discours de protestation contre les autorités qui sont considérées comme « indifférentes à la situation de l'est de l'Anatolie ». Un groupe d'associations considère le séisme comme un moment opportun pour critiquer les politiques et l'administration sur ce sujet. Par exemple, l'antenne d'Istanbul de *DDKD* (Association Révolutionnaire de Culture Démocratique) fait la déclaration suivante : « Nous protestons vivement contre tous les gouvernements qui laissent les populations de l'Est à leur sort et qui continuent leurs politiques impérialistes en les exploitant. » D'après *DDKD* Istanbul, « on laisse les populations de l'Est dépourvues de toute protection contre les catastrophes naturelles ».<sup>792</sup> *TÖB-DER* et *TÜM-DER* affirment un point de vue similaire : « Ce type de catastrophes naturelles cause des milliers de morts parce que les gouvernements des classes dominantes adoptent des conduites et des politiques défavorables [aux populations de l'est] ». <sup>793</sup> Fikret Otyam rappelle dans *Cumhuriyet* que la

---

<sup>788</sup> DOĞAN, Yalçın, « Lice'deki Evlerin Boşaltılması Gerektiği 13 Yıl Önce Bir Raporla Saptanmıştı », *Cumhuriyet*, 13 septembre 1975, p.1.

<sup>789</sup> BAL, Muzaffer et Alii., « Lice'de Ölü Sayısı 2000'i Geçti », *Milliyet*, 9 septembre 1975, p.6.

<sup>790</sup> « Hükümet Deprem Tedbirlerini Görüştü », *Cumhuriyet*, 10 septembre 1975, p.1 et 9.

<sup>791</sup> ILGAZ, Turhan, « Neden Hep Liceler, Vartolar Bingöller Yerle Bir Oluyor ? », *Cumhuriyet*, 9 septembre 1975, p.5.

<sup>792</sup> « IDDKD : Doğu Halkı Her Türlü Koruyucu Tedbirden Yoksun », *Cumhuriyet*, 8 septembre 1975, p.9.

<sup>793</sup> « Hükümet Deprem Tedbirlerini Görüştü », *Cumhuriyet*, 10 septembre 1975, p.1 et 9.

bourgade de Varto n'a toujours pas été vraiment réhabilitée après le séisme de 1966 à l'inverse de Gediz (1970). Otyam laisse entendre que la différence dans le traitement des deux cas peut être liée au fait que Varto se trouve « à l'Est ». <sup>794</sup>

À l'occasion du séisme, on parle également des inégalités sociales et du « système socio-politique corrompu ». D'après la Chambre des Ingénieurs civils, « le séisme de Lice n'est qu'un des innombrables drames subis par notre peuple, exploité et sacrifié afin que toute sorte de corruption et d'enrichissement illégal puissent continuer dans notre pays. » <sup>795</sup> Le député républicain de Diyarbakır affirme que « ce qui a été ébranlé à Lice samedi dernier n'était pas la terre mais bel et bien l'ordre social corrompu, tout comme les mentalités et les organisations politiques [allusion aux partis de droite] qui persévèrent dans l'idée de gouverner la nation turque grâce à cet ordre. » <sup>796</sup> Le 11 septembre, plusieurs « organisations révolutionnaires » <sup>797</sup> font une conférence de presse commune. Elles reprennent le même type d'argument : « Le responsable de la perte excessive en vies humaines est le système corrompu et les politiques de logement qui y sont liées. » <sup>798</sup>

Ce « système corrompu » permet alors à certaines personnes de s'enrichir de façon immorale, voire illégale. D'après Yalçın Doğan, il existe « deux types d'opportunistes » : les premiers sont ceux qui font du commerce de biens et d'équipements et qui considèrent les événements comme le tremblement de terre comme une occasion pour accroître leur marge de profit. Les seconds sont ceux qui s'emparent de toutes sortes de produits alimentaires, de matériels de santé et autres matériaux destinés à la zone de séisme. <sup>799</sup> Selon Doğan, « les camions chargés qui partent de Diyarbakır n'arrivent pas à Lice. [...] Les habitants de Lice ne veulent pas voir que, une année après, tout ce matériel envoyé pour le séisme est revendu sur les marchés d'Ankara et d'Istanbul. On trouve actuellement plein de magasins sur les marchés d'Ankara qui revendent les matériaux d'aide envoyés pour le séisme de Varto. Les habitants de Varto le constatent avec amertume. [...] Les habitants de Lice le savent. Ce sont les réalités sur lesquelles ils se basent quand ils

---

<sup>794</sup> OTYAM, Fikret, « Başkent Notları - Hep Aynı Deprem Hep Aynı Sözler », *Cumhuriyet*, p.1 et 9.

<sup>795</sup> « Ölü Sayısı 3000'i Aştı, 6000 Ev Yıkıldı », *Milliyet*, 11 septembre 1975, p.1 et 9.

<sup>796</sup> KONUKSEVER, Ergin, « Lice'de 5 Milyar Liralık Hasar Var », *Milliyet*, 14 septembre 1975, p.1 et 14.

<sup>797</sup> TÖB-DER, TÛM-DER, TÛTED (Association de Tous les Eléments techniques), TMGT, DDKD..., la Chambre des Architectes, la Chambre des Ingénieurs civils.... Voir l'article « Devrimci Kuruluşlar : Lice'de Can Kaybının Fazlalığının Sorumlusu Bozuk Düzen ve Onun Uzantısı Olan Konut Politikasıdır », *Cumhuriyet*, 12 septembre 1975, p.9.

<sup>798</sup> Ibid.

<sup>799</sup> DOĞAN, Yalçın, « Deprem Zenginleri », *Cumhuriyet*, 12 septembre 1975, quatrième de couverture.

protestent [contre le Premier ministre Demirel]. Ils n'ont pas oublié non plus que le séisme de Varto est survenu lorsque Demirel était Premier ministre. »<sup>800</sup>

Nous voyons que le séisme permet aux acteurs de prendre une position critique sur plusieurs sujets. En général, on souligne d'abord la précarité des conditions de vie dans les régions de l'est et du sud-est de la Turquie. Ensuite, les critiques se diversifient selon l'idéologie de l'auteur. Même si on n'en parle pas ouvertement dans les articles de presse, Lice et ses environs sont majoritairement peuplés de citoyens d'origine kurde. On parle du « peuple de l'Est », des « populations de l'Anatolie de l'Est » etc., on transmet de petits détails culturels sur les victimes, ce qui nous laisse comprendre cette situation.<sup>801</sup> Pour les organisations que nous pouvons considérer comme « kurdes », comme par exemple le *DDKD* ou *l'Association d'Enseignement Supérieur et de Culture de Diyarbakır*, toutes les questions qui relèvent de la catastrophe, mais aussi de la situation socio-économique de la région, s'expliquent par la « discrimination » consciente de l'élite politique envers « le peuple de l'Est ». Pour les autres acteurs de la gauche turque, l'inégalité entre les régions de la Turquie, l'irresponsabilité des politiques, l'inertie, l'inefficacité, la corruption qui marquent les travaux post-séisme sont bel et bien réelles. Par contre, ils défendent l'idée que la situation dramatique de l'Est est en continuité avec le reste du pays. Pour les premiers, le séisme est une autre occasion de prouver - à travers des sous-entendus - « la discrimination ethnique » tandis que, pour les seconds, il permet de démontrer « les dysfonctionnements du système corrompu ».

L'analyse de la situation par Ali Gevgilili, dans *Milliyet*, nous semble plus profonde, voire plus pertinente : « L'homme était sans défense contre les événements naturels jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. Mais à présent, même l'homme de la région la plus éloignée, la plus oubliée et la plus abandonnée de l'Anatolie sait clairement que son destin n'est pas aussi tragique. [...] les moyens existants permettent à l'homme de limiter considérablement la destruction infligée par le séisme. Mais pas n'importe où, [seulement] dans les sociétés où les rapports sociaux sont régis par le biais de la prévision sociale, par la planification, par la scientificité. [...] Pour que les hommes puissent être libérés des rapports qui relèvent d'un milieu social dans lequel ils vivent depuis des siècles, il est nécessaire de créer un nouvel équilibre social entre ce milieu et eux-mêmes. La qualité du sol, de l'habitat, de la protection et de la vie entière changera ; les rapports de production

---

<sup>800</sup> Ibid.

<sup>801</sup> Voir par exemple « Anne, Baba, Abla, Kardeşlerim Neredesiniz », *Hürriyet*, 9 septembre 1975, p.1 et 15 où on parle de la façon dont les femmes pleurent leurs morts.

seront, dans un tel environnement, de moins en moins arbitraires, et de plus en plus conscients et, du point de vue social, méthodiques. [...] Tout comme l'époque change, l'homme rural de l'Anatolie se transforme aussi. L'homme de l'Anatolie profonde commence à comprendre, lentement mais avec certitude, que certaines choses peuvent être prévenues. Cela cause un autre type de tremblement de terre. Cette fois-ci, c'est la terre de la conscience sociale qui est ébranlée et le séisme, naturellement, saute de l'arène physique à l'arène sociale. [...] Ce n'était pas uniquement la terre qui a été secouée [à Lice]. C'était un ancien univers de pensée, avec toutes ses formes de relations, qui a été secoué ; un univers dans lequel on supposait 'qu'il n'y avait rien à faire contre le séisme'. »<sup>802</sup>

Le gouvernement de Front Nationaliste semble ne pas être touché par les critiques. Dès le début, le traitement du séisme par le gouvernement reste dans le « schéma classique ». Le porte-parole du Parti de Justice qualifie le séisme de « catastrophe contre laquelle il est impossible de prendre une quelconque mesure. [...] Nous ne pouvons rien faire contre le tremblement de terre en amont ».<sup>803</sup> Le Premier ministre Demirel et quelques autres ministres du cabinet font une visite compassionnelle à Lice où ils se voient contestés par les survivants. La visite qui dure à peine quelques dizaines de minutes – à lire la presse – se fait dans le respect du protocole d'État : Demirel est accueilli par une fanfare à l'aéroport de Diyarbakır pour aller, ensuite, à Lice par hélicoptère. D'après la presse, cette visite n'aura non seulement pas d'effet apaisant sur les victimes mais elle ralentira même les travaux de secours. Demirel tient « ses discours habituels » en affirmant que « l'État soutient, comme d'habitude avec toute sa force et ses capacités, nos citoyens devenus victimes contre cette catastrophe naturelle. Personne ne restera affamé ou sans abri. »<sup>804</sup> Il souligne donc que le séisme est une catastrophe naturelle, qui « fait partie du destin [de l'homme] ». <sup>805</sup> Le gouvernement ne se questionne pas sur sa propre responsabilité, ni sur celle des gouvernements précédents, dans le bilan de la catastrophe tout comme concernant la précarité de l'Anatolie de l'Est. Le séisme de Lice est réduit à un problème de reconstruction ponctuelle. Le Premier ministre « promet » aux habitants de Lice que leur bourgade sera reconstruite d'ici le 29 octobre (Fête de la République), ce qui paraît fort improbable.<sup>806</sup>

---

<sup>802</sup> GEVGILILI, Ali, « Yer Sarsıldı ve İkibin İnsan 'Ölüm Anıtı' Oldu », *Milliyet*, 10 septembre 1975, p.10.

<sup>803</sup> « Deprem ve Bilim » (dans la rubrique « Olayların Ardındaki Gerçek »), *Cumhuriyet*, 9 septembre 1975, p.1 et 9.

<sup>804</sup> PİRİNÇÇIOĞLU, Muzaffer, « Lice'de Binlerce Ölü Var », *Milliyet*, 7 septembre 1975, p.1 et 10.

<sup>805</sup> BAL, Muzaffer et alii., « Ölü Sayısı 1800'e Çıktı », *Milliyet*, 8 septembre 1975, p.1 et 7.

<sup>806</sup> « Hükümet Deprem Tedbirlerini Görüştü », *Cumhuriyet*, 10 septembre 1975, p.1 et 9.

En ce qui concerne l'aide extérieure, le séisme de Lice nous permet de faire une nouvelle fois des constats sur les relations internationales de la Turquie au moment du séisme. Comme le tremblement de terre survient un peu plus d'un an après la crise de Chypre et que les parties ne peuvent toujours pas s'entendre sur le futur statut de l'île et de ses deux communautés, cette question préoccupe la presse parmi toutes les autres questions internationales. À la suite de la Conférence de Genève, l'échange de populations entre les deux zones a été accompli de façon à ce que tous les Chypriotes grecs soient transférés au sud et les Chypriotes turcs regroupés au nord. Cela a permis à la communauté turque d'avancer vers son objectif ultime, une structure bi-communale, bi-zonale. Le 13 février 1975, les leaders de la communauté turque annoncent la création de « l'État fédéré turc de Chypre », qui n'a été reconnu que par la Turquie. En effet, les représentants des parties se trouvaient en route pour le siège de l'ONU, à New York, pour une autre série de pourparlers.<sup>807</sup> Ces « pourparlers intercommunautaires » restent sans résultat puisque les « pourparlers » au sens strict du mot ne commenceront même pas dans la réalité. Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU, annoncera que les pourparlers sont reportés dans le futur, « faute de proposition concrète » de la part des deux parties.<sup>808</sup> Dans ce contexte, le tremblement de terre qui a frappé la Turquie constitue une occasion pour « l'État fédéré turc de Chypre » de se faire reconnaître, du moins par l'opinion publique turque. Dans *Cumhuriyet*, nous lisons que « le conseil des ministres de l'État fédéré turc de Chypre a été appelé à se réunir en urgence, afin de parler de l'aide qui sera consacrée aux victimes du séisme en Turquie ». Nous apprenons également que la radio a arrêté ses émissions normales pour jouer des musiques de deuil.<sup>809</sup>

Le séisme de Lice ne reste pas d'actualité pendant longtemps, d'une part à cause d'autres questions comme la situation à Chypre, l'embargo américain, la violence politique et, d'autre part, à cause des élections à l'horizon, qui ont lieu le 12 octobre.<sup>810</sup> Par contre, le grand séisme suivant bénéficiera d'une couverture médiatique beaucoup plus importante.

---

<sup>807</sup> « Denктаş: Sınır Sorunu Görüşülecek », *Milliyet*, p.1 et 10.

<sup>808</sup> KOHEN, Sami, « Kıbrıs Görüşmeleri Süresiz Ertelendi », *Milliyet*, 11 septembre 1975, p.1 et 7.

<sup>809</sup> BAL, Muzaffer et Alii., « Lice'de Ölü Sayısı 2000'i Geçti », *Milliyet*, 9 septembre 1975, p.6.

<sup>810</sup> Il s'agit des élections législatives de mi-mandat qui concernent 27 départements, pour remplacer 54 sénateurs et 6 députés.

À peu près une année après Lice, un tremblement de terre dont la magnitude est de 7,2 sur l'échelle de Richter frappe de nouveau l'est de l'Anatolie. Le 24 novembre 1976 à 14h25, le nord-est de Van (centre administratif du département portant le même nom) est violemment secoué. Deux bourgades et leurs alentours sont particulièrement ravagés : Muradiye et Çaldıran, qui sont situées sur la route de Van – Doğubeyazıt. À Muradiye, seuls les bâtiments de la sous-préfecture et de la banque agricole ont pu résister. Dans les huit villages rattachés à cette bourgade, toutes les maisons en argile se sont écroulées. À Çaldıran, la situation n'est pas différente, le bâtiment de la poste, la clinique et quelques autres bâtiments sont les seuls à tenir debout.<sup>811</sup> Mais les dégâts ne sont pas limités à cette zone, le tremblement de terre affecte également toutes les agglomérations qui se trouvent (approximativement) dans le triangle de Çaldıran – Van – Erciş. Erciş, Özalp et Diyadin, trois bourgades, sont touchées de même que leurs villages. Le centre de Van est aussi touché, une partie de l'hôpital de la ville s'étant effondré.<sup>812</sup>

Les conditions météorologiques sont très mauvaises. La région est couverte de neige. La température peut descendre jusqu'à  $-11^{\circ}\text{C}$  pendant la nuit, ce qui réduit considérablement la possibilité de survie des victimes encore vivantes, qu'elles soient sous les décombres ou qu'elles aient pu échapper au séisme. À partir des articles de presse, nous pouvons constater que les secours sont insuffisants dans les premières heures après le séisme. Outre les conditions météorologiques et géographiques (la population est dispersée sur le terrain, dans des villages aussi bien que dans des hameaux) le manque de carburant empêche les véhicules de circuler. Nous apprenons qu'un grand nombre de véhicules appartenant à des institutions étatiques étaient déjà immobilisés lorsque le séisme est survenu : l'économie turque donne des signes de détresse.<sup>813</sup> Dans la majorité des cas, les équipes de secours, constituées en général par des effectifs locaux ou des troupes de l'armée sur place, n'ont pas pu être très efficaces. Dans *Hürriyet*, il est indiqué que ces équipes, souvent dirigées par les gouverneurs locaux, ont quand même travaillé dans la nuit malgré la baisse de température et que c'est grâce à cela qu'environ 1 500 blessés ont pu être sauvés et transportés à Van. Néanmoins, une centaine de blessés sortis des décombres trouvent la mort avant le matin, faute de carburant, donc de véhicule.<sup>814</sup> Le véritable travail de secours, en réalité, ne peut commencer que dans la matinée du 24 novembre, c'est-à-dire 16 à 20 heures

---

<sup>811</sup> ACAR, Enver et alii., « Bu Ne Felaket », *Hürriyet*, 25 novembre 1976, p.1 et 11.

<sup>812</sup> Ibid.

<sup>813</sup> Ibid.

<sup>814</sup> ALKANER, Hami et alii., « Enkaz Altında Donanlar Var », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 15.



après le choc.<sup>815</sup> Mais cette affirmation est probablement trop optimiste pour la plupart des villages et hameaux éloignés des centres administratifs.

Le tremblement de terre de Çaldıran semble susciter beaucoup plus d'intérêt que celui de Lice, à la fois sur le plan national et sur le plan international. En Turquie et dans les pays européens où se trouvent des nombreux travailleurs turcs (dont certains sont originaires de la zone de séisme) on crée immédiatement des comptes bancaires pour collecter les dons. Il ne s'agit pas uniquement des dons en espèces : des campagnes de collectes de produits alimentaires, de vêtements, et de sang voient également le jour.<sup>816</sup> Les organisations comme les Chambres de Commerce et d'Industrie d'Istanbul, les syndicats comme *TÜRK-İŞ*, les associations comme *TÖB-DER*, *TÜM-DER* se mobilisent pour participer aux campagnes ou acheminer directement les aides.<sup>817</sup> Le quotidien *Hürriyet* organise sa propre campagne de dons, en se chargeant de l'acheminement du matériel collecté jusqu'à la zone.<sup>818</sup> L'ONU, la CEE proposent leur assistance ; l'OTAN se charge de la coordination des secours provenant des pays membres de l'organisation.<sup>819</sup> Parmi les pays étrangers qui envoient du matériel mais qui proposent aussi des équipes médicales ou de secouristes, se trouve la Grèce, avec laquelle les tensions continuent à cause de la question de Chypre et des litiges sur l'espace égéen. « L'État fédéré turc de Chypre » participe également à la mobilisation.<sup>820</sup>

Dans une conférence de presse, le gouvernement souligne « sa détermination à panser les plaies causées par le séisme le plus vite possible » et précise que « les forces armées et toute l'organisation de l'État travaillent pour que la vie dans la zone affectée revienne à la normale le plus rapidement possible ». <sup>821</sup> Les autorités affirment que « tout ce qui est possible est fait ». <sup>822</sup> D'après le ministre de l'Équipement, Nurettin Ok, un train spécial transportant 5 000 tentes, 20 000 couvertures, un groupe électrogène, deux cuisines mobiles pour 1 000 personnes, un hôpital de campagne et d'autres matériaux, est parti

---

<sup>815</sup> Ibid.

<sup>816</sup> « Avrupa'da Yüzbinlerce Türk İşçisi Panik Halinde », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 15 ; « Kurban Paraları Felaketzedelere Gönderilecek », 26 novembre 1976, *Hürriyet*, p.1 et 15 ; « Kara, Hava ve Demiryolu ile Yardım Gönderildi », 26 novembre 1976, *Hürriyet*, p.15 ; « Yurdun Her Yanında Yardım İçin Kampanya Açılıyor », *Cumhuriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 9.

<sup>817</sup> « Kara, Hava ve Demiryolu ile Yardım Gönderildi », 26 novembre 1976, *Hürriyet*, p.15

<sup>818</sup> « Yardımlarınızı Bekliyoruz », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p.1.

<sup>819</sup> « Waldheim ve Ford, Korutürk'e Birer Mesaj Göndererek Başsağlığı Dilediler ; BM, AET ve Birçok Yabancı Ülke Yardım Önerdi », *Cumhuriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 9.

<sup>820</sup> « Waldheim 'Her Türlü Yardıma Hazırız' », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 15 ; « Felaketzedelere Dış Yardım da Geliyor », *Hürriyet*, 29 novembre 1976, p.1 et 13.

<sup>821</sup> « Yurdun Her Yanında Yardım İçin Kampanya Açılıyor », *Cumhuriyet*, 26 novembre 1976, p.1

<sup>822</sup> « Demirel ve Ecevit Deprem Bölgesine Gidiyorlar », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p. 13.

d'Ankara le matin du 25 septembre.<sup>823</sup> Au même moment, deux avions cargos transportant 1 000 tentes, deux cuisines mobiles, une ambulance, du matériel médical ont décollé pour atterrir à Van. À cela s'ajoutent les 1 000 tentes envoyées par camions<sup>824</sup> et un autre hôpital de terrain envoyé d'Istanbul.<sup>825</sup> Ces chiffres, publiés dans la presse (nous comprenons d'après les articles qu'ils ont été diffusés à la radio et à la télévision aussi), nous laissent penser qu'un dispositif important est mis en place pour apporter du secours aux victimes du séisme. Il convient, toutefois, de se questionner sur l'efficacité de ces mesures. Quelle que soit la quantité envoyée, le matériel expédié dans la matinée du 25 novembre ne peut probablement pas être acheminé jusqu'aux lieux affectés par le tremblement de terre avant le 26 novembre. D'ailleurs, la question du carburant ne peut être résolue que ce jour.<sup>826</sup> Comme l'indiquent les reporters de *Cumhuriyet*, beaucoup de victimes passent donc une deuxième nuit sans abri et sans nourriture.<sup>827</sup> Il faut se rappeler que ce retard sera encore plus long pour les villages et les hameaux difficiles d'accès. Mais « intervenir avec du retard » n'est qu'un des reproches faits aux autorités : à partir du 27 novembre, les journalistes commencent à souligner les dysfonctionnements et le manque d'organisation en ce qui concerne l'acheminement et la distribution des aides : « Les secours parviennent dans la zone de séisme de toute la Turquie. Néanmoins, les secours qui sont arrivés n'ont pas jusqu'à présent été apportés aux victimes à cause de la mauvaise organisation. Les équipes de secours ne sont pas allées dans une grande partie des villages de montagne. Les victimes qui n'ont pas pu trouver du pain, des médicaments, un abri, ont passé la nuit devant les feux, en tremblant de froid. »<sup>828</sup> Dans le même article, nous lisons que le déblaiement (organisé) ne pourra commencer que dans l'après-midi (du 27 novembre).

Toujours le 27 novembre, à la une de *Cumhuriyet*, on souligne le même problème : « La plupart des aides ne sont pas arrivées sur les lieux, le peuple attend en plein air ». <sup>829</sup> Selon les journalistes de *Cumhuriyet*, « contrairement à toutes les déclarations faites par les autorités, on n'a pas pu apporter suffisamment d'aide dans la zone de séisme. De milliers

---

<sup>823</sup> « Kara, Hava ve Demiryolu ile Yardım Gönderildi », 26 novembre 1976, *Hürriyet*, p.15

<sup>824</sup> Ibid.

<sup>825</sup> « Acıyı Yüreğimizde Hissettik », *Hürriyet* (supplément *Hürriyet İstanbul*), 26 novembre 1976, p.1

<sup>826</sup> ACAR Enver et alii., « Şimdi Yaşama Savaşı Başladı », *Hürriyet*, 27 novembre 1976, p.1 et 13.

<sup>827</sup> BEKİROĞLU, Faruk et GÜNGÖR Turgut, « Ölü Sayısı Her Geçen Saat Artıyor », *Cumhuriyet*, 26 novembre 1976, p.1

<sup>828</sup> ACAR, Enver et alii., « Şimdi Yaşama Savaşı Başladı », *Hürriyet*, 27 novembre 1976, p.1 et 13.

<sup>829</sup> BEKİROĞLU, Faruk et GÜNGÖR, Turgut, « Yardımların Çoğu Yerine Ulaşmadı, Halk Açıkta Bekliyor », *Cumhuriyet*, 27 novembre 1976, p.1 et 9.

de victimes ont passé leur troisième nuit dans le froid. [...] A Çaldıran, les 456 citoyens survivants sur 4 000 continuent à évacuer leurs morts par leurs propres efforts, malgré de nombreuses difficultés. [...] Les équipes provenant des régiments de l'armée manquent de piolets, de pelles et d'autres outils, ce qui ralentit les travaux. Il est constaté que les tentes envoyées par le Croissant-Rouge ne sont toujours pas arrivées à Çaldıran bien que 48 heures se soient écoulées depuis le tremblement de terre. Les habitants de Çaldıran, qui ont passé deux jours sans manger, ont reçu pour la première fois du pain hier matin [26 novembre] distribué par des journalistes venant de Van. »<sup>830</sup> Le maire de Muradiye se voit exclu du comité de secours (sous la direction du préfet de Van) pour avoir critiqué la façon de distribuer les aides. D'après le maire, le matériel qui arrive à Muradiye est stocké par les militaires qui exigent la demande des chefs de villages en personne pour le distribuer. Néanmoins, il existe des villages où le chef de village est mort ou bien incapable de venir jusqu'à Muradiye. Ces villages ne reçoivent alors aucune aide.<sup>831</sup>

La mise en cause des autorités à propos des opérations de secours n'est pas seulement liée à la question de l'efficacité. Nous constatons aussi un certain manque de confiance envers les responsables politiques et administratifs, qui est probablement dû aux expériences similaires dans le passé. Dans *Hürriyet*, on parle des cas d'abus et de fraudes qui ont eu lieu à la suite du séisme de Lice : il s'agit de détournement du matériel destiné aux victimes.<sup>832</sup> D'ailleurs, le ministère de l'Intérieur charge spécialement deux inspecteurs de surveiller les opérations pour empêcher la corruption. 25 sous-préfets des départements de Van et d'Ağrı sont déplacés dans la zone de catastrophe pour gérer les secours au niveau des villages et pour « assurer une distribution juste des aides ». <sup>833</sup> Autrement dit, les autorités elles-mêmes ne négligent pas la possibilité de rencontrer des problèmes de corruption dans la distribution des secours. En étudiant les articles de presse, nous voyons qu'il est question – en gros – de deux catégories d'abus : 1/ le détournement du matériel dans le but d'une revente ultime ; 2/ le détournement et/ou la distribution de matériel pour faire une distribution « partisane ».

Pour comprendre les raisons qui sont à l'origine de ces fraudes, il suffit de rappeler les conditions économiques de l'époque. Le modèle économique de « substitution des importations » exige que les biens de consommation étrangers ne pénètrent pas sur le marché turc. Aussi, dans les années 60-70, un grand nombre de biens de consommation,

---

<sup>830</sup> Ibid.

<sup>831</sup> ACAR, Enver et alii., « Van'da Seferberlik », *Hürriyet*, 29 novembre 1976, p.1 et 13.

<sup>832</sup> Ibid.

<sup>833</sup> Ibid.

apparaissant comme très banals pour les consommateurs des pays développés, sont considérés en Turquie comme des produits de luxe, du moins comme des produits de qualité supérieure par rapport aux produits locaux. L'économie turque est également en pleine crise. Le modèle de « substitution des importations » ne fonctionne presque plus. La Turquie subit les effets du choc pétrolier, la régression des marchés mondiaux sur lesquels elle est obligée d'échanger son excédent de production agricole pour obtenir des devises étrangères. vitales pour acquérir l'énergie et les biens de production nécessaires à son industrie. À cela s'ajoutent bien entendu le coût économique de l'opération militaire en Chypre et le financement de « l'État fédéré turc de Chypre », sans parler des effets des sanctions économiques appliquées contre la Turquie. Dans la Turquie de 1976, comme nous l'avons vu, il est même difficile de trouver le carburant nécessaire pour effectuer les opérations de sauvetage et de secours après un grand tremblement de terre. Par conséquent, il n'est pas étonnant que les matériaux envoyés pour les victimes de séismes puissent devenir l'objet d'un trafic illégal.<sup>834</sup> Nous avons vu, par exemple, que les produits alimentaires reçus en 1966 pour les survivants du séisme de Varto étaient en vente dans les grandes villes quelques années après. Ce qui est intéressant alors, n'est pas la revente de matériel pour des raisons « commerciales », mais l'exploitation - d'après ce que la presse transmet - de l'aide détournée pour des raisons politiques.

Le maire de Muradiye semble être convaincu d'une organisation partisane des secours : « *YSE, Topraksu, DSI* sont des institutions rattachées au *Directorat des Affaires rurales*.<sup>835</sup> Celles-ci sont dirigées depuis Van, et [leurs équipes] sont envoyées dans les villages où il y a les partisans du Parti de Justice (AP). *Le Directeurat Régional des Routes* dépend du ministère de l'Équipement, alors il apporte l'aide aux partisans du Parti de Salut national (MSP). Quant au ministre de la Défense, il donne des ordres aux militaires pour servir les partisans du Parti de Confiance nationale (CGP). »<sup>836</sup> D'après le maire, cette

---

<sup>834</sup> Voir par exemple MORTAN, Kenan, « Van'da Yardım Malzemesi Çalmak ve Satmakla Suçlanan 4 Kişi Gözaltına Alındı », *Cumhuriyet*, 6 décembre 1976, p.1 et 9. Mortan parle de « la ruée des vendeurs des 'marchés américains' dans la région », afin de racheter les matériaux destinés aux victimes de séismes. Les « marchés américains » sont des regroupements de boutiques où il était possible de se procurer des produits provenant des magasins militaires des bases de l'OTAN ou provenant d'un trafic illégal transfrontalier, tel que le thé de Ceylan, le café soluble, les cigarettes américaines, les jeans... et d'autres biens impossibles à trouver à l'époque, à cause des restrictions douanières. Ces « marchés » ont perdu leur importance après le passage à l'économie libérale au début des années 1980 et aujourd'hui ils sont en voie de disparition.

<sup>835</sup> En réalité, le Directeurat des Affaires rurales était un organisme public rattaché au ministère des Produits alimentaires, de l'Agriculture et des Affaires rurales, tout comme *Yol-Su-Elektrik (YSE)* [Chaussées-Eau-Electricité] et *Topraksu* [TerritoireEtEau]. Par contre *Devlet Su İşleri (DSI)* [Directorat d'administration des eaux d'État] dépendait du ministère de l'Équipement.

<sup>836</sup> BEKIROĞLU, Faruk et MORTAN, Kenan, « Deprem Bölgesinde Olağanüstü Durum İlan Edildi », *Cumhuriyet*, 29 novembre 1976, p.1 et 11.

distribution partisane, qui coïncide avec le partage des ministères entre les partis de la coalition, explique pourquoi Muradiye « a reçu 322 tentes en tout » pour la bourgade ainsi que pour tous ses villages : la bourgade de Muradiye soutenait le Parti Républicain (CHP).

Il est difficile de prouver l'exactitude d'un tel argument, mais nous pouvons quand même penser que « la colonisation des ministères » affecte gravement l'organisation des secours, en affaiblissant la coordination interministérielle. En tout cas, pour des raisons politiques ou non, les secours sont désorganisés, lents et la quantité de matériel distribuée (comparée à la quantité arrivée) suscite des doutes, comme le notent observateurs turcs et étrangers. Par exemple, l'attaché militaire de la République Fédérale Allemande (RFA) se déplace dans la région pour contrôler l'acheminement du matériel envoyé par son pays. Il tente de convaincre, en vain, le comité d'organisation des secours à Van pour que l'aide soit envoyée directement dans les villages. Mais celui-ci maintient que toute aide doit passer par Van.<sup>837</sup> Le représentant de la Croix-Rouge prend clairement position: « il est vrai que les secours sont lents. Mais notre mission est d'apporter l'aide. Non pas de contrôler si l'aide est acheminée [jusqu'aux victimes] ou non. »<sup>838</sup> Essayons de donner une idée des aides envoyées jusqu'au 30 novembre. La RFA a envoyé au total 100 tonnes de matériel (dont la valeur s'élève à 437 000 dollars) et une équipe médicale. Les États-Unis ont acheminé 500 tonnes de matériel jusqu'à Van, par 40 avions cargos. 1 120 tentes dites « polaires », adaptées aux conditions d'hiver de la région, font partie de l'aide américaine. L'Arabie Saoudite a fait une donation de 5 000 000 de dollars... Dans le même article, on souligne que « le Croissant-Rouge turc a reçu jusqu'à présent une quantité d'aide en matériel impossible à mesurer, et plus de 300 000 dollars en argent. Par ailleurs, sur divers comptes bancaires, près de 1 000 000 de dollars sont accumulés au profit des victimes de séismes.<sup>839</sup> Soulignons un point concernant l'aide américaine : le séisme de Çaldıran se transforme en une occasion de réchauffement des relations turco-américaines dégradées principalement à cause de l'opération à Chypre.<sup>840</sup> Dans la même optique, l'aide grecque est aussi un message de réchauffement.

---

<sup>837</sup> « Yardımlar Yerine Ulaşmıyor », *Cumhuriyet*, 30 novembre 1976, p.1 et 11.

<sup>838</sup> Ibid.

<sup>839</sup> Ibid.

<sup>840</sup> Face à la pression américaine après 1974, la Turquie recommence à jouer la carte du rapprochement turco-soviétique. 48 heures après le séisme, le Secrétaire au commerce des États-Unis arrive à Ankara pour rencontrer les autorités turques au sujet de l'aide qu'apporteront les États-Unis aux victimes du séisme. Le jour suivant, le secrétaire annule sa visite à la zone de séisme et reste à Ankara. Selon la presse, ce n'est pas le séisme mais c'est la politique étrangère de la Turquie qui constitue le principal sujet de discussion. Le Secrétaire au commerce fait savoir au Premier ministre Demirel que Washington est strictement contre tout engagement - surtout politique - entre la Turquie et l'URSS. Dans *Cumhuriyet*, on rapporte un article paru

D'après *Cumhuriyet*, les observateurs étrangers se mettent d'accord sur le fait que « les aides en matériel et en argent ne sont pas acheminées [jusqu'aux victimes] ». Cela provient « d'antagonismes entre différentes institutions et du manque de coordination entre celles-ci. » Selon le responsable de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), « il existe des tensions entre le ministère de la Santé et le Croissant-Rouge. Alors que les entrepôts du Croissant-Rouge sont remplis de matériel envoyé par l'OMS, celui-ci ne les distribue pas sous prétexte de manque de personnel. »<sup>841</sup> De même, un responsable américain qui observe que certaines des tentes spéciales sont utilisées comme bureau par les autorités à Çaldıran, affirme son scepticisme à propos de l'acheminement des secours. On écrit également que « les journalistes étrangers ont considéré comme limité le matériel apporté aux victimes, par rapport à la grande quantité arrivée [en Turquie]. »<sup>842</sup> Il n'est alors pas étonnant de constater que des incidents éclatent entre les autorités et les victimes à propos de la distribution de l'aide. La presse fait également savoir qu'il y a eu de nombreux cas de vol ou de pillage : il s'agit du matériel de secours, ainsi que des biens appartenant aux victimes du séisme, comme les troupeaux d'animaux. Dans *Cumhuriyet*, on affirme que « les incidents de pillage sont fréquents sans que les forces de l'ordre n'interviennent » et que « les autorités ont reçu des ordres précis pour que ces cas ne soient pas connus [par la presse et le public]. »<sup>843</sup> Cet aspect sécuritaire, à notre avis, peut être une des raisons qui ont poussé la préfecture de Van à déclarer l'état d'urgence dans le département, une solution rarement appliquée jusqu'alors.<sup>844</sup> D'après le préfet de Van, la question est plutôt de combler la lacune en matériel et en effectifs et de faciliter les travaux de secours, devenus très difficiles à cause des conditions météorologiques.

L'examen de la presse nous permet donc de conclure que les autorités n'ont pas été capables d'assurer l'assistance aux victimes, non seulement en termes de distribution de vivres et du matériel de survie mais également en termes de soins médicaux, de protection des personnes et des biens. Comme nous l'avons vu, le manque de préparation aux

---

dans *The Economist* d'après lequel « les États-Unis chercheraient à réparer leurs relations avec la Turquie paralysées à cause de l'embargo américain concernant les armes. » Voir : « ABD Ticaret Bakanı Van Depremi İçin Ankara'ya Geldi », *Hürriyet*, 29 novembre 1976, p.13 ; « Amerika Türkiye'nin Rusya ile Bir Belge İmzalamasını İstemiyor », *Hürriyet*, 30 novembre 1976, p.1 et 15 ; « ABD Türkiye ile Sovyetler Arasında Siyasi Belge İmzalanmasını Şu Sırada İstemiyor », *Cumhuriyet*, 30 novembre 1976, p.1 et 11 ; KARADENİZ, Ergin, « İran'a 200 Bin Baş Hayvan Kaçırıldı », *Cumhuriyet*, 7 décembre 1976, p.1 et 9.

<sup>841</sup> « Van'daki Yabancı Gözlemciler », *Cumhuriyet*, 1 décembre 1976, p.1 et 11.

<sup>842</sup> Ibid.

<sup>843</sup> Ibid. À propos du vol des troupeaux, voir KARADENİZ, Engin, « İran'a 200 Bin Baş Hayvan Kaçırıldı », *Cumhuriyet*, 7 décembre 1976, p.1 et 9. Le journaliste estime à 200 000 le nombre d'animaux volés et amenés en Iran dans les dix jours suivant le tremblement de terre.

<sup>844</sup> MORTAN, Kenan et BEKİROĞLU, Faruk, « Deprem Bölgesinde Olağanüstü Durum İlan Edildi », *Cumhuriyet*, 29 novembre 1976, p.1 et 11.

catastrophes et l'inefficacité des interventions post-catastrophe sont des faits plutôt « habituels » dans le contexte turc. Par contre, le séisme de Çaldıran est particulièrement marqué par un manque de confiance envers le gouvernement. Une année après un séisme majeur, le gouvernement de Front Nationaliste se voit défié par un autre grand séisme, mais visiblement, aucune mesure n'a été prise depuis (aménagement territorial, déplacement des populations les plus exposées au risque, organisation de la gestion de catastrophe, amélioration du dispositif de secours...). Le gouvernement se voit reprocher aussi de favoriser certaines victimes considérées de manière clientéliste. La presse « se charge » de démentir systématiquement les informations transmises par les autorités en ce qui concerne les opérations. Les journalistes sur le terrain contredisent les déclarations officielles et vont jusqu'à remettre en question le nombre de morts donné par les autorités.<sup>845</sup>

Les quotidiens de gauche – comme *Cumhuriyet* – profitent du cas du tremblement de terre pour attaquer un gouvernement de coalition de droite qui doit sa cohésion à son « anticommunisme » (sachant que ce terme désigne toutes les tendances de gauche dans le contexte turc). Néanmoins, notons que tous les problèmes relatifs au séisme de Çaldıran sont également dénoncés par *Hürriyet*, quotidien populaire de centre droit (c'est d'ailleurs assez étonnant car *Hürriyet* est plus intéressé par les faits divers, les scandales, le « sensationnel », etc. que par les problèmes sociaux, économiques ou politiques). En même temps, les autorités elles-mêmes nuisent à leur propre crédibilité par leurs actes et leurs paroles : par exemple, le Premier ministre Demirel affirme (de nouveau) que « le séisme est la volonté du Dieu »<sup>846</sup> mais « par la force et la compassion de notre État se fermeront les plaies [ouvertes par la catastrophe] ». <sup>847</sup> Afin d'expliquer le manque de tentes, le ministre de l'Équipement accuse les victimes du séisme de Lice « d'avoir gardé les tentes qui leur ont été distribuées l'année dernière ». <sup>848</sup> Les médecins et les infirmières qui se préparent pour partir volontairement dans la zone de catastrophe attendent, en vain, la

---

<sup>845</sup> DOĞAN, Yalçın, « Yardımların Çoğu Yerine Ulaşmadı ; Halk Açıkta Bekliyor », *Cumhuriyet*, 27 novembre 1976, p.1 et 9.

<sup>846</sup> Demirel reprend son discours « habituel » devant les victimes à Muradiye et à Çaldıran : « Nous reconstruirons tout ce qui a été détruit. Nous ferons mieux. C'est la volonté divine, c'est la volonté du dieu sacré. Nous sommes des musulmans. Que Dieu nous épargne le pire ! Ne vous faites pas de souci. Nous ne vous laisserons pas dehors, sur votre faim. Nous travaillerons jour et nuit pour panser vos plaies. [...] Nous sommes une nation solidaire. Une grande nation. [...] Civils et militaires, tout le monde travaille. Dans un ou deux jours, tout sera comme auparavant. » dans MORTAN Kenan et alii., « Enkaz Altından Hala Ceset Çıkıyor », *Cumhuriyet*, 28 novembre 1976, p.1 et 11.

<sup>847</sup> ACAR, Enver et alii., « Bu Ne Felaket », *Hürriyet*, 25 novembre 1976, p.1 et 11.

<sup>848</sup> ACAR, Enver et alii., « Şimdi Yaşama Savaşı Başlıyor », *Hürriyet*, 27 novembre 1976, p.1 et 13.

permission du ministère de la Santé.<sup>849</sup> On découvre que « les fonds de catastrophe » (le budget prévu pour les désastres) n'existent que sur le papier.<sup>850</sup>

Mais d'après le gouvernement, « tout ce qui était possible a été fait », comme l'affirme Demirel. Il considère les critiques comme injustes : « Au moment où nous sommes concernés par l'effort de panser les plaies causées par une telle catastrophe [de grande ampleur], pousser le débat sur l'acheminement de l'aide jusqu'à un tel niveau d'absurdité et tenter de toucher à la sensibilité de certains, est injuste. Devenir l'instrument d'une propagande contre notre pays, basée sur le mensonge et la calomnie, est non seulement injuste, mais également malhonnête [...] Et j'affirme avec certitude : tout ce qui est possible dans les limites de la force humaine a été fait. »<sup>851</sup> Seha Meray, qui rapporte ces propos dans sa rubrique, fait le commentaire suivant : « Donc, se plaindre des dysfonctionnements, penser, vouloir une meilleure organisation, une solidarité plus efficace, sont des efforts nécessitant 'une force surhumaine' aux yeux des responsables du Front [Nationaliste]. [...] Après le séisme qui a touché la région de Van, nous avons écouté les responsables du Front donner les mêmes conseils [concernant la protection contre les séismes] que nous avons entendus depuis des années. Comme si à la fois notre pays et le monde voyaient pour la première fois un tremblement de terre ! [...] N'avons nous pas écouté les mêmes déclarations depuis Erzincan, à Varto, à Gediz, à Burdur, à Bingöl, à Kars, à Denizli ? [...] Lors de la dernière décennie, plus de 11 000 citoyens sont morts à cause des séismes ; plus de 67 000 logements ont été détruits. La perte en vies humaines est 7,5 fois supérieure, la destruction structurelle est 2,5 fois supérieure à l'Est [comparé à l'Ouest]. [...] Nous savons que tout cela est connu par les responsables. Ce que nous ne savons pas, c'est ce que les gouvernements ont fait depuis dix ans [...] alors qu'ils possédaient ces données. »<sup>852</sup>

Dans les années 70, le tremblement de terre n'est donc plus un « risque » mais un « aléa », dans le sens où il est « spatialisé », « cartographié », et ses effets sont prévus, comme nous l'avons vu ci-dessus. Bien qu'au moins un grand séisme survienne tous les

---

<sup>849</sup> « Ah Şu Formalite », *Hürriyet*, 27 novembre 1976, p.9.

<sup>850</sup> A l'occasion du séisme de Çaldıran, *Cumhuriyet* publie des extraits d'un rapport élaboré par les inspecteurs du ministère de l'Équipement en 1975, concernant « les fonds de catastrophe ». Les inspecteurs constatent que ces fonds ont littéralement échappé au contrôle de la Cour des Comptes depuis leur création en 1968. Ils ont mis en évidence des cas d'utilisations frauduleuses ou hors du champ d'application initial des fonds. Les fonds étaient utilisés sans que la comptabilité soit tenue. Souvent, les caisses étaient vides après les catastrophes. Voir : DOĞAN, Yalçın, « Afetler Fonu 7 Yıldır Sayıştay Denetiminden Uzak Tutuldu », *Cumhuriyet*, 15 décembre 1976, p.1 et 9.

<sup>851</sup> MERAY, Seha, « Sürekli Deprem ! », *Cumhuriyet*, 21 décembre 1976, p.2.

<sup>852</sup> Ibid.



dix ans, en causant une destruction considérable, le risque sismique n'est pas inscrit sur l'agenda public. On consacre d'ailleurs peu de ressources à la recherche scientifique sur cette question ; d'après l'Association des Sismologues de Turquie, « il existe seulement 22 sismologues en Turquie, dispersés et qui travaillent sans coordination. »<sup>853</sup>. En ce sens, il est possible de parler d'un discours technique tenu par les organisations professionnelles (où une tendance politique de gauche domine en général). Ces organisations attirent l'attention sur les problèmes d'ordre plus général, nécessitant la mise en œuvre de macro-politiques, comme la politique du logement, d'aménagement du territoire, de prévention des catastrophes, etc. Par exemple, la Chambre des Ingénieurs civils affirme que « ce n'est pas de la 'voyance' d'annoncer que les séismes, tout comme jusqu'à présent, surviendront dans l'avenir et causeront des catastrophes en Turquie » puisque l'étude des statistiques démographiques et économiques permet de le dire : « 56 % du territoire national sont des zones sismiques. 53 % de ces zones sont des zones sismiques de 1<sup>er</sup> degré. [...] 91 % du capital national est concentré dans les zones sismiques. [...] 39 % des industries nationales se trouvent dans les zones sismiques. 4 200 000 unités de logement sont menacées par le tremblement de terre. [...] Probablement, près de 80 % des logements qui sont dans les zones sismiques ne résisteront même pas à un séisme de violence moyenne, pour des raisons relatives à la conception (projet non-conforme ou pas de projet du tout), au matériel (utilisation de matériel de mauvaise qualité ou matériel utilisé de façon inappropriée), à la main d'œuvre (main d'œuvre non-qualifiée, mauvaises pratiques de travail). »<sup>854</sup> Parallèlement, l'Institut de Géophysique de l'Université Technique d'Istanbul souligne « qu'un séisme de même magnitude que celle du séisme de Çaldıran aurait fait un million de morts dans une grande ville du pays ». <sup>855</sup> Dans *Cumhuriyet*, on rappelle que le droit à vivre est un droit constitutionnel et que la protection de la vie des citoyens est également inscrite dans la Constitution comme une mission de l'État. Par conséquent « protéger la vie des citoyens contre les tremblements de terre n'est pas seulement une tâche incombant au gouvernement, mais à tous, autrement dit une politique d'État. [...] Il existe des mesures à prendre contre le séisme. La plus simple est la construction des logements parasismiques. L'État doit se concentrer en urgence sur cette question. »<sup>856</sup> Nous voyons qu'il s'agit d'un discours de « responsabilité » qui se base sur la science / la rationalité, qui souligne

---

<sup>853</sup> « Depremi Önceden Tesbit Etmek İçin Hiçbir Çalışma Yapılmıyor », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p.8.

<sup>854</sup> « Her 100 Kişiden 66'sı Deprem Bölgesinde Yaşıyor », *Hürriyet*, 26 novembre 1976, p.8.

<sup>855</sup> « Bir Milyon İnsan Ölebilirdi », *Hürriyet*, 27 novembre 1976, p.8-9.

<sup>856</sup> « Deprem ve Halk » (dans la rubrique « Olayların Ardındaki Gerçek »), 29 novembre 1976, *Cumhuriyet*, p.1 et 11.

l'aspect prévision-prévention de la question de la sismicité et le rôle potentiel du pouvoir politique dans cela. Symétriquement, il existe un discours « d'irresponsabilité » qui se base sur la religion / la croyance, tenu par les autorités soucieuses d'éviter toute charge possible contre elles-mêmes.

Il convient de parler aussi d'un deuxième discours souvent tenu en parallèle à ce discours de « rationalité » scientifique/technique : celui de « l'inégalité est-ouest ». Comme cela a été le cas après les séismes de Varto et de Lice, ce discours est formé selon une logique de gauche qui analyse la situation de l'Anatolie de l'Est dans le cadre du « conflit des classes ». C'est plus ou moins la position de la gauche turque dans son ensemble : *les gouvernements bourgeois représentant les intérêts des grands capitalistes (turcs ou étrangers) ne font pas d'effort pour améliorer les conditions de vie des citoyens de l'Est, au contraire ces derniers sont même exploités*. Par exemple, la visite de Bülent Ecevit dans la zone de catastrophe est assez intéressante dans la mesure où les anecdotes transmises par *Cumhuriyet* illustrent notre propos. À Muradiye, un groupe de manifestants l'accueille avec des pancartes affichant des slogans comme : « liberté aux Kurdes », « arrêtez la répression 'nationale' à l'Est », « notre peuple est notre espoir ». À lire l'article de *Cumhuriyet*, Ecevit se met en colère contre ce groupe qui tente – en vain – de provoquer la foule contre lui. Plus tard, il avance que ces manifestants sont en réalité des « faux-manifestants » envoyés par le gouvernement. Autrement dit, d'après Ecevit, ses rivaux politiques cherchent à le présenter comme un supporter de l'irrédentisme kurde. Or, comme nous l'avons déjà souligné, pour la vision politique que le Parti Républicain d'Ecevit représente, la situation de l'Anatolie de l'Est ou plutôt « du peuple de l'Est » (le mot « kurde » est rarement utilisé) est avant tout une question économique et sociale. C'est plus ou moins valable pour l'ensemble de la « gauche turque ». Citons le Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (*TSIP*) : « La principale raison de la perte en vies humaines et en biens est la négligence des gouvernements bourgeois envers cette région. ». Le parti « s'insurge contre le fait que 'le peuple de l'Est' soit volontairement négligé ».<sup>857</sup> Les arguments de Fikret Otyam, dans *Cumhuriyet*, sont similaires : « Ce n'est pas Dieu [qui cause la catastrophe], mais les pouvoirs qui n'aiment par leur peuple, qui distinguent une partie de leur peuple de l'autre, qui la méprisent, qui ne la considèrent pas comme humaine, comme citoyenne, qui considèrent comme étranger le territoire où elle vit. [...] Tant de morts, tant de souffrances sont causées par les pouvoirs qui ne font pas construire de routes pour leur peuple et qui le condamnent à vivre encore dans des grottes. [...] Sous

---

<sup>857</sup> « Yurdun Her Yanında Yardım İçin Kampanya Açılıyor », *Cumhuriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 9.

l'apparence du séisme, c'est l'oppression du pouvoir qui frappe le peuple de l'Est. C'est l'oppression de ceux qui empêchent la mise en œuvre du plan quinquennal de développement spécialement élaboré pour l'Est. »<sup>858</sup>

Une « variante » de ce discours, imprégnée de nationalisme kurde, existe aussi : *oultre le fait que les gens de l'Est (il faut entendre « les Kurdes ») sont laissés pour compte, ils sont l'objet d'une discrimination volontaire de la part des autorités.* Il ne faut pas oublier qu'au moment du séisme de Çaldıran, nous sommes à une époque où la polarisation politique, un militantisme politique extrême affectent la société jusque dans les plus petites agglomérations. L'est et le sud-est de la Turquie ne font pas exception à ce phénomène. Les conditions socio-économiques dans ces régions sont déjà favorables au développement d'un sentiment de marginalisation chez les citoyens. À la suite des grands tremblements de terre, l'absence ou l'insuffisance de secours ne font qu'accroître ce sentiment, tout en favorisant les arguments avancés par les irrédentistes. Comme une des victimes l'affirme : « Les routes ne sont pas construites. Comment les véhicules peuvent-ils rouler dans cette boue ? Si c'était de l'asphalte, si c'était construit, les voitures, les véhicules pourraient passer, ils pourraient transporter rapidement les blessés à l'hôpital. Y a-t-il quelqu'un qui s'intéresse à notre région ? Non, il n'y en a pas. [...] Il n'y a même pas un docteur dans la bourgade, pour qu'on puisse lui amener nos malades. Est-ce qu'une bourgade peut vivre sans médecin ? Non. Qu'est-ce nous devons faire ? Il n'y a personne qui s'occupe des terres sur lesquelles nous vivons. [...] Chacun est dans son bureau, chacun ne pense qu'à son salaire. Aucune de nos autorités ne pense aux citoyens. S'ils avaient pensé à nous, nous ne serions pas dans cet état, dans cette situation. »<sup>859</sup>

La mauvaise organisation des secours, voire leur inexistence dans certains cas, se traduit par la déception envers les autorités et l'État. En se lamentant sur ses conditions, une victime ajoute : « Ce n'est pas notre État, mais ce sont les États étrangers qui nous aident. »<sup>860</sup> Les victimes, sensibilisées à la question des inégalités régionales, peuvent y voir une discrimination systématique. Le témoignage d'un journaliste de *Cumhuriyet* en est une illustration assez intéressante. Ce journaliste transmet les propos des citoyens qui sont originaires de la zone touchée par le séisme et qui attendent, à l'aéroport d'Istanbul, que la compagnie nationale aérienne leur réserve un vol spécial à destination de Van. D'après le

---

<sup>858</sup> OTYAM Fikret, « Başkent Notları : Hocanın Cennet Vaadi, Cehennem Tehdidi », *Cumhuriyet*, 27 novembre 1976, p.1 et 9. Dans son article, Otyam réagit principalement par rapport au directeur de la *Direction des affaires religieuses* qui a affirmé que le séisme « faisait partie du destin ».

<sup>859</sup> BEKIROĞLU Faruk, « Deprem Bölgelerinden İzlenimler », *Cumhuriyet*, 28 novembre 1976, p.7.

<sup>860</sup> MORTAN Kenan, « Bir Deprem Ardından », *Cumhuriyet*, 15 décembre 1976, p.9.

reporter, les responsables de *THY* ne sont pas très motivés pour annuler le programme habituel des vols. La tension monte de plus en plus, et les proches de victimes affirment haut et fort aux journalistes : « *THY* peut faire décoller un avion spécial quand *Türkan Şoray* est malade, mais pas quand nous en avons besoin. Nous avons toujours été des citoyens de seconde zone, voyez-vous ? » ; « *TRT* se moque de nous. On a joué des chansons et des airs populaires à la radio et à la télévision jusqu'au matin. C'est quoi notre faute ? Etre des citoyens de l'Est ? »<sup>861</sup> Les journalistes de *Hürriyet* qui visitent un village éloigné près de la frontière iranienne recueillent aussi des propos similaires. Après avoir dit n'avoir reçu aucune aide, un paysan demande : « Nous ne sommes pas des citoyens turcs ? Est-ce que notre faute est d'habiter sur un versant de montagne près de la frontière ? De se trouver à 60 km de distance de *Çaldıran* ? »<sup>862</sup>

Peut-être convient-il de reprendre les propos du Premier ministre Demirel que nous avons cités ci-dessus : « ... pousser le débat sur l'acheminement de l'aide jusqu'à tel niveau d'absurdité et tenter de toucher à la sensibilité de certains, est inacceptable. »<sup>863</sup> Nous pouvons alors en déduire que les « certaines personnes » en question, susceptibles d'être sensibles au débat sur l'inefficacité des secours, sont les citoyens vivant dans l'est de la Turquie. Il est possible que Demirel, conscient de la situation dans la zone de séisme, craigne une réaction de la part des citoyens de la zone, sinon une réaction de la part de l'opinion publique turque au sens large. Autrement dit, « un séisme politique » comme l'affirme Seha Meray : « Le séisme, si destructeur, si meurtrier ne secoue même pas [...] la conscience de certains hommes politiques. Pourtant, notre peuple qui comprend de mieux en mieux les réalités chaque jour, destituera ceux-là par un séisme politique qu'il engendrera aux premières élections. »<sup>864</sup>

---

<sup>861</sup> *Türkan Şoray* est une des actrices connues du cinéma populaire turc. Nous comprenons alors que la victime en question fait allusion à un événement récent : lors du tournage d'un film en milieu rural, l'actrice a eu besoin d'être hospitalisée à la suite d'un accident. *Turkish Airlines* affrète alors un vol spécial. MORTAN, Kenan, « Van'da Yakınları Kaybedenler Yeşilköy'de Saatlerce Uçak Savaşımı Yaptılar », *Cumhuriyet*, 26 novembre 1976, p.1 et 9.

<sup>862</sup> « Ulaşılamayan Köylere Ekibimiz Girdi », *Hürriyet*, 30 novembre 1976, p.16.

<sup>863</sup> MERAY, Seha, « Sürekli Deprem ! », *Cumhuriyet*, 21 décembre 1976, p.2.

<sup>864</sup> Ibid.

## ***Section 6. Horasan 1983 : la stabilité « manu militari »***

---

Les années 70 ont été des années de tourmente pour la société turque qui s'est trouvée prise dans un cycle de crises politiques, avec finalement une grande crise économique, qui ont ouvert la voie à l'intervention de l'armée. Le coup d'État du 12 septembre 1980 a annoncé la fin d'une période d'instabilité tout en épargnant à la Turquie une éventuelle guerre civile. Il a également permis aux militaires de mettre en œuvre leur projet social, modelé selon leur vision. Le grand séisme qui a suivi celui de Çaldıran est survenu à Horasan, le 30 octobre 1983, donc sous le régime militaire. Néanmoins, avant d'étudier ce tremblement de terre, il faut parler de l'évolution du contexte de 1976 à 1983. Nous nous attarderons sur trois faits : la dégradation de la situation économique, la violence politique et la paralysie du système politique.

La Turquie s'est trouvée dans une grande crise économique, voire une dépression, en 1977. Il est très important d'en comprendre les causes et les conséquences afin d'analyser la crise sociopolitique qui y est étroitement liée. Nous avons vu qu'en 1962, la Turquie a opté pour la « substitution des importations » afin d'assurer la croissance en stimulant le développement du secteur industriel. Vers la fin des années 1970 les objectifs économiques sont dans une certaine mesure atteints : selon Zürcher, « après un démarrage hésitant [...], l'économie a connu un essor en 1962, et de 1963 à 1976 le taux de croissance économique annuelle a été de 6,9 % en moyenne. »<sup>865</sup> Mais la stratégie suivie depuis 1962 a créé une industrie d'assemblage dépendant des biens de production, de la technologie et du savoir-faire provenant de l'étranger : « De manière générale, l'industrialisation par la substitution des importations a pris la forme de *joint-venture* (de partenariats), dans lesquels la compagnie étrangère apportait le savoir-faire technologique (et les licences nécessaires) et dans la plupart du temps les composants et la matière première (partiellement). Le partenaire turc assurait le capital (partiellement), la main d'œuvre, le système de distribution et, chose aussi importante, le réseau d'influence. [...] Grâce à l'orientation vers l'intérieur [de la production] et les restrictions d'importation, il ne pouvait être question de concurrence entre les compagnies étrangères et leurs partenaires turcs. Sous cet arrangement 'bénéfique', les industries qui n'auraient jamais pu être

---

<sup>865</sup> ZÜRCHER, p.279.

capables d'affronter la concurrence sur un marché mondial ouvert, ont fait des profits considérables sur le marché local. »<sup>866</sup>

Donc, contrairement aux projections, les industries d'assemblage ne laissent pas de place à une « véritable » industrie « nationale », capable d'innover, de concevoir et de fabriquer des produits originaux (on estimait également que cette transformation allait générer la création d'autres industries et de filiales destinées à assurer les matériaux et produire les biens de production pour les industries manufacturières), compétitive sur le plan international. Il en résulte une économie encore plus dépendante des importations<sup>867</sup>, contrairement à l'objectif visé, et le déficit entre les importations et les exportations ne cesse de creuser, tout comme le déficit budgétaire de l'État. Le rythme de croissance élevé est maintenu alors par « l'injection de ressources extérieures dans l'économie » comme le souligne Boratav, c'est-à-dire à l'aide des crédits et des aides économiques étrangers.<sup>868</sup>

Ce schéma aurait normalement dû prendre fin avec le choc pétrolier de 1973. L'augmentation du prix du pétrole affecte gravement la Turquie qui, au cours des années 60, avait développé une dépendance aux produits pétrochimiques surtout en ce qui concerne la production d'électricité.<sup>869</sup> L'opération militaire à Chypre (1974) est un autre facteur aggravant la situation, aussi bien par son coût initial que par le fardeau que constitue le soutien économique accordé aux Chypriotes turcs par la suite.<sup>870</sup>

Mais la crise de 1977 aurait quand même pu être vécue moins durement si « des mesures rationnelles avaient été prises en 1974-1975. »<sup>871</sup> Au contraire, on a tenté de réagir à la récession économique mondiale due au choc pétrolier en essayant de maintenir le rythme de croissance. La crise « attendue » frappe alors en 1977, tardivement mais beaucoup plus fortement lorsque ces politiques sont devenues impossibles à suivre, faute de ressources.

Le gouvernement d'Ecevit qui arrive au pouvoir en janvier 1978 cherche à surmonter la crise sans signer un accord de *stand-by* avec le FMI, condition requise pour accéder aux nouveaux crédits du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OCDE. Il essaye d'établir un contrôle sur les prix d'un certain nombre de biens.<sup>872</sup> Par conséquent, ces

---

<sup>866</sup> Ibid.

<sup>867</sup> BORATAV, Korkut, « İktisat Tarihi », dans AKŞİN, op.cit., p. 355.

<sup>868</sup> BORATAV, op.cit., p.356.

<sup>869</sup> KALAYCIOĞLU, op.cit., p.115.

<sup>870</sup> AHMAD, op.cit., p.146.

<sup>871</sup> BORATAV, op.cit., p.368 ; Keyder, p.255.

<sup>872</sup> KEYDER, op.cit., p.258.

derniers (notamment ceux qui ne peuvent plus être produits en quantités suffisantes à cause des problèmes d'approvisionnement en énergie ou en biens de production) font l'objet du marché noir. Les citoyens font la queue devant les magasins pour avoir des ampoules, du gaz, de la margarine et d'autres biens de consommation courante. Toutes sortes de contrebandes et de trafics illégaux s'amplifient tandis que les rayons demeurent vides. L'inflation devient un problème grave, le niveau général des prix augmente de 53 % en 1978 et de 64 % en 1979. Mais la prise de mesures plus radicales revient au gouvernement du Parti de Justice qui arrive au pouvoir en novembre 1979. Le 24 janvier 1980 une série de décisions concernant l'économie est annoncée, marquant en réalité un changement de vision très important qui met fin au modèle de croissance en vigueur depuis le début des années 1960. « Les décisions du 24 janvier », comme on les appelle en Turquie, prévoient la libéralisation et l'ouverture sur le monde – graduelle mais rapide – de l'économie turque. Depuis près de vingt ans, c'est une économie mixte où l'État joue le rôle de décideur et (dans une certaine mesure) d'acteur principal grâce au poids des banques publiques, des entreprises publiques et d'autres dispositifs qui lui permettent de réguler le marché.<sup>873</sup> Ce train de réformes, dont l'objectif est de passer à l'économie de marché, permet également l'obtention de nouveaux crédits auprès des bailleurs de fonds internationaux. Le changement de cap opéré par le gouvernement de Demirel se heurte à la résistance grandissante des travailleurs au cours de l'année 1980. « L'activité continue des syndicats, surtout celle du DISK, a rendu impossible l'application des réformes [...] Les membres du DISK ont occupé un certain nombre d'usines entre janvier et avril, et des grèves ont eu lieu partout, généralement accompagnées de conflits avec la police ou l'armée. »<sup>874</sup>

Nous verrons que la personne à l'origine de ces réformes, un certain bureaucrate nommé Turgut Özal, futur Premier ministre, pourra les mettre en œuvre plus tard, après le coup d'État du 12 septembre 1980. Mais, tout d'abord, quelle est la situation politique du pays à la fin des années 1970 ? Les affrontements entre les groupes de gauche et de droite, les attaques systématiques contre les « cibles » désignées et les campagnes d'intimidation continuent pratiquement sans cesse tout au long des années 1970. La violence s'accroît nettement après 1975, année où le Parti d'Action Nationaliste (d'extrême droite) accède

---

<sup>873</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.356. Les mesures incluaient une dévaluation importante de la livre turque (30 %) par rapport au dollar américain et une augmentation considérable du prix des biens afin de limiter la consommation. L'objectif était de « créer une nouvelle économie basée sur l'exportation plutôt que sur la consommation interne ». Dans AHMAD, op.cit., p.147.

<sup>874</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.282.

pour la première fois au pouvoir en faisant partie du premier gouvernement de « Front Nationaliste ». L'infiltration de l'administration, surtout de la police, par les « fidèles » de ce parti de 1975 à 1977 permet aux militants d'opérer dans une impunité quasi totale.<sup>875</sup> Quant à la gauche turque, nous pouvons dire qu'elle « ne s'est pas complètement remise » du choc du coup d'État du 12 mars 1971 et de la répression orchestrée par le régime pro-militaire qui l'a suivi. Les clivages qui marquaient la gauche déjà avant 1971 donnent naissance à plusieurs groupes, fractions, groupuscules légaux et illégaux, qui « combattent » les uns contre les autres aussi bien que contre la droite et l'extrême droite. En réprimant et marginalisant leurs futurs fondateurs, le régime du 12 mars a probablement été à l'origine de certains de ces groupes.

Le coût en vies humaines d'une telle situation est très élevé : jusqu'en 1975, les assassinats se sont limités à quelques dizaines par an, mais par la suite le nombre de meurtres augmente de façon très importante : 108 en 1976, 315 en 1977, 1 095 en 1978, 1 362 en 1979, 2 206 en 1980 (dans les huit premiers mois seulement, sachant que l'armée a pris le pouvoir le 12 septembre 1980).<sup>876</sup> Outre les militants qui s'affrontent, plusieurs personnalités publiques (surtout des intellectuels) et des « quidams » sont victimes de la terreur.<sup>877</sup> Comme Zürcher le souligne, « ce qui rendait l'extrémisme politique aussi extraordinairement violent en Turquie était le fait qu'il se superposait avec une culture traditionnelle dans laquelle l'honneur [...] ainsi que la vendetta jouent un rôle prédominant. Des connotations politiques ont été données aux conflits traditionnels. Les lignes de démarcation culturelles, ethniques, religieuses et politiques dont certaines étaient considérées comme « effacées par la République », reviennent sur le devant de la scène, et sont même plus fortes : droite/gauche, alévite/sunnite, kurde/turc, laïc/religieux...<sup>878</sup> Ces

---

<sup>875</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.276. L'ouvrage **İtiraf: Eski Ülkücü MHP'yi Anlatıyor** concernant les aveux d'Ömer Tanlak, ancien militant d'extrême droite est intéressant dans la mesure où il montre à quel point ces militants pouvaient agir librement (Aydınlık Yayınları, Istanbul, 1997). Il faut noter que les militants d'extrême droite bénéficient également d'un dispositif de « contre-guérilla » mis en place dans tous les pays de l'OTAN. Voir la note 228 ci-dessus.

<sup>876</sup> KUYAS Ahmet (sous dir.), **Tarih**, Tüsiad, Istanbul, 2002, p.316.

<sup>877</sup> Par exemple, Bedrettin Cömert (universitaire), Necdet Bulut (universitaire), Ümit Doğanay (universitaire), Orhan Cavit Tütengil (universitaire), Abdi Ipekçi (journaliste), İlhan Darendelioğlu (journaliste), Ümit Kaftancıoğlu (journaliste), Gün Sazak (ex-ministre du Parti d'action Nationaliste), Nihat Erim (ex-Premier ministre), Abdurrahman Köksaloğlu (député d'Istanbul du Parti Républicain), Kemal Türkler (syndicaliste). Dans Cemal KOÇAK, op.cit., p.280

<sup>878</sup> Kazancıgil parle d'un « pacte républicain » s'assimilant à l'État et d'un « pacte démocratique s'assimilant à la société » qui coexistent sur la scène politique turque. En simplifiant, nous pouvons voir le premier comme une élite jacobine, modernisatrice, étatiste et le deuxième comme une élite attachée aux valeurs traditionnelles, économiquement libérale et mal à l'aise par rapport à l'intervention de l'État dans les divers aspects de la vie. D'après Kazancıgil, à partir de la fin des années 60, les oppositions et les crises entre les deux pactes se sont déroulés selon deux lignes de clivage : « la première, celle de toujours,



divisions (qui se doublaient de subdivisions aussi) sont d'une visibilité étonnante au niveau symbolique (même les cafés de rue étaient déclarés comme appartenant à des groupes précis) et elles affectent tous les groupes sociaux, toutes les institutions publiques ou privées. Cela rend d'ailleurs particulièrement difficile la lutte contre les auteurs de la violence politique. Un des cas les plus connus est celui de la police dont les membres peuvent choisir entre deux associations professionnelles, l'une de gauche (*Pol-Der*), l'autre de droite (*Pol-Bir*).<sup>879</sup> Par ailleurs, des villes, des bourgades, des villages sont identifiés selon l'idéologie politique dominante. Surtout dans les grandes villes, des quartiers et même des rues sont déclarés comme « libérés » par des groupes politiques.<sup>880</sup> L'exemple le plus extrême (mais illustratif) est probablement la proclamation de la « République soviétique de *Fatsa* », par le maire de cette bourgade rattachée à Ordu sur la côte de la Mer Noire.<sup>881</sup> Notons par ailleurs que la fin des années 1970 donne également naissance au mouvement irrédentiste kurde armé, néo-marxiste à l'exemple d'autres groupes d'extrême gauche.<sup>882</sup>

Face à la violence politique, les gouvernements successifs n'ont pas plus de succès qu'ils n'en ont face à la crise économique. En effet, la Turquie souffre des gouvernements de coalition fragiles lors d'une décennie particulièrement problématique, à la fois sur le plan national et international.

L'incapacité des élites politiques turques à arriver à un consensus (pas uniquement dans le cadre de la rivalité Parti de Justice – Parti Républicain mais au sein même des partenaires de coalition) a ralenti, voire miné les processus de prise de décision, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques lors d'une période particulièrement tumultueuse. Comme cela a été le cas lors de l'élection présidentielle, le système politique s'est même parfois vu totalement paralysé : de mars 1979 jusqu'en septembre 1980, l'Assemblée Nationale ne peut pas élire le nouveau Président de la République qui succédera à Fahri Korutürk, même après 110 sessions.

---

de type culturel et identitaire, opposait les forces laïques, essentiellement les élites étatiques et les classes moyennes urbaines, aux traditionalistes islamiques ; la seconde, de caractère socioéconomique, opposait la classe capitaliste et la classe ouvrière. Cette seconde ligne de fracture était nouvelle, elle correspondait à l'industrialisation et à l'urbanisation d'une société devenue plus inégalitaire ». KAZANCIGIL, art.cit., p.141.

<sup>879</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.114 ; voir les mémoires d'un ancien membre de *POL-DER* aussi : ÖNER, Sıtkı, *Halkın Polisi - Pol-Der Anıları*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003.

<sup>880</sup> « Durant la « période de la violence des années 70, par exemple, imposer sa propre visibilité impliquait le contrôle total d'un espace donné, souvent à l'échelle du quartier ou d'un chef-lieu de province, et l'interdiction d'exprimer toute autre appartenance que la sienne ». BOZARSLAN, Hamit, « Structures de pouvoir, coercition et violence », dans VANER, op.cit., p.240.

<sup>881</sup> ZÜRCHER, op.cit. p.277.

<sup>882</sup> Ibid

L'armée turque n'est pas indifférente à la situation qui devient de plus en plus grave : la violence politique fait une vingtaine de morts par jour dans la première moitié de l'année 1980, malgré l'État d'urgence déclaré dans plusieurs départements. Le 27 décembre 1979, dans une lettre adressée au Président de la République Fahri Korutürk, le chef d'État-major prétend « affirmer le point de vue des forces armées ». Il souligne le danger imminent de guerre civile et il demande aux politiques de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer la paix et la stabilité. Mais, d'après les termes d'Emre Kongar, « personne [aucun leader politique] n'accepte d'être son destinataire ». <sup>883</sup> Reprenons l'expression de William Hale : « Ce qui est surprenant dans le coup d'État de 1980 n'est pas le fait qu'il soit survenu, mais le fait qu'on ait attendu si longtemps pour le faire, et que les hommes politiques aient fait si peu de choses pour l'éviter. » <sup>884</sup> En 1979, une intervention de l'armée se profile donc à l'horizon.

Comment interpréter cette crise de la fin des années 1970 qui a amené la Turquie au stade de guerre civile et qui a ouvert la voie à une intervention de l'armée ? Après tout, comme le souligne, Keyder, ce pays « semblait, au début des années 1960, capable de suivre la même évolution que des pays comme la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, cap mis sur l'Europe. » <sup>885</sup> A notre avis, il faut prendre en compte trois principaux facteurs qui sont la fragilité du tissu social, la jeunesse (relative) de la démocratie turque et l'effondrement du modèle économique. Premièrement, notons que le niveau de polarisation politique et de violence atteint montre à quel point la cohésion sociale demeure faible bien que plus d'un demi-siècle se soit écoulé depuis la fondation de la République. Des clivages idéologiques, aussi bien que des clivages plus anciens (ou « traditionnels ») qu'ils dissimulent dans certains cas sont capables de pousser les individus à un sectarisme extrême.

Deuxièmement, il est possible de parler de la « jeunesse » de la démocratie turque, au sens où les acteurs ont toujours, comme nous pouvons le constater, du mal à admettre les règles de « l'enjeu démocratique ». Visiblement, ceux qui opèrent dans la légalité (les partis politiques) considèrent la démocratie comme un régime permettant à celui qui obtient la majorité aux élections d'agir selon sa volonté.

Il faut enfin évoquer la fin du modèle économique comme catalyseur de la crise politique.

---

<sup>883</sup> KONGAR, *ibid.*, p.189-190.

<sup>884</sup> William Hale cité par Andrew Mango dans **The Turks Today**, John Murray, Londres, 2004, p.80.

<sup>885</sup> KEYDER, *op.cit.* p.293.

Le matin du 12 septembre 1980, Kenan Evren, chef de l'État-major, déclare donc que les « forces armées turques ont pris le contrôle du pays au nom de la nation turque, d'après la mission *de protection de la nation et de la République* prononcée dans la loi relative au service interne... ». Dans son discours, il accuse ceux « qui ont paralysé l'État avec toutes ses institutions et ses organes (...), ceux qui ont produit des idéologies perverses au lieu du Kémalisme et divisé ainsi la société en les propageant systématiquement (...), les partis politiques qui ont été incapables d'aboutir à un consensus, de prendre les mesures nécessaires contre les groupes irrédentistes et destructeurs et d'assurer la stabilité (...) ».<sup>886</sup> Evren fait ainsi allusion à la période d'instabilité politique et au contexte de quasi guerre civile dans lequel le pays se trouvait depuis 1975.

Parallèlement, le coup d'État n'engendre pas une réaction importante dans le camp des « alliés » de la Turquie, notamment au sein des pays membres de l'OTAN qui craignaient la possibilité d'une guerre civile dans ce « poste avancé situé à la frontière soviétique ».<sup>887</sup> Dans la mesure où il était fait pour arrêter la violence politique et la terreur, le coup d'État est même justifié : l'armée confisque quelque 7 000 mitrailleuses, 48 000 fusils, 640 000 pistolets et 26 lance-roquettes dans les jours suivants le 12 septembre. Mais si l'ordre est restauré, c'est bien entendu par « des mesures draconiennes : 180 000 personnes sont arrêtées, 42 000 sont condamnées à différentes peines de prison, 25 seront exécutées... »<sup>888</sup>

De septembre 1980 jusqu'en novembre 1983, le régime militaire (le *Conseil de Sécurité Nationale* composé de quatre commandants des forces armées et du chef d'État-major avec un gouvernement dit de « technocrates » dirigé par un ancien amiral naval) entreprend une série d'actions qui montrent que l'objectif des militaires est tant de mettre en œuvre un « projet social » que d'arrêter la terreur. Les commandants considèrent les partis politiques, leurs dirigeants, leurs cadres comme responsables de l'extrême

---

<sup>886</sup> KONGAR, Emre, « 21. Yüzyılda Türkiye », Remzi Kitabevi, Istanbul, 1998, p.190. Selon Ali Kazancıgil, « La junte militaire se pose en accusatrice de tous les secteurs et institutions du pays, hormis l'armée et la classe capitaliste... » voir KAZANCIGIL Ali, « L'État, figure centrale de la modernité turque », dans VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Editions Fayard, Paris, 2005, p.142.

<sup>887</sup> Le régime militaire a signé une série de traités de « défense et sécurité » avec les États-Unis en 1981 dont certaines clauses demeurent toujours secrètes. Comme la Constitution était suspendue à l'époque, ces traités n'ont jamais été vus et ratifiés par l'Assemblée Nationale. Voir aussi KONGAR, *ibid.*, p.197 où l'auteur critique les pays européens pour n'avoir pas exclu la Turquie du Conseil Européen à la suite du coup d'État. La Turquie a gardé son statut lors du régime militaire alors qu'une des conditions indiscutables pour être membre du Conseil était d'être un pays démocratique.

<sup>888</sup> MANGO, **The Turks Today**, John Murray, Londres, 2004, p.81. Les chiffres concernant les armes à feu confisquées et les arrestations peuvent faire l'objet de variations mineures selon la source. Par exemple, Kazancıgil parle de 30 000 procès et de 25 000 personnes condamnées à de lourdes peines de prison. (KAZANCIGIL, *art.cit.*, p.143.)

polarisation politique. Les partis politiques sont donc dissous. Selon la perspective du *Conseil de sécurité nationale*, la dépolitisation de la société est nécessaire pour éviter toute possibilité de violence politique et d'instabilité dans le futur. Bien entendu, les institutions « civiles » et/ou « autonomes » par rapport à l'État sont les cibles principales de cette dépolitisation. Les syndicats, les universités, les associations, la presse font l'objet d'un traitement similaire de la part du régime militaire qui « redéfinit le centre politique, élargit son champ d'action et augmente son pouvoir »<sup>889</sup> par le biais d'une « législation musclée ». La plupart des syndicats et des associations sont dissous. Un grand nombre d'universitaires sont expulsés des facultés.<sup>890</sup> La presse est soumise à un contrôle très sévère.

Une idéologie, visant à remplir le vide laissé par les tendances politiques interdites et à assurer la cohésion sociale autour d'une seule et unique identité, est déjà élaborée : « la synthèse turco-islamique » devient « l'idéologie officielle » de l'État sous le régime militaire. Elaborée par « le Foyer des intellectuels », un *think-tank* conservateur des années 70, elle propose l'identité turque-sunnite comme pilier de la société. Les généraux parlent de rendre le Kémalisme de nouveau dominant, mais cette fois-ci il s'agit d'un « Kémalisme » symbolique mâtiné d'islam sunnite et de valeurs dites « traditionnelles ». En effet, ils considèrent la religion comme l'essence de la culture, mais aussi du contrôle de la société, donc de l'autorité. Ils prévoient une société croyante (mais non-extrémiste), disciplinée et obéissant à un État autoritaire.<sup>891</sup> « La gauche dans son ensemble subit une

---

<sup>889</sup> ERDOĞAN-TOSUN, Gülgün, **Devlet-Sivil Toplum İlişkisi**, Alfa, Istanbul, 2001, p.301.

<sup>890</sup> KONGAR, *ibid.*, pp. 539-541. Etant convaincu que les universités et les cadres universitaires étaient partiellement responsables de la situation politique des années 1970, le régime militaire a cherché à « discipliner » ces établissements en créant une institution « autonome », chargée de l'administration générale de l'enseignement universitaire en Turquie : *YÖK*. Désormais, l'enseignement supérieur serait régi comme l'enseignement secondaire. Les universités n'auraient plus aucune autonomie, les présidents (*rektör*) et les doyens (*doçent*) seraient nommés au lieu d'être élus par les membres de l'université. Tous les programmes universitaires seraient élaborés par *YÖK*, ainsi « l'uniformité » serait assurée. Parallèlement, le régime a réalisé « la plus grande purge d'universitaires dans l'histoire de la Turquie » selon les termes de l'auteur, en se servant d'un article de la loi 1402 relative à l'état d'urgence. C'est pourquoi les 1 255 universitaires expulsés ou forcés à démissionner à cette époque ont été nommés « les 1402 ». Pour combler le manque généré par le départ des 1402, *YÖK* a eu recours à « un processus de promotion accéléré » : un grand nombre d'universitaires dont « la loyauté au régime n'était pas mise en doute » ont eu une promotion qu'ils n'auraient pu avoir dans d'autres circonstances. Les 1402 ont pu réintégrer leurs établissements après 1987. Mais l'enseignement supérieur en Turquie « resterait mutilé à jamais » comme le souligne Kongar. Voir aussi POULTON, *ibid.*, p.223.

<sup>891</sup> POULTON, Hugh, **Silindir Şapka Bozkurt ve Hilal**, Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1999, pp.218-224. D'après Poulton, les militaires croyaient que la jeunesse se tournait vers les extrêmes idéologiques par absence d'enseignement religieux. En conséquence, ils ont mis en œuvre un programme de « turco-islamisation. » Les cours sur la religion (il faut lire l'islam) et la morale ont été intégrés dans les programmes scolaires en tant que cours obligatoires. L'histoire de l'islam a été intégrée dans les programmes d'histoire, avec un accent mis sur les « contributions des Turcs à la civilisation islamique » et la « compatibilité » entre la culture turque et cette religion. De même, le nombre de mosquées a augmenté (de 54 667 en 1984 à 62 947 en 1988), tout comme le nombre de personnel religieux (84 712 personnes en 1989 contre 50 765 en 1979) et le nombre de séminaires coraniques (155 403 en 1989 contre 68 486 séminaristes en 1979). Questionné sur le

répression féroce, qui l'anéantit pour très longtemps. Trente ans plus tard, elle ne s'en est toujours pas complètement relevée. »<sup>892</sup>

La nouvelle constitution et un certain nombre de lois importantes comme la loi relative aux partis politiques sont élaborées dans ces conditions, sans véritable recours au consensus social. En partant de l'idée que la Constitution de 1961 accordait trop de libertés aux citoyens et affaiblissait l'État et l'exécutif, le « conseil constitutionnel » élabore un texte qui augmente considérablement le pouvoir et la marge de manœuvre de l'État face au citoyen. Le souci principal est de « discipliner la société et de rendre le pays gouvernable ». Quant à la réalisation de ce « projet social », le régime militaire se voit attribuer la tutelle de la société pour garantir son succès. Le projet de constitution est « soumis à l'approbation de la société » par un référendum où voter « oui » signifie en même temps approuver Kenan Evren comme nouveau Président de la République. Probablement pour pouvoir sortir du régime militaire le plus vite possible (et parce que dire « non » pouvait être risqué sachant que le processus de vote était sous contrôle), 92 % de ceux qui ont voté ont dit « oui » à la Constitution de 1982. Ainsi, la vision et « les pratiques du régime militaire sont codifiées » par ce texte qui ne fait l'objet d'aucun débat public.<sup>893</sup>

Le premier et le seul grand séisme des années 80 survient à la fin du régime militaire, le 30 octobre 1983 à 7 heures du matin. C'est un tremblement de terre de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter qui frappe les départements d'Erzurum et de Kars, à l'est de la Turquie. Les bourgades de Horasan, Narman, Pasinler et Sarıkamış avec leurs villages et hameaux sont les lieux les plus affectés. La situation est particulièrement grave à Horasan et aux alentours : certains villages, comme Muratbağı, Kızlarkale, Gerek, Çamlıkale sont « rayés de la carte ».<sup>894</sup> *Hürriyet*, nous fait savoir que « 33 villages sont entièrement détruits et 11 sont inhabitables », d'après l'information transmise par les autorités militaires.<sup>895</sup> Comme cela a été le cas avec les séismes précédents survenus dans cette région, la topographie et les conditions météorologiques constituent des facteurs

---

sujet, 26 ans après le coup d'État, Evren disait « Il ne peut pas y avoir de société (nation) sans religion. Il y a des athées dans le monde, mais pas de société sans religion. Cela n'a même pas été possible en Russie sous le communisme. [...] Nous avons le droit d'apprendre les préceptes de la religion [Islam]. C'est pourquoi nous avons rendu les cours sur la religion *obligatoires*. Dans EYÜBOĞLU, Ali, « Idamları Imzaların Ellerim Hiç Titremedi », *Milliyet*, 3 mars 2006, p.8.

<sup>892</sup> KAZANCIGIL, art.cit., p.143.

<sup>893</sup> Ibid. p.67. Toute tentative de débattre du projet de Constitution fut interdite par le régime militaire avant le référendum.

<sup>894</sup> SOM, Deniz, « Yerini Altından Bir Yaşındaki Yavrumun Sesi Gelir Ama Kazma Yok, Kürek Yok », *Cumhuriyet*, 4 novembre 1983, p.1.

<sup>895</sup> « Toprakta Çıkarıp Toprağa Veriyorlar », *Hürriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 13.

aggravant le bilan du séisme en ralentissant les équipes de secours et en affaiblissant davantage les survivants. Après les pluies intenses, il neigeait et les températures avaient déjà baissé jusqu'à 3° C dans la nuit.<sup>896</sup> Les méthodes de construction traditionnelles (en argile ou en pierre) sont identifiées comme la principale cause des pertes en vies humaines. Le séisme de Horasan fait 1 155 morts et 1 142 blessés, et ruine 3 241 bâtiments au total. Plus d'un millier des morts sont originaires des villages de Horasan.<sup>897</sup>

La couverture médiatique de l'évènement est assez différente par rapport aux catastrophes précédentes. À la lecture des quotidiens, trois faits attirent notre attention : en premier lieu, tout semble être « sous contrôle ». Nous ne voyons presque pas d'éléments qui nous permettraient de parler d'une mauvaise organisation des secours, d'une incapacité des autorités à gérer les opérations ou bien de l'insuffisance de l'aide. Au contraire, les articles laissent entendre que même si sa vitesse opérationnelle varie selon le lieu, le dispositif post-catastrophe est en fonction, il est omniprésent dans la zone. En deuxième lieu, il y a très peu d'acteurs qui s'expriment à propos du séisme, sauf les autorités. Nous avons vu qu'après les grands séismes précédents, de nombreuses organisations, les partis politiques, les associations, les syndicats, les chambres professionnelles ont fait des déclarations à l'occasion de la catastrophe. Ainsi, ils ont pu prendre une position critique par rapport aux gouvernements, à l'administration ou aux autres groupes ayant une vision politique différente. Ils ont pu également réanimer un certain nombre de débats, comme celui sur la disparité entre l'est et l'ouest de la Turquie. Dans le contexte de régime militaire, nous n'entendons « naturellement » pas ces organisations dont une bonne partie est dissoute. Par conséquent, cette fois le séisme est plus un évènement « physique » que « politique ». Cela ne veut pas dire que les discours politiques manquent, il y en a toujours comme nous le verrons ci-dessous. En troisième lieu, l'État est le seul acteur de l'aide et du secours (à part les populations locales) à la différence des tremblements de terre du passé récent où des volontaires, souvent mobilisés dans le cadre des organisations « civiles », sont intervenus sur le terrain. D'autre part, soulignons que le terme « État » a visiblement plus une connotation militaire que civile : à ce moment-là l'administration publique est soumise à la hiérarchie militaire, les autorités « civiles » sont aussi beaucoup moins présentes dans les récits.

Ceci est bien entendu lié au contexte politique : depuis le 12 septembre 1980, donc pratiquement depuis trois ans, la Turquie est dirigée par les militaires. Même si la nouvelle

---

<sup>896</sup> Ibid.

<sup>897</sup> « Doğunun Bahtsız Çocukları », *Hürriyet*, 2 novembre 1983, p.1 et 13.

Constitution est en vigueur et les premières élections législatives sont proches (6 novembre), l'ancien Chef d'État-major est actuellement Président, le « gouvernement » en place est un gouvernement de « technocrates » dirigé par un amiral en retraite, l'état d'urgence est toujours en vigueur sur l'ensemble du territoire national (il sera graduellement levé à partir de 1984 pour la plupart des départements mais restera en vigueur jusqu'en 1987 pour certains). Bref, l'État porte encore un uniforme et cette « symbiose », même temporaire, entre la hiérarchie civile et la hiérarchie militaire se fait sentir dans tous les aspects de l'intervention post-séisme.

Ayant tous les pouvoirs, le dispositif militaire s'impose et gère les opérations de façon propre aux forces armées. La presse ne fait pas allusion, par exemple, aux tensions ou bien au manque de coordination entre différentes institutions, devenues « classiques » dans le contexte turc. Bien entendu, il n'est pas possible d'avoir des informations « fiables » sur l'efficacité des interventions car le « climat politique » n'est pas favorable à la liberté d'expression. Par conséquent nous ne pouvons pas savoir s'il s'agit d'une autocensure ou non de la part des journalistes ou des rédacteurs. Néanmoins, nous avons des raisons de croire que ce n'est probablement pas le cas, parce que d'autres problèmes liés au séisme de Horasan font bel et bien l'objet de critiques (exprimées peut-être de manière plus « diplomatique » comparé au passé). Mais avant d'en parler, essayons de comprendre d'abord comment le régime militaire traite le tremblement de terre.

Après le séisme, les autorités (militaires ou « ex-militaires convertis en civils ») reprennent certains discours que nous qualifions de « classiques » : « Personne ne restera sans nourriture et sans abri » ; « L'État pansera les plaies ». <sup>898</sup> La différence est qu'ils donnent en même temps des messages concernant l'importance de l'unité nationale, « l'ordre » qui règne dans le pays, les capacités des forces armées et surtout les liens (supposés « cordiaux ») entre le peuple et « son armée ». Lors de sa visite compassionnelle dans la zone de catastrophe, le Président Evren dit : « Ce qui est important est de rester ensemble, de maintenir la fraternité. L'État fait tout ce qui est possible pour panser ces plaies. » <sup>899</sup> Et il ajoute : « Les vivres et le matériel que possèdent les forces armées seront distribués au peuple. Parce que ce qui appartient aux forces armées appartient [en réalité] à vous. » <sup>900</sup> Ces paroles sont conformes au discours officiel du régime militaire concernant les causes qui ont poussé les forces armées à prendre le pouvoir. Comme souligné dans le

---

<sup>898</sup> « Topraktan Çıkarıp Toprağa Veriyoruz », *Hürriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 13.

<sup>899</sup> CAN, Kadir et alii, « Ölü Sayısı 1226'ya Çıktı », *Cumhuriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 6.

<sup>900</sup> « Devlet Yarayı Sarıyor », *Hürriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 13.

préambule de la nouvelle Constitution, l'objectif était « d'arrêter la lutte fratricide ». Le séisme est une occasion pour rappeler à la société que ce qui est important est de ne jamais revenir en arrière, aux « jours d'anarchie ». *Si les Turcs ne sont plus victimes de la violence politique, c'est grâce à l'armée qui, d'ailleurs, est une armée populaire toujours au service du peuple, comme cela s'est vu dans ce moment de catastrophe.* Autrement dit, nous pouvons y voir la légitimation du coup d'État et la mise en garde de la société contre l'éventuel « risque d'anarchie » si l'armée n'était pas là. Nous pouvons imaginer que trois ans après le coup d'État (et la répression qui l'a suivi), le régime militaire a plus de difficultés qu'au début pour assurer sa légitimité, et que la catastrophe devient une occasion en ce sens.

Notons d'ailleurs que cette visite est très illustrative pour comprendre le contexte : Evren arrive dans la région par un avion de l'armée de l'air, accompagné par le Premier ministre Ulusu et d'autres ministres. Il est accueilli par les commandants de l'armée plutôt comme un Chef d'État-major que comme Président. On lui fait un *briefing* au centre opérationnel du 9<sup>e</sup> corps d'armée où il se rend : « Tout est sous notre contrôle dans la zone » lui affirme le commandant de cette armée. Il est impossible de savoir si c'est vraiment le cas, mais tout semble avoir été organisé selon les « manières » militaires. Visiblement, sa présence éclipse celle d'Ulusu qui, selon la Constitution turque, est en effet le chef de l'exécutif. Mais dans le contexte de 1983, il semble que les grades militaires (même anciens) devancent les titres civils (sans oublier, bien sûr, que Kenan Evren est en même temps à la tête du *Conseil de Sécurité Nationale*).

Si l'un des objectifs des officiers est d'aider les victimes, l'autre objectif est de faire la preuve des capacités de l'armée. « L'État prouvera qu'il existe, dans chaque village. L'ordre sera assuré partout »<sup>901</sup> annonce le commandant de la 3<sup>e</sup> armée aux journalistes. Nous pouvons nous permettre d'interpréter ces propos comme une autre façon de faire allusion à « l'incapacité des gouvernements précédents » voire des « civils » tout court ; sachant que les séismes passés ont été surtout marqués par le cas des villages laissés pour compte. Cette fois-ci, c'est donc l'armée qui « tient les rênes » et « les choses se passeront autrement ». Nous pouvons mieux saisir le sens des propos repris ci-dessus en se rappelant que « redonner son prestige perdu à l'État » est un des objectifs avancés par le régime militaire. La catastrophe constitue sans aucun doute un moment propice pour chercher à le réaliser.

---

<sup>901</sup> « Topraktan Çıkarıp Toprağa Veriyorlar », *Hürriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 13.



Il convient de dire que comme nous l'avons déjà souligné, les secours semblent être mieux organisés après le séisme d'Horasan par rapport au passé. Nous ne constatons pas un désordre comparable à ceux que nous avons vu lors des séismes précédents : la gestion des travaux est centralisée à Erzurum, au commandement du 9<sup>e</sup> corps d'armée. Un « centre opérationnel de catastrophe » dirige trois autres centres similaires localisés à Horasan, Narman, Sarıkamış.<sup>902</sup> Les journalistes sont systématiquement informés sur la situation, par le département « des relations publiques de la presse » du même commandement, qui est également chargé de l'état d'urgence dans les départements d'Erzurum, Ağrı et Artvin.<sup>903</sup> Donc le flux même d'information est sous contrôle, pour empêcher plusieurs responsables de faire des déclarations différentes (voire conflictuelles) sur le même sujet. Par exemple, 36 heures après le séisme, les autorités militaires sont capables de communiquer les statistiques concernant les victimes, de manière détaillée.<sup>904</sup>

Cependant, la presse – tout en faisant état du dispositif de secours mis en place – fait également des remarques sur certains dysfonctionnements, comme par exemple le retard accusé par les équipes de secours dans certains endroits. Interrogés par Deniz Som, de *Cumhuriyet*, les habitants d'un village se plaignant par exemple de l'insuffisance des secours et du mauvais traitement du chef de village par le sous-préfet, auquel il avait demandé du matériel pour les victimes. Ce qui est intéressant, c'est que le chef de village en question tente de joindre les autorités militaires pour résoudre ce problème qu'il a eu avec les autorités « civiles ».<sup>905</sup> Le même journaliste nous fait savoir que pendant les deux premiers jours suivant le tremblement de terre, les secours sont dirigés plutôt vers les villages de Narman, au lieu de Horasan où l'ampleur des dégâts est beaucoup plus grande.<sup>906</sup> Toujours dans *Cumhuriyet*, Hasan Uysal souligne l'inexistence d'un dispositif de sauvetage spécialisé en Turquie, de manière critique : « Si la Turquie est économiquement incapable de démolir ou renforcer, renouveler ces maisons qui ne sont même pas conformes à la dignité humaine, elle est au moins obligée de créer une organisation de sauvetage et de premier secours qui interviendra après les tremblements de terre qui continuent, de temps en temps, à rayer de la carte les régions sismiques du pays

---

<sup>902</sup> « Devlet Yarayı Sarıyor », *Hürriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 13.

<sup>903</sup> « Topraktan Çıkarıp Toprağa Veriyorlar », *Hürriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 13.

<sup>904</sup> CAN, Kadir et alii., « Ölü Sayısı 1226'ya Çıktı », *Cumhuriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 6.

<sup>905</sup> SOM, Deniz, « Yerin Altından Bir Yaşındaki Yavrumun Sesi Gelir Ama Kazma Yok, Kürek Yok », *Cumhuriyet*, 4 novembre 1983, p.1 et 9.

<sup>906</sup> Ibid.

une par une. »<sup>907</sup> D'après Uysal, « les journalistes sont arrivés les premiers dans un grand nombre de villages, [...] un certain nombre de véhicules réservés aux travaux de secours sont tombés en panne tandis que beaucoup d'autres ont accusé du retard à cause des formalités bureaucratiques. » Il précise également que le sauvetage et le déblaiement des décombres se font de manière aléatoire, souvent à l'aide de machines lourdes qui tuent les victimes en dessous. Selon le journaliste, l'absence de spécialistes et de matériel spécialisés, comme les chiens de recherche, cause une perte de temps et d'énergie importante, tout en mettant en doute l'efficacité du travail fait.<sup>908</sup>

Les critiques de la presse ne sont pas limitées à l'aide post-catastrophe. Malgré le fait que la liberté d'expression soit limitée, des analyses critiques, assez « politiques » pour le contexte, sont également faites. Citons Ilhan Selçuk, qui se pose un certain nombre de questions critiques dans sa rubrique, partant du tremblement de terre pour arriver à une analyse sociopolitique : « C'est le moment de réfléchir : pourquoi une maladie qui est éradiquée en Amérique, en Angleterre, est susceptible de tuer des milliers d'enfants en Anatolie ? Pourquoi le nombre de victimes d'accidents dans les mines de charbon est beaucoup plus bas en France que chez nous ? Pourquoi un séisme qui n'aurait fait aucun mort au Japon tue des centaines de personnes à Erzurum ? Nous, nous savons bien pleurer après les décès, mais nous nous mettons en colère contre ceux qui posent ce genre de questions. [...] C'est [effectivement] ce type de questions qui rend visible l'inégalité des revenus ; c'est à partir de ces questions que nous nous rendons compte de la vie du citoyen qui travaille dans les mines sans aucune sécurité ; c'est ce type de questions qui nous poussent à voir les bébés qui meurent de l'épidémie de rougeole. [...] Des questions comme celles-ci doivent être posées sans arrêt, pendant 20 ans, 25 ans, si nécessaire 30 ans, même si elles sont gênantes. Deux citoyens qui habitent dans une région sismique, l'un vivant dans un immeuble en béton, l'autre dans une maison en pierre, sont-ils égaux devant la nature ? »<sup>909</sup>

Après avoir cité l'article 10 de la Constitution de 1982 concernant l'égalité entre les citoyens, Selçuk ajoute : « Malheureusement nous constatons avec amertume, à chaque tremblement de terre, que ceux qui sont égaux devant la loi ne le sont pas devant le séisme. L'inégalité entre l'est et l'ouest de l'Anatolie devient visible à chaque tremblement de terre. [...] Il serait sans aucun doute possible d'assurer la sécurité d'un grand nombre de

---

<sup>907</sup> UYSAL, Hasan, « Hiç Olmazsa Bu Deprem Bizlere Ders Olsun », *Cumhuriyet*, 5 novembre 1983, p.7.

<sup>908</sup> Ibid.

<sup>909</sup> SELÇUK, Ilhan, « Doğa ve İnsan », *Cumhuriyet*, 2 novembre 1983, p.2.

citoyens des régions de l'Est avec l'argent que nous gaspillons pour démolir les bâtiments encore neufs à l'ouest afin d'en construire de plus grands. Au lieu de déclarer la guerre contre les intellectuels qui parlent de l'égalité et de la justice sociale, n'aurions-nous pas pu la déclarer contre l'offensive sismique de la nature ? N'aurions-nous pas pu sauver le nationalisme du cadre de la littérature pour aller, grâce à cette [véritable] conscience nationale, jusqu'au citoyen qui vit dans le coin le plus reculé du pays ? Nous aurions pu le faire. »<sup>910</sup> Nous avons déjà vu ce questionnement sur l'inégalité régionale et sociale à l'occasion d'autres séismes. Ce qui nous paraît plus intéressant est le fait que Selçuk accuse implicitement ceux qui ont réprimé l'intelligentsia turque (de gauche, bien entendu) dont il fait partie et qui porte ces problèmes sur la scène politique.<sup>911</sup> Questionner les inégalités ou les disparités revient finalement à questionner les politiques publiques s'y rapportant et ceux qui en sont responsables, donc les hommes politiques et les bureaucrates. Ces derniers cherchent alors à éviter la mise en cause de la façon dont ils gouvernent le pays, en se servant d'un nationalisme formel.

Un autre discours est celui que nous pouvons qualifier de « rationnel / technique » qui souligne la nécessité de respecter les normes parasismiques. C'est un élément que nous avons retenu dans l'article de Selçuk aussi. Mais au contraire de ce dernier, d'autres auteurs ne poussent pas leur analyse pour finalement questionner les véritables causes des conditions précaires dans lesquelles vivent les populations des régions pauvres. On se contente de répéter que « mourir par le tremblement de terre n'est pas une fatalité »<sup>912</sup> et qu'il est effectivement possible de se protéger contre le risque sismique en construisant des bâtiments conformes aux normes du génie. Cette conformité, comme nous l'avons vu dans le passé aussi, est souvent assimilée à l'utilisation du béton comme matériau de base de la construction (d'autres options comme l'acier ou le bois ne sont souvent même pas mentionnées). Le Président Evren fait partie de ceux qui affirment que la perte en vies humaines est considérable parce que « les citoyens ne renoncent pas aux vieilles habitudes. »<sup>913</sup>, tout en rappelant que le choix de l'habitat dépend des traditions, aussi

---

<sup>910</sup> Ibid.

<sup>911</sup> Selçuk fait également allusion au régime pro-militaire de 1971-1973 dont il a été personnellement victime. Plus tard, il a publié le récit de son interrogatoire dans un ouvrage considéré maintenant comme un des documents « classiques » concernant cette période de « *McCarthyisme* ». (**Ziverbey Köşkü**, Çağdaş Yayınları, İstanbul, 1987).

<sup>912</sup> PULUR, Hasan, « Hayır, Bu Kader Değil ! », *Hürriyet*, 2 novembre 1983, p.5.

<sup>913</sup> CAN, Kadir et alii., « Ölü Sayısı 1226'ya Çıktı », *Cumhuriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 6.

bien que des possibilités matérielles et financières d'un citoyen.<sup>914</sup> Une des victimes, à qui un journaliste demande pourquoi il n'avait pas une maison en béton, semble presque réagir aux propos d'Evren : « Et qui nous donnera le béton, monsieur ? » [afin de laisser entendre qu'il n'a pas le pouvoir économique pour l'acheter].<sup>915</sup> Ainsi, « le citoyen », la victime de la catastrophe elle-même, se trouve accusé pour « avoir ignoré ou délibérément violé les normes de construction ». Par contre, le lien entre le sous-développement et la vulnérabilité au risque sismique est rarement établi.

En continuité avec ce discours, une autre critique de niveau « général » concerne la façon dont le risque sismique a été pris en compte par les autorités (politiques ou publiques) au cours des dernières décennies. En général, ce sont les scientifiques ou les responsables des chambres professionnelles qui prennent la parole à cette occasion. Ils soulignent « le non-respect des normes de construction, l'absence (ou le laxisme) du contrôle technique<sup>916</sup>, le fait qu'une grande partie de la population du pays soit soumise au risque<sup>917</sup>, l'insuffisance des moyens consacrés à la recherche et à la mitigation<sup>918</sup>, comparée à la reconstruction (jugée souvent inefficace) ». <sup>919</sup> D'ailleurs, nous apprenons qu'en 1983, 350 000 familles, victimes de diverses catastrophes naturelles, sont toujours en attente de la construction d'un logement définitif par l'État. Parmi elles sont comptées les 100 000 victimes de séismes survenus depuis 1966 (Varto), pour lesquelles l'État est censé construire 57 000 logements au total.<sup>920</sup> *Cumhuriyet* affirme que depuis 1939 (Erzincan) « les termes [utilisés] ont changé mais les bâtiments n'ont pas changé » : « Le séisme d'Erzincan n'était plus d'actualité au bout de 14 jours, celui de Varto de 11 jours, celui de Van [Çaldıran] au bout de 15 jours. On a parlé 'd'un type de logement parasismique' après chaque séisme ; néanmoins, on en est resté là. »<sup>921</sup> Toujours dans *Cumhuriyet*, les experts du ministère de l'Équipement attirent l'attention sur les zones sismiques à haute

---

<sup>914</sup> UYSAL, Hasan, « 2 Bin Hane Ev Vardı Şimdi 399 Kaldı », *Cumhuriyet*, 3 novembre 1983, p.1 et 11. D'après Uysal qui transmet les données du ministère de l'Équipement, le coût par m<sup>2</sup> d'un bâtiment en béton armé est 5 fois plus élevé que celui pour un bâtiment en pierre traditionnel.

<sup>915</sup> ÇETIN, Celalettin, « Neden En Çok Çocuklar Öldü ? », *Hürriyet*, 5 novembre 1983, p.1 et 13.

<sup>916</sup> « Omuz Atılsa Yıkılacak Duvarlar Depreme Dayanır Mı ? », *Cumhuriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 2.

<sup>917</sup> « Sanayi Merkezlerinde Büyük Deprem Olmaması İyi Tesadüf », *Cumhuriyet*, 2 novembre 1983, p.1.

<sup>918</sup> « Türkiye'de 2600 Jeoloji Mühendisinden 500'ü İşsiz », *Cumhuriyet*, 2 novembre 1983, p.8.

<sup>919</sup> UYSAL Hasan, « Hiç Olmazsa Bu Deprem Bizlere Ders Olsun », *Cumhuriyet*, 5 novembre 1983, p.7.

<sup>920</sup> ÖZYILDIRIM, Cemil, « Deprem Türkiye'de Yılda 1000 Can Alıyor », *Hürriyet (supplément Pazar Kelebek)*, 6 novembre 1983, p.4.

<sup>921</sup> « 'Zelzeleye Mukavim İnşaat', 'Depreme Dayanıklı Yapı Oldu' », *Cumhuriyet*, 1 novembre 1983, p.2. On fait allusion à la « révolution linguistique » qui a eu lieu en Turquie : y compris dans les textes juridiques, beaucoup de termes dérivés de l'arabe ou du persan ont été remplacés par de nouveaux termes « purement turcs » (souvent des néologismes).

concentration de population. D'après un rapport du *Bureau de recherches sur le séisme* du ministère, 88 % des centres industriels de la Turquie se trouvent dans des zones sismiques : « Le fait qu'un grand tremblement de terre n'est pas survenu dans les 50 dernières années dans des départements comme Bursa, Istanbul, Izmir, Kocaeli, où les investissements industriels importants sont concentrés est une chance [pour la Turquie]. Dans ces régions qui ont été témoins de grands séismes dans un passé [relativement] récent, un tremblement de terre majeur pourra causer des pertes économiques considérables en endommageant ces industries, ce qui engendrera des crises économiques affectant l'ensemble du pays. »<sup>922</sup> Rappelons que nous avons vu paraître dans la presse un avertissement similaire à la suite du séisme de Çaldıran. Nous pouvons dire alors que le risque pour ces zones industrialisées est clairement identifié et annoncé depuis au moins la fin des années 70.

Revenons à la situation dans la zone de catastrophe. En plus des opérations conduites dans la région, plusieurs campagnes de dons voient le jour au profit des victimes du séisme, à la fois en Turquie et dans les pays étrangers (souvent ceux qui ont une population d'immigrés turcs).<sup>923</sup> Comme cela a été le cas dans le passé, la collecte est généralement faite par les préfetures de chaque département et par des banques nationales qui ouvrent des comptes spécialement dans ce but. Le thème « d'unité nationale » est souligné encore une fois à cette occasion, comment nous pouvons le lire à travers les titres des journaux : « Nous pansons les plaies de la nation entière ». <sup>924</sup> C'est une mobilisation à laquelle participent les citoyens aussi bien que les entreprises, qui voient en échange leur nom publié dans la presse.<sup>925</sup> Il faut mentionner l'aide étrangère qui est de quantité importante. Au-delà des raisons humanitaires, les intérêts politiques et économiques y jouent certainement. La « Révolution iranienne » et l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979 ont de nouveau accru l'importance stratégique de la Turquie pour le bloc occidental.<sup>926</sup> C'est une période de réchauffement des relations avec l'Europe notamment, qui étaient tendues depuis l'opération turque à Chypre en 1974. Il ne faut pas oublier que le régime militaire de 1980-1983 est un défenseur de la coopération avec les États-Unis et les

---

<sup>922</sup> « Sanayi Merkezlerinde Büyük Deprem Olmaması İyi Tesadüf », *Cumhuriyet*, 2 novembre 1983, p.1.

<sup>923</sup> « Yardım Yağmuru », *Hürriyet*, p.1 et 15.

<sup>924</sup> « Yarayı Milletçe Sarıyoruz », *Hürriyet*, 2 novembre 1983, p.5.

<sup>925</sup> « Depremzedeler Yardım İçin Seferberlik Başladı », *Cumhuriyet*, 1 novembre 1983, p.1 et 6 ; « Yardım Seferberliği Sürüyor », *Cumhuriyet*, 2 novembre 1983, p.8 ; « Yardımlar Artarak Sürüyor – Bankalar 500 Milyon Lira Bağışladı », *Cumhuriyet*, 3 novembre 1983, p.11 ; « Yardımlar Çığ Gibi Büyüyor », *Hürriyet*, 3 novembre 1983, p.1 et 19 ; « İstanbul'dan Toplanan Yardım 118 Milyonu Aştı », *Hürriyet*, 3 novembre 1983, p.1 et 19 ; KORKMAZ, Mehmet, « Yardım Yağıyor », *Milliyet*, 5 novembre 1983, p.13

<sup>926</sup> TANÖR, Bülent, « Siyasal Tarih », dans AKŞIN Sina (sous dir.), **Yakınçağ Türkiye Tarihi**, Milliyet Yayınları, Istanbul, 2004, pp. 108-109 et AHMAD Feroz, op.cit., pp. 145-146.

pays de l'OTAN qui, en retour, le soutiennent puisque leur priorité est avant tout la stabilité en Turquie, non pas la démocratie. Au moment du séisme, c'est le montant de la prochaine aide militaire des États-Unis qui fait l'objet des débats.<sup>927</sup> Il n'est pas surprenant alors de voir l'ambassadeur des États-Unis visiter la zone de catastrophe en personne pour organiser l'aide américaine. En peu de temps, un « pont aérien » entre en fonction pour amener du matériel aux victimes de séisme.<sup>928</sup> D'autres pays, comme l'Australie, la Bulgarie, la Corée du sud, l'Iran, le Pakistan, la Suisse, la Tunisie et les organisations internationales comme l'OMS, la FAO, l'UNICEF, le WFP apportent de l'aide matérielle ou font des donations.<sup>929</sup> Certains, comme la Suisse, envoient des équipes spécialisées en sauvetage ou en médecine d'urgence. D'après la presse turque, le peuple grec est également très concerné par la catastrophe survenue en Turquie. « Un grand nombre de Grecs contactent les missions diplomatiques de la Turquie » pour s'informer et/ou envoyer de l'aide aux victimes du séisme.<sup>930</sup> La Grèce vient de rejoindre récemment l'OTAN qu'elle avait quittée à la suite de la crise chypriote. Le régime militaire en Turquie a décidé de ne pas voter contre cette ré-adhésion dans le but d'améliorer les relations bilatérales avec ce pays. Néanmoins, les problèmes (le statut de Chypre, la souveraineté sur l'espace aérien et maritime en Mer Egée, le désarmement des îles grecques, la situation de la minorité turque en Grèce) demeurent et la tension monte davantage sous le gouvernement de Papandhréou après 1981. D'ailleurs, une semaine après le séisme de Horasan, « l'État fédéré turc de Chypre » s'autoproclame « République turque du Chypre du Nord » face à l'impasse diplomatique (15 novembre 1983).

Le séisme de Horasan sort rapidement de l'actualité pour laisser la place aux premières élections législatives « libres » après le coup d'État du 12 septembre 1980. Dès le 6 novembre, le jour du vote, la situation des victimes du séisme occupe très peu de place dans la presse, focalisée sur la « victoire surprise » survenue lors des élections.

---

<sup>927</sup> « Amerikan Yardımı Şimdi de Şubata Kaldı », *Hürriyet*, 4 novembre 1983, p.1 et 15 ; KIŞLALI Mehmet Ali, « Amerika Düş Kırıklığı Yaratırsa » (sous la rubrique « Ankara'dan »), *Hürriyet*, 4 novembre 1983, p.1 et 15 ; YALÇIN Nilüfer, « F-16'la İçin Antlaşma Aralıkta İmzalanıyor », *Milliyet*, 4 novembre 1983, p.2

<sup>928</sup> SOM Deniz, « Yardımlar 33 Bin Kişi İçin », *Cumhuriyet*, 3 novembre 1983, p.1 et 11 ; « Amerika'dan 6 Uçak Dolusu Yardım Geliyor », *Hürriyet*, 3 novembre 1983, p.19.

<sup>929</sup> GÜLTEKİN Mehmet et UYSAL Hasan, « Depremzedeler İçin İki Seçenek Var : Ya Göç, Ya Çadır », *Cumhuriyet*, 4 novembre 1983, p.1 et 9.

<sup>930</sup> BERBERAKIS Stelyo, « Yunanistan'da Erzurum Depremi İçin Yardım Kampanyası Büyük İlgi Gördü », *Cumhuriyet*, 3 novembre 1983, p.1 et 11.

## ***Section 7. Erzincan 1992 : sortie tumultueuse du contexte post-12 septembre***

---

Les premières élections législatives ont lieu le 6 novembre 1983. Contrairement à l'attente du nouveau président et du Conseil de sécurité, les militaires représentés par deux partis (un pour canaliser les votes de la gauche, l'autre ceux de la droite) sont vaincus par un ingénieur pragmatique qui affirme « avoir réuni toutes les tendances dans son jeune parti ». Il s'appelle Turgut Özal et il n'est pas « l'homme du hasard »<sup>931</sup>. Ce technocrate issu de *l'Organisation de planification d'État (DPT)* est la personne à l'origine des « mesures économiques du 24 janvier 1980 », qui avaient causé une vague d'agitation sociale en Turquie, notamment au sein des syndicats. Comme nous l'avons vu, les mesures du 24 janvier visaient une libéralisation rapide de l'économie et, tout en la réalisant, l'obtention du soutien des organismes créditeurs internationaux comme le FMI. Par contre, elles étaient tellement « radicales » pour l'époque que, comme Mango l'affirme, « seule la suspension de la démocratie parlementaire pourrait assurer la mise en œuvre de telles mesures qui se traduiraient par une baisse considérable du niveau de vie ».<sup>932</sup> Voir les défenseurs de la libéralisation économique derrière le coup d'État serait certes très exagéré mais, visiblement, le patronat turc a bien accueilli l'intervention de l'armée. D'après Kazancıgil, la junte « aurait mis en œuvre des politiques économiques répondant aux demandes du capitalisme turc [...] le régime militaire parachevant le travail d'affaiblissement de la gauche et des syndicats et celui de révision à la baisse de la législation du travail, que le patronat turc considérait comme des obstacles au développement d'une économie de marché compétitive. »<sup>933</sup>

---

<sup>931</sup> Selon Jean Marcou, Özal est « l'homme d'Etat turc peut-être le plus important depuis Atatürk » qui « s'est attaqué à la plupart des tabous entretenus par l'Etat depuis la fondation de la République ». Il a été également le premier Président qui, membre de la secte *Nakşibendi*, a clamé sa foi. Les efforts d'Özal ont permis aux sectes religieuses de se manifester à partir des années 1980. Voir MARCOU, Jean, « La laïcité en Turquie : une vieille idée moderne », *Confluences méditerranéennes*, n° 33 (printemps 2000), p.70

<sup>932</sup> MANGO, *ibid.*, p.79.

<sup>933</sup> KAZANCIGIL, *art.cit.* p.143. Voir aussi ERDOĞAN-TOSUN, *op.cit.*, p.302. Les rapports entre le régime militaire et le patronat étaient loin d'être problématiques. Par exemple l'Association des industriels et des hommes d'affaires de la Turquie (*TÜSIAD*) ne fut pas dissoute, au contraire elle a été « reconnue d'utilité publique » dans une période où toutes les associations étaient interdites. D'autres organisations patronales ont pu également poursuivre leur existence (*TOB, TISK...*) tandis que tous les syndicats étaient interdits.

Özal se voit chargé de l'économie sous le régime militaire qui apprécie sa vulgarisation des questions économiques. Par conséquent il peut continuer ses réformes en tant que vice-Premier ministre jusqu'aux élections de 1983, et comme Premier ministre ensuite. Son parti *ANAP* (Parti de la Mère-Patrie) obtient 45 % des voix, mais il est difficile d'y voir toutes les tendances politiques comme il l'affirmait. En tout cas la gauche, considérée comme la menace principale par les généraux et donc exclue le plus possible de la scène politique, n'y est pas représentée. ANAP est en effet composé des cadres de centre-droite, d'extrême droite et des islamistes. D'ailleurs, ce mélange hétérogène correspond bien à l'idée de synthèse turco-islamique.<sup>934</sup> Mais au moment des élections, ANAP n'a pas de concurrent : les partis militaires sont relativement peu soutenus par la société, les anciens partis sont interdits, quant aux nouveaux qui ont été fondés après 1982, ils sont bloqués par le régime militaire. D'après Kongar, l'essentiel du pouvoir d'Özal (1983-1987) consiste en « la prolongation du 12 septembre sous une forme civile ».

Si Özal met en œuvre une politique de transformation, il la limite au domaine économique. ANAP consolide sa position politique en obtenant une grande victoire aux élections municipales de 1984, et gouverne le pays « tout seul » jusqu'en 1987. Mais ni Özal, ni ses compagnons ne cherchent vraiment à en profiter pour libéraliser le pays au niveau politique et sortir du contexte de coup d'État. Au contraire, ils cherchent à contrer toute opposition par la législation ou par des décrets-lois dans les cas où il est impossible de légiférer. Une loi sur la compétence de la police et une autre sur les « publications nuisibles » voient le jour à cette époque. Notons le bilan des gouvernements d'ANAP à ce sujet, à titre d'exemple : de 1983 à 1989, près de 3 000 journalistes, écrivains et traducteurs sont conduits devant la justice, 500 organes de presse sont saisis, 13 journaux font l'objet de 303 procès. Au total, les journalistes turcs accumulent 2 000 ans de peine de prison.<sup>935</sup> Apparemment, Özal a une vision particulière du droit et il ne voit pas d'inconvénient à s'en passer. Pour lui, la priorité est la libéralisation économique et tous les moyens sont légitimes pour la réaliser. Une de ses célèbres expressions est : « Cela ne fait rien si, exceptionnellement, on viole la Constitution ».<sup>936</sup>

Même s'il est critiqué pour être peu soucieux des libertés fondamentales, Özal est considéré comme efficace en matière d'économie, du moins pendant les quatre premières

---

<sup>934</sup> D'après Kongar, lorsque Özal affirmait « réunir quatre tendances politiques dans son parti », il voulait plutôt affirmer que « les autres partis politiques étaient inutiles » car ANAP pouvait représenter l'ensemble de la gamme politique comme un monopole. KONGAR, *ibid.*, p.219.

<sup>935</sup> KONGAR, *ibid.*, p.221.

<sup>936</sup> MANGO, *ibid.*, p.85.



années de son pouvoir : une croissance économique de 7 % par an (en moyenne), l'augmentation du volume du commerce extérieur (10 milliards de dollars d'exportation en 1987 contre 3 milliards en 1980), le renouvellement des infrastructures comme le réseau téléphonique, les routes, etc.<sup>937</sup> Ce changement s'accompagne d'un changement au niveau des mentalités aussi : l'initiative économique personnelle, l'investissement privé sont de plus en plus valorisés. L'ouverture au monde, symbolisée par l'encouragement de l'apprentissage des langues étrangères, l'obtention des diplômes à l'étranger et même le savoir-faire informatique, devient une qualité très importante. Dans le contexte turc, on affirme souvent que cette époque a aussi provoqué une « érosion des valeurs », en créant un nouveau type d'individu pour lequel la richesse matérielle était le repère primordial, rendant ainsi légitimes tous les moyens pour l'acquérir.<sup>938</sup> On affirme également que les pratiques de corruption (qui touchaient même la famille du Premier ministre) et l'absence d'éthique, caractéristiques de l'époque, sont devenues systématiques dans les deux décennies suivant le coup d'État.<sup>939</sup> La Turquie voit un groupe proche d'ANAP s'enrichir considérablement, souvent grâce aux détournements de fonds publics. En effet, Özal est encore critiqué pour « avoir établi le capitalisme sans installer l'éthique protestante ». C'est, d'après les termes de Kazancıgil, « une période de stabilité politique, d'élargissement du pacte démocratique, de croissance industrielle et d'intégration de l'économie dans le système capitaliste mondial, mais aussi d'aggravation des inégalités sociales. »<sup>940</sup>

En 1987, les leaders politiques « bannis » par le régime militaire reviennent dans la vie politique grâce à un référendum. Lors des législatives de 1987, ANAP n'est plus « seul ». Malgré une modification de la loi relative aux élections en sa faveur peu avant les élections, il doit partager les sièges avec le Parti Social-démocrate Populaire (SHP) d'Erdal İnönü et le Parti de la Juste Voie (DYP), le nouveau parti de Süleyman Demirel (droite libérale). C'est quand même un partage déséquilibré : ANAP détient 65 % des sièges avec 36 % des voix (plus tard, ce système de suffrage « modifié » se retournera contre ANAP). À partir de 1987, les politiques économiques commencent à montrer leurs limites : l'inflation augmente, de même que la dette publique extérieure et intérieure. Dans les années suivantes, ces deux questions constitueront un « cycle infernal » pour la Turquie. C'est le coût d'une libéralisation « à tout prix », financée par l'endettement et sans

---

<sup>937</sup> MANGO, *ibid.*

<sup>938</sup> KONGAR, *ibid.*, p.220.

<sup>939</sup> MANGO, *ibid.*, p.87.

<sup>940</sup> KAZANCIGIL, *art.cit.*, p.144.

discipline fiscale.<sup>941</sup> ANAP essuie alors un revers sévère lors des élections municipales de 1989, où SHP gagne un grand nombre de municipalités, y compris les trois grandes villes du pays (Istanbul, Ankara, Izmir). Mais la perte de popularité d'ANAP et l'opposition de SHP et DYP n'empêchent pas Özal de se présenter comme candidat à la Présidence. À la fin du mandat de Kenan Evren, il est élu lors d'une séance de l'Assemblée nationale à laquelle les députés de l'opposition ne participent pas en signe de protestation (octobre 1989). Il essayera désormais de contrôler son parti à travers un « homme de confiance » à qui il « confie » le poste de Premier ministre et la direction d'ANAP.

Après son accession à *Çankaya*<sup>942</sup>, Özal essaye d'adopter une approche pragmatique et ambitieuse face aux changements du contexte international, en premier lieu le démembrement de l'URSS. Il avait déjà milité pour l'adhésion à l'Union Européenne et déposé la candidature de la Turquie en 1985, mais la Commission l'avait refusé en 1987 pour diverses raisons, entre autres les problèmes relatifs aux droits de l'homme et à la démocratisation. Après la chute du mur de Berlin, il affirme voir une opportunité importante dans l'ouverture aux nouveaux pays indépendants de l'Asie centrale, les pays dits « turcophones ». Son « néo-pantouranisme »<sup>943</sup> prévoit un partenariat économique, culturel mais aussi politique entre les pays de l'Asie centrale et la Turquie. Un certain nombre de projets de coopération voient le jour à cette époque mais la dynamique du « turkisme » ou « touranisme » n'a pas survécu pour la simple raison que « c'était le nationalisme qui dominait en Asie centrale et non pas le panturkisme ».<sup>944</sup> Soulignons qu'il est difficile de qualifier la politique d'Asie centrale de la Turquie de systématique et

---

<sup>941</sup> AKAGÜL, Deniz, « L'économie turque au tournant de l'an 2000 », *Géopolitique*, No 69 (Avril 2000), p. 93. En 1987, la dette publique représentait 67,5 % du PIB qui était au niveau de 86 milliards de dollars américains. La dette extérieure avait atteint 40,2 milliards de dollars. Le taux d'inflation était de 38,9 %. (ibid., pp.94-95).

<sup>942</sup> Çankaya est le quartier d'Ankara où se trouvent la résidence et le bureau du Président de la République, nommé d'après la colline qui porte le même nom.

<sup>943</sup> Pantouranisme ou panturkisme : courant politique dont l'idéal est l'union de tous les peuples turcs (il faut lire turcophones) pour constituer un grand pays, le *touran*. En bref, nous pouvons dire que ce courant est apparu vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle plutôt en réaction aux nationalismes émergents (grec, serbe, bulgare etc.) au sein de l'Empire ottoman. Marginalisé après la Première Guerre mondiale, le pantouranisme a fait un bref retour lors de la Deuxième Guerre mondiale. Mais les pantouranistes, qui étaient pro-allemands, ont été éliminés par le gouvernement dès que la défaite allemande est devenue visible. Néanmoins, le contexte de Guerre Froide l'a ressuscité dans les années 60 : les pantouranistes se sont légitimés par « la lutte contre la menace rouge » (la Turquie étant à la frontière soviétique). Plus tard, ils ont formé le noyau de l'extrême droite turque. Voir POULTON, ibid., p.169.

<sup>944</sup> ROY, Olivier (sour dir.), *La Turquie Aujourd'hui*, Universalis (collection *Le tour du sujet*), Paris, 2004, p.23.

cohérente.<sup>945</sup> Mais l'utopie d'une zone d'influence turque « de l'Adriatique jusqu'à la Mer de Chine » a marqué les esprits turcs et y est demeurée jusqu'à aujourd'hui.

La guerre du Golfe (1990-1991) donne à Özal une deuxième occasion pour tenter une politique étrangère ambitieuse : il désire l'engagement militaire de la Turquie aux côtés des alliés contre l'Irak, prétendant que les bénéfices d'une telle action seraient « largement supérieurs aux coûts ». « Trois contre un » dit-il. Il est alors sévèrement critiqué pour mettre en danger non seulement la sécurité nationale (l'Irak détient des missiles capables d'atteindre les grandes villes de la Turquie, et peut-être un arsenal chimique) mais aussi pour bouleverser la politique traditionnelle de la Turquie au Moyen-Orient. Quelles que soient les raisons, un engagement auprès des alliés pouvait créer une tension entre la Turquie et les pays musulmans, notamment avec les pays arabes. Le chef d'État-major de l'époque démissionne à la suite d'une discussion lors de laquelle il accuse le Président de « jouer selon un scénario rédigé par les autres [les États-Unis] ». Mais la pression de l'opposition ainsi que celle de l'armée obligent finalement Özal à limiter la participation turque au respect des décisions des Nations Unies.<sup>946</sup>

Sous la présidence d'Özal, des changements importants surviennent sur le plan national aussi. Les élections législatives de 1991 montrent clairement que l'ANAP a perdu une grande partie de son électorat, malgré son nouveau président Mesut Yılmaz (qui fera peu après la rupture avec Özal). Le DYP de Süleyman Demirel remporte 27 % des voix, ANAP 24 % et le parti social-démocrate d'Erdal İnönü, le SHP, 20,8 % (en même temps, le Parti Démocratique de gauche de Bülent Ecevit et le Parti de Prospérité de Necmettin Erbakan dépassent le seuil de 10 % des suffrages à atteindre. Ainsi les anciens leaders et leurs cadres d'avant 1980 sont tous revenus sur la scène). Demirel, qui préfère former une coalition avec İnönü plutôt qu'avec Yılmaz, opte pour une coalition centre-droit/social-démocrate. Le nouveau gouvernement a un certain nombre de problèmes sur l'agenda comme le taux d'inflation qui a atteint 66 % en 1991. Cependant, deux questions politiques qui ont atteint un stade critique depuis le milieu des années 80 nécessitent des mesures

---

<sup>945</sup> VANER, Semih, « Les relations extérieures. Constance dans la quête de sécurité et d'intégration », dans VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Editions Fayard, Paris, 2005, p.520.

<sup>946</sup> Les pertes économiques de la Turquie causées par la Guerre du Golfe constituent encore un sujet de débat. L'Irak était le deuxième marché d'exportation le plus important pour la Turquie. Avec son soutien aux alliés, elle a définitivement perdu ce marché. Par ailleurs, dès le début de la guerre, la Turquie a bloqué l'oléoduc de *Kirkouk-Yumurtalik*, dont elle se servait pour exporter le pétrole irakien. Cette fermeture a eu bien entendu un coût important pour l'économie turque. La Turquie a bénéficié de 4 milliards de dollars d'aides et de crédits, ce qui était insuffisant pour compenser ces pertes. Voir MANGO, *ibid.*, pp.90-91.

immédiates et efficaces : la première est l'irrédentisme kurde, la seconde est l'intégrisme religieux.<sup>947</sup>

Lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, les deux leaders du gouvernement de coalition S. Demirel et E. İnönü ont critiqué sévèrement ANAP pour le bilan de ses 8 ans de gouvernement : « En 1991, la Turquie se trouve au 66<sup>e</sup> rang en matière de développement de la démocratie et des droits de l'homme selon les critères de l'ONU. (...) Économiquement, elle est le pays le plus pauvre de l'OCDE avec le plus grand nombre de chômeurs et le coût de la vie le plus élevé (...) (en 1991, la vie est 70 fois plus chère qu'en 1981). Elle fait partie des dix premiers pays du monde en matière d'inégalités de la répartition de la richesse (...). Le taux d'inflation annuel se situe au niveau de 70 %. L'administration publique subit une grave dégradation (...). La corruption atteint une ampleur menaçante pour la société (...). »<sup>948</sup> La situation se présente donc ainsi, lorsque le premier grand séisme de la décennie survient et frappe une ville de l'Est : Erzincan, presque complètement anéantie déjà en 1939 par un autre séisme

Le séisme majeur qui secoue la ville d'Erzincan survient le soir du 13 mars 1992, à 19h18. Les secousses durent pendant près de 20 secondes, mais cette courte durée suffit pour causer des dégâts importants au centre ville d'Erzincan, aussi bien qu'aux alentours. Selon le calendrier islamique, c'est le mois du Ramadan et beaucoup d'hommes se trouvent dans les mosquées pour la prière de l'après-dîner.<sup>949</sup> Un certain nombre d'entre eux trouvent la mort dans les mosquées de fortune établies au rez-de-chaussée des centres commerciaux. Plusieurs bâtiments publics, comme l'un de deux hôpitaux principaux de la ville, la résidence étudiante du lycée professionnel médical, l'hôtel de police (partiellement), les logements du ministère de la Justice, les logements de la police et de la municipalité se sont effondrés.<sup>950</sup>

Immédiatement après le tremblement de terre, Erzincan perd le contact avec le reste de du pays (d'après *Hürriyet*, pendant trois heures).<sup>951</sup> Le courant est coupé, le réseau téléphonique ne fonctionne plus. L'absence d'électricité a des conséquences dramatiques

---

<sup>947</sup> Voir les annexes pour un résumé de ces deux dossiers.

<sup>948</sup> KONGAR, *ibid.*, p.228.

<sup>949</sup> « Herşey 15 Saniyede Olup Bitti », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.16.

<sup>950</sup> « Depremden Korkunç Bilanço », *Hürriyet*, 14 mars 1992, p.1 ; « Yıkıntılarda Hala İmdat Sesleri », *Hürriyet*, 15 mars 1992, p.1 et 27 ; « Bu Binaları Kim Yaptı ? », *Sabah*, 15 mars 1992, p.1 et 16.

<sup>951</sup> « Enkaz Altından İmdat Sesleri », *Hürriyet*, 14 mars 1992, p.1 et 23.

sur l'organisation des secours, telle que l'impossibilité d'effectuer des secours de nuit ou d'approvisionner en carburant les véhicules de secours comme les ambulances (puisque les pompes à essence ne peuvent pas fonctionner).<sup>952</sup> A lire la presse, les premières informations provenant d'Erzincan ont été celles transmises par les radioamateurs<sup>953</sup>, et ensuite, par les unités de communication des troupes militaires implantées dans la région, ainsi que par les radios hautes-fréquences de la police.<sup>954</sup>

La plupart des bâtiments détruits sont en béton, à trois étages et plus, et relativement récents ; alors que les bâtiments anciens à moins de deux étages ont beaucoup mieux résisté<sup>955</sup>. Au total, 150 bâtiments s'effondrent : 35 bâtiments publics, 13 centres commerciaux, 5 hôtels et 3 écoles...<sup>956</sup> Naturellement, l'entassement des étages sous forme de mille-feuilles en plaques de béton augmente les pertes en vies humaines. Pour la même raison, le sauvetage de ceux qui sont immobilisés sous les décombres nécessite des moyens lourds, des équipements et du personnel spécialisés. Or, un tel dispositif spécial n'existe pas à l'époque, donc on compte encore une fois sur les forces armées pour le sauvetage. Comme celles-ci sont déjà implantées à Erzincan (le quartier général du 3<sup>e</sup> corps d'armée s'y trouve) leur réaction ne tarde pas. Les postes et télécommunications interviennent également le jour suivant, en réparant les lignes mais aussi en assurant d'autres canaux de télécommunication à travers un véhicule de transmission satellite.<sup>957</sup>

Ajoutons que les conditions météorologiques sont loin d'être favorables. Erzincan est situé sur un haut plateau à 1 156 mètres d'altitude, entouré de montagnes, à l'est de la Turquie. Le climat est de caractère terrestre, marqué par des hivers rudes et des étés courts. Dans cette région, il continue à faire froid pendant le mois de mars, ce qui rend extrêmement difficile la vie des survivants sans abri. Comme la presse le souligne, il s'agit donc du deuxième séisme majeur subi par cette ville. Comparé à celui de 1939 qui avait fait 32 962 morts, le tremblement de terre de 1992 est relativement beaucoup moins important en termes de magnitude (6,8 selon l'échelle de Richter), de dommages et de pertes (653 morts, 3 850 blessés et 6 702 bâtiments détruits) Par contre, le fait que

---

<sup>952</sup> Ibid.

<sup>953</sup> « Amatör Telsizcinin Feryadı: En Az 5 Bin Ölü Var », *Hürriyet*, 14 mars 1992, p.1 et 23.

<sup>954</sup> « Herşey 15 Saniyede Olup Bitti », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.16.

<sup>955</sup> « Türkiye Kan Ağlıyor », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.1 et 16. D'après Haluk Sucuoğlu, cela n'est valable que pour la ville d'Erzincan qui est placée sur les alluvions apportés par la rivière *Firat* (Euphrate). En montagne, les maisons de village construites sur les segments rocheux ont été sévèrement touchées aussi. SUCUOĞLU Haluk, « Erzincan Depremini Anlamak », *Bilim ve Teknik*, janvier 1992, pp. 26-30.

<sup>956</sup> AKKAŞ, Nuri et alii., « Erzincan Depreminin Düşündürdükleri », *Bilim ve Teknik*, janvier 1992, p.25.

<sup>957</sup> GIRAY, Engin, « PTT Erzincan'da 'Aferin' Aldı », *Hürriyet*, 25 mars 1992, p.28.

Erzincan et ses alentours soient frappés de nouveau – même 53 ans après – renforce son image de victime<sup>958</sup> tout en ouvrant, comme nous allons voir, une perspective historique à ceux qui se questionnent sur l'événement. Un autre point qu'il faut souligner est que cette catastrophe survient très peu de temps après un accident dans les mines de charbon de Zonguldak et une grande avalanche à Gömeç (Şırnak). La presse parle alors d'un cycle de catastrophes.<sup>959</sup> Cette expression nous semble être judicieuse puisque le 15 mars, à 18h18, une réplique (de magnitude 6) frappe de nouveau Erzincan et plus au sud, Pülümür en augmentant les pertes et les dommages.<sup>960</sup>

Le 15 mars, *Milliyet* affirme que « l'État est à Erzincan »<sup>961</sup> Lorsque nous lisons l'article, nous voyons qu'il ne s'agit pas de l'organisation des secours mais des personnages importants en visite. Le président de la République Turgut Özal, le Premier ministre Süleyman Demirel et d'autres ministres se rendent à Erzincan. Le vice-Premier ministre Erdal İnönü qui a dû quitter le congrès de l'Internationale socialiste à Madrid arrive le jour suivant, accompagné d'autres ministres.<sup>962</sup> Le 14 mars, les quotidiens ne disent rien de très différent au sens où ils annoncent l'évènement de manière dramatique en ajoutant les premières informations provenant de la région. À première vue, la situation semble être sous contrôle de la préfecture du département : les travaux de sauvetage sont effectués et le matériel envoyé est distribué aux victimes. Mais à partir du 15 mars, après les « visites compassionnelles », nous voyons apparaître des accusations.

La première question posée par la presse est « pourquoi ? ». La une de *Hürriyet* du 15 mars est « Ce n'est pas un destin, c'est un meurtre ».<sup>963</sup> La une de *Sabah* allait dans le même sens : « Qui a construit ces bâtiments ? ».<sup>964</sup> *Cumhuriyet* souligne sur la première page le 15 mars que « Les bâtiments de l'État ont été les premiers à s'effondrer ».<sup>965</sup> La presse a tenu alors à questionner différents experts pour identifier d'abord les raisons, ensuite les responsables de la catastrophe. Dans *Sabah*, d'après l'article de Çelebi et Savaş qui ont contacté l'observatoire de Kandilli à Istanbul, les conséquences du séisme n'étaient pas proportionnelles avec sa magnitude. Selon les spécialistes, la catastrophe montrait que

---

<sup>958</sup> En XX<sup>e</sup> siècle, sinon la ville a bien sûr été déjà frappée par d'autres grands séismes. « Faciaya Abone Kuzey Anadolu Fay Hattı », *Cumhuriyet*, 15 mars 1992, p.1 et 18 ; voir aussi AKKAŞ et alii, op.cit., p.22.

<sup>959</sup> « Felaket Üstüne Felaket », *Hürriyet*, 14 mars 1992, p.1 et 23 ; « Ölüm Şehri », *Sabah*, 15 mars 1992, p.7.

<sup>960</sup> « Bir Deprem Daha », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.1 et 11.

<sup>961</sup> BİLİZ Kenan et alii., « Devlet Erzincan'da », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.7

<sup>962</sup> « Demirel : Takdir-i İlahi », *Sabah*, 15 mars 1992, p.15.

<sup>963</sup> ÇELEBİ, Erkan et SAVAŞ, Hüseyin, « Kader Değil Cinayet », *Hürriyet*, 15 mars 1992, p.1 et 26.

<sup>964</sup> « Bu Binaları Kim Yaptı ? », *Sabah*, 15 mars 1992, p.1 et 16.

<sup>965</sup> « Önce Devlet Binaları Çöktü », *Cumhuriyet*, 15 mars 1992, p.1 et 19.

les normes de construction avaient été négligées. Surtout, la destruction des bâtiments publics, dont la vulnérabilité au séisme n'aurait pas dû être aussi grande, attirait l'attention. On affirmait que « le même séisme serait passé presque inaperçu à Tokyo. »<sup>966</sup>

Aux yeux des journalistes et des experts, le non-respect des normes parasismiques était encore plus inacceptable pour le cas d'Erzincan que pour une autre ville, sachant qu'après le tremblement de terre de 1939, les plans d'urbanisation ont été modifiés de façon à ce que le nombre d'étages maximum pour les constructions soit limité à trois. Or, comme la presse le souligne systématiquement, la majorité des bâtiments effondrés avaient quatre étages et plus. Cela s'expliquait par deux facteurs. En premier lieu, par les modifications apportées aux plans d'urbanisation de la municipalité d'Erzincan même sous prétexte que l'augmentation de population le nécessitait.<sup>967</sup> De même, le nouveau plan exigeait que la ville soit déplacée le plus loin possible de la Faille Nord-Anatolienne. Mais bien que de nouveaux quartiers d'habitation aient été créés comme prévu, « l'ancien Erzincan » n'a finalement pas été vraiment déplacé. À cet égard, le responsable de l'antenne d'Elazığ de la Chambre des ingénieurs civils (le département voisin) stipulait que les hauts bâtiments détruits se trouvaient dans leur majorité au centre-ville historique ; alors que les logements à un seul étage construits après le séisme de 1939 dans le « nouvel Erzincan » étaient très peu affectés par les secousses.<sup>968</sup> En deuxième lieu, les bâtiments officiels étaient légalement hors du contrôle de la municipalité, donc les différents organismes d'État avaient pu construire des bâtiments à quatre étages et plus en toute liberté, en négligeant les plans d'urbanisation.

Néanmoins, le fait que la limite en termes de nombre d'étages maximum soit dépassée ne constituait qu'un seul aspect du problème. Ces bâtiments étaient des bâtiments dont la construction ne nécessitait aucun savoir particulier du point de vue architectural ou du génie civil. Il fallait donc parler de négligence, et non pas d'erreur « technique ». Cela signifiait l'existence d'un dysfonctionnement dans les mécanismes de contrôle technique sur les constructions. Comme le précisait le président de l'antenne d'Istanbul de la Chambre des ingénieurs civils, le cœur du débat ne devrait pas être la limite du nombre d'étages : « Plusieurs séismes ont eu lieu à Tokyo au cours de l'année précédente, mais aucune personne n'a trouvé la mort alors qu'il y existe un grand nombre de gratte-ciel. La technologie de construction que nous possédons actuellement nous donne cette possibilité.

---

<sup>966</sup> ÇELEBI et SAVAŞ, *ibid.*

<sup>967</sup> « Mühendislik Ölçülerine Uyulsaydı Bu Kadar Ölüm Olmazdı », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.5.

<sup>968</sup> *Ibid.*

[...] A Erzincan, le bâtiment le plus élevé a dix étages. [...] Au sens du génie civil, de la technique, nous sommes largement capables d'en construire. Mais si ces constructions ne tiennent pas debout, cela veut dire que nous avons un problème sur le plan administratif.»<sup>969</sup> Le « problème » auquel on fait allusion ici est la procédure administrative concernant les différentes étapes de la commande, de la construction et de l'acquisition de ceux-ci par les organismes d'État. Après le séisme d'Erzincan, la réglementation existant à ce sujet a été sévèrement critiquée pour avoir poussé les promoteurs à faire des compromis sur la qualité des constructions.

D'après cette réglementation, à la suite d'un appel d'offres officiel, l'organisme public commanditaire est obligé de passer la commande finale au candidat qui propose le coût le plus bas, par exemple pour un simple achat de matériel ou bien pour la réalisation d'un projet de construction. Autrement dit, l'unique paramètre de choix pour les commissions chargées de suivre le dossier d'appel est le coût total prévu par les parties qui se portent candidates à la réalisation. Théoriquement, un tel fonctionnement réduit au minimum la possibilité d'abus et de corruption. Pourtant, il empêche les décideurs d'avancer des critères de qualité, tout comme il met les promoteurs qui veulent respecter les normes de construction hors du jeu. Lorsque le coût devient l'unique critère, les promoteurs qui n'ont pas de souci éthique peuvent annoncer des prix largement inférieures par rapport aux autres, afin d'obtenir le projet. Or, ces « remises » ne peuvent très souvent être possibles qu'aux dépens de la qualité de la construction.<sup>970</sup>

Selon Emin Çölaşan, ce sont « ces promoteurs meurtriers » qui sont les principaux responsables du drame : « si vous accordez des contrats à un promoteur qui fait 30, voire 40 % de remise [sur le coût minimum normal], vous devez savoir que cet homme enlèvera autant qu'il peut sur le matériel et la main d'œuvre. Il volera tout ce que vous pouvez imaginer, y compris du fer et du béton.»<sup>971</sup> Çölaşan ajoute que les responsables secondaires étaient « ceux qui ont fait les projets des bâtiments détruits et les fonctionnaires chargés d'effectuer le contrôle lors de leur construction ». Le point de vue qui consiste à tenir lesdits promoteurs et techniciens comme responsables de la catastrophe a été fréquemment affirmé dans la presse<sup>972</sup> et il a été également repris par les autorités, comme le ministre de l'Équipement, le ministre de l'Urbanisation et le ministre chargé de

---

<sup>969</sup> Ibid.

<sup>970</sup> Ibid.

<sup>971</sup> ÇÖLAŞAN, Emin, « Deprem Katilleri », *Hürriyet*, 16 mars 1992, p.24.

<sup>972</sup> Par exemple, voir « Hırsız Müteahhit Yandı », *Hürriyet*, 16 mars 1992, p.24.



la corruption.<sup>973</sup> Ceux-ci ont également annoncé que les « responsables » se verraient traduits devant la justice, comme s'ils répondaient à la demande de justice portée par la presse. Par exemple, selon un article paru dans *Sabah*, le ministre de l'urbanisation disait : « Je demanderai des comptes pour ce désastre. Ils [les promoteurs] verront tous leurs permis de construire annulés. » De même, le ministre de l'Équipement annonçait avoir envoyé une équipe d'inspecteurs pour étudier les bâtiments officiels.<sup>974</sup> Le ministre de la Corruption affirmait avoir demandé aux ministères concernés d'ouvrir des enquêtes au sujet des bâtiments officiels détruits.<sup>975</sup>

Suite aux « attaques », les promoteurs ont de leur côté répondu par le biais du président de *l'Union des promoteurs du secteur public* : « Il est impossible de faire du travail de bonne qualité selon les coûts-références déclarés par le ministère de l'Équipement. Nous ne sommes pas des voleurs. Le vrai responsable est la municipalité. Comment ont-ils permis des constructions de plus de 3 étages dans une zone sismique ? ». <sup>976</sup> Le président de l'Union avançait que les promoteurs souhaitaient depuis longtemps changer le système de manière à ce qu'un promoteur puisse calculer son budget en fonction de ses coûts réels, et non des prix unitaires déclarés par le ministère. Il rappelait que le rôle du promoteur était limité à réaliser un projet déjà élaboré par l'organisme commanditaire à qui, selon lui, revenait la responsabilité d'assurer la conformité du projet aux conditions locales, entre autres les risques naturels. Il suggérait la limitation de la compétence des municipalités en matière de planification urbaine, afin qu'elles ne puissent plus modifier les plans d'aménagement approuvés par l'administration centrale. D'après lui, la création d'une « police des constructions » composée d'ingénieurs expérimentés était nécessaire pour assurer le contrôle technique des bâtiments.<sup>977</sup> Le président du *Syndicat des promoteurs du bâtiment et des infrastructures de Turquie* insistait également sur cette dimension. Il considérait comme nécessaire de changer le

---

<sup>973</sup> Nous considérons comme intéressant d'avoir constaté qu'il existait à l'époque un ministre de l'urbanisation et surtout un ministre chargé de la corruption (c'est le titre exacte du mandat, qui constitue d'ailleurs une grave erreur au niveau de langue car telle quelle est faite, cette formule désigne un ministre chargé de « corrompre »). Si nous pouvons penser que cela prouve l'intérêt du gouvernement pour les questions d'urbanisation et pour la lutte contre la corruption, rappelons aussi qu'il s'agit d'un gouvernement de coalition dont la fondation dépend des négociations entre ses parties. Le nombre de ministères, qui est un des objets de ces négociations, est plus élevé dans les gouvernements de coalition puisque chaque partie désire avoir le plus grand nombre de ministères possible pour consolider son pouvoir. Par conséquent, nous pouvons voir « apparaître » des ministères assez « spécialisés ».

<sup>974</sup> « Bu Binaları Kim Yaptı ? », *Sabah*, 15 mars 1992, p.1 et 16.

<sup>975</sup> « İnşaatlara Soruşturma », *Cumhuriyet*, 16 mars 1992, p.1 et 19.

<sup>976</sup> « Bu Paraya Bu Bina », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.1.

<sup>977</sup> « Sorumlu Devlet ve Belediyelerdir », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.10.

système de contrôle technique, en laissant cette mission à des entreprises accréditées par le ministère de l'Équipement. Assurer les constructions deviendrait une obligation légale, par conséquent les compagnies d'assurance réaliseraient les contrôles par le biais de ces entreprises spécialisées.<sup>978</sup>

Le discours qui ne met finalement que les promoteurs et un certain nombre de responsables administratifs au banc des accusés, peut être considéré comme un schéma simplificateur puisque ces derniers sont finalement les acteurs d'un enjeu (les appels d'offres publics) qui n'est qu'une des causes de la destruction par le séisme. De plus, la possibilité d'amener vraiment les personnes qui peuvent être considérées comme responsables devant la justice était presque nulle, comme l'expliquait Uğur Mumcu dans *Milliyet*. Selon Mumcu, il était d'abord très difficile d'identifier de manière précise la responsabilité des individus pour les bâtiments anciens, comme l'hôpital de la Sécurité Sociale qui date de 1967 (dont la construction a été commencée par le Premier ministre actuel Süleyman Demirel, nous y reviendrons ci-dessous). Ensuite, les délais de recours (5 ans, exceptionnellement 10 ans pour certains cas) à la justice contre les responsables après l'acquisition officielle des bâtiments étaient dépassés. D'après Mumcu, la seule action possible pour les autorités serait d'annuler les permis de construire des promoteurs dont on a précisément identifié la faute. À cet égard, il écrivait : « Que personne n'essaye de nous tromper, il est impossible de demander des comptes. On ne pourra tout simplement pas le faire. Tant pis pour ceux qui sont morts. »<sup>979</sup>

Le discours de justice prononcé par les autorités semble alors être plutôt destiné à satisfaire la société turque, en la rassurant au moins sur le point que « les responsables seront punis », ce qui n'a pas de valeur en pratique. Nous voyons donc qu'un groupe de personnes limité est rapidement responsabilisé dans le cadre d'un discours de demande de justice. Ce discours qui touche aux sentiments immédiats occulte les autres facteurs qui ont été à l'origine de la catastrophe et qui nécessitent un débat. Or, nous constatons que les enjeux économiques et (par conséquent) politiques derrière le bilan du désastre sont peu évoqués. La déclaration d'un membre du conseil municipal est en ce sens intéressante puisqu'elle montre qu'il s'agit d'une pression « du bas vers le haut » sur la municipalité concernant l'aménagement des zones urbaines : « En tant que municipalité, nous avons permis les constructions à plusieurs étages. La raison était d'arrêter l'émigration [de la

---

<sup>978</sup> Ibid. En 1992, l'assurance n'était pas obligatoire et le contrôle technique était assuré uniquement par le service concerné de la municipalité, qui donnait son approbation pour le projet.

<sup>979</sup> MUMCU, Uğur, « Nasıl Sorulacak ? », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.7.

population locale] vers l'Ouest [de la Turquie]. Si vous ne le permettez pas, les Erzincanais quittent la ville. »<sup>980</sup> Surtout ce deuxième argument semble être cohérent lorsque nous prenons en compte le fait que la population du département d'Erzincan soit, d'après la presse, approximativement de 300 000 en 1992 alors que le nombre d'Erzincanais vivant à Istanbul approchait les 700 000.<sup>981</sup> Le sous-développement et la fragilité économique d'Erzincan dataient du tremblement de terre de 1939, qui avait « tout remis à zéro ». D'après Kenan Mortan, l'État avait tacitement préféré éviter d'y faire des investissements importants par la suite. Même le 3<sup>e</sup> corps d'armée, dont la présence contribuait considérablement à l'économie de la ville avait quitté Erzincan en 1939 pour ne revenir qu'en 1957.<sup>982</sup> Nous pouvons imaginer que, dans ces conditions, les mesures destinées à diminuer la concentration de population dans les zones urbaines (comme la limitation du nombre d'étages) peuvent avoir des conséquences défavorables au développement, comme l'accroissement des prix immobiliers et des loyers.

Néanmoins, rappelons que la pression de la population pour la modification des plans d'aménagement locaux est sans aucun doute liée au désir d'enrichissement aussi. Par exemple, Kenan Mortan – un universitaire qui a dirigé l'élaboration du « Rapport stratégique d'Erzincan 1991-2005 » à la demande de la préfecture une année avant le séisme – précisait que l'élargissement de la ville vers les montagnes *Keşiş*, plus dangereux du point de vue sismique, était un risque consciemment pris par la population d'Erzincan afin de ne pas sacrifier les terrains agricoles<sup>983</sup> (notons un phénomène similaire qui a échappé à la presse en 1992 : Akkaş et alii. soulignent qu'une grande partie des constructions qui se sont effondrées lors du tremblement de terre de 1992 à Erzincan avaient été endommagées par le séisme de Horasan en 1983. Les propriétaires avaient néanmoins continué à les utiliser après une réparation superficielle<sup>984</sup>). Il en est de même pour le développement urbain « vertical » qui permet à la fois aux propriétaires et aux constructeurs de rentabiliser le terrain au maximum. Nous constatons qu'il présente des avantages pour la municipalité aussi, dont le budget dépend en grande partie des fonds provenant de l'administration centrale. Par exemple, le maire d'Erzincan avance qu'il est

---

<sup>980</sup> Ibid.

<sup>981</sup> « İstanbul'da Yaşayan Erzincan'lı Sayısı 700 bin », *Milliyet*, 18 mars 1992, p.5.

<sup>982</sup> « Ölüm Sorumlusunu Arıyor », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.5.

<sup>983</sup> Ibid.

<sup>984</sup> AKKAŞ et alii., op.cit.

beaucoup moins coûteux d'apporter des services à une ville « concentrée » qu'à une ville « étendue ».<sup>985</sup>

Nous voyons clairement que la dénonciation d'une poignée de personnes « malhonnêtes » (terme qu'on utilise systématiquement) correspond à un questionnement très limité qui ne prend pas en compte tous les enjeux économiques, sociaux et politiques qui peuvent être à l'origine d'une vulnérabilité. Il s'agit d'une question de responsabilité très complexe qui implique – directement ou indirectement – un grand nombre de personnes, y compris certaines des victimes. Cela ne met pas en cause le fait qu'il est toujours juridiquement possible de désigner spécifiquement des « responsables » parmi les promoteurs, les cadres techniques de la municipalité, des élus locaux... afin de les amener devant la justice. Or, puisque cette idée s'efface dès les premiers jours suivant le séisme en cédant la place à l'idée de retour à la « normalité turque », il serait peut-être légitime de penser qu'elle trouve peu de soutien véritable au sein de la société. Nous doutons de l'authenticité du discours de justice car s'il est prononcé haut et fort au début, il n'est pas ensuite pas poursuivi. Il est difficile d'argumenter, sans spéculer, sur les causes de ce désintérêt rapide à cause du manque de données. Cependant, nous nous permettons de glisser ici quelques réflexions : en premier lieu, nous pouvons parler d'un comportement fataliste qui consiste à considérer la catastrophe comme un événement divin, impossible à éviter ; en deuxième lieu, il peut être question d'un manque de « culture civique » ou de « capital social » au sens de savoir / pouvoir réclamer ses droits ; en troisième lieu, nous pouvons imaginer que les citoyens turcs sont conscients des « règles du jeu » et les admettent ainsi. Autrement dit, ils acceptent les risques d'une urbanisation non-planifiée et des constructions hors-normes en échange des bénéfices économiques. Enfin, notons qu'à nos yeux, il est difficile de parler d'une méconnaissance du risque pour le cas erzincainais, même si une cinquantaine d'années se sont écoulées depuis le dernier séisme majeur. Par contre, il est possible que le risque ne soit pas pris en compte par une partie de la population sous prétexte qu'un séisme aussi destructeur que celui de 1939 ne pourrait pas se reproduire, ce qui est bien entendu sans fondement.<sup>986</sup>

En tout cas, nous pouvons affirmer que ceux qui assument leur part de responsabilité sont rares dans les contextes post-catastrophe. À ce point, il convient de s'arrêter sur la conduite du Premier ministre de l'époque, Süleyman Demirel. Sans commenter, citons tout d'abord certains de ses propos tenus à la suite du séisme : « Bien

---

<sup>985</sup> « Erzincan'ı Çok Kattan Arındırmak Çözüm Değil », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.10.

<sup>986</sup> « Enkazın Altından Devlet Çıktı », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.5.

sûr que nous sommes face à une situation très triste. C'est la volonté du Dieu [il désigne le séisme]. L'État, le gouvernement, le Parlement sont entièrement derrière vous [les victimes]. »<sup>987</sup> Questionné sur la vulnérabilité surprenante des bâtiments officiels par un journaliste, il répondait : « Il n'y pas de civil ou officiel dans cela. C'est une catastrophe. Nous ne pouvons pas savoir. Nous ne pouvons pas savoir pourquoi ces bâtiments [officiels] se sont effondrés. Les immeubles privés sont également détruits. [...] Je suis ingénieur. Je sais toujours certaines choses. Il n'y pas de logique dans la catastrophe. Nous ne pouvons pas la comprendre. »<sup>988</sup> Par contre, à son retour à Ankara, devant l'Assemblée, il prononçait un discours en contradiction avec ces propos : « Je le dis en tant qu'ingénieur civil... Il est impossible de comprendre pourquoi on fait ces constructions à plusieurs étages dans une région sismique. [...] Même à première vue, nous pouvons constater que ce sont [plutôt] les hauts bâtiments qui se sont effondrés. »<sup>989</sup>

Nous savons d'après notre étude que Demirel tient le même discours de « volonté du Dieu » depuis les années 1960. Néanmoins, cette fois-ci, peu après avoir tenu les propos que nous avons cités, il se trouve dans une situation difficile car Yıldırım Akbulut, le député d'Erzincan d'ANAP déclare à la presse que Demirel était le promoteur de l'hôpital de la Sécurité Sociale détruit par le tremblement de terre.<sup>990</sup> Cette information a bien sûr été reprise par tous les quotidiens. Le Premier ministre s'est défendu alors en affirmant qu'il avait répondu à l'appel d'offres, obtenu le projet et commencé la construction. Par contre, il ajoutait qu'il avait dû le léguer à un autre promoteur pour entrer dans la vie politique.<sup>991</sup> Il disait également qu'il ne se souvenait pas de la personne à qui il avait concédé le projet.<sup>992</sup> A nos yeux, l'argument le plus intéressant de Demirel est le suivant : « Lorsqu'un bâtiment qui a tenu debout pendant 29 ans s'effondre, vous ne pouvez pas imputer la faute à celui qui l'a construit. Parce que le bâtiment a quand même tenu pendant 29 ans. »<sup>993</sup> D'après Güneş Taner et Yusuf B. Özal, des députés d'ANAP qui ont réclamé sa démission, il était clair que ce dernier argument ne pouvait avoir un sens que si ladite construction avait été régulièrement mise à l'épreuve de séismes similaires pendant 29

---

<sup>987</sup> BILIZ Kenan et alii., « Devlet Erzincan'da », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.7.

<sup>988</sup> « Bölgede Olağanüstü Hal », *Hürriyet*, 15 mars 1992, p.27.

<sup>989</sup> « Önce Devlet Binaları Çöktü », *Cumhuriyet*, 15 mars 1992, p.19.

<sup>990</sup> « Akbulut'tan İddia », *Hürriyet*, 15 mars 1992, p.27.

<sup>991</sup> « Demirel : Yıkılan Hastanenin İhalesi Benim », *Hürriyet*, 17 mars 1992, p.1 et 28.

<sup>992</sup> Ibid., et voir aussi « Demirel Sorumluluk Almıyor », *Cumhuriyet*, 17 mars 1992, p. 1 et 19.

<sup>993</sup> Ibid.

ans...<sup>994</sup> Finalement, les responsables de l'entreprise qui avait continué la construction de l'immeuble en 1964 ont organisé une conférence de presse pour « acquitter » Demirel.<sup>995</sup>

Que constatons-nous dans ce dossier ? Premièrement, nous voyons que le principal souci du Premier ministre est de freiner toute tentative de recherche de responsable, probablement sous l'effet aussi de l'affaire de l'hôpital de la Sécurité Sociale. Faisons attention aussi aux changements de discours : devant la presse (donc indirectement, devant le public) il fait appel au fatalisme en faisant référence à la religion alors que devant le Parlement, il tient un discours (même en apparence) technique. En fait, tout en faisant semblant de « se révolter » devant le bilan du tremblement de terre, il souhaite « terminer » la crise le plus rapidement possible sans qu'une perspective de procédure judiciaire pénale voit le jour. Sa contestation est un acte discursif sans conséquence réelle. Il faut admettre que le cas de l'hôpital de la Sécurité Sociale est un cas assez particulier puisque le promoteur devient plus tard un leader politique. Néanmoins, nous avançons qu'il est un cas assez typique dans le sens où les appels d'offres publics sont l'objet d'une corruption qui affecte les milieux politiques, l'administration et le monde des affaires (et qui les relie d'une manière complexe). Cela explique à nos yeux le fait que le dossier de l'hôpital n'a pas été vraiment repris et manipulé par ses opposants (sauf trois députés d'ANAP, Yıldırım Akbulut compris). La mise en cause de la responsabilité du Premier ministre constituait très probablement aussi un cas on-désiré par un grand nombre de personnages politiques impliqués dans des dossiers similaires. En dernier lieu, citons le point de vue de Necati Doğru de *Milliyet* : « Facturer le tremblement de terre à Demirel n'est qu'une sale tactique pour rendre un scandale médiatique. C'est provoquer encore plus l'amnésie au sein de la société... La réalité qu'il ne faut jamais perdre de vue est qu'il existe [en Turquie] un ordre « qui rend possible le pillage [des ressources publiques], qui permet à Demirel ou aux autres de faire des constructions qui s'effondrent en mille-feuilles dès la moindre secousse. »<sup>996</sup>

Il ne faut pas en déduire que l'opposition de l'époque n'a pas émis de critiques à l'occasion de l'événement. Par exemple, Bülent Ecevit (leader du parti DSP qui sera Premier ministre en 1999) affirmait qu'il « avait honte au nom de l'État » après sa visite

---

<sup>994</sup> « Demirel İstifa », *Hürriyet*, 17 mars 1992, p.28.

<sup>995</sup> « SSK'yı Yapanlar : Sorumluluk Bizim », 18 mars 1992, p.28. Il convient de prendre en compte l'argument de ces promoteurs qui affirment qu'ils ont été obligés d'appliquer le projet dit « standard » de la Sécurité Sociale, qui s'était opposée aux modifications nécessaires pour respecter les normes parasismiques pour des raisons économiques. Il est vrai que les organismes publics en Turquie ont tendance à construire des « bâtiments-types » sans prendre en compte la spécificité du lieu, afin d'économiser sur les coûts.

<sup>996</sup> DOĞRU, Necati, « Depremi Demirel'e Fatura Etmek », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.5.

dans la zone de catastrophe.<sup>997</sup> Selon le leader de l'opposition, le gouvernement avait abandonné les fonctionnaires d'État et les administrateurs qui travaillaient dans des conditions difficiles et qui ne pouvaient pas faire face aux demandes de la population. Il soulignait aussi que la distribution des vivres était « catastrophique », que certains matériaux comme les tentes étaient revendues sur le marché noir à Erzincan alors qu'il existait autour du centre départemental des villages qui n'avaient encore reçu aucune aide.<sup>998</sup> Ces problèmes sur lesquels Ecevit a attiré l'attention constituaient, après la question des responsabilités, l'objet d'un autre débat critique.

Il est vrai qu'en survolant les quotidiens nationaux du 15 au 20 mars 1992, nous ne pouvons avoir qu'une image très négative de l'organisation des secours. La contradiction entre la quantité de matériel envoyé, le nombre de personnel de secours mis à la disposition des autorités locales et les problèmes vécus sur le terrain est frappante. Outre le matériel envoyé par l'État, la presse organise ses campagnes « habituelles » de collecte de dons<sup>999</sup>, de même que la communauté internationale se mobilise pour aider soit en termes financiers (comme la CEE), soit en faisant parvenir des spécialistes de sauvetage et des vivres.<sup>1000</sup> Néanmoins, la situation dans la zone de catastrophe semble être chaotique : comme Ecevit l'affirme, les tentes distribuées par le Croissant-Rouge ont été prises (et aussi volées) par des individus qui les revendaient.<sup>1001</sup> Le responsable du Croissant-Rouge annonçait que le nombre de tentes apportées dans la zone était à peu près de 13 000, mais probablement près de 2 000 seulement étaient vraiment utilisées par les victimes. Par conséquent, certaines victimes passaient la nuit toujours en plein air alors que la température baissait jusqu'à - 15°C.<sup>1002</sup> On affirmait également que trois jours après le tremblement de terre, la majorité des villages d'Erzincan « n'avaient pas vu la main de l'État ».<sup>1003</sup> D'après les mêmes articles, la distribution du matériel envoyé par la préfecture n'était pas systématique. Le préfet d'Erzincan à qui le gouvernement a donné l'autorité pour gérer la crise, a alors été présenté comme le principal responsable du désordre. En première page de *Hürriyet* le 18 mars, le titre de l'article était « Il s'est avéré que le préfet d'Erzincan,

---

<sup>997</sup> « Ecevit : Erzincan'da Devlet Adına Utandım », *Hürriyet*, 18 mars 1992, p.28.

<sup>998</sup> Ibid.

<sup>999</sup> Par exemple, « Hürriyet Yaraları Sarıyor », *Hürriyet*, 15 mars 1992, p.26.

<sup>1000</sup> « Dünyadan Yardım Eli Erzincan'a Uzandı », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.11.

<sup>1001</sup> AKMAN, Cahti et alii., « Kızılay Çadırı Yağması », *Hürriyet*, 16 mars 1992, p.1 et 25 ; GÜREL, Soner, « Çadır Karaborsa'da », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.11.

<sup>1002</sup> BAŞARAN, İsmail et alii., « Depremzedelere soğuk, açlık tehdidi », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.10.

<sup>1003</sup> ÇEVİKCAN, Serpil et alii., « Köylere Yardım Unutuldu », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.10.

Recep Yazıcıoğlu, est un incapable ». <sup>1004</sup> On affirmait que le secrétaire général du ministère de la Santé qui se trouvait à Erzincan pour aider à la coordination des services médicaux avait qualifié le préfet de « seconde catastrophe » après le séisme. D'après le secrétaire, il serait convenable de remplacer Yazıcıoğlu par un préfet plus sensible aux problèmes de la population. <sup>1005</sup>

Les victimes du séisme, provenant dans leur majorité des villages ont eu une première réaction le matin du 16 mars en se réunissant devant la préfecture, pour protester contre les autorités. <sup>1006</sup> Quant au préfet Recep Yazıcıoğlu, il affirmait qu'il essayait d'organiser les opérations selon le schéma imposé par la loi relative aux catastrophes, qui nécessitait « la création de sous-comités et de groupes de mission ». Il avouait, néanmoins, que « la discipline n'était pas encore assurée ». <sup>1007</sup> D'après la presse qui faisait état des problèmes d'ordre public, c'était effectivement le cas. <sup>1008</sup> Le jour suivant, les victimes du séisme ont envahi la préfecture pour faire savoir qu'elles ne recevaient toujours pas d'aide. De son côté, tout en admettant cette réalité, Yazıcıoğlu expliquait le problème par le fait qu'une grande quantité de matériel avait été prise par des personnes qui n'en avaient pas vraiment besoin, dans l'objectif d'en faire le commerce. <sup>1009</sup>

Le lendemain, un groupe de 300 personnes a organisé une marche sur la préfecture pour demander la démission du préfet, en brandissant des pancartes comme « TRT le menteur », « N'avons-nous pas autant d'importance que les peshmergas ? » <sup>1010</sup> (le premier slogan fait allusion aux émissions de la télévision publique dans lesquelles on annonçait le retour à la normale, tandis que le deuxième vise à faire une comparaison avec les réfugiés kurdes de la Guerre du Golfe, pour lesquels la Turquie avait mobilisé ses ressources). Selon l'article de *Cumhuriyet* les manifestants affirmaient « n'avoir reçu aucune aide six jours après le tremblement de terre ». D'après l'article de *Sabah*, la police avait dû disperser la foule par la force. D'après un article de *Hürriyet*, le même jour, un autre groupe de victimes du séisme a visité Yazıcıoğlu pour s'exprimer : « Nous sommes épuisés par le chaos et l'injustice qui continuent depuis une semaine. Il est de votre responsabilité

---

<sup>1004</sup> « Erzincan Valisi Recep Yazıcıoğlu Beceriksiz Çıktı », *Hürriyet*, 18 mars 1992, p.1.

<sup>1005</sup> Ibid., p.16.

<sup>1006</sup> GÜLTEKİN, Mustafa et alii., « Erzincan'da Yardım Kaosu », *Cumhuriyet*, 17 mars 1992, p.1 et 19.

<sup>1007</sup> Ibid.

<sup>1008</sup> AKMAN, Cahti et alii., « Depremzedeler Vilayete Yürüdü », *Hürriyet*, 16 mars 1992, p.25.

<sup>1009</sup> BAŞARAN, İsmail et alii., « Depremzedelere soğuk, açlık tehdidi », *Milliyet*, 17 mars 1992, p.10.

<sup>1010</sup> « Erzincan'da Valiliği Protesto Gösterisi », *Cumhuriyet*, 19 mars 1992, p.1 et 19.



de régler ces questions. Nous dormons toujours sous le ciel, en plein air. Nous vous avons apporté cette tente comme cadeau, régalez-vous. »<sup>1011</sup>

Quant au préfet, il disait : « Je suis capable de surmonter toutes les difficultés. Il n'y pas de désorganisation. » Selon lui, les problèmes constatés étaient plutôt liés au fait que les fonctionnaires qui avaient perdu des membres de leurs familles à cause du tremblement de terre ne pouvaient pas travailler.<sup>1012</sup> Ce qui est encore plus frappant est le fait que lesdits manifestants se soient divisés en deux groupes par la suite, l'un composé des sunnites, l'autre des alévis, chacun accusant les autorités de privilégier l'autre groupe dans la distribution de vivres.<sup>1013</sup> Nous pouvons alors affirmer que l'inefficacité des autorités locales et par conséquent, le manque de ressources vitales telles que les produits alimentaires et les abris, ont même fait ressurgir les tensions entre différentes communautés, ce qui pouvait avoir des conséquences dramatiques. Après avoir étudié ces articles qui touchent à la situation d'Erzincan, on peut avancer que les secours ont été mal organisés par la Préfecture d'Erzincan. La population de la ville, ainsi que celle des bourgades et des villages autour ont continué à se plaindre de la situation qui, visiblement, ne s'est pas améliorée dans les jours suivants.<sup>1014</sup>

Les travaux de recherche et de sauvetage constituent à cet égard un autre exemple. Via la presse de l'époque, nous constatons par exemple que les autorités turques ont décidé de déblayer les ruines à l'aide de bulldozers, dès 36 heures après le tremblement de terre.<sup>1015</sup> A ce propos, Yıldırım Akbulut, ancien député d'Erzincan, disait : « Les travaux de sauvetage n'ont aucune logique. Ils soulèvent les décombres avec des bulldozers, comme s'ils balayaient les ordures, sans savoir s'il y a un survivant en dessous ou non. On dirait que la vie humaine n'a pas de valeur. »<sup>1016</sup> L'utilisation trop hâtive des machines lourdes a été contestée également par les équipes de sauvetage étrangères. D'après l'article de *Hürriyet*, l'équipe de sauvetage suisse a arrêté ses opérations pour cette raison et quitté la ville d'Erzincan le 17 mars. Le responsable de l'équipe affirmait que « le sauvetage ne se faisait pas ainsi », soulignant que les autorités turques utilisaient les bulldozers sur les décombres qui n'étaient même pas vérifiés par les sauveteurs.<sup>1017</sup> D'après *Cumhuriyet*,

---

<sup>1011</sup> AKMAN, Cahit et alii, « Depremzedeler Kar Altında », *Hürriyet*, 20 mars 1992, p.21.

<sup>1012</sup> « Akbulut : Çadırlar PKK'ya Gidiyor », *Sabah*, 19 mars 1992, p.1.

<sup>1013</sup> Ibid.

<sup>1014</sup> BAŞARAN, İsmail et CABBAR, Yener, « Çadırdaki Zor Yaşam », *Milliyet*, 21 mars 1992, p.12.

<sup>1015</sup> « Akbulut Dozerlere Sinirlendi », *Cumhuriyet*, 17 mars 1992, p.1 et 19.

<sup>1016</sup> Ibid.

<sup>1017</sup> « İsviçreliiler Kızıp Gitti », *Hürriyet*, 18 mars 1992, p.1 et 29.

cela créait des tensions entre les sauveteurs étrangers et le personnel de la Sécurité Civile turque qui trouvait la progression des étrangers « trop lente ».<sup>1018</sup> Par ailleurs, la conduite des autorités signifiait en même temps la fin de toute possibilité d'aller devant la justice contre les promoteurs ou les autres personnes dont on peut évoquer la responsabilité dans la catastrophe. Comme les décombres sont dégagés avant que les victimes aient pu faire appel aux tribunaux (et que les experts aient pu étudier les bâtiments détruits), il devient pratiquement impossible d'engager des recours devant la justice.<sup>1019</sup>

Nous pouvons admettre que la coordination de l'aide internationale a également été inefficace. Par exemple, Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire français en visite officielle en Turquie critiquait les autorités qui ont fait perdre les 24 premières heures très précieuses en termes de sauvetage, en refusant dans un premier temps l'aide internationale avant de revenir par la suite sur cette décision.<sup>1020</sup> Pour lui, cette décision, ainsi que le non-respect des techniques de recherche et sauvetage (comme le montrait l'utilisation des machines lourdes) avaient mis en cause toutes les opérations et augmenté le nombre de morts.<sup>1021</sup> Dans *Sabah*, Güneri Cıvaoğlu résumait la conversation qu'il avait eue avec le responsable d'une équipe de secours volontaire française, qui affirmait « avoir été déçu » par le traitement des autorités turques. À la suite des nombreux problèmes bureaucratiques qu'elle avait vécus, l'équipe bénévole n'avait pu arriver à Erzincan que 5 jours après le tremblement de terre pour constater qu'il n'y avait pratiquement rien à faire en termes de sauvetage, surtout après l'utilisation des bulldozers.<sup>1022</sup> D'après le quotidien *Milliyet*, ces problèmes ont eu des échos aussi dans la presse étrangère, qui a accusé le préfet d'Erzincan de n'avoir pas cherché à se servir de la capacité des équipes étrangères et de leur matériel spécial, voire même de les avoir refusés.<sup>1023</sup>

Comme nous avons vu, ces problèmes relatifs au contexte post-catastrophe ont suscité beaucoup de critiques dans la presse turque. En ce sens, l'arrivée de l'aide et des équipes de sauvetage étrangères a constitué une autre occasion de critique pour la presse, qui a présenté ces sauveteurs comme un « contre-exemple » de la réalité turque. Leurs équipements, leur façon de travailler, leurs « succès » ont été systématiquement repris par

---

<sup>1018</sup> GÜLTEKİN Mustafa et alii., « Erzincan'da Yardım Kaosu », *Cumhuriyet*, 17 mars 1992, p.19.

<sup>1019</sup> « Erzincan'da Suç Delilleri Kepçenin Altında », *Milliyet*, 21 mars 1992, p.5.

<sup>1020</sup> « Fransız Bakan : Çok Geç Kalındı », *Hürriyet*, 19 mars 1992, p.1 et 25.

<sup>1021</sup> Ibid.

<sup>1022</sup> « Paris Uçağından İki Manzara », *Sabah*, 22 mars 1992, p.19.

<sup>1023</sup> « Batı Yardımı Bloke Edildi », *Milliyet*, 23 mars 1992, p.7.

les journaux, pour souligner surtout que l'État turc ne disposait toujours pas d'équipes similaires, ni de préparation spécifique aux catastrophes. De même, la presse a fait état du type et de la quantité de l'aide envoyée par les États étrangers non seulement pour saluer ce geste mais également pour dénoncer l'inefficacité des autorités turques à acheminer et distribuer ces matériaux.

En parlant de l'aide internationale, notons que le tremblement de terre d'Erzincan n'a pas été différent des séismes précédents dans le sens où la « diplomatie de catastrophe » a fonctionné. Parmi les pays qui ont envoyé de l'aide, se trouvent la Grèce (avec laquelle les relations de la Turquie demeurent tendues), les États-Unis, le Grande-Bretagne, la Norvège et la Suède (membres de l'OTAN), la Suisse.<sup>1024</sup> L'aide de la France est considérée comme une manœuvre diplomatique. D'après un article de *Milliyet*, François Mitterrand souhaitait « réchauffer » les relations turco-françaises, devenues problématiques à cause de deux problèmes : la position de la France concernant la question kurde et par rapport au conflit armeno-azerbaïdjanais. Par conséquent, une campagne de charité avait vu le jour en France à l'initiative des autorités françaises. D'après le correspondant du quotidien à Paris, cet intérêt était plutôt lié aux soucis économiques de la France dont les investissements en Turquie avaient dépassé les 680 millions de dollars à l'époque.<sup>1025</sup>

Avant de finir cette sous-partie sur le séisme d'Erzincan de 1992, il convient de faire état d'un débat apparu dans la presse en relation avec cette catastrophe : la situation des villes placées sur les failles. Nous avons précédemment vu qu'à partir des années 70, les spécialistes ont commencé à attirer l'attention sur le risque d'un tremblement de terre majeur qui pourrait directement affecter les grandes villes de la Turquie, et surtout la ville d'Istanbul. Comme l'affirmaient AKKAŞ et alii., le séisme d'Erzincan était un grand séisme dont l'épicentre était très proche du centre d'une ville. À part le séisme d'Erzincan de 1939, tous les tremblements de terre étaient survenus dans les milieux ruraux. Autrement dit, ce dernier séisme était une catastrophe « urbaine ».<sup>1026</sup> C'est probablement cet aspect qui a une nouvelle fois attiré l'attention de la presse sur cette question. À

---

<sup>1024</sup> « Dünyadan Yardım Eli Erzincan'a Uzandı », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.11.

<sup>1025</sup> « Fransa 'tutumunu' dengeliyor », *Milliyet*, 16 mars 1992, p.12 ; il faut voir la campagne de dons organisée par les Arméniens d'Istanbul dans un cadre similaire. La communauté arménienne de Turquie essayait donc de redresser l'image des Arméniens dans l'opinion publique turque, image dégradée à cause du problème de Haut-Karabagh. Voir « İstanbul'daki Ermenilerden Depremzedelere 50 Milyon », *Hürriyet*, 19 mars 1992, p.25.

<sup>1026</sup> AKKAŞ et alii., op.cit.

l'occasion du tremblement de terre d'Erzincan, les spécialistes ont pris la parole pour mettre la société au courant de certaines réalités.

Selon le président de la Chambre des ingénieurs de géophysique de Turquie, « il était bel et bien possible d'éviter que les phénomènes naturels deviennent des catastrophes », « contrairement aux déclarations de certains politiques qui affirmaient que l'être humain était impuissant face à un tel événement. »<sup>1027</sup> Néanmoins, cela nécessitait bien sûr des mesures rationnelles, entre autres l'obligation d'avoir réalisé l'étude géologique d'un terrain préalablement à la construction, la création d'une « police urbaine », et la préparation d'une carte des risques majeurs pour tout le territoire national. Le président indiquait aussi « qu'il avait peur de tenir les mêmes propos » dans un futur proche, mais cette fois-ci pour d'autres villes qui se trouvent sur la faille qui a ruiné Erzincan : Sivas, Tokat... et Istanbul. Il soulignait qu'un tremblement de terre qui frapperait ces villes serait « une catastrophe annoncée, tout comme le séisme d'Erzincan ». <sup>1028</sup> Dans un article de Haluk Geray, publié dans *Cumhuriyet*, il a justifié ce dernier propos : en effet, la Chambre des ingénieurs de géophysique avait préparé un rapport sur le risque sismique en Turquie, qu'elle avait publié en 1990. D'après ce rapport élaboré à partir des données statistiques, non seulement la ville d'Istanbul mais également la ville d'Erzincan étaient sous la menace d'un grand tremblement de terre. <sup>1029</sup> Le rapport avait été expédié (avec l'option « remise contre remboursement ») à toutes les municipalités du pays dont une grande partie avait refusé de payer la modique somme de 50 000 LT (équivalent de 10 euros aujourd'hui) et donc de le recevoir. La municipalité d'Erzincan faisait partie de celles qui ont renvoyé le rapport. <sup>1030</sup> Par ailleurs, dans le même article l'auteur reprenait également le scénario du séisme d'Istanbul produit par la Direction Générale des Affaires de Catastrophe, dans lequel on prévoyait 34 000 morts, 100 000 blessés, 3 000 000 sans abris en conséquence d'un séisme de magnitude 7,5 sur l'échelle de Richter.

Nous pouvons parler d'un changement par rapport au passé : désormais, le risque sismique pour les grandes villes est beaucoup mieux connu puisqu'auparavant, on parlait de ce sujet en des termes vagues. À présent, nous avons des prévisions et même des scénarios spécifiques. Notons aussi que l'existence du scénario élaboré par la Direction

---

<sup>1027</sup> FIDAN, Fahrettin, « Felaket 'Geliyorum' Diyor », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.11 (sous la rubrique de Melih Aşık).

<sup>1028</sup> AŞIK, Melih, « Felaket 'Geliyorum' Diyor », *Milliyet*, 15 mars 1992, p.11.

<sup>1029</sup> GERAY, Haluk, « Deprem İstanbul'a Geliyor », *Cumhuriyet*, 17 mars 1992, p.1.

<sup>1030</sup> Ibid.

Générale des Affaires de Catastrophe est très important car il montre que les organismes publics directement concernés étaient conscients de la gravité du problème dès la fin des années 80. Les déclarations des responsables de la *Direction des Routes* le confirment aussi. Dans un deuxième article sur l'éventuel séisme d'Istanbul, les autorités du bureau régional de cet organisme qui gère toutes les autoroutes, les routes nationales, les ponts et les autres infrastructures routières, n'hésitaient pas dire qu'elles « attendaient des séismes majeurs au cours des années 90 et avaient préparé leur plans en fonction de cette probabilité. »<sup>1031</sup> Ledit scénario semble tout à fait réaliste et pertinent lorsque nous lisons le point de vue des chambres professionnelles et des universités dans la presse. Le président du *Comité national des ingénieurs sismiques* précisait, par exemple, que trois bâtiments sur quatre ne sont pas conformes aux normes parasismiques à Istanbul.<sup>1032</sup> D'après un représentant de la Chambre des ingénieurs civils, la résistance du béton utilisé dans les constructions à Istanbul, surtout pour les constructions illégales, pouvait être de 4 à 6 fois inférieure à la norme.<sup>1033</sup>

En fin de compte, nous pouvons dire que le séisme d'Istanbul est devenu un véritable « risque » (calculé de manière scientifique) à la fin des années 90 et a été publicisé à l'occasion du séisme d'Erzincan. Il a cessé donc, comme un géophysicien de l'Université de Kocaeli l'affirmait, « d'être un sujet de discussion entre les experts qui, jusqu'alors, ont préféré garder le silence là-dessus. »<sup>1034</sup> Pour terminer cette sous-partie, reprenons quelques paragraphes d'un article de Mehmet Altan, dont les analyses « quasi-sociologiques » méritent d'être citées : « Aucune de ces morts n'est la 'volonté du Dieu'... La cause en est la vision de l'État et l'organisation étatique qui ne fonctionne pas comme il faut. Vous reconstruisez la ville au même endroit après le séisme de 1939. Vous ne contrôlez pas les constructions tout en sachant que c'est une zone sismique. Vous fermez les yeux sur la corruption en ce qui concerne les appels d'offres publics. Ensuite, vous vous débarrassez de toute responsabilité en parlant de la 'volonté du Dieu'. Nous savons que l'organisation d'État existe chez nous pour servir ceux qui font partie de l'État et les dirigeants [politiques] au lieu de servir les citoyens de la République turque. Par exemple, depuis le début de la République, le nombre de logements dont la construction a été promise aux victimes de séismes par l'État mais qui n'ont jamais vu le jour est de 26 000.

---

<sup>1031</sup> GÖNÜLLÜ, Tayfun, « Istanbul Binaları Depreme Dayanıksız », *Cumhuriyet*, 18 mars 1992, p.1 et 19.

<sup>1032</sup> DEMIRCIOĞLU, Emin, « Istanbul'da Çürük Beton Endişesi », *Milliyet*, 24 mars 1992, p.10.

<sup>1033</sup> Ibid.

<sup>1034</sup> KAYNAK, Uğur, « Istanbul'da Deprem » (sous la rubrique *Düşünenlerin Düşünceleri*), *Milliyet*, 19 mars 1992, p.16.

[...] Mais comme l'organisation d'État ne s'intéresse pas au citoyen, ces maisons ne sont pas construites. [...] Pourquoi l'homme n'est-il pas sacré, pourquoi est-ce l'État, et non pas le citoyen qui est sacré ? Parce que nous avons renversé l'Empire ottoman, mais nous n'avons pu réussir ni à être une république, ni à devenir des citoyens. D'ailleurs, la République elle-même a été fondée par une poignée de militaires et de bureaucrates de culture ottomane. L'évolution sociale n'est toujours pas au stade de créer le 'véritable citoyen'. [...] Tant que la Turquie ne modifiera pas cette vision et organisation d'État, tant qu'elle n'acceptera pas que le but de l'existence de l'État est 'd'assurer le bien-être, l'intégrité et le bonheur des citoyens', ces morts ne seront pas les derniers. Car c'est cette mentalité qui tue les Turcs. »<sup>1035</sup>

Souvenons-nous des analyses que nous avons vu apparaître dans la presse des années 60 et 70. Les journalistes se focalisaient, sous l'effet de l'atmosphère politique, sur le rôle qu'avait joué le sous-développement du pays dans la vulnérabilité des populations aux tremblements de terre. On dénonçait alors surtout une classe de « dirigeants » (composée des politiques et des bureaucrates) qu'on considérait comme responsable du sous-développement, de l'inégalité interrégionale, de la négligence du risque sismique. Selon nous, les propos d'Altan constituent un changement important dans la mesure où il explique la vulnérabilité au risque sismique (ainsi qu'aux autres types de risques majeur) de la société turque par la vision de l'État traditionnelle qui est dominante en Turquie. C'est une analyse « macro », au sens où il touche à l'enjeu politique dans son ensemble en relation avec l'évolution sociale. Les facteurs comme la corruption, l'irresponsabilité de la classe politico-administrative, le sous-développement sont considérés comme les éléments secondaires de ce schéma explicatif. En simplifiant, nous pouvons avancer qu'Altan se concentre sur la « pathologie » au contraire du passé où on s'intéressait plutôt aux « symptômes », en mettant en question « le système entier ». Cette tendance, nous l'avons vu, se généralisera lors des séismes de 1999. Avant d'aborder les séismes suivants de 1995 et 1998, l'encadré suivant s'attarde sur le contexte sociopolitique entre 1992 et 1998, les changements survenus sur cette période étant importants pour bien comprendre ces séismes et méritant donc un développement ici.

---

<sup>1035</sup> ALTAN Mehmet, « Deprem Değil Devlet Öldürüyor », *Sabah*, 16 mars 1992, p.16.

### Evolution du contexte sociopolitique entre 1992-1998

La formation d'une coalition entre le centre-droit et les sociaux-démocrates a suscité beaucoup d'espoir au début. Le nouveau gouvernement projetait non seulement d'améliorer la situation socio-économique, mais aussi de réaliser une véritable libéralisation politique, un retour à la normale après le coup d'État. Or, la plupart des amendements constitutionnels nécessaires n'ont pas pu obtenir la majorité à l'Assemblée du fait de l'opposition d'ANAP et de RP, parti islamiste héritier du MSP, de retour sur la scène politique. Un contexte de crises politiques et économiques incessantes a suivi la mort d'Özal (avril 1993). Demirel a été élu Président de la République et İnönü a décidé de se retirer. Ainsi, à la fois le DYP et le SHP ont changé de leaders en 1993. L'aspect « frappant » de ce changement a été l'arrivée d'une femme turque au pouvoir, en qualité de Premier ministre. Tansu Çiller, une économiste issue d'une famille aisée, était responsable de l'économie dans le cabinet précédent. Elle sera désormais le chef d'un pouvoir exécutif qu'elle partagera avec Murat Karayalçın, ancien maire d'Ankara et nouveau président du SHP. Cette période a été marquée par l'aggravation des problèmes existants, la fragmentation politique à gauche tout comme à droite mais aussi par le renforcement du parti islamiste RP.

En ce qui concerne l'irréductibilité kurde, le gouvernement Demirel-Inönü n'a pas eu de véritable impact même si les deux partenaires de la coalition ont eu le courage de parler ouvertement d'une « réalité kurde ». Quant à Çiller, elle n'a pas hésité à donner carte blanche aux « faucons » : des unités de commando ont été créées au sein de la Police, le budget de la défense a été augmenté, les forces de l'ordre ont de plus en plus recouru à des tactiques non-conventionnelles dans le Sud-Est pour priver les militants du PKK de tout soutien logistique. Un certain nombre de villages et de hameaux ont été évacués par la force. Les droits de l'homme ont été quasiment « suspendus » dans la région. Des milliers de citoyens ont quitté la région à cause de l'insécurité, pour émigrer vers les grandes villes de l'Ouest où ils se sont installés dans les périphéries dans des conditions précaires. En 1994 les députés d'origine kurde, démissionnaires du SHP, ont été arrêtés (leur immunité fut levée à la demande de Çiller) et condamnés à des peines de prison principalement pour avoir des liens avec le PKK. Le DEP a été dissous par le Conseil constitutionnel.<sup>1036</sup> La décision a été critiquée par l'ancien leader social-démocrate İnönü, mais elle ne s'est pas heurtée à une véritable opposition sur le plan politique, y compris au sein du SHP. Ainsi disparaissait toute possibilité d'arriver à une solution pacifique et le PKK restait « l'unique représentant du peuple kurde » ainsi que ses responsables l'affirmaient. Cette impasse politique était même probablement désirée par ces derniers, tout comme elle l'était par certains responsables turcs.

La coalition Çiller-Karayalçın n'a pas eu de succès sur le plan économique non plus. Au contraire, le pays a vécu une des plus graves crises économiques de son histoire en 1994 à la suite d'une intervention de Çiller. Son objectif était de baisser les taux d'intérêts pour alléger le fardeau de la dette publique qui avait atteint le niveau de 67 milliards de dollars américains. « Les marchés financiers ont paniqué, ce qui a entraîné une fuite massive de capitaux. Le Premier ministre a sollicité l'assistance du FMI (solution

<sup>1036</sup> POULTON, *ibid.*, p.259.

habituelle dans le contexte turc) qui a proposé la recette habituelle de *repli et dévaluation*. »<sup>1037</sup> Le gouvernement a mis en place une série de « mesures de stabilité » dénommée « les mesures du 5 avril » (1994). Par conséquent, la Turquie a affiché un taux d'inflation de 106 % et connu une chute de 7,6 % dans le PIB en 1994.<sup>1038</sup> Néanmoins, lorsque l'économie a montré des signes de reprise l'année suivante, Çiller a préféré mettre le programme du FMI de côté.

Çiller a été également le responsable politique qui a projeté et réalisé une union douanière avec l'Union Européenne. Cette union douanière, devenue effective le 1<sup>er</sup> janvier 1996, donnait aux membres de l'UE la possibilité d'accéder directement au marché turc sans être obligés d'accorder un statut à la Turquie. Cette dernière serait désormais obligée d'appliquer les décisions prises sans son consentement du fait qu'elle n'était représentée dans aucune des institutions européennes. Le gouvernement Çiller-Baykal<sup>1039</sup> défendait l'idée que l'union douanière serait un premier pas vers l'adhésion et constituerait un argument de poids pour la candidature de la Turquie. La balance du commerce extérieur était déjà en faveur des pays membres de l'Union et dans les années suivantes la Turquie a vu ce déséquilibre devenir de plus en plus grand. Depuis, cette union douanière, qu'on assimile de temps en temps aux capitulations économiques, constitue un sujet de débat : malgré ses effets bénéfiques (augmentation de la capacité de concurrence des producteurs turcs, augmentation du volume du commerce avec l'Europe...) on la considère souvent comme désavantageuse pour la Turquie, tandis que dès le début le veto grec a empêché la Turquie de bénéficier des fonds européens alloués pour compenser ses pertes.<sup>1040</sup>

Ainsi, lorsque les élections législatives de 1995 se profilent à l'horizon, le paysage politique et économique est encore plus obscur qu'en 1991. L'économie souffrait de la crise récente mais aussi du conflit armé dans le sud-est dont le coût était pesant, la gauche et la droite politique se fragmentaient et s'affaiblissaient tandis que le problème de l'irrédentisme kurde était renvoyé essentiellement dans le camp des militaires (qui ne pouvaient que traiter le problème sous un angle sécuritaire). La corruption constituait toujours un problème important qui affectait les classes politiques, la bureaucratie et le monde des affaires. Le Premier ministre lui-même en était au point de voir son immunité parlementaire levée, à la demande de l'opposition qui l'accusait de corruption. À tous ces paramètres s'en ajoutait maintenant un autre, celui de l'islam politique. Les élections municipales de 1994 avaient permis au RP, le Parti de prospérité, de prendre les commandes d'un grand nombre de mairies, y compris les municipalités métropolitaines d'Istanbul et d'Ankara, ce qui avait causé un choc dans les milieux « laïcs ». La fragmentation qui affectait « les partis du système », comme les qualifiait le leader du RP, a joué un rôle important dans cette ascension : par exemple à Ankara, le RP avait gagné

---

<sup>1037</sup> MANGO, *ibid.*, p. 94.

<sup>1038</sup> AKAGÜL, *ibid.*, p. 94 et 95.

<sup>1039</sup> En 1994, un groupe de démissionnaires du SHP avec Deniz Baykal en tête ont refondé le Parti Républicain Populaire (CHP, parti fondé par Atatürk et dissous en 1980 par le régime militaire avec les autres partis). Suite à des négociations très dures entre SHP et CHP, les deux partis ont fusionné en février 1995 au profit du CHP, du fait de sa réputation historique. Deniz Baykal a été élu président du CHP et a remplacé Karayalçın dans le gouvernement jusqu'aux élections de 1995.

<sup>1040</sup> MANGO, *ibid.*, p.95. Voir aussi AKAGÜL, Deniz, « L'Economie turque depuis l'avènement de la République : performances ou contre-performances ? », dans VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Editions Fayard, Paris, 2005, p.454.



les élections municipales (pour la zone métropolitaine) avec une avance de 4 % sur le SHP. Ce dernier subissait alors le contrecoup de sa fusion avec le CHP, et n'obtint que 26,9 des voix, le CHP recueillant pour sa part un minuscule 2,1 %. Si la fusion des deux partis sociaux-démocrates avait eu lieu avant les élections, le RP ne l'aurait probablement pas emporté.

Les législatives du 24 décembre 1995 ont donné au parti islamiste RP le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée : 28,7 % (21,4 % des voix). Ce résultat a été salué comme la plus grande victoire jamais remportée par les cercles islamistes. Pour la première fois, un parti politique qui faisait ouvertement référence à la religion se voyait soutenu par près d'un tiers des électeurs, et cela malgré le fait que « la lutte contre l'intégrisme » avait été un des arguments majeurs des autres partis politiques lors de la campagne électorale. En particulier, l'ex-Premier ministre Tansu Çiller avait largement traité cette thématique en affirmant systématiquement qu'elle « formerait un rempart devant ceux qui voulaient la charia ». Mais lorsque la coalition qu'elle a formée avec l'ANAP n'a pu fonctionner, elle n'a pas hésité à former un gouvernement avec le RP, donc avec les « intégristes » dont elle parlait jusque-là avec mépris. Pour ceux qui avaient voté pour son parti (DYP) par crainte de voir un gouvernement islamiste à Ankara, ce fut un scandale. Car si le DYP avait pu avoir 24,5 % des sièges à l'Assemblée (au deuxième rang après le RP), c'était en grande partie du fait des discours « anti-islamistes » de Çiller. Cette dernière affirmait qu'elle avait admis l'idée d'un co-gouvernement avec Necmettin Erbakan, le leader du RP, pour pouvoir mieux les contrôler. Apparemment, sa préoccupation principale était plus de garder son immunité parlementaire que de défendre la laïcité : les dossiers de corruption touchant la famille Çiller avaient été abondamment évoqués avant les élections par ses adversaires. En particulier Mesut Yılmaz, leader de l'ANAP, promettait de la traduire devant la Cour suprême.

Le RP est donc sorti gagnant des élections de décembre 1995, mais son arrivée au pouvoir n'a pu avoir lieu qu'en juillet 1996. Entre-temps, le DYP de Çiller et l'ANAP de Yılmaz ont (difficilement) formé une coalition mais celle-ci n'a pas pu survivre. Necmettin Erbakan qui a été chargé de créer le nouveau gouvernement s'est alors rapproché de Tansu Çiller et la coalition DYP-RP a vu le jour. Mais déjà avant sa formation officielle, les parlementaires du RP ont voté contre la résolution visant à traduire Çiller devant la Cour suprême. Donc, grâce à l'intervention de son nouveau partenaire (qu'elle avait pourtant qualifié de « menace principale contre la République » lors de sa campagne électorale), elle ne serait pas jugée pour ses affaires de corruption. Cette coalition a coûté très cher à Çiller, mais aussi au DYP en termes de soutien populaire.<sup>1041</sup> D'ailleurs, Çiller a été contestée par un groupe de ses députés qui ont démissionné après la formation du nouveau gouvernement pour former un autre parti.

Selon le protocole de coalition, Erbakan a fait ses débuts de Premier ministre dès que le nouveau gouvernement a obtenu le vote de confiance. Il restera en place pendant une durée de deux ans et passera le relais ensuite à Çiller. D'après Kongar, cette période a été caractérisée par « l'attaque idéologique de l'islam politique ».<sup>1042</sup> Les islamistes pouvaient

---

<sup>1041</sup> Le DYP était l'héritier du Parti de Justice (AP) formé par Süleyman Demirel, qui lui était héritier d'Adnan Menderes, fondateur du Parti Démocrate (DP) et Premier ministre de 1950 à 1960, exécuté à la suite du coup d'État qui a eu lieu la même année. Donc le DYP représentait quand même une tradition politique importante, celle de la droite libérale (et aussi populiste) en Turquie. La perte de crédibilité qu'il a subie sous Çiller l'a presque effacé de la scène politique turque.

<sup>1042</sup> KONGAR, *ibid.*, p. 276.

désormais s'exprimer haut et fort pour affirmer leur désir d'imposer la religion dans l'espace public. La question n'était pas une question de « liberté fondamentale », comme ils l'appelaient, car ils défendaient aussi le fait que la religion ne reste plus uniquement une affaire personnelle, mais devienne bel et bien une référence pour organiser la vie sociale. Ce discours engendrait une grande gêne dans le camp des laïcs, à commencer par l'armée qui se considère comme le défenseur principal de la laïcité en Turquie.

La tentative de démonstration de force la plus importante d'Erbakan s'est faite dans le domaine de la politique étrangère. Il a essayé de réaliser un changement radical mais ses ambitions de créer un « espace musulman » dans lequel la Turquie serait naturellement dominante se sont soldées par un échec. Après une série de visites officielles faites dans les pays musulmans qui n'ont pas eu de résultats concrets, il a été manifestement humilié en Libye par Mohammed Kaddafi qui l'a reçu dans une tente près de Binghazi, dans le désert, et a prononcé un discours amer sur le contexte turc : il a accusé la Turquie d'être « pro-américaine, pro-israélienne » et de « réprimer sa population kurde, qui aurait dû être émancipée ». Erbakan a écouté ce discours sans pouvoir adresser une quelconque réponse. Kaddafi mettait en cause la politique intérieure et étrangère de la Turquie devant les caméras avec un ton insultant. Le matin suivant, les titres de la presse turque annonçaient la fin de l'utopie de la « fraternité musulmane ». Un journaliste turc affirmait de façon agressive que la Turquie était scandalisée par le fait que « son Premier ministre ait pu tolérer les insultes d'un bédouin aux pieds nus ». <sup>1043</sup> Erbakan a subi une perte considérable en termes de crédibilité. Non seulement son intention d'orienter le cap de sa politique sur le monde musulman avait causé une humiliation du pays sur le plan international, mais il n'avait pas pu non plus effectuer la rupture diplomatique avec Israël, rupture qu'il avait toujours mis en avant pour obtenir le soutien de sa base électorale. Au contraire, il s'est vu obligé de signer une série d'accords (dont des accords de sécurité et de défense) avec l'État d'Israël.

Malgré tout, le RP a essayé de satisfaire sa base électorale « traditionnelle » à travers les municipalités sous son contrôle, par une série d'actions sur le plan symbolique : on a annoncé par exemple le projet de construction d'une grande mosquée sur la place de Taksim, une place centrale d'Istanbul sur laquelle était érigée une statue de Mustafa Kemal et de ses compagnons. Taksim était le quartier-emblème de la vie moderne (et nocturne) depuis le début du siècle. D'autres actions similaires ont été engagées par les islamistes du RP : le projet de retransformation de l'Eglise Sainte-Sophie en mosquée, l'interdiction de vente d'alcool par certaines municipalités, etc. <sup>1044</sup> Mais la réaction publique a empêché les islamistes de réaliser leur ambition « d'islamiser l'espace public ». Le 31 janvier 1997, la municipalité de Sincan (Ankara) a organisé une soirée « thématique » de soutien à la Palestine. Le jour suivant, les images de la soirée où une série de discours « anti-laïcs » avaient été prononcés (dont un par l'ambassadeur d'Iran, hôte d'honneur) ont fait le tour de tous les bulletins d'information. Pour l'armée ce fut « la goutte qui fait déborder le vase ». Par conséquent, un peloton de chars de combats a

---

<sup>1043</sup> Voir l'article de Laçiner où il critique aussi les médias turcs pour reprendre les discours anti-arabes à cette occasion et pour « lapider » Erbakan et son parti, sur la demande de l'armée. LAÇINER Ömer, « Erbakan'ın Afrika Seferi ve Türkiye'nin İtibarı », *Birikim*, No 90 (octobre 1996), pp.3-7.

<sup>1044</sup> KONGAR, *ibid.*, p.275 et 276.

traversé les rues de Sincan le lendemain matin, en s'étant « trompé d'itinéraire ». Le message de l'armée était clair.<sup>1045</sup>

Lors de la réunion du Conseil de Sécurité Nationale<sup>1046</sup> du 27 février 1998, les commandants ont présenté au Premier ministre un document sur « l'intégrisme religieux », qui était d'après eux devenu une « menace stratégique » aussi grave que l'irrédentisme kurde. Les membres militaires du Conseil faisaient savoir que des mouvements islamistes agissaient en vue de détruire le régime. Ils visaient en particulier « les caractères laïc, social, démocratique de l'État turc » et « cherchaient à l'affaiblir en suscitant des polarisations artificielles comme laïcs/anti-laïcs ». L'armée demandait au gouvernement de prendre les mesures nécessaires contre ces mouvements, non seulement pour « assurer la continuité du régime et de la cohésion sociale » mais aussi « pour ne pas affaiblir l'image de la Turquie à l'étranger, surtout à un moment où elle s'apprêtait à devenir candidat pour l'adhésion à l'UE. » Le gouvernement était donc averti de manière nette (on parlait des « contraintes éventuelles » à la fin du document) et tenu responsable de l'application des dites mesures, qui seraient communiquées au cabinet par la suite. Erbakan a signé ce document sans montrer aucune opposition.<sup>1047</sup>

Le document contenant les mesures destinées à « défendre le régime » a été rendu public en même temps que sa transmission au gouvernement. La stratégie qu'on lisait à travers les actions énumérées dans ce rapport consistait à priver l'islam politique de ses ressources financières et humaines. On demandait par exemple la prolongation de la durée de l'enseignement primaire (de 5 à 8 ans), ce qui signifiait la fermeture des classes 6, 7 et 8 dans les lycées *Imam-Hatip*. Leur enseignement se réduisait ainsi à 3 ans au lieu de 6. Ces lycées où les cours sur la religion et la langue arabe tenaient une place considérable, étaient créés afin de former les futurs imams. Néanmoins, ils constituaient un enjeu politique délicat, voire un champ de bataille entre la droite qui en créait de plus en plus pour séduire l'électorat conservateur et la gauche qui y voyait une source de militants « anti-laïcs ». Rappelons que le régime militaire de 1980-83 avait aussi augmenté le nombre de lycées *Imam-Hatip*, dans le cadre de son projet de « synthèse turco-islamique ». L'armée affirmait maintenant la nécessité de la fermeture d'une bonne partie de ces établissements qui produisaient largement plus d'imams que le besoin réel du pays. On affirmait que ces écoles, tout comme les séminaires coraniques<sup>1048</sup>, formaient en réalité des islamistes politiques.

---

<sup>1045</sup> KONGAR, *ibid.*, p.280.

<sup>1046</sup> Pour plus d'informations sur le rôle du Conseil après 1980, voir ROY, Olivier (dir.), **La Turquie d'aujourd'hui**, Universalis (Collection 'Le Tour du Sujet'), Paris, 2004, pp. 29-39.

<sup>1047</sup> Pour le texte intégral, voir KONGAR, *ibid.*, p.282 et 283.

<sup>1048</sup> Les séminaires coraniques, *Kuran kursu*, cours de Coran en turc, sont des séminaires donnés par un religieux compétent dont les objectifs sont 1/ apprendre aux citoyens à lire et réciter le Coran dans le texte, c'est-à-dire en arabe ; 2/ apprendre les formes de la prière, 3/ informer les citoyens sur la croyance musulmane, les principes du culte et de la morale musulmane et sur la vie du prophète (voir le site Internet <http://muftuluk.sinop.gov.tr/mevzuat/yonetmelik/17.htm> pour le règlement). Ces séminaires sont sous le contrôle de la *Direction des affaires religieuses*, et organisés selon un règlement officiel. Ils jouent en partie le même rôle que le catéchisme dans la chrétienté mais dans le contexte turc, ils font souvent l'objet de polémiques comme les lycées *Imam-Hatip*. Les milieux laïcs affirment que ces séminaires n'ont pas d'utilité dans la mesure où on y apprend à réciter les textes coraniques sans les comprendre et qu'en réalité, les séminaires échappent au contrôle de l'État (voir par exemple, [http://www.kongar.org/aydinlanma/2003/395\\_Kuran\\_Kurslarinin\\_Onemi.php](http://www.kongar.org/aydinlanma/2003/395_Kuran_Kurslarinin_Onemi.php)). De même, ils sont susceptibles d'être instrumentalisés par les extrémistes. Soulignons qu'il existe un nombre considérable de « séminaires clandestins » aussi.

L'intervention de l'armée a été saluée comme « une intervention légitime » par les milieux laïcs tandis que les islamistes l'ont présentée comme un coup d'État tacite. D'après un haut-commandant de l'armée, sa définition la plus originale était : « coup d'État post-moderne », selon l'expression de certains journalistes.<sup>1049</sup> Trois mois après (pendant lesquels le gouvernement n'avait entrepris aucune démarche pour appliquer lesdites mesures), une campagne de « relations publiques » organisée par l'État-major a suivi. Un certain nombre d'universitaires, de juges, de procureurs, de journalistes, d'hommes politiques et de bureaucrates, mais aussi « les représentants de la société civile (laïque) » ont été invités au haut-commandement pour écouter des *briefings* sur l'ampleur que l'intégrisme avait atteint en Turquie. La campagne n'a pas tardé à donner des résultats car on a vu se former une plateforme d'initiative civile composée des associations, des chambres de commerce, des syndicats « attachés aux valeurs républicaines » afin de faire pression sur le gouvernement. « Les médias laïcs » leur ont bien entendu accordé tous leurs moyens disponibles.

Sur le plan politique, Necmettin Erbakan s'est retrouvé isolé avec le RP. Il était privé de tout soutien de la part des autres partis politiques qui étaient d'accord avec les militaires sur la nécessité d'une « guerre contre l'islam politique ». Même son vice-Premier ministre, Tansu Çiller, se voyait de plus en plus isolée au sein de son parti DYP où les démissions étaient devenues fréquentes. En juin, les rumeurs sur un éventuel coup d'État se sont répandues à Ankara. Par ailleurs, le Procureur de la Cour suprême avait déjà entamé un procès contre le RP devant la Cour constitutionnelle. Le parti islamiste était accusé de « s'opposer au régime démocratique ». Cette pression a finalement abouti à la démission d'Erbakan qui a proposé des élections anticipées. Selon le protocole de la coalition, Çiller prendrait le relais et resterait Premier ministre jusqu'aux élections. Ainsi, la coalition espérait diminuer la tension et pouvoir sortir indemne de la crise.

Ces calculs se sont heurtés « aux murs de *Çankaya* ». Le Président Demirel, lui aussi en plein accord avec l'armée sur le dossier de l'intégrisme, a refusé de laisser Çiller former le nouveau gouvernement et en a chargé Mesut Yılmaz, leader d'ANAP. Ce dernier s'est rapidement engagé avec les démissionnaires du DYP et le parti social-démocrate de Bülent Ecevit, le DSP. Deniz Baykal, leader du CHP, affirmait lui-aussi que le nouveau gouvernement aurait son soutien. Ainsi, une nouvelle coalition a vu le jour le 30 juin et a passé le vote de confiance sans difficulté malgré l'opposition des députés islamistes, ce qui montre à quel point la menace de « talibanisation du pays » était prise au sérieux. La mission principale de ce gouvernement était « d'éradiquer les bases sociales de l'islamisme » comme les écoles coraniques et de bloquer parallèlement les « capitaux verts » selon l'expression turque : il s'agissait d'agir contre les groupes industriels et commerciaux qui finançaient les activistes islamiques. Il revenait également au gouvernement de « renverser le processus de l'islamisation des institutions publiques » entrepris par le gouvernement précédent. Cela signifiait la purge des fonctionnaires considérés comme « islamistes ». Le RP a été interdit en janvier par la Cour constitutionnelle.<sup>1050</sup>

<sup>1049</sup> Voir MANGO, *ibid.*, p.97. Ce commandant de l'armée a déclaré plus tard que « le processus du 28 février était une intervention faite dans un cadre légal, constitutionnel et démocratique, ce qui était nécessaire dans les conditions de l'époque ». Dans ÇEVİKCAN, Serpil, « Klasik Darbe Yapılamazdı » *Milliyet*, 16 janvier 2001, et « Paşaların Darbe Tartışması », *Hürriyet*, 15 janvier 2001.

<sup>1050</sup> Le maire islamiste d'Istanbul, Tayyip Erdoğan, avait déjà été condamné à 10 mois de prison à cause d'un discours « incitant à la haine » qu'il avait tenu (28 juin 1998). En août 2000, Necmettin Erbakan fut

Mesut Yılmaz a pu rester à la barre jusqu'en décembre 1998, mettant une partie des mesures « anti-islamistes » comme l'augmentation de la durée de l'enseignement primaire. Mais la révélation des liens entre un mafieux turc recherché par Interpol et certains de ses ministres l'ont contraint à démissionner. Ce scandale a été la confirmation, d'une certaine façon, du fait que la corruption avait profondément infecté la bureaucratie et le monde politique en Turquie, comme la société l'avait clairement constaté grâce à l'affaire de *Susurluk* deux ans auparavant.

Malgré la démission du ministre de l'Intérieur impliqué dans cette affaire, le mécontentement de la société persistait. Une ONG a organisé une « manifestation continue » pour faire pression sur le gouvernement qui ne montrait pas beaucoup d'empressement pour éclairer la situation. Tous les soirs à 21 heures, un très grand nombre de citoyens éteignaient les lumières pour protester contre l'absence de transparence et le fonctionnement du système en marge de la Constitution. Erdogan a perdu beaucoup de sa crédibilité en servant de bouclier à sa partenaire Çiller, à qui on reprochait d'être impliquée dans l'affaire (le chef de clan kurde qui se trouvait dans la fameuse voiture accidentée était un député du DYP). Le gouvernement a tenté en vain de faire la sourde oreille face à la réaction publique. Après la fin du travail d'enquête, le rapport de la commission parlementaire a été publié. Sur le plan juridique, aucune personne sauf celles qui avaient commis les assassinats n'a été condamnée. Mais la société turque a pris conscience de l'existence et du fonctionnement des réseaux illégaux qui avaient intégré toutes les institutions.<sup>1051</sup>

---

condamné à onze mois de prison pour avoir détourné les fonds du Parti de prospérité (août 2000). Après RP, son avatar FP (Parti de vertu) a été interdit en juin 2001 pour être anticonstitutionnel. Profitant des lacunes du système juridique et de sa lenteur, Erdogan n'a commencé à purger cette peine qu'en 2006. À cause de son âge avancé, la sentence a été remplacée par 28 mois d'emprisonnement dans son logement. En ce qui concerne la dissolution du RP, les responsables du parti ont déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'homme (ECHR). Cette dernière a approuvé la décision de dissolution. Voir le site d'ECHR : [www.echr.coe.int/FR/press/2001/juillet/RefahPartisi2001judf.html](http://www.echr.coe.int/FR/press/2001/juillet/RefahPartisi2001judf.html)

<sup>1051</sup> Ibid., p.280.

## ***Section 8. Dinar 1995 et Adana 1998 : prélude à Marmara 1999***

---

Ni le séisme de Dinar, ni celui d'Adana ne sont des séismes aussi destructeurs que les séismes précédents traités dans cette partie (94 morts pour le premier, 146 pour le deuxième). Cela ne veut pas dire que nous sous-estimons leurs conséquences dramatiques, puisqu'il s'agit des pertes en vies humaines, quel que soit leur nombre. Néanmoins, si l'on s'en tient aux chiffres, ils ne sont pas comparables à des catastrophes comme les tremblements de terre de Varto, Lice, Horasan, etc. Cependant, leurs impacts ont été beaucoup plus limités par rapport aux séismes majeurs précédents, les tremblements de terre de Dinar et d'Adana ont été fortement médiatisés, même si cela n'a duré que quelques jours. Dans la presse, des arguments très similaires à ceux que nous avons vus après le séisme du 17 août 1999 ont été avancés. C'est la raison principale pour laquelle nous étudions les séismes de Dinar et d'Adana dans le cadre de ce travail. Ces deux désastres nous assurent la transition entre le tremblement de terre d'Erzincan (1992) et ceux de Marmara (1999), en nous permettant de constater la continuité dans l'évolution des discours post-catastrophe.

Pour respecter la chronologie, nous commencerons par le séisme de Dinar qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1995, à 17h57. Dinar est un sous-département rattaché au département d'Afyonkarahisar. Il se trouve à environ 350 km au sud-ouest d'Ankara et constitue un point de passage important sur les axes routiers nord-sud et est-ouest. Sa population s'élevait à près de 100 000 habitants en 1995, dont 42 000 dans la bourgade.<sup>1052</sup> De magnitude 5,9 selon l'échelle de Richter, la secousse principale a duré pendant 25 secondes. Il faut savoir que celle-ci avait été précédée de secousses dites « précurseurs » pendant les quatre jours précédents. Le tremblement de terre a détruit près de 200 bâtiments et en a fortement endommagé 4 340, sur les 24 000 qui constituaient le stock du bâtiment de la bourgade.<sup>1053</sup> Il a également frappé les agglomérations périphériques (Gökçek, Evciler, Hırka, Kızılören, Başmakçı...).

Comme cela a été le cas après d'autres séismes, le courant est instantanément coupé et le central téléphonique est hors-service. Il a fallu évacuer l'hôpital qui a été

---

<sup>1052</sup> [http://tr.wikipedia.org/wiki/Dinar,\\_Afyonkarahisar](http://tr.wikipedia.org/wiki/Dinar,_Afyonkarahisar)

<sup>1053</sup> COMBESURE, Didier, « Rapport de mission du séisme de Dinar – Turquie », *Cahier Technique de l'AFPS*, n°16 (juillet 1998), p.2.

fortement endommagé et rediriger les victimes dont l'état est grave vers les centres administratifs voisins.<sup>1054</sup> D'après *Hürriyet*, « Dieu avait presque averti Dinar » avec les secousses survenues depuis le 26 septembre (dont la plus forte a eu une magnitude de 4,7) : la population locale, inquiète de la possibilité de subir un séisme plus grand, évitait le plus possible d'entrer dans des espaces fermés. Cela avait diminué le nombre de victimes.<sup>1055</sup> D'ailleurs, ces tremblements de terre qui ont poussé une partie de la population à quitter la bourgade n'ont pas été inoffensifs car ils ont « sans doute été à l'origine de l'endommagement du bâti avant la secousse principale ». <sup>1056</sup>

À l'inverse de ce que nous avons généralement constaté lors de ce travail, les secours sont rapidement arrivés à Dinar depuis les centres départementaux Afyon, Denizli et Isparta qui ont pu être joints grâce aux émetteurs radio de la police locale. Visiblement, la position géographique de Dinar qui se trouve au milieu de trois départements présentait un avantage à ce sujet. Dans la nuit, plusieurs convois sont arrivés sur le lieu : un groupe dépêché par le ministère de la Santé (15 ambulances et le personnel nécessaire) ; un convoi du Croissant-Rouge et un groupe du ministère de l'Intérieur composé des unités médicales et des équipes de Sécurité Civile.<sup>1057</sup> Nous pouvons dire que les autorités politiques ont réagi aussi rapidement que les équipes de secours : le Président de la République, Süleyman Demirel, accompagné par certains ministres, est parti d'Ankara vers minuit en direction de Dinar.<sup>1058</sup> D'autres personnalités politiques, comme le Premier ministre Tansu Çiller, le suivront. Selon *Hürriyet*, c'était « la première fois qu'on observait l'intervention rapide de l'État. Seulement 5-6 heures après le tremblement de terre, l'État était sur les lieux avec un hôpital mobile, une cuisine mobile, des groupes électrogènes, et un central téléphonique. »<sup>1059</sup> Dans *Hürriyet*, on précisait que l'efficacité des services publics avait partiellement apaisé la colère de la population locale. Le même jour, une page entière de ce quotidien était réservée aux travaux de secours considérés comme un « véritable succès ». <sup>1060</sup> Néanmoins, le jour suivant Celalettin Çetin faisait état dans *Milliyet* d'un

---

<sup>1054</sup> « Dinar Yerle Bir », *Hürriyet*, 2 octobre 1995, p.1.

<sup>1055</sup> Ibid.

<sup>1056</sup> COMBESCURE, *ibid.*

<sup>1057</sup> ERVIN Güray et alii., « Dinar Yıkıldı », *Hürriyet*, 2 octobre 1995, p.29.

<sup>1058</sup> Ibid.

<sup>1059</sup> « Çalanla Çalmayan », *Hürriyet*, 3 octobre 1995, p.1.

<sup>1060</sup> « Devletin Sıcak Eli », *Hürriyet*, 3 octobre 1995, p.19.

certain nombre de problèmes qu'il avait constaté à ce sujet comme la mauvaise qualité des rations distribuées et l'insuffisance des tentes envoyées.<sup>1061</sup>

Cependant, les victimes de séisme étaient quand même en colère contre l'État, ou plutôt contre le préfet qui avait fait faire des annonces pour inciter les habitants de Dinar à rentrer dans leurs maisons à la suite des secousses par la suite identifiées comme des « précurseurs ». Certaines familles, surtout celles qui ont vu leur maison subir des dommages, vivaient dans des tentes depuis plusieurs jours. Souhaitant le retour à la normale dans la bourgade, le préfet avait déclaré qu'il n'y avait plus de danger et demandé aux habitants de regagner leurs domiciles.<sup>1062</sup> A présent, il était même accusé d'être responsable des pertes en vies humaines par une partie des victimes qui étaient allées jusqu'à rencontrer le Président, le ministre de l'Intérieur et d'autres leaders politiques pour réclamer sa démission.<sup>1063</sup> Quant au préfet, il avançait que son intervention était légitime car « les données obtenues jusqu'à aujourd'hui montraient que les séismes ultérieurs qui ont succédé au premier avaient tendance à être de moins en moins violents. » Il affirmait avoir parlé avec le directeur de l'Observatoire de Kandilli (Istanbul) avant de prendre cette décision. Mais ce dernier refusait toute responsabilité, en assurant qu'il avait précisé au préfet qu'il n'existait aucun moyen de savoir si les séismes s'arrêteraient ou non.<sup>1064</sup> Finalement, le préfet d'Afyon a été contraint de prendre un mois de congés « obligatoire », probablement pour ne pas s'attirer davantage la colère des victimes.<sup>1065</sup> Ce qui nous paraît intéressant, dans ce cas, est que ce responsable s'est senti suffisamment compétent pour « interpréter » une observation empirique afin de prendre sa décision (sans craindre de l'affirmer devant la presse). Pour justifier sa décision et dépasser l'incertitude dans laquelle il se trouvait, il a donc considéré ces secousses comme des « répliques », et non des « précurseurs ».

Dans la presse, les critiques concernant la destruction voient le jour une fois le choc s'estompe. La une de *Milliyet* du 3 octobre est dominée par un titre qui couvre presque 20 % de la page : « Le public s'est effondré »<sup>1066</sup> (soulignons que le terme « public » fait ici allusion à l'État, à l'administration). Le sous-titre clarifie la formule utilisée : « A chaque séisme c'est la même chose. Les bâtiments de l'État sont tous

---

<sup>1061</sup> ÇETIN, Celalettin, « Dinarlı Devlet Arıyor », *Milliyet*, 4 octobre 1995, p.12.

<sup>1062</sup> « Halk Valiyi Suçluyor », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.12.

<sup>1063</sup> Ibid. ; ÇETIN, Celalettin, ibid.; ERVIN, Güray et alii., « Terk Eden Kurtuldu », *Hürriyet*, 5 octobre 1995, p.33.

<sup>1064</sup> « Uzmanlar Cephesinde Polemik », *Milliyet*, 11 octobre 1995, p.5.

<sup>1065</sup> « Vali'ye Zorunlu İzin », *Hürriyet*, 5 octobre 1995, p.37.

<sup>1066</sup> « Kamu Çöktü », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.1.



détruits ». À Dinar, la sous-préfecture, la mairie, l'hôtel de police, les logements du ministère de la Justice et les logements de la police se sont effondrés. D'après l'article, c'était la « réalité effrayante » des séismes en Turquie : les bâtiments publics étaient encore plus vulnérables que les bâtiments privés. On demandait alors « qui étaient les promoteurs de ces constructions et qui étaient les responsables administratifs ayant approuvé leurs projets. »<sup>1067</sup> Le ton utilisé par *Hürriyet* était en apparence plus modéré envers l'État. Dans un article non-signé, il était écrit : « tout comme à Erzincan, les bâtiments propres de l'État n'ont pu résister aux secousses aussi bien que les simples maisons faites par les citoyens eux-mêmes. » Et tout en soulignant la destruction des édifices publics, on attirait l'attention sur le rôle de « certains promoteurs malhonnêtes qui escroquaient l'État » dans les projets publics. Mais par la suite, on dénonçait « la collaboration dégoûtante entre le promoteur malhonnête, voleur et l'autorité publique qui ne fait pas son travail ». D'après l'auteur c'était « le minimum qu'on pouvait dire à propos de ce type de fonctionnaire ».<sup>1068</sup> Il s'agit donc de la mise en cause prudente des autorités publiques aussi.

Nous voyons que, schématiquement, l'évolution du traitement de la catastrophe par la presse est identique à celle que nous avons vue après le séisme d'Erzincan de 1992 : d'abord un premier choc accompagné d'un effort pour obtenir des informations en provenance de la zone touchée ; ensuite un questionnement sur les causes de la destruction, suivi de l'identification des responsables. Et entretemps, si nécessaire, des critiques concernant les travaux de secours (notons que ces dernières ont été rares dans le contexte de Dinar en 1995 pour les raisons que nous avons expliquées ci-dessus). Après le séisme de Dinar, les promoteurs ont, une fois encore, été présentés comme les principaux responsables du désastre. Le quotidien *Hürriyet* est même allé jusqu'à énumérer les noms des promoteurs jugés coupables.<sup>1069</sup> Mais Yıldırım Çavlı qui tient une rubrique dans le même quotidien soulignait que ceux-ci ne représentaient qu'une partie des acteurs concernés : « Aucun des promoteurs voleurs de Dinar ne se verra sanctionné. [...] Lors du scandale de *ISKI*, j'ai publié les noms de 76 promoteurs qui ont donné des pots-de-vin au parti [SHP]. Aucun n'a été puni. [...] Pourquoi ne peut-on pas punir ? La réponse est simple. Cela signifierait l'effondrement du système. Le système de vol, bien entendu. [...] Les aveux d'un seul promoteur peuvent secouer ce système. Parce qu'il dira à quel parti politique, à quel ministre, à quel directeur il a donné des dessous-de-table. Même les partis

---

<sup>1067</sup> Ibid.

<sup>1068</sup> « Çalanla Çalmayan », *Hürriyet*, 3 octobre 1995, p.1 et 33.

<sup>1069</sup> « İşte Çalan Müteahhitler », *Hürriyet*, 4 octobre 1995, p.34.

d'opposition redoutent cette probabilité car ils ont aussi leurs propres promoteurs. En réalité la solution est très simple. Comme c'est le cas dans le monde entier, le contrôle des constructions peut être délégué à des entreprises privées. »<sup>1070</sup>

L'idée du contrôle technique était également affirmée dans *Milliyet*, par Taha Akyol. Mais il parlait également du « niveau de conscience des citoyens » qui, selon lui, n'était toujours pas assez élevé. Ce qui est intéressant est la façon dont il réduit la question à un problème purement économique : « Faire des constructions solides est une question d'argent ! Non pas une question de politique, d'idéologie ou de régime ! Notre PNB par personne doit s'élever à 10 000 dollars ! »<sup>1071</sup> Or, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles peut devenir une question politique aussi bien qu'économique. En ce sens, Yalçın Doğan soulignait qu'il s'agit « de l'effondrement du système et non de celui de Dinar ». Selon lui, les cartes de risque sismique existaient dans toute l'administration, au niveau des préfectures aussi bien qu'au niveau des collectivités locales. Néanmoins, ces cartes restent sur les étagères sans être prises en compte par les organismes concernés, ce qui a comme conséquence la répétition des mêmes scènes de catastrophe, suivies « des accusations mutuelles et des discours du type 'l'État pansera les plaies' ». D'après Doğan, le tremblement de terre de Dinar donnait une leçon coûteuse à la société turque : il était nécessaire de réduire le risque en amont, à travers la réalisation des plans élaborés dans ce but.<sup>1072</sup> Parallèlement, Altan Öymen parlait de la nécessité d'appliquer les règlements et les mesures qui, dans l'état actuel, n'existaient que sur le papier. Pour lui, la Turquie avait besoin d'une réorganisation profonde en ce qui concerne la prise en compte des risques majeurs et l'organisation des secours.<sup>1073</sup>

Le tremblement de terre de Dinar a par ailleurs suscité encore une fois la médiatisation de la question de l'éventuel séisme d'Istanbul. La place consacrée à ce sujet par les quotidiens est presque aussi importante que la place réservée au séisme de Dinar. Dès le deuxième jour, on commence à parler des scénarios concernant un tremblement de terre qui affectera principalement la ville d'Istanbul et ses environs. D'après Ahmet Metin Işıkara, directeur de l'Observatoire de Kandilli, même un séisme de même magnitude que

---

<sup>1070</sup> ÇAVLI, Yıldırım, « Istanbul'da Deprem Olursa », *Hürriyet*, 5 octobre 1995, p.25. Ledit scandale concernait le bureau municipal qui gère les réseaux d'eau potable et des égouts d'Istanbul, dont le directeur recevait des pots-de-vin de la part des promoteurs. Voir <http://www.tempodergisi.com.tr/egence/kitap/06768/>

<sup>1071</sup> AKYOL, Taha, « Deprem... », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.13.

<sup>1072</sup> DOĞAN, Yalçın, « Dinar'ın Değil, Düzenin Çöküşü », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.11.

<sup>1073</sup> ÖYMEN, Altan, « Her Depremdeki Gibi », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.1.

celui de Dinar « suffirait pour transformer Istanbul en Kobe ». <sup>1074</sup> Dans l'article on faisait allusion au scénario élaboré par la Chambre des ingénieurs de géophysique de Turquie qui avait été publicisé en 1992. De même, on énumérait les zones d'Istanbul particulièrement vulnérables au séisme, identifiées par l'Université technique de Yıldız. Dans un autre article, Ercüment İşleyen faisait savoir que les compagnies d'assurance étaient de plus en plus prudentes au sujet d'Istanbul. Ainsi, les réassureurs suisses, dans l'attente d'un tremblement de terre majeur frappant cette ville, avaient augmenté leurs prix et alourdi les conditions de réassurance. <sup>1075</sup> L'antenne de la Chambre des ingénieurs civils de Turquie indiquait de son côté que la grande majorité des bâtiments (ceux qui sont légaux, bien entendu) à Istanbul n'avait été « contrôlée » que sur le papier. <sup>1076</sup>

Selon Yıldırım Çavlı, les autorités politiques et publiques dissimulaient les rapports sur cette question afin d'empêcher la panique au sein de la population. En rappelant que 15 amnisties concernant les délits relatifs à l'urbanisation ont été déclarées dans les 47 dernières années, il ajoutait : « Nous serons secoués un jour, tôt ou tard. Peut-être que cette ville pécheresse a besoin d'être secouée un peu pour être nettoyée. Par contre, je crains que ce jour-là, les écoles, les hôpitaux, les tribunaux, les stations de police soient les premières édifices qui s'écrouleront, en tuant les élèves, les médecins, les juges et les policiers. » <sup>1077</sup> Sous sa rubrique, Melih Aşık publiait un entretien avec Hikmet Tümer, président de la Chambre des ingénieurs de géophysique qui, lui aussi, insistait sur le fait que cette réalité était cachée au public. Pour Tümer c'était effectivement la raison pour laquelle la carte sismique officielle de la Turquie n'était pas renouvelée depuis 1970. <sup>1078</sup>

Ce qui est intéressant est le fait qu'aucun membre du gouvernement ou responsable administratif n'ait démenti ces propos, comme s'ils les acceptaient tacitement, en essayant de clore les débats le plus rapidement possible. Par ailleurs, une fois encore, il n'a été question d'aucune poursuite judiciaire contre les responsables de « premier rang » de la destruction. La commission d'enquête envoyée à Dinar a conclu que les bâtiments qui se sont effondrés étaient ceux qui ont été construits avant l'entrée en vigueur du règlement de 1975 (relatif aux édifices dans les zones sismiques). <sup>1079</sup> Lors d'une deuxième visite à

---

<sup>1074</sup> « Istanbul Kobe'ye Dönerdi », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.13.

<sup>1075</sup> İŞLEYEN, Ercüment, « Sigortacının Korkusu », *Milliyet*, 3 octobre 1995, p.13.

<sup>1076</sup> « İnşaatlar Denetimsiz », *Milliyet*, 4 octobre 1995, p.13.

<sup>1077</sup> ÇAVLI, *ibid.*

<sup>1078</sup> AŞIK, Melih, « Dinar-Istanbul », *Milliyet*, 4 octobre 1995, p.11.

<sup>1079</sup> « Yönetmeliğe Uyulmuş », *Milliyet*, 9 octobre 1995, p.11. Ce règlement qui a été remplacé par un autre en 1998 est considéré aujourd'hui comme très inadéquat. Pour une critique technique de différents règlements produits au cours des années, voire <http://www.firat.edu.tr/ffmu/19-2/05ulucan.pdf>

Dinar, Süleyman Demirel a repris son discours habituel : « Je n'arrive pas à dormir depuis le jour du séisme. Je réfléchis sur votre problème de logement. L'État est avec vous. Nous construirons 8 000 maisons. Nous reconstruirons Dinar. [...] Que le Dieu nous épargne du pire. [...] Je vous assure que Dinar demeurera ici. Nous ne vous laisserons pas nus. Nous ne vous laisserons pas affamés. En tant que chef de l'État turc, je suis venu vous dire tout cela. [...] Faites confiance à l'État qui est toujours derrière vous. Nous ne pouvons rien faire pour votre chagrin, mais nous pouvons panser vos plaies. ».<sup>1080</sup> Et il n'a pas hésité à se servir d'un « appât » classique dans le contexte politique turc : « Voulez-vous que Dinar devienne un département ? Est-ce cela que vous me demandez ? Nous le ferons, nous le ferons [alors]. »

Le tremblement de terre de Dinar et la question du séisme d'Istanbul ont vite perdu leur importance et l'actualité a changé dans la semaine suivante : le pays, en crise de gouvernement (cf. infra) était en attente des élections du 25 décembre et avait vite oublié sa vulnérabilité au risque sismique... jusqu'au séisme d'Adana.

Le séisme d'Adana, de magnitude 6,3 sur l'échelle de Richter est survenu le 27 juin 1998 à 16h56, et touche principalement la ville d'Adana et la ville voisine de Ceyhan (dont la population était respectivement d'environ 1 000 000 et 100 000 habitants). Adana est le centre administratif du département portant le même nom auquel la sous-préfecture de Ceyhan est rattachée. Situé approximativement à 400 km au sud d'Ankara, c'est un département côtier avec un secteur agricole et une industrie importants. Les deux villes ne sont pas sur la côte, mais un peu plus au nord par rapport à la Méditerranée. Sur les 145 victimes, 59 sont d'Adana et 86 de Ceyhan. Au total, 1 335 logements s'effondrent.<sup>1081</sup> Ce séisme est souvent nommé le séisme « d'Adana-Ceyhan » dans la littérature, néanmoins nous avons préféré utiliser une appellation plus courte pour des raisons pratiques.

Un fait marquant dans le cas d'Adana est que, bien que beaucoup moins destructeur par rapport aux séismes précédents (à l'exception de celui de Dinar), le tremblement de terre touchait pour la première fois une grande ville d'un million d'habitants en Turquie. À cet égard, le séisme d'Adana constitue un exemple de « catastrophe urbaine ». L'étude des articles de presse qui s'y rapportent permettent d'avoir une idée de ce qui se passerait probablement dans n'importe quelle grande ville de Turquie à la suite d'un séisme

---

<sup>1080</sup> ACAR, Sedat et ZEYBEKOĞLU, Mehmet, « Demirel Dinarlılara İl Sözü Verdi », Milliyet, 9 octobre 1995, p.11.

<sup>1081</sup> **Le séisme de Ceyhan-Misis du 27 juin 1998**, rapport de mission préparé par l'Association française du Génie Parasismique, AFPS, Paris, 1998, pp. 3-4.

similaire : non seulement le courant est coupé, le réseau téléphonique bloqué, mais les axes routiers sont tout de suite saturés par les automobiles, ce qui empêche même les ambulances et autres véhicules appartenant à différents services publics de circuler.<sup>1082</sup> Les habitants qui remplissaient les avenues et les rues de la ville essayaient en réalité, soit de fuir, soit de connaître l'état de leurs proches, soit d'amener leurs blessés à l'hôpital. D'après l'article de *Milliyet*, de temps en temps même des bagarres ont éclaté entre les personnes. Par ailleurs, tous les hôpitaux de la ville ont été débordés et contraints de mettre en place des tentes dans leurs jardins afin de pouvoir accueillir les patients (qui se sont précipités dehors et qui refusaient de rentrer) ainsi que les blessés.<sup>1083</sup> Bref, une véritable atmosphère de panique avait régné à Adana dans les heures qui ont suivi le tremblement de terre. L'inquiétude de la population, en manque de sommeil, a continué encore quelques jours et la moindre rumeur a suffi pour la transformer en panique. Le lundi 29 juin, la plupart des fonctionnaires d'État à Adana ont refusé d'entrer dans leur bâtiment de fonction jusque dans l'après-midi.<sup>1084</sup>

Cette fois-ci, la presse ne fait pas état des travaux de secours. Vu l'ampleur limitée de l'incident, on aurait pu penser que le département d'Adana serait capable de gérer l'après-crise par ses propres moyens. Or, il ressort des quotidiens que les victimes de séismes contestent l'inefficacité, voire l'absence des secours. Certains critiquaient l'arrivée tardive des équipes de sauvetage et des engins de secours sur les lieux<sup>1085</sup>, d'autres affirmaient n'avoir reçu aucune assistance depuis le tremblement de terre.<sup>1086</sup> Deux jours après le choc, un groupe de victimes du quartier Kabaktepe ont exprimé leur colère en occupant la route nationale d'Adana-Kozan et ils ne l'ont quittée qu'après l'arrivée du Préfet qui a visité en personne le quartier dans lequel aucune équipe de secours n'était venue.<sup>1087</sup> La façon dont les politiques ont été accueillis, quelle que soit leur tendance, conduit aussi à penser que les secours post-catastrophe n'ont pas été menés efficacement. Une des victimes disait ainsi à Deniz Baykal (président du *CHP*) : « Ne venez pas. Chaque jour un politique différent vient ici. Et nous, nous essayons de survivre. Allez vous faire f... [...] Voilà votre Turquie moderne. Qu'est-ce qui vous amène ici d'autre que le souci

---

<sup>1082</sup> « Deprem : 105 Ölü », *Milliyet*, 28 juin 1998.

<sup>1083</sup> Ibid.

<sup>1084</sup> « Dedikodu Depremi », *Milliyet*, 30 juin 1998.

<sup>1085</sup> « Yaralar Sarılıyor », *Milliyet*, 29 juin 1998.

<sup>1086</sup> « Açlıktan Ölüyoruz », *Milliyet*, 30 juin 1998.

<sup>1087</sup> Ibid.

électoral ? »<sup>1088</sup> Les autres personnalités politiques qui ont visité les quartiers touchés ont vu des réactions similaires de la part des victimes, certains ont même dû quitter les lieux à la hâte.<sup>1089</sup> A propos des secours, le séisme d'Adana est le premier événement où l'Association de Recherche et de Sauvetage *AKUT* a attiré l'attention de la presse nationale, qui semble avoir apprécié l'intervention d'une équipe bénévole.<sup>1090</sup>

Pour la presse, les conséquences du séisme n'étaient pas proportionnelles à son ampleur. D'après un article du quotidien *Hürriyet*, la perte aurait pu être encore plus grande si le séisme n'était pas survenu un samedi après-midi où le temps était agréable.<sup>1091</sup> Par ailleurs, une partie des habitants d'Adana et de Ceyhan se trouvait dans leur résidence secondaire pour le week-end.<sup>1092</sup> Selon *Hürriyet*, cet événement « avait été suffisant pour mettre en évidence l'incapacité et l'insensibilité de la Turquie » face aux séismes : « Bien que nous vivions dans un espace géographique qui est systématiquement mis à l'épreuve par les tremblements de terre, nous n'avons toujours pas appris à vivre avec cette réalité. En ayant des centaines de morts et des milliers de blessés à cause d'un séisme de magnitude 6,3 nous avons pris la place qui nous était réservée parmi les républiques bananières. [...] Ce qui détermine le nombre de morts lors d'un séisme n'est pas seulement la magnitude des secousses, mais aussi les facteurs comme la qualité des bâtiments, des services d'urgence, etc. ; bref le niveau de développement du pays. »<sup>1093</sup> Dans la suite, on faisait une comparaison entre les pertes des États-Unis et des « pays en voie de développement » lors de séismes de magnitude proche. Autrement dit, on présentait le niveau de vulnérabilité d'une société aux catastrophes naturelles comme un critère de développement. D'où l'affirmation d'Ali Sirmen : « Le séisme frappe les sociétés fatalistes et insouciantes plus sévèrement. »<sup>1094</sup> Mais pour Zülfü Livaneli, la vulnérabilité aux risques majeurs était une question économique aussi, qui mettait en évidence les inégalités sociales. Il écrivait que la majorité de ceux qui sont morts vivaient dans des quartiers les plus démunis d'Adana et rappelait que des millions de citoyens qui vivaient dans des conditions similaires étaient destinés à perdre la vie de la même façon en cas de désastre.

---

<sup>1088</sup> « Baykal'a Protesto », *Milliyet*, 30 juin 1998.

<sup>1089</sup> « Vatandaşı Öfke Bastı », *Milliyet*, 29 juin 1998.

<sup>1090</sup> « Amerikan Usulü Kurtarma », *Milliyet*, 30 juin 1998 ; « Türkiye'yi Ağlattılar », *Hürriyet*, 28 juin 1998 ; PULUR Hasan, « Deprem Sonrası ve Taksi Plakası », *Milliyet*, 1 juillet 1998 ; « Kurtarma Çalışmaları Sona Erdi », *Hürriyet*, 2 juillet 1998 ; KAYMAKÇI Kadir, « Onların İş Hayat Kurtarmak », *Sabah*, 30 juin 1998.

<sup>1091</sup> « 20 Saniyelik Şok », *Hürriyet*, 28 juin 1998.

<sup>1092</sup> « Dedikodu Depremi », *Milliyet*, 30 juin 1998.

<sup>1093</sup> « 6,3'lük Canımız Var », *Hürriyet*, 28 juin 1998.

<sup>1094</sup> SIRMEN, Ali, « Ölmedi, Öldürüldüler », *Milliyet*, 1 juillet 1998.

En même temps, il accusait « l'État » d'avoir négligé le phénomène d'exode rural et le sort des migrants qui se sont installés à la périphérie des grandes villes. Pour lui, on a même facilité ce déplacement dans les départements du sud-est afin de dépeupler les zones rurales, dans le but de « lutter contre la terreur ». <sup>1095</sup>

À la différence de Dinar et d'Erzincan, le séisme d'Adana a plutôt frappé les bâtiments privés dont la plupart étaient des immeubles d'habitation de plusieurs étages dont certains étaient considérés comme « de luxe » et relativement récents. Au centre-ville de Ceyhan, 40 personnes avaient perdu la vie dans 6 immeubles anciens. <sup>1096</sup> Encore une fois, les promoteurs ont été les premiers à être accusés d'être responsables de leur destruction. Les membres du gouvernement qui ont visité Adana et Ceyhan, comme le ministre de l'Intérieur, ont tenu à « affirmer leur indignation » devant la situation et promis que la justice serait saisie. <sup>1097</sup> Les noms des promoteurs des bâtiments effondrés ont été rendus publics. Une commission d'enquête envoyée par le ministère de l'Équipement est arrivée à Adana deux jours après le tremblement de terre. <sup>1098</sup> Le jour suivant, le Procureur d'Adana annonçait qu'il avait ouvert une enquête pour travailler en coordination avec la commission du ministère. <sup>1099</sup> On peut donc admettre que les autorités ont réagi assez vite, ce qui n'avait pas été le cas après les séismes antérieurs. Quant aux facteurs qui expliquent ce changement, nous n'avons pas suffisamment de données pour les énumérer avec certitude. Quelques pistes peuvent cependant être explorées, tout en étant prudent quant à leur validité.

À notre avis, la raison la plus importante est le fait qu'aucun édifice public n'a été détruit par le tremblement de terre. Par conséquent, il devient beaucoup plus aisé pour les politiques de mettre les promoteurs en accusation. Le lien homme politique-promoteur ou fonctionnaire-promoteur est beaucoup moins visible, donc il y a peut-être moins de difficulté à canaliser la réaction sociale vers les promoteurs. Deuxièmement, dans le contexte turc, le fait qu'une enquête voit le jour ne signifie pas automatiquement qu'elle aura des conséquences : nous l'avons vu à l'occasion des tremblements de terre précédents.

---

<sup>1095</sup> LIVANELI, Zülfü, « Ani Ölüm », *Milliyet*, 29 juin 1998. Dans *Sabah*, Cengiz Çandar écrivait qu'il y avait en réalité deux Adana différents, séparés par l'autoroute E-5 : au nord se trouvait le « nouvel Adana », avec ses quartiers modernes et bien aménagés aux standards européens ; au sud se trouvait « l'ancien Adana », « similaire à la bande de Gaza, aux villes du Bangladesh » en termes socio-économiques. Voir « « Adana'mız », 30 juin 1998. Notamment, Aytaç Durak, le maire d'Adana, expliquait que « la plupart des dommages avaient été subis par l'ancienne ville. Voir « Kenti Kuzeye Doğru Kaydırmanın Yararını Gördük », *Milliyet*, 30 juin 1998.

<sup>1096</sup> « Kamu Binalarında Durum », *Milliyet*, 29 juin 1998.

<sup>1097</sup> « Müteahhitlere Soruşturma », *Milliyet*, 29 juin 1998.

<sup>1098</sup> « Çürük Bina Soruşturması », *Milliyet*, 29 juin 1998.

<sup>1099</sup> « Müteahhitler Belirleniyor », *Milliyet*, 30 juin 1998.

C'est en ce sens que Fatih Altaylı affirme que « personne ne serait jugé » parce que une fois amené devant un tribunal, les promoteurs n'hésiteraient pas à dévoiler leurs liens avec le monde politique et la bureaucratie. Il était donc impossible que les autorités aient sincèrement souhaité une poursuite judiciaire.<sup>1100</sup>

Lorsque les chroniqueurs s'expriment à ce sujet, nous remarquons qu'ils n'imputent pas toute la responsabilité aux promoteurs, qu'ils les considèrent plutôt comme le « dernier maillon d'une chaîne ». Dans son article intitulé « Ils ne sont pas morts, ils ont été tués », Ali Sirmen écrivait : « comment pouvons-nous attribuer la faute aussi facilement au promoteur et résoudre ainsi le problème ? [...] N'existe-t-il pas une série de contrôles pour qu'une construction puisse obtenir le permis d'habitation ? Le promoteur est-il le seul à voler, ici ? Que tire comme avantage celui qui accorde le permis d'habitation ? [...] Les autorités déclarent dans leur insensibilité habituelle que 'l'État pansera les plaies'. Pourquoi l'État paye-t-il pour les dommages dus à l'effondrement des bâtiments défectueux ? Pourquoi paye-t-il pour la faute d'un voleur ou d'un irresponsable avec les impôts payés par les autres citoyens ? [...] En réalité, l'État dédommage sa propre négligence et son insouciance. » D'après Sirmen, le séisme d'Adana ne changerait rien à ce sujet.<sup>1101</sup>

Mümtaz Soysal soulignait que « la question n'était pas une simple affaire de vol [de matériel de construction] » : « Comme le séisme d'Adana a rouvert les plaies anciennes, ce sont les médicaments anciens que nous voyons revenir sur scène. [il fait allusion aux discours de 'régulation du secteur de construction', 'contraintes alourdies sur les promoteurs', etc.] Comme toujours, il n'existe pas d'effort pour regarder les faits et élaborer des solutions de façon systématique. [...] La vision systématique veut dire avant tout comprendre que le problème n'est pas un simple problème de 'promoteurs malhonnêtes'. Ce qui se passe n'a rien à voir non plus avec la distinction public-privé. Le défaut de système affecte les deux secteurs. [...] La solution, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises dans cette rubrique, est la mise en place d'un système de contrôle des bâtiments autonome : l'assurance obligatoire, et le contrôle mené par la compagnie d'assurance. »<sup>1102</sup> Notons que cette idée de contrôle extérieur au secteur de production des bâtiments est très souvent reprise, non seulement par les journalistes mais par d'autres acteurs aussi, tel que le président de *l'Union des Promoteurs de Turquie*.<sup>1103</sup>

---

<sup>1100</sup> « Diğer İnşaatçılar Kabzımal mı ? », *Hürriyet*, 30 juin 1998.

<sup>1101</sup> SIRMEN, *ibid.*

<sup>1102</sup> SOYSAL, Mümtaz, « Depremle Depreşmeler », *Hürriyet*, 30 juin 1998.

<sup>1103</sup> AŞIK, Melih, « Yıkıma Davetiye », *Milliyet*, 30 juin 1998.



Parallèlement, Necati Dođru considérait aussi l'accusation des promoteurs comme une solution de facilité. Pour lui, derrière les promoteurs se trouvaient d'autres acteurs, à commencer par « le peuple » que Dođru considère comme ignorant mais en même temps opportuniste. Il affirmait que les citoyens turcs manipulaient habilement les mécanismes de clientélisme politique pour construire illégalement sur les terrains appartenant à l'état et obtenir ensuite leurs titres de propriété foncière auprès du maire en échange de leurs votes. Mais ils ne questionnaient pas la conformité de leurs bâtiments aux principes du génie civil. En accord avec ce schéma, les municipalités qui n'effectuaient que des contrôles « blancs », uniquement en vue de collecter les frais de contrôle technique, étaient également coupables. Dođru mettait également en question les chambres professionnelles concernées, en avançant que ces organismes corporatistes n'appliquaient aucune contrainte à leurs membres fautifs. Et, enfin, Dođru désignait directement Süleyman Demirel, le Président de la République, comme un responsable du désastre : « Demirel était au pouvoir au moment de 6 tremblements de terre majeurs survenus dans les 30 dernières années. Dès qu'un séisme s'est produit, il est allé dans la zone touchée avec une expression de chagrin et a tenu son discours de 'l'état (qui) pansera les plaies'. Et il a continué à fermer les yeux sur la construction d'autres bâtiments défectueux, sur les ruines des bâtiments écroulés. »<sup>1104</sup>

Il est intéressant de noter que les journalistes parlent d'un « système », d'un « ordre » corrompu qui, d'après eux, est devenu le fonctionnement « normal » en Turquie. Pour illustrer, citons par exemple Yavuz G kmen qui écrit que les catastrophes comme le séisme d'Adana ne sont que les conséquences de ce « système » : « Ce n'est pas le tremblement de terre ! C'est l'ordre qui nous écrase. Pourquoi persistons-nous à le comprendre ? Pourquoi insistons-nous à nous faire tuer sous prétexte de défendre cet ordre indigne, de protéger l'état sacré ? [...] être honnête, vertueux est exceptionnel dans cet ordre. Au contraire, nous suspectons ceux qui le sont. [...] Nous sommes obligés de le renverser pour fonder la démocratie moderne. Nous n'avons pas d'autre solution. »<sup>1105</sup> L'idée de la « nécessité d'un changement profond » existe aussi chez Güngör Mengi : « Qualifier [l' v nement] comme une 'catastrophe naturelle' est une solution qui arrange tout le monde. Sinon, il faudrait ouvrir des procès après chaque inondation, chaque séisme... Il est beaucoup plus aisé de parler de la 'volonté du Dieu', [...] de faire semblant d'embrasser les victimes et de promettre que 'l'état reconstruira tout ce qui a été détruit'.

---

<sup>1104</sup> DOĐRU, Necati, «  ldüren Deprem Deđil,  ldüren Kolon Kırılması », *Sabah*, 1 juillet 1998.

<sup>1105</sup> G KMEN, Yavuz, « D zen  k yor  st m ze », *Hürriyet*, 30 juin 1998.

[...] Depuis des années, nous voyons que le système se dégrade en Turquie et que l'État a besoin d'une restructuration. Mais nous ne pouvons pas réaliser le changement. [...] Le tremblement de terre est en réalité un prétexte qui nous oblige à voir les défauts dont nous sommes obligés de nous libérer. Le vrai désastre est cet « ordre » fait de pillage et d'irresponsabilité... Et les cadres politiques qui en font partie, qui doivent leur existence même à cet ordre. »<sup>1106</sup>

Ces journalistes croient en la nécessité de changer le « système », mais pas en la possibilité de changement, probablement parce qu'ils considèrent les dynamiques nécessaires en ce sens comme très faibles au sein de la société turque. Selon eux, le fait qu'aucun responsable ne soit puni après ce type d'événements en constituait une preuve.<sup>1107</sup> Mehmet Altan écrivait : « il est possible d'identifier à tout moment ceux qui ont fait les bâtiments qui se sont effondrés et ceux qui n'ont pas effectué leur contrôle. Mais tout comme cela a déjà été le cas dans le passé, cette bande de voleurs qui gagnent de l'argent aux dépens de la vie des gens ne sera pas dévoilée. Parce que la mafia qui s'occupe des appels d'offres publics est plus forte que la société. »<sup>1108</sup> D'après Mengi, puisque leurs intérêts unissent les politiques et les promoteurs en Turquie, le gouvernement ne chercherait naturellement pas à sanctionner les responsables, même s'ils étaient identifiés : « Est-il possible que ceux qui alimentent des faiblesses du système luttent contre les maladies qui les font vivre ? » [allusion aux organismes parasitiques]<sup>1109</sup> Il affirmait qu'un changement de situation ne serait envisageable que si la société turque commence à questionner le « système ». Donc, il voit la solution dans l'évolution sociale. Or, Altan la cherche à l'extérieur de la Turquie : il suggère l'ouverture des processus d'appel d'offres aux entreprises étrangères, dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union Européenne. Ainsi, la compétition (internationale) régulerait le secteur de la construction.<sup>1110</sup> Notons qu'Altan fait plutôt une distinction « système » - société qui présente les citoyens comme des victimes et cela à l'inverse de Necati Doğru ou Fatih

---

<sup>1106</sup> MENGI, Güngör, « Felaketin Sebebi », *Sabah*, 29 juin 1998.

<sup>1107</sup> Dans un entretien fait à l'occasion du tremblement de terre d'Adana, Recep Yazıcıoğlu, préfet d'Erzincan exprimait qu'aucune personne n'avait été sanctionnée à cause du séisme de 1992. Sur 6 procès ouverts sur l'appel du ministère de l'Équipement, contre ses propres experts, 4 se sont terminés par l'acquiescement des accusés, 2 sont terminés à cause de la prescription du délai pour le jugement. Concernant les bâtiments privés, aucun citoyen n'a fait recours à la justice contre les promoteurs ou l'administration. Voir « Vatandaşlar Dava Açmaktan Kaçmıyor », *Milliyet*, 30 juin 1998.

<sup>1108</sup> ALTAN, Ahmet, « Depremi Sevilla'da Öğrenmek », *Sabah*, 29 juin 1998.

<sup>1109</sup> MENGI, *ibid.*

<sup>1110</sup> ALTAN, *ibid.*

Altaylı pour lesquels le « simple » citoyen est également impliqué dans le « système corrompu » à travers divers mécanismes.

Pour finir, parlons d'un autre changement par rapport au séisme de Dinar. À la suite du tremblement de terre d'Adana-Ceyhan, il n'y a pas eu dans la presse d'ouverture d'un débat sur l'éventuel séisme d'Istanbul. Il est difficile de dire pourquoi l'intérêt des experts s'est détourné mais, apparemment, on se concentre sur la situation de la côte sud et du sud-est de la Turquie plutôt que sur Marmara. La question mérite cependant d'être débattue compte tenu des arguments avancés par les chambres professionnelles. Ainsi, selon le bureau d'Içel de la Chambre des architectes, seulement 3 municipalités embauchaient un ingénieur civil sur 35 situées sur la côte entre Tarsus et Anamur. Cela signifiait que les permis de construction et d'habitation de dizaines de milliers de constructions étaient délivrés après le « contrôle » de simples fonctionnaires qui n'avaient aucune compétence sur le sujet. D'après le bureau de Diyarbakır, 80 % de l'ensemble des bâtiments de la ville étaient construits de manière illégale, et par conséquent hors normes.<sup>1111</sup> Le responsable du bureau d'Adana de la Chambre des ingénieurs de géophysique précisait que le bureau mettait la municipalité au courant du risque sismique depuis 1992. Pour lui, ce risque continuerait « toujours à menacer les grandes villes du Sud comme Adana, Antalya, Maraş, Gaziantep. »<sup>1112</sup> On peut donc considérer qu'un séisme plus violent que celui de 1998 aura des conséquences dramatiques dans cette région.

Dès le 1<sup>er</sup> juillet, la préfecture d'Adana a déclaré la fin des travaux de recherche et de sauvetage. À partir du 2 juin, le tremblement de terre d'Adana-Ceyhan ne figurait plus dans la presse d'Istanbul, ville qui, à peu près une année après (le 17 août 1999) sera elle-même affectée par le tremblement de terre.

---

<sup>1111</sup> « 25 Bin Yazlık Fay Hattında », *Milliyet*, 1 juillet 1998.

<sup>1112</sup> « Jeofizik Mühendisleri Uyarmış », *Milliyet*, 30 juin 1998.

Dans cette partie, nous avons essentiellement étudié les représentations médiatiques de 14 tremblements de terre ayant eu lieu en Turquie après 1938. Rappelons que notre objectif principal était de questionner le postulat selon lequel « les séismes de Marmara de 1999 ont été singuliers quant à leurs conséquences », comme notamment la mobilisation d'un grand nombre de citoyens pour participer au sauvetage et au secours, et comme la réhabilitation qui a eu lieu par la suite. On a également affirmé que le discours critique vis-à-vis du système, des acteurs politiques et de l'administration était nouveau dans le contexte politique turc. Comment, dans cette partie, l'argument selon lequel les séismes de 1999 sont « singuliers » est-il mis à l'épreuve ?

Nous avons constaté qu'à la suite d'un tremblement de terre, la presse ne fait pas uniquement état de l'événement « physique » et de ses conséquences « matérielles ». Comme avec tout événement, elle « reconstruit » la réalité dans le cadre des limites imposées par les conditions de la production médiatique. En même temps, son interprétation est fortement liée au contexte sociopolitique national, ainsi qu'au contexte international. Dans la première partie, nous avons vu que les divers acteurs cherchaient à attribuer un « sens » aux événements en fonction de leur vision du monde, de leur perception, de leurs intérêts et de leurs stratégies. L'étude des séismes antérieurs à 1999 nous a clairement montré qu'il en était de même pour la presse turque. La variation du traitement des tremblements de terre par les organes de presse dévoile le changement des règles de la production médiatique qui, elle-même, dépend des conditions sociales, économiques, politiques.

De l'étude de la façon dont les séismes successifs ont été présentés dans les quotidiens, il ressort les faits suivants :

- Alors que des séismes très violents surviennent fréquemment en Turquie, peu de changements voient le jour en matière de prévention et de préparation. De même, les politiques publiques destinées à réduire la vulnérabilité des populations aux risques majeurs ne suscitent pas d'intérêt véritable parmi les dirigeants.
- Par conséquent, les politiques et les bureaucrates tentent de couvrir l'absence de mesures prises en amont par la médiatisation de leur intervention post-catastrophe (dont l'efficacité est souvent discutable) et par une politique de dédommagement matérielle (qui est questionnée). Chaque tremblement de terre est une occasion pour : 1/ maintenir le statu quo existant ; 2/ accroître le prestige du gouvernement ; 3/ rediffuser les discours politiques officiels en vigueur.

- Pour la presse, au contraire, chaque séisme est une occasion (sauf pour les périodes de régime autoritaire) de dénonciation, non seulement des questions liées à la catastrophe, au risque, à la vulnérabilité, mais également de tous les problèmes du moment, et d'apporter des critiques même sur des sujets qui, à première vue, ne sont pas en rapport avec la catastrophe.
- En fonction du contexte, d'autres acteurs tels que les scientifiques, les corporations, les syndicats, les ONG, les partis d'oppositions et d'autres opposants politiques, rejoignent la presse pour s'exprimer selon leur vision politique. Pour certains (notamment les journalistes) la catastrophe est le moment approprié pour discuter du changement sociopolitique.

La conséquence est que le contexte post-catastrophe devient l'objet d'une lutte pour former, imposer la représentation sociale de l'événement. Nous pouvons imaginer que la presse, en tant que média de masse, possède un avantage naturel dans cette lutte, grâce à son pouvoir de communication. Pourtant, ce pouvoir a bel et bien des limites, comme nous le montrent les séismes qui sont survenus sous des régimes autoritaires. En réalité, le résultat de la lutte dépend de plusieurs facteurs : le contexte intérieur et extérieur, l'ampleur de la catastrophe, la zone qu'elle a touchée, la réaction des victimes, l'efficacité des secours, etc. Donc, à nos yeux, ce qu'il faut retenir de cette partie est le fait que le traitement des tremblements de terre par la presse présente à la fois des continuités et des ruptures, aussi bien dans les discours que dans les représentations des divers acteurs de l'événement. Tout comme nous avons vu, dans cette partie, que des discours revenaient « quasi-automatiquement » (*l'État pansera les plaies*), nous avons été témoin de l'apparition de nouvelles rhétoriques (*la responsabilisation des autorités*). En ce sens, nous pouvons dire que les séismes de 1999 s'inscrivent finalement dans la série de catastrophes que nous avons étudiées. S'ils sont « singuliers », ce que nous allons voir dans la partie suivante, ils présentent cependant certaines similarités avec les séismes précédents. Mais, quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que les séismes sont à l'origine d'enjeux (notamment médiatiques) qui sont une continuité en soi.

Séisme	Evènement physique	Contexte national	Contexte international	« Caractéristiques » du séisme
<b>1939</b> Erzincan	Est de la Turquie, magnitude 7,9  Epicentre sur le centre ville d'Erzincan  (32 962 morts).	Une année après la mort d'Atatürk.  Une élite républicaine imposante ayant volonté de continuer les réformes. Difficultés économiques.	Début de la 2 <sup>e</sup> GM. Turquie « coincée » entre les belligérants.  Efforts pour rester neutres des dirigeants turcs, sans nuire à l'économie du pays.	Le séisme est une occasion pour souligner la rupture avec l'ancien régime et renforcer le nouveau : la Nation, la citoyenneté, la République, l'intégrité territoriale.  Ancrage de la Turquie à la « civilisation européenne ».
<b>1942- 1944</b> Niksar, Tosya Gerede	Centre du nord de la Turquie, magnitudes 7,0 / 7,2 / 7,2  (9 783 morts au total).	Renforcement du régime d'Inönü, superposition État-parti unique.  Economie de guerre.  Dirigisme économique continu.	Indices indiquant une éventuelle victoire des Alliés.  Tentatives de se rapprocher du bloc anglo-saxon tout en gardant ses distances avec l'URSS stalinienne.	Pas de caractéristique remarquable, différente par rapport à Erzincan.  La presse devient un peu plus critique par rapport à l'action publique concernant le risque sismique.
<b>1949- 1953</b> Karllova, Gönen	Est et ouest de la Turquie, magnitudes 7,0 et 7,4 (respectivement, 450 morts à Karllova, 265 à Gönen).	Passage au multipartisme. Fondation du Parti Démocrate qui regroupe un groupe de démissionnaires du Parti Républicain et les autres opposants à ce parti. Victoire des « démocrates » aux élections de 1950. Tentative de passage à l'économie de marché.	Ancrage de la Turquie dans le bloc occidental. Plan Marshall, adhésion à l'OTAN.  Menace russe « réelle » jusqu'à la mort de Staline (1953).  Guerre froide.	Pas de caractéristique remarquable.  La presse s'exprime un peu plus librement.

<p><b>1966-1970</b> Varto, Gediz</p>	<p>Est et ouest de la Turquie, magnitudes 6,9 et 7,2 (respectivement 2 394 morts à Varto, 1 086 à Gediz).</p>	<p>Post-coup d'État de 1960. Nouvelle Constitution progressiste élargissant les droits individuels. Propagation des idées politiques autrefois interdites.</p> <p>Mise en question des relations internationales de la Turquie.</p> <p>Nouveau régime économique modèle de croissance basé sur la « substitution des importations ».</p>	<p>Monde bipolaire. Affrontements entre les deux blocs.</p> <p>Mouvements révolutionnaires dans le monde inspirant entre autres les intellectuels et la jeunesse turque.</p> <p>Forte croissance dans les pays d'Europe occidentale qui font appel à la Turquie pour la main d'œuvre.</p>	<p>Le séisme est une occasion pour dénoncer la classe politique considérée comme responsable du sous-développement de l'Est.</p> <p>Les autorités sont également accusées d'être passives face au risque sismique. À la différence du passé, la posture critique que prend la presse s'inscrit dans une certaine vision idéologique. Le séisme constitue également une occasion de se montrer pour certains acteurs politiques.</p> <p>La presse rend compte d'une modification des rapports entre les autorités et les citoyens (qui désormais contestent )</p>
<p><b>1971</b> Bingöl</p>	<p>Est de la Turquie, magnitude 6,7. (878 morts).</p>	<p>Régime « pro-militaire » d'après le coup d'État de 1971.</p> <p>Répression politique contre la gauche.</p> <p>Début de la violence armée.</p>	<p>Pas de changement majeur.</p>	<p>Traitement médiatique « doux » par rapport aux séismes précédents à cause du contexte post-coup d'État.</p> <p>Critique des autorités au sujet de la prise en compte de la sismicité, mais sans quelle « politique ».</p>

<p><b>1975-1976</b> Lice, Çaldıran</p>	<p>Est de la Turquie, magnitudes 6,9 et 7,2 (2 385 morts à Lice, 3 840 à Çaldıran).</p>	<p>Violence armée au maximum à la suite de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de « front nationaliste ». Instabilité politique et faillite du modèle économique.</p>	<p>Isolement relatif de la Turquie sur le plan international à cause de son intervention militaire en Chypre (1974). Instabilité au Moyen-Orient. Choc pétrolier (1973).</p>	<p>Le séisme devient une occasion pour rendre visible la disparité régionale entre l'est et l'ouest du pays. Celle-ci fait l'objet de différentes lectures idéologiques. Très forte politisation de la société (presque à l'extrême) et militantisme politique violent, que le séisme rend encore plus visible.</p>
<p><b>1983</b> Horasan</p>	<p>Est de la Turquie, magnitude 6,8 (1 155 morts).</p>	<p>Régime militaire de l'après coup d'État de 1980. Société « dépolitisée », « disciplinée ». Séisme survenu juste avant les premières élections libres, qui donneront lieu à un résultat inattendu pour les militaires.</p>	<p>Importance stratégique de la Turquie accrue après l'occupation de l'Afghanistan par l'URSS et la révolution islamique en Iran (1979). « Réchauffement » des relations avec les USA avec l'arrivée au pouvoir des militaires qui s'affirment « pro-occidentales ».</p>	<p>Dans le contexte post-coup d'État, la catastrophe devient utile pour les auteurs du coup d'État qui veulent accroître la légitimité de leur intervention et du « projet social » qu'ils tentent d'appliquer. La presse fait attention à ne pas affirmer de point de vue politique.</p>



<p><b>1992</b> Erzincan</p>	<p>Est de la Turquie, magnitude 6,8 (653 morts).</p>	<p>Fin de la décennie ANAP. Retour sur la scène des acteurs politiques d'avant-1980.</p> <p>Deux problèmes majeurs : l'islamisme et l'irrégentisme kurde.</p> <p>Passage à l'économie de marché et l'ouverture au monde « réussies » sous Özal, mais en suscitant de nombreux problèmes socio-économiques.</p>	<p>Fin du monde bipolaire avec la disparition de l'URSS (1989-1991)</p> <p>Guerre du Golfe (1991)</p> <p>De nouvelles perspectives internationales et de nouveaux problèmes pour la Turquie (comme le conflit Azerbaïdjan -Arménie)</p>	<p>Les analyses de la presse deviennent critiques.</p> <p>Etablissement de la chaîne de responsabilités.</p> <p>Questionnement sur la corruption par rapport à l'effondrement des bâtiments (surtout) publics.</p>
<p><b>1995-1998</b> Dinar, Adana</p>	<p>Centre-ouest et centre du sud de la Turquie, magnitude 5,9 dans les deux cas (94 morts à Dinar, 146 à Adana).</p>	<p>Une certaine frustration sociale par rapport à la classe politique « dépassée » par les problèmes auxquels elle est incapable d'apporter des solutions.</p> <p>Cela se traduit par un recours à la violence (contre les Kurdes) et par un « retour aux traditions » (islamisme politique).</p> <p>La corruption atteint une ampleur considérable, de même que les inégalités sociales.</p>	<p>La « mondialisation » comme nouvelle vision dominante sur la scène internationale.</p> <p>L'instabilité en Irak de l'après guerre pose des problèmes à la Turquie.</p> <p>Tension continue avec la Grèce.</p> <p>Ambition européenne de la Turquie qui entreprend la démarche d'adhésion à l'UE, tout en essayant le refus de cette dernière pour de nombreuses raisons.</p>	<p>Pas de caractéristique remarquable.</p> <p>Apparition d'AKUT à Adana.</p>

# **Partie III**

**Analyser les analyses**

**ou**

**penser la société turque**

**à la lumière des discours**

**post-catastrophe**



Le séisme de 1999 s'inscrit dans une longue liste de séismes survenus en Turquie. Physiquement parlant, il n'est pas différent des précédents et n'a donc a priori rien de véritablement exceptionnel sur le sol turc. De même les pertes humaines et dommages qu'il a provoqués ne constituent pas une « première » pour la Turquie. Mais l'analyse qui en a été faite par les médias est par contre très différente.

Cela tient tout d'abord à l'importance de l'impact médiatique de cet événement. La modernisation des moyens de communication, la plus grande liberté d'action des médias que dans le passé a de ce point de vue joué un rôle important puisqu'il a été possible, lors de cet événement, de montrer en direct des « images » de la catastrophe, avec tous les effets que cela induit (cf. encadré « Le rôle spécifique des médias en 1999 »).

Cela tient aussi aux caractéristiques propres de ce séisme que l'on peut résumer de la façon suivante :

- Un type de catastrophe historiquement associé (dans la mémoire collective) aux parties « ex-centriques » du pays (considérant Istanbul, Ankara, Izmir et les grandes villes côtières comme le « centre » économique, politique, culturel mais aussi démographique depuis le début des années 90) survient au milieu du triangle Istanbul–Bursa–Kocaeli, de la zone considérée comme la plus développée du pays, le centre économique et culturel.
- Les besoins de la zone sévèrement affectée dépassent les possibilités logistiques des autorités civiles et même celles des militaires dont les réactions montrent que finalement leur préparation est insuffisante pour faire face à une telle situation.
- Les populations touchées par le tremblement de terre sont (comparées aux séismes antérieurs) des populations urbaines, dont la classe moyenne et supérieure constitue une partie importante. Elles ont une capacité d'expression et d'action (politique) beaucoup plus grande que les populations rurales.
- Les représentants des médias, qui sont eux-mêmes membres de ces classes, vivant et travaillant majoritairement à Istanbul sont pour la première fois victimes d'une catastrophe qu'ils ne peuvent pas rendre « impersonnelle », qu'ils ne peuvent pas mettre à distance spatialement et mentalement. La distance Est-Ouest, centre-périphérie (Anatolie) n'existe plus, les journalistes eux-mêmes vivent les secousses et découvrent qu'ils sont sujets au risque sismique et qu'ils le seront dans le futur (éventuel séisme qui touchera directement la ville d'Istanbul).
- Le flux d'information en provenance de la région est « incontrôlable » à cause du changement structurel que les médias turcs ont vécu au cours des années 80 et 90,

disposant depuis du vecteur télévisé et de toutes les nouvelles technologies à la disposition des métiers de l'information. La couverture quasi immédiate de l'événement par les chaînes de télévision rend impossible toute tentative de défense, d'auto-justification des autorités en ce qui concerne les dysfonctionnements.

La différence d'approche du séisme de 1999 tient non seulement à l'impact médiatique, à ses caractéristiques mais, également, à la nature des nombreux débats dont il a été l'objet. Ce séisme a ainsi été pour les journalistes l'occasion de remettre en cause la façon dont étaient habituellement analysées et traitées les catastrophes (le « schéma classique des catastrophes ») ainsi que l'image d'une Turquie moderne, développée. Cette image d'une « Turquie en pleine croissance » a été ternie puisque les agglomérations supposées être les plus développées n'ont pas montré une meilleure résistance et résilience que celles considérées comme arriérées : les bâtiments s'effondrent, les réseaux primordiaux – l'énergie, l'eau, les télécommunications et le transport – sont hors service ou bloqués. Un débat important s'est ainsi développé sur le fait de savoir si la Turquie était ou non un pays moderne, développé, au vu des différents sens que l'on peut donner à ces termes.

Autres remises en cause, étroitement liées : le séisme de 1999 a conduit à remettre en question le rôle des autorités, de l'État et, plus encore, à s'interroger sur leur capacité à faire face à des situations catastrophiques. Dépassé par l'ampleur du désastre, l'État supposé tout puissant s'est trouvé paralysé, le gouvernement étant en état de choc. Même l'armée, institution prestigieuse sur laquelle on comptait pour ce type de situations extrêmes, apparaît comme ayant tardé à intervenir. Il s'agit donc d'un tremblement de terre qui est tant d'ordre « mental » que « physique » et qui a suscité, de la part des journalistes, des interrogations fondamentales sur les forces et faiblesses de l'État en Turquie, sur la réalité et les limites de l'exercice du pouvoir par les différentes autorités.

Enfin, et de manière plus générale, le séisme de 1999 a été l'occasion pour les journalistes de souligner la nécessité d'une rupture avec l'ordre ancien, telle qu'elle semblait notamment se manifester à travers l'émergence d'une « société civile » à laquelle ils se sont tout particulièrement attachés.

L'analyse du séisme de 1999 est donc indissociable d'un ensemble de débats engagés par les médias, la presse écrite surtout, sur le rôle de laquelle il conviendra d'ailleurs de s'interroger.

### Le rôle spécifique des médias en 1999

Comment expliquer l'intensité de la couverture médiatique dont le séisme du 17 août 1999 (et par la suite celui du 12 novembre) a bénéficié ? A l'exception de Gönen (1953) et de Gediz (1970) les séismes majeurs ont frappé les villes de l'Est de la Turquie qui demeurait une région « loin » des centres d'activités (économiques, politiques, culturels) du pays. Mais nous nous permettons de dire qu'outre la distance physique, « l'Est » était également « loin » dans la perception mentale des citoyens vivant dans les régions plus développées. Nous avons vu comment la presse a tenté de changer cette perception à l'occasion du séisme de 1939 à Erzincan, en soulignant « l'égalité et l'unité parmi les régions du territoire national ». De plus, qu'ils surviennent à l'est ou à l'ouest du pays, les tremblements de terre ont été présentés et perçus (par ceux qui n'ont pas été victimes) comme des événements « locaux », « contenus », « renfermés » dans une zone bien limitée, presque réduits à un point, une « tache » en couleur isolée sur la carte. Malgré tous les discours de solidarité, voire l'engagement en faveur des victimes de séisme, l'absence d'un rapport « direct » à l'événement empêchait, semble-t-il, de s'identifier aux populations affectées.<sup>1113</sup>

Nous pouvons également penser que les vecteurs de communication étaient mieux contrôlés dans le passé par les autorités, d'autant plus que les médias privés étaient limités à la presse avant le début des années 1990. En 1999, les médias étaient dotés des chaînes de télévision (sans compter les stations de radio) ayant la capacité d'émettre en direct de la zone de catastrophe, ce qui leur a permis de « délocaliser » la catastrophe et la situation dramatique qui a suivi.<sup>1114</sup> Selon Patrick Charaudeau « l'image est susceptible de produire trois types d'effet : un effet de *réalité*, lorsqu'elle est censée rapporter directement ce qui surgit dans le monde ; un effet de *fiction*, lorsqu'elle représente de façon analogique un événement qui a déjà eu lieu (reconstruction) ; un effet de *vérité*, lorsqu'elle rend visible ce qui ne l'est pas à l'œil nu (cartes, graphiques, macro- et micro- prises de vue, gros plans qui à la fois déréalisent et font pénétrer dans l'univers caché des êtres et des objets). [...] ... lorsque la télévision montre en direct, l'effet de présence est tel que toute distance spatiale s'abolit, que toute frontière temporelle disparaît et que se crée l'illusion d'une histoire se faisant dans une co-temporalité consubstantielle au flux de la conscience de téléspectateur : l'événement que l'on me montre, je le vis, moi, dans mon présent à la fois actuel et intemporel, car le passé et le futur se fondent en lui. »<sup>1115</sup> « Si la télévision est par excellence le média du visible, elle ne peut que proposer deux types de regard : l'un de transparence, mais d'illusion de transparence, lorsqu'elle prétend lever le voile, découvrir le caché, donner à voir au-delà du miroir ; l'autre d'opacité, lorsqu'elle impose sa propre sémiologisation du monde, sa propre intrigue, sa propre dramatisation. C'est pourquoi elle

<sup>1113</sup> YILMAZ, Mehmet Y., « Laf Değil İş Lazım », *Radikal*, 21 août 1999.

<sup>1114</sup> CEMAL, Hasan, « Ecevit'le Devlet », *Milliyet*, 27 août 1999 ; BERKAN, Ismet, « Deprem ve Medya: İki Türkiye'nin Tescili », *Radikal*, 24 août 1999 ; CERRAHOĞLU, Nilgün, « Bir Deprem, Bir Sahne », *Milliyet*, 2 septembre 1999 ; ALTAN, Çetin, « Deprem Ne Demagoji Dinliyor, Ne de Övünme Nutku », *Sabah*, 14 novembre 1999, p.4 ; VARDAR, Ahmet, « Medyanın Rolü », *Sabah*, 19 novembre 1999, p.16.

<sup>1115</sup> CHARAUDEAU, Patrick, **Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours**, De Boeck, Bruxelles, p.91.

est particulièrement appropriée pour présenter les scènes où se jouent les drames du monde [...] »<sup>1116</sup>

Pour reprendre les termes de Çetin Altan, les médias ont exposé « la véritable photographie de la Turquie » : « Le peuple aurait pu être trompé encore une fois si les médias visuels et écrits n'avaient pas été là. Nous n'aurions pu connaître ni la situation du Président de la République qui s'est retrouvé sans électricité ni téléphone dans sa maison à Istanbul [...] ni celle du Premier ministre qui a été incapable de communiquer avec la zone de séisme pendant deux jours. Nous n'aurions eu aucune chance d'être au courant des 30 000 morts en décomposition sous les décombres, ni de l'archaïsme des tentes du Croissant-Rouge, ni de la corruption de certaines mairies dont la collaboration [illégal] avec des promoteurs pour partager la rente immobilière, a envoyé des centaines de personnes à la mort. »<sup>1117</sup>

Pour la première fois dans l'histoire de la République, les médias turcs (dont le centre est la ville d'Istanbul par excellence) ont été directement touchés par une catastrophe de grande ampleur, les journalistes ayant eux-mêmes vécu l'évènement. Ensuite, les victimes n'étaient pas seulement « des citoyens de province », des paysans, mais aussi des citoyens appartenant à la « classe moyenne » et « supérieure » en termes de revenu ainsi que de niveau d'éducation : autrement dit, la classe d'où émane la plupart des journalistes qui travaillent dans les grands groupes de médias ; la classe qui constitue le principal groupe-cible pour les médias ; et finalement la classe qui est capable de pouvoir utiliser les médias pour s'exprimer, se faire entendre.<sup>1118</sup>

---

<sup>1116</sup> Ibid., p.92.

<sup>1117</sup> ALTAN, Çetin, « İşte Türkiye'nin Gerçek Fotoğrafı », *Sabah*, 25 août 1999, p.4.

<sup>1118</sup> INSEL, Ahmet, « Milli Güvenlik Devletinin İflası », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), p.23.

## ***Section 1. Des débats critiques de fond accentués ou engagés dans le contexte post-séisme***

---

### ***1. La contestation du « schéma classique des catastrophes »***

À travers leurs remarques, les journalistes ont donc mis en cause le schéma classique d'analyse et de traitement des catastrophes. Bien que notre thèse concerne seulement les séismes, nous pouvons admettre que ce « schéma » s'applique aisément aux autres types de désastres, accidents industriels, etc. survenant en Turquie. Il se caractérise par : 1/ la non-prise en compte du risque à l'origine de la catastrophe par les autorités concernées ; 2/ la non-application des mesures planifiées (lorsque le risque a été pris en compte) ; 3/ les multiples défaillances dans les interventions post-catastrophe (manque d'organisation, d'équipements, d'effectifs) ; 4/ les autorités qui refusent, à travers différentes rhétoriques, les défaillances pré et post-catastrophe et qui nient toute responsabilité ; 5/ une « pseudo-recherche » de responsables et des dénonciations sévères qui n'aboutissent à aucun résultat ; 6/ l'absence d'un travail de mémoire, de retour d'expérience sur les catastrophes (qui permettrait de réduire les effets des futurs désastres).

L'article du 18 août de Hasan Pular, dans *Milliyet*, reprend une bonne partie de ces éléments : « Que se passe-t-il en Turquie lorsqu'un tremblement de terre survient ? [...] D'abord le Président de la République, puis le Premier ministre et les ministres se rendent sur la zone de séisme pour se placer aux côtés de la population victime. Ils tiennent des discours du type « l'État pansera les plaies du peuple » pour calmer les réactions. Entre-temps, la recherche et le sauvetage, sur lesquels peu de personnes sont compétentes commencent. [...] L'État existe, la police existe, les sapeurs-pompiers existent, mais il n'existe pas d'organisation. Chacun se rue pour participer au sauvetage avec de bonnes intentions, mais cela ne fait que provoquer le chaos. [...] Finalement arrivent les équipes de secours nationales et étrangères, mais elles se trompent de cible dans un premier temps à cause de cette cacophonie. Pendant ce temps, les journaux et les chaînes de télévision cherchent les responsables. [...] Même si on désigne un promoteur responsable (ce qui est rare), il purgera rapidement sa peine pour reprendre ses affaires. D'autre part, les



scientifiques représentant différentes chambres de profession donnent des interviews à la presse et accusent surtout les mairies. Or, une partie des accusés sont en réalité leurs propres membres responsables du contrôle technique des constructions. Et quelques jours après, le même drame [...] est mis en scène : ‘Les vivres envoyés dans la zone de séisme ont été volés et revendus’. [...] Cet article est le produit d’une expérience de 70 ans [...]. »<sup>1119</sup>

Melih Aşık, du même quotidien, insiste sur la phase pré-catastrophe : « Merci à nos hommes d’État... Le Président, le Premier ministre, son cabinet, les préfets, les maires se rendent tout de suite sur place quand un événement survient, ils écoutent les plaintes des citoyens, expriment leur amertume et surtout promettent que ‘toutes les mesures nécessaires seront prises dans les plus brefs délais’... Malheureusement, ces « grands hommes » ne pensent jamais à prendre des mesures avant que la catastrophe survienne. Le Président inaugure une usine pour laquelle il n’y a pas de permis de construire, le Premier ministre n’accorde aucune importance à la question de l’urbanisation sauvage, les préfets n’effectuent pas le contrôle parasismique pour les bâtiments, les mairies survivent avec les dessous de table obtenus grâce à l’urbanisation illégale. On n’applique pas les règlements concernant le risque sismique tout comme on ignore l’organisation des premiers secours. Pour que ces questions soient traitées, il faut qu’une catastrophe survienne. Les mesures ne peuvent être prises que si les gens meurent. »<sup>1120</sup>

Dans *Sabah*, Can Dündar écrit : « 60 ans après mon grand-père, 30 ans après mon père, je reçois les informations concernant le séisme de Marmara aujourd’hui, pour les laisser à mon fils comme un héritage maudit. C’est la quatrième génération [sous la République] qui grandit avec des informations faisant état du ‘nombre élevé de pertes à cause des défauts de construction’, ‘du retard des secours’, ‘de la peur d’épidémies’ et avec les images de victimes de tremblement de terre que les familles essayent de sauver maladroitement. [...] L’État n’a pas pu apprendre à contrôler la qualité des constructions, à envoyer rapidement les secours, à coordonner la mobilisation nationale. En plus, il a prononcé le même discours de « panser les plaies » depuis 60 ans, sans toucher à un seul mot, alors qu’il était responsable de l’irresponsabilité, de l’incapacité, des âmes perdues ; alors qu’il n’a pas rendu de comptes pour ce qu’il n’a pas pu faire, aussi bien que pour ce qu’il a fait. »<sup>1121</sup>

---

<sup>1119</sup> PULUR, Hasan, « Deprem », *Milliyet*, 18 août 1999.

<sup>1120</sup> AŞIK, Melih, « Apansız mı Oldu ? », *Milliyet*, 18 août 1999.

<sup>1121</sup> DÜNDAR, Can, « Derinleştikçe Batıyor », *Sabah*, 21 août 1999, p.20.

Selon Derya Sazak, toujours dans *Milliyet*, les discours « nous reconstruirons, nous panserons les plaies » des hommes d'États sont devenus les « classiques des séismes » en Turquie. D'après Sazak, au moment où les députés prononçaient des discours de solidarité à l'Assemblée nationale, la raffinerie de pétrole d'Izmit brûlait et des milliers de victimes appelaient au secours pour sauver leur proches sous les décombres : « A quoi bon tenir des discours de solidarité dans cette ambiance d'impuissance et de chaos ? Adana, Dinar, Erzincan... Quel drame que la Turquie ne dispose toujours pas d'un plan de sécurité civile malgré trois grands séismes survenus dans la dernière décennie ! »<sup>1122</sup> Dans *Cumhuriyet*, Hikmet Çetinkaya (qui a été témoin de nombreux tremblements de terre depuis les années 60 en tant que journaliste) souligne la même défaillance : « Hier, le Premier ministre Ecevit parlait à la télévision : 'Toutes les mesures nécessaires sont prises.' Quelles mesures ? [...] Il s'est avéré, encore une fois, que les institutions étatiques n'ont jamais pris de précautions alors que la Turquie se situe dans une zone d'activité sismique. [...] Toutes les autorités, à commencer par le Président de la République Demirel et le Premier ministre Ecevit, tiendront des discours, on parlera du séisme pendant 10-15 jours... Après ?... Après, tout sera comme auparavant ! »<sup>1123</sup>

Citons Türker Alkan, de *Radikal* et Yalçın Bayer, de *Hürriyet* : « Non seulement pour les séismes, mais d'une manière générale, pour toutes les catastrophes, notre manière de voir les choses se résume à : 'Il ne se passera rien, Allah est protecteur.' Et lorsque quelque chose se passe, le chaos, le choc, la désorganisation, le désordre. [...] tous les responsables se rendent sur les lieux, se promènent sur 'la scène de crime', font des gestes de tristesse en observant les maisons détruites, visitent les hôpitaux en disant 'L'État turc est grand, puissant, les plaies seront bien sûr pensées'. Ils donnent des ordres à leurs subordonnés avec les larmes aux yeux. Ils assurent qu'un des enfants retrouvés orphelin sera pris en charge. Et rien ne change jusqu'au prochain séisme. [...] Ne devrait-on pas exiger qu'ils prennent des mesures avant le désastre plutôt que de tenir des discours après ? Nous ne devrions pas vivre encore et encore les mêmes tragédies dans un monde où on peut localiser les failles avec précision et où le génie parasismique est si évolué. »<sup>1124</sup> ; « Sur une faille de 100 km de long (le golfe d'Izmit et ses environs) nous avons installé les établissements industriels les plus importants de la Turquie. [...] Nous savons bien que cette faille s'est rompue six fois de 1939 à 1967, alors pourquoi les autorités ne font-elles

---

<sup>1122</sup> SAZAK, Derya, « Önlem Faciası », *Milliyet*, 19 août 1999.

<sup>1123</sup> ÇETINKAYA, Hikmet, « Acı... », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.5.

<sup>1124</sup> ALKAN, Türker, « Toplumdan Geçen Fay Hattı », *Radikal*, 18 août 1999.

pas ce qu'elles doivent faire ? [...] On n'a tiré malheureusement aucune leçon de Varto, d'Erzincan, de Dinar et d'Adana. »<sup>1125</sup>

Les critiques que nous citons ci-dessus ne sont pas radicalement différentes des critiques qui ont été faites depuis le séisme de Varto (1969). Peut-être avec un peu plus de vigueur que dans le passé, les journalistes soulignent « l'amnésie » du monde politico-administratif concernant les catastrophes, son inertie pour prendre en compte les risques majeurs, son incapacité à organiser les secours... Ce qui constitue une différence importante par rapport au passé est le fait qu'une réflexion autour du caractère moderne / archaïque de la Turquie ait vu le jour.

## ***2. La catastrophe comme mise à l'épreuve de la modernité / développement d'un pays***

Dans la deuxième partie de cette thèse, nous avons vu qu'à partir des années 60, le séisme a été traité comme un événement qui mettait en évidence le sous-développement d'une partie du pays. On expliquait alors la vulnérabilité des populations de l'est du pays à la sismicité par leurs conditions de vie précaires, dues à cette inégalité entre les régions. Les autorités étaient donc accusées d'ignorer la situation de l'est du pays, et de ne pas appliquer les politiques nécessaires à la croissance des régions de l'est. En plus, comme nous l'avons vu, le tremblement de terre n'a cessé de frapper ces régions de 1969 jusqu'en 1984. Cela a permis surtout à la presse de gauche de mettre en place des interprétations idéologiques de l'événement lors de chaque séisme. Les problèmes relatifs aux interventions post-catastrophes ont été analysés dans la même optique aussi. Les responsables politiques et administratifs ont même été accusés de discrimination à cause de la désorganisation et des dysfonctionnements des secours. « L'ingrédient » idéologique était très présent dans les argumentations : les victimes étaient vues comme des prolétaires exploités tandis que les autorités étaient considérées comme les bourgeois ou les « collaborateurs » de la bourgeoisie. Les populations de l'Est étaient délaissées car c'était dans les intérêts de cette classe bourgeoise. La catastrophe était dans ce cas-là une occasion pour mettre en évidence cette « réalité », cette « lutte des classes » mais aussi pour « éclairer les victimes-prolétaires qui renverseraient les bourgeois à long terme ». On

---

<sup>1125</sup> BAYER, Yalçın, « Deprem Geliyorum Demişti », *Hürriyet*, 18 août 1999, p.20.

laissait sous-entendre la nécessité d'avoir une économie plus ou moins dirigée par l'État qui investirait dans ces régions ou qui forcerait le secteur privé à y investir.

Le développement (ou la modernisation) exigée ici implique la « justice sociale » aussi, comme l'indique Beck : « ... dans certains pays [...] la pensée et l'action des hommes sont dominées par le caractère manifeste de la misère matérielle, la 'dictature de la pénurie'. Dans ces circonstances propres à la société de pénurie, on oriente le processus de modernisation vers une utilisation des clés du développement scientifico-technique qui ouvrirait les portes aux sources cachées de la richesse sociale. Promettre de délivrer les hommes de leur pauvreté non méritée et de leur dépendance, voilà qui est à la base de l'agir, du penser et du chercher dans les catégories de l'inégalité sociale, que l'on se situe dans le cadre de la société de classes et de la société par couches ou dans celui de la société individualisée. »<sup>1126</sup>

Quant à la presse de droite, elle est rarement sortie d'une lecture factuelle et parfois fataliste du phénomène de séisme. Selon cette interprétation, le tremblement de terre était plus ou moins une fatalité, et la question n'était pas sociale mais économique : le tremblement de terre ne causerait plus de dommages et de pertes en vies humaines lorsque les infrastructures dans ces régions seraient améliorées et que les populations auraient accès à des matériaux de construction « modernes ». Cela dit, la catastrophe leur a permis d'attaquer la gauche en dénonçant ses interprétations « irrédentistes », politiques (et « néfastes ») de l'événement. En réaction, elle a tenté de présenter le désastre comme un symbole de la solidarité nationale. Les problèmes relatifs à la question de la prise en compte du risque sismique, à celle de l'organisation des secours et de la reconstruction, n'ont pas été traités par la presse de droite, qui était d'ailleurs peu encline à questionner la responsabilité de l'administration ou de la classe politique.<sup>1127</sup>

En 1999, nous ne sommes plus dans le contexte de polarisation politique extrême. Les discours se rapprochent. Tout d'abord, l'argumentation de la presse de gauche n'est plus marquée par un militantisme idéologique. On ne parle (presque) plus de la bourgeoisie, de la classe dominante ou de celle des dominés. Quant à la presse de droite, elle analyse l'événement d'une manière largement plus rationnelle et profonde qu'auparavant (ce qui vaut même en partie pour la presse islamiste). Selon nous, il s'agit

---

<sup>1126</sup> BECK, Ulrich, **La Société du risque : sur la voie d'une autre modernité**, Flammarion, Paris, 2001, p.37.

<sup>1127</sup> Il faut noter que l'identité discursive des quotidiens turcs a changé aussi au cours du temps. Dans le contexte des années 70, nous faisons allusion à *Hürriyet* et *Tercüman* en parlant de la presse de droite, et à *Milliyet* et *Cumhuriyet* en parlant de la presse de gauche. Dans le contexte actuel, *Tercüman* n'existe plus et *Milliyet* et *Hürriyet* se sont rapprochés en se déplaçant vers le centre de l'axe gauche-droite.

d'une évolution dans le sens où les pertes en vies humaines sont devenues inacceptables pour la société. Le fait que l'événement, le tremblement de terre soit répétitif, quasi régulier et scientifiquement parlant amplement étudié, rend son bilan tragique encore plus inadmissible aux yeux des journalistes turcs. Alors, suivant la tendance qui s'est construite petit à petit à partir des années 80, la presse turque de 1999 confronte les classes politique et bureaucratique du pays à la nouvelle réalité : dans un pays qui s'affirme moderne et où l'État se déclare fort, la tolérance pour les pertes humaines en cas de désastre est limitée.

En constatant la répétition du même schéma, les journalistes attirent l'attention sur le décalage entre la société et les élites politiques et administratives, jugées en retard par rapport à la première. Ils soulignent le décalage entre le discours libéral des dernières années et la réalité : malgré toute sa croissance économique, la Turquie n'était, visiblement, pas devenue aussi développée qu'on le pensait. Il s'agit donc d'une réflexion basée sur les notions de développement et de modernité, plutôt que sur une position idéologique. Cela constitue à nos yeux une différence importante par rapport au passé. Cette fois-ci, ce qui est inacceptable est le fait qu'une catastrophe naturelle puisse coûter tant de dommages et de pertes à la Turquie, mais surtout à « la Turquie du nouveau millénaire ». Un questionnement sur la réalité turque – quels sont les critères du développement / de la modernité ? Sommes-nous développés / modernes ? – en découle donc.

Les analyses faites à ce sujet sont intéressantes : « Comment pouvez-vous juger si une société est développée ou non ? [...] Dans les sociétés primitives, il y avait un critère basé sur la force brute : la société du monarque disposant du maximum de guerriers, de chevaux, de chars était considérée comme la plus forte et développée. [...] Lorsque la guerre moderne est devenue « totale », les facteurs qui ne sont pas directement liés à la capacité de combat ont été pris en compte : le niveau d'industrialisation, l'énergie produite et consommée, le fer et l'acier, les routes, le nombre d'automobiles, de téléphones, de télévisions par milliers d'habitants... ont été pris en compte. [...] Lorsque la production et la productivité ont dépassé un certain seuil, différents critères de développement ont vu le jour. La santé, [...] l'espérance de vie, la qualité de la vie, les mesures de sécurité sociale, le budget alloué à l'éducation, la distribution de la richesse... ont été pris en compte. Ensuite les droits de l'homme et la démocratisation ont été ajoutés. [...] Pourquoi ai-je pensé à tout cela ? [...] Je n'ai pas pu m'empêcher de me demander si nous ne pouvions pas parler de « la société préparée » en tant que nouveau critère de développement. La Turquie aurait pu être beaucoup mieux préparée, comme le séisme nous l'a montré. [...]

« Agir en pensant au futur » est un indice de maturité pour les personnes. Nous devons utiliser cet indice comme un critère de maturité pour la société aussi. En réalité, les critères [auxquels on a recours] pour mesurer le développement sont eux-mêmes des indices de développement. Par quoi [selon quels critères] vous jugez ? Par votre force brute ou par votre respect pour les droits de l'homme et par la capacité à prendre des mesures contre les catastrophes éventuelles ? »<sup>1128</sup>

Murat Belge, de *Radikal*, prend une position semblable : « Une société est la somme de ce qu'elle n'est pas capable de faire, aussi bien que de ce dont elle est capable. Par conséquent, il est obligatoire de faire attention à sa position entre ces deux extrémités pour obtenir une image réaliste de la situation d'une société. » Belge affirme qu'il recourt à deux analogies, deux images pour penser la Turquie d'avant et d'après le séisme. Pour lui, ces deux images contradictoires sont une image de « mise en scène » pour l'avant, et une image de catastrophe pour l'après. La première est « le reflet de ce que la société veut devenir. Tout est soigneusement préparé, les vêtements sont chics, [...] le décor est le plus majestueux possible. » La deuxième est l'autre extrême qui met à l'épreuve cette « cérémonie ». D'après Belge, « Nos rhétoriques récentes sur la Turquie étaient basées plutôt sur l'image de 'cérémonie' comme : 'Le pays le plus fort des Balkans et du Moyen-Orient', 'La cinquième armée la plus forte du monde' ou 'Rien ne peut changer dans cette région sans le consentement de la Turquie'. À présent, il serait utile de modérer ces rhétoriques par les images d'impuissance apparues au moment de la catastrophe. »<sup>1129</sup>

Dans sa rubrique du 21 août Belge continue : « La Turquie n'est pas un pays qui ne connaît pas le tremblement de terre. Par exemple, combien de séismes notre génération a-t-elle vu ? Néanmoins, il y a une différence dans le cas actuel. Nous sommes habitués à ce que le tremblement de terre survienne dans les régions que nous considérons comme 'arriérées'. Mais le dernier nous a frappés là où nous nous considérons comme développés. Ou faut-il dire 'là où nous nous croyons développés' ? Ainsi, il a mis en évidence que nous cherchions à nous développer tout en camouflant notre sous-développement [...] »<sup>1130</sup>

Nous trouvons un équivalent de l'analogie de « mise en scène » de Belge dans la rubrique de Çetin Altan, dans *Sabah*. En parlant des autorités qui font leur autocritique, il écrit : « Espérons que d'autres institutions se débarrassent de leur passion pour 'l'image et le décor' qui date du début de la République et deviennent ainsi plus transparentes et plus

---

<sup>1128</sup> ALKAN, Türker, « Gelişmiş Toplum Peşinde », *Radikal*, 19 août 1999.

<sup>1129</sup> BELGE, Murat, « İki Uç », *Radikal*, 20 août 1999.

<sup>1130</sup> BELGE, Murat, « Toplum ve Devlet », *Radikal*, 21 août 1999.

réalistes. Les institutions qui ont confiance en elles-mêmes n'ont pas tendance à se servir de 'l'image et du décor'. Parce que 'l'image et le décor' masquent le pourrissement de l'intérieur. Ils empêchent le développement. [...] Si on faisait un recensement de l'organisation des sapeurs-pompiers sur le plan national, en termes d'effectifs aussi bien que de matériel, il s'avèrerait que nous sommes un pays du tiers monde, au même niveau que l'Afrique. À quoi sert d'essayer de masquer ce genre de misère par 'l'image et le décor' et par une littérature d'héroïsme ? »<sup>1131</sup> Plus tard, après le séisme de Düzce (12 novembre 1999), Altan écrit : « Ni les baïonnettes, ni les blindés, ni les avions ne peuvent être efficaces contre ce type de menace [les catastrophes naturelles]. Nous avons besoin d'autres forces contre ces ennemis : la force de la responsabilité, la force de la transparence, la force de la technique... Il paraît qu'on ne peut être moderne que si on dispose de ces forces. »<sup>1132</sup>

Sedat Ergin, dans *Hürriyet* : « Le niveau de développement des nations n'a aucun rapport avec leurs mythes d'héroïsme. Les critères universels grâce auxquels les nations se développent et triomphent [aujourd'hui] sont issus de la science, donc de la raison humaine et de la capacité à s'organiser. La grande catastrophe qu'a subie notre pays nous montre que nous avons échoué en ces matières, à un moment où nous étions préparés pour passer au siècle suivant. »<sup>1133</sup> Il tient à souligner que « La Turquie ne vivra pas le XXI<sup>e</sup> siècle tant qu'elle ne tirera pas les conclusions de cette catastrophe et qu'elle ne fera pas un effort pour mettre les choses en ordre. »<sup>1134</sup> Toujours dans *Hürriyet*, Tufan Türenç est plus bref : « Nous ne pouvons pas rejoindre le monde civilisé sans atteindre les standards du génie civil occidental. »<sup>1135</sup>

Dans *Radikal*, Bülent Kahraman parle du tremblement de terre en tant qu'un observatoire focalisé sur le trio « État – peuple – gouvernement » : « ...l'individualisme, en faisant la rupture avec l'esprit et le mode de vie en communautés/en confréries, qui est une des caractéristiques les plus déterminantes de la modernité, n'a toujours pas vu le jour en Turquie. [...] Il est clair que l'homme [en Turquie] est encore très loin d'être un individu, et de la société civile qui est l'équivalent collectif de ce dernier.[...] ». Selon l'auteur, la situation du côté de l'État est pire : « Les notions de gouvernance, de

---

<sup>1131</sup> ALTAN, Çetin, « Kabineden Yükselen Özeleştirisi Sesleri », *Sabah*, 27 août 1999, p.4.

<sup>1132</sup> ALTAN, Çetin, « Deprem Ne Demagoji Dinliyor, Ne de Övünme Nutku », *Sabah*, 14 novembre 1999, p.4.

<sup>1133</sup> ERGIN, Sedat, « Afet Doğada Değil İçimizde », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.8.

<sup>1134</sup> ERGIN, Sedat, « Ölülerimize Sahip Çıkacaksak », *Hürriyet*, 22 août 1999, p.8.

<sup>1135</sup> TÜRENÇ, Tufan, « Ne Yazık ki Bu Ağır Faturayı Hakettik », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.2.

rationalité, qui sont aussi les premières caractéristiques de la modernité [...] ne sont toujours pas suffisamment connues en Turquie. Le fait que les mêmes erreurs se répètent malgré de nombreux incidents similaires montre qu'on se trouve encore à un stade très primitif.[...]»<sup>1136</sup> Citons Bila dont le point de vue est similaire : « On a vu que, socialement, la Turquie n'est pas encore arrivée au stade de dépasser les liens féodaux. On a vu que la meilleure structure organisée en Turquie continue à reposer sur les liens familiaux et les relations de voisinage. Les opérations de secours le prouvent. Il n'existe toujours pas d'organisation publique ou privée capable de remplacer ces liens en ce qui concerne la protection de l'individu. »<sup>1137</sup>

Dans *Hürriyet*, Oktay Ekşi constate l'inefficacité des services publics concernés face à l'incendie de la raffinerie d'Izmit et écrit : « Comme on peut le voir, il nous manque quelque chose de primordial [concernant la gestion d'urgence]. Ceci est un indice typique du sous-développement. Comme vous le savez, une des meilleures définitions du sous-développement est 'l'incapacité à hiérarchiser les priorités'. C'est pourquoi nous ne prenons jamais en compte les avertissements de la science. Nous n'appliquons aucune mesure, même si nous donnons l'impression de les avoir prises en compte. C'est pourquoi nous ne prenons pas au sérieux les règles imposées par l'État. [...] Par le 'nous' ci-dessus, nous ne désignons pas uniquement 'vous' et 'moi', c'est-à-dire 'ceux qui sont gouvernés' mais aussi 'ceux qui gouvernent le pays' ». <sup>1138</sup>

Reprenons enfin deux passages des rubriques de Zeynep Atikkan et d'Oral Çalışlar : « Pourrons-nous nous débarrasser des absurdités stupéfiantes type 'nous nous sommes développés, nous avons changé d'ère, c'est *le siècle turc* qui commence' etc. et initier un nouveau processus ? C'est la bonne question qu'il faut poser maintenant. Car les pays développés élaborent des méthodes pour avoir le moins de dommages possibles lors des catastrophes naturelles. [...] La Turquie est obligée d'assurer les conditions de base d'un mode de vie caractérisé par la prévision du futur et par la réglementation. Ce n'est plus un aspect à discuter. »<sup>1139</sup> « Nous savons que dans les pays modernes, surtout dans les pays qui se trouvent dans une zone d'activité sismique comme le Japon, ce type de tremblements de terre cause très peu de pertes. La raison en est qu'on y construit des bâtiments parasismiques et qu'on intervient de manière rationnelle après le séisme. Pourquoi les catastrophes nous affectent-elles plus [que ces pays] ? Nous savons qu'être

---

<sup>1136</sup> KAHRAMAN, Hasan Bülent, « Deprem », *Radikal*, 20 août 1999.

<sup>1137</sup> BILA, Fikret, « Zihinlerde Deprem », *Milliyet*, 19 août 1999.

<sup>1138</sup> EKŞİ, Oktay, « Gerçek Suçlu Kim ? », *Hürriyet*, 19 août 1999, p.1 et 4.

<sup>1139</sup> ATIKKAN, Zeynep, « Yüzyılın Acı Bilançosu », *Hürriyet*, 16 novembre 1999, p.8.



résistant aux désastres, les endurer avec le moins de dommages possible est strictement lié au fait d'être un pays moderne. »<sup>1140</sup>

Quels sont les faits qui poussent les journalistes à constater le « sous-développement », la « pré-modernité » de la Turquie ? Il y a tout d'abord les questions relatives à l'urbanisation : l'urbanisation spontanée, le non-respect des principes du génie civil, la non-prise en compte du risque sismique, la corruption liée à la rente immobilière... Viennent ensuite les défaillances relatives à l'organisation des secours : la vulnérabilité (devenue visible) des institutions étatiques aux catastrophes majeures, le manque de préparation des autorités à ce type de situations, la paralysie et l'inefficacité des services concernés... D'autres constats sont faits, d'un niveau plus général : l'irrationalité, l'irresponsabilité des élites aussi bien que de l'ensemble de la société, la corruption, la valorisation des intérêts financiers, des bénéfices matériels individuels à court terme au lieu du bien public, de l'intégrité et du bien-être de l'homme...

Les propos des auteurs que nous avons cités ci-dessus sont presque un mélange de surprise (vis-à-vis des conséquences du séisme) et de « soulagement » au sens où la catastrophe semble conforter leurs analyses, leurs points de vue sur la Turquie. Nous comprenons alors qu'ils étaient bel et bien conscients que ce pays portait un masque de croissance, de développement, de modernité qui cachait (pas très efficacement d'ailleurs) une série de questions sociopolitiques majeures qui nous empêcheraient en réalité de le qualifier de développé et moderne. Nous remarquons en même temps une certaine déception en ce qui concerne l'intervention post-séisme : nous avons l'impression que les journalistes, même ceux qui ont une vision très critique de l'État turc, avaient moins de doutes sur ses capacités à intervenir dans de tels cas. On peut toujours avancer que c'est une position illogique vu les contextes post-séisme antérieurs. Mais il faut rappeler que l'État turc bénéficie quand même d'une certaine réputation quant à sa capacité à régler certains types de problèmes, notamment concernant les infrastructures majeures. Au cours des années 1980, la société turque a été témoin de la réalisation d'un nombre très important de projets concernant la production énergétique, la gestion des ressources hydrauliques, les transports, les télécommunications. L'inefficacité de l'immense appareil étatique après la catastrophe a ainsi été une surprise.

---

<sup>1140</sup> ÇALIŞLAR, Oral, « Bu Kez de Doğal Felaket », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.4.

Le tremblement de terre de 1999 a donc été l'occasion de la reprise d'un débat de fond sur la modernité, débat indissociable de la façon dont est comprise la modernité occidentale. Pour résumer (cf. encadré « La modernité occidentale »), la modernité est appréhendée comme un mode de vie, puis comme un modèle de civilisation, basé sur l'organisation de la vie humaine selon le principe de rationalité. Elle est apparue en Europe occidentale suite à une série de transformations que cette dernière a connues à partir du XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Les conditions, les dynamiques et les institutions qui ont donné naissance à la modernité, qui l'ont « alimentée », mais également qui ont été nourries par elle, étaient dans leur majorité spécifiques à l'Europe occidentale. La modernité apparaît en même temps comme porteuse des valeurs considérées comme occidentales : l'individualisme, l'égalité, la laïcité... Loin de rester un phénomène local, elle se présente comme un phénomène global et aussi « globalisant ». Elle est ainsi considérée comme ayant été adoptée par un grand nombre de sociétés voulant suivre l'Occident dans sa progression.

#### **La modernité occidentale**

Qu'est-ce que la modernité, dans son contexte « d'origine », c'est à dire en Europe occidentale ?

Anthony Giddens propose une définition simplifiée : « les nouveaux modes de vie sociale et les formes d'organisation qui ont vu le jour en Europe occidentale à partir du XVII<sup>e</sup> siècle et qui ont influencé presque le monde entier par la suite ». <sup>1141</sup> La modernité est le résultat d'une série de transformations économiques, sociales, politiques : le remplacement de la société agricole par la société industrielle, la disparition des rapports féodaux, la centralisation du pouvoir et de la vie politique, l'essor de l'urbanisation et des villes, la sécularisation ou la laïcisation en parallèle avec la structuration des relations sociales sur la raison humaine au lieu des croyances religieuses, sans oublier l'affaiblissement ou la disparition des communautés au profit de la « société ». <sup>1142</sup> Donc la modernité est le fruit du grand processus de la modernisation. Reşat Kasaba définit cette dernière comme « l'ensemble des images généralisées qui représentent les transformations sociales ayant accompagné la naissance de la société de marché et de l'État-nation. » <sup>1143</sup>

Nous retrouvons au cœur de la modernité le motif de l'homme libre, émancipé, qui n'est plus lié par la tradition ou la croyance religieuse dans son rapport au monde, à la société, à lui-même. Comme l'affirme Touraine, la modernité « a fait de la rationalisation le seul principe d'organisation de la vie personnelle et collective, en l'associant au thème de la sécularisation [...] ». <sup>1144</sup> Pour lui, « l'idée de modernité remplace au centre de la

<sup>1141</sup> GIDDENS Anthony, **Modernliğin Sonuçları**, Ayrıntı Yayınları, İstanbul, 2004, p.11.

<sup>1142</sup> TÜRKÖNE Mümtaz'er (sous dir.), **Siyaset**, Lotus Yayınevi, İstanbul, 2003, p.484.

<sup>1143</sup> KASABA Reşat, « Eski ile Yeni Arasında Kemalizm ve Modernizm », dans BOZDOĞAN Sibel et KASABA Reşat (sous dir.), **Türkiye'de Modernleşme ve Ulusal Kimlik**, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, 2005, p.15.

<sup>1144</sup> TOURAINE, Alain, **Critique de la modernité**, Fayard, Paris, 1992, p.22.

société Dieu par la science, laissant au mieux les croyances religieuses à l'intérieur de la vie privée ».<sup>1145</sup>

Mais le rôle de la raison humaine et du principe de rationalité dans la modernisation a été peut-être plus limité qu'on imagine : « La conception occidentale la plus forte de la modernité, celle qui a eu les effets les plus profonds, » écrit Touraine, « a surtout affirmé que la rationalisation imposait la destruction des liens sociaux, des sentiments, des coutumes et des croyances appelés traditionnels, et que l'agent de la modernisation n'était pas une catégorie ou une classe sociale particulière mais la raison elle-même et la nécessité historique qui prépare son triomphe. » Selon lui, « l'idée occidentale de la modernité se confond avec une conception purement endogène de la modernisation », jugée comme essentiellement l'œuvre de la raison (de la science, de la technologie et de l'éducation) ; mais cette idée ne correspond même pas à la propre expérience historique des sociétés européennes elles-mêmes, dans lesquelles d'autres facteurs sociaux, politiques, économiques ont joué un rôle aussi important que le progrès scientifique et la diffusion du savoir durant la modernisation. Encore que dans des sociétés non-occidentales, la modernisation a été généralement mise en œuvre par une élite, la rationalisation étant « paralysée par la résistance des traditions et des intérêts privés. »<sup>1146</sup>

Néanmoins, cette conception de la modernité est demeurée comme un « modèle de modernisation, une idéologie dont les effets théoriques et pratiques ont été considérables. »<sup>1147</sup> Touraine avance que selon les théoriciens de cette idéologie (*modernisme*), « ni la société, ni l'histoire, ni la vie individuelle ne sont soumises à la volonté d'un être suprême à laquelle il faudrait ou sur laquelle on pourrait agir par la magie. » Donc, « l'individu n'est soumis qu'à des lois naturelles. »<sup>1148</sup> Par conséquent, la modernité installe les rapports de pouvoir sur une nouvelle base. Selon Touraine, la formation de l'État-nation, central et absolutiste, avait remplacé en France le divin par le politique comme expression du sacré dans la vie sociale. La Révolution française a poussé cette évolution encore plus loin, en identifiant la nation à la raison et le civisme à la vertu (citoyenne).<sup>1149</sup> Ainsi, l'État-nation au sens actuel voit le jour : « une organisation distinguée des sources qui lui ont donné naissance ; qui a tendance à dominer la société à travers sa bureaucratie, sa police, son ordre juridique, son rôle dans la vie économique et à travers son propre système de valeurs et son idéologie qu'il diffuse. »<sup>1150</sup>

Il est possible d'affirmer que la modernité a assuré à l'État-nation la capacité et le pouvoir nécessaires pour s'infiltrer dans tous les domaines sociaux, tout en devenant lui-même porteur / agent de modernité. D'autre part, le couplage du développement de la

---

<sup>1145</sup> Ibid.

<sup>1146</sup> Ibid., p.23. Parallèlement, Samuel Huntington parle de la modernisation comme un processus complexe ayant plusieurs composants, « qui ne se laisse pas facilement réduire à un seul facteur, à une seule dimension. » Il identifie ces composants comme étant : l'industrialisation, l'urbanisation, la mobilisation sociale, la différenciation, la sécularisation, l'expansion des médias, l'alphabétisation, le développement de l'éducation, l'extension de la participation politique. DOGAN, Mattei et PELASSY, Dominique, **La Comparaison internationale en sociologie politique**, Librairies Techniques, Paris, 1980, p.41.

<sup>1147</sup> Ibid., p.24.

<sup>1148</sup> Ibid.

<sup>1149</sup> Ibid., p.30.

<sup>1150</sup> KAZANCIGIL, Ali, « Türkiye'de Modern Devletin Oluşumu ve Kemalizm », dans KALAYCIOĞLU, Ersin et SARIBAY, Ali Yaşar (sous dir.), **Türkiye'de Politik Değişim ve Modernleşme**, Alfa Yayınları, İstanbul, 2000, p.182.

modernité avec celui de la « production capitaliste systématique »<sup>1151</sup> – encore une autre formation spécifique à l'Europe occidentale – a complété ce dessein. « La modernisation économique a eu pour conséquence principale de transformer les principes de la pensée rationnelle en objectifs sociaux et généraux. »<sup>1152</sup> L'articulation entre la modernité (devenue désormais presque une idéologie), l'État-nation et le capitalisme a fait de l'Europe un « pôle de puissance » qui lui a permis d'étendre sa domination à travers la planète. Parallèlement, la modernité a étendu son influence comme un modèle, en suscitant de grandes transformations à travers le monde.

Giddens offre une perspective intéressante sur la modernité, qu'il considère comme complexe et multidimensionnelle.<sup>1153</sup> Ici, nous ne reprendrons que deux éléments de son approche. En premier lieu, les fondements de la dynamique de modernité : la distanciation spatio-temporelle, le désengagement et la réflexivité.<sup>1154</sup> La première correspond à un phénomène lié en grande partie au progrès scientifique et technique en ce qui concerne la mesure du temps (développement et diffusion des mécanismes d'horloge). La possibilité d'organiser le temps en unités constantes et surtout de manière indépendante par rapport à l'espace l'a « universalisé ». Jusqu'alors, la question « quand » ne pouvait être posée qu'avec la question « où » car le temps ne pouvait être mesuré qu'à l'aide des repères spatiaux, sociaux ou des phénomènes naturels cycliques, et par conséquent, seulement de manière imprécise. Le temps – désormais abstrait et uniforme – est devenu le principal repère de la vie sociale ; sa maîtrise a permis à l'homme d'arranger le rythme de la vie quotidienne de manière plus efficace, plus productive.<sup>1155</sup> Ce changement, d'ailleurs indispensable pour le capitalisme, en a soutenu un autre qui est la distinction de « l'espace », du « lieu ». Il s'agit de l'affaiblissement de l'influence du « local » sur la vie humaine en parallèle avec les découvertes géographiques (et la généralisation de la représentation du monde de façon indépendante d'un espace « privilégié ») et l'accroissement de la mobilité sociale. La localité est devenue ouverte aux influences lointaines tandis que les relations humaines qui ne nécessitent pas la présence et le contact physique des parties sont devenues possibles. Ainsi, l'espace cesse d'être le « lieu », local et limité pour devenir une « dimension », abstraite comme le temps « universel ».

La distanciation spatio-temporelle est la condition principale des processus que Giddens appelle « le désengagement des systèmes sociaux ». Par ce terme, il entend « la séparation des relations sociales des contextes d'interaction locaux et leur restructuration dans l'espace-temps infini ». En conséquence du désengagement, les rapports sociaux ne sont plus liés par les habitudes et les expériences locales, ce qui crée de nouvelles possibilités d'échanges sociaux très variés. Le désengagement des institutions est un caractère des sociétés modernes : les organisations modernes sont capables de rattacher le

<sup>1151</sup> Le terme appartient à Giddens.

<sup>1152</sup> TOURAINE, *op.cit.*, p.85.

<sup>1153</sup> Notons que son approche est particulièrement importante car tout comme Ulrich Beck, il consacre une place considérable de son travail au concept de « risque ». Nous continuerons donc à les citer tous les deux dans la suite de cette partie. Mais d'une manière générale, c'est sur le thème de la modernité que nous reviendrons.

<sup>1154</sup> GIDDENS, *op.cit.*, pp.25-48.

<sup>1155</sup> Dans les sociétés pré-modernes, la mesure du temps en rapport avec l'espace et l'activité humaine (par exemple, parler de « la durée nécessaire pour accomplir telle ou telle tâche » comme unité / repère de temps) est parallèle à l'utilisation des parties du corps humain pour la mesure de l'environnement physique : le doigt, la jambe, le bras, la paume... YIRTICI, Hakkı et ULUOĞLU, Belkıs, « Mekanın Altyapısal Dönüşümü », *İtüdergisi/a*, Vol.3, n°1 (mars 2004), p.46.

local au global – en produisant des impacts sur la vie de millions d’individus – de manières inconcevables pour les sociétés pré-modernes. Ils peuvent « s’étendre » sur l’espace-temps.

La troisième source de la modernité est la réflexivité. Au sens général, ce terme indique une situation où l’observation ou l’action d’un observateur agit sur le sujet observé. Pour Giddens, la réflexivité sociale dans le contexte de modernité signifie la réforme des pratiques sociales à la lumière des connaissances apportées sur celles-ci et la modification, de façon constructive, du caractère de ces pratiques. Or, dans les sociétés pré-modernes, la réflexivité est en grande partie limitée à la réinterprétation de la tradition, ce qui leur donne leur apparence « statique » qui limite considérablement leur changement.

Quant aux dimensions institutionnelles de la modernité<sup>1156</sup>, elles renvoient selon Giddens : au capitalisme (l’accumulation de capital dans le contexte des marchés concurrentiels de travail et de biens), à la surveillance (le contrôle administratif de l’information et de l’activité politique des populations), à la puissance militaire (monopole des moyens de la violence dans les limites territoriales de l’État et l’industrialisation de la guerre), à l’industrialisme (la transformation de la nature par l’homme et la construction de l’environnement artificiel).<sup>1157</sup> Pour lui, ces dimensions qui entretiennent des relations réciproques, ont formé une « combinaison » qui a assuré à l’Occident son caractère « irrésistible » en tant que civilisation.

C’est par rapport à cette idée de modernité que s’est située la Turquie, sachant que cette notion donne lieu à divers glissements de sens dans le contexte turc (cf. encadré « Glissement de sens de la notion de modernité dans le contexte »). Le premier constat que nous pouvons faire est qu’en Turquie la « modernité » signifie plus un « état » social, « une étape socio-historique à laquelle il faut arriver » qu’un modèle de civilisation. Dans la langue française, la « modernité » est un nom. Dans la langue turque elle n’a pas de traduction exacte, et les mots *modernlik* ou *çağdaşlık* dont on se sert pour faire allusion à elle sont des adjectifs. Dans l’utilisation courante, la « modernité » de quelqu’un ou de quelque chose signifie sa conformité avec les tendances jugées « occidentales » les plus récentes, spécifiquement « européennes ». Il peut s’agir des codes culturels, comme la tenue vestimentaire ou des préférences de consommation. Parallèlement, il peut être question des « tendances » techniques, technologiques : on parle par exemple de l’obtention de systèmes d’armement les plus « modernes », de la « modernisation de l’armée » dans le cadre de la politique de défense nationale. De façon similaire, la « modernité » des établissements scolaires est souvent associée à la présence

---

<sup>1156</sup> Ibid., pp.61-70.

<sup>1157</sup> Giddens parle du réductionnisme chez Marx, Durkheim et Weber auxquels il reproche d’avoir simplifié les dimensions de la modernité en un seul élément dans leurs analyses : (respectivement) le capitalisme, l’industrialisme, la rationalisation. Giddens, *ibid.*, pp.19-24.

d'équipements informatiques et d'autres équipements permettant l'interactivité. La modernité est une « qualité » à laquelle on aspire. Affirmer la modernité d'une chose est presque un éloge. Notons que « *Çağdaş* » (moderne) est un prénom assez fréquent en Turquie à cause de cette résonance positive du terme.

#### Glissement de sens de la notion de modernité dans le contexte turc

Dans le contexte turc, un glissement de sens s'est opéré à propos des notions venues d'Occident, comme celle de la modernité. Par « glissement », nous faisons allusion à l'utilisation d'une notion « adoptée » dans un contexte local pour désigner une chose différente par rapport au contexte d'origine.

Quelles sont l'étymologie et l'utilisation des termes « développement » et « modernité » dans le contexte turc ? Le premier terme – « développement », « *gelişme* » en Turc – est en général utilisé pour affirmer l'amélioration d'une condition, dans un contexte spécifique ou général. C'est un changement, une évolution dans le sens positif, dont on peut faire état en recourant à des indicateurs chiffrés ou non, selon les cas, pour démontrer son existence ou le contraire. D'autres utilisations sont également possibles : parfois, on entend par développement la croissance économique, parfois une amélioration technologique, une augmentation de capacité dans un secteur spécifique ou l'élargissement d'un marché. On peut l'utiliser même pour les individus qui acquièrent un (nouveau) savoir-faire ou qui augmentent leur performance physique. Sur le plan social, le « développement » indique souvent l'amélioration de la condition humaine. Il n'est pas rare que les équivalents en turc des termes « développement » ou « croissance » soient utilisés l'un à la place de l'autre. Parfois, le même type d'erreur se fait pour le binôme évolution - développement.

Le cas du terme « modernité » est plus compliqué. Le terme « moderne » existe en turc (*modern*). De façon conforme à la nature de la langue turque, on a produit également les termes de « *modernleşme* » (modernisation), « *modernlik* » (modernité) en ajoutant des suffixes. Mais il y a également des traductions. Pour dire « moderne », les Turcs utilisent aussi le mot « *çağdaş* »<sup>1158</sup>. « *Çağ* » (la racine du mot) veut dire « ère, époque ». En dehors de « moderne », « *çağdaş* » signifie « contemporain », donc « de la même époque, de la même période que quelqu'un ou quelque chose » au sens de « *Ismet İnönü est contemporain de Charles de Gaulle* ». Il indique également « ce ou celui qui appartient à notre temps » : « *Orhan Pamuk est loin d'être le plus important des écrivains turcs contemporains* ». Il faut retenir donc que dans ce dernier cas, le sens est relatif au présent, sinon à une période très récente. Quant à la notion de « modernisation », elle est traduite par « *çağdaşlaşma* » en turc. Avec une traduction mot à mot, cela signifie « le fait de devenir moderne ». Un terme qui est issu de la même racine, qui peut être traduit plutôt comme « archaïque » en français, est « *çağdışı* », littéralement « hors de [notre] ère », donc « qui appartient à une époque antérieure, au passé ».

<sup>1158</sup> L'ancienne version antérieure à la révolution linguistique est « *asri* » qui est dérivée de la langue arabe. « *Asır* », de la même racine, signifie « siècle » mais aussi « époque, ère » dans la langue française. À présent, c'est le mot « *yüzyıl* », littéralement traduit comme « cent ans » en français, qu'on utilise pour dire « siècle » parce que « *çağ* » ne signifie pas cela.

Autre point intéressant : en turc, le suffixe « *-lik* » qui s'ajoute derrière un adjectif produit ainsi un nom qui affirme « l'état d'une chose ou d'un être relatif à cet adjectif ». Illustrons cette règle par un exemple. « *Sert* » se traduit comme « dur » en français. « *Sertlik* » signifie alors : 1/ la dureté (mesurable) d'un matériel (comme *la dureté d'un type de béton spécifique*) ; 2/ Avoir tendance être intolérant (pour une personne) ; 3/ une zone ou un corps dur qui se trouve dans un matériel relativement mou (au sens de *constater une chose dure sous le sable*). Nous pouvons affirmer qu'il en est de même pour le terme « *çağdaşlık* ». C'est l'état d'être « *çağdaş* », donc d'être moderne. En Turquie, on parle par exemple de la « modernité » d'un individu, d'une famille, d'une société mais aussi d'un bâtiment. Afin de faciliter la compréhension de ces termes pour un lecteur non-turcophone, nous avons préparé le tableau ci-dessous.

Français	Turc (adaptation)	Turc (traduction)
Développement	-	Gelişme, Büyüme
Développé	-	Gelişmiş
Croissance	-	Kalkınma, Büyüme
Moderne	Modern	Çağdaş
Modernité	Modernlik	Çağdaşlık
Modernisation	Modernleşme	Çağdaşlaşma
Modernisme	Modernizm	?
Archaïque ?	?	Çağdışı

Nilüfer Göle avance que dans les langages politiques et historiques turcs, on parle plus de la modernisation (*modernleşme, çağdaşlaşma*) que de la modernité. Ce que la modernisation signifie ici est « un effort perpétuel pour dépasser l'archaïsme ». <sup>1159</sup> Visiblement, la société turque est marquée par *modernleşme*, la modernisation, tout en ayant un rapport très faible avec la notion de modernité elle-même, avec sa définition « universelle » (il faut lire occidentale) en tant que modèle de civilisation. En quoi consiste la modernisation ? D'un point de vue purement philosophique, elle est un processus « émancipateur », qui consiste à dégager tout obstacle qui se dresse devant la raison humaine, qui empêche l'organisation de la vie autour de la rationalité. Nous disons « purement philosophique » puisque comme Touraine l'affirme, une telle modernisation n'a pas été le cas même dans les pays d'Europe occidentale. Néanmoins, au contraire de la

<sup>1159</sup> GÖLE, Nilüfer, **Modern Mahrem**, Metis Yayınları, Istanbul, 2004, p.21.

société turque, ces sociétés ont été motivées par l'idée de l'égalité et de l'individualisme au long de leur modernisation, et les conflits relatifs à ces idées politiques ont été un facteur déterminant. Suivant l'expression de Göle, l'évolution des sociétés occidentales est marquée par « leur propre effort pour se transformer en s'appuyant sur des utopies basées sur l'égalité ».<sup>1160</sup>

La modernisation turque<sup>1161</sup> n'a pas été – comme en Occident – la conséquence d'une série de changements survenus en parallèle, mais d'un projet des élites qui l'ont vue comme un processus du haut vers le bas.<sup>1162</sup> Il faut rappeler que l'idée de réforme (d'abord institutionnelle, puis systémique) a vu le jour dans l'Empire ottoman à la suite d'une régression militaire, économique, politique face à la « nouvelle Europe ».<sup>1163</sup> Ce facteur a été à l'origine d'une conception de la modernité encore très présente dans l'esprit des Turcs, qui identifie la modernité à l'Occident, et la modernisation à l'occidentalisation. La question principale n'était pas de réorganiser la vie humaine de manière rationnelle, ni de créer « l'individu » mais de devenir « occidental », précisément de « réserver une place pour les Turcs parmi les nations européennes », en s'assurant de l'égalité avec ces sociétés sur tous les plans. La supériorité de l'Europe a été expliquée principalement par son « progrès », dans le domaine scientifique d'abord, mais aussi sur le plan politique. Par contre, les modernisateurs turcs ont eu des difficultés à voir ce qu'il y avait derrière ce « progrès » (rationalité, laïcité, sécularité, égalité, liberté, etc.) et ils ont bien souvent réduit la modernité à ses conséquences « matérielles ».

La modernisation a ainsi changé de sens dans le contexte turc en perdant sa dimension de liberté individuelle et par conséquent son pouvoir émancipateur. Comme l'affirme Kasaba, « tout en donnant l'impression d'être populistes, les élites turques ont toujours regardé les faits relatifs à l'initiative individuelle, les droits du citoyen et les libertés individuelles avec suspicion. » D'où l'exclusion rapide des tendances libérales du mouvement de réforme, pourtant bien présentes au début.<sup>1164</sup> En conséquence, la modernisation est devenue avant tout une question « technique », un projet d'adaptations

---

<sup>1160</sup> Ibid., p.75.

<sup>1161</sup> Par cette expression, nous faisons allusion à un processus qui continue encore, et dont la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle peut être considérée comme les débuts. En ce sens, il serait plus convenable de parler de la modernisation ottomane/turque mais nous avons préféré la simplifier pour des raisons pratiques. Par conséquent, les modernisateurs (ou les réformistes) dont il s'agit ici sont ceux de la période impériale et/ou républicaine.

<sup>1162</sup> KASABA, op.cit, p.12. Nous pouvons dire « des projets successifs de plusieurs générations d'élite » vu le fait qu'il n'est pas question d'un seul contenu et d'un seul type d'élite.

<sup>1163</sup> BERKES, Niyazi, **Türkiye'de Çağdaşlaşma**, Yapı Kredi Yayınları, İstanbul, 2004, pp.41-120.

<sup>1164</sup> KASABA, ibid., p.24.



structurelles. L'illusion selon laquelle l'occidentalisation (donc la modernisation) est possible grâce à l'adoption des institutions, des éléments culturels et de la technologie s'est généralisée.<sup>1165</sup> En ce sens, Niyazi Berkes reproche aux « modernisateurs » turcs de faire « dégénérer la modernisation en une occidentalisation dépourvue de sens », « un effort pour imiter ce qui est vu à l'extérieur », sauf pour certaines périodes.<sup>1166</sup>

Par ailleurs, les limites de la restructuration ont été essentiellement déterminées par les choix des élites qui « soupçonnaient toutes les idées et tous les types d'institutions d'être incompatibles » avec les schémas qui leur assuraient le pouvoir.<sup>1167</sup> Nous pouvons dire alors que les Turcs ont vécu « une modernisation en tant qu'instrument des projets d'hégémonie politique » plutôt que comme évolution vers une étape historique ayant un potentiel d'émancipation.<sup>1168</sup> Cela ne veut pas dire que les élites ont uniquement agi en fonction de leurs propres intérêts. Visiblement, elles considéraient le changement nécessaire pour la survie de leur société, mais elles ont envisagé ce changement en fonction de leurs propres visions politiques et sociales et non d'après les valeurs apportées par la modernité (tout en parlant de la modernisation). Comme le montre Berkes, dans son ouvrage *La modernisation en Turquie*, la modernisation turque est marquée (surtout dans ses débuts) par les efforts de réconciliation du « nouveau » avec « l'ancien », autrement dit par l'évitement de ruptures totales avec les valeurs et les institutions traditionnelles.<sup>1169</sup> Pour Keyder, « la distinction principale entre une modernisation octroyée et une modernisation en tant que processus social auto-construit consiste en un contrôle strict du pouvoir d'État par les modernisateurs qui tiennent à préserver leurs propres intérêts. » C'est pourquoi les modernisateurs « ne sont pas forcément attachés à toutes les dimensions de la modernité même s'ils défendent l'occidentalisation. »<sup>1170</sup>

---

<sup>1165</sup> KILIÇBAY, Mehmet Ali, *Siyasetsiz Siyaset*, Imge Kitabevi Yayınları, Ankara, 1998, p.190.

<sup>1166</sup> BERKES Niyazi, *Türk Düşününde Batı Sorunu*, Bilgi Yayinevi, Ankara, 1975, p.28.

<sup>1167</sup> KASABA, *ibid.*

<sup>1168</sup> BOZDOĞAN et KASABA, *op.cit.*, p.4.

<sup>1169</sup> L'élaboration du premier Code civil en est un exemple intéressant dans la mesure où les élites ottomanes ont tenté d'élaborer un Code « adapté » au *shariat*. Voir BERKES, *op.cit.*, pp.220-227. Voir aussi KASABA, *ibid.*, p.18. Par ailleurs, Mübeccel Kiray souligne que « dans les cas où le changement social est très lent, on souvent constate que les institutions et les valeurs appartenant à l'ancien ordre gagnent un autre sens, une autre fonction, donc réinterprétées dans le nouvel ordre, tout comme les nouvelles institutions et valeurs le peuvent dans le cadre de l'ancien ordre. Dans les cas où le changement est relativement plus rapide et compréhensif, de nouveaux rapports et institutions qui n'existent ni dans l'ancienne structure, ni dans la nouvelle mais qui rendent leur coexistence possible, apparaissent ; sinon d'anciennes institutions se munissent de nouvelles fonctions. » KIRAY, Mübeccel, *Toplumsal Yapı Toplumsal Değişme*, Bağlam Yayınları, İstanbul, 2006, p.96.

<sup>1170</sup> KEYDER, Çağlar, « 1990'larda Türkiye'de Modernleşmenin Doğrultusu » dans BOZDOĞAN et KASABA, *op.cit.*, p.31.

Concernant cette tendance à voir la modernisation comme l'occidentalisation, Göle parle de la notion « d'historicité faible ». « Lorsque l'histoire de l'Occident devient l'origine de toutes les nouveautés et la référence de la modernité – depuis la Renaissance jusqu'aux Lumières, de l'Industrialisation à l'ère informatique (actuelle) – les expériences non occidentales s'effacent tout d'un coup en perdant leur pouvoir et leur qualité en tant qu'acteur de l'histoire mondiale. »<sup>1171</sup> Et dans les sociétés où les origines et les dynamiques de la modernité sont exogènes, « [...] faire l'histoire devient un effort perpétuel de modernisation et d'occidentalisation (ou bien leur refus) formé par les volontés [et les tendances] des élites politiques et intellectuelles. » Parallèlement, Kiray affirme « que lorsqu'une société relativement moins complexe se trouve sous une grande pression (typiquement, quand elle entre en contact avec une société industrielle), elle a tendance à essayer de se protéger en remontant en arrière dans le temps vers un passé paradisiaque, ou bien en accélérant au contraire vers le futur, à travers des attentes de l'arrivée du nouveau millénaire, du retour du messie, etc. »<sup>1172</sup> Ces sociétés se voient « exclues » du « centre » – formé par les sociétés capables de produire le savoir, faire l'histoire et de se transformer – ; pour être placées dans la « périphérie » qui est marquée par la « faible historicité », par « son écart avec le centre en termes de production économique, de créativité culturelle et de niveau scientifique ». <sup>1173</sup>

La particularité du séisme de 1999 a donc été d'inciter les médias à relancer un débat de fond sur la Turquie, sur la place qu'elle occupait ou non dans le monde moderne. À ce sujet, il convient d'insister sur la question de l'image propre des sociétés non-occidentales face à l'Occident. Pour cela, arrêtons-nous sur le concept de « progrès » d'abord. Touraine affirme que l'idée de progrès représente la politisation de la philosophie des Lumières. « Il ne s'agit plus simplement de laisser passer la raison en écartant ce qui fait obstacle à sa marche », écrit-t-il, « il faut vouloir et aimer la modernité ; il faut organiser une société créatrice de modernité, automotrice. »<sup>1174</sup> D'après Kasaba, le progrès a été premièrement considéré comme un phénomène universel, un processus que toute société pouvait réaliser à condition d'évoluer vers l'organisation rationnelle de la vie humaine, au niveau individuel aussi bien que collectif. Il « n'était pas vu comme spécifique à une culture, un peuple ou une zone géographique. » Mais vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette

---

<sup>1171</sup> GÖLE, op.cit., p.27.

<sup>1172</sup> KIRAY, op.cit., p.229.

<sup>1173</sup> GÖLE, ibid.

<sup>1174</sup> TOURAINÉ, op.cit., p.85.

qualification d'universalité était presque effacée : le progrès « qui était né en tant qu'idéal humain interculturel était désormais devenu une arme redoutable aux mains des nationalismes ethniques [...] »<sup>1175</sup> Grâce à cette nouvelle vision du progrès, il était possible de diviser une société en deux catégories – « progressiste / non-progressiste » – mais aussi le globe en deux types de société : « développée / archaïque », « civilisée / primitive », « arriérée / avancée »...

Nous pouvons affirmer que ces catégories – qui sont fréquemment manipulées dans le cadre des débats sur la modernisation – sont reliées à « l'historicisme » aussi. D'après Touraine, celui-ci consiste à « identifier la modernisation avec le développement de l'esprit humain, le triomphe de la raison avec celui de la liberté, la formation de la nation ou la victoire finale de la justice sociale. »<sup>1176</sup> « L'historicisme affirme que le fonctionnement interne d'une société s'explique par le mouvement qui conduit celle-ci vers la modernité. Tout problème social est en dernière analyse une lutte entre le passé et l'avenir ». <sup>1177</sup> Il met en place « une analyse qui définit un phénomène par sa position sur l'axe qui va de la tradition vers la modernité ». <sup>1178</sup> D'après Migdal, « lorsqu'il a été question de donner une substance aux termes comme 'développé' ou 'moderne' dans le contexte du tiers monde, les auteurs [occidentaux] sont toujours revenus, implicitement ou explicitement, sur des patterns [d'évolution] typiquement occidentaux. En plus, ils se sont servis de leurs propres visions du processus de changement historique de l'Occident afin de projeter l'évolution des États et des sociétés non occidentaux. Non seulement ils ont décidé du contenu de la modernité, mais aussi de la nature du processus – développement ou modernisation – qui amènera les sociétés à la modernité. »<sup>1179</sup>

Nous pouvons avancer qu'à la fois l'historicisme et la vision du progrès dont nous avons parlé ci-dessus ont été influents sur les élites turques. Au cours du temps, les notions « d'Occident », de « modernité », et de « progrès » se sont superposées dans la mentalité turque. L'Europe, qui représentait le progrès, est devenue la référence par excellence, dans tous les domaines : politique, économique, culturel... Dans un sens, les Turcs se sont habitués à regarder leur société dans le miroir occidental, en reprenant la distinction « moderne / archaïque » (d'autres binômes sont également possibles, comme « civilisé / non-civilisé »). Celle-ci a été même reproduite, de façon à ce que la tradition soit réduite à

---

<sup>1175</sup> KASABA, op.cit., pp.22-23.

<sup>1176</sup> TOURAINE, ibid., p.86-87.

<sup>1177</sup> Ibid.

<sup>1178</sup> Ibid.

<sup>1179</sup> MIGDAL, Joel S., **State and Society**, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, p. 203.

l'archaïsme (jugé « oriental ») et la modernité au progrès (jugé « occidental »).<sup>1180</sup> Selon cette vision, la Turquie se trouvait à la « périphérie », alors la modernité s'imposait comme modèle évident afin de sortir de la catégorie des sociétés « archaïques ». Rappelons l'objectif ultime défini par K. Atatürk sous la République : « atteindre le niveau des civilisations modernes ».

Nous pouvons revenir aux réactions des journalistes turcs citées au début de cette sous-partie. Selon eux, le tremblement de terre a clairement montré que la Turquie est encore déficitaire sur le plan socio-économique, ce qui rend impossible de la considérer comme un pays « développé ». La référence au développement de la Turquie apparaît ainsi plus comme un discours que comme une réalité. La situation de « la partie la plus développée » du pays après le séisme le prouve sans discussion. Les problèmes dénoncés à la suite du séisme, quel que soit le cadre dont ils relèvent, ne doivent pas être traités indépendamment de l'état dans lequel se trouve la Turquie en « temps normal ». Les auteurs suggèrent que ces défauts ne sont pas isolés, ils sont interconnectés et relèvent du problème de « civilisation » de la société turque. La Turquie n'est donc pas encore moderne.

En premier lieu, il faut signaler l'utilisation problématique du terme de « développement » par les journalistes, qui ont recours à ce concept en faisant en réalité allusion à la notion de « modernité ». Cela nous paraît paradoxal car leurs arguments montrent bien qu'ils sont conscients de la définition de la modernité en tant que « modèle de civilisation » basé sur la rationalité. Il n'empêche qu'ils font l'amalgame entre deux notions distinctes, qu'ils considèrent probablement comme inséparables. Il s'agit peut-être d'une préférence plutôt qu'une erreur : afin d'être compréhensibles par les lecteurs, ils ont préféré reprendre un usage généralisé, tout en sachant qu'il n'était pas « techniquement » correct. Mais une fois le terme « modernité » mis à la place de « développement » dans leurs textes (quand c'est nécessaire), la pertinence de leur argumentation devient plus visible.

En discutant de la modernité de la Turquie, les journalistes définissent les « critères » d'une société moderne et les appliquent au cas turc. Le critère le plus important est la base de la modernité : l'organisation rationnelle de la vie, de l'activité humaine. Ils considèrent, ainsi, l'effort de prévision du futur comme un indice de la rationalité. Or, ce n'est pas ce que l'on observe en Turquie. Le risque sismique n'y est pas pris en compte

---

<sup>1180</sup> GÖLE, op.cit, pp.74-75. Göle note que c'est un phénomène qu'on retrouve dans le monde orientalo-musulman. L'analogie du « miroir » appartient à cet auteur.

bien qu'il soit connu, et scientifiquement défini. Il a été négligé lors de la plupart des processus de planification et de prise de décision. Une politique publique intégrée et cohérente concernant cette question n'a pas vu le jour. Souvenons-nous de la proposition de Türker Alkan : considérer « le niveau de préparation aux catastrophes » comme critère de modernité pour une société. Il s'agit d'un « critère » qui touche presque à toutes les dimensions évoquées ci-dessus.

Comme nous l'avons vu, les journalistes dénoncent l'absence de rationalité du pouvoir organisationnel dans le contexte turc. En parallèle, ils parlent d'une modernité « superficielle », d'une apparence moderne qui dissimule une modernité « incomplète » et « handicapée » : c'est ce que Çetin Altan et Murat Belge soulignent à travers la métaphore de « mise en scène ». Mais ils ne sont pas les seuls à le faire, la « modernisation inachevée » est le thème qu'on nous laisse sous-entendre dans un grand nombre de textes. Les expressions liées à l'idée de « passage à une nouvelle ère », comme celle « d'entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle », symbolisent donc la volonté d'achever la modernisation. Nous avons vu que l'idée de modernité est strictement associée avec l'idée de progrès et que les sociétés ayant entrepris un projet de modernisation font leur auto-évaluation à partir d'une ligne imaginaire de progrès allant de la pré-modernité vers la modernité.

À la fin des années 90, « l'an 2000 » est devenu en Turquie une sorte de « date limite », sinon « un point de passage frontalier » : le XXI<sup>e</sup> siècle sera évidemment une nouvelle époque où la paix, le bien-être, la force seront réservés au « monde civilisé » (il s'agit bien sûr de l'Occident, comme Tufan Türeñç l'affirme). Par conséquent, il faut rapidement rattraper les pays modernes pour y avoir une place. Cette attitude coïncide avec l'approche de Göle qui considère que « la fuite vers le passé ou le futur est une caractéristique des sociétés ayant une historicité faible. »<sup>1181</sup> D'après Göle, ces sociétés « ont cherché des moyens afin de sortir du présent qui leur rappelle leur pré-modernité et de progresser, parfois en ayant foi en un âge d'or dans le passé et parfois en une civilisation moderne dans l'avenir. Ce qui est idéalisé est soit le passé, soit l'avenir ; et le temps présent est un fardeau. »<sup>1182</sup> On n'a pas d'autres alternatives que d'avancer vers la modernité parce que si on n'est pas moderne, on ne peut être que « primitif » (comme nous le laisse conclure H.B. Kahraman<sup>1183</sup>

---

<sup>1181</sup> Ibid.

<sup>1182</sup> Ibid.

<sup>1183</sup> KAHRAMAN, Hasan Bülent, « Deprem », *Radikal*, 20 août 1999.

Il y a également un point intéressant à noter à propos de l'idéalisation de l'Occident. Selon la vision de l'histoire linéaire – dont nous avons parlé ci-dessus – la Turquie se trouve entre la pré-modernité et la modernité. Cela suscite un réflexe de comparaison constant entre la société turque et un Occident « supérieur ». Comme l'Occident se trouve à la fin de « l'itinéraire à parcourir », il devient une référence pour les Turcs qui veulent « se mesurer ». Par contre, il s'agit apparemment d'un Occident imaginaire, que l'on ne définit pas et dont on ne mesure pas les limites. Mais de toute façon, la question de la définition ne se pose pas car ce n'est pas la définition, mais l'utilité du terme qui importe. On « re-fabrique » un Occident protégé contre tous types de problèmes vécus par la société turque. En Occident, « tout est déjà résolu ».

Les meilleurs exemples de cette vision dans le contexte post-séisme sont les propos concernant la vulnérabilité contre le risque sismique. À cet égard, « l'immunité » du Japon (qui n'est pas occidental, mais jugé comme « moderne ») contre les tremblements de terre a été souvent repris comme un argument (voir par exemple les propos de Çalışlar ci-dessus). On a demandé « pourquoi un événement naturel qui ne ferait pas un seul mort dans un pays occidental a fait des milliers de morts en Turquie ? ». Comme nous l'avons déjà affirmé, le fait de poser la question de cette manière peut être considéré comme un indice d'intériorisation de la modernité. À nos yeux, l'intolérance croissante à l'égard des pertes humaines et des dommages matériels causés par les catastrophes naturelles en témoigne. Cependant, cela renvoie implicitement à une image assez idéale de l'Occident, puisqu'aucune des sociétés modernes n'est protégée contre les catastrophes naturelles ou technologiques (la modernité engendre au contraire de nouveaux types de vulnérabilité, comme l'avance Beck dans ses travaux) comme l'ont démontré une multitude de cas, entre autres le séisme de Kobe (1994), la canicule en France (2003), le cyclone Katrina aux États Unis. (2005).

Pour revenir à la contestation de ce que nous avons appelé le « schéma classique des catastrophes » par les journalistes, elle contient une critique qui n'est pas sans lien avec la notion de modernité. En résumé, on critiquait le fait que les expériences successives de tremblements de terre ne produisaient aucun changement significatif dans les pratiques, ni au niveau des politiques publiques, ni au niveau du comportement individuel. Faisons alors le lien avec le concept de « réflexivité » tel qu'il est défini par Giddens : la réforme des pratiques sociales à la lumière des connaissances apportées sur celles-ci et la modification, de façon constructive, du caractère de ces pratiques. Visiblement, l'historicité des séismes en Turquie démontre alors que la société turque est marquée par une réflexivité faible, qui est un caractère des sociétés pré-modernes selon Giddens.

## *Section 2. La remise en cause de l'État et du système politique turc*

---

### *1. La critique de l'absence d'État social*

Le séisme de 1999 a surtout été, pour les journalistes, l'occasion de remettre en question le rôle de l'État dans la société turque. Ils ont développé de nombreuses critiques dans ce sens. De fait, ce séisme a été analysé par les médias comme un moment de « tremblement » des institutions a priori considérées comme constituant le socle de la société turque : « Les images de la catastrophe sont insupportables. Quand vous les regardez, vous voyez la mort, entendez le cri des gens, [...] et vous revivez le tremblement de terre. Mais en même temps, vous comprenez que vous avez un État qui n'est pas développé, incapable de protéger son citoyen [...]. Un séisme de 45 secondes a tué, blessé des milliers de personnes parmi nos citoyens, il les a laissés sans abri. La Turquie s'est effondrée. Or, d'après ceux qui nous gouvernent depuis 40 ans, nous étions en train de vivre dans un pays fort, qui avait 'fait un saut' [en termes de développement]. »<sup>1184</sup> « Hier, les villes, les bâtiments, les casernes n'ont pas été les seuls à s'effondrer. Notre croyance en notre capacité d'organisation, [...], notre croyance en l'État supposé prêt à aider ceux qui en ont besoin, s'est effondrée aussi. Hier, notre confiance en nous-même s'est effondrée. »<sup>1185</sup> Les journalistes turcs ont donc été conduits, à partir des éléments les plus immédiats, les plus visibles – l'organisation des secours – à un questionnement critique allant bien au-delà.

Une première série d'interrogations a concerné le rôle de l'État social en Turquie au vu des défaillances constatées. Parmi les tâches d'un État social, celle qui consiste à assurer la sécurité et le bien-être des citoyens devient beaucoup plus apparente que les autres dans un contexte de post-catastrophe.<sup>1186</sup> Les services comme les équipes de sécurité civile, d'aide médicale urgente, les sapeurs-pompiers et la police sont les principaux

---

<sup>1184</sup> SAĞLAR, Fikri, « Iflas Ettiniz. Gidin », *Milliyet*, 20 août 1999.

<sup>1185</sup> YILMAZ, Mehmet Y., « The Day after ! », *Radikal*, 18 août 1999.

<sup>1186</sup> AKIN, Ümit et alii., « Devletin Depremle Hukuku », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), p.63.

représentants de l'État dans la zone de catastrophe. En état d'urgence, ils se trouvent au premier plan, ils symbolisent le pouvoir, le savoir, la capacité de l'État aux yeux des citoyens. Parfois, même si la situation les dépasse, leur présence peut suffire pour atténuer le mécontentement des victimes. À la suite d'une catastrophe, selon Olson, les autorités se trouvent non seulement dans l'obligation de gérer la situation, mais également d'expliquer la situation à l'opinion publique.<sup>1187</sup> La réussite des opérations de secours d'urgence peut donc, aux yeux du public, largement contribuer au prestige d'un État et des responsables qui le représentent. L'échec, au contraire, peut provoquer une perte de légitimité politique, d'autant que, en matière de gestion de crise, les échecs sont plus publicisés que les succès. Lagadec considère d'ailleurs le secours comme « un devoir à ne pas manquer » pour les autorités publiques : en cas de crise, « ne pas être en mesure de poser les actes élémentaires de secours ou de protection des populations sera source de disqualification assez automatique. »<sup>1188</sup> A cet égard, on ne peut dire que les autorités turques sont sorties « gagnantes » du séisme du 17 août 1999 qui a frappé le sud de Marmara. La quasi-paralysie des services publics sur les lieux touchés et le manque de secours venant de l'extérieur de la zone de séisme pendant les premières heures après le tremblement de terre sont devenus une « image » incrustée dans la mémoire collective (grâce au travail des médias audiovisuels) associée à la date du 17 août, et une « réalité » généralement reprise dans de nombreuses sources.<sup>1189</sup>

Il n'est pas donc pas surprenant qu'une fois le choc initial passé, la presse turque ait commencé à dénoncer « l'absence » des services publics sur les lieux affectés par le tremblement de terre. Dès le 18 août, « l'État » a été mis en cause : « L'État n'était pas là où il aurait dû être »<sup>1190</sup> ; « La main de l'État est en retard »<sup>1191</sup> ; « Où es-tu encore, l'État ? »<sup>1192</sup>, « La nuit c'est le désastre, le jour c'est l'impuissance »<sup>1193</sup>. Le retard dans les interventions, tant au niveau local que national, a été critiqué par la presse, qui a tout de suite dénoncé « l'incapacité de l'État en ce qui concerne les véritables problèmes

---

<sup>1187</sup> OLSON, Richard Stuart, "Towards a Politics of Disaster: Losses, Values, Agendas and Blame", *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol 18, N°2 (août 2000), p.266.

<sup>1188</sup> LAGADEC, op.cit., p.47.

<sup>1189</sup> Par exemple, le rapport de terrain de l'Association de préparation pour la catastrophe (ASAR, **Afet Saha Araştırma Raporu**, Istanbul, 2003) ; le numéro spécial "séisme" de la revue *Birikim* (n° 125-126) cité ci-dessus ; MANGO Andrew, **The Turks Today**, John Murray, London, 2004, p.530 ; KINZER, Stephan, **Crescent and Star**, Farrar Strauss and Giroux, New York, 2001, p.184.

<sup>1190</sup> « Devlet, Olması Gerektiği Yerde Yoktu », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.33.

<sup>1191</sup> « Devletin eli gecikti », *Cumhuriyet*, 19 août 1999, p.1.

<sup>1192</sup> COŞKUN, Bekir, « Yine Neredesin Devlet ? », *Hurriyet*, 18 août 1999, p.2.

<sup>1193</sup> « Gece Felaket, Gündüz Acziyet », *Zaman*, 18 août 1999.



sociaux ». Comme l'affirmait Çalışlar dans *Cumhuriyet* : « Vous n'avez le droit de vous considérer comme l'un des plus forts États du monde que si vous êtes capable de réagir rapidement en cas de désastre. »<sup>1194</sup>

Que pouvons-nous dire de la « faillite de l'État en matière d'intervention post-catastrophe », telle qu'elle a été dénoncée par la presse suite au séisme de 1999 ? Tout d'abord, rappelons que l'inertie des autorités, la quasi-absence d'organisation, l'inefficacité des secours ne sont pas des faits nouveaux dans le contexte turc, comme nous l'avons vu dans la deuxième partie de notre travail. Autrement dit, les images provenant de la zone de catastrophe n'avaient rien de différent de celles que les journalistes turcs ont vues (et critiquées) dans le passé. En ce sens, nous pouvons dire que la situation post-séisme au matin du 17 août n'était pas extraordinaire. Par ailleurs, sans prendre la défense des autorités turques, soulignons que le retard constaté dans l'organisation des secours est assez habituel lors des grandes catastrophes. L'administration est conçue pour les temps « normaux » et non pas pour les situations extrêmes. « Amener les bureaucraties publiques à s'adapter aux circonstances de crise est une tâche intimidante (*daunting*) en soi-même, qui est même impossible d'après certains. La plupart des organisations publiques sont conçues pour effectuer des travaux de routine qui répondent aux valeurs comme la justice (*fairness*), la légalité et l'efficacité »<sup>1195</sup> Même avec une organisation spécialisée intégrée dans la bureaucratie et des plans d'urgence préalables, l'efficacité en cas de catastrophe n'est donc pas garantie dans ces situations nécessitant un travail coordonné entre plusieurs institutions ayant des cultures organisationnelles et des fonctionnements différents.

Les défaillances survenues lors du séisme de 1999, assez semblables à celles ayant pu être observées dans des pays considérés comme développés<sup>1196</sup>, ne suffisent pas à elles seules à expliquer l'importance des critiques adressées par les journalistes aux autorités publiques, critiques qui, par ailleurs, sont assez habituelles dans ces circonstances. La dénonciation des problèmes relatifs à l'organisation des secours dans la presse n'est en

---

<sup>1194</sup> ÇALIŞLAR, Oral, « Bu Kez de Doğal Felaket », *Cumhuriyet*, 18 août 1999, p.6.

<sup>1195</sup> BOIN et alii., p.12.

<sup>1196</sup> Le cas du tremblement de terre de Kobe (1995), par exemple, « a révélé des lacunes sérieuses bien que le système de gestion d'urgence du Japon soit généralement considéré comme le meilleur exemple à suivre [...] En particulier, il a démontré la fragilité d'une sur-confiance dans les mesures de mitigation structurelles. » (JACOBY, Tim et ÖZERDEM, Alpaslan, **Disaster Management and Civil Society**, I.B. Tauris, Londres, 2006, p.29.) De même, le cas de l'ouragan *Katrina* (pourtant considéré comme un ouragan de taille « moyenne »), qui a ruiné la ville de La Nouvelle-Orléans aux États-Unis en août 2005, a montré que même une « superpuissance » n'était pas protégée contre les multiples défaillances qui font d'un événement naturel une catastrophe. Pour un exposé assez clair du cas de Katrina du point de vue d'Ivor Van Heerden, directeur du Centre d'études des ouragans de Luisiana (LSU), voir : BRYAN, Mike et VAN HEERDEN, Ivor, **The Storm**, Viking, New York, 2006.

effet pas un phénomène nouveau, apparu avec le séisme du 17 août. Depuis les années 60, les journalistes qui ont été dépêchés dans les zones de séisme ont fait état de deux types de problèmes concernant le sauvetage et les secours d'urgence : premièrement, l'absence de préparation, et par conséquent le manque de matériel et de personnel spécialement entraîné pour ce type de situation ; deuxièmement, des problèmes qui relèvent du manque d'intérêt, de l'incapacité, de l'irresponsabilité ou bien de la corruption des autorités impliquées dans la gestion de la crise. La dose des critiques ne fait qu'augmenter dans le temps, exception faite des périodes où la liberté de la presse était limitée comme en 1971 ou en 1983. En ce sens, le tremblement de terre du 17 août constitue « le point culminant » d'une série de dénonciations. Cela n'est pas une surprise, vu le changement qu'a subi la société turque depuis. Autrement dit, chaque tremblement de terre a frappé une société « différente ». Dans le cas de 1999, il semble qu'on soit en présence d'une société de plus en plus sensible aux pertes en vies humaines, aux dommages matériels, mais aussi aux écarts entre les garanties données par l'État et ses capacités effectives à faire face à des situations extrêmes. De ce point de vue, il est intéressant de constater que si la réaction de la société turque à la grande catastrophe a évolué dans le temps, celle de la classe politique est la même depuis 1939.<sup>1197</sup> Les exigences de la société turque (du moins, d'une partie d'entre elle) face à la catastrophe deviennent de plus en plus conformes à la modernité alors que les hommes politiques et la bureaucratie cherchent à appliquer toujours la même grille de lecture de l'événement, une lecture qui les libère de toute responsabilité en associant à la catastrophe un caractère irrésistible, inévitable, voire divin. Le séisme de 1999 a ainsi été l'occasion d'interrogations sur la réalité de l'État social en Turquie.

Selon Victor Perez-Diaz, la « légitimité substantive » d'un État dépend de sa capacité à résoudre les problèmes fondamentaux.<sup>1198</sup> En ce sens, le tremblement de terre du 17 août 1999 a été une épreuve de légitimité pour l'État turc qui s'en est sorti, si l'on peut dire, « blessé ». À cause des défaillances en ce qui concerne le sauvetage et les secours, les journalistes ont mis en cause les capacités de l'État turc, auquel ils ont reproché d'être une organisation dont la fonction sécuritaire précédait et supplantait les autres (santé, éducation, justice, etc.). Un journaliste du *Cumhuriyet* indique ainsi : « Personnellement, je suis étatiste... Pour que l'État, en cas de catastrophe, retire les citoyens des décombres,

---

<sup>1197</sup> Voir avant, mais il serait nécessaire d'étudier de manière détaillée les séismes du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'Empire pour l'affirmer avec certitude. Voir toutefois notre travail sur le tremblement de terre d'Istanbul de 1894.

<sup>1198</sup> PEREZ-DIAZ, Victor, **Civil Society and The State, The Rise and The Fall of The State As a Bearer of a Moral Project**, Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones, Madrid, 1992, p.5 (note de travail).

pour qu'il les transporte à l'hôpital, pour que les blessés puissent survivre. Pour que l'État offre tous les services à son citoyen : éducation, santé, secours... Notre état est un peu répressif, parfois même despotique. Il est efficace lorsqu'il fait matraquer les citoyens ou emprisonner ceux qui expriment leur opinion mais il est inerte, incapable, inefficace pour rendre du service. »<sup>1199</sup> Ce type d'arguments était fréquemment entendu dans les jours qui ont suivi le 17 août : lorsque l'on a besoin de l'État il est défaillant alors que, dans certains domaines, il fait ressentir sa présence beaucoup plus qu'il ne le faut.

À l'occasion du tremblement de terre, les chroniqueurs critiquent donc cette figure de l'État et le système politique qu'ils lui associent. La catastrophe est perçue comme un « moment intense d'absence de services de la part de l'État » et par conséquent devient la justification « évidente » de leurs critiques : la « faillite de l'État » résulte de son incapacité à mettre le problème du risque sismique sur l'agenda politique, à appliquer les principes d'urbanisation, à gérer la crise, etc. Et montre donc que la sécurité des citoyens lui paraît plutôt secondaire. D'après Ahmet Insel, « Il n'était pas nécessaire d'attendre une catastrophe sismique qui coûte la vie à des milliers de personnes pour constater que l'unique souci de l'État en Turquie est de défendre sa propre existence. Nous avons déjà assisté plusieurs fois à l'impuissance de la structure de l'État et de l'appareil administratif face à des désastres beaucoup plus réduits que celui d'Izmit. Tout comme nous avons été témoins des discours d'héroïsme, d'arrogance et de domination qui étaient censés camoufler cette impuissance. [...] Mais cette fois le tremblement de terre est survenu dans une région qui est le cœur économique de la Turquie, où était concentrée la classe moyenne qui a des exigences plus sophistiquées et qui a la capacité de faire entendre sa voix. [...] Face à cette classe sociale qui a plus d'attentes, il était difficile de tenir des discours de la même manière que face aux habitants de Dinar ou de Varto, en les prenant de haut. 'L'État-père' s'est dévoilé avec toute son impuissance, sa misère et sa prétendue arrogance. En face de lui se trouvait une masse exigeante qui se révoltait, qui s'exprimait. L'État qui ne s'est pas montré, qui n'a pas pu se montrer [dans la zone de catastrophe] dans les premiers jours a ainsi laissé un mythe politique sous les décombres. En détruisant des dizaines de milliers de maisons, en prenant la vie à des milliers de personnes, le tremblement de terre d'Izmit signalait quelles fonctions primordiales de l'État étaient délaissées ; et comment cet abandon était camouflé par un discours sur la sacralité de l'État. »<sup>1200</sup>

---

<sup>1199</sup> AKGÜÇ, Öztin, « Gecekondu Devlet », *Cumhuriyet*, 20 août 1999, p.12.

<sup>1200</sup> INSEL, Ahmet, *ibid.*

Selon Zülfü Livaneli, de *Sabah*, « La réalité la plus importante que le tremblement de terre a prouvé est le retard de l'État par rapport au peuple. L'État a échoué lors de l'épreuve du séisme. Non seulement en ce qui concerne la planification, la décision, la ponctualité mais également pour ce qui a trait à la mentalité et l'éthique. [...] Bref, l'État a fait faillite sous les yeux de notre peuple et du monde entier. Et cette faillite n'est pas limitée au tremblement de terre. Nous sommes face à une structure archaïque plongée dans la corruption jusqu'au cou, qui a échoué dans tous les domaines, de la gestion de l'économie à l'éducation, du politique à la sécurité sociale. »<sup>1201</sup>

Il y a des propos semblables dans la presse « islamiste » : « Le tableau est très dramatique. Il prouve très clairement que *le ratio gouvernant* de la Turquie a fait faillite. Un État qui consacre toute son énergie à redéfinir son autorité et à la renforcer, [un État] qui n'a visiblement pas d'autre problème que d'imposer son autorité sur la société. [...] Un peuple qui vit dans la situation d'urgence au quotidien à cause de la détermination de l'État à imposer son autorité, qui ne peut jamais voir cet État quand il en a besoin et qui n'a rien à faire d'autre que de résoudre ses problèmes tout seul... Une logique de gouvernement uniquement fondée sur le mécanisme de la rente [...]. Tout cela au nom de la défense de la fierté de l'autorité publique. »<sup>1202</sup> Parallèlement, Fehmi Kuru de *Zaman* affirme que l'État en Turquie est « organisé pour assurer la sécurité du système bureaucratique, et non celle du citoyen. » D'après l'auteur, son poids dans le contexte turc est indiscutable car il contrôle la quasi-totalité de l'économie (directement ou indirectement). Même l'Assemblée, le gouvernement et la justice sont « dans la position d'exécuteur de la volonté écrasante de l'État ».<sup>1203</sup>

Dans ce type de discours, le terme fréquemment utilisé est celui « d'État », ce terme semblant tantôt signifier un ensemble d'organisations (la bureaucratie) et ses pratiques, tantôt la classe politique, lorsqu'il ne renvoie pas à une représentation assez traditionnelle en Turquie. À noter cependant que les auteurs islamistes semblent plutôt faire allusion aux forces armées et aux fonctionnaires « laïcs » quand ils parlent de l'État. Prenons par exemple les arguments d'Insel qui sont bien entendus très élaborés. Mais Insel reste ambigu quand « l'État » est l'objet de ses critiques : s'agit-il de la tradition d'État turc, du fonctionnement politique du pays, de la classe politique, de la bureaucratie, de l'armée ou parfois de tout ceci en même temps ? Cela est valable pour les autres auteurs que nous avons cités.

---

<sup>1201</sup> LIVANELI, Zülfü, « Devlette Deprem », *Sabah*, 24 août 1999, p.5.

<sup>1202</sup> ÇELİK, Ömer, « Otoritenin Tesisi Adına », *Yeni Şafak*, 25 août 1999. Il n'est pas très clair ce qu'il vaut dire par *ratio gouvernant*. Il semble chercher à dire « raison d'État ».

<sup>1203</sup> KORU, Fehmi, « Ya Devlet Başa... », *Yeni Şafak*, 22 août 1999.

Mais pour l'ensemble de la presse, nous pouvons souligner une utilisation assez floue du terme, qui coïncide avec les titres que nous avons vus dans toute la presse, du type « l'État est en retard », « l'État s'est écroulé », « l'État sous les décombres », « l'État a laissé les citoyens tout seuls ». Ce problème se pose pour d'autres auteurs, qui parlent de « l'État fataliste »<sup>1204</sup>, de « l'éclipse d'État »<sup>1205</sup>, de « l'État qui dort »<sup>1206</sup>, du « système d'État corrompu »<sup>1207</sup>, de l'État qui n'est pas « de première classe »<sup>1208</sup>, de « l'État dont le cerveau ne fonctionne plus »<sup>1209</sup>, des « vis desserrées de l'État »<sup>1210</sup> etc. Cet usage n'est finalement pas très différent des cris des victimes de séisme : « où est l'État ? ». Il est d'ailleurs en continuité avec l'image dominante de l'État en Turquie, « un être transcendantal, métaphysique et abstrait »<sup>1211</sup> que l'imaginaire social dessine sous la forme d'une figure de « père ». Questionné, critiqué, l'État tend à apparaître de manière assez monolithique, ce que sont conduits à remettre en question divers chroniqueurs. Gündüz Aktan, de *Radikal*, donne tout d'abord les raisons de l'existence d'une telle image : « Avant le tremblement de terre, l'État était parfois protecteur mais plutôt répressif, presque toujours insensible aux demandes du peuple (...). Lors du séisme, l'État a fait 'faillite' comme 'le père qui n'est pas parti au secours de ses enfants au moment où ils avaient besoin de lui plus que jamais.' » Mais il relie ensuite les problèmes moins à un État abstrait qu'à la corruption généralisée mise en évidence par le séisme qui, selon lui, n'était pas un fait inconnu, tout comme la non-productivité et l'inefficacité de la bureaucratie. On ne peut donc se limiter à une critique de « l'État » puisqu'il faut prendre en compte l'ensemble de ces problèmes qui, par ailleurs, auraient pu être résolus par « des réformes administratives, comme celles mises en oeuvre dans des pays étrangers ». Ainsi Aktan considère-t-il que le « patronage », c'est-à-dire l'attribution des postes dans l'administration aux partisans du groupe au pouvoir, est la cause majeure de ces problèmes. « Bien que cette réalité soit connue par tout le monde, on critique l'État (qui est finalement une notion abstraite), ce qui permet aux politiques de s'épargner des accusations. » D'après lui, un autre problème important est le fait que les fonctionnaires d'État s'identifient à leurs fonctions, à leurs titres et se considèrent comme au-dessus des

<sup>1204</sup> SAĞLAR, Fikri, « İflas Ettiniz. Gidin », *Milliyet*, 20 août 1999.

<sup>1205</sup> SAZAK, Derya, « Davacıyız », *Milliyet*, 22 août 1999.

<sup>1206</sup> ALPASLAN, Salim, « Başsağlığı ! », *Milliyet*, 22 août 1999.

<sup>1207</sup> YILMAZ, Mehmet Y., « Bütün Bir Sistem Çökerken », *Radikal*, 20 août 1999.

<sup>1208</sup> BERKAN, İsmet, « Bir Millet Uyanıyor », *Radikal*, 26 août 1999.

<sup>1209</sup> DOĞRU, Necati, « Göbeği Şişmiş, Beyni Dumur ! », *Sabah*, 19 août 1999, p.9.

<sup>1210</sup> DONAT, Yavuz, « Devletin Gevşek Vidaları », *Sabah*, 20 août 1999, p.21.

<sup>1211</sup> ÇAHA, Ömer, *Aşkın Devletten Sivil Toplum*, Gendaş Kültür, İstanbul, 2000, p.7.

citoyens, tout comme les députés et les ministres. Selon Aktan, dans les deux cas la responsabilité tombe sur les hommes politiques. « Ceux qui critiquent l'État, au lieu de se focaliser sur ces derniers, le font probablement pour éviter la question de la responsabilité du peuple qui élit ces hommes politiques. C'est un populisme primitif. [...] Ceux qui présentent l'État comme un être singulier et concret et qui lui attribuent même des caractères anthropomorphiques, alors qu'il est composé de plusieurs institutions qui regroupent un grand nombre de personnes, ont un problème. Il paraît que leur intention n'est pas d'améliorer l'État, mais de mettre fin à son existence en l'exposant comme un démon qui est la source de tous nos malheurs, à travers un mécanisme psychologique similaire à celui qui est utilisé [par d'autres] pour sacraliser l'État. » Après cette remarque, il souligne qu'« au fur et à mesure que la civilisation se développe, les concepts se multiplient de façon à refléter les différences et les détails. Au contraire, chez nous [en Turquie], la notion d'État est utilisée pour dire gouvernement, pouvoir politique, autorité civile et bureaucratie.»<sup>1212</sup>

D'autres chroniqueurs critiquent cette approche globale et générale de l'État : « L'État est invisible parce qu'il est abstrait. Il se manifeste à vous à travers ses symboles comme le drapeau ou à travers ses agents [...] qui disposent de son pouvoir. [...] Posons la question autrement : le citoyen sait-il vraiment contre qui il est fâché, peut-il définir précisément l'objet de sa colère ? Autrement dit, le citoyen est-il en colère contre l'État avec toutes ses institutions ou contre le système que les hommes politiques ont créé en se servant de son pouvoir ? Le système qu'on nomme « l'ordre » [corrompu] en turc ? L'ordre et l'État ne sont pas toujours la même chose. [...] L'ordre de la Turquie d'Atatürk et ceux du Menderes et du Süleyman Demirel étaient-ils la même chose ? [...] Et le peuple s'est mis en colère contre l'ordre, non pas contre l'État. Ce qui explique l'animosité ressentie contre Monsieur Süleyman et Monsieur Bülent. »<sup>1213</sup>

« La définition de l'État, en tant qu'entité concrète, change à chaque fois. Parce que chaque personne, chaque idéologie, et chaque classe sociale a une définition propre de l'État (en réalité une image préférée). En réalité, chacun cherche l'État qui lui sera le plus utile lorsqu'il demande 'où se trouve t-il ?' [...] L'État est le maire qui distribue du pain. Il est le fonctionnaire municipal qui distribue de l'eau. Le policier qui arrête les pillards. Le technicien qui conduit le bulldozer... [...] A travers le terme d'État notre peuple entend le

---

<sup>1212</sup> AKTAN, Gündüz, « Devlet Ne Değildir ? », *Radikal*, 11 septembre 1999.

<sup>1213</sup> SIRMEN, Ali, « Devlete Kızmak da Neyin Nesi ? », *Cumhuriyet*, 28 août 1999, p.4. Sirmen parle du Président Demirel et du Premier ministre Ecevit en les mentionnant par leurs prénoms.

gouvernement. Le gouvernement a eu des difficultés à s'organiser pendant 48 heures. L'administration centrale et les administrations locales ont fait subir de grands problèmes à la population à cause de leur manque de coordination politique, technique et financière. On tient l'État comme responsable de ces défaillances aussi. C'est comme cela que le peuple exprime son mécontentement. »<sup>1214</sup>

L'État est donc présenté soit comme un être vivant, soit comme une organisation composée d'êtres humains. Dans certains cas, les deux usages se trouvent côte à côte, comme c'est par exemple le cas dans ce paragraphe d'Etyen Mahcupyan : « Le séisme du golfe [d'Izmit] a été une catastrophe difficile à gérer. Vraisemblablement, des problèmes organisationnels, des défaillances seraient même survenues dans les pays occidentaux les plus développés lors d'un tel évènement. Mais très probablement, une réaction sociale comme celle que nous avons observée n'aurait pas vu le jour. La raison principale est la rupture de communication traditionnelle entre la société et l'État. Le fait que l'État se définisse comme une classe dirigeante indépendante de la société et qui lui est supérieure, persiste également sous la République. [...] Les acteurs étatiques en Turquie sont très loin [de la notion] de citoyen libre, élément fondateur du pays. Cette attitude est conforme avec la vision d'un État protecteur et englobant, qui sait toujours ce qui est bien, qui perçoit la société comme un adolescent ignorant et sans expérience. À tel point que cela a fini par engendrer un type d'individu qui a tendance à fuir la responsabilité et une administration qui étatisé et centralise tout ce qui est social. Ainsi on a créé un ordre où personne n'est responsable de quoi que ce soit, où l'administration est hors du contrôle grâce à la concentration des compétences au centre. Cette rupture entre l'État et la société est la cause d'une accumulation de colère inexprimée qui se manifeste lorsque des catastrophes naturelles obligent à en prendre conscience. »<sup>1215</sup>

Lorsque Mahcupyan utilise le terme État (« le fait que l'État se définisse comme une classe dirigeante... ») il fait allusion à un groupe (puisque un être singulier ne peut pas s'identifier à une classe), donc à ceux qu'il qualifie comme « les acteurs étatiques » par la suite. Cette expression semble être moins équivoque par rapport à « l'État », du moins elle nous fait savoir que « l'État est un ensemble d'éléments » et non pas un corps singulier, homogène. Néanmoins, nous ne savons toujours pas qui sont ces « acteurs étatiques ». C'est en lisant l'ensemble du texte, lorsque l'auteur parle de l'administration, que nous pouvons nous faire une idée, qui reste cependant imprécise : les hommes politiques, par

---

<sup>1214</sup> KARAKOYUNLU, Yılmaz, « Devletin Adam Gibi Olma Hali », *Sabah*, 28 août 1999, p.7.

<sup>1215</sup> MAHCUPYAN, Etyen, « Burnu Büyük Devlet ve Öfke », *Radikal*, 7 septembre 1999.

exemple, sont-ils des acteurs étatiques ? Nous avons l'impression d'avoir en face de nous un objet « flou », difficile à saisir alors que l'État est en fin de compte une catégorie juridique, un objet identifiable, dont les « composants », (l'élément humain et l'élément matériel) sont définis par des textes. Quelles sont alors les raisons pouvant justifier que l'on se base sur une telle représentation de l'État ? Pourquoi faire de l'État un acteur singulier, autonome, « auto générateur » ?

La personnalisation de l'État, son assimilation à un être vivant à qui on peut attribuer des qualités humaines, n'est pas spécifique au contexte turc. Il n'est pas spécifique à l'univers médiatique non plus. D'après Joel Migdal, une telle vision « anthropomorphique » de l'État est assez fréquente : selon l'auteur « dans la presse et les conversations quotidiennes, l'État est présenté comme s'il était un corps cohérent, intégré et orienté vers un but (*goal-oriented*) »<sup>1216</sup>. Quant aux « leaders d'État (ils) ont sans cesse avancé l'idée que l'État, en tant qu'entité déterminée (*purposeful*) et cohérente, est l'incarnation de la nation ou du peuple avec ses règles « sacrées » (le droit)<sup>1217</sup>. Il convient de se souvenir des discours des hommes politiques ou des responsables administratifs turcs évoqués dans la première et la deuxième partie de notre travail ou encore des discours des victimes qui se référaient à la même image de l'État. Ladite représentation de l'État a un arrière plan historique. Nous le comprendrons mieux lorsque nous discuterons de la notion « d'État sacré », un motif qui fait partie de la tradition politique turque. Néanmoins, l'histoire ne peut qu'en partie expliquer la personnification de l'État. Il convient également de s'interroger sur la fonction, voire « l'utilité » pratique de cet usage dans le contexte actuel.

## ***2. Critique de la prédominance de la logique sécuritaire***

Le séisme du 17 août a donc été pour les journalistes l'occasion de remettre en question l'État, considéré comme n'ayant pas été à la hauteur des attentes de la société mais aussi de s'interroger sur ce que pouvait recouvrir le terme d'État. Aussi ceux qui s'identifient traditionnellement à l'État dans le contexte turc (les élites politiques, administratives) se sont trouvés sur le banc des accusés pour leur part de responsabilité supposée dans le bilan du séisme (à la fois pour le passé et le présent). Plusieurs facteurs

---

<sup>1216</sup> MIGDAL, Joel S., op.cit. pp. 12-13.

<sup>1217</sup> Ibid.



sont avancés pour expliquer les conditions existant en Turquie, comme l'héritage culturel, politique, l'échec du projet de modernisation, la transformation libérale, la faiblesse de la tradition démocratique, la dégénérescence du système politique, la corruption... L'État, les élites politiques et administratives, leurs pratiques ont été ainsi évaluées, ce qui a fait couler beaucoup d'encre. Le tremblement de terre a été traité comme un événement qui révèle les caractéristiques jugées contradictoires avec la modernité du fonctionnement politique et de l'État en Turquie. Les journalistes ont donc mis en évidence l'écart entre la réalité (ni moderne, ni archaïque) et l'idéal (moderne) en se référant toujours à l'Occident.

Dans les rubriques de presse, on attirait d'abord l'attention sur l'inefficacité de l'État turc à la suite du tremblement de terre du 17 août. Pour eux, l'absence de toute précaution contre le risque sismique est la « preuve » que l'État n'a pas de caractère social en Turquie, ou bien qu'il l'a perdu : « C'est tragique. Au moment où on voulait littéralement 'barrer' l'article de la Constitution concernant le principe d'État social en enlevant leurs droits acquis aux travailleurs, à commencer par les retraités, nous avons entendu le cri des millions de personnes disant 'Où est l'État ?' ... »<sup>1218</sup> Un argument a régulièrement été mis en avant pour expliquer cette situation : le développement, au cours des deux dernières décennies, d'une logique sécuritaire. Ce développement, à travers lequel l'État a affirmé son emprise sur la société, apparaît s'être fait au prix du délaissement de la notion du service public. Ainsi selon Ahmet Insel, l'État turc est devenu un « État de sécurité nationale » à la suite du coup d'État de 1980. Pendant cette période, la société turque a adopté une voie prétendument libérale qui légitimait le délaissement des services publics vitaux, en transformant ces derniers en marchés pour les entrepreneurs privés. Selon Insel, les Turcs qui ont « applaudi » l'apparition des écoles, des hôpitaux, des services de courrier, des transports collectifs, etc., privés ont découvert la réalité au moment de la catastrophe : « On a remarqué, dramatiquement, que 'l'État de sécurité nationale' n'était pas l'État de sécurité sociale. On le savait déjà quand même. Mais ceux qui avaient les moyens étaient convaincus qu'ils seraient capables d'acheter ces services le moment venu, que le secteur privé pourrait satisfaire ce besoin aussi. [...] Cette fois-ci, le besoin d'un service cher et difficile à se procurer dans les conditions du marché s'est fait gravement ressentir. Il était impossible d'acheter l'aide et l'organisation post-catastrophe en payant dans l'instant. [...] 'L'État' qui a disparu dans les jours suivant le séisme était en un sens le visage obscur, et peut-être plus réel, du pseudo-libéralisme. La créature née du

---

<sup>1218</sup> CEMAL, Hasan, « Güven Kaybı », *Milliyet*, 27 août 1999. L'auteur fait allusion aux réformes sociales prévues avant le séisme.

mariage d'un autoritarisme politique en carton et d'un pseudo-libéralisme opportuniste, se manifestait. [...] ...l'État du conservatisme opportuniste n'était pas là le matin du 17 août. Quelques jours après, il a été vu en train d'interdire, de perquisitionner, de mentir et en train de saboter les initiatives [citoyennes]. »<sup>1219</sup>

Il faut bien voir que du point de vue des journalistes turcs, la fonction de sécurité prévalait sur les autres aux yeux de « l'État », qui était préoccupé avant tout par la préservation d'un statu quo. Une catastrophe majeure ne modifiait pas le caractère prioritaire de cette préoccupation mais elle montrait que l'État turc était beaucoup moins efficace sur des plans autres que « l'ordre public ». Toujours selon Ahmet Insel : « Se protéger est presque l'unique souci 'du dernier et sacré État turc' depuis des années. [...] La structure administrative actuelle en Turquie est construite sur la mission de défense des intérêts de l'État. Cette mission a quasiment remplacé la notion de 'service public'. Si vous ajoutez à celle-ci la déloyauté et l'irresponsabilité, il en résulte une structure administrative handicapée pour prévoir, décider et agir. [...] Nous savions déjà que notre État avait fait faillite dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures. Grâce au tremblement de terre d'Izmit, nous avons vu que cet État n'était capable que de diffuser des ordres, de lancer des interdictions, de saisir par force, de produire de la rente au lieu de services. » « Le séisme du Golfe<sup>1220</sup> a encore une fois dévoilé l'État. Il a révélé un État qui n'accorde aucune valeur à l'être humain, qui n'a pris aucune mesure contre les catastrophes, qui ferme les yeux sur la violation du droit en ce qui concerne la construction et l'urbanisation, qui est incapable d'organiser et de coordonner l'aide humanitaire, qui a essentiellement acquis des réflexes pour se défendre, quel qu'en soit le prix. »<sup>1221</sup>

La formule de Sedat Ergin, de *Hürriyet*, est aussi intéressante : « Le mécanisme d'État qui a une grande expérience et virtuosité pour torturer son citoyen, est dépourvu de la capacité d'organisation nécessaire pour le protéger d'une catastrophe naturelle. »<sup>1222</sup> Dans la revue *Birikim*, deux auteurs argumentent de manière semblable : « En réalité, le 'réflexe d'État' fonctionnait dès la première heure après le tremblement de terre et il fonctionne encore. Très vite, le jour suivant, Demirel n'a-t-il pas lancé sa formule 'standard' de 'panse les plaies' comme il l'a fait des centaines de fois ? (et alors qu'est-ce que vous demandiez d'autre ?). [...] La plupart d'entre nous ont probablement imaginé que l'État n'aurait pas été

---

<sup>1219</sup> INSEL, op.cit., p.24.

<sup>1220</sup> Le séisme du 17 août 1999 est également nommé « le séisme du golfe [d'Izmit].

<sup>1221</sup> BALTA, Evren et PAKER, Murat, « Afet : Doğal mı Toplumsal mı ? », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), p.39.

<sup>1222</sup> ERGIN, Sedat, « Afet Doğada Değil İçimizde », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.8.

ralenti par des prétextes comme ‘les routes étaient fermées’ s’il s’agissait d’un soulèvement, d’une manifestation publique ou d’une grève. [...] Si cet État est un ‘État d’ordre public’ comme l’exprime Tanıl Bora, le pousser à l’action ne peut être possible qu’en transformant un problème en un problème d’ordre public.»<sup>1223</sup> Mehmet Ali Kışlalı, un journaliste « spécialisé » sur les forces armées, établit une comparaison analogique : « De la même façon qu’il prend des précautions contre le terrorisme aux quatre coins du pays, surtout au sud-est, l’État doit désormais agir contre le risque sismique. »<sup>1224</sup>.

On retrouve une argumentation semblable dans la presse islamique « [la catastrophe] est le moment où le citoyen cherche l’État. Mais l’État n’est pas là. [...] Toutes les préparations sont faites par crainte du fondamentalisme. Contre le fondamentalisme. C’est-à-dire contre des dizaines de millions d’hommes. Il existe des plans extrêmement détaillés pour en finir avec le fondamentalisme. L’État poursuit des milliers, peut-être des centaines de milliers de gens. Il fait des fichiers. Il les chasse du service public. L’État sait quels sont les fonctionnaires d’État dont les mères portent le voile. [...] L’État fait tout cela, mais il ne peut pas tendre la main à ceux qui sont sous les décombres. »<sup>1225</sup> « Depuis presque trois ans, nous étions habitués à ressentir la présence de l’État partout. Nous entendions les autorités respirer dans notre dos tout le temps. Et à présent, nous faisons partie de ceux qui se demandent, à haute voix, où est cet État. Lorsque le citoyen lui-même était à l’origine de la crise, il n’y avait pas de lacune d’État [d’autorité]. Mais quand le citoyen se trouve face à une crise, il n’a que son voisin pour l’aider. »<sup>1226</sup> Il s’agit ici d’une distinction nette « autorités / citoyens ». Soulignons qu’il faut entendre par le terme *citoyen* « musulman pratiquant » et par le mot *peuple* « la partie pratiquante de la population » (nous donnerons plus tard davantage de détails sur l’usage de ce terme par les islamistes).

De diverses manières donc, les journalistes de tous bords soulignent l’important contraste entre un État Turc puissant dès lors qu’il développe une logique sécuritaire et un État Turc impuissant lorsqu’il se trouve confronté à une catastrophe. À ce sujet, il convient de ne pas oublier que c’est le succès de l’armée contre le PKK, à la fin des années 90, qui a contribué à renforcer cette image d’État puissant.<sup>1227</sup>

---

<sup>1223</sup> CAN, Kemal, « Deprem Tabloları : Pahalı Bir Kursun Öğrettikleri », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), p.55. Voir aussi l’article d’Aydın ENGIN dans *Cumhuriyet*, « Devletimizin İçgüdüleri », 27 août 1999, p.4.

<sup>1224</sup> KİŞLALI, M.Ali, « Devlet ve Deprem », *Radikal*, 26 août 1999.

<sup>1225</sup> CANIKLI, Nurettin, « Derin Depremden Sonra », *Yeni Şafak*, 20 août 1999.

<sup>1226</sup> ÜNAL, Ahmet, « Beyin Sarsılması », *Zaman*, 20 août 1999.

<sup>1227</sup> Türker Alkan affirme que le 57<sup>e</sup> gouvernement – en fonction au moment du tremblement de terre – avait accru son prestige grâce à son travail jugé « rapide et harmonieux » alors que c’était un gouvernement de coalition. « Tantan », sous la rubrique d’Alkan, dans *Radikal*, 21 août 1999.

### ***3. Critique de l'action de l'État et mise en cause de sa « sacralité »***

L'État, que les journalistes turcs accusent de ne pas pouvoir transposer sa performance en matière de sécurité collective dans d'autres domaines, est en même temps présenté comme tolérant mal les critiques et accusations qui lui sont adressées: « En ce moment, l'État consomme une grande partie de son énergie qu'il aurait dû utiliser pour les travaux post-secours afin de redresser son image aux yeux du public. Il fait beaucoup d'efforts pour gagner une bonne opinion au niveau de la presse et pour réduire le nombre de critiques publiées. [...] Nous sommes face à un État qui n'a commis aucune erreur depuis 700 ans. Il se met en colère quand il est critiqué, il ne sait pas du tout ce qu'est l'autocritique. La raison en est que nous avons inversé la tête et les pieds. Le pied, qui prétend être la tête, applique des tactiques et exerce des pressions pour qu'on ne se rende pas compte de sa véritable nature. Il consacre même une grande partie de son énergie pour atteindre ce but. »<sup>1228</sup>

Par « les pieds » il faut entendre bien entendu les élites politiques et bureaucratiques, qui ont l'habitude de se faire plus de souci pour l'image de l'État que pour ce qui pourrait la remettre en cause (comme, par exemple l'inefficacité en matière de secours d'urgence). De quelle image s'agit-il ? C'est, comme déjà indiqué, celle d'un « être » paternel, omniprésent et omnipuissant dont les rapports avec les citoyens, qu'il soumet continuellement à un effort d'uniformisation conforme à l'idéologie officielle en vigueur, sont très asymétriques. Cette image trouve ses origines dans l'histoire des Turcs, d'où l'allusion à l'Empire ottoman (« 700 ans ») et la qualification d'archaïsme de Livaneli. Elle est tellement dominante qu'elle conditionne la mentalité, le comportement des citoyens : « Ce qu'elles [les victimes] attendaient, ou bien ce qu'elles avaient associé à l'État n'était qu'une 'main' qui leur serait tendue [pour les aider]. On leur avait inculqué dans la tête que cette 'main' serait [uniquement] celle de l'État. Mais ce n'était pas unilatéral bien sûr, puisque comme l'État se faisait sentir partout, les hommes avaient abandonné leur propre capacité d'initiative [d'action]. [...] Il n'y avait aucune trace de cette force 'colossale' [à la suite du séisme], de cette structure qui prétendait tout contrôler, tout régenter, qui n'avait pas laissé les gens tranquilles jusqu'à ce jour. »<sup>1229</sup>

---

<sup>1228</sup> LIVANELI, op.cit.

<sup>1229</sup> ÇUBUKÇU, Mete, « Hala Devleti mi Bekleyeceğiz ? », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), p.141.

Migdal avance que « L'État est un domaine de pouvoir marqué par la menace et l'usage de la violence, et qui est formé par 1 / l'image d'une organisation cohérente, contrôlant un territoire et qui est la représentation de ceux qui sont attachés à ce territoire et 2 / les pratiques actuelles de ses composants multiples. [...] Les États actuels sont formés par deux éléments, les images et les pratiques. Celles-ci peuvent être complémentaires, se renforcer l'une l'autre, ou bien être contradictoires, mutuellement destructrices. »<sup>1230</sup> Avec le tremblement de terre du 17 août 1999 ce fut plutôt le deuxième cas pour l'État turc. Autrement dit, la quasi-absence des services de l'État sur les lieux dévastés par le séisme et le désordre administratif (avec les conséquences que l'on sait en termes de perte de vies humaines, de dommages matériels) ont en quelque sorte mis en danger cette image d'un État fort et « tentaculaire ». Or, d'après les journalistes comme Mehmet Altan et Etyen Mahcupyan, la préservation de cette image était vitale pour assurer la légitimité d'un fonctionnement politique marqué par la corruption et dans lequel l'objectif principal était d'avoir accès aux fonds publics. Dans ce schéma, l'image d'un État « puissant » mais surtout « sacré » fait partie du cadre idéologique « officiel » et sert d'instrument aux « élites ». Elites qui ont transformé l'État en une source de rente économique et qui veulent réduire le citoyen au rôle de spectateur passif, notamment en raison de la crainte qu'elles ont qu'il lui demande de rendre des comptes.

Selon Mahcupyan : «... l'État a'une définition propre de 'l'intérêt', pour soi-même, et considère cette définition comme la référence de toutes ses politiques. C'est une définition qui relie un mécanisme de rente (qui a atteint le niveau de 'pillage') et un centralisme protégé par l'idéologie officielle. C'est pourquoi les politiques et les bureaucrates qui ont leur part de la rente font tout ce qui est possible pour épargner le système des contrôles ; c'est pourquoi la mafia qui gère le partage de la rente à travers des canaux illégaux, passe pour le champion du nationalisme et du pro-étatisme ; c'est pourquoi les crimes commis par l'État sont graciés alors que d'autres ne le sont pas ; c'est pourquoi l'État s'éloigne de la société et se transforme en une 'classe' séparée. »<sup>1231</sup>

Dans *Sabah*, Altan écrit à propos de « La Turquie indépendante des étatistes fondamentalistes » (titre de l'article) : « En Turquie, il y a des gouvernés et des gouvernants, comme c'est le cas dans tous les pays du monde. Néanmoins, [ici] les gouvernants, dont les voitures, les résidences, le statut social, tous les privilèges sont financés par les impôts payés par les gouvernés, ont dissimulé cette distinction par l'opium

---

<sup>1230</sup> MIGDAL., op.cit. p.16.

<sup>1231</sup> MAHCUPYAN, Etyen, « Devlet Sivilleşmeye Niçin Direniyor ? », *Radikal*, 1 septembre 1999.

du nationalisme pour que les gouvernés ne leur demandent pas de comptes. Ils ont réussi à échapper aux flèches des critiques sous prétexte de préserver le prestige de l'État face au monde. Même un pauvre citoyen ordinaire renonce à revendiquer ses droits en se croyant le propriétaire de l'État. Sous le prétexte de protéger ce dernier, il a fermé les yeux sur les incapacités, les vols des gouvernants. On oublie que l'État est une organisation qui existe pour servir, on le considère comme un être suprême sacré [...] tout cela pour protéger les gouvernants.[...] Dans un pays où il n'y a pas de véritable tradition démocratique et où un contrôle sérieux fait défaut, on a encouragé un discours de patriotisme, mettant en avant des notions comme 'l'État sacré', 'la souveraineté et l'indépendance' pour assurer uniquement l'arbitraire des gouvernants, en position de domination. [...] Les gouvernés n'ont jamais pu contrôler les gouverneurs. Récemment, par la catastrophe du séisme, nous avons constaté les conséquences de ce manque de contrôle avec amertume et nous continuons à le faire. »<sup>1232</sup>

Il semble que par « l'État », les « élites », les « gouvernants », etc. – quelle que soit l'expression à laquelle on a recours – on désigne les hommes politiques et les fonctionnaires d'État (les hauts bureaucrates en premier lieu). Ainsi, selon Koryürek : « En Occident, l'État a été progressivement conduit à se considérer comme le conseil d'administration d'une entreprise dont tous les membres de la société font partie. Dans ces sociétés, les citoyens se voient comme des actionnaires. En Turquie, le Parlement et l'administration publique – les élus et les nommés – habituellement distingués les uns des autres par leur mission et par leur structure, dirigent la société [ensemble] comme bon leur semble. »<sup>1233</sup>

D'après Mehmet Ali Kılıçbay, politologue turc, cette conception est le produit d'une vision historique ethnocentrique et déviée : « Notre conception de l'histoire [...] est basée sur l'exaltation de l'État. Dans l'historiographie turque, tout est pour défendre, protéger et exalter l'État. [...] Tous les États fondés par les Turcs au cours de l'histoire sont parfaits et ils sont les œuvres des grands héros. Le peuple n'y a aucun rôle. [...] Les Turcs ordinaires ne sont donc pas les acteurs de l'histoire. Ils sont obligés de se contenter du destin choisi pour eux par les héros fondateurs. Mais le héros est obligé, lui aussi, de leur donner à manger et de les habiller. Alors, l'État est *généreux* chez les Turcs. [...] Cette vision de l'histoire transmise aux individus à travers l'éducation officielle aussi bien que par des moyens comme les « romans historiques » des grands écrivains, des sagas, des

---

<sup>1232</sup> ALTAN, Mehmet, « Köktendevletçilerin Bağımsız Türkiye'si », *Sabah*, 21 août 1999, p.22

<sup>1233</sup> KORYÜREK, « Elmalar ve Armutlar », *Radikal*, 25 août 1999.

conversations quotidiennes, fait que chaque Turc considère l'État comme une organisation chargée de s'occuper de lui. Aux yeux de ces gens, l'État même est une sacralité en soi. [...] Cette vision de l'histoire est contre toute idée « provenant de l'extérieur » susceptible de rendre le peuple acteur de l'histoire. »<sup>1234</sup>

Une telle vision de l'histoire est cependant elle-même le produit d'une réalité historique. Il suffit pour cela – sans remonter dans l'histoire jusqu'aux États « proto-turcs » d'Asie centrale – de se souvenir de la période classique de l'Empire ottoman (grosso modo, de 1300 à 1600, où l'efficacité de son système politique et administratif était à son maximum). Il s'agit d'un État patrimonial (au sens weberien) où le monarque, doté de la légitimité politique présumée attribuée par Dieu, dirige le pays par le biais d'une classe bureaucratique dont il peut décider de l'avenir de ses membres.<sup>1235</sup> Cette classe de bureaucrates / religieux / militaires qui incarne l'État est strictement séparée du reste de la société composée des sujets. Il n'existe pas de groupe ou de classe intermédiaire entre ces deux : l'État est « transcendantal »<sup>1236</sup>, il intervient directement dans tous les domaines de la vie sociale, jusque dans la forme et la quantité de la production économique, ainsi que dans les conditions d'échange, ce qui empêche même l'existence d'un « marché » économique. Le monarque est tenu de « veiller » sur ses sujets en échange de leur soumission, de l'acceptation de leur position dans un ordre social jugé « parfait et immuable ». La classe des dirigeants (tous sont considérés comme les esclaves du monarque) s'approprie cet État qui est « autonome » par rapport à la société et qui est vu comme une source de légitimité en soi. Jusqu'à la fin de l'Empire, les élites ottomanes, même pendant la période de modernisation, seront animées par l'idée de « sauver, redresser l'État ».<sup>1237</sup>

Cette image d'État « sacré » est d'abord un héritage du passé. Elle a été renforcée, reproduite et rediffusée – même de manière « musclée » – après le coup d'État de 1980. Les auteurs du coup d'État qui, comme nous l'avons vu, voulaient refaire le paysage social en l'uniformisant ont eu recours à une « créature idéologique », à une « synthèse turco-islamique » qui attribuait plus d'importance à la « sacralité historique/traditionnelle » de l'État qu'à la société turque elle-même en tant que source de légitimité. C'est donc cette

---

<sup>1234</sup> KILIÇBAY, M. Ali, **Biz Zaten Avrupalıyız**, Imge Kitabevi Yayınları, Ankara, 2005, p.234.

<sup>1235</sup> MARDIN, Şerif, **Türkiye'de Toplum ve Siyaset : Makaleler 1**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1990, p.179.

<sup>1236</sup> ÇAHA, op.cit., p.158.

<sup>1237</sup> SHAW, Ian et SOZEN, Süleyman, « Turkey and The European Union : Modernizing a Traditional State ? », *Social Policy and Administration*, vol. 37, n°2 (avril 2003), p.110 ; voir aussi AKŞİN Sina (sous dir.), **Osmanlı Tarihi** Vol.2, Milliyet Yayınları, İstanbul, 2005, p.364.

idée d'État sacré que les journalistes turcs critiquent à l'occasion de la catastrophe. Pour eux, cette vision « inculquée » dans la mentalité du citoyen turc constitue depuis de nombreuses années un des obstacles majeurs à la démocratisation. Elle constitue une barrière opaque entre l'État et la société et permet aux élites politiques et administratives d'échapper au contrôle social, déjà très faible. De même que la notion de « sécurité nationale », elle sert de refuge aux autorités qui ne veulent pas rendre des comptes par rapport à leur action, voire à leur inertie. « Il ne faut pas harceler l'État » est une formule que les Turcs entendent souvent de la part des responsables accusés d'inefficacité ou de corruption. Elle a été souvent reprise dans le contexte post-séisme de 1999. L'idée d'État sacré est également un des facteurs qui empêchent l'individu de devenir un « citoyen », au sens où ce dernier peut revendiquer ses droits face au pouvoir (autoritaire). Comme les journalistes l'affirment, le citoyen turc peut même tolérer la violation de ses droits fondamentaux afin de contribuer à la « préservation de l'intégrité de l'État ».

Avec le discours sur la « sacralité de l'État » ainsi que celui sur le « nationalisme », les « intérêts nationaux » qui l'accompagnent, les dirigeants de la Turquie disposent d'une barrière de protection derrière laquelle ils peuvent agir librement. Ce « culte de l'État » couvre les lacunes du système<sup>1238</sup> politique turc, comme la fragilité de la démocratie, « l'hermétisme » de la scène politique au citoyen, le non-respect des droits de l'homme, « l'immunité » relative de la bureaucratie contre le contrôle et les procédures pénales, etc. À cela il faut ajouter le clientélisme qui assure le pouvoir politique aux élites en échange de bénéfices matériels octroyés aux citoyens. Ces derniers sont tous (jusqu'à un niveau variable pour chacun) dépendants de ce fonctionnement, qui leur offre, à côté des bénéfices, « l'avantage » de pouvoir rester passifs, de ne pas prendre de risques donc, au sujet des lacunes relevées ci-dessus. Par conséquent, la notion de « responsabilité » n'occupe pas une place centrale dans ce système, ce qui incite les autorités turques à mettre en œuvre leur fonction de manière arbitraire et inefficace.

---

<sup>1238</sup> Rappelons que par le terme de « système politique », nous ne désignons pas uniquement le régime, la disposition des institutions politiques ou les processus de décision mais aussi la manière dont les rapports entre les gouverneurs et les gouvernés ont été organisés dans une société, la nature et la source de légitimité de ces rapports de pouvoir.



#### ***4. Critique de l'État coupé de la société, de l'insuffisance de la démocratie et de la corruption***

Uğur Civelek écrit, dans *Radikal* : « Il y a beaucoup de leçons à tirer de cette grande catastrophe que nous avons vécue. Nous devons en premier lieu questionner notre conception de la démocratie. Parce que nous avons une fois encore constaté la différence considérable entre notre pays et les démocraties occidentales développées au sujet de l'importance accordée à l'individu par l'État. Nous avons compris qu'il ne peut être question de justice, de droits de l'homme et de véritable démocratie dans un milieu dominé par les faiblesses humaines et non pas par la raison. Tous les quatre ans, nous votons pour des personnes que nous ne connaissons pas, en essayant de choisir le meilleur parmi les pires. Nous élisons, dans un sens, le roi qui dirigera le pays pendant quatre ans puisque le principe de la séparation des pouvoirs n'est pas vraiment appliqué. 'La tutelle de l'homme unique' fait obstacle à l'indépendance de la législation, de l'exécutif, de la justice. La volonté de maintenir ce fonctionnement nécessite le financement [des partis] et par conséquent la création d'une rente politique. Dans ce processus, les intérêts de la société sont renvoyés au deuxième plan, le contrôle s'affaiblit, la dégénérescence s'accélère à cause de la perte d'efficacité du mécanisme de justice. La conséquence est que l'État cesse d'appartenir à la nation, pour devenir un instrument qui défend les intérêts des membres du pouvoir et des milieux qui leur sont proches. Par manque d'éducation, nous avons fait beaucoup d'erreurs en tant que société. L'attrait du profit spéculatif à court terme a poussé beaucoup d'entre nous à collaborer avec le politique, sans donc qu'il y ait un contrôle social public permettant la protection des intérêts à long terme de la société. [...] Je ne fais pas confiance aux politiques qui adoptent différents discours quand ils sont dans l'opposition et quand ils arrivent au pouvoir, qui ne connaissent que le populisme basé sur l'exploitation sentimentale et la création d'une rente politique. Dans ces conditions, je me trouve naturellement dans une voie sans issue : comment ferais-je confiance à un État dirigé par les politiques pour lesquels je n'ai pas d'estime et pour qui je vote par obligation ? Un système, qui est géré par des personnes auxquelles 95 % de la société n'accorde pas sa confiance, peut-il être nommé 'démocratie' ? »<sup>1239</sup>

---

<sup>1239</sup> CIVELEK, Uğur, « Suçluluk Duygusu », *Radikal*, 23 août 1999.

Cette vision correspond à l'analyse de Kabasakal et Yeldan qui parlent de « l'isolement de l'État par rapport à la pression populaire » qui n'a cessé de croître au cours des années 1990.<sup>1240</sup> D'après les auteurs, cette situation est en contradiction avec le développement de la société civile et de la liberté d'expression au long de cette décennie qui a permis aux opposants d'attirer l'attention sur les problèmes importants de la société turque. Néanmoins, l'existence d'une société civile ou de médias libres ne garantit pas l'impact des réactions sociales sur la sphère politique. « A part les élections, la capacité des acteurs sociaux à engendrer une réaction (au sens d'action politique ou de volonté de transparence) de la part des gouvernements, est virtuellement nulle. Plus grave encore, la classe politique de la Turquie ne fait pas que résister, ignorer ou échouer devant les problèmes socio-économiques en état d'explosion. Elle fonctionne souvent en 'allant à l'encontre' des demandes publiques en augmentation. La faiblesse de la sphère publique/politique en Turquie va de pair avec l'isolement de la classe politique du reste de la société. »<sup>1241</sup>

D'après Kabasakal et Yeldan, la restructuration institutionnelle de la Turquie à la suite du coup d'État de 1980 est la raison principale de la déconnexion de l'État avec la société. Au cours des années 1980, les syndicats ont été marginalisés au nom des politiques économiques libérales et les partis politiques ont perdu leur fonction de représentation (et leurs racines dans la société). Par conséquent, le cadre du débat politique s'est vu largement réduit. Il s'agit d'une absence d'idées, de valeurs et d'objectifs servant de base à la conciliation et à l'intégration qui constituent, après tout, l'essence de l'enjeu politique. En pratique, « les politiques ne sont plus basées sur le consensus car toutes les politiques vitales sont mises en œuvre sans avoir de débat. La seule dispute se fait sur le choix des acteurs qui mettront en œuvre les politiques. En conséquence, les partis sont devenus de plus en plus difficiles à distinguer, exception faite de leurs leaders. »<sup>1242</sup>

Aux moments de crise grave, comme ce fut le cas lors du tremblement de terre du 17 août 1999, les défauts qui sont considérés en temps ordinaire comme « les réalités habituelles de la Turquie » voire la « normalité », deviennent des anormalités aux yeux mêmes du « simple » citoyen, à commencer par celui qui est victime de l'événement. Comme les journalistes le soulignent, c'est en ces temps d'urgence que la société cherche plus que jamais une administration rapide, efficace et productive, une classe politique compétente et responsable. Dans *Radikal*, Gündüz Aktan écrit : « Un des messages les plus

---

<sup>1240</sup> SAKALLIOĞLU, Ümit Cizre et YELDAN, Erinc, « Politics, Society and Financial Liberalization : Turkey in the 1990s », *Development and Change*, Vol. 31 (2000), pp.493-495.

<sup>1241</sup> Ibid.

<sup>1242</sup> Ibid.

importants provenant d'au-dessous de la terre concerne l'erreur de tourner le dos à l'être nommé État. [...] Dans la Turquie de ces derniers temps, on a écrit tellement de choses sur l'inutilité de l'État, sur la nécessité de réduire ses dimensions, sur l'obligation de l'exclure de certains secteurs et domaines, sur la nécessité de le gérer comme s'il était une quelconque entreprise que finalement les citoyens ont eu l'impression de pouvoir vivre sans l'État. [...] La notion de service public a été offensée, l'idée de l'utilité publique est insultée, les fonctionnaires ont été réduits à des personnes incapables qui travaillent pour leur pain quotidien et sont donc méprisées. [...] Or, dans un pays comme la Turquie, il existe une multitude de tâches qui ne peuvent être réalisées que par l'État et dont aucune autre organisation ne pourrait être à la hauteur. »<sup>1243</sup>

À la suite de la catastrophe, on se rend compte donc de l'importance de l'aspect « social » de l'État, mais aussi de la démocratie, du souhait d'une relation plus symétrique entre citoyens et élites, d'une participation à la prise de décision, d'une plus grande transparence, de la possibilité de pouvoir demander des comptes aux autorités... Soudain, d'après la presse, la société remarque que sa vulnérabilité à tel ou tel type de risque est en effet lié à ces facteurs, beaucoup plus qu'au PNB par personne. Alors, on demande « ce qu'il y a de mieux » », comme le fait Ismet Berkan : « A mon avis, la conséquence la plus importante [du tremblement de terre] est que les gens veulent désormais avoir un 'État de première classe'. Une organisation qui existe pour son peuple, pour servir son peuple. [...] un État qui produit du service, qui partage l'information, qui peut s'excuser si nécessaire, qui est capable de tirer des leçons de ses fautes pour ne pas les refaire, qui ne gaspille pas l'argent du peuple. Tout comme 'l'État de première classe', les gens veulent voir 'le politique de première classe' aussi. Des hommes politiques qui s'occupent des problèmes communs de leurs électeurs, qui produisent des solutions pour ceux-ci au lieu de remplir leurs poches ».<sup>1244</sup>

Ces remarques sur l'aspect social de l'État, sur les missions supposées de l'administration, les critiques concernant les relations que les hauts bureaucrates entretiennent avec les politiques, les rapports des fonctionnaires d'État aux citoyens, ainsi que la demande d'un appareil étatique plus efficace sont liées aux problèmes rencontrés par le secteur public turc à la fin des années 90. Le besoin d'une réforme administrative en profondeur se fait sentir, notamment en raison du déficit du budget de l'État, qui est devenu

---

<sup>1243</sup> SOYSAL, Ismail, « İkinci mesaj », *Hürriyet*, 19 novembre 1999, p.13.

<sup>1244</sup> BERKAN, Ismet, « Bir Millet Uyanıyor », *Radikal*, 26 août 1999.

un problème chronique.<sup>1245</sup> Comme le montre Firuz Yaşamış, les revenus de l'État ne permettent pas de faire face aux dépenses, au point d'amener le pays vers la faillite au cas où des mesures sévères – comme la réduction du nombre de fonctionnaires d'État, la limitation des services publics offerts ou bien la diminution de leur qualité – ne seraient pas prises, l'endettement public ne constituant qu'une solution onéreuse et temporaire. La situation problématique de l'administration publique fait partie des raisons pour lesquelles le déficit budgétaire ne cesse de croître depuis le milieu des années 80. Selon Yaşamış, « Une rénovation de l'ensemble de la structure de l'appareil étatique s'impose. Son organisation interne, y compris les relations interdépartementales et les relations intersectorielles, doit être révisée. Tout cela nécessite une nouvelle façon de voir ce que c'est que l'administration, ses procédures, ainsi que ses principes. »<sup>1246</sup>

L'administration turque est fortement marquée par la corruption, comme le mettent aussi en avant les journalistes, et ce phénomène contribue largement à son inefficacité. Yaşamış souligne que la corruption affaiblit les principes de l'éthique bureaucratique, en premier lieu la notion de méritocratie qui est basée sur l'éligibilité, la compétence, le cursus et l'ancienneté. Par exemple, dans l'État actuel, les relations sociales, la loyauté politique ou les dessous de table passent souvent avant le principe d'éligibilité pour obtenir un poste dans le secteur public ou pour se voir promu. Selon l'auteur, l'ampleur du phénomène de corruption est devenue telle qu'elle menace même l'économie nationale, du fait qu'elle cause le gaspillage des ressources publiques, déjà limitées. Outre la corruption, il existe également d'autres facteurs nécessitant une réforme administrative : une centralisation excessive qui ne peut plus être justifiée dans les conditions actuelles ; l'habitude des administrateurs publics de réunir le maximum de pouvoir et d'autorité possible ; un manque de transparence ; des pratiques de management inefficaces, inefficaces, et non-productives (absence de planification scientifique et prises de décision irrationnelles) ; des mécanismes de contrôle insuffisants et inadaptés aux conditions actuelles.<sup>1247</sup> Visiblement, ce sont les problèmes que les chroniqueurs signalent aussi dans le cadre de leurs critiques dirigées contre « l'État ». La perte de confiance envers l'administration, qui a été fréquemment exprimée dans le contexte post-séisme est aussi liée aux faits évoqués ci-dessus, qui n'étaient d'ailleurs pas inconnus avant la catastrophe.<sup>1248</sup>

---

<sup>1245</sup> YAŞAMIŞ, Firuz D., « State Reform in Turkey: Reasons, Needs and Strategies », *Australian Journal of Public Administration*, Vol. 62, n° 4 (décembre 2003), pp. 94-101.

<sup>1246</sup> Ibid.

<sup>1247</sup> Ibid.

<sup>1248</sup> Voir par exemple le sondage de Çarkoğlu et d'Adaman sur la satisfaction des citoyens des services publics : ADAMAN, Fikret et ÇARKOĞLU, Ali, **Türkiye'de Yerel ve Merkezi Yönetimlerde Hizmetlerden Tatmin, patronaj ilişkileri ve Reform**, TESEV, Istanbul, 2000.

## 5. La critique de la partialité de l'État par la presse islamiste

Il y a, dans le traitement de la catastrophe par la presse turque une certaine « cohérence » idéologique. Dans leur analyse du traitement du séisme du 17 août 1999 par les médias, Timisi et Dursun parlent d'une « homogénéité » sur le même sujet. Ici, nous faisons allusion au fait que les représentants de différentes tendances politiques dans les médias se sont réunis autour de l'inacceptabilité des pertes en termes de vies humaines, de la « faillite de l'État » dans la phase post-séisme et de l'idée de « révision du système », sans trop mettre en avant leur vision politique.<sup>1249</sup>

Les journalistes de la presse islamiste font cependant exception quand ils analysent le rôle de l'État. Selon eux, ce dernier est avant tout un outil de répression au service de la « classe dominante » composée des militaires, des bureaucrates, d'une partie des hommes politiques et des grands capitalistes. C'est une classe « détachée » du « peuple »<sup>1250</sup> qui le contrôle et qui impose, à travers lui, un mode de vie uniforme : « L'État qui n'a jamais pu intérioriser la mentalité de la démocratie participative s'est chargé de tâches qui ne le regardaient pas pendant des années. Etant préoccupé des idées et des croyances de son propre peuple et de le fichier, il n'a jamais pu s'intéresser à ses missions essentielles. »<sup>1251</sup> « Les manuels de 'culture de citoyenneté',<sup>1252</sup> décrivent l'État comme la forme organisée de la nation, [...] quel optimisme ! Depuis un temps considérable, l'État se présente comme une institution organisée en dehors du peuple et malgré le peuple. Une institution oligarchique qui néglige l'union entre le peuple et l'État, qui se permet de donner des leçons au peuple et qui tente de lui apprendre comment se comporter, sous prétexte de le « civiliser. » [...] »<sup>1253</sup>

Les islamistes mettent en cause le caractère laïque et « jacobin » de la République turque afin de réclamer plus de « tolérance à la diversité » : « [...] c'est nous [tous] que la catastrophe a touchés. À présent, nous ne sommes pas de droite, de gauche, musulmans,

---

<sup>1249</sup> DURSUN et TIMISI, op.cit., p.88.

<sup>1250</sup> Peuple : *Halk* ou *millet* en turc. Les islamistes préfèrent ce mot à *la nation* pour se distinguer. Voir l'encadré sur « La conception islamiste de la société civile » dans la première partie pour une explication détaillée.

<sup>1251</sup> OCAKTAN, Mehmet, « Korku Değil Şefkat Devleti », *Yeni Şafak*, 25 août 1999.

<sup>1252</sup> Culture de citoyenneté : *Yurttaşlık Bilgisi* en turc, cours en enseignement primaire (8<sup>e</sup> classe) qui vise à apprendre aux élèves comment être « un bon citoyen conscient de ses droits et de ses devoirs ». Voir l'ouvrage très complet de Füsün ÜSTEL sur l'évolution de l'enseignement de citoyenneté en Turquie depuis fin XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours : **Makbul Vatandaşın Peşinde**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2005.

<sup>1253</sup> ALKAN, Turan, « Deprem Çadırında 'Millet-Devlet' Düşünceleri », *Zaman*, 28 août 1999.

laïcs, civils, militaires, bureaucrates, etc. Nous sommes un peuple. [...] Si une communauté ne peut gagner la conscience d'être un peuple que sous l'abri d'une tente après un séisme, cela montre que nous avons encore du chemin à parcourir. »<sup>1254</sup> Aux yeux de ces auteurs, l'État suspecte les musulmans pratiquants par crainte de les voir tenter de prendre le pouvoir et changer le régime politique : « Ah, si cet État pouvait faire confiance à son peuple... S'il pouvait laisser de côté ses craintes paranoïaques du type 'ils s'empareront de l'État'... Ce pays pourrait faire un grand bond en avant. Si on pouvait interpréter correctement [le sens de] la solidarité que le peuple a su montrer à la suite de la catastrophe. »<sup>1255</sup>

Nous avons constaté que la peur de la répression constitue un véritable traumatisme pour ces auteurs, ce qui les pousse à voir l'État comme un mécanisme au service des « non-croyants », à l'image des marxistes qui voient en l'État l'outil de domination des capitalistes. Donc à l'occasion du séisme, les islamistes ont exprimé leur colère contre ce « système » qui les méprisait. Ils justifient cette position en « dénonçant » les mesures prises par les autorités turques contre les mouvements islamistes : l'application de l'interdiction du foulard islamique et de certains types de vêtements dans l'espace public (les universités, les services publics, l'Assemblée Nationale, etc.) ; l'élimination des personnes jugées 'islamistes' des forces armées et d'autres services publics ; des réformes comme l'augmentation de la durée de l'enseignement primaire (de cinq ans à huit ans) pour limiter l'enseignement *imam hatip* (enseignement secondaire spécifique afin de former des futurs imams) ; l'interdiction d'aller dans d'autres facultés que celle de théologie pour les étudiants diplômés de ces lycées, etc. Mais à travers ces remarques sur la situation faite aux *citoyens*, au *peuple*, les islamistes dénoncent surtout le « coup d'État tacite » du 28 février 1997 qu'ils ont très mal vécu<sup>1256</sup>. Soulignons que par le terme *citoyen* il faut alors entendre « musulman pratiquant » et par *peuple* « la partie pratiquante de la population ».

En conséquence, la presse « islamiste » ne s'est pas privée non plus de l'occasion de critiquer « l'État » en profitant du contexte post-catastrophe. Pourtant, à la différence de la presse « laïque », elle en a profité pour avancer une série de revendications que nous pouvons qualifier « d'idéologiques ». Il faut voir que quelle que soit l'ampleur des critiques émises par la presse islamique, celles-ci tournent en général autour de la question

---

<sup>1254</sup> ALKAN, *ibid.*

<sup>1255</sup> OCAKTAN, *ibid.*

<sup>1256</sup> Voir la deuxième partie de notre thèse pour le « coup d'État du 28 février ».

de la « dégradation du système ». Autrement dit, les « laïcs » sont quand même satisfaits du système (dont l'État est un des composants) au moins tel qu'il est présenté « sur le papier ». Système dont nous pouvons toujours repérer les principes à travers la Constitution de 1982 : « La République turque est un État de droit démocratique, laïc, social, [...], fidèle au nationalisme d'Atatürk [...] » (2<sup>e</sup> article). Le véritable problème, pour eux, est qu'il existe un décalage important entre cette représentation et la réalité : ce système ne fonctionne pas comme « il faut ». Or, comme nous pouvons le remarquer, les islamistes mettent en question le système dans ses fondements car ils n'approuvent pas le principe de laïcité, ainsi que d'autres pratiques qui sont le fruit de la modernisation de l'époque post-1923 et qu'ils considèrent comme incompatibles avec l'islam.

Visiblement, quand ils affirment la « distance » de l'État par rapport au « peuple » ou bien aux « citoyens », ce n'est pas de la relative autonomie des élites politiques et administratives par rapport aux citoyens dont ils parlent, mais plutôt de la méfiance des cadres « laïcs » concernant les citoyens se déclarant « croyants ». Nous pouvons nous demander, bien sûr, dans quelle mesure ils parlent des cadres « civils », puisqu'ils considèrent principalement les forces armées (qui se revendiquent de la laïcité) comme étant à l'origine des pratiques « discriminatoires ». La situation peut aussi être considérée comme paradoxale au sens où le mouvement islamiste doit son développement spectaculaire, depuis le début des années 1980, en grande partie à l'ouverture qui lui a été offerte par la synthèse turco-islamique, qui était finalement « l'idéologie de l'État » mise en scène par le régime militaire. Vu le ton des journalistes islamistes, nous pouvons en déduire que les groupes qui se revendiquent de l'islam, tolérés dans le contexte post-80, sont considérés à la fin des années 90 comme une menace contre le régime. Les islamistes laissent sous-entendre que l'État ou bien le « système » (dont ils tiennent à se distinguer) n'accepte pas le point où est arrivé le mouvement islamiste actuellement. Il semble que deux ans après le coup d'État « post-moderne » du 28 février 1997, ils « attaquent » les forces armées et le gouvernement DSP-MHP-ANAP, qu'ils considèrent comme mettant en œuvre la politique anti-islamiste conçue par ces dernières.

Dans ce schéma, l'État est un instrument sous le contrôle d'une élite oligarchique étrangère à « son peuple ». Il est présent dans tous les domaines où « il ne devrait pas être », mais il ne peut pas venir au secours des citoyens en cas de catastrophe, donc il est absent là où « il devrait être ». Cet argument est similaire à la contestation de « l'État de sécurité nationale » par la presse « laïque », notamment de gauche. La formule « là où l'État ne devrait pas intervenir » signifie plutôt la vie privée, et notamment son aspect

religieux. Les auteurs islamistes critiquent le fait que « l'État » consacre une quantité considérable de ressources pour « neutraliser » les menaces (spécifiquement, l'islamisme) contre le régime, mais il ne peut pas montrer la même efficacité face à une menace « réelle » comme une catastrophe (puisque les islamistes refusent d'être considérés comme une menace à la République).

## **6. La vision « médiatique » du système politique turc**

Un paysage d'ensemble du système politique turc ressort des différentes analyses effectuées par les journalistes. Il s'agit bien entendu plus d'une « esquisse » que d'un « tableau achevé », compte tenu des limites d'une image reconstruite à partir des discours médiatiques.

Cette image est dominée par l'État, notion à laquelle la quasi-totalité des journalistes ont accordé une place centrale dans leurs argumentations (même s'ils n'ont pas toujours désigné la même chose par ce terme). Cela peut être considéré déjà comme un fait qui montre le poids de ce mot, qui désigne beaucoup plus qu'une catégorie juridique, qu'un ensemble d'organisations bureaucratiques dans le contexte turc. En même temps, on peut aussi voir là le signe de changements sociopolitiques comme l'affirme Bülent Kahraman : « En Turquie, les gens considèrent tout problème comme un prétexte pour provoquer un débat au sujet de l'État, qu'il s'agisse d'un événement comme [l'accident de] *Susurluk*, à première vue singulier et isolé, ou qu'il s'agisse d'un événement qui intéresse et mobilise directement l'État, comme le tremblement de terre. Ceci est probablement l'indice le plus important qui montre qu'on avance vers une rupture sociale très sérieuse. À présent, cette société voit que l'idéologie en place et la vision officielle ne peuvent plus cadrer avec la réalité de sa vie quotidienne... »<sup>1257</sup> Comme le souligne Clifford Geertz, la capacité de survie d'un État dépend de sa capacité à produire le cadre culturel qui le reliera à la sacralité par le biais d'une série de rituels, et à se transformer de manière à ce qu'il puisse se situer dans un cadre culturel influant sur les éléments-clés de la société.<sup>1258</sup>

Quand on parle de l'État, il ne s'agit pas uniquement d'une organisation qui rend service mais également d'un porteur d'idéologie, d'un vecteur de modernisation, d'un

---

<sup>1257</sup> KAHRAMAN, H. Bülent, « Üç Fay Çatlağı », *Radikal*, 27 août 1999.

<sup>1258</sup> Geertz cité dans MIGDAL, op.cit, p.163.



régulateur / arbitre qui intervient dans presque tous les aspects de la vie sociale. Cet État est presque sa propre source de légitimité puisqu'il ne s'adosse à aucun consensus, à aucun « contrat » social (rappelons-nous les conditions d'approbation de la Constitution de 1982). Au contraire, c'est lui qui a vocation à être le centre de la cohésion sociale, si nécessaire, à travers des rapports autoritaires qu'il établira avec les individus, face auxquels il est en position de domination, d'autorité hiérarchique. Il s'appuie sur une vision archaïque (la sacralité de l'État) relancée au début des années 1980 par le régime militaire qui, parallèlement, a développé une nouvelle idéologie officielle servant de référence (la synthèse « turco-islamique ») pour « réformer » l'individu et la société.

D'après les chroniqueurs, l'État turc a une image de « grandeur » soutenue par des rituels pour la rendre manifeste aux yeux des citoyens. Par contre, il y a un décalage frappant entre cette image et les pratiques. Le cas du séisme du 17 août 1999 lui-même en est un exemple, comme le soulignent les journalistes : l'inefficacité des autorités en ce qui concerne l'organisation des secours et les interventions dans la zone de catastrophe n'était-elle pas contradictoire avec le discours de « puissance de l'État » que les autorités tiennent à maintenir ? Comment, alors, expliquer cette contradiction ? La « faillite » de l'État, comme l'a appelée la presse, renvoie d'abord aux problèmes inhérents à l'administration publique : manque de rationalité, de responsabilité, d'initiative et puis fort patronage, népotisme et corruption. Ensuite, dit-on, l'État est très faible sur le plan social alors qu'il a un appareil sécuritaire « hypertrophié ». Souvenons-nous du reproche fait à l'État, notamment par Insel, d'être un État de sécurité nationale et non pas un État social. Ce constat nous amène vers la question suivante. Quelles sont alors les principales préoccupations de cet État « sécuritaire » ?

À lire les articles de presse, on peut en déduire qu'il est pour lui capital de préserver « l'ordre » (lisez : statu quo), donc l'intégrité du « système » en place. Pour atteindre ce but, même les critiques légitimes ne sont pas tolérées par ceux qui incarnent l'État puisqu'elles sont susceptibles de mettre en cause l'être sacré, son idéologie et, bien entendu, ses représentants. Dans ces conditions, il ne peut être question ni de la démocratie, ni de l'État de droit car les droits de l'homme sont également susceptibles d'être sacrifiés afin d'assurer la « survie » de l'État. Survie considérée comme plus importante que le bien-être de l'individu (cette idée étant aussi un héritage du passé impérial). « L'ordre » qui se trouve en arrière plan de cette vision est caractérisé par un

autoritarisme politique, accompagné d'un libéralisme économique « dérégulé ».<sup>1259</sup> Les citoyens sont séparés de l'État par un mur opaque qui sert à dissimuler l'inefficacité des institutions publiques en termes de service, ainsi que la véritable nature de l'enjeu politique dans le contexte turc : s'emparer du contrôle des fonds publics. De l'autre côté du mur se trouvent les hommes politiques et les bureaucrates (les militaires aussi, selon les journalistes islamistes) soucieux de préserver leurs privilèges et qui exercent une pression stricte sur la société afin de minimiser tout risque d'opposition de la part des citoyens. L'encadrement autoritaire des individus n'est pas l'unique raison de leur « passivité ». D'après les journalistes, il s'agit également d'une acceptation tacite due à un conditionnement idéologique comme le montre l'influence dans la société de l'idée de l'État sacré ou celle de la métaphore de l'État-père.

Quelles réflexions s'imposent sur cette représentation basée en grande partie sur la dichotomie (voire l'antagonisme) État / société ?

Tout d'abord, les journalistes ne tentent pas, dans leur majorité, de décomposer l'objet qu'ils appellent « l'État » ou « le système » ni d'apporter des critiques spécifiques sur ces composants. En partant de l'événement (le tremblement de terre, devenu catastrophe majeure) on fait des reproches à un « État » dont la définition n'est pas claire ou bien, dans le meilleur des cas, « variable ». Par exemple, on ne distingue pratiquement pas les élus des nommés, comme si l'État était un mélange organique composé de cellules identiques – des hommes politiques et des fonctionnaires – formant un bloc homogène. Un bloc également supposé être composé d'institutions ayant la même culture professionnelle, le même type de fonctionnement, etc. Cet État semble être dans le vide et ses membres en dehors de la société, tout en la gouvernant. Cette image est accompagnée par celle d'une société « victimisée », dominée par ce *Léviathan*.

La personnalisation de l'État semble correspondre à un « raccourci cognitif » qui permet aux individus d'avoir une vision simplifiée d'un ensemble gigantesque construit à partir d'un grand nombre d'organisations (qui sont toutes composées de sous-organisations) dont les objectifs et les actions sont (théoriquement) coordonnées. En réalité, ces

---

<sup>1259</sup> Sakallioğlu et Yaldan font allusion – entre autres – au concept de « capitalisme politiquement incorrect » d'Offe pour discuter de l'économie turque de la fin des années 90. Il s'agit d'un « capitalisme politique où les politiques conçues pour libéraliser l'économie ont en même temps tendance à produire des frictions, des inégalités, des incertitudes, des discontinuités et elles ne peuvent être mises en œuvre que dans des conditions de faible légitimité démocratique. » Il s'agit donc d'une vision économique où les principes démocratiques peuvent être négligés afin d'assurer un certain niveau d'accumulation de capital. Notons qu'à l'origine, Offe a élaboré cette approche pour les pays de l'Europe de l'Est. SAKALLIOĞLU et YELDAN, op.cit. p. 482.

organisations (et même les sous-organisations d'une même organisation) ne constituent pas toujours une unité « harmonieuse ». Elles sont affectées par les phénomènes qui touchent toutes les organisations : enjeux de pouvoir, conflits d'intérêts, différences de cultures organisationnelles, manque de communication... De même qu'elles ne sont pas les cellules identiques d'un tissu, elles sont loin d'être en parfaite harmonie, surtout de manière continue. L'État est une complexité organisationnelle qui se tient en équilibre (relatif) grâce aux arrangements inter-organisationnels et aux interventions politiques et qui remplit ainsi un grand nombre de fonctions, extrêmement variées.<sup>1260</sup> « Comme n'importe quel autre groupe ou organisation, l'État est construit et reconstruit, inventé et réinventé, à travers son interaction avec les autres, en tant que tout ou par le biais de ses composants. Il n'est pas une entité fixe ; son organisation, ses objectifs, ses moyens, ses collaborateurs, et ses règles opérationnelles changent lorsqu'il s'allie ou s'oppose aux autres à l'intérieur et à l'extérieur de son territoire. L'État se transforme de façon continue. »<sup>1261</sup>

Un autre type de réduction s'effectue avec les termes comme « la société », « le peuple », « l'opinion publique ». Se référer à un binôme du type « société – État » marqué par un antagonisme perpétuel (on ne peut s'empêcher de penser au « Yin » et au « Yang »), permet aux individus d'échapper à la difficulté du travail de réflexion tout en construisant un cadre de perception semblant tout expliquer.

L'individu est généralement absent dans cette représentation dichotomique. D'abord, nous avons vu très peu de remarques sur la responsabilité individuelle – même théorique – du citoyen alors que « l'État », les « acteurs étatiques » sont fortement responsabilisés par rapport à la catastrophe. Ensuite, on accuse un grand nombre de personnes classées sous diverses catégories mais sans les dénoncer spécifiquement, une à une ; on ne voit ainsi pas apparaître dans la presse les noms de quelques hauts-fonctionnaires ou de politiques dont on pourrait solliciter la démission formelle selon les « bonnes manières démocratiques ». Souvenons-nous des analyses faites en termes de « chaînes de mort » publiées par les journaux (voir la première partie), dans lesquelles on dénonçait diverses « catégories » de responsables (le « citoyen » n'y figurant pas) sans que, pour autant, des noms soient cités. Nous pouvons voir là un choix « stratégique » effectué par les journalistes : accuser « l'État », un « être abstrait », les protège de la réaction directe des autorités et des répercussions ultérieures. Ainsi, ils « font passer un message » sans se trouver dans l'obligation de se confronter à une institution ou un personnage faisant

---

<sup>1260</sup> MIGDAL, *op.cit.*, p.116.

<sup>1261</sup> *Ibid.*, p.23.

l'objet d'une dénonciation. Exception à la règle : Meral Tamer, de *Milliyet*, qui reproche au Président Demirel d'être « le principal responsable du désastre ». <sup>1262</sup> Peu après, elle doit comparaître devant un tribunal, en étant accusée d'insultes envers le Président. <sup>1263</sup> Quant à l'impunité accordée aux citoyens, s'agit-il de « populisme » comme l'affirmait Aktan ? « Le simple citoyen » ne joue-t-il pas un rôle dans plusieurs maillons de la « chaîne de mort » ? Dès lors, pourquoi l'épargner comme c'est habituellement le cas (sachant que sur ce point, il y a des points de vue minoritaires, notamment dans la presse islamiste) ?

Nous considérons la position des journalistes turcs comme contradictoire. D'un côté, ils tiennent à critiquer les « acteurs étatiques » pour leur irresponsabilité, leur corruption ou leur incapacité, même de manière indirecte. De l'autre, ils limitent leurs analyses critiques à ces acteurs, à « l'État », sans vraiment impliquer les citoyens qui entretiennent certainement des rapports beaucoup plus complexes qu'un rapport dominants / dominés avec la classe politique et l'administration. De fait, « l'homme ordinaire » viole aussi les lois de l'urbanisme, donne des pots-de-vin aux autorités, fait de son soutien électoral l'objet d'un marchandage politique... Ce qui veut dire que « l'ordre corrompu » dont il est fait état concerne l'ensemble de la société. Dans cet ordre d'idées, les fonctionnements anormaux sont considérés comme des normes jusqu'au jour de catastrophe où l'on remarque leurs effets sinistres. Les journalistes ne nous présentent donc qu'une partie de cette réalité, en occultant l'autre. Pouvons-nous parler de véritable dénonciation, dans ces conditions ? Il faut rappeler, alors, l'argument précédemment avancé : il ne s'agit pas uniquement de dénonciations par rapport à la catastrophe, mais de l'expression des critiques par rapport au « système » à l'occasion de la catastrophe. Comme le souligne Dombrowsky : « ceux qui font la définition de la catastrophe déclarent ainsi l'usage qu'ils en feront ». <sup>1264</sup>

Une nouvelle fois, nous aurons recours à la notion de « stratégie ». Les journalistes turcs ont l'habitude d'observer « la direction du vent » avant d'agir, une « qualité » qu'ils développent au cours de leur parcours professionnel. Nous ferons donc l'hypothèse que, dans le contexte post-catastrophe de 1999, ils ont encore une fois « choisi leur camp », en prenant en compte la réaction sociale contre le gouvernement et l'administration. Les responsables politiques et publics, débordés par la « surcharge de demandes et d'inputs »

---

<sup>1262</sup> TAMER, Meral, « Enkazın Baş Sorumluları Kim ? », *Milliyet*, 20 août 1999.

<sup>1263</sup> Tamer a été condamnée à 5 ans de prison avec sursis mais elle a déposé un recours devant le Tribunal européen des droits de l'homme, et a été acquittée par ce dernier 8 ans après. TAMER, Meral, « AIHM Demirel'e Karşı Beni Haklı Buldu », *Milliyet*, 29 juin 2007.

<sup>1264</sup> DOMBROWSKY, op. cit., p.21.

causée par le désastre<sup>1265</sup>, redoutent d'ailleurs l'amplification de cette réaction en raison de leurs éventuelles conséquences politiques. En même temps, ils ne peuvent pas envisager de se confronter à la société directement en faisant fonctionner des méthodes autoritaires pour la minimiser. C'est pourquoi, les médias s'adosent au « peuple » pour prononcer des discours critiques contre le « système ». La réaction sociale devient une source de légitimité pour s'exprimer, mais en même temps une limite à l'expression : quand on critique « l'État », sachant que les citoyens sont en colère contre les autorités, on ne peut pas prendre le risque d'accuser en même temps la société et ainsi de se priver de sa légitimité. On reprend donc, même partiellement, même si on sait qu'il est irréaliste, le schéma qui domine dans l'esprit des citoyens turcs qui se considèrent comme les victimes du « système ».

#### **À propos du « système corrompu »**

Dans la première partie de notre thèse, nous avons parlé d'une « chasse aux responsables » qui a suivi le tremblement de terre du 17 août 1999. Nous avons vu que plusieurs « responsables » ont été accusés : les promoteurs, les hommes politiques, les bureaucrates, les élus locaux et finalement, le citoyen aussi. Cela revenait, en fin de compte, à déclarer la société entière comme responsable de ce qui est survenu. Si certains individus étaient « activement » responsables (par exemple les politiques qui ont déclaré des amnisties urbaines pour des raisons clientélistes), d'autres l'étaient « passivement » (par exemple les citoyens qui n'ont pas porté plainte contre les violations des plans d'urbanisme). Ainsi, la « faute » de « l'homme de la rue » était minimisée mais en conséquence, on admettait (en général tacitement) le fait de vivre dans un « ordre » corrompu dont tous les acteurs font partie, volontairement ou non.

Nous avons déjà rencontré le terme d'ordre lorsque nous avons étudié les tremblements de terre de l'époque républicaine dans la deuxième partie. Comme nous l'avons vu, il correspond à une partie des discours de gauche à partir des années 60 en tant qu'un élément d'interprétation de la réalité sociale : un « ordre » dans lequel une classe dominait les autres. En 1999, il est plutôt un terme « générique », qui ne relève pas toujours d'une vision idéologique. Son utilisation est fréquente, généralisée et il existe désormais un autre terme ayant la même signification, auquel on a recours aussi : « le système ». Ces différents termes sont susceptibles d'avoir un usage dans toutes les controverses sociopolitiques, économiques. Vagues et indéfinis, ils constituent un moyen pour rapidement terminer les débats par une conclusion générale, comme par exemple : « le système doit être changé ». Mais en quoi consiste ce « système » ? Il est difficile de donner une réponse précise à cette question. En tout cas, on ne parle pas spécifiquement du système politique, ou par exemple de l'économie. D'après nos observations, on fait

---

<sup>1265</sup> OLSON, op.cit., p.276. La catastrophe constitue « une source de stress majeur sur le système politique en tant qu'une surcharge de demandes et d'*inputs* ».

plutôt allusion à l'ensemble du fonctionnement de la société, des rapports sociaux, économiques, politiques, des valeurs...

Par contre, le terme de « système » a une connotation péjorative dans le sens où on renvoie à un contexte dans lequel les intérêts individuels devançant la rationalité et l'éthique. Pour des raisons de survie ou suite à un changement de valeurs comme lorsque le patrimoine devient le critère de réussite le plus important) les individus adoptent et normalisent toutes sortes de déviations. Echapper à la fiscalité peut être considéré comme un signe d'habileté commerciale.

Alors, quel que soit le débat (par exemple les conséquences d'une catastrophe), introduire le terme de « système » est un moyen qui permet à la fois de faire des constats, des critiques et de nier sa part de responsabilité : je ne peux pas échapper à la déviance parce que tous les autres sont des déviants. D'ailleurs, la reconnaissance (désespérée) de l'impossibilité de « changer le système » (tâche « colossale voire « impossible ») accompagne souvent cet argument. Selon nous il existe un point intéressant à ajouter. Les deux termes (l'ordre et le système) font allusion à « un ensemble composé d'éléments qui fonctionnent de manière harmonieuse. » Cela revient à dire que même si la façon dont il fonctionne est inadmissible, l'existence d'un « mécanisme » est admis : un jeu qui a ses propres règles, ses propres routines, ses propres valeurs, face auquel il peut y avoir trois positions individuelles : 1/ s'adapter ; 2/ refuser ; 3/ respecter ou refuser en fonction du contexte.

Selon nous, cet usage spécifique des notions « système » et « ordre » montre que la société turque considère ses problèmes comme « chroniques » plutôt que « épisodiques », et « épidémiques » plutôt que « sporadiques ». Nous avons choisi ces termes médicaux car nous avons observé qu'en Turquie, l'idée de « système corrompu » était souvent associée à l'image de « maladie contagieuse, incurable ». Bref, une situation non-désirée et un processus incontrôlable, irréversible. Cette vision a également une influence non-négligeable sur les auteurs que nous citons dans ce travail, qui ont visiblement tendance à présenter le tremblement de terre comme une occasion d'entreprendre « un changement radical » dans tous les secteurs, « des réformes en profondeur » dans tous les domaines, afin de résoudre les problèmes majeurs qu'ils constatent dans la Turquie de 1999. La complexité des conditions qu'ils critiquent les incite à épouser l'idée de « rupture », de « tabula rasa » même si leurs priorités (le contenu et le mode de changement prévu) varient selon leur vision politique.<sup>1266</sup> En caricaturant un peu, nous pouvons avancer qu'une vision que nous pouvons qualifier de « pessimiste », selon laquelle « rien ne va comme il faut et tout sera pire » est très ancrée dans la société turque, probablement comme conséquence de la détérioration des conditions de vie dans les deux dernières décennies.<sup>1267</sup> Il est important de prendre ce facteur en considération en interprétant les arguments sur le système politique turc.

Nous pouvons tenter d'expliquer cette vision « pessimiste » en nous référant à Melvin Seaman, auteur d'une théorie, qui est l'objet de controverses, sur la réaction

---

<sup>1266</sup> CIVA OĞLU Güneri, « Çizgiyi Çekmek », *Milliyet*, 27 août 1999.

<sup>1267</sup> D'après un sondage effectué en 1996 par INRA en Turquie, 75 % des interviewés affirmaient que la situation en Turquie se détériorait d'avantage. Ce pourcentage constituait le plus élevé parmi les 40 pays étudiés en termes de « pessimisme ». Voir « Türk Halkı Yarınından Endişeli », *Yeni Yüzyıl*, 19 septembre 1996, p.10.

sociale au changement.<sup>1268</sup> Seeman avance que la disparition de la société traditionnelle a souvent un impact puissant et « destructeur », que nous pouvons observer à travers les comportements individuels. Le passage à la société « moderne » cause l'aliénation chez les individus, qu'on peut repérer à travers six notions / composantes, six « sentiments » d'après les termes de Seeman : *d'impuissance, de perte de sens, d'absence de normes, d'isolement des valeurs, de désaffection, d'isolement social*. Ici, nous ne reprendrons que la première, qui nous semble particulièrement intéressante pour réfléchir sur le « pessimisme turc ». Le sentiment d'impuissance consiste à sous-estimer le rôle du comportement de l'individu sur la possibilité d'occurrence d'une situation désirée par celui-ci. Il peut être question d'un objectif personnel ou social. Pour l'individu aliéné, « le contrôle se trouve ailleurs, dans les mains des forces extérieures, des puissants « autres », de la chance, du destin.»<sup>1269</sup> Nous pouvons avancer que cette approche est valable pour le cas de l'individu turc à la fin des années 90. Il serait légitime de dire que les effets d'une transformation sociale rapide, les difficultés des conditions socio-économiques et l'inefficacité du système politique ont suscité un tel sentiment d'impuissance chez les individus en Turquie.

---

<sup>1268</sup> VAGO, op.cit., pp. 266-269.

<sup>1269</sup> Ibid.

### ***Section 3. La catastrophe comme occasion de rupture avec l'ordre ancien, comme cause d'émergence de la société civile***

---

#### ***1. Le discours de rupture avec l'ordre ancien***

Selon un grand nombre de journalistes le désastre du 17 août 1999 annonçait une « nouvelle époque » dans l'histoire de la Turquie. L'idée principale était que les citoyens turcs avaient alors pris conscience de certaines réalités ou qu'ils avaient admis les réalités qu'ils préféraient ignorer : « La Turquie s'est retrouvée face à face avec les réalités. Tout le monde est d'accord là-dessus. Désormais, tout doit être différent. On est d'accord là-dessus aussi. Mais si tout sera différent, cela ne se réalisera pas spontanément. [...] A partir de maintenant, chacun fera tout ce qui relève de soi de façon différente. Aurons-nous du succès dans cela ? [...] A mon avis, nous serons contraints de changer notre idée sur l'État. [...] Nous avons essayé de diminuer l'État. En le faisant, nous lui avons coupé les veines vitales au lieu d'éliminer ses tâches superflues pour le renforcer. [...] Nous n'avons pas de politique d'industrialisation. Nous n'avons pas de politique d'urbanisation. [...] Nous sommes obligés de distribuer nos établissements industriels sur le territoire national en tant que germes de croissance. Nous sommes obligés de trouver les moyens de rendre nos habitants heureux dans leurs régions natales. [...] D'après moi, il faudra que nous cessions de considérer les notions de privatisation et d'étatisation comme des tabous indiscutables. Nous ne devons pas oublier que ce qui importe est l'offre du service, et non pas par qui il est offert. [...] Oui il y a beaucoup de choses à faire. Venez, prenons ce séisme comme un *milat*. »<sup>1270</sup>

Mais le changement n'apparaît pas limité aux questions « techniques ». Il concerne également « le questionnement de toutes les institutions et la restructuration du pays »<sup>1271</sup>, « l'affaiblissement de l'hégémonie étatique »<sup>1272</sup>, « la fin de l'individu opportuniste »<sup>1273</sup>,

---

<sup>1270</sup> ERTUNA, Özer, « Milat », *Radikal*, 6 septembre 1999.

<sup>1271</sup> « Taşlar Oynadı », *Sabah*, 7 septembre 1999, p.1

<sup>1272</sup> LIVANELI, Zülfü, « Devleti Yaratan İnsandır », *Sabah*, 10 septembre 1999, p.5.

<sup>1273</sup> DOĞRU, Necati, « Veli Göçer İçeride Donanma Mütteahhiti Dışarıda », *Sabah*, 1 octobre 1999, p.9.



« l'amélioration des services publics et de la bureaucratie »<sup>1274</sup>, « la révision de la structure de l'État »<sup>1275</sup>, « la révolution des classes moyennes »<sup>1276</sup>, « remplacer le système corrompu »<sup>1277</sup>, « [désormais] considérer la science comme guide et faire respecter les lois ».<sup>1278</sup>

Le slogan principal était « rien ne sera plus comme auparavant ». Le séisme était physique, mais on espérait qu'il serait « social, politique, juridique » aussi. *Les responsables* seraient punis pour leurs crimes. On ne ferait plus de la politique pour accéder aux ressources publiques et les détourner. « Le pillage des terrains [publics] », comme on dit en turc, et la spéculation foncière et immobilière ne seraient plus la source d'enrichissement principal, les principes d'urbanisation ainsi que les règles du génie civil seraient désormais pris en compte. Les élus, qu'ils soient au niveau national ou local, ainsi que les administrateurs publics seraient systématiquement contrôlés, et en premier lieu par les citoyens. Ces derniers seraient plus présents dans la vie politique, ils défendraient de plus en plus leurs droits, tout en étant conscients de leurs devoirs.

Divers exemples d'un tel discours peuvent être donnés. Orhan Bursalı de *Cumhuriyet* écrit : « le tremblement de terre est le point de départ pour la mise en place d'une nouvelle mentalité, d'un nouvel esprit, d'une nouvelle vision administrative moderne, scientifique et technique pour toute la Turquie. Il est un *milat* administratif. »<sup>1279</sup> Et selon Aydın Engin, du même journal, «le tremblement de terre sera un *milat* pour qu'une série de jugements acceptés comme tels par la société soient reconsidérés, discutés. [...] Les valeurs qui permettent l'existence d'un État à la fois protecteur et destructeur sont ébranlées [...]. »<sup>1280</sup> Nous jugeons intéressante la certitude avec laquelle ces auteurs prévoient le « changement à l'horizon », comme s'il était quasiment inévitable à leurs yeux : « Désormais, rien ne peut continuer comme avant. La société le met en évidence par la réaction qu'elle a montrée. La société turque n'est plus fataliste comme auparavant. »<sup>1281</sup> Beaucoup de journalistes qui voient dans le séisme un événement historique annonçant une nouvelle voie, une « rupture créatrice » prétendent également être la « voix de la société », ses porte-paroles. La métaphore du « sommeil - réveil » a été fréquemment utilisée dans le contexte post-séisme : *être réveillé par*

---

<sup>1274</sup> GÖĞÜŞ, Zeynep, « Devrimci », *Sabah*, 26 août 1999, p.22.

<sup>1275</sup> ÖZKÖK, Ertuğrul, « Depremden Önce – Depremden Sonra », *Hürriyet*, 24 août 1999, p.9.

<sup>1276</sup> TURGUT, Serdar, « Orta Sınıf Devrimi », *Hürriyet*, 26 août 1999, p.6.

<sup>1277</sup> DÜNDAR, Uğur, « Başbakan Ecevit'e Açık Mektup », *Hürriyet*, 29 août 1999, p.15.

<sup>1278</sup> ERGIN, Sedat, « Deprem ve Af », *Hürriyet*, 29 août 1999, p.20.

<sup>1279</sup> BURSALI, Orhan, « Yönetim Miladı », *Cumhuriyet*, 24 août 1999, p.6.

<sup>1280</sup> ENGIN, Aydın, « Devletimizin İçgüdüleri », *Cumhuriyet*, 27 août 1999, p.6.

<sup>1281</sup> TÜRENÇ Tufan, « Batılılar Bu Kez de Gürleyip Yağmazsa... », *Hürriyet*, 30 août 1999.

*les secousses, ouvrir les yeux, reprendre conscience*, etc. La réaction de la société contre les autorités, la mobilisation citoyenne ont été interprétées comme le signe d'un changement soudain « d'état de conscience », de mentalité, chez les Turcs. Les analogies historiques auxquelles ils ont recours pour justifier leur perception peuvent nous donner une meilleure idée du potentiel qu'ils ont accordé à l'événement.

Dans *Sabah*, Zeynep Atikkan nous parle de la « révolution culturelle qui aura prochainement lieu dans la Turquie secouée par la terre ».<sup>1282</sup> Zülfü Livaneli fait le parallèle entre le séisme du 17 août et la chute du mur de Berlin : « En réalité, ce type d'État a disparu avec l'effondrement du mur de Berlin, en 1989. Le nôtre a continué à résister depuis 10 ans mais il semble que le changement suscité par le tremblement de terre de Marmara fera l'effet du mur de Berlin [en Turquie]. »<sup>1283</sup> Cette analogie a été d'ailleurs reprise par Derya Sazak, dans *Milliyet* qui évoque son entretien avec Bülent Eczacıbaşı, président de l'Association des industriels et des hommes d'affaires de Turquie à ce moment-là :

« Bülent Eczacıbaşı demande : *'Est-il vrai que rien ne sera comme avant après le tremblement de terre ?'* Est-il possible de défendre le contraire ? [Le séisme est] comme la chute du mur de Berlin... La vie punit ceux qui sont en retard. Acceptons que la Turquie du XXI<sup>e</sup> siècle ne peut pas être structurée par la 'ruine politique' suscitée par le séisme. [...] La vague qui monte du fond porte la demande de démocratie de la société. Même Tüsiad appelle les politiques à s'éloigner des 'aphorismes', à entendre cette voix, à préparer le terrain pour les libertés. Alors pourquoi résister, freiner ? Par qui, par quels milieux sont posés les obstacles ? Eczacıbaşı nous donne la clé de la réponse : *'la société réclame davantage de bien-être mais elle croit que la croissance est bloquée par les cercles qui sont pour la continuation de l'économie informelle, qui craignent la concurrence, qui emploient de la main d'œuvre illégale, qui sont à la poursuite de la rente politique.'* La société veut un monde politique propre mais la Constitution fait qu'il est difficile pour elle de s'exprimer. La loi sur les partis politiques facilite l'emprise des leaders sur les partis. Notre constitution donne la possibilité aux politiques de commettre des crimes sans être poursuivis. Telles sont les conditions qui causent la propagation de la demande de démocratie dans la société. La République... ou la démocratie ? Si nous disons 'toutes les deux', alors c'est 'l'homme libre' qui doit être notre dénominateur commun. »<sup>1284</sup>

---

<sup>1282</sup> GÖĞÜŞ, Zeynep, « Devrimci », *Sabah*, 26 août 1999, p.8.

<sup>1283</sup> LIVANELI, Zülfü, « Devleti Yaratan Insandır », *Sabah*, 10 septembre 1999, p.5. Voir aussi « Türkiye Değişirken », *Sabah*, 5 septembre 1999, p.5.

<sup>1284</sup> SAZAK, Derya, « Aforizmalar », *Milliyet*, 12 septembre 1999. Sazak fait allusion à la fin de la RDA : « Lorsque le Mur de Berlin a été démoli, Gorbatchev avertit le chef d'État [allemand] Honecker qui refuse de

Mais l'analogie la plus intéressante à nos yeux est celle d'Ismet Berkan, du quotidien *Radikal* qui – en parlant de la tentative de mise en place d'un impôt supplémentaire du gouvernement – fait allusion à l'événement qui a allumé la flamme de la Révolution américaine : « Comme vous le savez, le gouvernement a tenté de mettre en place un 'impôt de séisme' pour les dépenses relatives au séisme, dont le total est inconnu au moment présent. Il a fait face à une telle réaction qu'il a dû l'annuler. En réalité, cette réaction avait lieu par rapport à la question de l'utilisation appropriée des fonds collectés et non pas par rapport à l'imposition. Le fait que les gens aient eu une telle réaction et que, suite à cette réaction, il y ait eu le veto du projet de loi sur l'amnistie générale par le Président Demirel a suscité chez tout le monde, y compris en moi, l'idée que 'rien ne sera plus jamais comme auparavant'. Ce n'est pas simple : à ma connaissance, dans l'histoire de la République et probablement dans l'histoire de ce territoire, c'est la première fois que les citoyens demandent des comptes pour les impôts qu'ils payent. Je ne sais pas pourquoi, cela m'a rappelé l'histoire de la Révolution américaine. [suit un résumé de l'incident du *Boston Tea Party*] Comme nous l'avons vu dans cette histoire, le soulèvement à cause de l'imposition et le slogan 'pas d'impôt sans représentation [politique]' ont donné naissance à une transformation majeure dans l'histoire du monde. C'est peut-être le tour de la Turquie maintenant ! » <sup>1285</sup>

Les propos que nous avons cités ci-dessus peuvent être qualifiés d'optimistes dans la mesure où on parle de l'occurrence du changement attendu comme une fatalité. Nous pouvons citer des auteurs ayant une position plus modérée là-dessus. Ceux-ci admettent aussi que le tremblement de terre du 17 août est un événement très marquant, susceptible de devenir un « tournant », mais à condition que la société fasse un effort (considérable) pour qu'il le soit. Autrement dit, le grand changement sociopolitique catalysé par la catastrophe n'est pas une évidence pour ces journalistes. Ils avancent l'idée que ce sont les efforts de tous les individus de toutes les classes sociales qui feront du séisme la rupture souhaitée. Reprenons les arguments respectivement de Murat Belge, et de Selim Tursen.

« Comme il est doté de la raison, l'être humain a la capacité de tirer des leçons positives des catastrophes qui le frappent, du moins théoriquement. À cet égard, ce dernier tremblement de terre nous donne une occasion de recommencement malgré tous les

---

démissionner, avec le propos suivant : 'la vie punit celui qui est en retard'. [...] Quelques mois ont été suffisants pour que les dictatures jugées indestructibles s'effondrent comme des châteaux de cartes. Parce que le mur dans les esprits s'était déjà effondré. » (d'après un autre article de l'auteur : « Tarihin Sonu », *Milliyet*, 1 septembre 1999).

<sup>1285</sup> BERKAN, Ismet, « 17 Ağustos Depremi ve Boston Tea Party », *Radikal*, 12 septembre 1999.

malheurs qu'il a suscités – à condition que nous ayons suffisamment mûri pour le faire. À mon avis, nous avons compris que le bilan de la catastrophe relève plutôt de nos erreurs que de la magnitude du séisme. Nous avons commencé à débattre du mauvais emplacement [des bâtiments], de l'utilisation insuffisante du matériel mais aussi du système qui rend possible tout cela, de l'alliance inévitable de l'obsession d'enrichissement et de la corruption. [...] J'essaye de dire la chose suivante : nous avons tiré la leçon de la nécessité de construire des bâtiments plus solides, mais est-ce que nous avons changé notre mentalité qui nous permettait de faire de mauvais bâtiments ? »<sup>1286</sup> « Le séisme de Marmara a offert une chance à la Turquie qui avait perdu le contrôle du système [corrompu] qu'elle avait créé. [...] Nous sommes face à un travail de 'reconstruction' colossal. Il faut construire quelque chose de nouveau, et non pas remettre sur pied l'ancien. Cela signifie une rupture avec la période pré-séisme (on affirme fréquemment que le séisme est perçu comme un *Milat*) à tous les niveaux et un effort pour nous développer. Nous sommes obligés de 'dépasser' notre sous-développement (matériel et spirituel) qu'il ne faut plus camoufler. Cela nécessite un effort 'total'. D'un côté se présentent la société officielle, l'État et le gouvernement, qui sont les éléments indispensables de cet effort. Mais de l'autre côté se trouve la société elle-même, avec ses individus, avec ses organisations. Au terme de cet effort, nous pouvons arriver au point où la 'communauté' devient la 'société [...] »<sup>1287</sup>

« Le dessous de table et le vol. La pauvreté n'est pas l'unique raison de l'utilisation insuffisante du fer et du ciment dans les constructions en Turquie. Beaucoup de logements se sont transformés en ruines à cause de l'obsession de l'argent des promoteurs, des ingénieurs, des responsables de mairie. Les maires qui étaient en fonction lorsque ces bâtiments ont été construits sont également responsables au premier degré du massacre sismique, notamment pour ne pas avoir contrôlé leurs subordonnés. Celui qui a approuvé le projet d'un bâtiment qui s'est effondré alors que tous les bâtiments voisins sont intacts, doit être jugé, ainsi que [...] toutes les autres personnes qui ont leur signature sur le projet. » Ensuite Tursen évoque le « cas japonais » pour suggérer que la Turquie suive cet exemple, qu'elle adopte les dernières technologies parasismiques. En conséquence, « si la Turquie veut sauver son avenir, elle doit bien interpréter cette leçon amère pour s'en servir comme une chance de renaître. »<sup>1288</sup>

---

<sup>1286</sup> BELGE, Murat, « Bir Fırsat », *Radikal*, 28 août 1999.

<sup>1287</sup> BELGE, Murat, « Yeniden İnşa », *Radikal*, 29 août 1999.

<sup>1288</sup> TURSEN, Selim, « Yeniden Doğuş », *Radikal*, 20 août 1999.

Il serait erroné d'affirmer que l'ensemble des journalistes adhère sans exception à l'idée de voir la catastrophe comme le début (réel ou potentiel) d'un changement total qui affectera la société à tous les niveaux et dans tous les domaines. Même s'ils étaient minoritaires, il y a eu des chroniqueurs qui ont fait « appel à la raison » en justifiant leur position par les expériences du passé, notamment par le cas de *Susurluk*.

Dans *Radikal*, Türker Alkan écrit : « Ce qu'on attend du changement n'est pas très clair. Si j'ai bien compris, il s'agit d'une demande d'un *establishment* politique plus sensible, d'une organisation civile et d'un contrôle plus efficaces. La démocratisation d'une société n'est pas facile. Elle nécessite des transformations sociales très profondes. Ce séisme ne peut certainement pas causer [à lui seul] une telle transformation. Mais s'il existe un potentiel de démocratisation dans la société, accumulé depuis longtemps et qui attend pour surgir, il peut constituer un prétexte, un catalyseur pour qu'il le fasse. On a déjà observé que des chocs sociaux majeurs causent ce type de transformations profondes. [...] L'idée est que le dernier séisme suscitera des changements profonds non seulement en termes de démocratisation mais aussi en termes de relations internationales. [...] Tout comme pour le changement dans la vie sociale, il ne me paraît pas logique de souhaiter ce type de changements miraculeux dans les relations internationales sans avoir non plus réuni préalablement les conditions nécessaires [...] Dans quelle mesure ce désastre peut-il engendrer la démocratisation ? Il est difficile de le prévoir dès maintenant. [...] En conséquence, certaines choses peuvent changer même si 'tout' ne change pas. Mais s'il faut dire la vérité, personnellement j'en doute. ». Alkan rappelle qu'à la suite de l'accident de la route de *Susurluk*, on a également utilisé le slogan « rien ne sera plus comme auparavant » mais finalement, les accusés du procès relatif à cet accident sont restés impunis, malgré toute la réaction de la société. « Ceux qui ont torturé les enfants, ceux qui ont tué les journalistes en les passant à tabac, ceux qui ont construit des immeubles pourris ont été acquittés. [...] Il faut être vraiment optimiste pour dire 'rien ne sera plus comme auparavant' ». <sup>1289</sup>

Metin Toker, du quotidien *Milliyet*, va dans le même sens : « Tout comme il y a eu des personnes qui ont imaginé que 'rien ne serait plus comme auparavant après *Susurluk*', il y en a d'autres maintenant qui espèrent que 'rien ne sera plus comme auparavant après le 17 août'. Bien entendu, le premier [slogan] a disparu tandis que le deuxième est déjà prononcé avec moins d'enthousiasme, mais je crois qu'il est préférable de voir la réalité. Parce que juger les événements de manière subjective, émotionnelle et non pas objective,

---

<sup>1289</sup> ALKAN, Türker, « Herşey Nasıl Olacak ? », *Radikal*, 1 septembre 1999.

réaliste conduit à la déception, et lorsque la société se réveille, elle se trouve en arrière par rapport à son point de départ. Avec une désespérance aggravée. [...] Des constats de type 'la résistance de la société', 'la révolté civile' font joli mais cette société ne peut pas empêcher qu'un gouvernement gèle les salaires d'un côté et augmente le prix de l'essence deux fois par mois de l'autre, accroisse le prix du tabac et de l'alcool tous les deux mois. Au contraire elle subit tout cela en silence. Ces politiques signifieraient la fin d'un tel gouvernement dans d'autres sociétés du monde. Ici, c'est la Turquie et ce sont les Turcs qui y vivent. Et les Turcs vivent de cette manière, et ils continueront ainsi ! Non, ce n'est pas une question d'être optimiste ou pessimiste. Il y a 75 ans, nous avons commencé un mouvement pour rattraper le niveau de la civilisation moderne et nous étions sur la bonne voie. Aujourd'hui, si on veut vraiment que 'rien ne soit plus comme avant', il faut chercher à comprendre pourquoi cette société s'est retrouvée largement en dessous du niveau de la civilisation moderne [...]»<sup>1290</sup>

Toujours dans *Milliyet*, Haluk Şahin fait une analyse dans laquelle il tente de comparer les deux points de vue et de les mettre en balance, avant d'indiquer les scénarios possibles – à ses yeux – pour la mobilisation citoyenne post-catastrophe : « Il y a quelques jours, j'ai participé à une réunion dans laquelle se trouvaient les intellectuels 'distingués' de notre pays. On a directement lancé un débat sur le changement supposé introduit par le séisme en Turquie. Deux conclusions en ont été tirées. Un : avec le tremblement de terre du 17 août, tout a changé en Turquie, rien ne pourra désormais plus être comme auparavant. Deux : pour l'essentiel, rien n'a changé, tout sera oublié avec un peu de temps, tout sera pareil. Celui qui défendait le second point de vue était un des meilleurs spécialistes des sondages d'opinion de notre pays. À son avis, le discours de changement radical était sans fondements. Le peuple se plaignait parce qu'il avait peur et ces plaintes quotidiennes étaient interprétées comme le signe d'un mécontentement beaucoup plus grand. Une fois les séismes passés et que la vie retrouve son cours 'normal', la grande majorité se retirera chez soi, pour retrouver sa position conservatrice. Il affirmait cela parce qu'il avait déjà observé plusieurs fois des vents de changement semblables. [...] On a un peu discuté du fait de savoir si l'initiative civile que nous avons découverte tous ensemble pourrait devenir ou non la locomotive de cette envie de changement. Les opinions n'étaient pas vraiment positives là-dessus : les groupes émergents n'avaient ni le pouvoir, ni la préparation pour porter une telle demande pour le changement. »<sup>1291</sup> Ensuite, Şahin écrit

---

<sup>1290</sup> TOKER, Metin, « Hayal ve Gerçek », *Milliyet*, 12 septembre 1999.

<sup>1291</sup> ŞAHİN, Haluk, « Ne Değişti ? », *Radikal*, 18 septembre 1999.

qu'il existe trois possibilités concernant l'avenir de « la vague d'énergie civile apparue après le 17 août » : 1/ une politisation qui lui permettra de marcher vers le pouvoir ; 2/ une intégration dans le système qui l'amortira (Şahin donne les « soixante-huitards » comme exemple) ; 3/ une exploitation par des groupes extrémistes, au cas où la demande de changement ne serait pas satisfaite. Enfin, il ajoute qu'est venu le « temps de méditation pour ceux qui aiment la Turquie, afin qu'ils trouvent ce qu'il faut faire pour que cette grande énergie de changement ne soit pas gaspillée. »<sup>1292</sup>

En fonction de ce que nous avons vu jusqu'ici, que pouvons-nous dire sur ce discours de changement ? Suivant le cadre d'analyse proposé par Steven Vago, il conviendrait de discuter 1/ du contenu et du niveau du changement ; 2/ de la source du changement ; 3/ de la vitesse et de la durée du changement. Commençons donc par le premier. En lisant les propos des chroniqueurs, nous avons eu une idée du contenu du changement qu'ils ont « attendu ». Autrement dit, nous savons ce qu'ils voudraient voir changer dans la Turquie de 1999. Mais cette information n'est pas encore organisée de manière systématique. Nous tâcherons donc de le faire ci-après.

D'après Vago, « le changement, quand il existe, est la mutation de quelque chose ayant une identité spécifique, qu'il s'agisse d'une norme, d'un lien ou [par exemple] du taux de divorce. L'échec à spécifier l'identité de ce qui change peut facilement [nous] mener vers la confusion. »<sup>1293</sup> Dans le cas du discours post-17 août, il est difficile de parler d'un seul changement ou d'un seul type de changement prévu. Visiblement, il s'agit d'une série de changements qui affecteront plusieurs « niveaux » en même temps. Par le terme de niveau, nous entendons « le cadre de changement en relation avec le nombre de personnes ou de groupes dont les normes ou les arrangements sociaux seront affectés ou altérés ». <sup>1294</sup> Essayons donc « d'identifier » les changements dont l'occurrence a été prévue par les journalistes, en remontant du niveau individuel au niveau social. <sup>1295</sup>

Au niveau individuel, le changement consiste en des changements d'attitudes, de croyances, d'aspirations et de motivations. Souvenons-nous donc des changements réservés à l'individu dans le schéma dessiné par les chroniqueurs. L'individu de « l'après-*milat* » serait d'abord moins intéressé par l'enrichissement économique qui est une motivation « égoïste » et qui nuit finalement au bien collectif. Rationnel, il deviendrait également un individu « honnête » (qui évite les couloirs obscurs de la corruption),

---

<sup>1292</sup> Ibid.

<sup>1293</sup> VAGO, op.cit., p.5.

<sup>1294</sup> Ibid.

<sup>1295</sup> Cette classification selon le cadre du changement a été reprise de Vago aussi, ibid., p.5.

« concerné par les affaires du cité », et il veillerait au bon fonctionnement du système (notamment en participant à la vie politique). Faisant le lien avec la modernité, les journalistes qui ont tant dénoncé le côté pré-moderne de la Turquie semblent réclamer « l'homme moderne » décrit par Alex Inkeles et David H. Smith : « un citoyen informé et participant ; ayant un sens de l'efficacité remarquable ; hautement indépendant et autonome par rapport à ses relations aux sources d'influence traditionnelles ; prêt pour de nouvelles idées et expériences, ce qui montre qu'il a un esprit ouvert et qu'il est flexible sur le plan cognitif ». <sup>1296</sup>

Les critiques de l'administration publique turque, accompagnées de la demande de réforme administrative peuvent donc être considérées comme l'expression d'une demande pour un changement au niveau organisationnel : une administration plus rationnelle, plus efficace, plus sensible aux droits et aux demandes des citoyens, et surtout moins présente dans la sphère privée des individus. Il ne serait pas erroné de placer l'argumentation concernant « une société civile composée des ONG désormais plus fortes, plus présentes sur la scène politique » dans cette catégorie-là non plus. Nous pouvons faire l'analogie avec une balance puisque les deux changements semblent être liés dans l'esprit des journalistes : la société civile gagne du poids tandis que « l'État » en perd. Au niveau institutionnel, nous entendons (naturellement) un changement dont le cadre est limité à une institution sociale. Selon nous il serait légitime de considérer le politique comme une institution aussi, avec ses acteurs, ses pratiques, ses coutumes et son rôle, « institutionnalisés » dans le temps (et spécifiques au contexte local). En ce sens, il est clair qu'une partie considérable de la rhétorique de changement post-séisme est consacrée aux acteurs, aux objectifs, aux règles de l'*establishment* en Turquie : par exemple, l'enjeu politique principal ne serait désormais plus la redistribution partisane des ressources publiques... On a vu la catastrophe comme la fin du clientélisme, la fin des partis politiques « oligarchiques » ; on envisage la modification des rapports citoyen-homme politique, etc.

Enfin, le niveau social : le changement consiste à ce niveau en la modification de la stratification sociale, du système économique ou politique. Tenant compte des arguments que nous avons vus, il serait difficile de supposer que les journalistes turcs ont prévu un changement très important au niveau social. Certes, ils sont favorables à une meilleure redistribution de la richesse et à l'amélioration des conditions de vie pour tous les citoyens, qu'ils considèrent comme obligatoire pour dépasser un certain nombre de problèmes (par exemple, l'urbanisation illégale). Ils font allusion au « capitalisme sauvage » et à la

---

<sup>1296</sup> Ibid., p.99.



« paralysie du système politique ». Néanmoins, ils ne mettent pas en question l'économie libérale ou la république démocratique en tant que notions. Au fond, ils contestent la forme que prennent ces notions dans le contexte local (qu'ils considèrent comme des déviations nocives). Les chroniqueurs islamistes, par contre, semblent espérer un changement d'ordre systémique. Nous préférons cependant rester prudents et ne pas avancer qu'ils ont fait allusion, par exemple, à la fin de la république en tant que système politique de la Turquie. Leur argumentation ne va pas jusque-là. Pourtant, ils laissent entendre qu'ils contestent du moins le principe de laïcité et qu'ils désirent l'augmentation du poids de la religion dans tous les aspects de la vie sociale. Cela peut être considéré comme une aspiration au changement au niveau social.

À présent, nous pouvons discuter de la deuxième dimension du changement social : ses sources. D'après Vago, « les sources de changement [social] considérées comme importantes par la sociologie incluent la technologie, l'idéologie, la compétition, le conflit, les facteurs politiques et économiques et les tensions structurelles. Toutes ces sources de changement sont interconnectées à travers une multitude de liens. Les facteurs économiques, politiques et technologiques y figurent côte à côte avec l'idéologie, la compétition, le conflit et les tensions structurelles. Par conséquent, il faut faire attention à ne pas privilégier une de ces sources. Il faut admettre qu'il est – en général – tentant et avantageux de mettre en avant un 'déclencheur', un seul facteur, une seule cause, une seule explication et de l'utiliser dans un certain nombre de situations sans faire de distinction. Mais cela peut se traduire par une explication incomplète et probablement erronée de la situation étudiée. »<sup>1297</sup>

Nous proposer un événement « déclencheur », n'est-ce pas ce que font les journalistes turcs (exception faite d'un petit nombre qui se questionne sur la validité de l'argument « le séisme fera la nouvelle Turquie ») ? Clarifions un point avant de continuer : ce n'est bien sûr pas le séisme en tant qu'événement physique qui est ici considéré comme la source du changement éventuel, mais le fait qu'il ait montré, pour ne pas dire « prouvé », la nécessité de ce changement. Le tremblement de terre du 17 août a été présenté comme une source de changement par rapport à la réaction sociale et la mobilisation qu'il a suscitées ; une source exogène « qui a révélé tous les problèmes principaux de la société (et avec les schémas de causalité) sous les yeux des citoyens qui, ayant tiré des leçons, agiront désormais de manière différente. ».

---

<sup>1297</sup> Ibid., p.10.

Le fait que les journalistes aient accordé autant d'importance à un seul événement comme source de changement peut apparaître irréaliste. Il ne faut cependant pas oublier que ces arguments ont été avancés dans un contexte assez spécial, qui pouvait laisser penser même à un observateur expérimenté (comme nos chroniqueurs) qu'un bouleversement était proche, au moins sur le plan politique : les médias ont reçu des milliers de fax, de courriers, d'appels exprimant la colère des citoyens. Ils ont témoigné d'une mobilisation de citoyens dont l'objectif était d'aider directement les victimes. C'est une première dans l'histoire de la Turquie républicaine et visiblement, une « première » impressionnante en termes de mobilisation. Pourtant, il ne faut pas oublier que le tremblement de terre n'est quand même pas le premier événement à l'occasion duquel on a construit un discours de changement, même si à une échelle plus limitée.

Pourquoi attribuer le rôle « d'événement révélateur », voire « illuminateur » à la catastrophe ? Si cette dernière a révélé un grand nombre de problèmes, depuis les mauvaises pratiques de construction jusqu'à la généralisation de la corruption, il est difficile de dire qu'ils étaient inconnus de la société. On se souvient des critiques à propos de l'État, du système politique, de l'économie : les chroniqueurs faisaient état du clientélisme, de l'archaïsme, de l'opacité, de la corruption, du népotisme, de l'irresponsabilité, de l'autoritarisme, du libéralisme « sauvage »... L'actualité quotidienne de la Turquie est fréquemment marquée par des incidents signalant ces problèmes. Or, comme nous l'avons montré, la presse a insisté sur la formule (un peu exagérée) de « sommeil-réveil », donc sur l'image d'une « prise de conscience très rapide » dans le cas du séisme du 17 août, comme si la société turque était inconsciente de tout cela.

Une première explication est qu'aux yeux des journalistes, le choc « massif » et « direct » du séisme a brisé, dans l'esprit des citoyens turcs, l'illusion qu'ils n'étaient pas affectés par ces problèmes au niveau individuel. La catastrophe a donné une occasion unique aux journalistes de « démontrer » qu'il était possible de perdre sa vie, sa santé, ses biens, son emploi, etc. « directement » à cause de la corruption, de l'irresponsabilité, voire du déficit démocratique. Et cela, en mettant en avant un arbre de causalité – relativement facile à tracer – dont le « tronc » est le désastre et les branches sont les principaux problèmes de la société turque, qu'ils ont évoqués de manière critique. Rappelons un autre slogan du contexte post-séisme : « ce n'est pas le séisme qui tue mais le mauvais bâti ». Mais aussi : « les mauvais bâtiments » existent parce qu'il y a un « système corrompu qui leur permet d'exister, et qu'il faut absolument transformer ». En caricaturant un peu, l'exemple « parfait » est celui du citoyen qui préfère « économiser » sur les matériaux de

construction, en distribuant des pots-de-vin afin d'échapper au contrôle technique. Celui-ci réalise l'importance de respecter les normes du génie civil au matin du 17 août 1999 : une leçon sur la corruption qui a coûté cher, audit citoyen, et que ne peuvent ignorer ceux qui regardent à la télévision les images en provenance de la zone de catastrophe. En ce sens, il est difficile de comparer une catastrophe majeure à un autre événement. La catastrophe est « concrète », elle affecte physiquement un grand nombre de personnes. Elle est également « visible » au sens où elle peut d'atteindre ceux qu'elle n'a pas directement affectés. Son aspect dramatique assure que même les personnes qui ne l'ont pas vécue s'identifient aux victimes (d'où le succès des campagnes de dons, le soutien accordé aux organisations humanitaires, etc.) En temps normal, le phénomène de corruption, par exemple, a beaucoup moins d'impact sur l'individu qui n'y voit pas une menace alarmante contre son ordre habituel. Les effets de la corruption se font sentir « doucement » : une perte économique difficile à percevoir au niveau individuel, une baisse dans la qualité et la fréquence des services publics, etc. En conséquence, nous supposons qu'un événement comme le tremblement de terre du 17 août 1999 rend la société (instantanément) beaucoup plus attentive et sensible que d'habitude aux discours critiques.

Sociologiquement parlant, les « souffrances sociales » (*grievances*) peuvent devenir un des stimulants des mouvements collectifs, et la catastrophe est un événement capable d'imposer brusquement de la souffrance.<sup>1298</sup> A cet égard, nous pouvons avancer que les journalistes turcs ont vu dans la réaction sociale contre les autorités « l'énergie » nécessaire pour démarrer et continuer un mouvement social, entraînant le changement qu'ils appellent de leurs vœux tout comme ils ont vu dans la catastrophe un instrument pour « montrer la réalité aux citoyens ». Les médias écrits ou audio-visuels ont fait attention à transmettre la « parole des victimes », légitimant de cette façon la « souffrance » portée sur la scène politique. Il en résulte un double effet : les médias reproduisent et propagent le discours critique des victimes, révoltées par la catastrophe et, de cette manière, renforcent leur propre légitimité en bénéficiant de celle donnée à ces discours. D'où la présentation du contexte post-séisme comme « l'entrée en scène », voire « la naissance » de la société civile en Turquie, en tant que « signe » mais aussi en tant « qu'acteur principal » du changement souhaité.

---

<sup>1298</sup> TAVERA-FENOLLOSA, Ligia, **Social Movements and Civil Society : The Mexico City 1985 Earthquake Victim Movement**, Thèse de doctorat soutenu à l'Université de Yale, décembre 1998, p.26-29 ; voir aussi McADAM, Douglas, « Culture and Social Movements », dans CROTHERS, Lane et LOCKHART, Charles (sous dir.), **Culture and Politics**, St.Martin's Press, New York, 2000, p.257.

Selon nous, comprendre la métaphore de *milat*, par laquelle on a désigné une forte rupture, est important aussi car elle fait allusion à un autre élément de la vision des journalistes turcs. Le *milat* est la démarcation entre *l'avant-séisme* et *l'après-séisme* : le premier temps renvoie à la Turquie assimilée à un « système » critiqué tandis que le deuxième est une Turquie « transformée », imaginaire... Les chroniqueurs pensent et présentent la Turquie d'avant-séisme comme étant, avec tous ses dysfonctionnements et ses problèmes, une source en soi de « souffrance sociale » et de « frustration ». Cela semble aussi être une des raisons pour lesquelles ce rôle de « rupture créatrice » a été accordé au tremblement de terre du 17 août 1999 : non seulement il a suscité de la colère et de la souffrance dans la société (qui se transforment en divers types de réactions, susceptibles d'engendrer différentes actions collectives), mais aux yeux des journalistes il était capable également de transformer les frustrations sociales existantes en réaction, en mouvement.

La notion de « frustration relative » avancée par Ted Gurr peut nous aider dans notre argumentation. Celle-ci désigne « un état de tension, une satisfaction attendue et refusée, génératrice d'un potentiel de mécontentement et de violence. La frustration peut se définir comme un solde négatif entre les 'valeurs' – ce terme peut désigner un niveau de revenus, une position hiérarchique, mais aussi des éléments immatériels comme la reconnaissance ou le prestige – qu'un individu détient à un moment donné, et celles qu'il se considère comme en droit d'attendre de sa condition et de sa société. [...] la frustration ici est un fait social. Elle est relative parce que tributaire d'une logique : la comparaison. »<sup>1299</sup> « Gurr voit dans l'intensité des frustrations le carburant des mouvements sociaux. Le franchissement collectif des seuils de frustration est la clé de tout grand mouvement social. »<sup>1300</sup>

Nous pouvons supposer que les conditions susceptibles de produire cette frustration relative semblent exister en Turquie à la fin des années 90. Reprenons certaines formulations que nous avons utilisées au début de la première partie de notre thèse, à propos du contexte du pays en 1999 : « un État avec une constitution mais pas un État constitutionnel », « une société dépolitisée », « *l'establishment* qui verrouille l'accès aux nouveaux acteurs et ne leur laisse aucune possibilité de participation réelle à la vie politique », « une scène politique loin d'être un miroir fidèle de la société turque, très riche en termes ethniques et culturels », « un tissu social toujours fragile et susceptible de générer des conflits », « une transformation économique brusque avec des conséquences

---

<sup>1299</sup> NEVEU, Erik, **Sociologie des mouvements sociaux**, La Découverte, Paris, 2005, p.39.

<sup>1300</sup> Ibid., p.40.

sociales néfastes », « au détriment des valeurs traditionnelles », « une dette publique au niveau de 59,1 % du PIB », « 60 % de la population se contentent de 25 % de la richesse [depuis les années 60], « inégalités entre les régions », « très peu de confiance dans les institutions politiques », « 55 % de la population favorable à une technocratie », « la proportion de ceux qui prévoient la dégradation des conditions en Turquie : 51 % »... Il suffit, en conséquence, de reprendre les critiques des journalistes sur le système politique turc pour compléter ce tableau, dans lequel ils ont vu une éventualité de « franchissement collectif des seuils de frustration ».

Dès lors, un parallèle peut être fait entre la construction par les journalistes d'une image critique de la Turquie et de son fonctionnement politique et l'argument de Robert K. Merton : « les dysfonctionnements, qui normalement ont tendance à faire partie d'un système social peuvent, en cas d'accumulation, aboutir aux types de changements manifestes qui affecteront le système lui-même. »<sup>1301</sup> Par conséquent, « se concentrer sur les dysfonctionnements d'un système aussi bien que sur les fonctionnements, permet d'identifier les sources de changement potentielles tout comme les bases de la stabilité sociale. »<sup>1302</sup> Dans un sens, délibérément ou non, les chroniqueurs ont mis en évidence les sources « endogènes » du changement éventuel (les tensions, les dysfonctionnements, voire les frustrations, les souffrances existant déjà au sein de la société) et ont repéré le désastre comme une source de changement « exogène » qui s'additionnera à ces dernières, initiant un mouvement qui transformera la Turquie :

« Il n'y a pas d'émergence de nouveaux leaders. Ceux qui existent ne réunissent pas des personnes éclairées mais ceux qui sont susceptibles de leur obéir aveuglement. Pas de cadres, de conseillers. Pas de théoriciens. Pas de créateurs. Pas d'équipes capables d'analyser les problèmes, et d'en identifier les causes pour suggérer des solutions. Il n'est plus question, avec toutes ces lacunes, de s'adapter à la vitesse de l'évolution politique, philosophique et technique de l'époque, ni de suivre le changement. Les partis politiques, tout comme leurs leaders, essayent donc de survivre grâce aux groupes d'intérêts qui les rejoignent. Quand le politique ne produit plus de théories, d'idées, de solutions, d'autres passent à l'action pour combler ce vide [ainsi laissé par le politique]. »<sup>1303</sup> Bien entendu, ces « autres » relèvent de l'extérieur du système politique : les citoyens qui agissent à l'occasion de la catastrophe.

---

<sup>1301</sup> VAGO, op.cit., p.61.

<sup>1302</sup> Ibid.

<sup>1303</sup> HEPER, Doğan, « Siyasi Fay Salliyor », *Milliyet*, 11 septembre 1999.

Tout en construisant ce schéma, les journalistes prétendent exprimer la volonté de la société : pour eux, le changement – la sortie de « l'ancienne Turquie » – n'est pas seulement le « projet » de l'intelligentsia, n'est pas une nécessité constatée uniquement par une élite limitée, mais est souhaitée par l'ensemble de la société. Une année après la catastrophe, Cengiz Çandar affirme : « Ce tremblement de terre n'était pas le plus violent, ni le plus destructeur dans l'histoire de la Turquie. Mais pourquoi le 17 août devrait-il être reconnu comme un *milat* ? Il y a plusieurs raisons à cela. En premier lieu, il faut souligner que cette qualification de *milat* reflétait la volonté de changement de la Turquie, voire sa détermination à changer. Le 17 août a mis en évidence cette volonté, cette détermination, de façon frappante. »<sup>1304</sup> Dans *Milliyet*, Derya Sazak laisse la parole à Cem Boyner : « 'Tout le monde veut du changement. Mais les dirigeants cherchent à le réaliser à condition de ne pas être changés eux-mêmes. [...] Nous faisons face à nous-mêmes, à nos institutions. Le changement de la Constitution est devenu inévitable, on ne peut plus l'arrêter.' Notre solidarité de l'après séisme est la victoire de l'humanité globale. Le nationalisme a été écrasé, les voix du fondamentalisme, de l'étatisme, du militarisme ne sont pas aussi fortes qu'avant. La société se réveille et elle contrôlera son propre destin, et je crois en la possibilité d'accélérer ce processus. L'essentiel est la détermination de la société, sa volonté de changement. Cette société, avec sa détermination, procréera son leader. Non, rien ne sera plus comme avant après le tremblement de terre. »<sup>1305</sup>

Ainsi, arrivons-nous à la troisième dimension du changement social : la question de la vitesse et de la durée du changement « prévu ». Cet aspect est un peu plus difficile à travailler que les deux précédents. La difficulté est tout d'abord inhérente aux propriétés de cette « troisième dimension ». Nous pouvons « prévoir » tel ou tel événement qui, selon nous, aura lieu dans le futur mais quelles que soient les raisons ou les données qui nous permettent de faire cette prévision, elle ne demeure qu'une version possible de l'avenir, décrite de manière imprécise. S'il faut faire le lien avec notre sujet, cela revient à dire qu'il est impossible de parler de la vitesse ou de la durée d'un changement social qui n'est pas encore survenu. D'ailleurs, même pour le passé, nous ne pouvons le faire qu'avec une certaine imprécision : le changement social est un processus complexe dont il est difficile d'identifier le début ou la fin. Se référer aux unités de mesure du temps (mois, années...)

---

<sup>1304</sup> ÇANDAR, Cengiz, « Neyin 'milad'ı ? », *Sabah*, 17 août 2000, p.21.

<sup>1305</sup> SAZAK, Derya, « 2000 Kuşığı », *Milliyet*, 22 septembre 1999. Cem Boyner : homme d'affaire turc, fondateur du parti libéral *Nouveau mouvement pour la démocratie* (1994-1997).

n'a généralement aucune utilité. Le changement n'affecte pas non plus tous les membres de la société de la même façon et à la même vitesse. Il est difficile de parler des périodes transitoires qui ne peuvent être que vaguement définies en termes d'unités modernes de temps. Citons Mübeccel Kıray :

« Le changement social survient de manière graduelle. Son impact sur un ensemble ne devient visible qu'à partir du moment où le changement atteint un certain degré. C'est pourquoi dans une société, à un moment donné, certains caractéristiques se trouvent complètement altérées alors que d'autres sont partiellement affectées par le changement. [...] La société demeure toujours un corpus fonctionnel, bien qu'elle soit composée à la fois des éléments inaltérés et des éléments en état de changement. Autrement dit, les sociétés qui changent ne sont pas désordonnées et chaotiques. Les aspects inaltérés, les aspects qui sont en train de changer et les aspects déjà altérés sont cohérents entre eux. [...] Le changement se manifeste sous forme de réactions en chaîne dans l'ensemble de la structure sociale. En conséquence, chaque société est un système en état de changement perpétuel, dans lequel les institutions interdépendantes, les valeurs et les rapports restent toujours en équilibre. »<sup>1306</sup> Bien entendu, il est possible de constater le changement dans le temps de tendances, les patterns de comportement social à l'aide des données statistiques, des sondages, des enquêtes, etc. Néanmoins, ces méthodes présentent souvent des lacunes pour démontrer le changement au niveau institutionnel. Comment mesurer par exemple l'évolution des pratiques de corruption pour une période donnée et cela, de manière fiable ? En ce sens, pourrions-nous donc vraiment cadrer le « grand changement », voire la « transformation » post-séisme prévus par les journalistes turcs ? Encore que ces derniers ne parlent pas d'un « calendrier » en ce qui concerne le changement.

La seule allusion à la notion de temps est le terme de *milat*, donc la « remise à zéro » du calendrier existant et l'utilisation de la conjugaison au futur dans les propositions, comme dans la formule « rien ne sera plus comme auparavant ». Nous comprenons qu'il ne s'agit pas d'un futur lointain, mais il n'y a pas plus de précisions. On peut cependant dire que le discours de changement suppose un processus très rapide. L'utilisation du terme de *milat* est l'expression d'un changement soudain. D'ailleurs, cette expression tend à signifier que la transformation est même « actuellement » en cours, dans le temps présent. La logique qui est derrière cette idée est simple : si le 17 août 1999 est la fin de l'ancien ordre, cela veut dire que la société turque est déjà passée dans un ordre nouveau au matin du 18 août 1999.

---

<sup>1306</sup> KIRAY, op.cit., p.95.

Qu'en est-il de la durée du changement d'après les journalistes ? C'est encore plus difficile que de faire une déduction sur la question de la vitesse, car dans les journaux il n'y pas d'allusions à ce sujet. Néanmoins, on peut légitimement penser qu'ils ne souhaitent pas un processus qui durera longtemps, comme le montre l'utilisation de la métaphore de *milat*. Il nous semble que les journalistes imaginent un changement dont ils pourront être eux-mêmes témoins des conséquences, c'est-à-dire au moins de leur vivant. Or, « le changement est essentiellement un processus lent, adaptatif, plutôt qu'un glissement révolutionnaire ». <sup>1307</sup> Comme l'affirme Kiray, le changement social survient graduellement et la société produit des institutions « hybrides » en termes de formes, de fonctionnement et de rôle, pour faciliter ce processus. <sup>1308</sup>

Dans cette sous-partie, nous avons essayé de déconstruire le discours de changement social et sociopolitique tenu par la presse turque et de l'analyser à l'aide des éléments théoriques. Nous avons cherché à présenter ce discours d'une manière systématique, en l'inscrivant dans le contexte turc et à le « décrypter ». Il reste, à nos yeux, une question importante : ce discours a-t-il une fonction, voire plusieurs, aux yeux de ses auteurs ? Si la réponse est affirmative, il faudra alors la (ou les) mettre en évidence. La « nouvelle » Turquie post-séisme, telle qu'elle est présentée dans les colonnes et les rubriques de la presse est une construction. Comme les représentations de l'État, celles du système politique, elle est une construction médiatique. Il ne s'agit pas d'une « invention », mais d'une interprétation, d'une « réorganisation » du réel en fonction du vécu, de l'expérience, du savoir, des opinions, des motivations, des intentions des journalistes, mais aussi des conditions de la production médiatique : les différentes exigences du lieu de production de l'information aussi bien que celles du lieu de réception / consommation. À la différence des autres discours que nous avons repris dans cette partie (modernité / développement de la Turquie, critique de « l'État », critique du fonctionnement politique), le discours du changement fait référence au futur. En ce sens, il peut même être considéré comme « utopique » par rapport aux autres puisqu'il contient des images de l'avenir, présentées comme la « prévision » d'un futur possible, voire « évident » pour certains de ses « créateurs ». Il peut être vu comme « irréaliste » aussi, parce qu'il suppose la possibilité d'un changement sociopolitique très important, à une vitesse très élevée.

---

<sup>1307</sup> VAGO, op.cit., p.61.

<sup>1308</sup> KIRAY, op.cit., pp. 94-96.



Nous avons vu que le scandale politique suscité par l'accident de *Susurluk* a été évoqué plusieurs fois par les chroniqueurs ayant une position sceptique par rapport à l'attitude qui consiste à présenter la catastrophe comme un catalyseur du changement social (voire de transformation, pour certains journalistes). En résumé, ils ont affirmé que tout comme ce scandale, à la suite duquel on a mis en place un discours de changement, le séisme du 17 août n'aurait pas d'effets réels sur le plan sociopolitique. Sans chercher à discuter de la validité de deux types d'argument, attirons l'attention sur le fait suivant : à un intervalle de trois ans (novembre 1996-août 1999), un événement physique (accident de la route, séisme) qui survient brusquement fait surgir un discours de « changement » dans la presse, annonçant la fin de « l'ordre ancien ». Il convient de poser alors une deuxième question : pourquoi cette idée de rupture avec la situation existante revient-elle ? Nous supposons que le discours de changement politique n'est pas la conséquence d'une interprétation naïve de la situation post-catastrophe, encore moins le signe d'une incapacité d'analyse de la part des journalistes turcs.<sup>1309</sup> Il est au-delà d'un discours critique dont la fonction est la critique du passé ou du présent à travers la description d'un avenir idéalisé. Ceci est une de ses fonctions, mais elle semble secondaire. La rhétorique du changement consiste en un effort de construction de la réalité certes, mais une construction qui dépasse les limites du commentaire journalistique, même à des fins didactiques : à nos yeux, elle est le produit d'un engagement politique de la part des journalistes qui ont vu là l'occasion d'influencer l'évolution de la société turque, dans la « direction » qu'ils jugent bonne. Nous reviendrons sur hypothèse à la fin de cette partie.

## ***2. Le discours médiatique sur l'émergence de la société civile***

Cette sous-partie traite de la question de la société civile, de son existence dans le contexte turc, à partir d'un discours post-catastrophe où la notion de société civile était très présente. Comme nous l'avons déjà expliqué, notre idée de départ était de confronter la rhétorique de la « naissance / renaissance de la société civile turque grâce au séisme du 17 août » à la réalité du terrain. Néanmoins, au cours de notre recherche nous avons remarqué que cette rhétorique faisait partie, avec d'autres, d'un « jeu post-catastrophe ». Jeu qui

---

<sup>1309</sup> BARCHARD, David, « Les Intellectuels turcs et la crise des années 1980 » dans DUMONT, Paul et GEORGEON, François (sous dir.), *La Turquie au seuil de l'Europe*, L'Harmattan, Paris, 1991, p.164.

consistait en des efforts de recadrage de la situation, d'attribution de sens à l'événement par différents acteurs en fonction de leurs intérêts, de leurs objectifs, de leurs valeurs. Par ailleurs, si l'après-séisme du 17 août présentait certaines singularités, il s'inscrivait finalement dans la lignée des tremblements de terre majeurs en Turquie qui avaient chacun donné naissance à un contexte comparable. Nous avons par la suite décidé de modifier le sujet de notre travail afin d'analyser l'ensemble du « jeu ». Mais la société civile a gardé sa place en tant qu'outil d'analyse, et le décalage entre le discours de société civile et la réalité est resté un thème important pour notre recherche.

Souvenons-nous de la présentation de la mobilisation massive à la suite du tremblement de terre du 17 août. La mobilisation a été exaltée et la participation à la mobilisation a été valorisée, parfois même exagérément (voir la première partie de notre travail). Très vite, on a observé une tendance à se référer au concept de société civile, et à parler de la mobilisation en utilisant des expressions comme « l'initiative civile », « l'action de la société civile », etc. L'image de cette mobilisation de masse dans la presse turque est plutôt celle d'un mouvement social, homogène et cohérent en termes d'objectifs, d'adhérents et de types d'action. Il faut voir la présentation de la mobilisation post-catastrophe comme un mouvement social par la presse et son maniement de la notion de société civile comme un élément du discours de changement social, dont nous avons longuement parlé ci-dessus. Comme indiqué, le changement dont parlent les journalistes est essentiellement un changement politique, au sens de la redistribution des cartes entre les acteurs de façon à ce que « le citoyen » puisse avoir la possibilité d'intervenir sur les enjeux, y compris en dehors des moments d'élection. Cela exigeait d'après ces auteurs un recul significatif de l'État dans l'espace public, la restructuration du système politique (en éliminant si possible les cadres devenus « oligarques ») pour résoudre les questions de représentation et de clientélisme, et la préparation du terrain pour accueillir les « nouveaux » modes d'expression et de participation (grosso modo, les ONG). La place de la notion de société civile dans ce discours est primordiale, puisqu'elle a été désignée comme le moteur du processus de changement éventuel. La mobilisation des citoyens après le séisme signalait alors deux choses pour la presse : d'abord, qu'il existait en Turquie une capacité d'action qui peut être qualifiée de « société civile »; ensuite, que cette capacité qui a prouvé son existence dans les jours qui ont suivi le 17 août 1999 pouvait être également l'initiatrice d'un changement social, à condition que la réaction sociale dirigée

contre la classe politique et l'administration se superpose à elle. C'est effectivement cette interprétation qui a dominé chez les chroniqueurs turcs.

Nous discuterons donc de la représentation de la mobilisation du post-séisme, telle qu'elle a été mise en avant par la presse ; et de l'usage de la notion de société civile dans cette sous-partie. Notons qu'en réalité, il est difficile de séparer ces deux éléments discursifs qui se trouvent généralement ensemble. Néanmoins, nous avons encore une fois choisi de les analyser de manière distincte pour la clarté du texte.

Concernant le traitement de la mobilisation des citoyens par la presse, rappelons d'abord que le déplacement dans la zone de catastrophe n'était pas la seule façon de participer à la mobilisation au sens large : de nombreux citoyens ont contribué à la solidarité à travers des campagnes de dons, de collectes, etc. Mais l'engagement physique a été spécialement « glorifié » dans la presse à travers des articles et des images de volontaires qui « se portaient au secours des victimes » en sacrifiant leur vie quotidienne. Or, en dehors des cas où la personne engagée dispose d'une spécialité à laquelle on fait appel (faute de moyens), l'efficacité d'un tel engagement reste à discuter. Un cumul d'interventions individuelles ou de petits groupes, désorganisés et indisciplinés, ne peut remplacer une intervention centralisée et gérée de manière systématique. D'ailleurs, à la fois les victimes et les « sauveteurs » ont été témoins de plusieurs types de problèmes liés à cette intervention massive et chaotique, comme des gaspillages de vivres et de matériaux, des embouteillages sur les routes empêchant les véritables équipes de secours de se déplacer...<sup>1310</sup>

Par contre, en survolant la presse nous comprenons que l'acte a une valeur symbolique très importante. La mobilisation de citoyens a été présentée comme le symbole de la cohésion sociale (qu'on suspectait d'être affaiblie dans les dernières années), ensuite comme un message exprimant la « réaction du peuple » contre les autorités (jugées inefficaces) ; enfin comme la preuve de l'apparition d'un nouveau type de citoyen

---

<sup>1310</sup> Après le 17 août, les autorités n'ont pas déclaré non plus de manière systématique les besoins des victimes, ainsi que les types de matériel qui avaient été reçus en excès et qu'il ne fallait plus envoyer dans la zone. Cela a causé énormément de gaspillages. Beaucoup de citoyens, sans aucune mauvaise intention, ont cherché à acheminer des produits alimentaires n'ayant aucune utilité et dont certains se sont dégradés très vite dans la chaleur du mois d'août. Nous avons personnellement vu, par exemple, des entassements de légumes, de pains, etc., déposés sur les places publiques par des personnes qui ont voulu aider les victimes de séisme, mais qui ont ainsi laissé ce matériel et sont parties, soit parce qu'elles n'ont pas pu trouver un centre de stockage et de distribution, soit qu'elles en aient trouvé mais qu'elles aient été refusées car on n'avait pas besoin de ce type de matériel. Il a été de même pour d'autres types de matériel collecté, dont la distribution sans un travail de classification détaillée était impossible : nous avons également vu des milliers de vêtements déposés aléatoirement, faute d'organisation de distribution.

(« actif »), voire d'une « nouvelle classe moyenne » (« occidentalisée, sensible, capable de s'engager ... »). En parlant du traitement de cette mobilisation par la presse, il ne faut pas oublier non plus qu'en tant que « première » dans l'histoire de la République, elle semble avoir considérablement impressionné les journalistes, surtout dans le sens où elle les a poussés à revoir leur image de l'individu turc « passif, égoïste, irresponsable » et, dans une certaine mesure, l'image du jeune des années 90 « ultra-matérialiste ». Par exemple d'après Hasan Pular, si le symbole du tremblement de terre d'Erzincan était la photographie du Président İnönü serrant une victime – une vieille femme – dans ses bras, le symbole du tremblement de terre de Marmara était un jeune homme qu'il avait rencontré dans un bateau partant en direction de la zone de catastrophe. Celui-ci lui avait dit : « Je ne sais pas pourquoi j'y vais, ni comment aider, je ne suis pas sûr d'être à la hauteur des tâches qu'ils me donneront mais ma conscience me dit que je suis obligé de partir, alors j'y vais. »<sup>1311</sup>

Nous savons, d'après notre analyse de la presse et notre étude faite sur le terrain auprès des ONG turques que ces dernières ont joué un rôle non négligeable dans la zone de séisme. Même si pratiquement aucune ONG turque n'avait été fondée dans le but de réaliser des interventions post-catastrophe, elles sont passées à l'action en ce sens. À travers leurs membres, elles ont contacté et organisé un grand nombre de personnes désirant participer à la mobilisation. Elles se sont servies de leurs liens dans les médias et d'internet pour être entendues, pour gagner de la visibilité sur la scène publique, pour inciter les autres à participer, à se mobiliser. Par conséquent, nous pouvons parler de la réaction des réseaux existants à l'occasion du tremblement de terre : une capacité organisationnelle en développement depuis la fin des années 80 est activée. La presse (et d'une manière générale, tous les médias) a alimenté cette dynamique en diffusant des images dramatiques, en parlant des victimes « laissées-pour-compte » en l'absence de l'État, et en valorisant, comme nous l'avons vu, le comportement altruiste. Si elle a légitimé la mobilisation, elle en a tiré de la légitimité aussi, en se plaçant du côté des mobilisés plutôt que du côté des autorités, s'assurant ainsi d'une impunité relative contre ses derniers et d'une liberté d'expression critique élargie.

Nous considérons donc cette mobilisation citoyenne comme l'ensemble, le total des mobilisations spontanées ayant vu le jour sans coordinations entre elles. Par contre, la presse turque l'a pratiquement présentée comme un mouvement social ou, tout au moins, comme une action collective susceptible de devenir un mouvement social. Ainsi, ce mouvement s'élargirait à l'ensemble de la société initiant le changement « désiré ». On a

---

<sup>1311</sup> PULUR, Hasan, « Genç Adam ve Bir Bakan », *Milliyet*, 25 août 1999.

littéralement voulu que cette mobilisation ait des conséquences sur les plans politiques et sociaux. Néanmoins, il est difficile de considérer cette mobilisation comme telle : comme Neveu le souligne, il faut distinguer les situations où il y a convergence des acteurs et de vraies intentions d'agir ensemble.<sup>1312</sup> Cet « agir-ensemble » est absent dans le cas du 17 août. On ne peut parler d'aucun projet collectif ou de logique de revendication commune, de défense d'intérêts ou de causes explicités. On n'y voit pas non plus un autre phénomène caractéristique des mouvements sociaux qui est l'identification d'un adversaire.<sup>1313</sup> Est-ce la sismicité, la catastrophe ou la pré-modernité, le sous-développement, l'ignorance, la classe politique, l'administration, la corruption ou un autre « responsable » qui sont le ou les adversaires des individus mobilisés ? Nous ne pouvons pas connaître les intentions des personnes qui sont parties pour la zone de séisme, mais nous pouvons quand même supposer qu'elles l'ont fait dans le but : d'aider une connaissance, un proche et/ou plus largement leurs concitoyens ; d'en tirer une satisfaction personnelle ; de protester contre les autorités ; voire de constater elles-mêmes les dégâts (ce qui n'est pas rare non plus). Par contre, il serait très exagéré d'avancer qu'elles ont été motivées par la volonté d'ouvrir le chemin qui mène vers un nouvel ordre social.

Par ailleurs, une mobilisation, qu'elle soit protestataire, revendicatrice ou non (même si elle est violente), n'indique pas toujours l'existence d'un mouvement social. Dans toute société, à tout moment, « il y a assez de mécontentement pour engendrer des mobilisations. »<sup>1314</sup> Outre le fait d'avoir un projet commun et de se définir par rapport à un adversaire, la caractéristique la plus remarquable et distinctive d'un mouvement social est son inscription dans la durée. Selon Vago, un mouvement social est par définition une action collective avec une certaine continuité, favorisant le changement ou la résistance à différents niveaux de la société.<sup>1315</sup> Et comme Neveu le rappelle judicieusement, « tout mouvement qui tente de s'inscrire dans la durée est confronté au problème de l'organisation. »<sup>1316</sup> En ce sens, il conviendrait de comparer la mobilisation citoyenne post-17 août avec le mouvement de victimes du séisme de Mexico (1985) afin de souligner l'importance de la dimension temporelle.

Dans le cas du séisme du 19 septembre 1985, la société mexicaine a été témoin de l'apparition d'un mouvement de victimes (*damnificados*) qui se sont organisées et qui ont

---

<sup>1312</sup> NEVEU, op.cit., pp. 6-7.

<sup>1313</sup> Ibid., pp. 10-13.

<sup>1314</sup> Ibid., p.50.

<sup>1315</sup> VAGO, op.cit., p.199.

<sup>1316</sup> NEVEU, op.cit., p.22.

gagné en visibilité à travers différentes actions collectives pour faire pression sur les autorités. Grâce à leurs dispositifs organisationnels et leurs expériences, les associations de quartiers préexistantes ont assuré une capacité d'organisation et des leaders expérimentés à ce mouvement qui a vite précisé ses objectifs, relatifs à l'aide post-catastrophe dans un premier temps, puis à la question de la reconstruction.<sup>1317</sup> Le mouvement a obtenu une reconnaissance officielle après avoir organisé une marche silencieuse de près de 30 000 victimes devant la résidence du Président de la République, *Los Pinos*, et s'est institutionnalisé par la création d'un forum d'associations composé d'organisations de victimes et d'autres ONG mexicaines qui leur ont accordé leur soutien.<sup>1318</sup> Ainsi, les *damnificados* ont pu faire entendre leurs demandes aux autorités et participer aux décisions concernant la reconstruction. En ayant recours à des stratégies bien calculées, ils ont obtenu le droit de rester dans leurs zones d'habitation (sinon, certaines auraient été rasées sur décision du gouvernement) ; d'avoir de nouveaux logements salubres pour un prix abordable et avec des conditions de paiement favorables ; la construction de logements temporaires (pour la période d'attente)...<sup>1319</sup> Nous voyons donc que le cas turc se différencie du cas mexicain par l'absence d'objectifs définis, d'organisation durable, d'action collective (sauf l'intervention post-séisme elle-même). Bref, il n'est pas possible de le considérer comme un mouvement social, surtout un mouvement susceptible de contribuer à la création d'une nouvelle culture politique ou bien à la redéfinition de la culture politique existante.

« Un mouvement social exige un travail de production de discours, d'imputation de responsabilité, d'injection de sens dans les rapports sociaux vécus. »<sup>1320</sup> Ajoutons : d'abord, de la part des acteurs du mouvement eux-mêmes. Dans le cas du 17 août, il nous semble que ce sont plutôt les médias turcs qui ont produit le discours, imputé la responsabilité, injecté du sens dans l'évènement tout en « collant » le label « mouvement de société civile » à la mobilisation citoyenne. Cela n'est pas vraiment une attitude spécifique au contexte turc. Par exemple, la mobilisation des citoyens mexicains à la suite du séisme de Mexico s'était vue aussi attribuer une connotation politique qui dépassait les objectifs déclarés par les responsables du mouvement, comme le montre

---

<sup>1317</sup> TAVERA-FENOLLOSA, op.cit.

<sup>1318</sup> Ibid., pp.146-152.

<sup>1319</sup> Ibid., pp.159-160. Par exemple, le mouvement de victimes a menacé les autorités d'occuper le stade d'Azteca très peu de temps avant le début de la Coupe du Monde de football de 1986, afin de se faire entendre sur le plan international, tout en mettant en cause la réputation du gouvernement mexicain (p.171).

<sup>1320</sup> NEVEU, op.cit., p.40

Tavera-Fenellosa dans son travail. De façon comparable à la *Solidarnosc* polonaise, le *Movimiento de damnificados* a suscité un discours de réviviscence de la société civile en devenant une sorte d'icône.<sup>1321</sup> Les journalistes et intellectuels mexicains ont produit des arguments très similaires à ceux de leurs homologues turcs.<sup>1322</sup> Par exemple d'après Carlos Monsivais, le séisme avait montré que « la société civile existe comme un besoin latent même chez ceux qui ne connaissent pas la notion ». <sup>1323</sup> Raul Trejo Delarbre affirmait que l'événement avait purement et simplement prouvé l'existence de la société civile au Mexique, considérée jusqu'alors comme « hypothétique ». <sup>1324</sup>

Bien qu'un tel objectif n'ait jamais été évoqué par les représentants du mouvement de victimes mexicain, ce dernier a également ouvert une fenêtre d'opportunité politique, en donnant de la légitimité à ceux qui militent pour l'élargissement des droits politiques des habitants du *Distrito Federal*, entité administrative ayant un statut spécial et correspondant grosso modo à Mexico où se trouve le siège du gouvernement central. Les habitants de Mexico n'avaient toujours pas le droit de participer à l'administration locale (municipalité) en 1985, sous prétexte que la disposition du *D.F.* était exceptionnelle et nécessitait une organisation politique spéciale.<sup>1325</sup> Cette situation était considérée comme assez inhabituelle pour une capitale, et vue comme une des problèmes à régler pour pouvoir parler d'une véritable démocratie au Mexique. Deux mois après le tremblement de terre, les autorités mexicaines ont annoncé leur désir de construire un dialogue avec les habitants de Mexico sur la question de la participation des citoyens à l'administration locale. Indirectement, le mouvement de victimes du séisme avait démontré « l'aptitude » civile des Mexicains aux yeux des autorités, qui les avaient considérés jusqu'alors comme politiquement « immatures » (encore une autre similitude avec le contexte turc).<sup>1326</sup> Le *movimiento* a donc eu un résultat politique imprévu au Mexique (Tavera-Fenellosa parle même de ses effets à long terme, jusqu'en 1996). Nous pouvons admettre alors qu'une partie des journalistes turcs a aspiré à un mouvement de ce type, qui aurait placé de nouveaux problèmes sur l'agenda politique ou des problèmes déjà existants mais négligés par le pouvoir, et qui aurait joué un rôle important dans la redéfinition de l'arène politique : bref suscité le changement.

---

<sup>1321</sup> TAVERA-FENOLLOSA, op.cit, p.37.

<sup>1322</sup> Ibid., pp. 41-42.

<sup>1323</sup> Ibid., p.39. Article paru dans *Proceso*, 21 octobre 1985, pp.18-27.

<sup>1324</sup> Ibid. Article paru dans *El Universal*, 27 septembre 1985, p.4.

<sup>1325</sup> Ibid., pp. 205-211.

<sup>1326</sup> Ibid., et pp. 214-216.

D'autre part, il ne faut peut-être pas dévaloriser complètement la vision des chroniqueurs. Tout d'abord, nous devons admettre qu'une dimension protestataire existe dans la mobilisation citoyenne post-séisme en Turquie, du moins pour une partie non-négligeable des mobilisés. Souvenons-nous de l'évocation de la notion de « système / ordre corrompu » à l'occasion de la catastrophe, de la dénonciation de la classe politique et des bureaucrates comme les principaux responsables, de la perte de prestige subie par les « acteurs étatiques » après le séisme. Nous pouvons supposer que pour certains individus, l'engagement en faveur des victimes revenait à montrer sa défiance par rapport à cet « ordre corrompu » et devenait ainsi un acte symbolique dépassant le cadre altruiste. Se présenter dans la zone de catastrophe signifie alors « remplacer les acteurs qui devraient être là mais qui ne le sont pas ». Autrement dit, il s'agit d'opposer sa présence et son effort à l'absence et à l'inefficacité des autorités et de prendre ainsi une posture critique. La participation aux travaux de secours n'est donc pas un acte toujours apolitique. Par ailleurs, c'est un engagement qui s'inscrit parfaitement dans « les répertoires d'action [de manifestation politique] moins risqués » de l'après-1980.<sup>1327</sup> Du point de vue des autorités, même s'il n'est pas impossible de borner une mobilisation comme celle que nous avons observée après le séisme du 17 août, il serait sûrement très difficile de lui attribuer une connotation politique qui justifierait le recours à la répression pour « l'étouffer ».

Deuxièmement, il faut se souvenir de la « gigantesque » annonce parue dans tous les quotidiens majeurs de Turquie le 1<sup>er</sup> et le 2 septembre 1999, signée par une centaine d'ONG turques qui s'adressaient principalement à l'*establishment* politique turc et lui demandaient d'accepter désormais le poids que prendraient les ONG dans la vie politique et sociale (voir la première partie de notre thèse). Cela est bel et bien un acte « collectif », ayant un objectif clair, nécessitant une coordination entre acteurs. Notons que d'autres initiatives civiles visant à réunir les efforts de différents groupes et d'ONG ont également vu le jour dans le contexte post-séisme, comme dans le cas d'*Açık Radyo*, une station de radio privée « politiquement engagée » ; dans le cas également du *Centre de coordination civile contre la catastrophe*, une initiative volontaire devenue plus tard une association ; ou encore dans le cas des associations de victimes de tremblement de terre et d'autres ONG émanant de la région du séisme qui ont tenté de réaliser des actions communes. Autrement

---

<sup>1327</sup> UYSAL, Ayşen, « Maintien de l'ordre et risques liés aux manifestations de rue », dans DORRONSORO, Gilles (sous dir.), **La Turquie conteste**, CNRS Editions, Paris, 2005, pp. 31-46. D'après UYSAL, la répression qui a suivi le coup d'État de 1980 a eu trois conséquences en ce sens : la démobilisation politique, le passage à des répertoires d'action moins risqués comme les pétitions, mais aussi le recours à des actions clandestines et violentes.



dit, dans le contexte post-catastrophe, à la fois dans l'immédiat et par la suite, des tentatives d'action collective ont vu le jour. Nous savons d'après notre étude sur le terrain qu'un certain nombre d'ONG ont collaboré à divers projets. Par contre, nous ne pouvons pas parler d'une prise d'initiative, d'un agir ensemble mobilisant un grand nombre d'individus pour des objectifs précis, pendant une durée relativement longue, comme cela a été le cas au Mexique. Si la mobilisation massive dont la société turque a été témoin après le séisme du 17 août 1999 peut être considérée comme un signe de changement social, il serait exagéré d'y voir, même en formation, un mouvement social, et encore moins susceptible de s'élargir à l'ensemble de la société.

Focalisons-nous maintenant sur l'usage de la notion de société civile par les journalistes turcs. Nous nous contenterons de reprendre ici quelques exemples autour desquels nous discuterons, puisque nous avons déjà cité un certain nombre de propos similaires dans la première partie de notre thèse.

Nous avons vu qu'en interprétant la mobilisation post-17 août et en la reconstruisant en tant qu'un produit médiatique, la presse a établi un discours de changement social dont la notion de société civile a été un des éléments-clés. À propos du recours des journalistes à ce concept, la première chose que nous pouvons constater est l'absence de toute tentative de définition de la notion. Nous n'attendons pas que les chroniqueurs turcs clarifient une notion considérée comme problématique à cause de son caractère polysémique<sup>1328</sup>, néanmoins nous considérons comme difficile de savoir précisément à qui/à quoi ils font allusion lorsqu'ils parlent de la société civile, à défaut d'une définition (même simple). D'autre part, nous pouvons admettre ce fait comme une information en soi et essayer d'avoir une idée de ce que les journalistes entendent par société civile à partir de leurs textes. Concentrons-nous d'abord sur les termes dont ils se servent pour parler de la société civile.

Dans *Milliyet*, Taha Akyol écrit : « Il semble que le tremblement de terre accélérera le changement dans notre culture politique. Nous voyons que le sentiment de solidarité sociale et l'initiative civile se renforcent, au contraire de l'habitude de faire appel à l'État pour tout. [...] Oui, ce type d'initiative citoyenne 'volontaire' ou bien 'civile' se répand dans le monde aussi, sous le nom de 'tiers secteur'. [...] La culture de solidarité qui existe dans nos traditions se transforme à présent en action 'volontaire', au sens moderne. Laisser les différends politiques et idéologiques de côté pour se mobiliser en vue de remplir une

---

<sup>1328</sup> Voir l'annexe sur la notion de société civile.

fonction sociale – panser les plaies – est en même temps l’expression de la conscience d’être une nation. [...] »<sup>1329</sup>

Dans le même journal, Hasan Cemal indique lui : « Cette fois, tirons des leçons. Du moins, à partir de maintenant élisons les cadres politiques que nous croyons être capables de reformer l’État. Créons des mécanismes de contrôle de qualité pour la vie politique, à commencer par les partis. [...] Organisons au sein de la société des dispositifs volontaires qui contrôleront le pouvoir. Débarrassons-nous de l’habitude de tout attendre de l’État. Accélérons la création des organisations de société civile qui nous permettront de nous débrouiller tout seul. Oui, on ne peut pas vivre sans l’État ! Mais on ne peut pas vivre sans le réformer non plus. »<sup>1330</sup>

« L’État doit dégager la voie à la société civile. Il doit le supporter au lieu de le bloquer. Il doit élaborer le plus rapidement possible les cadres juridiques et techniques nécessaires pour une telle collaboration. [...] Le développement de la société civile signifie une société organisée, une démocratie vivante. Que l’État n’ait pas peur, qu’il dégage la voie ! »<sup>1331</sup>

Dans *Hürriyet* Ertuğrul Özkök écrit : « Les ‘anges de catastrophe’ de la Turquie sont en train de devenir un symbole. Le pays est en train de retrouver son ‘esprit communautaire’ qu’il avait oublié depuis longtemps. [...] Le patriotisme ne signifie pas uniquement effectuer le service militaire. La citoyenneté ne se limite pas à voter tous les cinq ans. ‘La main de l’État’ seule ne suffit pas à panser les plaies. [...] Des convois partent de tous les quartiers de la Turquie. Leur destination n’est pas seulement la zone du séisme. Ils vont vers une véritable nation, ils vont vers une démocratie réelle. Les jeunes dont chacun est un volontaire d’AKUT montrent que la valeur fondamentale d’une société est la solidarité. Oui, une nouvelle Turquie est en train de naître de cette ruine colossale... »<sup>1332</sup>

Qu’est-ce qui attire notre attention dans ces propos ? Premier point important : certains termes reviennent fréquemment dans ces articles. Souvenons-nous aussi des termes et des expressions que nous avons vus dans la première partie de notre thèse, dans les sous-parties concernant le traitement médiatique de la mobilisation des citoyens et la

---

<sup>1329</sup> AKYOL, Taha, « Sivil Girişim », *Milliyet*, 26 août 1999.

<sup>1330</sup> CEMAL, Hasan, « Dersler... », *Milliyet*, 28 août 1999.

<sup>1331</sup> CEMAL, Hasan, « AKUT », *Milliyet*, 4 septembre 1999.

<sup>1332</sup> ÖZKÖK, Ertuğrul, « Tek Kişilik Konvoylar », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.9 ; voir aussi, par exemple, ALPASLAN, Salim, « Toplumsal Deprem », *Milliyet*, 6 septembre 1999.

médiatisation de l'association de recherche et de sauvetage AKUT.<sup>1333</sup> Nous voyons que lorsque les chroniqueurs se réfèrent à la société civile, ils font également usage des termes « volontariat », « civilité », « démocratie », « initiative », « organisation », « citoyen », « social », « non-étatique », « non-officiel »... Par ailleurs, les termes de « solidarité » et « union » reviennent aussi. Est-il possible d'avoir une image de la vision de société civile de ces auteurs, à partir de ce constat ?<sup>1334</sup> Comment interpréter l'usage fait de cette notion ? Ces termes nous permettent de discerner une société civile qui est une entité collective composée d'éléments plus petits, qui sont des organisations, créées par les individus, qui sont volontaires. L'individu est l'unité de base de la société civile, mais en qualité de citoyen Rappelons la formule de Doğan Hızlan, qui parle de la « citoyenneté passive et active » en argumentant sur la participation à la mobilisation<sup>1335</sup>. La participation à une initiative civile crée donc le citoyen (actif) à partir de l'individu « ordinaire » (passif). Ensuite, la société civile est visiblement une entité « non-étatique ». D'une manière générale, il s'agit d'une vision de la société civile construite en opposition à l'État, objet des critiques. Cette vision dualiste (et négative) est en continuité avec les images de l'État et du système construites par la presse et le discours de changement : nous avons vu que selon les journalistes, une réforme d'État profonde s'impose, de même qu'une restructuration du politique.

Selon nous, c'est principalement pour cette raison que la notion de société civile devient un élément du discours de changement. En interprétant la mobilisation post-séisme comme un mouvement de société civile, on crée un acteur légitime qui sera le moteur, le porteur du changement attendu. Nous pouvons situer cette manière de penser dans l'un des deux types de « référents historiques et normatifs qui surplombent les pratiques et l'analyse des sociétés civiles réelles » définis par Michel Camau : « Organisée de manière totalement indépendante des instances étatiques, la société civile serait le vecteur d'une conscience

---

<sup>1333</sup> Voir la première partie de notre thèse pour le traitement d'AKUT par la presse.

<sup>1334</sup> Il convient de noter d'abord qu'il est risqué de parler d'une seule vision car d'un auteur à l'autre, le sens attribué à la notion de société civile peut quand même varier. Néanmoins, nous supposons que cette variation ne sera pas très importante tant que nous ferons attention à ne pas analyser la presse séculaire et la presse islamiste ensemble. Soulignons que nous n'avons pas encore traité la presse islamiste dans cette partie de notre thèse du fait qu'elle n'a pas adhéré au discours du changement social, qui a été quand même la rhétorique la plus remarquable du contexte de l'après-séisme (c'est en cette qualité d'ailleurs, qu'elle constitue notre objet d'étude). Comme nous l'avons montré dans la première partie, la question principale pour les journalistes islamistes était de contester le régime et en particulier l'armée qu'ils considéraient comme répressifs contre les « croyants », autrement dit eux-mêmes. Ce qu'ils entendaient par société civile consistait grosso modo en un espace communautaire isolé de l'intervention de l'État. Il s'agit bien sûr d'une communauté dont la référence principale est la religion / la tradition. La presse islamiste occupera quand même une place dans les sous-parties sur notre étude sur terrain et la réaction des autorités.

<sup>1335</sup> HIZLAN, Doğan, « Özel Görev », *Hürriyet*, 20 août 1999, p.17.

morale et d'un projet alternatif tendant à saper les fondements d'un ordre politique autoritaire. »<sup>1336</sup> D'autre part, rappelons que le développement de la démocratie turque fait partie du changement à venir prévu par les chroniqueurs. Justement, nous remarquons que la notion est en générale évoquée – implicitement ou explicitement – avec les idées de démocratie et de démocratisation. L'attribution du rôle de « démocratiser » à la société civile n'est pas non plus un phénomène spécifique au contexte turc. D'après Fuat Keyman, l'idée selon laquelle la société civile est une condition de la transition ou de la consolidation démocratique est l'apport le plus important du débat intellectuel des années 80 suscité par le passage à la démocratie des sociétés d'Amérique du sud et de l'Europe de l'Est.<sup>1337</sup> Les auteurs libéraux comme Larry Diamond ont mis en avant la société civile comme condition de la démocratie (ou d'absence d'autoritarisme), en avançant que ces transitions démocratiques (appelées la « troisième vague de démocratisation ») se sont réalisées sous la pression du changement initié par la société civile.<sup>1338</sup>

Néanmoins, le rapport « société civile-démocratie (ou démocratisation) » est non seulement flou, mais aussi problématique parce que : 1/ il n'est pas « automatique », lorsqu'on fait allusion à l'existence d'une vie associative via le terme de société civile. C'est un point de vue qui tend à considérer la société civile comme une catégorie composée d'unités quantifiables (mesurables), qui donne lieu à des « programmes de soutien pour le développement de la société civile » par les organismes internationaux.<sup>1339</sup> Néanmoins, la vie associative n'est en aucun cas une garantie de démocratie. 2/ Le fait de charger la société civile de la mission de construction ou de consolidation de la démocratie peut conduire à considérer la société civile comme une alternative au politique, sans prendre en compte le fait que se substituer à l'ordre politique (et à l'État) excède largement ses capacités. Cette position va souvent en parallèle avec un discours « anti-politique » qui traite le système et les acteurs politiques traditionnels de « dégénérés, corrompus, inefficaces, etc. »<sup>1340</sup> Or, comme le souligne René Otayek, « l'autosuffisance de la société

---

<sup>1336</sup> CAMAU, Michel, « Sociétés civiles « réelles » et téléologie de la démocratisation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n°2, (2002), p.217.

<sup>1337</sup> KEYMAN, Fuat, « Avrupa'da ve Türkiye'de Sivil Toplum », article sous format électronique consultable sur <http://www.stgm.org.tr/docs/1123446441Avrupadaveturkiyedesiviltoplum.doc>

<sup>1338</sup> BAYRAKTAR, Ulaş, « Hangi Sivil Toplum, Nasıl Bir Demokrasi ? 1990'ların Türkiye'sinde Sivil Toplum(lar) », *Sivil Toplum*, n°9 (janvier-mars 2005), pp.10-13.

<sup>1339</sup> Ibid. et ROY, Olivier, « Asie centrale : la société civile en débat », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.9, n°2 (2002), p.172 ;

<sup>1340</sup> MASTROPAOLO, Alfio, « Italie : quand la politique invente la société civile », *Revue Française de Science Politique*, Vol. 51, n° 4 (2001), pp. 621-636 ; OTAYEK, René, « 'Vu d'Afrique : société civile et

civile est donc illusoire et sa pertinence ne se conçoit que dans le cadre d'une relation d'autonomie par rapport à la société politique et de complémentarité avec elle. »<sup>1341</sup> C'est peut-être dans ce sens qu'il faut commenter le dernier propos de Cemal : « Accélérons la création des organisations de société civile qui nous permettront de nous débrouiller tout seul. Oui, on ne peut pas vivre sans l'État ! Mais on ne peut pas vivre sans le réformer non plus. » 3/ Considérée comme « un ensemble d'institutions non gouvernementales constituant la trame d'une *civilité*, au sens d'expression pacifique des différences et des différends dans le cadre d'un État de droit » (l'autre type de « référent » selon Camau), la société civile « postule une relation étroite entre société civile et démocratie. Mais, du point de vue de l'analyse des processus de démocratisation, on en perçoit d'emblée les limites, dans la mesure où chacun des termes conditionne l'autre. »<sup>1342</sup> D'où la formule de Walzer qui résume le paradoxe : « Seul un État démocratique peut créer une société civile démocratique ; seule une société civile démocratique peut soutenir un État démocratique ». <sup>1343</sup>

Un autre aspect qu'il faut souligner est la tendance à chercher dans le contexte local une tradition d'initiative civile. Les propos de Taha Akyol en constituent un exemple : son argument principal est que la solidarité fait partie des valeurs traditionnelles de la société turque ; par conséquent, cette valeur est incarnée aujourd'hui tout naturellement (pour ne pas dire automatiquement) par la société civile dont nous avons observé l'action et la capacité à la suite du tremblement de terre. En prenant en compte le fait que Akyol est un conservateur modéré, nous pouvons avancer que sa position n'est pas loin de celle des « néo-islamistes ». Ceux-ci « puisent dans le registre de légitimation de la société musulmane traditionnelle, mais tiennent surtout un discours sur la refondation en termes d'éthique et de réseaux de solidarité traditionnels » et jouent « sur l'ethos de la confiance, reformulé en termes d'adhésion volontaire » dans le cadre de leur discours de société civile.<sup>1344</sup>

Mais, selon nous, l'argument suivant de Mümtaz Soysal en est une autre version : « Une des faiblesses honteuses de la Turquie est son incapacité à organiser l'énergie de sa jeunesse et à s'en servir, cette énergie qui ne devient visible que lors des événements importants. [...] Les valeurs évoquées avec nostalgie par les sociétés corrompues et

---

démocratie. De l'utilité du regard décentré », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n°2 (2002), p.200.

<sup>1341</sup> OTAYEK, *ibid.*

<sup>1342</sup> CAMAU, *op.cit.*, pp.217-218.

<sup>1343</sup> *Ibid.*

<sup>1344</sup> ROY, *ibid.*, p.185.

dégénérées existent toujours en Turquie mais personne n'en tire avantage. »<sup>1345</sup> Soysal qui est un intellectuel de gauche, mais strictement kémaliste, fait allusion à la solidarité traditionnelle sans se référer à l'islam. Il faut voir ici une continuité avec le populisme républicain des années 1930-1940 dont nous avons parlé dans la deuxième partie de notre travail, basé sur une image du peuple (surtout rural) « pur », d'une humanité « exceptionnelle ». D'après Soysal, la mobilisation des citoyens à l'occasion de la catastrophe montre que la société turque conserve toujours ces caractères qui ont « disparus » dans les sociétés « dégénérées » : l'auteur désigne par cette expression les sociétés occidentales qu'il considère comme ayant perdu ce type de valeurs en devenant matérialistes. Ces propos sont plus faciles à décrypter lorsque nous savons que Soysal est en même temps un intellectuel « anti-occidental » dans le sens où il voit dans l'Occident un ennemi de longue date de la Turquie, dont l'objectif ultime est de mettre fin à son existence pour des raisons « impérialistes ».<sup>1346</sup>

Ne s'agit-il pas d'une certaine contradiction dans l'argument qui suppose un lien entre la solidarité en tant que valeur traditionnelle et la société civile ? Si la solidarité « existe encore » en Turquie, au contraire des sociétés matérialistes, comment expliquer le fait que lesdites sociétés « dégénérées » soient en même temps considérées comme disposant d'une société civile développée et que la Turquie présente une faiblesse à ce sujet ? Le sens qu'on attribue au concept de société civile joue considérablement : à nos yeux, la solidarité et d'autres notions similaires sont avancées quand on ne voit pas une dimension politique dans le concept de société civile. Il en va de même par exemple pour ceux qui ont recours à la notion d'« unité nationale », etc. Dans cette optique, la société civile consiste en des réseaux d'entraide et non pas en un acteur politique. Alors il devient même possible d'affirmer avec certitude l'existence d'une société civile (en plus développée) en Turquie. Nous reviendrons sur ce point.

Parmi tous les articles dans lesquels on fait allusion à la société civile, ceux de H. Bülent Kahraman, du quotidien *Radikal* sont peut-être les plus analytiques :

« ...nous pouvons parler de trois grands changements de paradigme suscités par le tremblement de terre. Premièrement, on a irréversiblement compris que le rapport État-corruption-homme politique est un lien de rente [...]. D'après son expérience, la société

---

<sup>1345</sup> SOYSAL, Mümtaz, « Kullanılmayan Enerji », *Hürriyet*, 22 août 1999, p.18.

<sup>1346</sup> Nous avons certes un peu simplifié la vision de Mümtaz Soysal qu'il ne faut surtout pas considérer comme le stéréotype du nationaliste anti-européen : autre son parcours universitaire, il a eu une carrière politique assez importante aussi. Voir l'entretien suivant dans lequel il expose son point de vue sur le dossier européen de la Turquie : SOYSAL, Mümtaz, « L'adhésion à une certaine idée de l'Europe », *Géopolitique*, No 69 (Avril 2000), pp.32-37.

contemple la vie politique sous cet angle et la décrypte à l'aide de cette clé [État-corruption-homme politique]. Le politique est au centre de la paralysie, de l'épuisement [du système]. [...] Deuxièmement, la confiance en l'administration publique est brisée. L'État n'est plus 'généreux', dans le meilleur des cas, il ne peut être que 'répressif'. Par conséquent, la réaction [de la société] cesse d'être une réaction politique abstraite, pour devenir graduellement un refus de la démocratie et de ses mécanismes. [...] Le troisième changement est engendré par les deux premiers. La société est en train de développer sa propre organisation endogène. Cela n'a rien de nouveau. C'est une nouvelle version du modèle socio-économique auquel les années 80 ont donné naissance. Lors de cette période, la politique qui consiste à s'éloigner du concept d'État social, appliquée consciencieusement, avait poussé la société vers une solidarité communautaire. C'est la réalité la plus importante expliquant le développement des mouvements fondamentalistes. [...] Il faut savoir que la structure qui apparaît ainsi n'est pas la 'société civile' mais qu'elle est une étape de l'évolution [– éventuellement – vers une société civile]. C'est ce que nous vivons aujourd'hui aussi. Ce que nous constatons est une solidarité abstraite dont nous ne pouvons pas prévoir les conséquences pour le moment, mais qui donnera sûrement naissance à des ouvertures politiques, sociales et culturelles. Cela peut se terminer par un processus de communautarisation, de repli aussi bien que par un processus de construction de société civile. En tout cas, ce qu'il faut bâtir ce n'est pas de nouvelles villes mais une nouvelle mentalité politique, sociale. Il est clair que celle-ci ne peut être bâtie par l'État. »<sup>1347</sup>

En fait, les propos de Kahraman incluent certaines des analyses que nous avons citées ci-dessus, tout en donnant un aperçu assez réaliste du contexte post-séisme. Kahraman affirme que le discours « anti-politique » s'est généralisé en Turquie où l'image du système, de l'activité politique et de l'État ont été négativement reconstruites au cours des années 1980 et après, en parallèle avec l'institutionnalisation de la corruption, l'inefficacité grandissante de l'administration qui, dans le même temps, garde son caractère autoritaire. Avec le passage à l'économie de marché, face à la fin de l'État comme unique canal de redistribution de la richesse et son recul au plan social, la société montre un réflexe de repli communautaire, en créant ses propres réseaux de solidarité. Mais l'auteur souligne également qu'il serait risqué de prévoir, dès maintenant, l'apparition d'une société, surtout en s'excluant du politique : « Aujourd'hui, ce qui est considéré comme la

---

<sup>1347</sup> KAHRAMAN, H. Bülent, « Üç Fay Çatlağı », *Radikal*, 27 août 1999. Notons que l'auteur parle de « déviation d'axe » que nous avons traduit comme « changement de paradigme ». Le sens de l'expression originale n'est pas très clair en turc non plus. Nous avons supposé que le sens donné à cette expression par l'auteur était proche de « glissement, changement de paradigme ».

‘société civile’ est en réalité une initiative civile. La société civile est un ensemble qui va au-delà et qui est plus complexe. Bien qu’elle soit la somme des initiatives civiles et des solidarités endo-communautaires, la société civile est en dernière analyse un corpus politique. Enfin, l’apparition de la société civile n’est possible que sur le plan politique. Une initiative qui ne s’est pas politisée est destinée à rester une simple revendication [le mot en turc choisi par l’auteur est la ‘recherche’]. Elle peut avoir une fonction, mais elle n’est pas suffisante. [...] »<sup>1348</sup>

Ainsi, nous avons essayé de résumer l’usage du concept de société civile par la presse dans le contexte post-17 août. Au risque de nous répéter, nous soulignerons qu’en réalité cet usage fait partie, avec la présentation de la mobilisation comme un mouvement, du discours du changement sociopolitique et qu’il faut le penser dans son intégralité pour une analyse cohérente. Autrement dit, parler seul d’un « discours de société civile » ou de « mouvement social » peut nous mener vers des analyses beaucoup plus limitées. Afin de voir dans quelle mesure le discours de changement s’est transformé en réalité, au cours des 5 ans qui ont suivi les tremblements de terre du 1999, nous commenterons à présent les données obtenues lors de notre étude de terrain en Turquie, auprès des ONG turques et des autorités publiques.

---

<sup>1348</sup> KAHRAMAN, H. Bülent, « Ordu, Sivil Toplum, Siyaset », *Radikal*, 6 septembre 1999.



## *Section 4. À la recherche du changement*

---

### *1. La société civile turque entre discours et réalité*

Comme nous l'avons expliqué dans l'introduction de cette thèse, notre idée initiale était de confronter la rhétorique d'une « naissance / renaissance de la société civile turque » résultant du séisme du 17 août, à la réalité du terrain. Mais il est apparu, au cours de notre recherche que cette rhétorique faisait partie, avec d'autres, d'un « jeu post-catastrophe » correspondant aux efforts de recadrage de la situation, d'attribution de sens à l'événement par différents acteurs en fonction de leurs intérêts, de leurs objectifs et de leurs valeurs. Par ailleurs, si l'après-séisme du 17 août présentait certaines singularités, il s'inscrivait finalement dans la lignée des tremblements de terre majeurs en Turquie qui avaient tous été à l'origine d'un contexte assez comparable. Dès lors, nous avons donc décidé de changer de perspective afin d'analyser l'ensemble du « jeu post-catastrophe ». Mais la société civile a gardé sa place en tant qu'outil d'analyse et la compréhension du décalage entre le discours développé à propos de la société civile et la réalité demeure un point essentiel dans notre recherche.

Dans notre travail préliminaire, nous avons été amené à réfléchir sur la notion de société civile fréquemment utilisée dans le contexte actuel, aussi bien au plan local, qu'international. Cette notion dont à très grands traits nous avons retracé l'histoire (cf. annexe 2) est apparue dans le contexte turc (hors des analyses marxistes) à partir de la fin des années 80, non sans rapport avec la conjoncture internationale. Il s'agit donc d'une évolution récente dont les étapes peuvent même être identifiées : Gérard Groc nous propose par exemple une chronologie des événements symboliques qui « jalonnent l'émergence de la société civile » en Turquie : la victoire électorale du Parti de prospérité (1994), la conférence Habitat II organisée par les Nations Unies à Istanbul, le scandale de *Susurluk* et les manifestations relatives (1996-1997).<sup>1349</sup> Il est possible d'ajouter les séismes de Marmara de 1999 à cette liste, principalement pour la visibilité qu'ils ont

---

<sup>1349</sup> GROC Gérard, « La 'société civile' turque entre politique et individu », *CEMOTI*, No.26 (juillet-décembre 1998), pp. 58-61.

assurée aux initiatives citoyennes. Le développement rapide des initiatives de citoyens depuis une quinzaine d'années est stimulé à la fois par la conjoncture internationale que nous avons essayé de résumer ci-dessus, et par les changements qui sont survenus à l'intérieur :

- Il faut noter que le système politique turc souffre aussi des complications qui affectent les démocraties occidentales. Le modèle d'État-nation théoriquement « renforcé » par le régime militaire de 1980-1983 se voit de plus en plus contesté par la société turque. Depuis l'ouverture au monde (il faut lire, l'articulation aux marchés mondiaux) du pays après le retour à la démocratie, on assiste à un changement social rapide et une diversification identitaire. Les discours et les pratiques officiels qui négligent cette diversité perdent de plus en plus leur légitimité, d'autant plus que depuis le milieu des années 1980, l'irrédentisme kurde (même s'il ne concerne pas l'ensemble des citoyens d'origine kurde) pousse la société à se questionner sur le potentiel de cohésion sociale de la vision de société homogène de l'État-nation, surtout telle qu'elle a été redéfinie par le régime militaire.

- L'État-nation turc est un produit de la modernisation turque. Mais après sa création, il a été aussi le vecteur du projet moderniste républicain. Après 1923, le nouvel État turc a été le principal instrument de modernisation pour les élites qui ont donné sa substance à ce projet. Cette situation historique est comparable avec les sociétés où, selon Touraine, « la volonté d'indépendance nationale » et « les convictions de nouvelles élites dirigeantes » ont joué un rôle aussi important que la rationalisation elle-même dans le processus de la modernisation.<sup>1350</sup> Il s'agit donc d'une modernisation formée selon les priorités des élites, imposée à la population à travers les mécanismes d'État. Néanmoins, cela signifie que l'échec de la modernisation entraînera une perte de prestige pour l'État « modernisateur ». En ce sens, il est possible de parler de ce que Perez-Diaz définit comme « la fin de l'État en tant que porteur d'un projet moral » pour le cas de Turquie. D'après Perez-Diaz, des générations d'intellectuels successives en Europe ont développé aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles l'argument selon lequel l'État était porteur de trois l'égalité entre les individus (la citoyenneté) et de réalisation de la prospérité économique et de l'intégration sociale de la société (la modernisation). Cet argument a gardé son influence jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, en tant que paradigme « majeur » (*master fiction*), néanmoins, il a beaucoup

---

<sup>1350</sup> TOURAINE, op.cit., p.23.

perdu de son attirance dans les deux dernières décennies.<sup>1351</sup> Dans le contexte turc, c'est surtout l'islamisme politique et son développement extraordinaire qui mettent en évidence l'affaiblissement de la force du projet républicain de modernisation. On critique la modernisation « octroyée », tout en se questionnant sur les limites de l'intervention de l'État dans la vie sociale (et sa place centrale dans la vie politique turque).

- Il faut évoquer aussi un deuxième facteur qui est la difficulté croissante pour l'État de préserver son caractère « social ». Comme dans beaucoup de pays, l'État en Turquie subit une perte de prestige liée aux insuffisances et aux échecs en matière de politique publique.<sup>1352</sup>

- Une série de changements survenus dans les 20 dernières années ont joué un rôle important dans la transformation de la société turque : l'exode rural qui s'est accéléré avec la diminution du poids du secteur agricole dans l'économie et le problème de la sécurité dans les départements du sud-est du pays ; l'urbanisation rapide (mais pas toujours légale), la mobilité sociale accrue ; le développement extraordinaire des moyens de communication qui relie les Turcs entre eux, mais aussi la Turquie à l'extérieur, en « important » de nouveaux modes de vie et en les diffusant ; l'apparition d'une « nouvelle classe moyenne » sensible à la notion d'initiative civile grâce à l'enrichissement économique... La diversification dont nous avons parlé ci-dessus y est liée, mais il ne faut pas oublier que la diversité socioculturelle n'est pas un nouveau phénomène dans le contexte turc. Il s'agit donc actuellement de l'apparition de nouveaux types d'identités, mais aussi de la remontée à la surface des anciennes déniées et parfois réprimées jusqu'à récemment par l'État et la classe politique.<sup>1353</sup>

Partant de là, nous avons observé la « réalité ». Les deux études sur terrain réalisées en 2003 et 2004 nous ont permis de « tester » la validité des arguments avancés par la presse turque comme quoi un changement sociopolitique « irréversible » était en cours du fait que le tremblement de terre avait suscité / réanimé la dynamique « civile », etc. Ces études de terrain ont également permis de réunir de nombreuses informations sur le « vécu » de la notion de société civile dans le contexte turc.

---

<sup>1351</sup> PEREZ-DIAZ, Victor, **Civil Society and The State, The Rise and The Fall of The State As a Bearer of a Moral Project**, Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones, Madrid, 1992, p.5 (note de travail).

<sup>1352</sup> YAŞAMIŞ, Firuz D., « State Reform in Turkey: Reasons, Needs and Strategies », *Australian Journal of Public Administration*, Vol. 62, n° 4 (décembre 2003), pp. 94-101.

<sup>1353</sup> La question identitaire en Turquie est bien entendu beaucoup plus complexe (voir ÜNSAL Artun, « La Turquie en quête de l'identité perdue », *Revue des Sciences Sociales*, Hiver 1999, pp.79-107).

Notre objectif était d'analyser le changement sociopolitique engendré par une catastrophe et non de faire une évaluation du développement de la société civile en Turquie. Nous avons donc concentré notre attention sur des acteurs apparaissant comme représentatifs de la société civile. Pour cela, nous avons constitué un « échantillon » d'ONG composé d'une part des ONG qui existaient déjà avant les séismes de 1999 et qui se sont engagées dans le contexte de catastrophe, et d'autre part des ONG qui ont été créées à la suite des séismes comme les ONG de victimes, de secours et de sauvetage, d'aide humanitaire etc.<sup>1354</sup> En procédant d'une part à une enquête par questionnaire et, d'autre part, à des entretiens semi-directifs, nous avons cherché à obtenir des données sur les points suivants :

- Les origines sociales des fondateurs de ces ONG, ainsi que leur logique d'engagement (leur point de départ), leurs objectifs.
- Le sens qu'ils attribuent aux termes de « société civile » et « d'organisation non-gouvernementale », au sein de chaque ONG.
- Leur vision du système politique turc, leur propre positionnement par rapport à l'État.
- Leurs revendications sociales ou politiques.
- Leurs ressources financières.
- Leurs activités dans le contexte des tremblements de terre. Ont-elles coopéré avec les ONG étrangères et / ou avec les autorités publiques turques ?
- Leur point de vue sur les « effets sociopolitiques des séismes » : s'agit-il d'un changement dans les relations État - société civile ? Les ONG ont-elles renforcé leur position (ou leur légitimité) grâce à leurs interventions ? La catastrophe a-t-elle constitué une occasion d'ouverture sur le monde pour celles-ci ? Y a-t-il des liens établis entre les ONG turques et leurs homologues étrangères ?

Nous avons eu une démarche similaire en 2004 afin de rencontrer, cette fois-ci, des autorités publiques. De manière symétrique, nous avons cherché à rencontrer des responsables qui étaient intervenus immédiatement après les séismes du 17 août et/ou 12 novembre 1999 et surtout ceux qui étaient susceptibles d'avoir coopéré avec les ONG sur le terrain. Nous avons rencontré 3 sous-préfets, 3 directeurs départementaux de Sécurité

---

<sup>1354</sup> Nous n'avons pas pris en considération les syndicats du fait qu'ils n'ont pas eu d'action significative dans le contexte des séismes.

Civile, un haut-responsable à la direction générale de la Sécurité Civile, un responsable de la *Direction de la gestion d'urgence* rattaché au Premier ministre, un ex-député, un directeur de sapeurs-pompiers, 3 responsables de municipalités (dans la zone de catastrophe) et deux militaires. Le point commun de ces personnes était qu'elles avaient presque tous travaillé dans la zone de séisme entre 1999 et 2001 (certains ayant même été victimes de l'événement).

À l'aide de la base de données de la Fondation d'Histoire<sup>1355</sup> nous avons choisi 65 ONG (voir les annexes pour une liste) auxquelles nous avons envoyé un questionnaire (voir les annexes) et une lettre de présentation de la part de notre directeur de thèse, ainsi qu'un résumé de notre sujet de thèse. Nous avons reçu 16 réponses par courrier ou par Internet, ce qui correspond à un taux de retour de 25 %. Dans un premier temps, cette opération nous a permis de mieux connaître les ONG qui ont répondu à notre questionnaire et de repérer celles qui ont été intéressées par notre travail. Dans un second temps, nous avons présenté notre travail à l'ensemble de ces 65 ONG, ce qui a facilité la prise de rendez-vous pour les entretiens. Notons que les associations de secours et de sauvetage, ainsi que les associations de victimes de tremblements de terre ont été celles qui ont été les plus intéressées.

Pour ce qui est du choix des ONG ou bien du « groupe-cible », notre souci principal était d'obtenir un échantillon apparaissant plus ou moins représentatif de la « société civile » turque. Nous avons essayé de choisir différents types d'organisations comme les associations, les fondations et les chambres. En même temps, nous avons tenu à équilibrer le plus possible les discours politiques, en choisissant des organisations appartenant à différentes tendances. Pour celles qui existaient déjà avant les séismes, nous avons essayé de repérer les plus « institutionnalisées » et les plus actives. Pour les autres, nous avons privilégié en premier lieu celles qui se trouvaient dans la zone de catastrophe et qui ont été fondées par les victimes elles-mêmes.

La deuxième étape a été la prise des rendez-vous. En considérant que nous avons collecté suffisamment d'informations sur les 65 ONG, nous avons choisi et contacté 35 ONG parmi ces dernières afin de réaliser un entretien semi-directif avec un responsable. Néanmoins, nous avons pu obtenir très peu de rendez-vous depuis la France. Pour la plupart des entretiens, nous avons dû contacter de nouveau les ONG sur le terrain. Au total nous avons réalisé 23 entretiens semi-directifs (voir les annexes pour la grille d'entretien).

---

<sup>1355</sup> Cette fondation (*Türkiye Toplumsal ve Ekonomik Tarih Vakfı*) a été la première à élaborer une base de données sur les ONG turques en 1996 et elle n'a cessé de la mettre à jour depuis.

Lors de la deuxième étude sur terrain en 2004, nous avons pu avoir accès à 15 responsables avec lesquels nous avons réalisé des entretiens. Il faut savoir que ceux-ci sont beaucoup moins riches que les premiers : les raisons sont multiples mais la plus déterminante est surtout leur hésitation à s'exprimer (notamment pour ceux qui sont fonctionnaires d'État).

### ***Le concept de société civile d'après les membres d'ONG***

Plusieurs types de réponses ont été donnés par les responsables d'ONG à la question portant sur la définition de la société civile:

*« Tout individu qui jouit de ses droits constitutionnels, qui assume ses responsabilités et qui remplit ses devoirs est une composante de la société civile. »*

*« L'ensemble des structures que le peuple constitue avec ses propres ressources, en s'organisant soi-même. L'essentiel est de résoudre ses problèmes locaux ou même au niveau national à partir de ses propres ressources. »*

*« La société civile est la société qui a pris conscience de l'espace public, qui prend les biens publics en sa possession et qui les préserve. Une société où les citoyens sont aussi bien intéressés par les rues que par leurs maisons. »*

*« L'ensemble des citoyens volontaires comme nous qui souhaitent prendre part dans la résolution des problèmes de leur pays avec leur savoir-faire. Nous désirons participer à la prise de décision, aider nos gouvernants. »*

*« La société civile est une forme d'organisation qui est capable de réagir rapidement pour satisfaire certains besoins de la société. Elle n'est pas l'alternative du secteur public ou privé. Elle est un troisième secteur qui collabore avec ces derniers, qui allège la charge de l'État. »*

*« Par la société civile, j'entends "l'initiative individuelle". C'est une philosophie, une logique : prendre l'initiative, assumer ses responsabilités, stimuler les autres aussi afin de résoudre un problème au lieu d'attendre. »*

*« La société civile est la société des individus qui peuvent penser et réagir librement. »*

*« La société civile est l'ensemble des mouvements du peuple, indépendants de l'État. »*

Les définitions retenues sont celles qui semblaient les plus cohérentes. En réponse à notre question, « Qu'est-ce que la société civile ? », plusieurs responsables ont indiqué ce

qui pourrait être la définition d'une ONG, donc d'une forme d'organisation humaine, d'une catégorie juridique même – mais pas celle de la société civile qui est une notion politique abstraite. Nous avons eu l'impression qu'ils n'avaient jamais eu de véritable réflexion à ce sujet. S'il faut donner des exemples :

*« Un groupe de personnes qui peuvent prendre position indépendamment de l'État et du pouvoir politique. Un groupe qui questionne, qui réclame ses droits et qui cherche à les améliorer. »*

*« Il vaut mieux chercher une définition vague sur laquelle beaucoup de personnes peuvent se mettre d'accord, plutôt qu'une définition très détaillée, basée sur de nombreux critères mais qui est souvent remise en question. Pour nous, la société civile consiste en une fraction de la société qui mène des actions [sociales] indépendamment de l'État, du gouvernement, hors de la « société politique »*

*« C'est une terminologie qui nous est parvenue de l'étranger. La société n'en est pas consciente, les gens se regardent les uns les autres lorsque vous parlez de la société civile. À mon avis, une notion qui n'est pas reconnue par le peuple n'a pas de valeur. »*

Par ailleurs, une bonne partie des définitions est formulée en fonction du but ou de l'activité principale de l'organisation en question :

*« L'organisation des gens qui veulent amener du secours aux victimes de catastrophes de façon indépendante de l'État. »*

*« La société civile est une forme d'organisation qui est capable de réagir rapidement pour satisfaire certains besoins de la société. »*

Néanmoins, ces « définitions » ne sont pas dépourvues de sens. Les responsables d'ONG se servent quand même de notions politiques pour expliquer ce qu'est la société civile. Soulignons que dans l'ensemble des discours nous retrouvons une série de notions et d'oppositions communes telles que : « l'État / les autorités publiques / l'administration publique », « l'organisation / la structure », « l'indépendance / l'autonomie (par rapport à l'État) », « le peuple / la société / les individus / les citoyens », « résoudre ses problèmes / satisfaire ses besoins », « ses propres ressources », « prendre l'initiative / réagir » et « volontariat ». Mais nos interlocuteurs donnaient surtout l'impression de reprendre des discours, leur définition de la société civile apparaissant comme un collage fait à partir des articles de presse ou des manuels scolaires. Bien entendu, nous avons eu quelques réponses

basées sur une réflexion structurée, comme celle d'un universitaire qui est en même temps responsable d'une ONG turque :

*« Nous pouvons parler de plusieurs définitions, en théorie il y en a qui sont "objectives" mais moi je dispose d'une définition personnelle. Nous ne pouvons pas l'expliquer [la société civile] en disant tout simplement « non gouvernemental ». À mon avis, la société civile est l'ensemble des organisations qui travaillent dans le cadre d'une série de « valeurs civiles ». Donc pour moi, les associations « d'éleveurs de canaris » ne font pas partie de la société civile. Quant aux « valeurs civiles » je peux énumérer : pouvoir être en faveur de l'internationalisme et du régionalisme en même temps, considérer l'État comme un stade à dépasser et non comme une opportunité, favoriser l'action et la participation des citoyens, ne pas rendre un culte à l'État. »*

Dans le contexte turc, un décalage est donc observable entre la réflexion et la pratique. Les individus s'engagent volontairement pour différents buts et mènent des actions dans le cadre des organisations non gouvernementales. Ils affirment qu'ils font partie d'une ONG, et à travers cette dernière, de la société civile. Mais ils ne s'interrogent pas sur ces notions dont ils se servent pour justifier leur démarche, leur action. « La société civile » est plus un instrument, un « outil de bricolage » utilisé dans les discours qu'une base conceptuelle pour une réflexion politique.

### ***Organisation non-gouvernementale ou organisation de société civile ?***

Lors de notre étude de terrain, il est apparu que ces dénominations étaient source de confusion. Chez nos interlocuteurs, une partie de la confusion provenait du terme en usage en Turquie pour désigner une ONG : *STK*. Il s'agit de l'abréviation de *Sivil Toplum Kurulusu* (organisation de société civile) et non de *Devlet Disi Kurulus* (organisation non-gouvernementale). Donc le terme turc n'indique pas l'indépendance vis-à-vis de l'État (objet défini), mais l'appartenance à la société civile (objet non défini). Il n'est alors pas surprenant que les Turcs associent presque automatiquement les notions de « société civile » et d'« organisation non gouvernementale ». Conclusion tout à fait logique : *mon organisation est une organisation de société civile, donc nous faisons partie de la société civile turque, ce qui est en effet le cas de l'ensemble des organisations comme la nôtre ...* Le problème principal, qui apparaît alors, est qu'il n'existe pas une seule définition de la société civile, une seule référence unique. Cette notion politique se présente donc comme l'une des plus ambiguës, même en Occident d'où elle a été « importée » en Turquie.



Le terme « occidental » ONG<sup>1356</sup> semble au moins mettre en place un critère précis : celui de « non gouvernementalité » qui permet de placer tout un groupe d'organisations (associations, fondations, communautés religieuses, syndicats...) dans cette catégorie. La question de « l'appartenance à la société civile » se pose après. Supposons par exemple que nous ne considérons pas les syndicats comme des composants de la société civile. Cela ne nous empêcherait pas de les considérer comme des organisations non-gouvernementales, autrement dit de leur attribuer quand même une identité. Cela est impossible pour les Turcs car la « non gouvernementalité » est ignorée dans le contexte de la Turquie. Selon nous, c'est la raison pour laquelle nos interlocuteurs n'ont pas pu expliquer pourquoi ils n'arrivaient pas à placer les syndicats dans une catégorie. Ils ne voyaient pas les syndicats comme une partie de la société civile, tout en admettant que ceux-ci ne dépendaient pas de l'État.<sup>1357</sup>

Le terme STK a été élaboré lors de l'organisation des premiers symposiums de « STK » en Turquie en 1993-1994 par le comité d'organisation qui comprenait plusieurs représentants d'associations et de fondations. Leur choix est compréhensible dans la mesure où ils ne désiraient pas proposer une traduction « sèche » de ce dernier.<sup>1358</sup> Ajoutons qu'ils ont refusé aussi d'utiliser des appellations comme « non gouvernemental » ou plutôt « hors de l'État » comme on dit en turc (Hukümet Disi, Devlet Disi) pour éviter toute analogie avec les organisations militantes des années 70 :

*« En réalité, on a envie d'utiliser le terme « non-gouvernemental » pour désigner l'ensemble de ces groupes : associations, fondations, syndicats, corporations, etc., mais on ne peut pas parce que cela se comprend mal en Turquie. Il y a une barrière psychologique. En conséquence, il faut une clarification de ces notions. » (un président d'association)*

Il faut également noter que la Fondation d'Histoire (Tarih Vakfı) dont un des principaux objectifs était la sortie du contexte de régime militaire du 12 septembre 1980, a joué un rôle assez important dans l'organisation de ces rencontres (qu'elle continue à

---

<sup>1356</sup> Nous continuerons à utiliser ce terme pour des raisons pratiques : en premier lieu, nous avons rencontré les responsables de certaines ONG dont l'appartenance à la société civile était un sujet de discussion pour beaucoup de personnes, parfois même pour eux-mêmes. En second lieu, nous désirons simplement décrire une réalité, sans prendre partie dans les discussions qui l'entourent.

<sup>1357</sup> Bien entendu, nous ne prenons pas en considération les associations à but lucratif, les entreprises et d'autres formes d'organisations commerciales...

<sup>1358</sup> ANADOL, Aysen, **Avrupa Birliği, Devlet ve STK'lar**, Tarih Vakfı, Istanbul, 2001, p.28 (Actes de symposium des STK juin 2000 et décembre 2000)

organiser).<sup>1359</sup> Cette fondation attribuait un sens un peu différent au terme « civil » et elle a insisté pour que ce dernier soit utilisé.<sup>1360</sup>

### ***Pourquoi sommes-nous une « organisation de société civile » (OSC) ?***

Quant aux définitions de l'OSC, nous en avons eu une multitude comme ce fut le cas avec la notion de la société civile et elles n'étaient pas moins intéressantes :

*« Les OSC sont des structures qui sont, en effet, les formes organisées de la société civile. »*

*« Tout comme son homologue « occidental », le terme OSC est un peu problématique aussi, car il n'a pas de définition précise. Pour nous, une OSC est une structure qui sort de la société civile, et qui est créée par cette même société civile. Il existe beaucoup d'organisations qui sont conformes à cette définition chez nous mais il existe beaucoup d'autres « OSC » qui n'ont pas de liens avec la société civile mais qui, au contraire, prennent la parole et agissent au nom de celle-ci. Parfois, ces prétendues OSC tentent de définir ce que c'est que la société civile, "résoudre ses problèmes" même, selon leur vision du monde. »*

Le problème prend de plus en plus l'allure du célèbre dilemme de « l'œuf et la poule ». Si la société civile est l'ensemble des initiatives civiles (ou bien l'ensemble des OSC), alors les OSC ne sont que la forme organisée de la société civile... À défaut de référence, nos interlocuteurs tentent de définir une notion ambiguë par une autre.

Nous retrouvons cependant certains éléments communs à l'ensemble des définitions, comme le volontariat, l'indépendance vis-à-vis de l'État, le fait d'opérer sans but lucratif, de travailler pour le bien public... Donc on suppose qu'une organisation de société civile porte toutes ces qualités :

*« Les organisations qui privilégient les intérêts du pays plutôt que les intérêts de leurs membres, qui travaillent pour le bien de la société en cherchant à résoudre les problèmes, qui offrent des projets aux gouverneurs. Etre indépendant de l'État est un critère important pour être considéré comme une OSC. »*

---

<sup>1359</sup> Entretien avec Orhan Silier, secrétaire général de la Fondation d'Histoire.

<sup>1360</sup> Il faut noter qu'il s'agit d'un glissement de sens en turc pour l'adjectif "civil", surtout comparé au sens anglo-saxon du terme. En turc, "civil" est le contraire de "militaire". Toutes les institutions étatiques sont "civiles" sauf l'armée. Cela dit, le terme "civil servant" (anglais) par exemple n'a pas d'équivalent dans la langue turque. À cet égard, le terme STK présente une autre ambiguïté : si on considère le mot *sivil* (civile) comme adjectif, le sens du terme dévie complètement : organisation sociale civile.

*« L'OSC est une nouvelle notion pour nous. Il existait beaucoup d'associations avant 1980, mais celles-ci étaient des organisations militantes. C'est au cours des années 80 que nous avons entendu parler des ONG. Ce sont des organisations indépendantes de l'État, qui travaillent selon leurs propres principes et leurs propres programmes, qui n'ont pas de but lucratif et qui sont d'utilité publique. »*

*« Un groupe qui est formé uniquement de volontaires qui désirent servir à leur peuple et à l'humanité, sans avoir des intérêts. De la même façon, désigner des objectifs pour le peuple et motiver celui-ci font partie de la mission d'une OSC. »*

*« Il s'agit d'un manque de consensus en Turquie sur le sens attribué au terme OSC. On considère les syndicats, les ordres etc. – qui sont finalement des lobbies – comme des OSC alors que parfois on ne parle même pas des associations. Or, les associations sont des groupes de volontaires et le volontariat est le seul critère, à mes yeux, pour distinguer une OSC... L'indépendance vis-à-vis de l'État constitue un critère aussi. »*

*« Les chambres, ou les syndicats par exemple, peuvent être considérés eux aussi comme des OSC malgré le fait qu'ils défendent les intérêts d'un groupe. Premièrement, ils n'ont pas de but commercial comme réaliser des profits. Ensuite, ils assument des fonctions sociales aussi dans le contexte turc. »*

*« A nos yeux, le barreau, la chambre des architectes, la chambre des ingénieurs civils, la chambre de commerce de ..., dont nous n'avons reçu aucun soutien, ne sont pas des OSC. La raison est que ceux-ci ne réagissent que dans l'intérêt de leurs membres. »*

Il existe de toute évidence une difficulté de catégorisation à propos des chambres professionnelles et des syndicats. Ce sont des organisations non-gouvernementales, mais cette qualité n'a pas d'utilité dans le contexte turc. Donc on ne peut pas leur attribuer facilement la catégorie d'OSC. L'attitude générale chez les responsables d'ONG est de les exclure, mais encore une fois, nous voyons que tout dépend de l'« image » de société civile que l'on construit. La situation de la Chambre des Architectes constitue un exemple intéressant dans ce sens.

La Chambre des architectes a une notoriété considérable en Turquie grâce à ses actions par rapport aux principaux problèmes qui relèvent de l'habitat et de l'urbanisation. Elle est fondée par une loi spéciale (loi no. 6236) en 1954, qui détermine ses missions : « faire face aux besoins collectifs des architectes, assurer le développement de la profession en conformité avec les besoins publics, maintenir la discipline professionnelle, coopérer avec les autorités publiques et faire des propositions à ces dernières en ce qui

concerne le métier, examiner tous les réglementations, normes et cahiers des charges concernant la profession, informer les personnes concernées de son avis. »<sup>1361</sup>

Tout en ayant des missions relatives à la profession d'architectes, la Chambre des architectes est chargée des missions que nous pouvons considérer comme des missions « sociales », du moins d' « utilité publique ». En s'appuyant sur la justice, la Chambre a réalisé plusieurs actions d'importance majeure, comme l'annulation des nouveaux plans d'aménagement du Bosphore, la démolition du bâtiment Parc Hôtel, l'annulation des plans qui ouvraient les bassins d'eau d'Istanbul à l'urbanisation, etc.<sup>1362</sup> Les responsables de la branche d'Istanbul l'admettent eux-mêmes : « Nous travaillons tantôt comme le ministère de culture, tantôt comme la mairie, tantôt comme un cabinet d'avocats pour effectuer ces missions ».

Néanmoins, ils refusent d'être désignés comme une ONG : « A mon avis, le critère principal est le volontariat. C'est pourquoi la Chambre des architectes n'est pas une OSC. Premièrement tous les architectes sont obligés d'adhérer à celle-ci pour pouvoir travailler, deuxièmement nous n'acceptons que les architectes comme membres, c'est-à-dire que nous appliquons aussi une sélection. » Or, les responsables de la Chambre de commerce d'Istanbul affirment le contraire :

*« Nous sommes une organisation dont l'administration est élue. Nous sommes indépendantes vis-à-vis de l'État et nous n'avons pas de but lucratif. De ce fait, nous nous considérons comme une OSC malgré le fait que nous ayons des missions exigées par la loi et que l'adhésion à notre chambre soit obligatoire (l'adhésion étant obligatoire pour les chambres de commerce de presque tous les pays européens, il ne s'agit donc pas d'une question de modernité). Il faut préciser un autre point important qui est la transparence. Une commission élue parmi nos membres contrôle notre budget tous les mois. Nous sommes conscients de nos responsabilités sociales, comme certaines de nos activités en témoignent : nous attribuons des bourses aux étudiants, nous aidons de nombreux établissements scolaires, nous développons la conscience de l'environnement chez les industriels grâce à notre département chargé de l'environnement... Nous devons notre réputation un peu à ces activités. »*

Finalement, pour les responsables d'ONG, l'appartenance des organisations professionnelles et les syndicats, l'appartenance à la société civile demeure un sujet de discussion. Notons que leur qualité de non-gouvernementalité est remise en cause comme celle des ONG ayant des liens directs avec l'État (par exemple, le Croissant-Rouge turc) ou bien tout simplement comme celle des organisations de lobbying.

---

<sup>1361</sup> « La chambre des architectes de Turquie », brochure en turc, anglais, français, espagnol et russe préparée par le siège de la chambre, Ankara, 2000, p. 17

<sup>1362</sup> Ibid., p.20

## *De l'effet des séismes sur la société civile*

Contrairement à ce que l'on aurait pu attendre, la plupart des représentants d'ONG sont assez critiques vis-à-vis du discours concernant le « réveil de la société civile à l'occasion des séismes ». Tout en admettant que les séismes ont eu un effet positif sur le développement de la société civile en Turquie, ils se montrent réservés sur les résultats immédiats de cet événement. D'autre part, un certain nombre de représentants considèrent toujours la catastrophe de 1999 comme « l'acte de naissance » de la société civile turque :

*« Il s'agit d'une « floraison » d'ONG après le 17 août. Une chose qui n'existait pas [société civile] a pris naissance. Moi même, je n'en avais jamais entendu parler du tout comme beaucoup de personnes que je connais. Il en est de même pour la société et aussi pour l'État. Néanmoins je pense que cela n'est toujours pas grand chose par rapport à l'Europe ou aux USA. »*

*« Le 17 août est un tournant dans l'histoire de la Société Civile turque. Les associations de sauvetage fondées sur le modèle d'AKUT<sup>1363</sup>, les initiatives de quartier, d'autres OSC importantes furent créées après le tremblement de terre, avec bien sûr, les Dep-Der. »*

*« Il n'y avait pas de conscience de société civile jusqu'à une époque récente. Les tremblements de terre ont été marquants dans ce sens-là. Les gens se sont réunis à l'occasion de la catastrophe pour s'aider les uns les autres. Ils ont remarqué l'importance de la société civile. Depuis, nous voyons que de nouvelles OSC sont apparues et cela continue. On parle de 70 000 associations en Turquie mais à mon avis la plupart ne font pas partie de la société civile car elles n'ont aucune fonction sociale, comme les associations pour construire les mosquées. »*

*« Après 1980, nous avons été témoins d'un changement de vision très dangereux, d'une dégénérescence même. Les individus sont devenus de plus en plus égoïstes, on ne respectait plus les notions comme le bien commun, la justice... Chacun agissait dans ses intérêts. Plusieurs sous-cultures qui justifient cette logique étaient nées. Le 17 août a marqué un tournant. Les gens se sont rappelés des valeurs qu'ils avaient oubliées depuis longtemps. Quand ils ont vu les articles sur AKUT dans les quotidiens, ils ont été surpris. Un groupe de volontaires qui fait du sauvetage sans être payés pour cela... D'ailleurs, certains nous demandent encore combien d'argent nous gagnons. Depuis 20 ans, on a semé des graines tellement mauvaises dans ce pays que la société est devenue incapable d'imaginer que cette activité [sauvetage] peut se faire volontairement. »*

---

<sup>1363</sup> AKUT : *Arama ve Kurtarma Dernegi* (Association de Recherche et de Sauvetage). La première ONG de sauvetage de la Turquie, fondée en 1995, devenue le symbole des initiatives civiles dans le contexte des tremblements de terre (voir partie 1).

*« La Turquie a subi une transformation profonde dans les années 80. En conséquence des politiques néo-libérales suivies, la société a presque perdu ses valeurs humaines. En 1999, nous avons redécouvert l'aspect humain, solidaire de la société turque après les tremblements de terre. Nous avons été témoins de l'apparition de « deux sortes d'énergies » : la première était celle qui avait causé les séismes, la deuxième était « l'énergie de l'humanité ». Nous avons vu des milliers de personnes qui venaient pour nous aider alors que nous n'avons pas vu l'État pendant quatre jours. C'est pourquoi les OSC sont d'actualité aujourd'hui. »*

*« Le séisme a été un tournant dans les relations entre la société civile et la société. La société turque a fait connaissance avec la société civile, tous comme ses gouvernants. »*

Certaines affirmations comme « Il s'agit d'une expansion après le 17 août. Une chose qui n'existait pas [société civile] a pris naissance. » sont exagérées. Mais dans le même temps, ce type de discours reflète bien l'optique du « citoyen ordinaire » qui ne s'est mobilisé pour la première fois qu'à cause des tremblements de terre de 1999. Pour ce dernier, l'historique des initiatives civiles en Turquie se résume à son expérience personnelle. La société civile turque a commencé à exister en 1999, à la suite des séismes parce qu'il « n'en avait jamais entendu parler » avant. Bien entendu, dans ce cas le rôle de la société civile se limite aux missions relatives aux catastrophes : [une ONG est une] « organisation des gens qui veulent amener du secours aux victimes de catastrophes de façon indépendante de l'État. »

Selon le discours le plus commun, les tremblements de terre de 1999 ont marqué un tournant historique où « le peuple turc s'est rappelé de valeurs oubliées depuis longtemps, comme l'humanisme, la solidarité, le don... Et d'après cette construction « mythique », nous retrouvons ces valeurs perdues dans la notion de société civile qui, elle, « s'incarne » en ONG. La société civile devient alors la solution à tous les problèmes socio-économiques car c'est la perte des valeurs traditionnelles qui est à l'origine de ceux-ci.

Les responsables d'ONG dont nous avons rapporté les propos accordent une grande importance aux séismes de 1999. Contrairement à d'autres ONG, les ONG de secours et de sauvetage doivent surtout leur légitimité aux activités qu'elles réalisent lors des catastrophes. Donc il n'est pas étonnant que dans ces ONG on considère les tremblements de terre de 1999 comme l'événement le plus important qui marque l'évolution voire le début de la société civile en Turquie. Cela est juste dans une certaine mesure puisque celles-ci ont été fondées à l'occasion de cette catastrophe. En conséquence, elles sont beaucoup plus réceptives que les autres au discours du « réveil de la société civile à l'occasion des séismes de 1999 », car ce discours sert non seulement à justifier leur

existence, mais il constitue aussi un « raccourci » pour s'intégrer dans l'univers des ONG turques. *Si la catastrophe de 1999 a été l'événement le plus marquant des dernières décennies, alors les ONG auxquelles elle a « donné naissance » sont devenues des composantes incontestables de la société civile turque, voir les plus prestigieuses...*

Il existe donc un groupe d'ONG qui est constitué en majorité par les associations de sauvetage et de secours pour lesquelles les tremblements de terre signifient « l'apparition » ou « le réveil » de la société civile. En adoptant ce discours, 1 / elles se qualifient immédiatement comme ONG, 2 / elles « amplifient » leur prestige, 3 / elles justifient leur existence aux yeux des citoyens et de l'administration. Bien entendu, toutes les ONG n'ont pas la même attitude à propos du discours du « réveil ». D'autre part, comme nous l'avons vu, la majorité des responsables interviewés étaient beaucoup plus réalistes à ce sujet :

*« 'L'énergie civile' est dirigée vers la région à la suite du tremblement de terre. Plusieurs citoyens « à fort capital social et culturel » sont partis pour y aller, ensuite certains se sont organisés, sont restés dans la région pendant longtemps. Cela peut être considéré comme un modèle en soi, un modèle unique peut-être. Les OSC ont prouvé leur utilité grâce à l'absence de l'État dans la zone de la catastrophe. Il y a eu un sursaut, le terme OSC est devenu prestigieux mais il faudra encore du temps pour que la société intériorise ce changement. Le fait de faire partie d'une organisation engendre encore une certaine hostilité. (...) Les conséquences du 17 août seront visibles à long terme à mon avis. L'événement est encore récent. Mais je pense que certaines choses ont bougé avec la catastrophe. Tout d'abord, la vision de « l'État qui résout tout » est plus ou moins dépassée. Les citoyens ont remarqué l'existence d'autres acteurs que l'État. »*

*« Nous avons entendu le discours « la société civile s'est renforcée » au moment des séismes mais à mon avis ce n'est pas le cas. L'État, comme d'habitude, a essayé d'exclure les OSC le plus possible. Quant à la société, elle a compris que l'État n'était pas tout puissant. »*

*« Il ne faut pas oublier que notre société est une société qui n'a pas la tradition de s'organiser. Au contraire nous considérons comme « fous » ceux qui demandent davantage de démocratie, ceux qui cherchent à défendre leurs droits. Pourtant les choses changent, même très lentement. Il faut attendre car l'évolution sociale ne se fait pas en un jour. »*

*« 132 000 bâtiments se sont effondrés dans la région mais les effectifs de tous les Dep-Der sont l'ordre de 3 000.<sup>1364</sup> Donc, il y a des traditions qui se construisent, mais très lentement. Les gens ne participent encore pas. À mon avis, les citoyens turcs ne peuvent pas dépasser la logique de raison d'État. Cette habitude date de l'époque ottomane. »*

---

<sup>1364</sup> L'interviewé fait évidemment erreur à propos du nombre de bâtiments détruits. Voir la première partie de notre thèse.

*« Nous avons été témoins de l'échec de l'État après les séismes. Comme il était impossible de passer l'événement sous silence en distribuant quelques tentes, il a été vivement critiqué, notamment au sujet de ses responsabilités dans la prévention des risques naturels et dans la gestion d'urgence. Entre-temps, nous avons vu des OSC remarquables apparaître, comme AKUT. Mais finalement, l'État a repris l'affaire en main. »*

*« Lors d'un symposium récent, intitulé « La restructuration de la société civile », nous avons parlé des séismes de 1999 aussi. L'opinion commune est que ces tremblements de terre ont eu un effet de stimulant en Turquie : premièrement l'adhésion aux OSC s'accroît et deuxièmement la notion d'association avant la catastrophe (un titre juridique à acquérir pour des buts économiques) n'est pas la même que celle qu'on a maintenant (mettre les problèmes en évidence, être une partie de la solution et non du problème). »*

Pour ce deuxième groupe de responsables, le discours du « réveil de la société civile turque » apparaît donc exagéré. D'après eux, les séismes ont représenté une « marée » où les initiatives civiles ont gagné du terrain en profitant du recul de l'État. Néanmoins, elles ont dû laisser une bonne partie de ce terrain à « la marée haute », lorsque les autorités publiques sont sorties de l'état de choc.

Il faut noter aussi que les représentants des deux groupes évoquent un même fait : l'absence de l'État dans la zone touchée par les séismes. Ceci est sans doute la cause la plus importante de la réaction qui s'est produite au sein de la société. Plusieurs de nos interlocuteurs qui ont survécu à la catastrophe nous ont fait part de leur déception de n'avoir pas rencontré dans la région un service de l'État dans les jours ayant suivi les tremblements de terre. Cette absence a d'ailleurs été, pour beaucoup de citoyens, un moment de rupture avec leur vision de l'État « patriarcal ».

Les déclarations de deux responsables à propos des effets de la catastrophe apparaissent à cet égard particulièrement intéressantes :

*« (...) le tremblement de terre a causé des fissures dans la structure étatique « ultra-centraliste », fermée à la participation des citoyens. Les médias qui désiraient critiquer l'État et voir l'apparition d'autres acteurs sur la scène politique ont favorisé les OSC. Le séisme a été une occasion un peu particulière car dans le contexte post-catastrophe, tout est clair, visible. On comprend tout de suite qui est capable de faire quoi, quels sont les défauts, les erreurs des acteurs. Les critères du succès ou de l'échec sont quantitatifs : qui a sauvé combien de personnes, qui a amené combien de tonnes de vivres etc. Dans un contexte plus « politique », il serait beaucoup plus difficile de remarquer la défaillance de l'État. »*



*« Il ne faut surtout pas sous-estimer l'impact des catastrophes. La catastrophe est un événement qui éprouve l'ensemble du système. Elle bouleverse, elle évoque la peur qui est une émotion commune à tous : les autorités publiques, les citoyens... La peur est unifiante, elle est un catalyseur. »*

Les tremblements de terre de 1999 n'ont donc pas secoué uniquement les bâtiments et les équipements. Ebranlé, le système politique et administratif a été mis en cause pour son dysfonctionnement. La catastrophe n'a rien de politique en soi, elle a touché toutes les couches sociales, elle a fait des victimes parmi tous les groupes politiques. Il n'est par ailleurs pas possible de dissimuler ses conséquences comme un scandale politique « banal » : la région touchée est celle qui est la plus développée, la plus peuplée du pays. Les images dramatiques provenant de la zone de catastrophe sont transmises en direct par les médias. Comme l'évoque ci-dessus un responsable d'ONG, les critères de la faillite sont assez « objectifs ». En conséquence, tous ces différents groupes se sont retrouvés sur le même discours critique : *la catastrophe n'est pas un châtement divin mais une catastrophe naturelle qui a été prévue depuis longtemps. L'irresponsabilité des hommes politiques et des autorités publiques est à l'origine du nombre élevé de pertes en vies humaines. Ils ont ouvert la région à l'urbanisation intense et ont négligé la planification urbaine et le contrôle des chantiers en raison du clientélisme politique.*

Donc, du point de vue des représentants d'ONG, même si l'État a vite repris ses forces, le contexte de post-catastrophe a permis aux ONG de mener des activités importantes qui leur ont permis de gagner en crédibilité au sein de la société et d'élargir leur champ d'action. Il ne faut pas sous-estimer l'importance du terrain « gagné » par les ONG sur la scène politique car c'est le début d'un changement lent mais irréversible. Aux yeux de ces responsables les choses ont bougé en Turquie en 1999, mais les conséquences politiques ultimes de la catastrophe ne seront visibles que dans une ou deux décennies.

Nous avons rencontré aussi quelques responsables qui ne partageaient pas ce point de vue. Ceux-ci font part d'une certaine « déception » par rapport aux effets de la catastrophe de 1999. Pour eux, la société turque n'a pas intériorisé la notion de société civile. Les mêmes habitudes demeurent chez les individus, comme celle de se tenir à l'écart des mouvements associatifs. Quant aux ONG turques, elles n'ont pas fait « vraiment » entendre leur voix depuis l'année des séismes.

*« Il n'y a pas eu de mouvement de société civile « sérieux » en dehors du domaine du disaster recovery après le 17 août. Or, il existait déjà des OSC importantes comme « l'Association de défense des droits des consommateurs » depuis les années 80. Il doit y avoir d'autres engagements*

*du type de celui-ci. Néanmoins les gens se tiennent toujours à l'écart du politique en Turquie car ils ont peur. »*

*« Malgré tout, je pense que la Turquie a raté une occasion importante. Le peuple aurait pu cesser de compter sur l'État pour tout, aurait pu gagner une certaine conscience d'initiative civile, de citoyenneté « active ». D'ailleurs nous avons été témoins d'un réveil, mais les conséquences n'ont pas été aussi importantes que nous l'avions imaginé. Le fait qu'AKUT ait été désignée comme l'institution la plus respectée du pays avec l'armée prouve bien qu'il s'agissait d'une évolution. Mais les dynamiques internes n'étant pas favorables, la société ne l'a pas intériorisée, ne se l'est pas appropriée. »*

*« On ne peut pas parler 'd'essor de la société civile' je crois. Depuis 1999, nous n'avons entendu les OSC qu'au moment de la ratification des lois d'adaptation au droit européen (Union). Là, elles ont fait une déclaration commune à l'initiative d'IKV (Fondation pour la croissance économique) pour faire pression sur les députés mais nous n'avons pas été témoins d'une action commune, par exemple au sujet de la guerre en Irak. »*

Ces responsables d'ONG sont insatisfaits de l'évolution de la société civile turque qu'ils considèrent comme très limitée, voir négligeable. Ils semblent avoir souhaité, dans les jours qui ont suivi les séismes, un changement socio-politique profond résultant du discours sur le « réveil de la société civile » : *rien ne sera comme auparavant...* (discours qu'ils ont eux-mêmes contribué à la reproduction). Mais cette vision ne nous paraît pas réaliste puisque, comme l'a souligné un représentant d'ONG « l'évolution sociale ne se fait pas en une journée ».

### ***L'ouverture des ONG vers l'extérieur***

Un autre aspect important, relevé par nos interlocuteurs, a trait à l'ouverture des ONG turques vers l'extérieur :

*« (...) beaucoup d'ONG ont eu accès aux fonds étrangers pour la première fois à l'occasion des séismes. De cette façon, elles ont acquis de l'expérience en relations internationales, elles ont connu les pratiques comme celle de préparer un projet, de le présenter à une agence internationale. »*

*« (...) les ONG ont pris conscience d'un fait nouveau : le projet. Dans la plupart des ONG, on n'avait même pas entendu parler de cette démarche qui était devenue « classique » en Occident depuis longtemps. Faire des projets et être financé sur la base de projets était inimaginable, maintenant le terme « projet » fait partie du jargon des ONG turques. »*

*« Les séismes ont un peu brisé l'image 'des ennemis étrangers'. Quant au sujet de la société civile, je ne pense pas qu'il y ait de changement considérable. Grâce à aux associations comme AKUT ou Dayanisma Gonulluleri (les volontaires de solidarité) qui ont réagi efficacement, contrairement à l'État, la société civile a gagné une certaine popularité. Mais cette fois-ci la mentalité de société civile s'est dégradée. Les ONG ont découvert la notion de conception de projet. À présent, c'est tout ce qu'on vous demande : 'avez-vous un projet ?'. Le but principal de certaines ONG n'est que de faire des projets pour accéder aux fonds étrangers. »*

À la suite des séismes de 1999, les ONG étrangères qui arrivaient en Turquie ont cherché des interlocuteurs locaux pour mettre des fonds importants à leur disposition, en excluant les instances publiques qui avaient beaucoup perdu de leur crédibilité. Ainsi, les ONG turques ont vu l'arrivée de dons jusqu'alors inimaginables dans le contexte local. La seule condition des ONG étrangères était de recevoir un projet justifiant la demande de budget, ce qui a provoqué un changement de vision. Avant 1999, l'idée de récolter des fonds étrangers, en particulier des fonds européens ne se concevait même pas en dehors de quelques grandes fondations spécialisées, ayant acquis les compétences pour réaliser les démarches nécessaires. Autrement dit, en se familiarisant avec la procédure de montage de projet, « les ONG turques ont franchi une barrière mentale ». Certes, l'accès à ces nouvelles ressources financières a engendré des problèmes éthiques comme le souligne un représentant d'ONG :

*« Tout d'un coup, des sommes considérables ont été envoyées de l'étranger en Turquie. Normalement, monter des projets était le mode opérationnel des ONG professionnelles comme la nôtre, mais ça s'est vite étendu à un très grand nombre d'ONG. Imaginez : l'aide arrive de façon inattendue et vous n'avez pas besoin d'un « excellent » projet pour l'avoir. Ceux qui la distribuent veulent « se débarrasser » rapidement de l'argent tandis que vous, vous voulez le toucher tout de suite. Résultat, nous avons vu une inflation de financement, une inflation de projets et un effort pour prendre une part du « marché » des ONG. Il est discutable de savoir si ces ressources sont-elles judicieusement utilisées ou non. »*

Mais élaborer un projet susceptible d'être financé par les bailleurs de fonds nécessite un précieux savoir-faire, difficile à acquérir, qui peut même devenir l'objet d'un « commerce » entre les ONG :

*« Il faut élaborer des projets pour obtenir des financements de l'étranger, mais nous n'avons pas le savoir-faire nécessaire. Lorsqu'on avait fait des séminaires là-dessus, nous n'étions pas encore à la*

*direction de l'association, donc nous n'avons pas appris comment faire. On nous dit qu'un projet consiste en une cinquantaine de pages mais ceux que nous avons jusqu'à présent préparé ne dépassaient pas deux ou trois pages. Il existe des grandes fondations à Istanbul qui peuvent faire un projet à votre place mais elles demandent – d'après ce que nous avons entendu – 10 à 15 % du financement obtenu. »*

Lors de notre étude de terrain, nous avons observé que “le projet” était devenu une notion capitale pour les ONG en Turquie. Depuis 1999, des séminaires ont été organisés pour les ONG qui désirent apprendre à monter des projets. L'UE a également mis en place en 2002 un bureau chargé « d'accroître les capacités des ONG turques » qui exécute un programme nommé « Programme pour développer la société civile », dont l'un des éléments importants est le processus de montage de projet. Néanmoins, trouver un financement ne veut pas toujours dire être financé dans le contexte turc car il reste encore à franchir le « barrage bureaucratique »:

*« Les dons sont notre seul revenu. Nous avons des problèmes pour accéder aux fonds étrangers. Premièrement, la loi concernant les associations prévoit une procédure administrative d'autorisation et deuxièmement préparer des projets et faire la demande auprès des organismes internationaux nécessite un savoir-faire dont nous ne disposons pas. En général, les donateurs étrangers veulent effectuer la transaction le plus vite possible alors qu'en Turquie vous attendez longtemps pour obtenir l'autorisation des autorités publiques en risquant bien sûr de perdre la somme en question. Lors des tremblements de terre on a bloqué les dons qui venaient de l'extérieur. Notre président a dû aller voir le Premier ministre avec d'autres représentants d'OSC pour obtenir un décret-loi dans lequel figuraient les noms des OSC autorisées à collecter ces dons. Nous avons également dû attendre près d'un an pour toucher le don qui nous a été fait par les Turcs vivant en Californie. C'est pourquoi nous avons préparé un « projet de loi sur les associations » et l'avons transmis aux ministères ainsi qu'à tous les députés. »*

Quant à la question des relations avec les ONG étrangères, nous avons remarqué qu'il n'existait presque pas de lien « formel » (partenariat, protocole de coopération) entre celles-ci et les ONG turques. À notre avis, les ONG turques ont tendance à considérer ce genre de relations uniquement comme des possibilités de financement. Nous pouvons mettre cette attitude en parallèle avec leur vision de la candidature de la Turquie à l'Union Européenne. D'après elles, l'adhésion à l'Union peut améliorer les conditions matérielles en Turquie mais le progrès essentiel dans les autres domaines ne peut être fait que par les Turcs eux-mêmes :

*« Je ne suis pas optimiste au sujet de l'adhésion à l'Union Européenne. L'Union peut apporter la liberté économique mais elle ne peut pas créer l'individu indépendant et autonome. La Turquie ne peut pas accéder à la véritable démocratie grâce à la pression extérieure. Nous avons notre culture, notre tradition – et notamment la tradition d'imece qui prouve que la notion de société civile n'est pas inconnue pour notre société – et nos propres structures. Le développement doit se baser sur ces éléments qui seront peut-être anéantis par l'Union. »*

*« La Turquie n'a pas ses propres critères, ses propres standards. Nous nous trouvons, à présent, dans l'obligation d'accepter les standards des autres [de l'UE]. Or, nous devrions être capables de définir nos critères pour nous évaluer nous-mêmes. C'est comme mettre un costume taillé pour une autre personne. »*

*« Nous n'avons tiré aucun bénéfice des modifications législatives exigées par l'Union Européenne. Il n'y a aucun changement dans la pratique. Les lois qui existaient déjà étaient suffisamment bonnes. Le problème est l'application arbitraire. Nous sommes encore obligés de demander une autorisation pour pouvoir réunir 30 personnes ! »*

*« Nous avons entendu parler du projet de l'Union à Ankara. Comme nous sommes dégoûtés par notre expérience avec une ONG hollandaise, nous n'osons même pas soumettre un projet pour demander des financements. Nous voulons continuer avec nos propres dynamiques. Peut-être que nous ne pourrions pas faire grand chose, mais au moins nous ne serons pas obligés de recevoir des ordres de la part d'une personne ou d'une institution. Le succès, ou l'échec, sera le nôtre. »*

*« Il faut établir des liens non seulement entre les gouvernements mais entre les peuples aussi. C'est le rôle des ONG. Pourtant, il ne faut pas toujours imaginer les européens si innocents : de temps en temps, ils essaient de créer des relations paternalistes, d'exercer une domination sur nous. Or nous, nous cherchons des partenaires. Ils ont des choses à apprendre, eux aussi. Nous ne pouvons pas consentir à une relation semblable à celle qu'un explorateur du XVII<sup>e</sup> siècle établit avec les « indigènes » : 'acceptez ces bijoux contre vos territoires'. »*

*« Il ne faut pas considérer l'Union Européenne comme une entité homogène. Il y existe des groupes qui sont pro-turcs, mais il en existe d'autres aussi dont le but principal est de causer des troubles à la Turquie, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur. Il faut bien observer où vont les financements de l'Union en Turquie... Si vous parlez des droits de l'homme, de la liberté, de la langue kurde etc. on vous attribue des sommes considérables. Nous pouvons dire que ce sont des politiques pour miner l'unité nationale sous prétexte d'un soutien à la démocratisation. Pourtant, ce n'est qu'une partie de la réalité. Il y a aussi beaucoup de coopération avec l'Union en faveur de la Turquie. »*

Nous voyons que cette vision est marquée par un manque de confiance à l'égard de l'Union Européenne et des étrangers. Les ONG turques affirment qu'elles ne désirent pas être sous la tutelle de leurs homologues européennes. Elles reprennent même, comme on

l'a vu ci-dessus, des discours eurosceptiques d'après lesquels « les Européens menacent l'unité de la Turquie ». Mais, de façon contradictoire, la plupart d'entre elles tentent d'obtenir des financements de l'Europe. Donc d'une part elles réclament l'amélioration des conditions en Turquie, ce qui va leur permettre de travailler dans une plus grande liberté et, de l'autre, elles cherchent à obtenir des financements de l'extérieur pour réaliser des activités plus importantes. Dans le même temps, elles veulent garder une certaine distance par rapport à leurs « financeurs », de même que par rapport à l'État turc. Autrement dit, l'enjeu principal pour elles est de mener leurs activités tout en gardant leur indépendance vis-à-vis d'autres acteurs :

*« Dans tous les secteurs, il peut y avoir des acteurs qui cherchent à créer des liens de dépendance. Il est possible que certains acteurs européens tentent d'agir de cette façon en Turquie. Mais malgré tout, je crois que le mouvement le plus patriote est celui de la société civile dans le contexte des relations turco-européennes. Elle constitue le secteur qui utilise les ressources de la meilleure façon et qui avance le plus vite au sens de la démocratisation. »*

### ***Les autorités publiques selon les ONG***

Un autre objectif de notre étude de terrain était de savoir si les autorités publiques avaient modifié leur attitude à l'égard des initiatives civiles depuis les tremblements de terre de 1999. Lorsque nous avons posé la question aux ONG turques, nous avons vu qu'elles tenaient un discours assez réaliste alors que nous attendions des versions optimistes ou pessimistes en fonction du type des relations qu'elles avaient établies avec les pouvoirs publics.

D'après les ONG, c'est surtout dans la zone de catastrophe que l'on constate une amélioration dans les relations entre les initiatives civiles et les représentants de l'État. De même, les fonctionnaires qui ont été témoins des séismes et qui ont été nommés ensuite dans d'autres départements gardent une image positive des ONG et les favorisent. Par ailleurs, les autorités publiques – au niveau national – ont remarqué que les ONG avaient pu être « utiles » et non pas toujours « menaçantes ». Elles ont également vu qu'il était possible d'alléger les charges de l'État en confiant certaines tâches aux ONG. Cette variation de perception se traduit pour le moment par un effort fait pour profiter des capacités de certaines ONG spécialisées, comme c'est le cas avec les associations de secours et de sauvetage.

*« Le tremblement de terre a été une occasion pour que les OSC et les autorités publiques se rencontrent. Les préfets, les kaymakam (sous-préfets) ont vu les volontaires travailler, tout comme les soldats. Ils ont vu les ONG étrangères. Ils ont appris qu'il existait une telle habitude à l'étranger... Ils ont dit 'finalement ce n'est pas si mauvais'. Pourtant, nous avons eu des incidents suite auxquels les autorités ont aussi chassé les OSC »*

*« A présent, nous coopérons avec le 112, la sécurité civile, la préfecture d'Istanbul, la mairie d'Istanbul... Ces instances nous prennent au sérieux. Nous sommes toujours consultés pour de nombreux problèmes qui relèvent de nos compétences et nous les aidons. »*

*« Les autorités publiques et les administrations locales ont pris conscience de l'existence des OSC après le tremblement de terre. Maintenant ils aident beaucoup les OSC qui travaillent dans le domaine des catastrophes. Peut-être parce que cela a plus d'impact en termes de publicité. »*

*« Après les séismes, ils ont compris qu'il s'agissait d'un développement profitable [la création de multiples associations de sauvetage]. Donc, ils ont décidé de favoriser ce processus en modifiant la loi concernant la Sécurité Civile. Le ministère de l'intérieur a demandé notre avis, ainsi que celui des autres associations [de sauvetage] lors de l'élaboration du nouveau texte. Or, avant 1999 la loi concernant les associations disait très clairement qu'il n'était pas question de travailler dans des domaines qui relèvent de l'État. »*

*« L'administration publique a modifié son optique après les séismes. Elle ne considère plus les OSC comme une menace, mais plutôt comme des partenaires possibles. Déjà, depuis 4-5 ans les autorités publiques prennent au sérieux les OSC ayant une spécialité dans un domaine. Bien entendu cette tendance peut se limiter à 'profiter du savoir-faire gratuit'. »*

Notons que le cas des associations de sauvetage est un peu spécial. Le fait de travailler dans le domaine des risques majeurs leur assure une légitimité difficile à remettre en cause. Les risques sont vus comme une question apolitique et unificatrice car ils sont susceptibles de toucher tous les groupes sociaux ou politiques. De ce fait, il est difficile pour les instances publiques de refuser la coopération avec les associations et de nier leur existence :

*« L'administration publique a beaucoup de problèmes en termes de gestion de crise. De ce fait, elle aide les initiatives civiles qui travaillent bien. Les préfectures, les kaymakamlik, l'armée nous ont toujours soutenus quand nous en avons eu besoin. Pourtant un problème de communication demeure toujours entre les OSC et l'État. Ils ne sont pas au courant de nos travaux et vice versa. »*

Un aspect intéressant des relations société civile - autorités publiques est que les ONG évoquent l'armée turque comme un partenaire privilégié. L'armée turque, en tant que corps le mieux organisé, entraîné et équipé, intervient depuis toujours en cas de catastrophe et souvent en tant qu'unique acteur sur le terrain, à défaut d'autres intervenants compétents. De nombreux responsables d'ONG affirment que « les soldats sont beaucoup plus cultivés » et coopératifs que les fonctionnaires civils. C'est surtout le cas des ONG de secours et de sauvetage qui rencontrent les forces armées sur le terrain, après les catastrophes :

*« En réalité, si vous êtes un groupe compétent on vous attribue toutes les ressources. Après le séisme de Düzce, nous avons énormément profité de soldats mis à notre disposition pour construire des camps. Après le tremblement de terre d'Afyon, l'armée nous a également tout de suite chargés de créer un camp, avec l'autorisation de faire tout ce que nous considérons comme nécessaire. »*

Les relations avec l'armée ont une dimension politique. Il ne faut pas oublier que « la meilleure institution publique de la Turquie »<sup>1365</sup> représente un poids important dans la vie politique du pays. Avoir des relations privilégiées avec l'armée n'assure pas seulement des possibilités logistiques mais aussi une certaine légitimité aux yeux d'autres institutions publiques. Donc pour une ONG, il est très important d'être « prise au sérieux » par les soldats. Mais la recherche de la légitimité est mutuelle. Tout comme les autres forces armées de l'OTAN, l'armée turque est aussi de moins en moins confrontée aux contextes de conflit depuis la désintégration de l'URSS. Suivant la tendance globale, elle s'investit plus qu'auparavant dans l'action humanitaire pour justifier son existence. En second lieu, l'armée turque se présente comme « républicaine », comme une armée populaire. Une bonne coopération avec la société civile est un moyen de montrer que « l'armée travaille avec son peuple, la main dans la main » selon la tradition militaire turque.

Néanmoins, les ONG turques sont conscientes que « les vieilles habitudes » demeurent toujours chez l'administration : la méfiance envers les initiatives civiles, le souci de rester comme l'unique acteur de la scène publique (acteur imposant, régulateur). À cela s'ajoute la tradition bureaucratique qui limite la marge de manœuvre des ONG. D'après nous, une relation ONG-administration à part égale n'est souvent possible que

---

<sup>1365</sup> D'après les sondages l'armée occupe le premier rang parmi les institutions en termes de crédibilité. Par exemple, les sondages réalisés en 1990 et en 1997 signalaient que l'armée était l'institution à laquelle les citoyens turcs faisaient le plus confiance (respectivement 91 % et 94 %). Soulignons l'unique exception à cette « règle », en 2000, l'année qui a suivi les tremblements de terre, l'armée turque a obtenu le deuxième rang (76 %) après l'association de sauvetage AKUT (79 %). (Voir la bibliographie pour les sources)



pour les ONG ayant acquis soit une spécialisation dans un domaine précis, soit un soutien de la part d'un groupe économique ou politique.

*« La volonté 'd'éduquer les OSC' demeure toujours chez les autorités publiques. Qu'il y ait des modifications dans les lois ou non, nous savons qu'une tolérance [envers les mouvements civils] ne s'est toujours pas développée chez les autorités. Ainsi, les manifestations nécessitent toujours une autorisation de leur part. Cette culture de tolérance se constituera dans le temps. Je pense que la culture de prévention peut nous aider à développer la culture de coopération et de tolérance. [...] Il faut que ces relations [entre les autorités et les OSC] soient basées sur le respect mutuel. L'État doit traiter tous ses interlocuteurs de la même façon, sans discrimination. Il doit faciliter le travail du volontaire qui est là pour offrir un service. Egalement, les STK doivent accepter la coordination de l'État pour empêcher le chaos. »*

*« Les autorités publiques n'ont pas quitté leur logique bureaucratique depuis le tremblement de terre. On refuse toujours de nous donner la liste des morts et des blessés, ainsi que la liste des bâtiments endommagés, malgré l'arrêté favorable du ministère de l'Intérieur à ce sujet. La mairie a donné une réponse incomplète, le kaymakamlik demeure toujours silencieux. [...] Plusieurs ONG japonaises, américaines, hollandaises étaient venues après les séismes. Celles-ci ont aussi pris contact avec la préfecture d'Istanbul en présentant un projet qui impliquait la participation des ONG à la préparation à la catastrophe. Donc le préfet a fait appel aux OSC, y compris la nôtre. Le sous-préfet nous a parlé du projet et nous a dit "Voilà, les Japonais nous ont conseillé cela, veuillez coopérer avec nous". Tout en étant excités, nous avons préparé des plans, des rapports etc. pour la réunion suivante. Là, le sous-préfet nous a dit : "Très bien mes amis, mais maintenant je vais vous dire ce qu'il faut faire". Alors nous avons répondu : "Vous ne pouvez pas nous dicter ce que nous devons faire. Nous voulons une relation entre égaux, un partenariat". Alors il s'est énervé, il nous affirmé que notre façon de parler n'était pas correcte, alors que lui-même était en train de parler à haute voix. Nous avons dit : "Regardez, vous n'êtes même pas capable de changer votre mentalité bureaucratique." Il s'est tu et nous avons quitté la réunion. Lorsque les étrangers se trouvent là, ils [les autorités] sont convaincus des mérites de la société civile mais dès que les étrangers partent, ils retrouvent leur approche habituelle. »*

*« L'État a bloqué les dons aux OSC au moment des séismes, ce que je trouve scandaleux. Nous avons dû recevoir l'autorisation du Premier ministre pour accéder à ces ressources, alors que normalement c'est aux donateurs de demander des comptes, pas à l'État. À mon avis, c'était la violation de "l'esprit de la société civile". Bien entendu, l'État peut avoir le droit d'effectuer des contrôles financiers sur les OSC. En tant que fondation, nous subissons déjà les contrôles du Directeur Général des Fondations tous les ans. Alors à quoi bon bloquer les dons ? Cela prouve que nous avons un problème d'accréditation au niveau national. D'autre part, il est vrai que les OSC ne sont pas toujours non plus des structures transparentes. »*

*« D'après moi, les autorités publiques considèrent la société civile un peu comme une menace. Peut-être qu'elles trouvent les fondations moins gênantes, probablement parce que celles-ci peuvent aussi servir aux intérêts économiques. Néanmoins, un esprit de « contrôle sévère sur les associations » demeure toujours, même s'il y a un certain relâchement grâce au contexte de candidature à l'Union Européenne. L'attitude d'un seul fonctionnaire peut encore faire perdre du temps, comme ce fut le cas de notre association. »*

*« L'État veut toujours garder sa position et son autorité. Pour lui, ces acteurs indépendants sont hors de contrôle. Il refuse également les nouvelles lignes de conduite et les solutions proposées par ceux-ci afin de résoudre les problèmes. En conséquence, toutes les OSC rencontrent des difficultés lors de leurs activités en Turquie. Jusqu'à maintenant notre association n'a pas eu de problèmes spécifiques mais, nous aussi, nous nous efforçons de résoudre les problèmes bureaucratiques. En fait, les dispositifs juridiques sur les fondations et les associations sont problématiques. Parfois, les autorités publiques s'en servent pour rendre le travail des OSC encore plus difficile. »*

*« Quand vous tentez d'apporter une solution à un problème, cela gêne les autorités. C'est la vieille maladie de l'administration turque, elle se considère comme le seul acteur à agir au nom de la société. Or, si vous laissez libre cours aux initiatives locales [civiles] les citoyens s'approprient votre action, ce qui vous facilite le travail finalement. Mais parfois les autorités ont raison. Il n'est pas rare qu'une OSC turque tente de s'atteler à une tâche de l'État. »*

Autre point souligné par la majorité des responsables d'ONG: les autorités publiques n'ont pas adopté une attitude commune, voire une politique « officielle » déterminée par le gouvernement central au sujet de la société civile. Les ONG sont confrontées à des réactions tout à fait différentes d'une institution à l'autre avec même parfois deux tendances opposées à l'intérieur d'une même institution. Cette hétérogénéité est problématique pour les ONG qui se trouvent dans l'obligation d'adapter leur stratégie avec chaque autorité rencontrée.

*« Les problèmes relèvent plutôt des personnes. Il n'existe pas d'approche officiellement définie. Si la personne à la tête d'une institution est bien informée sur le rôle, l'utilité des OSC elle ne nous pose pas de difficultés. Au contraire, si elle n'est pas bien informée, si elle n'a pas pris conscience de la culture d'initiative civile, elle considère les OSC comme une menace. Elle se met sur ses gardes, elle prend une attitude hostile. [...] A l'époque, c'était Bulent Ecevit qui nous a appelés pour le tremblement de terre à Ceyhan (1998). Il a toujours défendu l'idée que la coopération des institutions publiques et des initiatives civiles était nécessaire pour le bien commun. Il avait créé un lien entre nous et la Sécurité Civile. Il a également soutenu notre départ pour Athènes quand il y a eu le tremblement de terre (1999). Pourtant cette approche ne doit pas se limiter aux personnes, cela doit être institutionnalisé. Nous avons vécu des exemples indésirables aussi, comme le dernier*

*tremblement de terre en Algérie (2003). Quelqu'un de la bureaucratie nous a empêchés de partir. Mais comme je l'ai dit, c'est notre État, notre République. S'il s'agit des problèmes posés par les responsables, il faut changer ceux-ci et non pas s'opposer à l'État. »*

*« [...] ce genre de problèmes [bureaucratiques] est posé par les personnes. Il ne s'agit pas de problèmes au niveau des institutions. Par exemple, grâce aux personnes qui s'y trouvent, nous avons une excellente coopération avec la Sécurité Civile et le Corps de Sapeurs-Pompiers d'Istanbul. »*

*« Nous avons demandé un rendez-vous au Président lors de la deuxième commémoration des séismes. Il nous a accueilli le 13 août 2001, nous a consacré une heure et demie pour écouter nos problèmes. Nous lui avons soumis un dossier dans lequel nous avons posé une cinquantaine de questions sur la situation dans la zone touchée. Un mois après, nous avons eu la réponse, il avait transmis nos questions aux autorités concernées et obtenu les réponses. Par exemple, nous avons demandé ce qu'étaient devenus les dons faits pour les victimes des tremblements de terre. Cela a été le début du processus qui s'est conclu par la démission du ministre de l'Équipement. »*

*« Mais les relations peuvent être différentes d'une autorité à l'autre. Les Dep-Der de Yalova et Bekirpasa ont dû payer des amendes pour ne pas avoir rempli certaines conditions prévues par la loi sur les associations. De même, on a effectué un contrôle financier chez Duzce Dep-Der. Bien entendu le but est plus de réprimer que de contrôler. »*

*« Il existe deux approches chez les autorités publiques. La première est celle du ministère des affaires étrangères. Ils ont pris conscience du "phénomène" de société civile et ils désirent qu'il y en ait une en Turquie. L'autre approche est celle du ministère de l'Intérieur. Eux, ils ont appris que la société civile était le dernier masque de la menace militante. Donc ils essaient de la réprimer en posant le plus de problèmes possibles grâce au dispositif juridique. »*

*« Les autorités publiques n'ont pas une attitude déterminée envers les OSC. Auparavant il y avait une certaine homogénéité mais, à présent, la façon dont elles vous accueillent varie d'une instance à l'autre. »*

Quant aux stratégies adoptées par les ONG, il est possible de les résumer de la façon suivante :

1/ Neutralité. C'est le cas le plus fréquent, souvent pour les ONG prestigieuses. Quelle que soit l'attitude rencontrée au sein de l'administration, on essaye de garder la même distance avec les autorités. L'important étant de réaliser les objectifs de l'ONG, on n'interroge pas trop les pouvoirs publics qui, en retour, assurent les conditions de travail nécessaires. On ne se rapproche pas des autorités mais on n'en s'éloigne pas non plus. Cette stratégie amène un état d'isolement qui pèse sur les relations avec d'autres ONG. En

général, on se tient à l'écart des autres initiatives civiles, on évite surtout d'avoir des liens avec les ONG qui ne sont pas favorisées par les autorités. On se replie le plus possible afin de garantir la continuité de l'organisation.

2/ Opposition. C'est souvent le cas des ONG qui travaillent dans des domaines socioculturels dont l'activité nécessite la tolérance des autorités publiques concernant leur « altérité », leur « marginalité ». Dans ces organisations, on idéalise la notion de société civile en l'identifiant partiellement avec l'opposition au pouvoir. L'objectif de l'ONG est non seulement de réaliser certains projets mais en même temps de « lutter », par exemple, pour la démocratisation. Ces ONG sont celles qui ont le plus de problèmes avec les autorités publiques qui à leur tour, les considèrent comme des institutions marginales, hors-systèmes voire comme des menaces.

3/ Intégration. Les ONG qui adoptent cette stratégie acceptent d'être sous la tutelle d'une autorité publique dont elles deviennent dépendantes. Les relations dépassent les limites d'une coopération. Souvent, elles sont dépourvues de moyens financiers pour survivre ou elles ont une conception déviée de ce qu'est la société civile ou une ONG (par exemple on suppose que la raison principale de l'existence des ONG est d'alléger les tâches des instances publiques). Dans la plupart des cas, ces deux faits existent ensemble. Nous voyons qu'en général le processus d'intégration consiste plutôt en une fusion car il est irréversible : les fonctionnaires de l'administration en question deviennent membres de l'ONG.

Malgré tout, les représentants d'ONG ont une vision plutôt optimiste des effets de séismes de 1999 sur l'évolution de la société civile en Turquie. C'est par exemple le cas d'un responsable d'une ONG humanitaire :

*« Par ailleurs, il faut admettre que les OSC sont beaucoup mieux reçues par les autorités depuis une dizaine d'années. C'est d'ailleurs pourquoi je vous ai parlé de la disparition de l'homogénéité au sein des autorités publiques, au sens de leur attitude envers nous. Surtout, le tremblement de terre a effacé certains préjugés et même certaines habitudes. Ce changement est essentiellement visible dans le domaine du secours, du sauvetage et de l'aide humanitaire. Mais il est clair qu'on ne veut pas voir les OSC dans des activités qu'on ne peut pas contrôler totalement. Il s'agit aussi d'un souci de sécurité. »*

### ***La société civile selon les autorités publiques***

Les entretiens que nous avons réalisés avec les autorités turques nous ont également fourni des données intéressantes. Il faut tout d'abord souligner que la tendance générale des autorités, concernant les OSC, est de les considérer comme des partenaires stratégiques

dans les travaux post-catastrophe. Ils associent souvent le terme d'OSC aux équipes de sauvetage bénévole. Elles sont peu intéressées par les notions de société civile et d'OSC elles-mêmes, pour lesquelles elles ne peuvent d'ailleurs pas donner de définition. Sur les 15 personnes que nous avons questionnées, 5 seulement ont pu donner une « définition personnelle » d'une OSC :

*« Une organisation qui est en dehors de l'État – surtout de l'État tel qu'il existe chez nous – en dehors de cette structure autocratique ; qui fonctionne de manière complètement démocratique, qui se gère de façon autonome, qui peut réfléchir indépendamment, ayant une liberté d'esprit, qui ne limite pas ses membres. »*

*« L'OSC est l'action d'un groupe de gens qui se mettent ensemble et qui réunissent leurs possibilités matérielles, leurs forces, leurs idées. »*

*« Ce que nous appelons mouvement de société civile ou OSC est la solidarité des citoyens basée sur le principe de volontariat. »*

*« Je ne me suis pas posé la question jusqu'à présent, mais... L'OSC ou l'ONG, signifient les personnes qui sont réunies pour réaliser un objectif, sans attendre de récompense. Le terme clé ici est 'sans récompense'. [...] Sans aucune attente, basée sur le principe de volontariat, sans une raison politique, idéologique. Elles ne doivent avoir qu'une mission : servir l'humanité. »*

*« Je considère la société civile comme [l'ensemble] des organisations qui n'ont pas de lien avec l'administration publique, qui ne sont pas soumises à la pression de l'administration, qui sont fondées dans le but de servir la société, par des gens de bonne volonté qui se sont mis ensemble. »*

Les autorités interviewées accordaient visiblement peu d'importance à la question de la définition. Lorsqu'elles sont questionnées à ce sujet, que cela concerne la société civile ou l'OSC, elles commençaient directement par évoquer leurs rapports aux OSC et leurs propres expériences de collaboration. Elles considéraient finalement les OSC comme des groupes de bénévoles motivés pour réaliser certaines tâches post-catastrophes, principalement la recherche et le sauvetage. Elles voyaient donc essentiellement les OSC comme une capacité auxiliaire susceptible d'être utile en cas de désastre. Cela semble normal puisque la quasi-totalité des personnes que nous avons rencontrées étaient impliquées dans la gestion d'urgence.

*« Personnellement j'ai un point de vue un peu négatif sur les OSC à cause des expériences que j'ai vécues après les tremblements de terre. Je m'explique : je ne suis pas contre les OSC, mais je suis*

*contre leur tendance à agir de manière indépendante, alors qu'elles auraient dû être disciplinées et travailler en harmonie avec l'autorité locale. Sinon un vrai chaos surgit. »*

*« Je veux préciser que OSC ne veut dire pas dire « les volontaires ». [...] Lorsque nous en parlons ici, nous disons 'volontaire aujourd'hui, involontaire demain' ! [...] Or, il faut que les OSC soient contraignantes, qu'elles assurent la continuité. La mission ne doit pas dépendre de la volonté [des individus]. Il faut institutionnaliser le volontariat. [...] pour que nous, les administrateurs publics, puissions faire confiance aux volontaires »*

*« [Après des séismes] les OSC ont fait vraiment beaucoup de choses. Elles se sont mises en avant. Mais dans la suite, nous avons vu cette dynamique retomber. [...] Le seul problème avec les OSC est dans leur relation avec l'État et leur manque de coordination. »*

*« Elles doivent bien sûr exister, mais elles doivent aussi être contrôlées. La confiance ne peut être assurée qu'à travers le contrôle ».*

*« L'essentiel est que ces OSC travaillent en coordination avec les unités officielles responsables des services de sécurité civile. Autrement, si chaque OSC se comporte de façon indépendante sous prétexte qu'elle est financièrement autonome, qu'elle a reçu des formations, ça ne marchera pas. [...] Notre seul problème est le fait qu'en cas de catastrophe, toutes les OSC viennent sur les lieux alors que normalement, il ne doit pas y avoir plus d'équipes que cela n'est nécessaire pour chaque cas. »*

*« Si les personnes en tête de l'institution publique et de l'OSC ne font pas preuve d'esprit de tolérance, des conflits surgissent très vite parce qu'il y a trop de tensions lors des moments de crise [catastrophe]. »*

*« Souvent, les OSC commencent en mettant la barre très haut. Mais en peu de temps, elles voient que le travail n'est pas facile à réaliser et alors elles tentent de s'adosser à une institution publique. »*

*« Oui, aux initiatives bénévoles. Je ne suis pas une personne conservatrice, je les aide jusqu'au bout mais : 1/ elles doivent avoir des missions définies ; 2/ elles doivent avoir reconnu les procédures officielles de coopération ; 3/ elles doivent être transparentes, elles doivent pouvoir rendre des comptes au cas où on le leur demande. [...] Certains OSC ont tendance à agir en toute liberté. Il doit y avoir des limites à cela, bien définies, dans le cadre d'un rapport hiérarchique. »*

La majorité des responsables que nous avons rencontrés affirme donc qu'ils souhaitent voir les citoyens contribuer aux travaux post-catastrophe, à condition que cette participation soit réalisée dans un cadre juridique bien défini. Ils précisent qu'une fois réglés les problèmes relatifs à la coopération, les OSC apportent une aide considérable aux services publics :

*« Nous sommes très contents de voir les efforts des OSC. L'union fait la force. La situation sera encore meilleure si nous pouvons arriver à établir un système, à assurer une véritable coordination. Dans le monde il y a des systèmes basés sur le principe de volontariat, il y en a d'autres qui sont entièrement gérés par les forces armées, mais il existe aussi des systèmes gérés à la fois par les institutions publiques et les organisations volontaires. Je pense que ce dernier est le plus approprié pour notre pays aussi. Nous souhaitons voir les OSC à nos côtés lors des opérations. »*

*« Il n'est pas possible que les organisations étatiques surmontent seules les désastres, les situations de crise collective. Ces organisations sont fondées dans le but de fonctionner en temps ordinaire. Par exemple à Istanbul, l'unité de recherche et de sauvetage comprend une centaine de personnes. Il faudrait entretenir une armée entière de secouristes afin d'intervenir à Istanbul en cas de catastrophe. [...] Par conséquent, le principe est que les sociétés qui sont confrontées à un désastre soient capables de s'aider elles-mêmes. Dans ce cas, l'État serait là pour faciliter les choses. [...] [Depuis les séismes], les OSC viennent nous voir avec des projets, des préparations concernant les catastrophes. Cela nous fait bien sûr plaisir, parce qu'elles facilitent ainsi notre travail. Elles résolvent nos problèmes à notre place, nous voulons naturellement utiliser cette capacité. Il s'agit en réalité de se retrouver autour d'un objectif commun minimum. »*

*« Nous nous sommes toujours aidés les uns les autres avec les OSC. Écoutez : pour la Sécurité Civile du département de K... je dispose sur le papier de la possibilité de recruter 42 personnes. En réalité, je travaille avec un tiers de cet effectif : 15 personnes [pour des raisons budgétaires]. Dans cette région, qui constitue le cœur de l'industrie turque, entourée par la mer [...] je ne peux rien faire avec cette capacité. Heureusement il y a les OSC. »*

À quel type de cadre juridique les responsables rencontrés font-ils référence au sujet de la coopération avec les OSC ? Comme ils ne pensent qu'aux OSC de sauvetage, ils font automatiquement allusion au règlement du 5 mai 2000 du ministère de l'Intérieur, relatif à la « participation des volontaires au service de sécurité civile ». Ce règlement prévoit la signature d'un protocole – d'une validité d'un an – entre la direction générale de la Sécurité Civile et les OSC de sauvetage (article 8). Ensuite, les volontaires de l'OSC en question sont intégrés dans la structure de la Sécurité Civile à travers les formations et les exercices (article 12). En cas de catastrophe, ils travaillent sous la direction du responsable de la Sécurité Civile locale, tout en bénéficiant des mêmes droits que les professionnels (articles 8, 9, 10). Néanmoins, il semble que l'entrée en vigueur du règlement n'a pas résolu tous les problèmes :

*« On a pensé à la nécessité d'avoir un dispositif juridique pour discipliner les travaux post-catastrophes. D'abord on a ajouté un article relatif à la loi sur la Sécurité Civile, ensuite le ministère de l'Intérieur a élaboré ce règlement. [...] Il s'agit de deux choses : la protection des*

*droits du volontaire, ainsi que ceux de l'administration. Il est normal que l'activité de sauvetage soit faite de manière responsable. On a une responsabilité envers ceux qui sont sauvés aussi bien qu'envers ceux qui ne le sont pas. On ne peut négliger la dimension juridique du sauvetage, surtout quand on pense aux dommages que l'on peut faire. Ce règlement précise que n'importe quelle personne ne peut pas faire du sauvetage là où elle veut. »*

*« Nous avons un problème pour articuler les équipes de secours bénévoles avec la structure d'urgence de l'État. Il existe un règlement de la Sécurité Civile concernant la participation des OSC mais il ne convient pas vraiment aux conditions actuelles. Il n'est pas suffisant, car il ne peut pas vraiment encadrer cette énergie civile, ce qu'elle peut réaliser. En principe, les OSC se voient accorder des missions et des responsabilités, donc un lien juridique entre les OSC et l'administration est assuré. Mais il faut détailler ce règlement davantage [de manière à ce qu'il prenne en compte d'autres types d'ONG et de relations possibles]. »*

*« Le règlement de volontaires n'est pas satisfaisant. Il ne concerne que les volontaires de Sécurité Civile en tant qu'individus, non pas les OSC. D'autant plus qu'il ne prend pas en compte la question de l'organisation des sapeurs-pompiers volontaires. On a l'impression que la Sécurité Civile a le monopole du volontariat en Turquie. Donc, on ne peut pas se porter volontaires dans d'autres domaines... »*

*« Le règlement est un peu superficiel [quant à la façon de définir ce que l'OSC est] mais si vous laissez les services de Sécurité Civile des 81 départements donner leur propre définition d'une 'OSC, vous finissez par avoir 81 définitions différentes. »*

Que pensent les autorités des effets des tremblements de terre de 1999 sur le développement des initiatives civiles ?

*« Il est possible que les OSC aient gagné du prestige aux yeux de la société en 1999. Personnellement, j'ai toujours des doutes sur leur capacité à être autonomes. [...] [La tradition d'initiative civile] n'est pas une chose qu'on peut intérioriser en 4-5 ans. C'est un héritage historique [en Europe]. Il en est de même pour les pays voisins. Nous pouvons parler alors de 'mentalité orientale'. »*

*« Les séismes ont quand même modifié la vision que l'administration avait des OSC. Mais je vois toujours des personnes au sein de l'État qui les suspectent. Mais il y a eu beaucoup de choses qui ont été cassées. [...] Ce ne sont pas uniquement les séismes qui ont fait la différence. Par exemple, les autorités publiques de cette région [Kocaeli] se sont trouvées d'un seul coup dans les projets internationaux, en partenariat avec des OSC. Les étrangers n'apprécient pas beaucoup les projets dans lesquels les OSC ne sont pas intégrées. [...] Par conséquent, ces personnes ont maintenant moins de doutes sur les OSC. »*



*« Il est très tôt pour parler d'une société civile turque. Tout d'abord, l'État n'a pas pu bien évaluer le potentiel de l'énergie d'initiative civile [en 1999] et mettre en place une structure qui assurera l'articulation des OSC avec l'administration. [...] Pendant longtemps, l'État a développé une vision négative de l'initiative civile à cause de l'histoire récente [allusion aux années 1960-1970] et mis en place des obstacles pour la freiner. Les conditions favorables au développement des OSC n'ont commencé à se former de nouveau qu'il y a quelques années, après les récentes avancées démocratiques. Néanmoins, les initiatives civiles sont toujours hésitantes et redoutent l'État. Mais [à présent] il y a des ouvertures : les obstacles devant les organisations sociales se retirent, les OSC se développent en parallèle avec l'accélération de l'urbanisation – car l'organisation de la société civile est avant tout l'œuvre d'une société urbaine – la mentalité des gouvernants aussi bien que celle des gouvernés change. La catastrophe a été une première épreuve pour cette société civile qui a très bien réagi. La collaboration État-société civile après le 17 août a été très positive. »*

*« Je ne pense pas qu'il s'agit d'un développement important à l'occasion du tremblement de terre. Ce dernier a plutôt provoqué un changement au niveau des mentalités, des visions, dans un sens positif. Mais il ne peut pas avoir eu lieu un changement, une évolution aussi grande comme on l'affirme. Cela n'est pas possible parce que ce ne sont pas des faits qui peuvent changer du jour au lendemain. [...] Il n'y pas de miracle dans la vie d'une société. [...] La Turquie se démocratise de plus en plus en se rapprochant de l'Occident. Au fur et à mesure que la démocratie pluraliste sera intériorisée, les mouvements civils, les OSC verront leur place confirmée ; surtout après que les mentalités des gouvernants et du peuple auront été changées et que les rapports entre l'État et l'individu s'inscriront dans un cadre plus démocratique. »*

*« Nous pouvons dire que les tremblements de terre ont mis en avant les OSC et par conséquent incité les citoyens à participer à ce type d'organisations, à en former d'autres. [...] La catastrophe a montré à quel point les individus sensibilisés aux questions sociales, environnementales pouvaient être efficaces. »*

Pour conclure, nous pouvons dire que les autorités turques, qu'elles soient civiles ou militaires, ont en général peu de savoir théorique sur la notion de société civile et les autres concepts qui s'y rapportent comme l'ONG ou l'OSC. Ils attribuent un sens à ces termes en fonction de leurs expériences sur le terrain, souvent dans le cadre des travaux post-séisme. Le tremblement de terre du 17 août 1999 a obligé un grand nombre d'autorités à coopérer avec les ONG turques ou étrangères. Cela n'a peut-être pas fait une différence radicale dans la façon dont les initiatives civiles sont traitées par les autorités, mais il semble que cela a tout de même modifié leur vision. On peut supposer que les autorités ayant rencontré des ONG « sérieuses », efficaces ont développé une image positive. Celles qui ont eu affaire à des ONG dont la présence a été problématique au niveau de l'organisation des secours ont gardé une image moins bonne. Mais en conséquence, la participation des OSC dans les travaux post-catastrophe, notamment dans

le sauvetage, les secours et la reconstruction est un fait admis par les autorités publiques qui, d'ailleurs, accueillent bien cette présence. Elles insistent par contre sur le fait que tous ces activités doivent être organisées, gérées et contrôlées par les institutions officielles afin d'empêcher le désordre et assurer l'utilisation efficace des ressources.

## ***2. Le risque sismique : entre prise en compte et évitement***

À travers l'étude de la réalité de la « société civile turque », nous avons donc essayé de mener une réflexion sur la validité du discours de changement social. À présent, nous nous focaliserons sur un fait qui peut, à nos yeux, constituer un indice de changement. Il s'agit de la prise en compte du risque sismique par la société turque à la suite des séismes de 1999, non seulement par les autorités publiques concernées et la classe politique mais également par le « simple citoyen ». Dans le contexte actuel, le terme de « risque sismique » renvoie surtout à un séisme majeur qui affecterait la ville d'Istanbul. D'après les scientifiques, ce serait probablement l'une des plus grandes catastrophes urbaines de l'histoire dont les conséquences sociales, humaines, économiques seraient déterminantes pour l'avenir même de la Turquie. Il est erroné de penser que le risque est limité à Istanbul et à la région de Marmara. Comme déjà indiqué, la structure géologique de la Turquie soumet presque la quasi-totalité du territoire national à l'épreuve des séismes. Le tableau ci-dessus, élaboré à partir des données de la *Direction Générale des Affaires de Catastrophe* du ministère de l'Équipement, montre clairement que la question sismique est susceptible d'être un des principaux problèmes de la Turquie et, par conséquent, est susceptible d'occuper une place « permanente » sur les agendas publics :

<b>Zones</b>	<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	<b>Population (1997)</b>	<b>Population (%)</b>
<b>I</b>	328 995	28 498 740	<b>44,7</b>
<b>II</b>	186 411	16 674 656	<b>26,1</b>
<b>III</b>	139 594	9 334 138	<b>14,5</b>
<b>IV</b>	97 894	8 129 711	<b>12,6</b>
<b>V</b>	32 051	1 707 757	<b>2,7</b>
<b>Total</b>	784 945	63 745 000	<b>100</b>

**Source :** « Türkiye'nin % 98'i Riskli », *Milliyet*, 17 août 1999.

La zone I qui est la partie où le risque est le plus élevé regroupe à peu près 30 millions de citoyens turcs, soit 44,7% de la population du pays. Signalons qu'un nombre important de villes de la Turquie, y compris *Istanbul, Izmir, Izmit* et *Bursa*,<sup>1366</sup> se trouvent dans cette zone : *Amasya, Aydın, Bartın, Bingöl, Bitlis, Bolu, Burdur, Çanakkale, Denizli, Düzce, Erzincan, Hakkari, Isparta, Karabük, Manisa, Muğla, Muş, Sakarya, Siirt, Şırnak, Tekirdağ, Tokat, Tunceli* et *Yalova* (voir en annexe la carte de zonage sismique de la Turquie de 1996). La situation d'Ankara est particulièrement intéressante car d'après la carte de zonage sismique la capitale est au croisement de quatre zones différentes, de I à IV. Elle n'est cependant pas protégée du risque (voir la carte de zonage sismique pour Ankara en annexe). D'autre part, il suffit de comparer la carte de zonage sismique du pays avec celle qui montre le niveau de développement socio-économique des départements pour constater que les départements les plus développés se trouvent dans les zones I et II (voir en annexe la carte du niveau de développement socio-économique des départements préparée par *l'Organisation de planification de l'État*).

Quant à l'autre facteur de l'équation, la vulnérabilité, le même qualificatif (celui d'omniprésence) peut également être aisément utilisé. Nous avons précédemment vu que malgré les désastres sismiques successifs, peu d'efforts ont vu le jour pour minimiser cette vulnérabilité, que ce soit de la part des responsables politiques ou au sein de la société elle-même. Cela d'autant que les tremblements de terre des années 1990, Erzincan, Dinar, Adana et Marmara ont démontré mis en évidence l'ampleur possible de l'impact de la sismicité en milieu urbain. Aujourd'hui, par exemple à Istanbul, on estime à 40 000 - 50 000 le nombre de bâtiments qui seront lourdement endommagés par un séisme de magnitude 7,5 sur l'échelle de Richter, parmi lesquels 5 000 – 6 000 seraient à l'état de ruines.<sup>1367</sup> Il n'est donc pas exagéré de parler d'une vulnérabilité extrême. Selon un autre scénario, un tremblement de terre de magnitude 6 qui toucherait les départements de *Kahamanmaraş, Adıyaman, Elazığ* et *Malatya* causerait la destruction de 150 000 bâtiments, tuant 70 000 personnes.<sup>1368</sup>

---

<sup>1366</sup> Ces villes sont les centres administratifs des départements portant les mêmes noms, qui sont respectivement 1<sup>ère</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, et 5<sup>e</sup> sur l'index du développement socioéconomique de la Turquie ; le 2<sup>e</sup> étant Ankara. Voir DINÇER, Bülent et alii., **İllerin ve Bölgelerin Sosyoekonomik Gelişmişlik Sırası Araştırması 2003**, Devlet Planlama Teşkilatı (publication n° DPT 2671), Ankara, mai 2003, pp. 54-55.

<sup>1367</sup> ERDIK, Mustafa et alii, « Istanbul'da Binalar İcin Deprem Risk Seneryaso ve Risk Azaltımına Yönelik Somut Bir Öneri » dans **Kentlerin Depreme Hazırlanması ve İstanbul Gerçeği** (actes de colloque), TMMOB Mimarlar Odası İstanbul Büyükşehir Şubesi, İstanbul, 2003, p.222.

<sup>1368</sup> ÖZCAN, Perihan, « Belki 10 Dakika Sonra Kırılacak », *Yeni Aktüel*, octobre 2007 (n° 97), pp. 21-23.

Souvenons-nous des critiques dirigées contre le gouvernement et les autorités publiques après le tremblement de terre du 17 août 1999, à propos de la prise en compte du risque sismique. Les politiques et l'administration étaient accusés d'avoir négligé cet aléa malgré la répétition, pratiquement à l'identique, des mêmes drames au cours de l'histoire de la République. La presse et les Chambres professionnelles ont souligné à plusieurs reprises les erreurs qu'ils ont constatées à ce sujet : le manque de politiques de prévention (ou le non-respect des politiques élaborées par les organismes concernés, les gouvernements), le manque de politique d'urbanisation, l'encouragement de l'urbanisation illégale pour des raisons politiques (populisme, clientélisme), le non-fonctionnement des mécanismes de contrôle de l'urbanisation (par manque de moyens ou en raison de la corruption), etc. D'autre part, on a beaucoup parlé du rôle du citoyen en affirmant que son comportement était plutôt orienté par les intérêts économiques (à court terme) plutôt que par une vision « rationnelle » du risque.

Ces éléments nous permettent de constater le changement dans les attitudes en Turquie, au niveau de la prise en compte du risque sismique. Nous considérons cela comme un indice de changement social. Comment expliquer ce choix ? Tout d'abord, la perception du risque, du comportement individuel ou collectif face au risque, permet de parler ou non de la « modernité » d'une société. Rappelons l'argument avancé par Türker Alkan dans *Radikal* à la suite du tremblement de terre du 17 août : il proposait de considérer « le niveau de préparation d'une société aux catastrophes » comme un indice de développement / modernité.<sup>1369</sup> D'après Anthony Giddens, la distinction danger-risque est une des caractéristiques de la modernité : dans les sociétés modernes, le risque remplace la *fortuna*.<sup>1370</sup> Autrement dit, les faits comme les catastrophes ne sont plus expliqués par des cosmologies religieuses, mais par l'activité propre de l'homme (transformatrice de la nature, surtout). *Le danger* devient *le risque* au sens où on essaye de « l'appivoiser » à travers l'information et le calcul : « Le risque désigne un danger bien identifié, associé à l'occurrence d'un événement ou d'une série d'événements, parfaitement descriptibles, dont on ne sait pas s'ils se produiront mais dont on sait qu'ils sont susceptibles de se produire. »<sup>1371</sup>

Au contraire du danger, le risque est mesurable, catégorisable, et par conséquent « prévisible » dans les limites imposées surtout par le niveau de savoir scientifique. Il ne

---

<sup>1369</sup> ALKAN, Türker, « Gelişmiş Toplum Peşinde », *Radikal*, 19 août 1999.

<sup>1370</sup> GIDDENS, op.cit., p.40.

<sup>1371</sup> CALLON, Michel et alii., **Agir dans un monde incertain**, Editions du Seuil, Paris, 2001, p.37.

faut pas en déduire que le risque peut ainsi devenir un facteur que nous pouvons absolument anticiper : l'acceptation de la connaissance limitée des risques (qui met souvent en cause la légitimité de la science et des experts) est un aussi phénomène moderne<sup>1372</sup> Dans la pré-modernité, le danger, non prévisible, avait un caractère de vérité absolu (grâce aux schémas d'explication traditionnels ou religieux).

Les sociétés modernes sont « obsédées » par la sécurité<sup>1373</sup>, à tel point qu'on parle aujourd'hui d'une « culture de la peur » qui domine : une perception du monde, reproduite et rediffusée à travers les médias, qui conduit à voir l'individu en permanence au milieu des risques.<sup>1374</sup> Comme l'affirme Ulrich Beck, le contre-projet normatif de la *société du risque* est la notion de sécurité : « le système de valeur de la société 'sans sécurité' vient se substituer au système de valeur de la société 'inégale'. Autrement dit, pour les sociétés pré-modernes, la vision de la société idéale est basée sur la notion d'égalité sociale, alors que les sociétés modernes cherchent le risque zéro. Tandis que l'utopie de l'égalité est riche d'une quantité d'objectifs de transformations sociales à contenu *positif*, l'utopie de la sécurité reste singulièrement *négative* et *défensive* : au fond, il ne s'agit plus d'atteindre quelque chose de 'bien', mais simplement d'*empêcher* que ne se produise le pire. »<sup>1375</sup> Cela ne veut pas dire que les membres des sociétés modernes sont constamment informés sur les risques, les prennent en compte systématiquement et les éliminent sans exception. Les risques se négocient même dans les sociétés modernes : la définition des risques, leur mise sur l'agenda public, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques afférentes, sont des enjeux sociopolitiques et économiques complexes qui recourent les intérêts et la vision d'un grand nombre d'acteurs. Par conséquent « même dans les sociétés modernes » surviennent des désastres liés à certains risques pour lesquels la précaution n'a pas été considérée comme « rentable ». Mais il convient quand même d'admettre que les mécanismes de prévision des risques et de réaction sont plus développés dans ces sociétés que dans celles que l'on appelle les sociétés « pré-modernes », « en voie de développement », etc.

Dans le contexte turc, ce discours à propos de la prévention des séismes est assez courant. Celal Şengör, l'éminent géologue, affirmait par exemple : « Les sociétés occidentales sont plus rationnelles que nous. Comme je l'ai déjà dit, elles ne le sont pas complètement mais elles sont quand même plus rationnelles que les nôtres. Nous, puisque

---

<sup>1372</sup> Ibid., p.126.

<sup>1373</sup> BOIN et alii., op.cit., p.8.

<sup>1374</sup> FUREDI, Frank, **Culture of Fear**, Continuum, Londres, 2002, pp.15-44.

<sup>1375</sup> BECK, op.cit., pp.89-90.

nous sommes une société orientale, nous ne pouvons pas apprendre à réfléchir rationnellement. C'était tout l'objectif d'Atatürk, de nous sauver du fait d'être oriental. Mais il n'a pas pu le faire. Parce que nous insistons pour rester oriental. Cela donne lieu à des affirmations du type : *si un séisme survient, je meurs, il n'y a rien à faire, c'est donc ça mon destin*. Que pouvez-vous faire avec une telle société ou bien dans une telle société ? »<sup>1376</sup>

Reprenons de manière synthétique : en Turquie, la sismicité est un *risque* au sens de *la confrontation d'un aléa avec des enjeux*.<sup>1377</sup> 44,7 % de la population du pays et tous les enjeux qu'elle représente (les personnes, les biens, les équipements, le système naturel, tous les systèmes nécessaires à la survie de la société) sont confrontés, quasi régulièrement, à l'aléa sismique (compte tenu de la probabilité d'occurrence d'une activité sismique susceptible d'affecter les enjeux humains).<sup>1378</sup> La vulnérabilité des populations se traduit par un niveau de pertes et de dommages très élevé : 74 699 morts de 1937 à 2003, 1 115 personnes en moyenne par an. Alors que le risque se manifeste de manière visible, engendrant des catastrophes qui donnent lieu à des discours médiatiques critiques, peu d'efforts sont faits pour réduire l'intensité de la vulnérabilité. Ainsi, le tremblement de terre qui a été le plus meurtrier depuis 1939, frappe la zone et une population considérées comme particulières, dans des circonstances particulières aussi. Un véritable déchaînement médiatique par rapport au passé s'en suit : un déchaînement qui s'alimente d'une mobilisation massive de citoyens et de la paralysie du gouvernement et de l'administration ; un déchaînement qui suscite en même temps ladite mobilisation à travers une représentation politique conjoncturelle de l'événement. Nous avons vu que la notion de changement socio-politique était une rhétorique centrale dans le contexte post-17 août : faire la rupture avec les pratiques du passé, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif. La question sismique a été présentée comme un domaine où le changement devait absolument avoir lieu.

Dans cette partie, nous avons déjà parlé de la notion de « réflexivité » d'Anthony Giddens à propos de la notion de modernité. Rappelons brièvement que la réflexivité, qu'il considère comme une des sources de la modernité, est « la réforme des pratiques sociales à la lumière des connaissances apportées sur celles-ci et la modification, de façon

---

<sup>1376</sup> ŞENGÖR, Celal A.M., **99 Sayfada İstanbul Depremi**, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, İstanbul, 2006, p.41.

<sup>1377</sup> GILBERT, Claude, « La vulnérabilité, une notion à explorer », *Pour la science*, dossier n° 51 (avril-juin 2006), pp.116-117.

<sup>1378</sup> Ibid.

constructive, du caractère de ces pratiques.». En admettant que la société turque avance<sup>1379</sup> depuis deux siècles de la pré-modernité vers la modernité, nous pouvons donc essayer de voir, en regardant les attitudes par rapport au risque, précisément par rapport au risque sismique, si le changement social « exigé » par les médias a eu lieu. La question est de vérifier si la société turque a modifié son attitude par rapport au risque sismique, après une catastrophe aussi coûteuse. N'était-ce d'ailleurs pas un des éléments du discours du changement porté par les médias ? La formule « Rien ne sera comme avant », signifiait aussi la fin des pratiques illégales (et/ou illégitimes) qui avaient coûté la vie à près de 20 000 personnes. Dans quelle mesure alors le désastre a-t-il altéré la réalité sociale ? Pour répondre à cette question, nous évoquerons quelques cas de politiques publiques ayant trait aux risques et développées après 1999.

Nous pouvons commencer par la modification du système de contrôle des constructions que le gouvernement a d'abord tenté de réaliser par un décret-loi (n° 595 du 10 avril 2000), annulé par la Cour constitutionnelle, et ensuite par une loi (n° 4708 du 13 juillet 2001). L'objectif principal était d'annuler la compétence du contrôle aux municipalités et de la déléguer aux entreprises privées. On prévoyait ainsi un système dans lequel des bureaux accrédités par le ministère de l'Équipement réaliseraient les contrôles. L'objectif visé était d'enlever au mécanisme d'expertise une certaine autonomie par rapport aux enjeux (politiques, économiques) locaux, et de garantir l'efficacité du processus. Par exemple, d'après la loi, les bureaux de contrôle sont obligés d'embaucher un architecte, quatre ingénieurs civils (un pour contrôler les projets, les autres pour les chantiers), deux ingénieurs en mécanique et un ingénieur électricien.<sup>1380</sup>

En deuxième lieu, il faut citer la *DAS*, *l'assurance contre les catastrophes naturelles*. La *DASK*, *Secrétariat de l'assurance contre les catastrophes naturelles*, est une institution publique qui a été créée à la suite des séismes de 1999, par un décret-loi (du 27 décembre 1999, n°587) Le même décret rendait obligatoire l'assurance pour presque tous les types de bâtiments privés en milieu urbain, par le biais de la *DASK*, qui constitue un relais entre les propriétaires et les compagnies d'assurance. Il s'agit d'un système qui a été conçu en référence à des systèmes tels que la *NZEQC-New Zealand Earthquake*

---

<sup>1379</sup> Ici, au sens de « se déplacer ». Nous n'attribuons pas un sens positif au verbe « avancer ».

<sup>1380</sup> Règlement sur les modalités d'application du contrôle des bâtiments du 12 août 2001, article n°5. Voir [http://www.alomaliye.com/yapi\\_denetim\\_usul\\_yonetmelik.htm](http://www.alomaliye.com/yapi_denetim_usul_yonetmelik.htm)

*Commission* et la *CEA-California Earthquake Authority*.<sup>1381</sup> Théoriquement, le système présente des avantages pour les propriétaires de biens immobiliers : l'impossibilité de se voir refuser pas les compagnies d'assurance et des primes abordables (par exemple, environ 80 euros par an pour un appartement de 100 m<sup>2</sup> à Kadıköy, Istanbul). En même temps, il diminue de façon considérable la part de l'État dans la reconstruction.

Mais, ni le nouveau système de contrôle, ni *l'assurance contre les catastrophes naturelles* n'ont donné les résultats attendus. Dans le premier cas, nous pouvons dire que le système était « mort-né » car le règlement qui s'y rapporte accorde au propriétaire de la construction le droit de choisir le bureau de contrôle<sup>1382</sup>, ce qui donne aux propriétaires un pouvoir important sur ce dernier. Alors que les rémunérations sont fixées en fonction de la durée de construction (2,57 % à 5,31 % du coût du bâtiment, jusqu'à 5 ans maximum) par le dispositif juridique, de nombreux bureaux font des « remises cachées » afin de pouvoir survivre dans les conditions du marché. Ils se soumettent également aux exigences illégales de leurs clients concernant leur terrain, en fermant les yeux sur la violation des normes de construction. Depuis son élaboration par le ministère de l'Équipement et tel qu'il existe actuellement, le système d'expertise fait l'objet des critiques de la part des Chambres professionnelles concernées par la question. Un problème majeur, par exemple, est le fait que le nouveau système ne soit appliqué que dans 19 « départements-pilotes ». D'après *TMMOB, l'Union des Chambres d'ingénieurs et des architectes de Turquie*, les départements « exclus » sont plutôt les départements « pauvres ».<sup>1383</sup> Et 7 ans après, la « période d'essai » continue alors que l'ancien dispositif juridique est encore valable pour 62 départements, dont certains sont dans la zone sismique I.<sup>1384</sup>

Quant à la *DAS*, depuis 7 ans (entrée en vigueur le 27 septembre 2000), elle n'a pas donné les résultats attendus : le pourcentage des logements assurés par rapport au total est resté au niveau de 19,88 %. Par exemple, à Istanbul où le risque sismique a été nettement identifié, 29,77 % des logements sont assurés aujourd'hui.<sup>1385</sup> D'après une enquête menée dans 21 départements (qui se trouvent dans la zone sismique I), 44 % des propriétaires

---

<sup>1381</sup> Voir le site web de la DASK : <http://www.dask.gov.tr/sss1.html#8>

<sup>1382</sup> Règlement sur les modalités d'application du contrôle des bâtiments du 12 août 2001, article n°12.

<sup>1383</sup> « Yapı Denetimi Hakkında Kanun », déclaration de la TMMOB, *l'Union des Chambres d'ingénieurs et des architectes de Turquie*, 30 juin 2001. Voir <http://www.tmmob.org.tr/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=234> Dans la suite, on affirme que seuls les départements « rentables » du point de vue des bureaux de contrôle ont été choisis par le ministère.

<sup>1384</sup> DOĞAN, Ibrahim, « Yapı Denetimi ve Sigortadan Kaldık », *Aksiyon*, n°622 (11 novembre 2006). Voir <http://www.aksiyon.com.tr/detay.php?id=25823> En effet, les Chambres d'ingénieur et la Chambre d'architectes avancent un nombre considérable de critiques à ce sujet, à commencer par leur exclusion du processus d'élaboration par le ministère.

<sup>1385</sup> Voir la carte interactive présente sur le site de la DASK : <http://www.dask.gov.tr/index.html>



« n'étaient pas intéressés » par l'assurance contre le séisme. Au total, 32,6 % avaient pris la *DAS*. 42,2 % affirmaient « n'avoir jamais entendu parler » de cette assurance.<sup>1386</sup> Comment expliquer ce manque d'intérêt de la part de la population, malgré les avantages offerts par la *DASK* ? Le facteur le plus important est probablement que les contraintes juridiques sont très faibles pour ceux qui refusent de la prendre : le certificat de la *DAS* n'est réclamé par l'administration que lors des procédures de vente, d'échange de biens immobiliers. On stipule également que ceux qui n'ont pas pris la *DAS* perdront tous leurs droits qui relèvent des lois concernant les catastrophes naturelles (assistance financière, aide au logement, etc.). Visiblement, même cette contrainte non-négligeable n'a pu être effective au sens d'inciter les citoyens à assurer leurs bâtiments. La question du « futur » séisme d'Istanbul est un autre exemple. À la suite des séismes de Marmara, le risque sismique concernant la ville d'Istanbul s'est négocié entre plusieurs parties : les autorités, les scientifiques, les médias...chacun de ses acteurs cherchant à faire valoir sa propre version. Mais les recherches menées sur la géométrie des failles dans la Mer de Marmara ont déterminé le potentiel du risque : un tremblement de terre de magnitude 7 ou plus (avec une probabilité d'occurrence de 65 % [+/- 15 %]) qui aurait des conséquences très graves sur Istanbul, sa population (comme la mort de 40 000 à 50 000 personnes), et indirectement, sur toute la Turquie (la seule perte économique due à l'impact sur l'ensemble des bâtiments serait de l'ordre de 10 milliards d'Euros)<sup>1387</sup> Face aux différents scénarios de catastrophe<sup>1388</sup> les autorités ont mis en place une série de mesures : la création d'une cellule de gestion d'urgence, des comités de coordination et de planification réunissant plusieurs organismes publics, et parfois privés (y compris les ONG) ; l'augmentation des effectifs pour la recherche et le sauvetage, l'obtention de certains matériaux comme des tentes ; la préparation des zones de rassemblement de la population, etc.<sup>1389</sup> La municipalité métropolitaine d'Istanbul a également créé son centre de gestion d'urgence. Un plan de séisme principal (*master*) a vu le jour suite à l'effort conjoint de 4 universités, s'ajoutant à l'élaboration des cartes spécifiques d'Istanbul (géologique, démographique, etc.) et à des rapports de vulnérabilité.<sup>1390</sup>

---

<sup>1386</sup> « Deprem Sigortasına Duyarsız Kalanların Oranı Yüzde 44 », *Milliyet*, 25 septembre 2007.

<sup>1387</sup> ERDIK et alii., op.cit., p.214 et 222. Voir aussi ARMIJO Rolando et PONDARD Nicolas, « Istanbul, quel séisme se prépare ? », *Pour la science*, dossier n° 51 (avril-juin 2006), pp.50-53.

<sup>1388</sup> Notons que la probabilité d'occurrence du séisme n'est plus un sujet de discussion ; le facteur qui ne fait pas l'unanimité parmi les scientifiques est sa magnitude

<sup>1389</sup> TMMOB, **Büyük Deprem 2. Yılında Durum Değerlendirmesi**, Istanbul, 2002 pp.33-38

<sup>1390</sup> Voir par exemple le projet de micro-zonage sismique mené conjointement par la Municipalité d'Istanbul et l'Agence de coopération internationale du Japon : « Istanbul İli Sismik Mikrobölgeleme Dahil Afet

Tout ce dont nous avons fait état jusqu'à présent est relatif à l'après-séisme. Pour le cas d'Istanbul, on ne peut toujours pas parler de *mitigation*, c'est-à-dire de la réduction de l'intensité de l'aléa ou/et de la vulnérabilité, exception faite du projet de *Zeytinburnu* (un quartier particulièrement vulnérable au séisme dans la partie européenne de la ville). En bénéficiant de l'aide financière de la Banque mondiale, la municipalité métropolitaine d'Istanbul a initié un projet « pilote » de réduction de vulnérabilité qui prévoyait la transformation urbaine du quartier de *Zeytinburnu*. Néanmoins, le projet a été pratiquement suspendu après des analyses de vulnérabilité, qui montraient qu'environ 2 600 bâtiments sur 16 000 (16 %) s'effondreraient en cas de tremblement de terre. Cela signifiait, d'après Oktay Ekinçi, la fin du projet puisque « le coût des mesures dépassait largement les moyens ». <sup>1391</sup> D'ailleurs, les propriétaires des 2 600 bâtiments ultra-fragiles se sont vivement opposés au projet. <sup>1392</sup> Parallèlement, le renforcement des bâtiments publics et de l'infrastructure critique n'est toujours pas complet 8 ans après les séismes de Marmara. <sup>1393</sup>

À la lumière de ces cas, brièvement présentés, peut-on dire qu'il y a eu un changement important par rapport au risque sismique ? Autrement dit, pouvons-nous parler d'une *réflexivité* accrue à la suite des tremblements de terre de 1999 ? La réponse n'est pas simple. Si la majorité des propriétaires de bien immobiliers ne s'intéressent pas à l'assurance contre les catastrophes naturelles, 32,6 % choisissent quand même de l'avoir alors que pour le moment, les contraintes prévus par les règlements ne sont pas appliqués en pratique. . Il serait donc erroné de dire que les attitudes n'ont pas du tout changé. De même, les activités bénévoles relatives à l'intervention post-catastrophe suscitent de l'intérêt au sein de la société depuis les séismes de 1999, comme le montre le succès des projets visant la formation des volontaires de secours, tels que *MAY* ou *TAMT*. <sup>1394</sup> Nous avons déjà parlé de l'inflation d'équipes de secours dans tout le pays, en 1999-2000, ce qui indique aussi à un intérêt croissant pour l'idée d'engagement.

---

Önleme/Azaltma Temel Planı (JICA projesi) » dans **Kentlerin Depreme Hazırlanması ve İstanbul Gerçeği** (actes de colloque), Istanbul, 2003, pp. 228-241.

<sup>1391</sup> EKINCI, Oktay, « Zeytinburnu Pilot Projesi », *Cumhuriyet*, 25 février 2007. Malgré tout, en septembre 2007, la municipalité a annoncé le début des démolitions pour 2008. Voir BAYSAL Ercan, « Kentsel Dönüşüm 2008'de Zeytinburnu'nda Başlıyor », *Zaman*, 17 septembre 2007.

<sup>1392</sup> SAZAK, Derya, « İstanbul Depreminde Can Kaybı Önlenebilir », *Milliyet*, 19 février 2007, p.13.

<sup>1393</sup> Même si, par exemple, la plupart des écoles publiques ont été renforcées, la majorité des hôpitaux demeure encore vulnérable au séisme. KARAASLAN Yeşim Sert, « İstanbul Hastaneleri Depreme Hazır Değil », *Haber 34*, 4 septembre 2007, sur <http://www.haber34.com/istanbul-hastaneleri-depreme-hazir-degil-1321-haberi.html>.

<sup>1394</sup> JACOBY, Tim et ÖZERDEM, Alpaslan, **Disaster Management and Civil Society**, I.B. Tauris, New York, 2006, pp. 60-63.

La réponse n'est pas très différente au niveau institutionnel : depuis 1999, le risque sismique trouve certainement un écho du côté des gouvernements, de l'administration, des collectivités locales. Mais, comme nous l'avons vu, la notion de « précaution » est toujours absente et les efforts sont marqués par la désorganisation : les mesures sont destinées à l'après-séisme, elles consistent souvent en des actions susceptibles d'avoir une visibilité par rapport aux médias. Le problème principal est, en 2007 encore, l'absence, d'une vision systématique concernant le risque sismique. Les différentes actions et politiques entreprises ne sont pas articulées (par exemple, le système de contrôle des bâtiments avec celui de d'assurance) et sont conçues au cas par cas. Il est impossible à ne pas penser à la situation d'Istanbul, qui est une métropole aujourd'hui sous la menace d'une « catastrophe annoncée »

Rappelons que la rupture de failles du 17 août 1999 avait été assez précisément « anticipée » par les scientifiques. Les médias reprennent fréquemment cette thématique, mais la réaction sociale qui pourrait pousser les autorités à changer de vision ne se manifeste pas. Il convient donc pour le moment d'admettre que si nous constatons certains changements d'attitude, il est encore tôt pour parler d'une société « rationnelle » ou « réflexive ».

# Conclusion



Dans cette thèse, nous avons essayé « d’analyser un complexe dynamique à travers une dynamique complexe ». Autrement dit, nous avons tenté d’analyser la Turquie à partir de l’analyse de la catastrophe en tant qu’événement social.

Or, rappelons-le, nous avons commencé notre travail il y a cinq ans par une question prétendument simple : *la catastrophe a-t-elle « fait » la société civile ?*, comme on l’affirmait souvent depuis les tremblements de terre de 1999.<sup>1395</sup> Mais, tant en raison des problèmes liés à l’usage de la notion de société civile qu’à la confrontation avec la réalité du terrain nous avons été conduit à « questionner notre interrogation du départ ». La notion de société civile est effectivement ambiguë en tant que concept qui est « l’objet d’une perpétuelle redéfinition ».<sup>1396</sup> Le terme a changé de signification plusieurs fois dans l’histoire, comme nous l’avons indiqué et, actuellement, il n’a pas une définition « stable » pouvant servir de référence : la question « en quoi consiste la société civile ? » donne lieu à des réponses parfois très variées, ce qui montre qu’il n’y a pas de consensus sur ce concept. L’élasticité de cette notion politique permet à différents acteurs de la redéfinir selon leurs intérêts. Nos études sur terrain auprès des ONG et des autorités publiques turques nous ont montré que c’était également valable pour la Turquie et le problème devenait même plus complexe à cause de « l’adaptation » du terme par les acteurs turcs.

Ensuite, les rencontres avec les fondations, les associations, les bureaucrates, les agents des collectivités locales et même les militaires nous ont permis de conclure que les tremblements de terre de 1999 avaient certes contribué au développement des initiatives « civiles », mais sans qu’il y ait un développement spectaculaire de la « société civile », une transformation profonde de la scène politique, une démocratisation rapide due au rétrécissement de la marge d’action de l’État, comme l’avait annoncé la presse. Dans leurs lignes principales, les rapports « État – société civile », n’avaient pas non plus changé de façon considérable, de même que le « véritable citoyen » ne se montrait toujours pas sur la scène.

Nous aurions alors pu choisir de nous contenter de ce que nous avons trouvé dans la littérature, ainsi que sur le terrain, afin de répondre à notre question de départ (*non, dans le cas des séismes de 1999 en Turquie, la catastrophe n’a pas « fait » la société civile*) pour essayer d’en chercher ensuite les causes, ce qui nous aurait probablement conduit à nous concentrer sur la problématique de démocratisation de la Turquie – thème sur lequel

---

<sup>1395</sup> L’expression de Jean-François Pérouse convient probablement beaucoup mieux : « La catastrophe fait-elle la nouvelle société ? ».

<sup>1396</sup> RANGEON, François, “Société civile : histoire d’un mot” dans CHEVALLIER, Jacques (sour dir.), **La Société civile**, PUF, Paris, 1986, p.10.

existent déjà un grand nombre de travaux. Mais le premier travail que nous avons mené dans les archives de presse, afin d'obtenir davantage d'informations sur le contexte post-17 août, nous a ouvert une nouvelle piste : en reconstruisant le contexte à partir de la presse, nous avons fini par reconnaître que le discours relatif à la société civile coexistait avec d'autres, et surtout qu'elle faisait partie d'une rhétorique sur le « changement sociopolitique ». Cette rhétorique recouvrait un certain nombre d'items comme : réfléchir sur les origines humaines et matérielles qui ont transformé un événement naturel en une grande catastrophe ; identifier et dénoncer les personnes ayant leur part de responsabilité dans le bilan du désastre et dans la situation post-séisme ; établir les liens entre les causes « visibles » du drame et celles qui leur donnent naissance, donc la « partie immergée de l'iceberg » ; élaborer une perspective de « sortie », c'est-à-dire une solution ou un ensemble de solutions pour opérer le changement, évoluer vers l'idéal désigné et militer, dans la mesure du possible, en faveur de ce projet.

Lorsque nous sommes retourné dans les archives de presse afin d'étudier le traitement par la presse des séismes antérieurs à 1999, nous avons été surpris de voir qu'une période marquée par l'expression critique de journalistes n'était pas spécifique aux tremblements de terre de Marmara. Comme nous avons essayé de le démontrer dans la deuxième partie de la thèse, chaque tremblement de terre majeur avait été une occasion de revenir sur les problèmes du moment. Quelles que soient l'ampleur du désastre et la gravité de ses conséquences, le contexte social, politique, économique a façonné de façon déterminante la lecture de la catastrophe. Comme l'écrivent Boin et alii., spécialistes hollandais de l'analyse de la gestion des crises, « lors d'une crise, les autorités perdent généralement le contrôle, même temporairement, sur la dramaturgie de la communication politique. Elles sont littéralement dépassées par les événements. Les médias de masse génèrent rapidement des images et des cadres [de lecture] frappants de la situation, soigneusement conçus pour la consommation de masse. La crise devient une contestation symbolique sur l'interprétation sociale d'une série de questions sociopolitiques ». <sup>1397</sup> Dès lors, nous nous sommes concentré sur l'enjeu post-séisme, à savoir la lutte entre différents acteurs voulant chacun imposer sa propre version des faits. Plus nous avons avancé dans notre recherche, plus nous nous sommes rendu compte de la richesse de ces périodes du point de vue de la sociologie politique. En tant que moments de « choc systémique », les séismes nous offraient des éléments d'analyse très utiles pour « dessiner » le paysage politique de la Turquie avec ses spécificités : c'est notamment le cas des différentes

---

<sup>1397</sup> Boin et alii, op.cit., p.69.

représentations de l'événement, et principalement celles qui ont été véhiculées par la presse.<sup>1398</sup> Dans la deuxième partie, nous avons vu qu'il était possible de recouper parfaitement les étapes de l'évolution sociopolitique du pays à travers l'analyse du traitement médiatique des tremblements de terre.

Nous affirmons qu'en 1999 les journalistes turcs étaient parfaitement capables d'observer que la question de la vulnérabilité au risque sismique était une question « multidimensionnelle », qu'elle avait des aspects économiques, sociaux, politiques et qu'elle ne pouvait pas être réduite à un débat technique, type « faut-il du béton ou du bois pour les constructions ? ». Ils savaient également que cette question, qui redevenait de l'actualité après chaque grand séisme, mais qui ne restait pas nécessairement longtemps au premier plan de l'actualité, constituait un bon point de départ pour une réflexion critique sur leur propre société, sur son fonctionnement et sur ses valeurs dominantes. Selon nous, la particularité du traitement du séisme du 17 août est que les journalistes ont exigé de la catastrophe qu'elle devienne « un événement », au sens où Michel Winock le décrit : « [L'événement] surgit comme rupture, mais en frayant la voie au devenir. Il détonne dans une conjoncture stable, il surprend et il inquiète, mais en même temps, il annonce une nouvelle voie. »<sup>1399</sup> Apparemment, ce séisme avait le potentiel pour « devenir un événement » aux yeux des journalistes turcs car il avait prouvé la vulnérabilité « extrême » de la société à un risque naturel, en signalant à la société les causes profondes de cette vulnérabilité qui sont ancrées dans la société, dans l'économie, dans le politique. Il avait également suscité une mobilisation de citoyens, que la presse n'a pas tardé à considérer comme un signe avant-coureur de « rupture ».

Dans l'introduction de cette thèse, nous avons parlé de la construction sociale de la catastrophe et des différents usages qu'elle peut se voir attribuer. Lorsque la catastrophe surgit en dépassant la capacité de réaction d'une société, en paralysant son fonctionnement normal, s'ouvre en même temps des fenêtres d'opportunités pour tous les acteurs. Les différentes représentations de l'événement, qui symbolisent les intérêts et la perception des acteurs variés, entrent en conflit sur la scène publique. Les discours que nous voyons apparaître alors, surtout au moment du *blame game*, de la recherche des responsabilités,

---

<sup>1398</sup> A condition, bien sûr, de ne jamais oublier les limites de la production médiatique : « Les médias, s'ils sont un miroir, ne sont qu'un miroir déformant, ou plutôt ils sont plusieurs miroirs en même temps, de ceux que l'on voit dans les foires et qui, tout en déformant, témoignent malgré tout, chacun à sa façon, d'une parcelle amplifiée, simplifiée, stéréotypée, du monde » CHARAUDEAU, op.cit., p.12.

<sup>1399</sup> WINOCK, Michel, « Qu'est-ce qu'un événement ? », *L'Histoire*, n° 268 (septembre 2002), p.33.



relèvent de ces représentations. Dans cette thèse, nous avons d'abord étudié l'évolution de ce jeu post-catastrophe au cours de l'histoire récente de la Turquie. Ensuite, nous avons cherché à comprendre les discours médiatiques de 1999, produits par les journalistes qui ont considéré la période post-séisme comme un moment donné pour engager une réflexion critique sur la Turquie. À la différence des tremblements de terre précédents, les journalistes ont intégré dans leurs discours une projection dans le futur, presque un « scénario » : le changement sociopolitique. En admettant que tout discours relève d'une réalité du monde (définie par l'acteur qui l'énonce), notre objectif a été d'étudier cette réalité, la façon dont elle a été présentée et soutenue ; et de saisir les clés qu'elle nous offre pour l'analyse de la Turquie contemporaine. À cet égard, nous considérons la « prévision » d'un changement social portée par la presse comme l'expression d'une demande de changement. Et si le changement est souhaité, cela est du à une série de faits, dont certains ont été critiqués par la presse elle-même, et qui, une fois réunis, donnent un « état des lieux » de ce pays.

Tout d'abord, la modernisation turque est vue comme « inachevée » par les journalistes qui affirment que, dans leur grande majorité, les citoyens turcs vivent une situation de « pré-modernité ». L'identité individuelle demeure faible par rapports aux identités collectives imposées par la communauté (*gemeinschaft*), la famille, les communautés, les pratiques coutumières et religieuses. Quant à l'attitude individuelle face au risque, nous l'avons vu, elle est déterminée plus par les intérêts économiques à court terme et le fatalisme que par la rationalité.

Il s'agit ensuite de « l'échec » partiel du projet républicain qui prévoyait la construction de la nation et la modernisation de la Turquie sous la tutelle d'un État moderne et « modernisateur » (ce qui implique une élite modernisatrice, faisant également défaut). Selon nous, il convient de parler d'un « échec » partiel puisque le nouvel État turc fondé en 1923 a quand même abouti à un résultat impressionnant compte tenu des transformations de la société turque. Mais il est plus difficile de reconnaître un véritable ancrage de l'idée de nation dans la conscience collective : comme nous l'avons souligné dans la deuxième partie, la violence politique des années 1970 a bien montré que cette idée ne suffisait pas pour assurer la cohésion sociale et le consensus entre différents groupes. Lorsque la Turquie s'est retrouvée face à la montée de l'islamisme politique et à l'irrédentisme kurde au cours des années 1980, on a compris de nouveau que son tissu social était toujours fragile et que les anciennes « failles sociales » continuaient à exister. Ce « demi-succès » de la modernisation est un thème souvent repris avec celui de la

« chute de l'État social », qui, comme nous l'avons souligné dans la troisième partie, n'est pas un phénomène spécifique au contexte turc.<sup>1400</sup> La machine bureaucratique turque est aujourd'hui considérée comme usée et inefficace.

Il est nécessaire de souligner la fragilité et les limites de l'économie turque, dans laquelle la rente immobilière constitue un moyen d'enrichissement important et le secteur de la construction joue un rôle de locomotive.<sup>1401</sup> Notons que ce fait n'a pas suscité beaucoup d'attention dans la presse, qui s'est concentrée plutôt sur le politique et la classe politique pour trouver les responsables du désastre.

Le système politique (il faut penser au fonctionnement politique dans son ensemble et non pas uniquement au régime) ne semble pas répondre aux besoins de la société dont les problèmes ne cessent de se complexifier et qui réclame de plus en plus des solutions spécifiques, adaptées, et non pas des politiques « génériques ». Cela implique la participation des citoyens dans les mécanismes de décision, chose à laquelle le système existant est peu ouvert. D'ailleurs, les canaux de représentation d'intérêts classiques sont « obstrués » en Turquie par une classe politique « professionnelle » qui prend soin d'adopter les mesures nécessaires pour rendre difficile l'accès à la vie politique pour de nouveaux acteurs (comme le barrage électoral du seuil de 10 % des voix). Par ailleurs, la vie politique est fortement marquée par le clientélisme politique et la corruption, ce qui diminue la confiance dans le système.

La Turquie est aujourd'hui un pays difficile à catégoriser. Kabasakal et Yeldan soulignent qu'il est difficile de définir précisément [sans ambiguïté] les caractères du système politique turc car, selon eux, il est formé de composants contradictoires : « la Turquie de la fin des années 1990 est un pays où le régime articule à la fois des caractéristiques monistes et pluralistes. [...] La société civile a une certaine marge d'action mais pas de vigueur véritable ; le parlement contient des forces d'opposition mais pas d'autorité réelle ; le judiciaire fonctionne de temps en temps de manière indépendante mais il est généralement sous contrôle politique ; les médias peuvent mettre en évidence les connexions obscures entre le crime organisé et les forces de l'ordre – qui varient du trafic de drogue aux meurtres non-élucidés – mais ils sont eux-mêmes structurés de manière oligopolistique et sont marqués par une tendance à l'utilisation des discours nationalistes et

---

<sup>1400</sup> Migdal, op.cit., p.234.

<sup>1401</sup> La part directe du secteur de la construction dans le PIB est de 5 %, mais sa contribution indirecte (prenant en compte les parts des producteurs de matériaux) s'élève à 30 % (pour 2006). Voir MAÇ, Nazlı, **İnşaat Sektör Raporu**, Konya Ticaret Odası Etüd Araştırma Servisi, 2006, p.7 (rapport préparé pour la Chambre de commerce de Konya).

populistes pour influencer la population ; la capacité des civils à contrôler les militaires est faible bien que le régime ne soit pas militaire. [...] » Et leur remarque suivante est particulièrement intéressante : « La sphère publique est clairement faible et inefficace, mais la classe politique qui détient le pouvoir respecte suffisamment les procédures démocratiques pour ne pas être considérée totalement comme non-démocratique. »<sup>1402</sup>

Le changement, tel que promu par les journalistes, semble être la seule « solution » pour résoudre ces questions fondamentales de la Turquie, qui se trouve non seulement géographiquement et culturellement entre l'Orient et l'Occident, mais également à mi-chemin entre la modernité et la pré-modernité ; qui est un pays avec « des visages pluriels », « des dynamiques multiples et souvent contradictoires »<sup>1403</sup>. En ce sens, le séisme du 17 août 1999 n'est peut-être pas une « rupture créatrice », rôle que le discours médiatique lui attribue, mais plutôt un événement « annonciateur ». Il n'a pas suscité la dynamique sociale qui aurait provoqué le changement projeté mais il a mis en évidence une évolution lente et pourtant bien réelle de cette dynamique, telle que l'a manifestée la mobilisation citoyenne de l'après-séisme. Depuis une dizaine d'années, on parle de la formation d'une « bourgeoisie »<sup>1404</sup> ou d'un « nouvelle classe moyenne »<sup>1405</sup> en Turquie. Selon Sencer Ayata, il s'agit d'une classe composée d'individus ayant certaines caractéristiques communes : avoir bénéficié d'une éducation supérieure, être spécialisé sur le plan professionnel, appartenir à une famille « nucléaire », avoir des contacts au plan international, adopter les styles de vie d'origine occidentale. Ayata précise que cette classe est attachée aux valeurs comme « l'égalité entre les sexes, les droits et les libertés individuelles, les droits de l'homme, l'État de droit, la démocratie, le pluralisme... »<sup>1406</sup>

Tout en faisant le lien avec l'intérêt croissant en Turquie pour la notion de société civile, nous pouvons penser qu'une véritable modernisation politique est actuellement en cours en Turquie. Tim Jacoby affirme que le Kémalisme est une vision contradictoire puisque la modernité (qui accorde une grande importance à la liberté individuelle) ne coïncide pas avec l'autoritarisme.<sup>1407</sup> Cela est valable pour l'ensemble du processus de

---

<sup>1402</sup> Ibid.

<sup>1403</sup> PEROUSE, Jean-François, **La Turquie en Marche : Les grandes mutations depuis 1980**, Editions de La Martinière, 2004, p. 7 et 8.

<sup>1404</sup> KUYAŞ, Nilüfer et ALPAY, Şahin, « Burjuvazi Sınıflaşıyor », *Milliyet*, 9 octobre 1995, p.16 (entretien avec Ayşe Buğra, économiste).

<sup>1405</sup> SEVIMAY, Devrim, « Meydandakiler Yeni Orta Sınıftır », *Milliyet*, 21 mai 1997 (entretien avec Sencer Ayata, sociologue).

<sup>1406</sup> Ibid.

<sup>1407</sup> JACOBY, op.cit., p.134.

modernisation turque, où des éléments de la modernité ont été octroyés par une élite dirigeante, en lutte avec les structures traditionnelles. Néanmoins, la modernisation par le haut compromet obligatoirement la dimension libérale de la modernité. Peut-être cet « élément perdu » de la modernisation turque est-il en train de se mettre en place, notamment avec le changement que l'on observe avec les séismes de 1999, Nous supposons que ces séismes nous ont montré « l'apparition de l'individu » au sens moderne du terme dans le contexte turc. Mais ils nous ont laissé voir aussi que la société turque portait, dans sa grande majorité, des caractéristiques « pré-modernes ».

Il ne faut pas en conclure que 1/ le développement des mouvements associatifs et d'autres formes d'initiatives civiles est uniquement lié à la formation d'une nouvelle classe sociale capable de s'investir dans telles activités ; 2/ ni que la « nouvelle classe moyenne » constitue une force transformatrice capable de changer la Turquie du jour au lendemain. Premièrement, l'essor des initiatives civiles est un phénomène constaté aujourd'hui sur l'ensemble de la Turquie et n'est pas limitée à une couche sociale spécifique. Deuxièmement, il ne faut pas oublier que, quel que soit son niveau d'intériorisation des valeurs modernes, la « nouvelle classe moyenne » ne constitue qu'une minorité par rapport à l'ensemble de population. La question est donc de savoir si elle peut devenir le moteur du changement social à l'avenir.

À nos yeux, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, la société turque semble chercher encore son identité, en reprenant l'expression de Feroz Ahmad.<sup>1408</sup> Si la « nouvelle classe moyenne » aspire à jouer un rôle déterminant dans l'évolution sociale, elle est obligée de se confronter à l'islamisme, une dynamique qui met en cause le modernisme républicain et qui réclame le retour aux valeurs traditionnelles.<sup>1409</sup> Nous avons vu d'ailleurs comment les deux dynamiques se sont opposées y compris à l'occasion d'un séisme majeur. Or, contrairement aux « néo-islamistes », la « nouvelle classe moyenne » n'a pas encore donné naissance à une formation politique. Comprendre la tension « laïc-islamiste / moderniste/traditionnel » est important puisque l'itinéraire de la Turquie sera sans doute déterminé par l'issue de ce conflit.

---

<sup>1408</sup> Nous faisons allusion au titre de l'ouvrage **Turkey: Quest For Identity** d'Ahmad. Op.cit.

<sup>1409</sup> Les mouvements kurdes mettent en cause également la République turque mais ils n'ont pas, comme les mouvements islamistes, de « projet alternatif » en termes de mode de vie.



# Liste phonétique

La prononciation des termes et des noms propres en Turc

c se prononce *dj* (comme *adjectif*)

ç se prononce *tch*

g se prononce *g* (jamais *j*)

ğ est à peine prononcé

h est toujours expiré

ı (sans point) : entre *e* et *i*

ö se prononce *eu* (comme *beurre*)

s se prononce toujours *s* (jamais *z*)

ş se prononce *ch* (comme *cheval*)

u se prononce *ou* (comme *toujours*)

ü se prononce *u* (comme *lune*)

Source : CLOT André, **Soliman le magnifique**, Fayard, Paris, 1983, p.3.

# Liste des sigles

<b>AKUT :</b>	Arama ve Kurtarma Derneđi – <i>Association de recherche et de sauvetage</i>
<b>ANAP :</b>	Anavatan Partisi – <i>Partie de la mère-patrie</i>
<b>CEA :</b>	California Earthquake Authority
<b>CEE :</b>	Communauté économique européenne
<b>CGC :</b>	Centre de gestion de crise rattaché au Premier ministre
<b>CNS :</b>	Conseil national des séismes
<b>CUN :</b>	Voir MBK
<b>ÇYDD :</b>	Çağdaş Yaşamı Destekleme Derneđi – <i>Association pour le soutien de la vie moderne</i>
<b>DAS :</b>	Dođal Afet Sigortası – <i>Assurance contre les catastrophes naturelles</i>
<b>DASK :</b>	Dođal Afet Sigortaları Kurumu – <i>Secrétariat de l'assurance contre les catastrophes naturelles</i>
<b>DDKD :</b>	Devrimci Dođu Kültür Ocakları – <i>Association Révolutionnaire de Culture Démocratique</i>
<b>DEV-GENÇ :</b>	Türkiye Devrimci Gençlik Federasyonu – <i>Organisation de la Jeunesse Révolutionnaire de Turquie</i>
<b>DISK :</b>	Devrimci İşçi Sendikaları Federasyonu – <i>Fédération des syndicats d'ouvriers révolutionnaires</i>
<b>DPT :</b>	Devlet Planlama Teşkilatı – <i>Organisation de planification de l'Etat</i>
<b>DSP :</b>	Demokratik Sol Parti – <i>Parti démocratique de gauche</i>
<b>DYP :</b>	Dođru Yol Partisi – <i>Parti de la juste voie</i>
<b>ECHO :</b>	European Commission Humanitarian Aid Department
<b>EMAK :</b>	Equipe de recherche et de sauvetage de l'Armée grecque
<b>FMI :</b>	Fond monétaire international
<b>FNA :</b>	voir KAF
<b>GANT :</b>	voir TBMM
<b>IBDA-C :</b>	İslami Büyük Dođu Akıncılar Cephesi – <i>Front des combattants pour la grande Orient islamique</i>
<b>IHH :</b>	İnsan Hak ve Hürriyetleri Vakfı – <i>Fondation pour les droits et les libertés de l'homme</i>
<b>KAF :</b>	Kuzey Anadolu Fayı – <i>Faille nord-anatolienne</i>
<b>KOBI :</b>	Küçük ve Orta Ölçekli İşletme – <i>Les établissements à petite et moyenne échelle</i>
<b>LT :</b>	voir TL
<b>MBK :</b>	Milli Birlik Komitesi – <i>Comité d'union nationale</i>
<b>MGK :</b>	Milli Güvenlik Konseyi – <i>Conseil de sécurité nationale</i>
<b>MHP :</b>	Milliyetçi Hareket Partisi – <i>Parti d'action nationaliste</i>

<b>NZEQC :</b>	New Zealand Earthquake Commission
<b>PIB :</b>	Produit intérieur brut
<b>PKK :</b>	Partiya Karkeren Kurdistan – <i>Parti ouvrier de kurdistan</i>
<b>PNB :</b>	Produit national brut
<b>OCDE :</b>	Organization de coopération et de développement économique
<b>ONG :</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>ONU :</b>	Organisation des nations unies
<b>OSC :</b>	voir STK
<b>OTAN :</b>	Organisation du traité du pacte de l’Atlantique du Nord
<b>RFA :</b>	République fédérale d’Allemagne
<b>RP :</b>	Refah Partisi – <i>Parti de prospérité</i>
<b>RTÜK :</b>	Radyo Televizyon Üst Kurulu – <i>le Conseil supérieur de Radio et de Télévision</i>
<b>STK :</b>	Sivil Toplum Kuruluşu – <i>Organisation de société civile</i>
<b>SHP :</b>	Sosyal Demokrat Halkçı – <i>Parti populaire social-démocrate</i>
<b>TBMM :</b>	Türkiye Büyük Millet Meclisi – <i>Grande Assemblée nationale de Turquie</i>
<b>TGC :</b>	Türkiye Gazeteciler Cemiyeti – <i>Association des journalistes de Turquie</i>
<b>THKO :</b>	Türkiye Halk Kurtuluş Ordusu – <i>Armée de libération du peuple de Turquie</i>
<b>THY :</b>	Türk Hava Yolları – <i>Compagnie aérienne turque</i>
<b>TIP :</b>	Türkiye İşçi Partisi – <i>Parti ouvrier de Turquie</i>
<b>TL :</b>	Türk Lirası – <i>Livre turque</i>
<b>TMMOB :</b>	Türkiye Mühendis ve Mimar Odaları Birliği – <i>Union des chambres d’ingénieur et d’architectes de Turquie</i>
<b>TÖB-DER :</b>	Tüm Öğretmenler Birliği Derneği – <i>Association d’Union et de Solidarité de tous les Instituteurs</i>
<b>TPAO :</b>	Türkiye Petrolleri Anonim Ortaklığı – <i>Compagnie Nationale du Pétrole et du Gaz de Turquie</i>
<b>TRT :</b>	Türkiye Radyo Televizyon Kurumu – <i>Institution publique de radio et de télévision de Turquie</i>
<b>TUBA :</b>	Türkiye Ulusal Bilimler Akademisi – <i>Académie nationale des sciences de Turquie</i>
<b>TÜBİTAK :</b>	Türkiye Bilimsel ve Teknik Araştırma Kurumu – <i>Institution de recherche scientifique et technique de Turquie</i>
<b>TÜM-DER :</b>	Tüm Memurlar Derneği – <i>Association d’Union et de Solidarité de tous les Fonctionnaires Publics</i>
<b>TÜRK-İŞ :</b>	Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu – <i>Confédération des syndicats ouvriers de Turquie</i>
<b>UE :</b>	Union européenne





# Bibliographie

## OUVRAGES

- AHMAD, Feroz, **Turkey The Quest For Identity**, Oneworld, Oxford, 2003
- AKAGÜL, Deniz et alii, **La Turquie en mouvement**, Editions Complexe, Bruxelles, 1995
- AKGÖNÜL, Samim, **Religions de Turquie, religions des Turcs**, L'Harmattan, Paris, 2005
- ALEXANDER, David, **Principles of Emergency Planning and Management**, Oxford University Press, Oxford, 2002
- AMBRASEYS, Nicolas et FINKEL, Caroline, **The Seismicity of Turkey and Adjacent Areas**, Eren Yayıncılık, Istanbul, 1995
- ANGRIST, Michele P. et POSUSNEY, Marcha P. (sous dir.), **Authoritarianism in the Middle East**, Lynne Rienner, Londres, 2005
- BECK, Ulrich, **La Société du risque : sur la voie d'une autre modernité**, Flammarion, Paris, 2001
- BEELEY, Brian, **Turkish Transformation**, The Eothen Press, Cambridgeshire, 2002
- BERGER, Peter L. et LUCKMANN, Thomas, **The Social Construction of Reality**, Anchor Books, New York, 1967
- BOIN, Arjen et alii., **The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure**, Cambridge University Press, New York, 2005
- BOIN, Arjen et alii., **Complexity in Urban Crisis Management**, Londres, 1994
- BOZARSLAN, Hamit, **Histoire de la Turquie contemporaine**, Editions La Découverte, Paris, 2004
- BOZDEMIR, Michel, **La Marche turque vers l'Europe**, Editions Karthala, Paris, 2005
- BRYAN, Mike et VAN HEERDEN, Ivor, **The Storm**, Viking, New York, 2006.
- BULLOCK, Jane A. et HADDOW, George D., **Introduction to Emergency Management**, Butterworth Heinemann, New York, 2003
- BURDY, Jean-Paul, **La Turquie est-elle européenne ?**, Editions Turquoise, Paris, 2004
- CALLON, Michel et alii., **Agir dans un monde incertain**, Editions du Seuil, Paris, 2001
- CHARAUDEAU, Patrick, **Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours**, De Boeck, Bruxelles, 2005
- CHAMBERS, Simone and KYMLICKA, Will (sous dir.), **Alternative Conceptions of Civil Society**, Princeton University Press, Princeton, 2002
- CHAPPONIERE, Jean-Raphaël et VEREZ, Jean-Claude, **La Turquie et l'Union européenne : un défi réciproque**, Ellipses, Paris, 2005

- CHARLES, T. Michael et alii.(sour dir.), **Coping With Crisis**, Charles C. Thomas, Springfield, 1989
- CHEVALLIER, Jacques (sour dir.), **La Société civile**, PUF, Paris, 1986
- CIĞERLI, Sabri, **Öcalan et le PKK : Les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient**, Maisonneuve et Larose, Paris, 2005
- CLARKE, Lee, **Mission Impossible**, The University of Chicago Press, Chicago, 1999
- COANUS, Thierry et PEROUSE, Jean-François (sous dir.), **Villes et risques**, Economica, Paris, 2006
- CROTHERS, Lane et LOCKHART, Charles (sous dir.), **Culture and Politics**, St.Martin's Press, New York, 2000
- CROZIER, Michel, **La Démocratie sans le peuple**, Editions Du Seuil, Paris, 1967
- CROZIER, Michel et alii., **The Crisis of Democracy: Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission**, New York University Press, New York, 1975
- DAUPHINE, André, **Risques et Catastrophes**, Armand Collin, Paris, 2001
- DENNI, Bernard et LECOMPTE, Patrick, **Sociologie du Politique**, PUF, Grenoble, 1999 (deux tomes)
- DOGAN, Mattei et PELASSY, Dominique, **La Comparaison internationale en sociologie politique**, Librairies Techniques, Paris, 1980
- DORRONSORO, Gilles (sous dir.), **La Turquie conteste**, CNRS Editions, Paris, 2005
- DOUGLAS, Mary et WILDAVSY, Aaron, **Risk and Culture**, University of California Press, Berkeley, 1982
- DOWLING, John et HARREL, Ewans M., **Civil Defense**, American Institute of Physics, 1987
- DRABEK, E. Thomas, **Human System Responses to Disaster**, Springer-Verlag, New York, 1986
- DUMONT, Paul et GEORGEON, François (sous dir.), **La Turquie au seuil de l'Europe**, L'Harmattan, Paris, 1991
- ESQUENAZI, Jean-Pierre, **L'écriture de l'actualité, pour une sociologie du discours médiatique**, Presses Universitaires de Grenoble, 2002
- FUREDI, Frank, **Culture of Fear**, Continuum, Londres, 2002
- GILBERT, Claude, **Le Pouvoir en situation extreme**, L'Harmattan, Paris, 1992
- GILBERT, Claude (sous dir.), **Risques Collectifs et Situations de Crise**, L'Harmattan, Paris, 2002
- GOLDING, Dominic et KRIMSKY, Sheldon (sous dir.), **Social Theories of Risk**, Praeger, Westport, 1992
- GRUGEL, Jean, **Democratization: A Critical Introduction**, Palgrave, Houndmills, 2002
- HALL, A. John et TRENTMANN, Frank (sous dir.), **Civil Society: A Reader in History, Theory and Global Politics**, Palgrave Macmillan, New York, 2005
- HASSARD, John, **Sociology and Organization Theory**, Cambridge University Press, 1995
- HODGKINSON, Peter E. et STEWART, Michael, **Coping With Catastrophe**, Routledge, Londres, 1995

- INALCIK, Halil, **The Ottoman Empire Classical Age 1300 – 1600**, Phoenix Press, Londres, 2000
- INSEL, Ahmet, **La Turquie et le développement**, L'Harmattan, Paris, 2003
- JACOBY, Tim, **Social Power and The Turkish State**, Routledge, London, 2004
- JACOBY, Tim et ÖZERDEM Alpaslan, **Disaster Management and Civil Society**, I.B.Tauris, New York, 2006
- KALAYCIOGLU, Ersin, **Turkish Dynamics**, Palgrave Macmillan, New York, 2005
- KAVIRAJ, Sudipta et KHILNANI, Sunil (sous dir.), **Civil Society, History and Possibilities**, Cambridge University Press, Cambridge, 2001
- KEANE, John, **Global Civil Society?**, Cambridge University Press, Cambridge, 2003
- KINZER, Stephan, **Crescent and Star**, Farrar Strauss and Giroux, New York, 2001
- KRAMER, Heinz, **A Changing Turkey: The Challenge to Europe and the USA**, Brookings Institution Press, Washington D.C., 2000
- KREPS, Gary A.(sous dir.), **Social Structure and Disaster**, University of Delaware Press, Newark, 1989
- LAGADEC, Patrick, **Apprendre à gérer les crises**, Les Editions d'Organisation, Paris, 1993
- LAGADEC, Patrick, **Cellules de crise**, Les Editions d'Organisation, Paris, 1995
- LAVOINNE, Yves, **L'humanitaire et les médias**, Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 2002
- LARSSON, Sara et alii., **Crisis Decision Making in the European Union**, CRISMART Crisis Management Research and Training Center (publication n°29), Stockholm, 2005
- LEWIS, Bernard, **Histoire du Moyen-Orient**, Albin Michel, Paris, 1995
- LUPTON, Deborah (sous dir.), **Risk and Sociocultural Theory**, Cambridge University Press, Cambridge, 1999
- MANGO, Andrew, **The Turks Today**, John Murray, Londres, 2004
- MANTRAN, Robert (sous dir.), **Histoire de l'Empire ottoman**, Fayard, Paris, 1989
- MIGDAL, Joel S., **State and Society**, Cambridge University Press, Cambridge, 2001
- MILNER, Henry, **Civic Literacy**, University Press of New England, Londres, 2002
- NEVEU, Erik, **Sociologie des mouvements sociaux**, La Découverte, Paris, 2005
- PEROUSE, Jean-François, **La Turquie en marche : les grandes mutations depuis 1980**, Editions de la Martinière, Paris, 2004
- PFISTER, Christian (sous dir.), **Le jour d'après**, Haupt, Bern, 2002
- QUARANTELLI, E.L. (sous dir.), **What is a Disaster?**, Routledge, New York, 1998
- ROUX, Jean-Paul, **Histoire des Turcs**, Fayard, Paris, 2000
- ROY, Olivier (sous dir.), **La Turquie d'aujourd'hui, un pays européen ?**, Collection Tour du Sujet, Editions Universalis, 2004
- RYFMAN Philippe, **Les ONG**, Editions La Découverte, Paris, 2004

- SEARLE, John R., **The Construction of Social Reality**, The Free Press, New York, 1995
- SHRIVASTA, Paul, **Bhopal: Anatomy of a Crisis**, Paul Chapman Publishing, Londres, 1992
- SLOVIC, Paul, **The Perception of Risk**, Earthscan, Londres, 2000
- SOWDER, Barbara J. (sous dir.), **Disasters and Mental Health**, US Department of Health and Human Service, National Institute of Mental Health, Washington D.C., 1985
- STALLINGS, Robert A. (sous dir.), **Methods of Disaster Research**, Xlibris, 2002
- TOURAINÉ, Alain, **Critique de la modernité**, Fayard, Paris, 1992
- TREMOULINAS, Alexis, **Sociologie des changements sociaux**, Editions La Découverte, Paris, 2006
- ÜNSALDI, Levent, **Le Militaire et la politique en Turquie**, L'Harmattan, Paris, 2005
- VAGO, Steven, **Social Change**, Prentice-Hall, New Jersey, 1999
- VAISSE, Maurice, **Les relations internationales depuis 1945**, Armand Collin, Paris, 1995, pp.15-21.
- VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Fayard, Paris, 2005
- VEREZ, Jean-Claude (sous dir.), **D'un élargissement à l'autre : La Turquie et les autres candidats**, L'Harmattan, Paris, 2005
- VERLUISE, Pierre, **Armenia in Crisis: The 1988 Earthquake**, Wayne State University Press, Detroit, 1995
- VERON, Eliseo, **Construire l'événement**, Les Editions de Minuit, Paris, 1981
- ZÜRCHER, Erik Jan, **Turkey: A modern History**, IB Tauris, New York, 1998

### **Ouvrages (en turc)**

- ADAMAN, Fikret et ÇARKOĞLU, Ali, **Türkiye'de Yerel ve Merkezi Yönetimlerde Hizmetlerden Tatmin, Patronaj İlişkileri ve Reform**, TESEV, İstanbul, 2000
- AKŞIN, Sina (sous dir.), **Yakınçağ Türkiye Tarihi**, Milliyet Yayınları, İstanbul, 2004
- AKŞIN, Sina (sous dir.), **Osmanlı Tarihi**, Milliyet Yayınları, İstanbul, 2005 (deux tomes)
- AKTAN, Coşkun et EKER, Aytaç (sous dir.), **Politik Yozlaşma ve Rant Kollama**, Dokuz Eylül Üniversitesi İ.I.B.F., Ankara, 1994
- ALKAN Mehmet Ö. et alii., **Tanzimat'tan Günümüze İstanbul'da Sivil Toplum Kuruluşları**, Tarih Vakfı, İstanbul, 1998
- ARON, Raymond, **Sosyolojik Düşüncenin Evreleri**, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, Ankara, 1986
- ARSEL, İlhan, **Arap Milliyetçiliği ve Türkler**, Kaynak Yayınları, İstanbul, 1999
- AVCIOĞLU, Doğan, **Türkiye'nin Düzeni**, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1969 (deux tomes)
- AVCIOĞLU, Doğan, **Türklerin Tarihi**, Tekin Kitabevi, İstanbul, 1979 (cinq tomes)

- BERKES, Niyazi, **Türk Düşününde Batı Sorunu**, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1975
- BERKES, Niyazi, **Asya Mektupları**, Yapı Kredi Yayınları, İstanbul, 2001
- BERKES, Niyazi, **Türkiye’de Çağdaşlaşma**, Yapı Kredi Yayınları, İstanbul, 2004
- BIRAND, Mehmet Ali, **Emret Komutanım**, Milliyet Yayınları, İstanbul, 1986
- BORA, Tanıl et alii., **Türkiye’de Sivil Toplum ve Milliyetçilik**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2002
- BOZDOĞAN, Sibel et KASABA, Reşat (sous dir.), **Türkiye’de Modernleşme ve Ulusal Kimlik**, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, 2005
- BOZKURT, Veysel, **Deprem ve Toplum**, Alfa, İstanbul, 1999
- BÜYÜKYILDIZ, Nurşen et PEKMEZCI, Necdet, **Ülkücüler: Öteki Devletin Şehitleri**, Kaynak Yayınları, İstanbul, 1999
- ÇAHA Ömer, **Aşkın Devletten Sivil Topluma**, Gendaş Kültür, İstanbul, 2000
- ÇAVDAR, Tevfik, **Türkiye’nin Demokrasi Tarihi**, Imge Yayınları, İstanbul, 1996
- ÇETİN, Celalettin, **İşte Babıali**, Cem Yayınevi, İstanbul, 1991
- ÇİFTÇİ, Selda et UÇAR, Bilal M., **Dernek Vakıf Mevzuatı**, Adalet Yayınevi, Ankara, 2002
- ÇULHAOĞLU, Metin et alii., **Sivil Toplum : Devletin Büyümesi**, YGS Yayınları, İstanbul, 2001
- DIKEN, Şeyhmus, **Güneydoğu’da Sivil Hayat**, Metis Yayınları, İstanbul, 2001
- DIKEN, Şeyhmus, **Türkiye’de Sivil Hayat ve Demokrasi**, Dipnot Yayınları, Ankara, 2006
- EKİNCİ, Oktay, **İstanbul’u Sarsan On Yıl**, Anahtar Yayınları, İstanbul, 1994
- EKİNCİ, Oktay, **Rant Demokrasisi Çöktü**, Anahtar Yayınları, İstanbul, 1999
- ERDOĞAN-TOSUN, Gülgün, **Demokratikleşme Perspektifinden Devlet-Sivil Toplum İlişkisi**, Alfa Yayınları, İstanbul, 2001
- ERDOĞAN-TOSUN, Gülgün, **İzmir’de Sivil Toplum**, Alfa Aktüel Yayınları, İstanbul, 2006
- ERGÜN, Doğan, **Sosyoloji ve Eğitim**, V Yayınları, Ankara, 1987
- ERSANLI BEHAR, Büşra, **İktidar ve Tarih**, Afa Yayınları, İstanbul, 1996
- ESMER, Yılmaz, **Devrim, Evrim, Statüko**, TESEV, İstanbul, 1999
- GEORGEON, François, **Osmanlı-Türk Modernleşmesi (1900-1930)**, Yapı Kredi Yayınları, İstanbul, 2006
- GIDDENS, Anthony, **Modernliğin Sonuçları**, Ayrıntı Yayınları, İstanbul, 2004
- GÖLE, Nilüfer, **Modern Mahrem**, Metis Yayınları, İstanbul, 2004
- GÖKTAŞ, Hıdır et GÜLBAY, Metin, **Kışladan Anayasaya Ordu**, Metis Yayınları, İstanbul, 2004
- İŞİKARA, Ahmet Mete, **Depremden Kalan Anılar**, Boğaziçi Üniversitesi Yayınevi, İstanbul, 2004
- İPŞİROĞLU, Zehra, **Düşünmeyi Öğrenme ve Öğretme**, AFA Yayıncılık, İstanbul, 1989
- İBRAHİM, Ferhad et WEDEL, Heidi, **Ortadoğu’da Sivil Toplumun Sorunları**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1997
- İtiraf: Eski Ülkücü MHP’yi Anlatıyor**, Aydınlik Yayınları, İstanbul, 1997

- KALAYCIOĞLU, Ersin et SARIBAY, Ali Yaşar (sous dir.), **Türkiye’de Politik Değişim ve Modernleşme**, Alfa Yayınları, İstanbul, 2000
- KARADAĞ, Ahmet(sous dir.), **Kamusal Alan ve Türkiye**, Asil Yayın Dağıtım, Ankara, 2006
- KAYA, Yalçın, **17 Ağustos’un Ardından Deprem, Devlet ve Toplum**, Otopsi Yayınları, İstanbul, 2000
- KEJANLIOĞLU, Beybin D., **Türkiye’de Medyanın Dönüşümü**, Imge Kitabevi, Ankara, 2004
- KEYDER, Çağlar, **Türkiye’de Devlet ve Sınıflar**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003
- KIRAY, Mübeccel, **Değişen Toplum Yapısı**, Bağlam Yayınları, İstanbul, 1998
- KIRAY, Mübeccel, **Toplumsal Yapı Toplumsal Değişme**, Bağlam Yayınları, İstanbul, 2006
- KILIÇBAY, Mehmet Ali, **Uyruktan Vatandaşa Geçimden İktisada**, Imge Kitabevi Yayınları, Ankara, 1996
- KILIÇBAY, Mehmet Ali, **Siyasetsiz Siyaset**, Imge Kitabevi Yayınları, Ankara, 1998
- KILIÇBAY, M. Ali, **Biz Zaten Avrupalıyız**, Imge Kitabevi Yayınları, Ankara, 2005
- KOLOĞLU, Orhan, **Osmanlı’dan Günümüze Türkiye’de Basın**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1992
- KONGAR, Emre, **21.Yüzyılda Türkiye**, Remzi Kitabevi, İstanbul, 1998
- KÜÇÜKÖMER, Idris, **Düzenin Yabancılaşması**, Bağlarm Yayıncılık, İstanbul, 1994
- KÜÇÜKÖMER, Idris, **Sivil Toplum Yazıları**, Bağlarm Yayıncılık, İstanbul, 1994
- MARDIN, Şerif, **Türkiye’de Toplum ve Siyaset : Makaleler 1**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1990
- MECKLENBURG, Jens (sous dir.), **Gladio: Nato’nun Gizli Terör Örgütü**, Sorun Yayınları, İstanbul, 1990
- ORTAYLI, İlber, **İmparatorluğun En Uzun Yüzyılı**, Hil Yayınevi, İstanbul, 1995
- ÖNER, Sıtkı, **Halkın Polisi - Pol-Der Anıları**, İletişim Yayınevi, İstanbul, 2003
- ÖYMEN, Örsan, **Bir İhtilal Daha Var**, Milliyet Yayınları, 1986
- ÖZBUDUN, Ergun, **Çağdaş Türk Politikası**, Doğan Kitap, İstanbul, 2003
- ÖZDALGA, Elisabet et PERSSON, Sune (sous dir.), **Sivil Toplum, Demokrasi ve İslam Dünyası**, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul, 1999
- POULTON, Hugh, **Silindir Şapka, Bozkurt ve Hilal**, Sarmal Yayınevi, İstanbul, 1999
- SAĞNAK, Mehmet, **Medya-Polititik**, Eti Yayınları, İstanbul, 1996
- SAID, Edward, **Şarkiyatçılık**, Metis Yayınları, İstanbul, 2003
- SELÇUK, İlhan, **Ziverbey Köşkü**, Çağdaş Yayınları, İstanbul, 1987
- SENCER, Yakut, **Türkiye’de Kentleşme**, Kültür Bakanlığı Yayınları, Ankara, 1979
- SEVGI, Cezmi, **Kentleşme Sürecinde İzmir ve Gecekondular**, Konak Belediyesi, İzmir, 1988
- ŞENGÖR, Celal A.M., **99 Sayfada İstanbul Depremi**, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, İstanbul, 2006
- SOMERSAN, Semra, **Türkiye’de Çevre ve Siyaset**, Metis Yayınları, İstanbul, 1993

- TANILLI, Server, **Nasıl Bir Eğitim İstiyoruz?**, Amaç Yayıncılık, İstanbul, 1988
- TOPRAK, Zerrin, **Kent Yönetimi ve Politikası**, ABAM, İzmir, 1988
- TILIÇ, Doğan, **2000'ler Türkiye'sinde Gazetecilik ve Medya'yı Anlamak**, Su Yayınları, İstanbul, 2001
- TÜRKÖNE, Mümtaz'er (sous dir.), **Siyaset**, Lotus Yayınevi, İstanbul, 2003
- UĞUR, Mehmet, **AB-Türkiye Gündemindeki Sorunlar**, Agora Kitaplığı, İstanbul, 2005
- ULAŞ, Taciser (edit.), **Merhaba Sivil Toplum**, Helsinki Yurttaşlar Derneği, İstanbul, 1998
- ÜLGER, İrfan Kaya, **Avrupa Birliği El Kitabı**, Seçkin Yayınları, Ankara, 2003
- ÜNSAL, Artun(sous dir.), **75 Yılda Tebaa'dan Yurttaş Doğru**, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, 1998
- ÜSTEL, Füsün, **Makbul Vatandaşın Peşinde**, İletişim Yayınları, İstanbul, 2005
- YILMAZ, Abdullah, **Türk Kamu Yönetiminin Sorun Alanlarından Biri Olarak Kamu Yönetimi**, Pegem A Yayıncılık, Ankara, 2003

#### Articles

- AKAGÜL, Deniz, « L'économie turque au tournant de l'an 2000 », *Géopolitique*, n° 69 (Avril 2000), pp. 92-100
- ARMİJO, Rolando et PONDARD, Nicolas, « Istanbul, quel séisme se prépare ? », *Pour la science*, dossier n° 51 (avril-juin 2006), pp.50-53
- AKGÜN, Birol, « Aspects of Party System Development in Turkey », *Turkish Studies*, Vol 2, n° 1 (printemps 2001), pp. 71-92
- BLOCKER, Jean T., « Political Responses To Natural Hazards: Social Movement Participation Following A Flood Disaster », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol 9., n° 3 (novembre 1991), pp.367-382
- BOCKEL, Alain et KARAKAŞ, Işıl, « La réforme constitutionnelle et les droits de l'homme », *Questions Internationales*, n° 12 (mars-avril 2005), pp. 33-44
- CAMAU, Michel, « Sociétés civiles « réelles » et téléologie de la démocratisation », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n° 2, (2002), pp. 213-231
- COUCH, Stephen R. et KROLL-SMITH, J. Stephen, « What is a Disaster ? An Ecological-Symbolic Approach to Resolving the Definitional Debate », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol 9, N°3 (novembre 1991)
- DAĞI, İhsan D., « Democratic Transition in Turkey, 1980-83: The Impact of European Diplomacy », *Middle Eastern Studies*, Vol. 32, n° 2 (1996), pp. 124-141
- ETEMADI, Nasser, « Limites et actualité du concept de la société civile », *L'homme et la société*, n° 136-137 (2000), pp. 95-110



- GAWRONSKY, Vincent T. et OLSON, Richard S., « 'Normal' Versus 'Special' Time Corruption: An Exploration of Mexican Attitudes », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol.14, n° 1 (automne-hiver 2000), pp. 344-361
- GILBERT, Claude, « La vulnérabilité, une notion à explorer », *Pour la science*, dossier n° 51 (avril-juin 2006), pp.116-117
- GÖLE, Nilüfer, « Modernité et société civile en Turquie : l'action et l'idéologie des ingénieurs » dans GÖKALP, Altan, **La Turquie en transition**, Maisonneuve-Larose, Paris, 1986, pp. 199-217
- GROC, Gérard, « La 'société civile' turque entre politique et individu », *CEMOTI*, No. 26 (juillet-décembre 1998), pp. 58-61.
- HEPER, Metin et DEMIREL, Tanel, « The Press and The Consolidation of Democracy in Turkey », *Middle Eastern Studies*, Vol. 32, n° 2 (1996), pp. 109-123
- KADRIZTKE, Niels, « Greece's Earthquake Diplomacy », *Le Monde Diplomatique*, juin 2000.
- KALAYCIOĞLU, Ersin, « Turkish Democracy: Patronage Versus Governance », *Turkish Studies*, Vol 2, n° 1 (printemps 2001), pp. 54-70
- KARANCI, Nuray A. et alii., « Impact of a Community Disaster Awareness Training Program in Turkey: Does it Influence Hazard-Related Cognitions and Preparedness Behaviours », *Social Behaviour and Personality*, Vol 3, n° 33 (2005), pp. 243-258
- KUBICEK, Paul, « The Earthquake, Europe, and Prospects for Political Change in Turkey », *Middle East Review of International Affairs*, Vol. 5, n° 2 (été 2001), pp. 34-47
- MARCOU, Jean, « La laïcité en Turquie : une vieille idée moderne », *Confluences Méditerranée*, n° 33 (printemps 2000), pp. 59-71
- MARCOU Jean, et BURDY, Jean-Paul, « Histoire et actualité de la laïcité en France et en Turquie », *Cemoti*, n° 19, [En ligne], URL : <http://cemoti.revues.org/document1684.html>, mis en ligne le 14 mai 2006
- MASTROPAOLO, Alfio, « Italie : quand la politique invente la société civile », *Revue Française de Science Politique*, Vol. 51, n° 4 (2001), pp. 621-636
- MUTLU, Servet, « Economic Bases of Ethnic Separatism in Turkey », *Middle Eastern Studies Journal*, Octobre 2001, pp.101-127
- NAVARO-YASHIN, Yael, « Uses and Abuses of 'State and Civil Society' in Contemporary Turkey », *New Perspectives on Turkey*, n° 18 (été 1998), pp. 1-22
- OLSON, Richard S., "Towards a Politics of Disaster: Losses, Values, Agendas and Blame", *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, Vol 18, N°2 (août 2000), p.266.
- OTAYEK, René, « 'Vu d'Afrique : société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol. 9, n° 2 (2002), pp. 193-212
- PERETTI-WATEL, Patrick, « Peur, Danger, Menace... Le poids des représentations », *Sciences Humaines*, n° 124 (février 2002), p.35.
- PEROUSE, Jean-François, « Risques sismiques et société urbaine à Istanbul. Les séismes font-ils une nouvelle société urbaine ? », Observatoire Urbain d'Istanbul, IFEA, Istanbul, 2002 (texte non-publié)

ROY, Olivier, « Asie centrale : la société civile en débat », *Revue Internationale de Politique Comparée*, Vol.9, n°2 (2002), p.172 ;

SAKALLIOĞLU, Ümit Cizre et YELDAN, Erinç, « Politics, Society and Financial Liberalization : Turkey in the 1990s », *Development and Change*, Vol. 31 (2000), pp.493-495.

SHAW, Ian et SOZEN, Süleyman, « Turkey and The European Union : Modernizing a Traditional State ? », *Social Policy and Administration*, vol. 37, n°2 (avril 2003)

SOGUK, Nevzat, « A Study of The Historico-Cultural Reasons for Turkey's 'Inconclusive' Democracy », *New Political Science*, n° 26 (automne 1993), pp. 89-116

SOYSAL, Mümtaz, « L'adhésion à une certaine idée de l'Europe », *Géopolitique*, No 69 (Avril 2000), pp.32-37.

STONE, Deborah A., « Causal Stories and The Formation of Political Agendas », *Political Science Quarterly*, Vol. 104 (1989), pp. 281-299

ÜNSAL, Artun, « La Turquie en quête de l'identité perdue », *Revue des Sciences Sociales*, Hiver 1999, pp.79-107

WINOCK, Michel, « Qu'est-ce qu'un événement ? », *L'Histoire*, n° 268 (septembre 2002), pp. 32-37

YALÇINKAYA, Alaeddin, « From Disaster Solidarity to Interest Solidarity: Turkish-Greek Relations After The Marmara and Athens Earthquakes Within The Concept of Game Theory », *Turkish Review of Balkan Studies*, 2004, [http://www.obiv.org.tr/2004/Balkanlar/006 - YALCINKAYA.pdf](http://www.obiv.org.tr/2004/Balkanlar/006_YALCINKAYA.pdf)

YAŞAMIŞ, Firuz D., « State Reform in Turkey: Reasons, Needs and Strategies », *Australian Journal of Public Administration*, Vol. 62, n° 4 (décembre 2003), pp. 94-101.

### **Theses et mémoires**

AKGÜNGÖR Ali Çağlar, **Le Tremblement de terre de 1894 : une étude sur la société, la presse et l'Etat ottoman**, Mémoire de fin d'étude dirigé par Ahmet KUYAŞ, Université de Galatasaray, juin 2000.

AKGUNGOR Ali Caglar, **La coopération des Sapeurs-Pompiers et du SAMU dans le cadre de l'aide médicale urgente**, Mémoire de DEA dirigé par Claude GILBERT, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, septembre 2002.

HAMIDI Camille, **Les effets politiques de l'engagement associatif : le cas des associations issues de l'immigration**, Thèse de doctorat soutenu à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (sous la direction de Nonna MAYER), le 17 décembre 2002

QUENET, Grégory, **Les Tremblements de terre en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Une histoire sociale du risque**, Thèse de doctorat soutenu à l'Université Paris I – Panthéon Sorbonne (sous la direction de Daniel Roche), le 24 novembre 2001

TAVERA-FENOLLOSA Ligia, **Social Movements and Civil Society : The Mexico City 1985 Earthquake Victim Movement**, Thèse de doctorat soutenue à l'Université Yale, décembre 1998 (sous la direction de Kai ERIKSON, Michele DILLON, Rogers SMITH),

## Rapports, notes de travail, actes de colloque

AFPS, **Le séisme de Ceyhan-Misis du 27 juin 1998**, Paris, 1998 (rapport de mission préparé par l'Association française du Génie Parasismique)

AFPS, **Le séisme de Kocaeli du 17 août 1999**, Paris, 2000 (rapport de mission préparé par l'Association Française du Génie Parasismique)

BACCARO Lucion, **Associational Democracy Revisited**, International Institute for Labour Studies, Genève, septembre 2002 (note de travail)

COMBESCURE Didier, « Rapport de mission du séisme de Dinar – Turquie », *Cahier Technique de l'AFPS*, n°16 (juillet 1998), pp. 1-31.

JOBERT Bruno et alii., **A la recherche de la société civile: à propos des mouvements de défense des droits de l'homme en Inde**, IEP-Cerat, Grenoble, 1992 (note de travail).

OCDE, **Economic Effects of the 1999 Turkish Earthquakes: An Interim Report**, rapport (*working paper*) préparé par le Département d'économie de l'OCDE, no 247, Paris, 2000

PEREZ-DIAZ, Victor, **Civil Society and The State, The Rise and The Fall of The State As a Bearer of a Moral Project**, Instituto Juan March de Estudios e Investigaciones, Madrid, 1992 (note de travail).

PEROUSE, J.-F. **Le tremblement de terre de Yalova-Izmit-Istanbul**, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, Istanbul, 1999

PEROUSE, Jean-François, **Turquie : l'après-séismes**, IFEA, Istanbul, 2002

TUIK, **Statistical Indicators 1923-2004**, Turkish Statistical Institute, Ankara, 2005 (n° de publication 0535)

WEERTS Laurence, « Quatre modèles théoriques pour penser la société civile dans l'ordre juridique international », rapport présenté lors du séminaire fermé *Société civile et démocratisation des organisations internationales*, 28 et 29 mai 2004, à l'Université libre de Bruxelles. Voir [http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/fichiers/modeles\\_theoriques.pdf](http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/fichiers/modeles_theoriques.pdf)

## Articles (en turc)

AKIN Ümit et alii., “Devletin Depremle Hukuku”, *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), pp. 62-72

AKKAŞ Nuri et alii., « Erzincan Depreminin Düşündürdükleri », *Bilim ve Teknik*, janvier 1992, pp. 22-25

ALTUN Fahrettin, « Teknolojik Determinizm ve Bir Muhalefet İmkânı Olarak İnternet », *Sivil Toplum*, n°3 (juillet-août-septembre 2003), pp. 7-14.

BALTA Evren et PAKER Murat, « Afet : Doğal mı Toplumsal mı ? », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), pp. 38-44.

BAYRAKTAR Ulaş, « Hangi Sivil Toplum, Nasıl Bir Demokrasi ? 1990'ların Türkiye'sinde Sivil Toplum(lar) », *Sivil Toplum*, n°9 (janvier-mars 2005), pp.10-13.

CAN Kemal, « Deprem Tabloları : Pahalı Bir Kursun Öğrettikleri », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), pp. 54-61

ELİÇİN-ARIKAN, Yeşeren, « Planlama kurumunun yeniden yapılandırılması için yeni bir çerçeve arayışı » dans CENGİZ, Hüseyin (sous dir.), **Metropolitan Alanlar Planlama Sorunları**, Yıldız Teknik Üniversitesi. Yayınları, İstanbul, 1999, pp. 311-321

HEYD Uriel, « III. Selim ve II. Mahmut dönemlerinde batılilasma ve Osmanli ulemasi », *Dergah* (1996-1997), pp.80-83.

INSEL, Ahmet, « Cumhuriyet Döneminde Otoritarizmin Sürekliliği », *Birikim*, n° 125-126 (septembre-octobre 1999), pp. 143-166

INSEL Ahmet, « Milli Güvenlik Devletinin İflası », dans *Birikim*, n°125-126 (septembre-octobre 1999), pp. 23-25

KAYA Raşit, « Türkiye’de 1980 Sonrası Medyanın Gelişimi ve Ideoloji Gereksinimi » dans [www.dorduncu.kuvvetmedya.com/arsiv/akaya.html](http://www.dorduncu.kuvvetmedya.com/arsiv/akaya.html).

KEYMAN Fuat, « Avrupa’da ve Türkiye’de Sivil Toplum », article sous format électronique consultable sur <http://www.stgm.org.tr/docs/1123446441Avrupadaveturkiyedesiviltoplum.doc>

KURTULUŞ, Özgür, « Depremi Çalışmak », *Bilim ve Teknik*, décembre 1999, pp. 36-38

KURTULUŞ, Özgür, « Depremın Batıya Göçü », *Bilim ve Teknik*, septembre 1999, pp. 22-25

SUCUOĞLU Haluk, « Erzincan Depremini Anlamak », *Bilim ve Teknik*, janvier 1992, pp. 26-30

YENAL Zafer, « Gerçeğin Konservesi », *Virgül*, n° 86 (juillet-aout 2005), pp. 8-11 (compte rendu du livre **Radyonun Sihirli Kapısı : Garbiyatçılık ve Politik Öznellik**, Metis Yayınları, İstanbul, 2005)

YIRTICI Hakkı et ULUOĞLU Belkıs, « Mekanın Altyapısal Dönüşümü », *İtüdergisi/a*, Vol.3, n°1 (mars 2004), pp. 43-52

### **Rapports, notes de travail, actes de colloque (en Turc)**

AĞ-17, **Bir Deprem Sonsuz Farkındalık**, İstanbul, 2001 (rapport de l’association AANADOL Aysen, **Avrupa Birliği, Devlet ve STK’lar**, Tarih Vakfı, İstanbul, 2001 (actes des colloques ayant lieu le 2-3 juin 2000 et le 15-16 décembre 2000 à İstanbul)

ASK, **Afet Saha Araştırma Raporu**, İstanbul, 2004

ASK, **Sivil Toplum Kuruluşlarının ve Gönüllülerin Afet Yönetim Modeline Katkıları Sempozyumu**, İstanbul, 2004 (actes du colloque ayant lieu le 3-4 juillet 2004 à İstanbul)

DURSUN, Çiler et TIMİSİ, Nilüfer, **Medya ve Deprem**, RTÜK, Ankara, 2003 (rapport sur la représentation du séisme du 17 août 1999 dans les médias, commandé par RTÜK, le Conseil supérieur de Radio et de Télévision)

DİNÇER Bülent et alii., **İllerin ve Bölgelerin Sosyoekonomik Gelişmişlik Sırası Araştırması 2003**, Devlet Planlama Teşkilatı (publication n° DPT 2671), Ankara, mai 2003

KIZILYAPRAK Zeynel Abidin, **Sivil Toplum Kuruluşları ve Yasalar-Etik-Deprem**, Tarih Vakfı, İstanbul, 2000 (actes des colloques ayant lieu le 4-5 avril 1996, le 1-2 juillet 1999 et le 12-13 novembre 1999 à İstanbul)

MAÇ Nazlı, **İnşaat Sektör Raporu**, Konya Ticaret Odası Etüd Araştırma Servisi, 2006 (rapport préparé pour la Chambre de commerce de Konya)

TBMM, **Deprem Araştırma Komisyonu Raporu**, Ankara, 23 décembre 1999 (rapport de la Commission d'enquête sur le séisme de Marmara de la Grande Assemblée Nationale Turque) [www.belgenet.com/rapor/depremrapor.html](http://www.belgenet.com/rapor/depremrapor.html)

TMMOB, **Deprem Semineri**, İstanbul, 2000 (actes du colloque ayant lieu le 6 novembre 1999 à İstanbul)

TMMOB, **17 Ağustos Depreminin 1. Yıldönümünde « Durum Değerlendirmesi »**, Ankara, 2001 (actes du colloque ayant lieu le 19 août 2000 à Yalova)

TMMOB, **İstanbul 2000: Depremle Yaşamak**, İstanbul, 2000 (actes du colloque ayant lieu le 3 mars 2000 à İstanbul)

TMMOB, **Büyük Depremin 2. Yılında Durum Değerlendirmesi**, Ankara, 2002 (actes du colloque ayant lieu le 18 août 2001 à İstanbul)

TMMOB, **Kentlerin Depreme Hazırlanması ve İstanbul Gerçeği**, İstanbul, 2003 (actes du colloque ayant lieu le 8-9 février 2002 à İstanbul)

TMMOB, **Şehir Plancıları Odası Gölcük Depremi Raporu**, [www.yapiworld.com/](http://www.yapiworld.com/deprem/tmmob_spo_golcuk.htm) deprem/tmmob\_spo\_golcuk.htm

TÜZÜN, Sezgin, **Türkiye'de Seçmen Eğilimlerinde Yeni Açılımlar**, TÜSES, İstanbul, 2005

WALD, **Kent Yerel Siyaset ve Demokrasi**, İstanbul, 1999 (actes de colloque)

WALD, **Türkiye'de Sivil Toplum Arayışları**, İstanbul, 2000 (actes de colloque)

#### **Revues : numéros spéciaux et dossiers (en turec)**

**Deprem**, National Geographic Türkiye, n°60 (avril 2006)

**Deprem Özel Sayısı**, Cogito, n°20 (automne 1999)

# Annexes

**Annexe 1. La presse turque : de l'imprimerie aux médias**

**Annexe 2 : A propos de la société civile**

**Annexe 3. La question kurde**

**Annexe 4. L'intégrisme religieux**

**Annexe 5. Le dossier de Susurluk**

**Annexe 6. La violence politique dans les années 1960-1970**

**Annexe 7. Liste des ONG auxquelles nous avons envoyé notre questionnaire (58 au total)**

**Annexe 8. Le questionnaire envoyé aux ONG turques**

**Annexe 9. Cartes**

1. Turquie Nord-Ouest
2. Turquie Nord-Est
3. Le bloc tectonique Anatolie-Egée et son déplacement vers l'ouest
4. Changements cumulés de la contrainte statique de Coulomb depuis 1939 sur la faille Nord-Anatolienne
5. Déplacements des tremblements de terre sur la faille Nord-Anatolienne depuis l'an 967
6. La faille Nord-Anatolienne dans la région de Marmara.
7. La tension accumulée dans la Mer de Marmara après les séismes de 1999
8. Les Zones sismiques de la Turquie
9. Le niveau de développement socio-économique des départements de la Turquie
10. Le zonage Sismique du département d'Istanbul
11. Le zonage sismique du département d'Ankara
12. Le zonage sismique du département d'Izmir
13. Le zonage sismique du département de Bursa

**Annexe 10. Coupures de presse**

**Annexe 11. Caricatures parues dans la presse**



## Annexe 1 : La presse turque : de l'imprimerie aux médias

---

Une brève explication contextuelle est nécessaire pour connaître la presse qui a produit différents schémas, représentations et discours à la suite des séismes. Quelles ont été les conditions qui ont donné sa forme à la presse turque en tant qu'institution ? Quelles sont ses caractéristiques actuelles (il faut lire « en 1999 ») et quelles sont ses marges d'action dans le contexte turc ? Dans quelles conditions étaient exercés « les métiers de l'information » à la fin des années 90 ? Telles sont les questions importantes pour une analyse profonde de la réaction de la presse (pour ne pas dire « des médias », sachant que les médias d'informations audio-visuels suivent les mêmes axes que la presse) face à la catastrophe, mais aussi face à n'importe quel événement sociopolitique. Bien entendu, il n'est pas question de faire ici l'historique de la presse turque, ni son état des lieux, qui sont deux sujets qui pourraient faire l'objet de deux thèses à part.

Orhan Koloğlu affirme que le rapport de la société turque au document écrit est marqué par l'introduction tardive de l'imprimerie dans l'Empire ottoman.<sup>1</sup> On avance souvent que la classe *ulema*<sup>2</sup> a été à l'origine de ce retard, en s'opposant à cette invention venant du monde extérieur : « (...) le corps des *ulema*, tout au moins sa fraction la plus conservatrice, s'opposa (...) à toute innovation (...). Ces autorités religieuses barrèrent ainsi la route à toute nouveauté, y compris technologique, à la pratique de la médecine et surtout à l'imprimerie. Seules les innovations militaires échappèrent à l'anathème (...) »<sup>3</sup> Une autre explication, souvent associée à la première, est que « l'imprimerie a fait partie des nouveautés rejetées et détruites » par les émeutiers qui se sont soulevés en 1730 pour s'opposer aux réformes du sultan Selim III (en apparence, car la dégradation de la situation économique de l'Empire a été la cause principale de ce soulèvement). D'après Niyazi Berkes, ni l'une ni l'autre de ces explications ne sont crédibles, car on ne voit aucune opposition à l'imprimerie de la part des *alims*, tout comme l'imprimerie a bel et bien été épargnée

---

<sup>1</sup> KOLOĞLU, Orhan, **Osmanlı'dan Günümüze Türkiye'de Basım**, İletişim Yayınları, İstanbul, 1992, pp.7-10.

<sup>2</sup> Ulema : d'arabe, pluriel d'*alim*. A l'origine, ce terme désigne les spécialistes de l'islam, qui détiennent le savoir (*ilim*) dont les sources sont le Coran, les actes et les discours du prophète (*sünnet*) et le travail philosophique, la réflexion menée par *kıyas* (comparaison) ou par *icma* (délibération, jurisprudence de la communauté musulmane, il faut lire des *alims*). Ce savoir est enseigné dans des *medrese*. Dans le système ottoman (sous la période classique) ulema signifie la classe de fonctionnaires d'Etat, représentants de l'islam « officiel » (sunnite orthodoxe), donc possesseurs du savoir de l'islam mais qui sont chargés aussi d'effectuer d'autres missions en tant que juges, professeurs ou fonctionnaires administratifs. Plus tard, au fur et à mesure que les institutions classiques de l'Empire ont dégénéré, un « pseudo-ulema », ignorant en ce qui concerne l'islam, intégriste, anti-réformiste, a vu le jour et survécu jusqu'à la fondation de la République (1923). D'après Berkes, l'intégration de ce corps dans l'Etat a été la principale raison qui a empêché un conflit entre l'Etat et « l'Eglise » comme cela a été le cas en Europe. BERKES, op.cit., pp.26-34, p.177 et 179. Propre à la culture politique turque où la religion est sous contrôle du pouvoir politique, cette classe « étatique » a toujours servi d'instrument pour le sultan en légitimant ses actes. L'ulema a toujours gardé ses distances par rapport aux islams « populaires » : aux confréries, comme celui des *Bektaşî* par exemple. Voir BILICI, Faruk, « L'islam à la fin de l'Empire ottoman et dans la république kémaliste : diversité et modération », dans VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Editions Fayard, Paris, 2005, pp.292-299.

<sup>3</sup> VANER, Semih, « Les Relations extérieures. Constance dans la quête de sécurité et d'intégration », dans VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Editions Fayard, Paris, 2005, p.549.



lors des émeutes de *Patronalı Halil*.<sup>4</sup> Berkes souligne également qu'il n'y a pas eu d'opposition de la part de la corporation des copistes comme on l'affirme. Cette opposition a été dès le début éliminée en réservant le droit de reproduire les textes religieux (sacrés) aux copistes, ce qui laissait à ces derniers une part suffisante sur le marché.<sup>5</sup> En effet, il faudrait voir l'adoption tardive de l'imprimerie comme un problème relevant d'un phénomène beaucoup plus général qui est le désintérêt des Ottomans pour le monde « extérieur », pour l'univers occidental et son évolution.

L'Empire ottoman était à son apogée au moment où l'Europe occidentale se transformait profondément. D'après Berkes, les monarques ottomans ont « surdéveloppé un sentiment de supériorité, au point de se considérer comme les maîtres des deux mondes » à cette époque, face à un Occident en train de se construire et qui n'était pas suffisamment puissant pour s'opposer à eux.<sup>6</sup> La formation d'une nouvelle Europe et les idées qui lui ont donné naissance n'ont eu aucun écho dans la pensée ottomane jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Par exemple, les Ottomans n'ont pas pu établir le lien entre l'impact de la transformation économique (et monétaire) de l'Europe et la crise économique qui les a frappés. Entre autres choses, l'imprimerie est une invention qui n'a suscité aucun intérêt du côté des élites ottomanes, alors que l'art d'imprimer des livres était connu par les sujets juifs et chrétiens de l'Empire depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle.<sup>7</sup> La première imprimerie fondée par Yirmisekiz Mehmet Çelebi et Ibrahim Müteferrika a été peu productive pour des raisons que nous n'évoquons pas ici, et a été fermée 14 ans après sa création.<sup>8</sup> Il a fallu attendre longtemps avant que les Ottomans s'intéressent de nouveau à cette activité. L'imprimerie a fait ses véritables débuts dans l'Empire ottoman au début du XIX<sup>e</sup> siècle, après la fin des guerres napoléoniennes.

Donc, le livre, le document écrit, durable, représentant une forte concentration d'informations (et souvent focalisé sur un sujet spécifique) n'a pas connu un phénomène de « banalisation » dans l'Empire comme cela a été le cas en Europe, et cela même après la fondation des imprimeries par les sujets turcs. D'après Koloğlu le retard a privé une très grande majorité des Turcs du savoir produit par l'Europe occidentale depuis la Renaissance. « Dans la culture du livre, l'atout principal est la possibilité de préservation des idées ou des informations contre une

---

4 BERKES, Niyazi, **Türkiye'nin Çağdaşlaşması, Yapı Kredi Yayınları**, Istanbul, 2004, p.53, 55-63. Voir aussi HEYD, Uriel, « III. Selim ve II. Mahmut donemlerinde batılılaşma ve Osmanlı uleması », *Dergah* (1996-1997), pp.80-83. Heyd affirme que la classe d'*ulema* a pris une position souvent très pragmatique au sujet de l'adoption des inventions étrangères, et non pas purement religieuses.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Ibid., pp.58-59. Nous ne nous focaliserons pas sur la situation des minorités ici. Soulignons toutefois que l'imprimerie et la presse se sont beaucoup plus rapidement développées dans la minorité juive d'abord, puis dans la minorité grecque et ensuite dans les autres. D'après Berkes, la connaissance de l'imprimerie (donc la diffusion de nouvelles idées) a causé des controverses et des conflits (religieux en apparence, mais en réalité politique) au sein des communautés juives et chrétiennes. Ces « troubles » expliquent en partie « l'allergie » de certains dirigeants ottomans à l'imprimerie (ibid., p.61). Plus tard, nous verrons que la langue aussi bien que la conscience nationale se développeront plus vite dans les minorités grâce à l'imprimerie. La guerre d'indépendance grecque en constitue un exemple. Voir KOLOĞLU, op.cit., pp. 25-30.

<sup>8</sup> Berkes énumère entre autres l'absence de l'industrie papetière dans l'Empire. Mais la raison la plus importante qui a empêché le métier d'imprimeur de se développer semble être le système corporatif. Dès la fondation de la première imprimerie, les dirigeants ottomans ont tenté de la structurer et de la gérer comme une nouvelle corporation. Cela signifiait par exemple que le nombre de copies produites serait décidé par le gouvernement, ainsi que le prix par volume. Il était obligatoire également de payer une taxe par volume produit. Comme c'était le cas avec tous les arts et métiers, une personne ne pouvait pas créer une imprimerie sans autorisation du gouvernement (ces conditions rendaient impossibles toute initiative économique, la concurrence et le développement de l'économie de marché, bien entendu). Il ne faut pas oublier un autre facteur important qui est l'absence de lecteurs (donc de consommateurs) la société ottomane étant une société où il n'y avait pas d'éducation de masse. BERKES, op.cit., pp. 58-61 et 264.

déformation. Egalement, il est possible de vérifier facilement l'exactitude des informations données dans un livre. Ainsi se crée une culture qui se fonde sur des données précises et non pas sur « ce qui est entendu »... [...] Or la déformation devient importante dans le journal, dont l'objet est de couvrir les changements survenus depuis 24 heures... » Le journal est donc un outil plus compatible avec la tradition orale (« de bouche à oreille ») existant au sein des sociétés orientales. L'auteur ajoute que le livre est un outil qui peut être spécialisé, s'adressant parfois à un groupe restreint ; alors que le journal doit prendre en compte un grand nombre d'individus dont le niveau culturel est très différent. Le journal a donc tendance à « simplifier les faits, les résumer, parfois à se passer de l'aspect scientifique au nom de la compréhension. Le journal ne produit pas d'idées, ni de la science. Il produit des opinions. Une opinion est un ensemble d'idées floues, autrement dit, déformées. »<sup>9</sup> Parallèlement, Koloğlu associe le livre à « des cadres hautement spécialisés [dont le nombre était peut-être limité] » et le journal à « des masses n'ayant que des informations [superficielles] sur la quotidien ».<sup>10</sup>

Les premiers quotidiens publiés par des investisseurs étrangers ont vu le jour dans les ports du Levant lorsque le développement du commerce en Méditerranée a engendré le besoin d'avoir de meilleurs moyens d'information pour les commerçants européens. En 1831, le premier journal ottoman a été créé d'après l'ordre de Mahmut II, un sultan réformateur. Quant au premier journal « turc » privé, il a été fondé en 1860.<sup>11</sup> A partir de cette année, le journal a connu une rapide expansion dans l'Empire, y compris en province.<sup>12</sup> Par contre, le nombre de livres publiés est toujours resté très limité comparé aux tirages de quotidiens. D'après Koloğlu, ce phénomène a été déterminant dans le développement de la vie culturelle et scientifique de la société turque.

Le journal est devenu le principal moyen de transmission d'informations écrites pour « la société turque et les sociétés musulmanes qui n'avaient pas encore intégré la culture de livre imprimé existant depuis quatre siècles en Occident ». <sup>13</sup> D'ailleurs, dans l'Empire ottoman ce moyen a suivi un processus d'institutionnalisation très différent de celui suivi dans les sociétés occidentales. Le journal n'a pas vu le jour d'après une demande sociale, mais il a été requis par le sultan pour en avoir l'usage en tant qu'instrument du pouvoir et de l'administration. Les premiers « journalistes » turcs étaient des fonctionnaires d'Etat qui travaillaient naturellement sous un contrôle strict dans ce quotidien, *Takvim-i Vekayi*, qui est comparable aux journaux officiels actuels. Même si les premiers journaux fondés par les sujets turcs (et musulmans) de l'Empire ont modifié cette situation en introduisant un véritable travail journalistique, les paramètres du journalisme n'ont pas été vraiment altérés car public ou privé, tous les journaux étaient sous la surveillance de l'administration qui leur imposait de lourdes peines en cas de « transgression ». Il faut souligner qu'ici le terme « transgression » ne signifie pas forcément la violation d'une loi ou

---

<sup>9</sup> KOLOĞLU, op.cit., p.27.

<sup>10</sup> Ibid., p.28. Nous souhaitons émettre ici quelques réserves sur les arguments de Koloğlu : les journaux peuvent très bien véhiculer des idées, des idéologies ou encore de la science, tout comme les livres peuvent être consacrés à des faits divers ou à des idées « floues ». Quant à la spécialisation, elle peut exister au sein de la presse aussi. Mais il faut rappeler que comme tous moyens de transmission d'information, la presse a subi une transformation qui non seulement a changé sa forme mais qui lui a attribué de nouvelles fonctions au cours du temps. Par conséquent, le journal est devenu un médium beaucoup plus sophistiqué et « fiable » par rapport à ce qu'il a été au XIX<sup>e</sup> siècle et avant. Donc il faut voir que l'approche de l'auteur est valable plus pour le contexte historique dont il rend compte que pour le contexte actuel. Malgré tout, nous pouvons admettre que les spécificités du livre et du journal, leur fonction et leur position respective dans la culture écrite sont restées inchangées pour l'essentiel.

<sup>11</sup> Il s'agit de *Tercuman-i Ahval*, fondé par *Agah Efendi* et *Şinasi* en octobre 1860.

<sup>12</sup> KOLOĞLU, op.cit., p.20-24.

<sup>13</sup> Ibid., p.14.

d'un règlement, mais il fait plutôt allusion à « tout point de vue, toute affirmation, toute posture intellectuelle non-approuvée par le pouvoir politique. » Sous l'Empire, on exigeait donc de la presse qu'elle prenne une attitude conformiste face à la vision du pouvoir central.

La plupart des fondateurs des journaux émanaient d'une intelligentsia qui se reconnaît dans la modernité du XIX<sup>e</sup> siècle, du moins pour certains de ses aspects. Ces intellectuels étaient généralement des personnes qui avaient eu accès à l'enseignement « moderne » (il faut lire calqué sur le modèle occidental). Certaines ont séjourné en Europe, parfois pour suivre un enseignement supérieur, parfois pour une mission officielle ou tout simplement pour y être exilés. Parmi eux beaucoup ont embrassé la pensée positiviste. Ils ont donc soutenu, pour l'essentiel, les réformes et assumé, à travers leurs publications, la mission « d'apporter la modernité, la lumière au peuple ». « Dans *Takvim-i Vekayi* on publiait des articles utiles [informatifs] sur l'économie, l'histoire, etc. Cette tendance existait dans les organes de presse de toutes les ethnies ottomanes, arménienne, grecque, bulgare et le journal était le seul outil d'enseignement. Au XIX<sup>e</sup> siècle, quasiment tous les quotidiens turcs ont assumé, en dehors de la tâche de transmettre les déclarations officielles, la mission d'enseigner au lecteur la science, l'art et la littérature. On peut dire qu'en Turquie la presse a conservé cette même pratique jusqu'à aujourd'hui. »<sup>14</sup>

Selon nous, c'est au XIX<sup>e</sup> siècle que la figure du journaliste/intellectuel « omni-compétent », dont nous discuterons ci-dessous, a vu le jour : le petit nombre de personnes instruites parmi les sujets de l'Empire s'est chargé « d'éduquer » les populations sur autant de sujets que possible. Par exemple, Namık Kemal écrit dans le premier numéro du journal *İbret* en 1872 : « A notre avis, ici [dans l'Empire ottoman], la mission la plus importante des journaux est d'informer notre peuple au sujet des dispositifs politiques et des derniers développements de la civilisation. (...) D'autre part, nous transmettons aussi les nouvelles. »<sup>15</sup>

Le contrôle de la presse (de toutes les publications y compris les livres aussi) a été entrepris dès 1857. Le premier règlement concernant cette question dans l'Empire est inspiré de celui qui est entré en vigueur en France sous Napoléon III (1852). Ce règlement a été renforcé dans le temps par de nouveaux articles et appliqué de façon sévère.<sup>16</sup> Mais il serait erroné de penser la presse turque comme une entité dépourvue de toute liberté, sous une monarchie absolutiste. En réalité, les journalistes turcs ont systématiquement cherché à acquérir davantage de liberté d'expression en se situant à la frontière entre la répression et la liberté. Les peines de prison ou l'exil ont rarement pu avoir un effet dissuasif sur les intellectuels turcs, qui ont inventé diverses stratégies pour contourner les obstacles mis en place par le pouvoir. Par exemple, on recommençait à publier un journal fermé sous un autre nom. De même, les exilés publiaient des journaux qu'ils faisaient parvenir dans l'Empire à travers les dispositifs de poste européens qui bénéficiaient d'une liberté commerciale et diplomatique totale et ainsi les distribuaient librement.<sup>17</sup> Un autre moyen était de faire publier son article d'abord dans un quotidien étranger et de publier ensuite sa « traduction » dans son propre quotidien. Ainsi, on pouvait éviter une peine en prétendant « faire une citation ». <sup>18</sup> Il faut souligner que cette répression, tout comme les sanctions appliquées (de la censure à la

---

<sup>14</sup> ORTAYLI, İlber, **İmparatorluğun En Uzun Yüzyılı**, Hil Yayinevi, İstanbul, 1995, p.175. Voir aussi BERKES, op.cit., p.368.

<sup>15</sup> Ibid., p.39.

<sup>16</sup> ORTAYLI, op.cit., pp.176-177.

<sup>17</sup> Comme *Muhbir*, le premier journal « d'exil », publié par Ali Suavi à Londres (août 1867). Également, les presses des communautés grecques, bulgares, arméniennes et arabes ont moins souffert du phénomène de censure. ORTAYLI, op.cit. p.177. Elles pouvaient la contourner grâce au soutien des puissances étrangères, ce qui est surtout valable pour les non-musulmans.

<sup>18</sup> Ibid., p.26. Voir aussi BERKES, op.cit., p.277 et 278 : le *Tasvir-i Efkar* (à İstanbul) où Namık Kemal publiait ses articles fonctionnait presque comme une traduction de *Le Courrier d'Orient* (à Paris).

fermeture du quotidien, jusqu'à l'emprisonnement des journalistes ou des propriétaires), dépendaient du contexte politique.

La presse en Turquie, tout comme l'ensemble de la société, a connu des périodes de répression suivies de périodes de liberté. Les trente années du règne d'Abdülhamid II (1878-1908) ont été, par exemple, extrêmement difficiles pour la presse : toute allusion à la Constitution (abolie), à la monarchie parlementaire (suspendue), aux libertés individuelles et à l'opposition politique a été lourdement sanctionnée.<sup>19</sup> Lorsque Abdülhamid II a été détrôné par les membres du *Comité d'Union et Progrès* en 1908 et la monarchie de nouveau proclamée, la presse a vécu une sorte d'explosion dans l'Empire. Cette période n'est pourtant pas longue et elle finit par une mainmise complète des *unionistes* sur le pouvoir politique. A la fin de la Première Guerre mondiale, les vainqueurs occupent Istanbul : c'est une période de liberté pour la presse des minorités et pour la presse turque « collaboratrice », « anti-résistance ». Après la fin de la Guerre d'indépendance (1922) et la proclamation de la République (1923), la presse retrouve un ton nationaliste. La priorité est la construction de la nation, de l'Etat-nation, et la modernisation. Les intellectuels et les journalistes qui n'approuvent pas l'occidentalisation, qui s'opposent aux réformes, à la rupture faite avec l'ancien régime, sont « éliminés » ou disparaissent de la vie publique. La presse, comme elle l'a fait tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, « porte la civilisation au peuple ». Elle devient un outil de diffusion important<sup>20</sup> pour le nouvel Etat, d'abord parce les journalistes se reconnaissent dans la « Révolution turque » mais aussi parce qu'ils sont soumis à une lourde pression.

Il ne faut pas s'étonner alors que la presse turque ait fonctionné plus ou moins comme le porte-parole du pouvoir politique et de la bureaucratie (les deux se superposaient sous le régime de parti unique) jusqu'en 1945, date du passage au multipartisme. A partir de ce point, l'offre de la presse a connu une véritable diversification du point de vue politique. Néanmoins, cela ne signifiait pas forcément l'existence de la liberté de presse. En réalité, quelle que soit leur tendance politique, les gouvernements successifs ont toujours maintenu une certaine pression sur la presse turque. Si le degré de cette pression pouvait varier selon le contexte, les moyens sont demeurés pour l'essentiel les mêmes : une législation restrictive et des contraintes économiques. Il faut parler alors, en premier lieu, des lois relatives à la presse dont la rigueur a été un obstacle important au fonctionnement libre des journalistes. Par exemple, la loi de 1931 qui est restée en vigueur jusqu'en 1960 accordait au gouvernement le droit de fermer un quotidien qui « agissait contre les intérêts du pays » (article annulé en 1946). Les publications en faveur de la monarchie, du [retour au] khalifat, du communisme et de l'anarchisme étaient également interdites. Le passage au multipartisme et l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate (1950) qui se considérait comme le « véritable représentant du peuple » face au Parti Républicain [parti unique d'avant 1945 regroupant les modernisateurs jacobins] n'ont pas changé cette situation. En effet, les « démocrates » qui revendiquaient la liberté de presse lorsqu'ils étaient dans l'opposition, n'ont pas hésité à faire presque une douzaine d'amendements à la loi de 1931 et à d'autres, en vue de restreindre encore plus la marge de liberté des journalistes.<sup>21</sup> Si la presse a vécu une véritable émancipation après le coup d'Etat de 1960, qui a produit une constitution très libérale, cette période a été assez courte et la liberté de presse, tout comme d'autres libertés fondamentales, a été limitée de nouveau en 1971 sous le gouvernement

---

<sup>19</sup> BERKES, op.cit, p.349 et 350.

<sup>20</sup> L'autre outil de diffusion est la radio, même plus importante que les journaux, qui sera monopolisée dès 1930 et sera gérée depuis la nouvelle capitale, Ankara.

<sup>21</sup> Le niveau de la pression s'est accru parallèlement à la perte de soutien du Parti Démocrate, notamment après les élections de 1955. Jusqu'en 1960, le second gouvernement du Parti Démocrate a porté près de 2300 dossiers devant la justice, ce qui s'est traduit par la condamnation de 867 journalistes.

d'intérim, issu de l'invention militaire qui a eu lieu la même année.<sup>22</sup> Comme nous l'avons noté en détail dans la première partie de cette thèse, la période post-coup d'Etat de 1980 a été encore plus critique à cet égard. Les journalistes ont été poursuivis, jugés, condamnés à payer de lourdes amendes ou parfois emprisonnés non seulement sous le régime militaire (1980-1983) mais aussi après « le retour au régime démocratique ». Par exemple, de 1983 jusqu'en 1989, le Parti de la Mère-patrie (ANAP) au pouvoir dépose des recours devant le tribunal contre 2 627 journalistes (1820 procès).<sup>23</sup> Cette pression du pouvoir politique et de l'administration sur la presse par le biais du dispositif juridique a continué tout au long des années 90, sans parler de la violence physique subie par certains journalistes.

L'autre moyen de pression important était le moyen économique. En effet, la presse turque est devenue dépendante de l'Etat dès les années 30 en ce qui concerne les matériaux nécessaires pour l'imprimerie (machines, encre, papier...) dont l'importation était strictement contrôlée par l'administration. De même, dans l'économie de développement fermée de la Turquie, l'Etat était l'annonceur le plus important du marché avec ses entreprises, usines et banques publiques. Sans les subventions d'Etat sur le matériel et les revenus d'annonces, les quotidiens n'auraient pas pu survivre en comptant uniquement sur leurs lecteurs. Les publications qui ont alors accordé leur soutien à un certain gouvernement ont toujours obtenu davantage de publicités et autres types de subventions. Soulignons que ces conditions n'étaient pas spécifiques à la presse : le contrôle du prix du matériel par l'Etat affectait en effet l'ensemble du monde de l'édition.

A la suite des fameuses mesures du 24 janvier 1980, le 25 janvier, le gouvernement a annoncé une baisse importante des subventions sur le papier. Jusqu'alors, le papier journal était revendu à la presse au prix de 9 LT/kg alors que son coût pour l'Etat variait entre 30 et 55 LT/kg.<sup>24</sup> Cette décision fut naturellement une catastrophe pour la presse turque, qui était désormais demandeuse par rapport aux annonces publicitaires du secteur privé en essor depuis les années 70. Mais comme on l'a vu plus tard, même l'ensemble des revenus (annonces publiques et privées, ventes, subventions) pouvait à peine assurer la survie des journaux et d'autres publications périodiques. D'après Koloğlu, « l'époque où une personne pouvait publier une revue (du moins) grâce à ses propres ressources, était révolue » suite à cette décision du gouvernement de Demirel.<sup>25</sup>

---

<sup>22</sup> KOLOĞLU, op.cit., p. 78. De 1961 à 1974, 34 procès en moyenne par an contre les journalistes et les journaux. De 1975 à 1980, 311 procès par an.

<sup>23</sup> Lors du régime militaire, 632 procès ont été faits contre 796 journalistes, ce qui conduit à l'emprisonnement de 218 d'entre eux. Sous les gouvernements d'ANAP de 1983 à 1989, 26 journalistes avaient été condamnés à 784 ans de peine de prison au total. Mais ces pratiques n'étaient pas réservées uniquement à l'ANAP et elles ont continué à exister au cours des années 90. En 1991, 44 journalistes (dont 33 étaient déjà en prison) ont été condamnés à plus de 4 000 ans de prison dont 1 717 ans pour trois rédacteurs en chef.

<sup>24</sup> L'Etat était le principal fournisseur de papier en Turquie avec ses 8 usines (la première a été fondée en 1936) jusqu'à la fin des années 90 (début des privatisations).

<sup>25</sup> Peut-être que cette époque arrivait à son terme avant même que le gouvernement ait décidé de minimiser les subventions de papier. Depuis le début des années 60, la presse turque a connu une évolution importante en matière technique en adoptant rapidement les dispositifs comme le télex, le micro-ordinateur, l'impression *off-set*. Parallèlement, la distribution a évolué de manière significative avec la création des réseaux de distribution spécifiques par les groupes de presse. Naturellement, ce changement nécessitait des investissements considérables (partiellement financés par l'Etat), ce qui était hors de la capacité des individus. De ce fait, nous pouvons penser que déjà en 1980, ces publications réalisées « grâce aux propres ressources » des groupes « d'enthousiastes » ou de militants politiques ne tenaient pas une place très importante sur un marché dominé par les groupes de presse dont la vente totale quotidienne avait atteint le niveau de 3 millions.<sup>25</sup> Mais si on laisse de côté le critère économique, il faut admettre que ces publications disparues après le 25 janvier 1980 étaient aussi des outils d'expression qui jouaient un rôle important du point de vue civique (rappelons qu'un grand nombre de publications ont été aussi interdites par le régime militaire, après 12 septembre 1980).

Finally, this crisis, which was only the result of the economic dependence of the press on the state, pushed the press groups to search for new capital; what resulted in a deep transformation of this universe: up to this period, the majority of Turkish newspapers belonged to a certain number of families who were present in this sector for some generations and who were almost institutionalized. Nowadays, the press groups are under the control of investors who « did not belong to this universe ».

The change in the financial structure of the press was made mainly in three ways. Either a publication or an entire group of publications was bought by a holding, either a press group had to invest in other sectors by accepting, sometimes, to merge with other groups outside the press. Either a capital holder directly created his own publications. This change continued until the mid-1990s and this period was marked by acquisitions, sales, mergers but also by bankruptcies. At the same time, the legalization of private television and radio chains further complicated the rules of the game, reducing the press to a component of the ensemble that we call « the media » since the beginning of the 1990s.<sup>26</sup> This etymological mutation is also very significant. In the Turkish context, we speak of three periods in the history of the press: *matbaa* (the printing press), *basın* (the press), *medya* (the media). From this approach, we cannot speak of a real press in Turkey until 1961 when newspapers stopped functioning as the mouthpiece of governments and the administration.<sup>27</sup> The 1980 coup d'état and the wave of liberalization under ANAP also constituted the beginning of the « process of the press moving to the media ». Without dwelling on the financial details of this reorganization, let us illustrate the Turkish media as they were at the end of the 1990s.

It is first of all a question of monopolies. In the mid-1990s, (before the earthquake) when the information sector had found a relative stability, 80% of the mass communication tools (including internet sites) belonged to *holdings* which were also present in other economic sectors. Five groups, each representing a considerable economic power with very diverse activities (industry, services, finance), controlled the 5 main television channels (Show TV, ATV, TGRT, Interstar, Kanal D), 5 national radio stations (Show Radio, Hür FM, Kral FM, Metro FM, TGRT FM) as well as the 4 main national newspapers (*Hürriyet*, *Milliyet*, *Sabah*, *Türkiye*); without forgetting numerous press agencies, production agencies, advertising agencies, publishing houses and stations.

But as « the wars of attrition » of the 1980-90s clearly showed, the written press remained a not very profitable activity, not to say a loss-making activity for the media groups. Nevertheless, the press remained a very important tool just like the other means of

---

<sup>26</sup> D'après un rapport du ministère de l'Intérieur, fin 1994, il existait 454 stations de radio et 71 chaînes de télévision privées en Turquie (locales et nationales). 96 stations et 30 chaînes étaient considérées comme « porteuses d'idéologie ». Par exemple, sur ces 30 chaînes de télévision, 19 étaient islamistes, 5 « kurdistes », 4 d'extrême gauche, 2 d'extrême droite. Voir SAĞNAK, Mehmet, **Medya-Politik**, Eti Yayınları, İstanbul, 1996, p.87.

<sup>27</sup> Soulignons que cette approche, bien que très significative, n'est pas exhaustive. Que ce soit sous l'Empire ou sous la République, les journaux ont pu jouer le rôle d'opposition ou de critique contre le pouvoir mais toujours en prenant des risques : des contraintes financières, fermeture du journal, jugement et condamnation des journalistes, etc. Si 1961 est retenue comme un tournant en ce sens, c'est parce que les conditions d'une véritable liberté d'expression étaient inscrites pour la première fois dans la Constitution de 1961, et non pas parce que cette liberté n'existait pas auparavant. Par contre, avant 1961 les journalistes n'étaient pas aussi bien « protégés » contre la réaction des autorités qui pouvait être très arbitraire. Comme nous le verrons ci-dessous, la situation s'est dégradée de nouveau après le régime « pro-militaire » de 1971 et notamment le coup d'état de 1980 qu'on considère souvent comme un « retour en arrière » en termes démocratiques.

communication pour ces holdings, qui les utilisaient comme un instrument de pression sur les milieux politiques, comme un instrument « offensif et défensif » envers les groupes concurrents et, finalement, comme un support publicitaire. Ces « avantages » semblent expliquer en grande partie l'intérêt que le patronat montre aux journaux dans le contexte turc. Par contre, malgré un relatif regain de puissance des médias face au pouvoir politique suite à la création des télévisions et des radios privées, la nature des relations économiques entre ceux-ci et l'Etat n'a pas vraiment changé lors de cette période. Autrement dit, si la capacité des médias à « faire l'opinion publique » s'est accrue de façon considérable (grâce à la privatisation des moyens audiovisuels réservés jusqu'alors à l'Etat) leur dépendance économique vis-à-vis de l'Etat a continué.

Dans les années 90 encore, les groupes de médias bénéficiaient d'aides financières importantes de l'Etat, qu'ils obtenaient sous forme de « crédits à très faibles taux d'intérêts », de « primes de développement », de subventions sur le matériel et sous forme d'annonces publiques (et publicités). Ces subventions ont d'ailleurs permis aux groupes de médias turcs de réaliser des investissements importants en nouvelles technologies et d'augmenter leurs capacités de production et de distribution.<sup>28</sup> La célèbre formule de Sedat Simavi, fondateur du quotidien (et du groupe) *Hürriyet*, demeure toujours valable : « Le journal est vendu soit au public, soit à l'Etat ». Toktamış Ateş, universitaire et journaliste, affirme que ce phénomène suscitait des questionnements sur l'objectivité des journalistes et des médias : comme « certains organes de presse peuvent obtenir des crédits avec un taux d'intérêt de 30 % lorsque les taux sur le marché sont au niveau de 200 %, et cela grâce à la signature de 'quelqu'un', elles seront naturellement contraintes de servir à ce 'quelqu'un'. Elles tentent, donc, d'augmenter leur tirage en faisant scandale sur des sujets insignifiants tout en passant sous silence des questions [sociopolitiques] importantes. »<sup>29</sup> Cette relation financière a probablement constitué une des raisons de la mise en cause de la fiabilité des médias par la société. Comme les sondages le montraient, la presse et les chaînes de télévision étaient des institutions qui inspiraient une défiance assez forte au sein de la population. En 1997, la moitié des citoyens questionnés affirmaient faire peu confiance ou pas du tout à la presse et aux télévisions.<sup>30</sup>

Deuxièmement, il faut parler du changement des conditions d'exercice du métier de journaliste, entraîné par l'appropriation des organes de presse par les capitaux privés. Le fait que les propriétaires des médias soient impliqués aussi dans d'autres secteurs a directement affecté les journalistes. Ces derniers se sont de plus en plus trouvés dans l'obligation de prendre en compte les

---

<sup>28</sup> A propos des aides et subventions au secteur de l'information, voir SAĞNAK, op.cit., pp. 360-380. Le décret concernant l'incitation aux investissements de presse du gouvernement de Demirel (25 septembre 1992) est un exemple particulièrement intéressant pour illustrer les dimensions du phénomène de subventions étatiques. L'objectif de ce décret était « d'assurer les conditions nécessaires à la presse turque pour embaucher du personnel qualifié et atteindre une meilleure qualité de publication ». Il permettait aux groupes de presse, par exemple, de faire des importations de matériel avec exonération sur les taxes, de bénéficier des « primes » (crédits sans remboursement), d'utiliser des crédits avec un taux d'intérêt de 0 à 35 % (pas de remboursement pendant les deux premières années). De novembre 1991 à avril 1993 (mort de T. Özal et élection de Demirel comme Président), les groupes de presse ont reçu près de 350 millions de dollars américains (les télévisions et les radios ne sont pas comprises) : environ 94 millions de dollars pour le groupe *Sabah*, 57 millions pour le groupe *Hürriyet*, 45 millions pour le groupe *Milliyet*... Certains journaux locaux parus dans des petites villes ont pu toucher des sommes considérables, en prétendant faire des investissements techniques qui leur permettraient de réaliser des tirages de centaines de milliers d'exemplaires, voire de millions. (SAĞNAK, p. 363 et 364) Notons, par ailleurs, qu'un même groupe de médias peut toucher plusieurs financements et subventions à travers ses diverses branches, qui sont juridiquement des entités à part.

<sup>29</sup> SAĞNAKb Mehmet, **Medya-Politik**, Eti Yayınları, Istanbul, 1996, pp.363-364.

<sup>30</sup> 51 % pour la presse, 50 % pour les télévisions. ESMERb Yılmaz, **Devrim Evrim Statüko**, Tesev, Istanbul, 1999, p.42.

exigences des « patrons » qui intervenaient parfois quotidiennement dans le travail journalistique et éditorial en faveur de leurs propres intérêts. Comme Raşit Kaya le souligne, « Dans les conditions de l'économie de marché, un grand *holding* qui agit dans le but de maximiser son profit optera inévitablement pour une stratégie de marché au sujet de sa branche médiatique ». <sup>31</sup> D'ailleurs, les rédacteurs en chef des journaux ou les responsables des télévisions ont commencé à tenir une place dans les conseils exécutifs des groupes de médias afin d'assurer leur participation dans les « macro-stratégies » du groupe. Dans la même ligne, un quotidien majeur et/ou une chaîne de télévision constituait un instrument important pour faire de la publicité (ouverte ou tacite), faire pression sur un groupe concurrent, les politiques, voire sur le gouvernement. <sup>32</sup> Par ailleurs, les journalistes turcs ne subissaient pas que la pression « patronale » : il faut rappeler aussi qu'une certaine pression politique était maintenue sur les médias. Celle-ci se manifestait, comme nous l'avons déjà souligné, sous diverses formes : souvent des procès (donc parfois des amendes ou peines de prison) et dans certains cas, de la violence physique. Ajoutons que si les agressions visant les journalistes ne venaient pas forcément du côté des autorités, une certaine inertie de leur part à assurer la sécurité des journalistes a été souvent observée au cours des deux dernières décennies. <sup>33</sup> Un autre point considéré comme le signe de la pression des autorités sur les journalistes est la question de l'accréditation. En Turquie, les cartes de presse sont toujours accordées par *BYIGM* (le bureau du Premier ministre responsable de la presse et de l'information) et non pas par une organisation représentant la profession des journalistes. <sup>34</sup>

Les contraintes étaient lourdes pour les travailleurs du secteur. Tout d'abord, une grande partie des journalistes n'exécutaient pas leur métier dans le cadre de la loi n° 212 relative au travail intellectuel et artistique. Ils étaient forcés de travailler avec un statut d'ouvriers d'imprimerie, encadrés par la loi n° 1475. Ceux qui étaient membres ou ceux qui tentaient d'être membres d'un syndicat étaient licenciés (illégalement, bien entendu). Une fois licencié, la possibilité d'être réembauché est assez réduite : dans le contexte turc, il est connu que les patrons de médias qui contrôlent la quasi-totalité du secteur ont passé un « accord tacite » entre eux sur le principe de ne pas embaucher une personne qui a quitté un autre groupe à la suite d'un désaccord professionnel. Cela explique en partie le désintérêt des journalistes turcs pour les organisations syndicales et l'impuissance des organisations corporatives comme les associations de journalistes. Par exemple en 2001, les groupes de médias ont licencié un grand nombre de salariés à cause d'une crise économique. *Le syndicat des journalistes de la Turquie*, de même que *l'Association des journalistes modernes* ont créé des commissions de soutien juridique pour que les journalistes licenciés puissent réclamer leurs droits et leurs avoirs. Au bout du compte, les deux commissions n'ont reçu aucune demande de recours. <sup>35</sup>

---

<sup>31</sup> KAYAb Raşit, « Türkiye'de 1980 Sonrası Medyanın Gelişimi ve Ideoloji Gereksinimi » dans [www.dorduncu.kuvvetmedya.com/arsiv/akaya.html](http://www.dorduncu.kuvvetmedya.com/arsiv/akaya.html). Dans le texte, l'auteur utilise le mot *yayıncılık* qui signifie à la fois travail de publication et émission audiovisuelle. Nous avons préféré l'expression « branche médias » qui convenait mieux.

<sup>32</sup> Ibid. Voir aussi TILIÇb Doğan, **2000'ler Türkiye'sinde Gazetecilik ve Medya'yı Anlamak**, Su Yayınları, Istanbul, 2001, p.18.

<sup>33</sup> Dans la majorité des cas d'assassinat de journaliste, les auteurs de ces crimes n'ont jamais été trouvés. SAĞNAK, op.cit., p. 106

<sup>34</sup> TILIÇ, op.cit., p.48.

<sup>35</sup> TILIÇ, op.cit., p.13. Lors de la crise économique du début de 2001, il y a eu des licenciements massifs dans les groupes de médias. Pour les seuls deux premiers mois de la crise (janvier-février), le nombre de journalistes qui ont perdu leur emploi s'élevait à 3 000 d'après le site internet « Plateforme des journalistes indépendants ». Voir « Medya'da Kitlel İşsizlik Dönemi » dans <http://www.dorduncukuvvetmedya.com/gundem/g48.htm> (la page date du 12 mars 2001).



D'après Doğan Tiliç, « pour les journalistes atomisés, non-organisés et qui vivent en permanence dans la crainte de perdre leur emploi, affirmer la vérité n'est plus une obligation éthique ». <sup>36</sup> Force est de constater que l'emprise sur la presse d'investisseurs ayant plutôt une motivation économique que sociale a vraiment bouleversé les conditions des métiers relatifs à ce secteur, à commencer par celles du journalisme. Cependant, cela ne s'est pas toujours traduit par une dégradation des conditions de travail et, par conséquent, du niveau de vie des journalistes. A partir des années 80, un certain nombre de journalistes qui travaillaient au sein des grands groupes de presse ont vu leur mode de vie changer grâce aux avantages offerts par les nouveaux patrons. Pour ceux-ci, la transformation de la presse a signifié une ascension sociale dont certains d'entre eux ont systématiquement fait la promotion. Toujours en parallèle avec la libéralisation économique du pays, une littérature de « life style » a vu le jour à cette période : des chroniqueurs « vedettes » ont commencé à « partager » leur mode de vie de privilégiés avec les lecteurs et, souvent, en faisant la publicité de leurs « sponsors ».

Citons un passage d'un chroniqueur d'économie pour illustrer ce phénomène. Il s'agit d'un texte où l'auteur prétend parler du départ d'un de ses collègues : « Avec ce collègue, nous avons fait des voyages passionnants : la réunion des concessionnaires de l'entreprise E... en Chypre, le Conseil général de la Fédération des producteurs de prêt-à-porter à Washington où H... [un industriel turc] a été élu président, une croisière où nous avons contemplé les merveilleux fjords de la Suède après avoir été informés sur les nouvelles technologies de l'entreprise N... en Finlande, notre voyage à Gaziantep pour visiter l'usine de pattes de B..., notre séjour au village de vacances C... de Y... qui se trouve dans une baie isolée de Marmaris et qui dispose d'un paysage unique, notre tour à Uludağ [le « Courchevel turc »] à l'hôtel S... » <sup>37</sup> Il est intéressant de constater que parmi ces journalistes qui se sont engagés à soutenir la libéralisation économique du pays, l'instauration de l'économie du marché ouverte, on trouve un grand nombre d'anciens militants de gauche, voire de l'extrême gauche. Tiliç affirme que ces journalistes « qui ont changé de classe travaillent désormais pour promouvoir les valeurs de la classe à laquelle ils ont adhéré, en laissant de côté les principes éthiques du métier ». <sup>38</sup>

Tous ces phénomènes, l'appropriation de la presse par de grands capitalistes, la transformation de la presse en média avec l'entrée en scène de la télévision et de la radio privée, le changement des conditions dans les métiers relatifs à l'information, sont symbolisés par le déplacement géographique de la presse à Istanbul, presse qui s'était traditionnellement installée au cœur de la ville historique, dans le quartier de *Cağaloğlu*. Suite à la « médiatisation » de la presse, tous les quotidiens majeurs ont déménagé dans des *plaza* à *Ikitelli*, à la marge de la zone urbaine, véritables monuments dédiés à la technologie, ultra-modernes, où ils se trouvent côte à côte avec les studios de télévision, les imprimeries et d'autres dispositifs appartenant au même groupe. <sup>39</sup> Nous pouvons imaginer que ce déplacement a été dans une certaine mesure une rupture symbolique

---

<sup>36</sup> Ibid., p.38.

<sup>37</sup> KAYA, op.cit. A la différence de l'auteur, nous avons préféré occulter les noms des personnes et des entreprises sponsors, ainsi que l'identité de la journaliste en question.

<sup>38</sup> TILIÇ, op.cit., p.37.

<sup>39</sup> Ayant visité « la plus moderne » de ces *medya plaza* en 1996, nous avons eu la chance d'observer comment l'organisation du bâtiment reflétait la hiérarchie du groupe : le dernier étage avec un jardin artificiel était réservé uniquement aux dirigeants. Du haut en bas, se trouvaient les bureaux des journalistes vedettes et/ou les dirigeants « secondaires », puis les bureaux appartenant aux journaux, ceux d'autres entreprises appartenant au groupe (annonces, publicité, multimédia, service commercial etc.) Les « rotatives » se trouvaient au niveau du rez-de-chaussée et les studios de télévision aux sous-sols. Il était interdit de fumer dans l'ensemble du bâtiment du fait que le propriétaire du groupe était « allergique » au tabac : le personnel fumeur était obligé de sortir, sur une petite terrasse bien cachée, quel que soit le temps à l'extérieur.

entre ces journalistes (appelés « journalistes de plaza » depuis) et le quotidien de la société turque. Notamment, il est possible de constater assez fréquemment dans leurs textes des expressions ou des anecdotes faisant allusion à leur lieu de travail « privilégié » : « En 1991, j'avais commencé à travailler dans le bâtiment de S... [...] En 1996, j'ai accepté de travailler au journal R... [...] dans le bâtiment de D... *Center* [...] A présent, le paysage que je vois depuis la fenêtre de mon bureau est celui d'un bidonville de 800 000 personnes. Quand j'ai commencé à travailler dans ce bâtiment, ce bidonville n'existait même pas. »<sup>40</sup> De même, les chroniqueurs turcs vont rarement sur le terrain, ce qui peut être considéré comme un autre fondement des critiques selon lesquelles ils ont perdu le contact avec la société.

Pourtant, ces chroniqueurs, dont les salaires « astronomiques » dépassent largement ceux des journalistes « ordinaires » qui travaillent dans des conditions déplorables, ont une influence considérable sur l'opinion publique. Leur nombre n'excède pas quelques centaines pour l'ensemble des médias (la presse ou les médias audiovisuels), mais leurs analyses quotidiennes tiennent une place importante dans une société où le journal demeure toujours le principal vecteur d'informations écrites. Raşit Kaya qualifie ce style (tenir une chronique 4-6 jours par semaine) comme « un style archaïque, dépassé depuis longtemps dans des pays modernes ». Il est vrai que dans la presse française, par exemple ou dans la presse britannique, rares sont les journalistes qui écrivent aussi fréquemment dans un quotidien (les éditorialistes constituant une exception). La plupart des chroniqueurs n'hésitent d'ailleurs pas à écrire sur un grand nombre de domaines et de sujets (politique, économie, art, culture, sport et presque tous les aspects de la vie sociale) sur lesquels ils ne sont pas forcément compétents. Mais la possibilité d'une telle polyvalence n'est quasiment pas questionnée par la société turque.

Comment expliquer cette position des chroniqueurs en Turquie, leur nombre qui n'a cessé de croître au fil du temps<sup>41</sup> et leur influence sur l'opinion publique ? Orhan Koloğlu parle de la survie d'une figure qu'on retrouve dans l'histoire, notamment dans la période ottomane : « le dirigeant omni-compétent ». D'après Koloğlu, cette figure s'est déclinée en trois personnages que nous voyons encore au sein de la société turque : l'intellectuel, le journaliste et le politique, qui ne sont pas spécialisés dans un domaine spécifique mais « qui savent tout ». Il nous semble que dans une société où la réflexion critique est peu développée chez les individus, ces journalistes fonctionnent comme des « machines analytiques » pour les citoyens qui sont peu enclins à s'informer et à construire eux-mêmes leurs propres opinions. Une étude empirique menée par Zehra Ipşiroğlu, dans deux universités « remarquables » d'Istanbul, est très éclairante sur cette question.<sup>42</sup> A partir des résultats qu'elle a obtenus grâce à un exercice de lecture critique dans deux facultés de lettres, Ipşiroğlu conclut que même les individus qui font des études supérieures en Turquie développent rarement une faculté de pensée libre. Le système universitaire turc porte les marques de la tradition de *medrese* qui étaient des établissements scolastiques : les professeurs y étaient responsables de transmettre un savoir (prétendument immuable) et les étudiants devaient l'apprendre par cœur. Il semble que tout le système scolaire, y compris l'enseignement supérieur, fonctionne encore sur cette base malgré tout le travail de modernisation réalisé depuis la fondation

---

<sup>40</sup> BERKAN, Ismet, « Istanbul'un Çirkin Yüzü », *Radikal*, 1 septembre 2002, p.3. Dans le même style, la situation de l'autoroute *TEM*, l'axe qui relie cette zone au centre ville d'Istanbul est désormais un des sujets « classiques » qu'on peut relever dans les colonnes des journalistes-vedettes qui utilisent cette voie pour aller à leurs lieux de travail : est-elle bien entretenue, bien éclairée ou non, y-a-t-il des embouteillages ? Qui est responsable des mauvaises conditions ?

<sup>41</sup> Notre étude dans les archives de presse nous a montré que jusqu'aux années 50, le nombre des journalistes que nous pourrions qualifier de « chroniqueur » était assez limité. A notre avis, le phénomène a pris une telle ampleur à partir des années 70.

□ İPŞİROĞLU, Zehra, **Düşünmeyi Öğrenme ve Öğretme**,

de la République.<sup>43</sup> Cette vision produit des individus qui évitent, voire qui refusent l'effort d'analyse et qui se confient à la compétence des autres, d'où la tendance à crédibiliser le type « d'intellectuel omni-compétent ».

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les médias disposent d'un pouvoir considérable de « construction d'opinion » en Turquie, pour ne pas dire pouvoir de « fabrication de la réalité sociale ». Il s'agit d'une société vivant dans une stérilité intellectuelle dont les causes sont à chercher à la fois dans l'évolution historique et dans les conditions actuelles, politiques et économiques.<sup>44</sup> L'entrée en scène des médias audiovisuels privés n'a visiblement pas contribué à l'évolution culturelle dans ce pays. Au contraire, nous pouvons dire que ces derniers ont même causé une dégradation dans ce domaine. Apparemment, ni les soucis éthiques, ni le principe de responsabilité envers la société n'ont une grande importance pour les nouveaux propriétaires des médias qui agissent uniquement en fonction de leurs intérêts économiques.

Surtout, après la fin des années 80, nous avons assisté à une augmentation phénoménale des informations à contenu « léger » dans les médias : les faits divers, les événements sportifs (notamment le football), la vie de la « haute société », des vedettes etc. (ce qu'on appelle les infos *magazin* en turc)... Parallèlement, le divertissement n'a cessé d'accroître sa place dans les bulletins d'information télévisés ou dans les pages des journaux aux dépens de « l'information sérieuse ». A ce sujet, Doğan Tılıç affirme que « quand le *rating* [taux d'audience d'une chaîne] est considéré comme l'unique critère [de performance], il devient nécessaire de baisser le niveau de ses émissions pour s'adresser à une société qui a déjà un bas niveau », ce qui a été le cas en Turquie. Pour lui, « le divertissement a été présenté à la société turque en tant qu'un 'calmant' face aux conditions de vie de plus en plus difficiles et à un monde politique incapable de produire des solutions aux problèmes. »<sup>45</sup> Nous pouvons imaginer l'impact de ces changements sur une société qui présentait déjà une grave « inertie intellectuelle ».

Les journalistes turcs vivent à l'intersection de plusieurs zones d'influences, de contraintes, d'intérêts, d'obligations, ce qui les laisse dans une tension continue. Selon les termes de Tılıç, « les journalistes 'apprennent' ce qu'ils peuvent écrire ou non dans ces rapports [sur le champ], ceux qui ne peuvent pas 'apprendre' sont jetés hors du système. Ce 'processus d'apprentissage' est marqué par plusieurs types de contraintes, de la pression indirecte à la pression 'physique', jusqu'aux dessous de table. L'influence du journaliste sur le processus de communication (voire sur l'organe de média dans lequel il travaille) est très limitée alors qu'il est l'élément principal de ce processus. »<sup>46</sup> Dans ce « système » ultra-libéralisé depuis le début des années 80, quelques maigres tentatives d'union professionnelle (les syndicats et les associations de journalistes) ou d'autorégulation comme *le Conseil de presse* trouvent peu de soutien auprès des travailleurs du secteur, qui sont soumis à de lourdes contraintes de la part des autorités et du patronat. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la règle principale de l'enjeu journalistique n'a pas été modifiée en Turquie : la question n'est pas de dire la vérité, mais de savoir quand et dans quelles conditions il faut la dire. Dire la vérité n'a jamais été interdit, à condition de le faire dans un contexte où on peut être assuré de son impunité. Cela a notamment été le cas lors des séismes de 1999.

---

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> Kagıt fiyatları, kultur politikları vs...

<sup>45</sup> TILIÇ, op.cit., p.55, 57 ;

<sup>46</sup> TILIÇ, op.cit., p.42.

## Annexe 2 : A propos de la société civile

---

### La notion de société civile

La notion de « société civile » est un concept qui semble avoir résisté à l'épreuve du temps, depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours. Elle n'a bien sûr pas eu une utilisation continue pendant plus de deux mille ans, et est parfois passée par de longues périodes d'oubli, mais elle a pu revenir chaque fois sur scène, grâce à sa « flexibilité » : selon nous, elle a pu survivre en tant que notion politique car elle « s'est transformée » de façon à satisfaire le besoin de plusieurs auteurs, courants de pensée et approches théoriques à travers l'histoire. Si elle est demeurée jusqu'à récemment une notion occidentale, elle fait aussi partie aujourd'hui, sans aucun doute, du langage politique dans les sociétés non-occidentales. Bien entendu, la société civile ne s'est pas transformée « elle-même » en tant que concept, elle a été plusieurs fois redéfinie par des auteurs successifs. Nous croyons qu'en tant que notion « polysémique », elle sera encore l'objet de tentatives de redéfinition dans l'avenir. C'est en ce sens que François Rangeon qualifie la société civile comme « l'objet d'une perpétuelle redéfinition ». <sup>47</sup> Mais la « flexibilité » de la société civile va en effet de pair avec son ambiguïté qui a tendance à être problématique : elle se voit fréquemment attribuer un sens en fonction des besoins de l'utilisateur. Cela réduit, met en question sa valeur d'utilisation même, lorsque, par exemple, elle sert d'appui pour légitimer une décision politique injustifiée. L'absence de consensus sur la signification du concept le rend aussi difficile à utiliser (voire risqué) dans le cadre scientifique. À ce propos Björn Beckman écrit, et à nos yeux, judicieusement : « L'idée de société civile a une historicité ambiguë dans la théorie politique occidentale, et il n'est pas sûr qu'elle soit capable d'assurer un point de départ utile pour un travail empirique hypothétique. » <sup>48</sup> Pour comprendre l'origine de ce problème d'ambiguïté, il faut revoir le parcours historique de la notion, chose que nous ferons rapidement. Afin de faciliter la lecture, nous avons repris un tableau qui montre dans sa globalité cette évolution (voir page suivante).

La notion de « société civile » a ses racines dans l'antiquité hellénique et romaine où elle avait une signification fort différente par rapport aux usages qu'elle se voit attribuer actuellement. D'après Anthony Black, il est nécessaire de « faire une distinction catégorique entre le terme de société civile dans l'Europe pré-moderne ou pré-Hegélienne et le phénomène mental et social associé à ce concept aujourd'hui. » <sup>49</sup> Le terme de société civile doit son existence à Marcus Tullius Cicero qui l'a traduit pour désigner le terme de *koinonia politiké* évoqué par Aristote. Pour ce dernier, *koinonia politiké* indiquait la société « politique / politisée » des citoyens considérés comme libres et égaux dans le cadre d'un système juridique. <sup>50</sup> Selon Cicéron *societas civilis* consistait en l'Etat (*civitas*) caractérisé par l'association des individus encadrée par la loi (*societas*) qui assure une égalité de statut et non par une distinction selon le patrimoine ou le talent. Plus tard,

---

<sup>47</sup> RANGEON, François, « Société civile : histoire d'un mot » dans CHEVALLIER, Jacques (sour dir.), **La Société civile**, PUF, Paris, 1986, p.10.

<sup>48</sup> BECKMAN, Björn, « Demokratikleşmeyi Açıklamak : Sivil Toplum Kavramı Üzerine Notlar » dans ÖZDALGA, Elisabet et PERSSON, Sune (sous dir.), **Sivil Toplum, Demokrasi ve İslam Dünyası**, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul, 1999, p.1.

<sup>49</sup> BLACK, Anthony, « Concepts of Civil Society in Pre-modern Europe » dans KAVIRAJ, Sudipta et KHILNANI, Sunil (sous dir.), **Civil Society, History and Possibilities**, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, pp.33-38.

<sup>50</sup> ERDOĞAN-TOSUN, Gülgün, **Demokratikleşme Perspektifinden Devlet-Sivil Toplum İlişkisi**, Alfa Yayınları, İstanbul, 2001, p.31.

elle est devenue dans l'Europe pré-moderne « un terme générique pour désigner un ordre politique et légal séculaire, différencié de la société primitive ou de la société ecclésiastique. »<sup>51</sup>

Société civile distinguée de ou opposée à :	Principaux auteurs utilisant la notion :	Valeur relative attachée à la société civile :
« peuple » (ethnos)	Aristote	+
« cité de Dieu »	Augustin	-
« état de nature »	Hobbes	+
	Spinoza	+
	Locke	+
	Rousseau	-
État	Hegel	+
	Marx	-
	Durkheim	+

Source : COLAS Dominique, Dictionnaire de la Pensée politique, Larousse, Paris, 1997, p.241

Saint Augustin, dont le travail constitue un tournant important dans la pensée chrétienne, utilise le terme dans le même sens. Augustin voit la société civile dans ce qu'il nomme la « cité terrestre », en l'opposant à la « cité de Dieu » qui est un ordre social imaginaire, idéalisé, où l'homme n'obéit pas à son désir de dominer, où il vit en paix, guidé par « l'amour de Dieu ». Nous pouvons dire pour l'époque de Saint Augustin, que nous retrouvons l'expression politique de la « cité terrestre » et de la « cité de Dieu » respectivement dans l'Empire romain et l'Eglise catholique.<sup>52</sup>

Mais toujours selon Black, il y a déjà dans l'Europe pré-moderne des éléments qui nous permettent de constater la formation de ce que nous entendons par la société civile aujourd'hui ; à condition de la définir de la façon suivante : « un ensemble d'individus ou de groupes relativement indépendants qui ne se réfèrent pas à l'Etat »<sup>53</sup>. L'auteur affirme avoir rencontré, lors de sa recherche sur les corporations (*guilds*) médiévales, l'expression d'une aspiration à une série de valeurs « civiques » dans les textes académiques de l'époque, aussi bien que dans le langage quotidien des individus, dans leurs préférences et leurs manières, surtout en milieu urbain à partir du XII<sup>e</sup> siècle. Parmi ces valeurs sont identifiables la liberté individuelle, l'égalité, le droit de propriété, le droit à la mobilité sociale.<sup>54</sup> Attirons l'attention sur le fait que cette évolution est parallèle à l'apparition d'une « proto-bourgeoisie » (artisans, commerçants...)

<sup>51</sup> BLACK, op.cit.

<sup>52</sup> BANNER, Michael, « Christianity and Civil Society », dans CHAMBERS Simone and KYMLICKA Will (sous dir.), *Alternative Conceptions of Civil Society*, Princeton University Press, Princeton, 2002, pp.113-115. Lors de notre recherche, nous avons vu qu'assez souvent, dans les textes relatifs à l'histoire de la notion de société civile, on reprenait l'approche dualiste de Saint Augustin tout en parlant d'une conception « chrétienne » de société civile (voir par exemple ERDOĞAN-TOSUN, op.cit., p.4). Or, Banner souligne que « la tradition de pensée sociale chrétienne est non seulement longue mais aussi, diversifiée. Même si ses différents courants sont marqués par une ressemblance, comme dans une famille, elle n'est pas monolithique. Par conséquent, il n'existe rien de ce qu'on peut identifier comme la réponse chrétienne à la question de société civile. » Ibid.

<sup>53</sup> BLACK, op.cit.

<sup>54</sup> Ibid.

dans les villes européennes bénéficiant d'une activité commerciale importante. A partir de cette époque, le parcours de la notion de société civile croise deux courants de pensée politique. Le premier est l'école des théoriciens du droit naturel, le deuxième est celle des économistes classiques.

En ce qui concerne la première, nous nous focaliserons sur deux philosophes, Thomas Hobbes et John Locke qui, tout en ayant une approche similaire, se distinguent sur deux points importants qui méritent d'être soulignés. D'une manière générale, les théoriciens du droit naturel opposent la société civile à un « état de nature » qu'ils considèrent comme un état social « pré-politique », dans lequel les rapports sociaux ne sont régis par aucune loi et les individus ne sont soumis à aucune autorité politique. Selon Hobbes, il s'agit d'un état de conflit perpétuel entre les hommes dont la liberté d'action n'est bornée que par les limites de leur force brute, et qui ne disposent naturellement d'aucun droit individuel garanti par une autorité légitime. L'Etat, dont le pouvoir doit être absolu selon l'auteur, est un mécanisme auquel les hommes cèdent leur liberté, qui les empêche de se retrouver dans l'état de nature en assurant le fonctionnement du système juridique. Cet ordre, qui est la conséquence d'un contrat tacite entre les hommes, est la société « civile », donc une société « politique », ayant un Etat.<sup>55</sup>

A la différence de Hobbes qui s'est inspiré d'une période socialement chaotique de l'Angleterre en décrivant « l'état de nature », Locke ne dévalorise pas ce dernier. Au contraire, il le structure sur le principe que les individus acceptent, de facto, la liberté d'autrui et la condition d'égalité entre les hommes.<sup>56</sup> Les droits individuels tel que le droit de vivre, le droit de propriété sont les composants de l'état de nature. Néanmoins, les relations entre les hommes sont régies de manière arbitraire par eux-mêmes – en l'absence d'un système juridique et d'une autorité politique –, ce qui est susceptible de mettre la vie humaine en péril en cas de conflit ou de transgression. Encore une fois, le remède est le consensus social qui donnera naissance à un Etat, par conséquent à une « société civile ». Celle-ci peut être effectivement une solution à l'état de nature car ses membres aliènent leur droit et leur capacité de jugement, de même qu'ils confient leur pouvoir d'exécution à l'autorité politique légitime qui, sans doute, est capable d'agir plus objectivement et qui dispose d'une capacité de coercition beaucoup plus grande que les individus isolés.<sup>57</sup> Par contre, l'Etat chez Locke dispose d'un pouvoir limité comparé au Léviathan de Hobbes. En cas d'abus, de violation des libertés et des droits, les hommes peuvent se révolter contre le pouvoir. L'Etat de Locke garantit ces libertés individuelles et doit donc sa légitimité à cette fonction.<sup>58</sup>

Jean-Jacques Rousseau se démarque de Hobbes et de Locke en attribuant à la société civile une valeur plutôt « négative ». Pour lui, celle-ci est un état social dont on retrouve à l'origine la propriété qui, elle-même, est la source « d'innombrables crimes, guerres et meurtres, d'horreurs et de mauvaises fortunes ». <sup>59</sup> Il considère l'état de nature comme la première des étapes par lesquelles les sociétés humaines passent pour arriver au stade de société civile. Rousseau présente les deux états comme dichotomiques mais il ne les voit pas comme les seules situations possibles dans lesquelles peut se trouver l'homme et fait donc allusion à une évolution. Par ailleurs, il évoque un état de nature différent par rapport aux auteurs précédents : il s'agit d'une situation véritablement

---

<sup>55</sup> TÜRKÖNE, *op.cit.*, pp.349-350.

<sup>56</sup> ERDOĞAN-TOSUN, *op.cit.*, p.33.

<sup>57</sup> DUNN John, « The Contemporary Political Significance of John Locke's Conception of Civil Society », dans KAVIRAJ et KHILNANI, *op.cit.*, p.51.

<sup>58</sup> TÜRKÖNE, *ibid.*

<sup>59</sup> Jean-Jacques Rousseau cité dans HALL, A. John et TRENTMANN, Frank (sous dir.), **Civil Society: A Reader in History, Theory and Global Politics**, Palgrave Macmillan, New York, 2005, p.77.

« naturelle » où l'homme est motivé par ses instincts primaires, à l'exemple des animaux dont il ne se distingue que par son intelligence et son potentiel d'évolution. A un moment de l'histoire (marqué par les conflits de possession), les hommes cèdent leur liberté à la société, par un « contrat social », pour arriver finalement à l'état de civilité, la société civile. Il n'empêche que cette dernière est marquée par l'inégalité entre ses membres.<sup>60</sup>

Evoquons à présent les lumières écossaises du XVIII<sup>e</sup> siècle et deux théoriciens, Adam Smith et Adam Ferguson, représentant chacun deux traitements différents de la notion de société civile. Le premier, Smith, « envisage une société civile où les transactions économiques et les rapports sociaux occupent une place aussi importante que les institutions politiques ». <sup>61</sup> Quant au second, Ferguson, en s'opposant à Smith (et aussi à David Hume), il critique l'utilisation du concept de « civilité » afin de justifier le discours d'économie politique auquel la conjoncture (augmentation du volume de production, du commerce international, développement du capitalisme) avait donné naissance, qui privilégiait l'initiative individuelle, le libre échange (avant tout monétaire, mais aussi l'échange intellectuel). Pour cette vision, la société consistait en une zone d'échange entre des individus autonomes tandis que le rôle du système juridique et des institutions politiques (pour ne pas dire de l'Etat) se limitait à protéger cette société civile « de commerce ». <sup>62</sup> Mais Ferguson défend l'idée de la participation active des citoyens au politique, en la valorisant comme une valeur « civique ». <sup>63</sup> Il faut noter que ni Smith, ni Ferguson « ne peuvent être crédités d'avoir construit une nouvelle théorie de la société civile » ; néanmoins, ce travail, surtout celui de Ferguson a influencé celui des autres auteurs à travers l'Europe. Par ailleurs, il a joué un rôle important dans la réémergence de la notion de société civile au sein du discours politique. <sup>64</sup> Dans la vision « écossaise », la différence consiste à voir dans la société civile deux « sphères » dans la société, que nous pouvons qualifier de « politique » (l'Etat) et de « non-politique » (« la zone d'échange »).

L'œuvre de Friedrich Hegel constitue ensuite un moment de changement important dans l'évolution du concept de société civile. Hegel est considéré comme le premier théoricien qui a modifié la signification de ce terme de manière radicale, en concevant une société civile qu'il place entre la sphère familiale et l'Etat. Il considère ces trois éléments comme des « institutions humaines » (nous pouvons parler d'« espaces ») qui consistent chacun à un réseau de relations entre les hommes organisé selon un principe différent (et une série de valeurs / normes différentes). <sup>65</sup> Nous pouvons admettre que la société civile hégélienne consiste en un marché économique avec l'ensemble de ses règles, ses institutions et ses pratiques. <sup>66</sup> C'est « l'arène spécifique de l'activité économique, basée sur l'échange de propriété, où les individus – d'après les termes d'Hegel – développent leur conscience propre et expriment leur quête pour la satisfaction et

---

<sup>60</sup> TÜRKÖNE, op.cit., p.351.

<sup>61</sup> OZ-SALZBERGER, Fania, « Civil Society in the Scottish Enlightenment », dans KAVIRAJ et KHILNANI, op.cit., p.58

<sup>62</sup> Ibid., p. 64.

<sup>63</sup> Ibid., p. 70. D'après Oz-Salzberger, la position de Ferguson consiste en « la dernière d'une série de tentatives d'introduire le républicanisme moderne du Machiavel dans la pensée politique britannique » tout en s'inspirant de la « vertu républicaine » de Montesquieu.

<sup>64</sup> Ibid., p.59 et 60. D'ailleurs, comme le note Oz-Salzberger, Hume et Smith n'ont pas fait un usage systématique du terme de société civile, en se servant aussi des termes comme « l'Etat », « la nation », « la communauté ».

<sup>65</sup> FEMIA, Joseph, « Civil Society and the Marxist Tradition », dans KAVIRAJ et KHILNANI, op.cit., pp.132-134. En effet, Hegel associe ces trois « institutions » avec les trois « phases » de ce qu'il nomme la « vie éthique ». Pour rester bref, nous ne développerons pas cette idée ici.

<sup>66</sup> ERDOĞAN-TOSUN, op.cit., p.37 et TÜRKÖNE, op.cit., p.353.

l'autonomie. »<sup>67</sup> Cette société civile n'est pas un espace sans conflits puisque la poursuite des objectifs personnels en est le principe ; néanmoins, Hegel affirme qu'un individu ne peut complètement satisfaire son besoin qu'en satisfaisant simultanément le bien-être des autres, donc en respectant la quête des autres individus.<sup>68</sup> Par ailleurs, la société civile chez Hegel est quand même « surveillée » par les corporations représentant toutes les activités commerciales et professionnelles.<sup>69</sup> Enfin, elle inclut aussi le mécanisme de justice, dont la fonction est de protéger la propriété et l'intégrité physique des personnes. Quelle est la particularité de l'approche de Friedrich Hegel ? À première vue, sa conception de la société civile (le marché protégé par la justice) est similaire à celles de ses prédécesseurs écossais. Pourtant, Hegel ne voit pas l'Etat comme une simple autorité externe à la société civile (un « partenaire ») dont la mission est de garantir les conditions qui permettront l'achèvement des buts individuels. « L'Etat hégélien ne protège pas seulement l'intérêt personnel, mais il le transcende. »<sup>70</sup> Il est censé réguler les tensions que peuvent susciter les conflits d'intérêts, harmoniser les intérêts privés de manière objective. Ainsi la dichotomie « état de nature / société civile » laisse la place à la dichotomie « Etat / société civile ».

Karl Marx, lui, a renversé l'analyse d'Hegel et redéfini la relation entre l'Etat et la société civile. La société civile de Marx est « un cauchemar hobbesien d'individus isolés, agressifs et liés aléatoirement par la recherche d'argent », puisque « l'esprit de la société civile est l'esprit du pur égoïsme ». <sup>71</sup> Marx reproche à l'homme de mener une double vie : la première est sa vie « politique » utopique, presque abstraite, dans laquelle il se considère comme un être social animé par l'esprit public (de société), respectant toujours l'intérêt général ; la seconde est sa vie réelle, « mondaine », dans laquelle il agit uniquement en fonction de ses intérêts, traite les autres individus comme des instruments pour atteindre ses objectifs, et même se réduit lui-même à un « instrument », celui des « forces du marché. »<sup>72</sup> Pour lui, les tensions entre l'intérêt particulier et l'intérêt « universel » (collectif) ne peuvent pas être résolues dans le cadre du système de propriété existant [de l'époque]. L'Etat ne peut jouer le rôle de « défenseur de l'universel » car c'est lui qui se trouve sous contrôle de la société civile, au contraire de ce que Hegel avançait. La société civile d'après Marx a « pénétré jusqu'au plus profond de l'Etat, et l'empêche ainsi d'incarner l'intérêt général. »<sup>73</sup> Par conséquent, la seule solution pour sauver l'homme d'être l'élément de base aliéné de l'économie capitaliste est de dissoudre la société civile définitivement. « La distinction publique/privée se transformera alors dans une forme d'autogouvernement communal où la vie économique sera guidée par les procédures démocratiques et la vie politique deviendra substantive », ou (comme Marx l'aurait dit) « aura un contenu réel. »<sup>74</sup> Pour terminer sur Marx, reprenons deux critiques de Jean Cohen sur sa conception de la société civile : en premier lieu, Cohen reproche à Marx de ne pas reconnaître les aspects positifs et progressistes de la société civile (la pluralité, la légalité, l'autonomie, la transparence et l'institutionnalisation de ces principes à travers des principes constitutionnels). En deuxième lieu, il critique son idée de construire l'universalité dans le cadre d'une classe définie (ouvrière) et d'un Etat qui monopolise le politique ;

---

<sup>67</sup> FEMIA, *ibid.*

<sup>68</sup> Hegel cité dans JONES, Gareth Stedman, « Hegel and the Economics of Civil Society », dans KAVIRAJ et KHILNANI, *op.cit.*, p.122.

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> FEMIA, *ibid.*

<sup>71</sup> *Ibid.*, pp. 135-136.

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*, p.137

<sup>74</sup> *Ibid.*



au lieu de chercher à construire un cadre qui sera basé sur le pluralisme, qui permettra de reformuler l'intérêt commun avec la participation d'un grand nombre d'acteurs.<sup>75</sup>

Un autre auteur de la tradition marxiste a lui aussi redéfini le concept de société civile. Antonio Gramsci voit la société civile dans l'Etat, au sens où il définit ce dernier comme un ensemble composé de deux éléments (l'autre élément étant « la société politique »).<sup>76</sup> En définissant la société civile, Gramsci fait référence à Hegel<sup>77</sup> mais il modifie radicalement l'approche de ce dernier en resituant la société civile en dehors de l'activité économique. Il « accorde une place fondamentale aux corporations dans la société civile, tout en modifiant considérablement la définition qu'il donne de celles-ci : il ne parle plus de « corporations », réalité historiquement datée, mais d'associations [...] ».<sup>78</sup> Il exclut les associations économiques de la société civile, à l'intérieur de laquelle il place une série d'institutions comme les églises, les partis politiques, les syndicats, les universités, la presse, les maisons d'édition, toutes sortes d'associations volontaires... qui « disséminent l'idéologie de la classe dominante et assurent de cette manière sa suprématie spirituelle et culturelle sur les classes subordonnées, qui se subordonnent par leur propre consentement. »<sup>79</sup> Dans les cas où le consentement spontané aurait « échoué », l'Etat exercera son pouvoir coercitif à travers ses divers mécanismes de sécurité pour « réassurer la discipline ». Donc, l'Etat chez Gramsci est la fusion de deux entités qui assurent des fonctions de contrôle social à travers des mécanismes différents. La société politique (le gouvernement et la bureaucratie) « opère par la domination directe » alors que la société civile « fonctionne sur le mode de l'hégémonie ».<sup>80</sup>

Jürgen Habermas a lui redéfini la société civile dans le cadre d'un modèle à trois composants : la société politique, la société économique, la société civile, en détachant cette dernière des rapports économiques. La société civile habermassienne est constituée des « associations, organisations et mouvements émergents qui, étant concentrés aux échos que suscitent les problèmes sociaux dans les sphères privées, filtrent et transmettent les réactions de ces dernières dans la sphère publique tout en les amplifiant. »<sup>81</sup> Cette société civile « désigne le sujet de l'opinion publique – l'opinion qui se forme par l'usage public de la raison. Aux côtés du système administratif et du marché, qui, chacun, fonctionne selon une logique systémique orientée vers une finalité stratégique, le monde vécu renvoie aux communications – échanges culturels, conversations, débats – étrangères aux logiques du pouvoir et de l'argent, échappant à la régulation des systèmes et à l'emprise stratégique. La société civile désigne ces communications du monde vécu en tant qu'elles revêtent une dimension politique. [...] Alors que chez Hegel, la société civile est opposée à la société politique, Habermas y voit une sphère publique politisée. L'espace public (et la communication qui s'y déroule) apparaît comme un moment privilégié à la source de la légitimité politique, sans pour autant que la conceptualisation de la société civile ne conduise à la révision de l'agencement des institutions démocratiques. »<sup>82</sup>

---

<sup>75</sup> ERDOĞAN-TOSUN, op.cit., p.44.

<sup>76</sup> Ibid., p.45.

<sup>77</sup> FEMIA, op.cit., p.141.

<sup>78</sup> HAMIDI, Camille, **Les effets politiques de l'engagement associatif : le cas des associations issues de l'immigration**, Thèse de doctorat soutenu à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (directeur : Nonna MAYER), le 17 décembre 2002, p.40.

<sup>79</sup> FEMIA, op.cit., p.140.

<sup>80</sup> HAMIDI, ibid.

<sup>81</sup> Habermas cité dans HALL et TRENTMANN, op.cit., p.223.

<sup>82</sup> WEERTS, Laurence, « Quatre modèles théoriques pour penser la société civile dans l'ordre juridique international », rapport présenté lors du séminaire fermé *Société civile et démocratisation des organisations*

## Le retour sur scène de la notion

Hall et Trentmann affirment que « les dernières années du second millénaire ont vu le triomphe remarquable de la société civile. Les politiques se sont repositionnés en devenant les amis de la société civile, les organisations non gouvernementales se sont présentées comme les champions d'une idée historique. Les médias ont propagé son omniprésence. »<sup>83</sup> L'intérêt croissant pour cette notion a vu le jour dans les années 1970 et atteint son sommet deux décennies après. Les statistiques concernant l'activité des ONG internationales (ONGI) l'attestent : sur les 11 693 ONGI recensées en 2000, un quart était fondé après 1990, de même plus d'un tiers des membres de ces quelque onze milles ONGI avaient adhéré après 1990.<sup>84</sup> Comme les deux auteurs l'ont observé, non seulement le concept de société civile est devenu un élément primordial dans les discours politiques, mais les types d'activités et d'organisations associées à lui se sont accrues de manière phénoménale dans le monde, y compris en Turquie.<sup>85</sup> En parlant de cette « réviviscence », nous voulons insister sur sa dimension globale, qui consiste en une série de changements qui ont affecté en premier lieu les pays « développés / démocratiques » :

Un facteur signalé depuis deux décennies, voire plus, est le « désenchantement par rapport aux structures étatiques contemporaines », jugées insensibles aux besoins et aux aspirations humaines – même de base – et considérées comme n'ayant plus l'efficacité « promise ».<sup>8640</sup> Même l'Etat social de l'Occident, d'ailleurs « vassalisé de plus en plus par une élite toujours au pouvoir » selon Nasser Etemadi<sup>87</sup>, se trouve aujourd'hui face à ce problème d'inefficacité. Déjà en 1975, Crozier, Huntington et Watanuki parlaient de la grande complexité résultant de la croissance économique et du développement politique des sociétés européennes, de la surcharge de demandes affectant les systèmes politiques européens que ces derniers n'arrivaient pas à gérer tels qu'ils étaient organisés.<sup>88</sup> Or l'Etat social est supposé « résoudre les problèmes fondamentaux de la société et délivrer du bien-être », sinon il risque de perdre sa « légitimité substantive ».<sup>89</sup>

L'inefficacité du modèle d'Etat social et des politiques publiques auxquelles il donne naissance va de pair avec un problème de légitimité politique qui affecte la démocratie représentative « classique ». L'axe de tension « traditionnelle » travail / capital a perdu de son pouvoir comme cadre de lecture idéologique des rapports sociaux. Par rapport au passé, la gauche et la droite ont vécu un processus de « convergence » au point de se démarquer l'une de l'autre sur très peu de points aujourd'hui. Les systèmes démocratiques ont des difficultés, surtout avec le peu de choix idéologiques et les moyens de participation à la vie politique limités qu'ils offrent, à

---

*internationales*, 28 et 29 mai 2004, à l'Université libre de Bruxelles. Voir [http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/fichiers/modeles\\_theoriques.pdf](http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/fichiers/modeles_theoriques.pdf)

<sup>83</sup> HALL et TRENTMANN, op.cit., p.1.

<sup>84</sup> Ibid., p.20.

<sup>85</sup> Voir par exemple PEROUSE, Jean-François, **La Turquie en marche : les grandes mutations depuis 1980**, Editions de la Martinière, Paris, 2004, pp. 230-231.

<sup>86</sup> JOBERT, Bruno et alii., **A la recherche de la société civile: à propos des mouvements de défense des droits de l'homme en Inde**, IEP-Cerat, Grenoble, 1992, p.218 (note de travail).

<sup>87</sup> ETEMADI, Nasser, « Limites et actualité du concept de la société civile », *L'homme et la société*, n° 136-137 (2000), p.96.

<sup>88</sup> CROZIER, Michel et alii., **The Crisis of Democracy: Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission**, New York University Press, New York, 1975, p.12. Crozier, par exemple, parlait déjà à la fin des années 60 (d'ailleurs, juste avant les mouvements étudiants de 1968) de l'aliénation des Français au système politique et à l'enjeu politique « classique » et de leur volonté de participer aussi à la prise de décision, volonté qu'ils manifestaient de plus en plus. Voir **La Démocratie sans le peuple**, Editions Du Seuil, Paris, 1967, p.161, et 237-239.

<sup>89</sup> PEREZ-DIAZ, op.cit., p.5.

assurer la représentation des sociétés actuelles dont le « tissu est coupé par un certain nombre de nouveaux axes de tension, dont la majorité est d'ordre socioculturel.<sup>90</sup> Cela met en cause, entre autres, le modèle d'Etat-nation qui était basé sur le principe de l'homogénéité sociale.

Le changement technologique affecte l'évolution des sociétés. Surtout les nouvelles technologies de télécommunication, qui « rétrécissent » les distances en rendant possible le contact humain et la diffusion des idées à l'échelle planétaire, qui délocalisent les problèmes de toute sorte – tout comme leurs solutions – ont des effets considérables sur les sociétés contemporaines.<sup>91</sup> Nous pouvons également avancer qu'elles contribuent à l'accélération de la modernisation et à la diffusion des modes de vie considérés comme « occidentaux ». Le monde devient de plus en plus « urbain » et « industriel », en parallèle avec la modification des modes de production. Au fur et à mesure que les sociétés changent (et cela de plus en plus vite), qu'elles se complexifient, se diversifient ; les logiques et les moyens de la participation politique se modifient aussi. Les individus ne se reconnaissent plus dans les modalités de participation et de représentation politique existantes (partis, syndicats). Comme Aydın Uğur le souligne, les jeunes surtout sont peu intéressés par l'idée de s'inscrire « pleinement » dans un discours idéologique. Ils sont tentés par une participation à base de questions (*issue-based*), limitée en termes d'objectif et de durée mais efficace en termes de résultat.<sup>92</sup>

Selon les termes de Lucio Baccaro, nous sommes dans une époque où il est question de redéfinir le rôle de l'Etat.<sup>93</sup> Il ne s'agit pas de le mettre à l'écart en transférant toutes ses missions et prérogatives aux acteurs privés. Au contraire, il faut garder l'Etat comme acteur-clé mais qui ne sera plus chargé d'assurer directement des solutions à des problèmes de régulation. Dans cette approche, on attend de l'Etat qu'il encourage les groupes locaux à se réunir et à délibérer. Il définira alors les objectifs généraux du processus d'élaboration des politiques publiques et un minimum de critères de performance ; facilitera la représentation des groupes et favorisera « l'expérimentation locale ».<sup>94</sup> Cela coïncide avec l'argument de Uğur qui parle des « antidotes prescrits pour la crise de légitimité » [de l'Etat social et de la démocratie représentative]<sup>95</sup> Par cette expression il désigne premièrement les ONG (qui sont susceptibles d'assurer la participation citoyenne, et de renforcer ainsi la démocratie affaiblie) ; deuxièmement le principe de gouvernance et troisièmement le principe de proximité.<sup>96</sup>

La fin « définitive » de l'ordre international bipolaire en 1989-1990 a signifié la « victoire de la société civile » pour l'intelligentsia d'un certain nombre de pays ex-soviétiques, notamment pour des pays de l'Europe de l'Est, où les opposants au régime avaient attribué une place centrale à

---

<sup>90</sup> UĞUR, Aydın, « Yeni Demokrasinin Yeni Aktörleri : STK'lar », dans ULAŞ, Taciser (edit.), **Merhaba Sivil Toplum**, Helsinki Yurttaşlar Derneği, Istanbul, 1998, pp.70-72.

<sup>91</sup> A propos des effets de la technologie sur le politique, voir par exemple ALTUN, Fahrettin, « Teknolojik Determinizm ve Bir Muhalefet Imkanı Olarak Internet », *Sivil Toplum*, n°3 (juillet-août-septembre 2003), pp. 7-14.

<sup>92</sup> UĞUR, op.cit., p.74.

<sup>93</sup> BACCARO, Lucio, **Associational Democracy Revisited**, International Institute for Labour Studies, Genève, septembre 2002 (note de travail), pp.10-11.

<sup>94</sup> Ibid.

<sup>95</sup> UĞUR, op.cit., p.76-77.

<sup>96</sup> Par le terme de gouvernance, Uğur désigne « le principe consistant à assurer la participation de toutes les parties concernées au processus de prise de décision, concernant une décision 'publique' ». Egalement, il définit le terme de proximité comme « le principe de résolution d'un problème par l'unité administrative – à qui sera assuré le soutien financier et matériel nécessaire par le centre – la plus proche de l'endroit où ledit problème a vu le jour. » Ibid.

ce concept dans le cadre du discours d'opposition politique.<sup>97</sup> Par la suite, la « construction » d'une société civile dans ces pays a été considérée comme un élément vital dans le processus de démocratisation, même si aujourd'hui la notion n'a plus le même poids pour beaucoup d'intellectuels d'Europe de l'Est, déçus par les conditions actuelles dans leurs pays. A ce sujet, Chris Hann affirme que « la réouverture des clubs Rotary est une consolation insignifiante lorsque vous n'avez plus la garantie d'emploi... »<sup>98</sup>

Parallèlement, après le démantèlement de l'URSS les intellectuels occidentaux jusqu'alors socialistes ou communistes ont commencé à « réviser » l'idée de démocratie de façon radicale en s'appuyant sur la notion de société civile. Ces auteurs, qui étaient critiques sur le recul de l'Etat social pendant la réaction néoconservatrice des années 1980, étaient conscients de l'impossibilité de ressusciter l'ancienne tradition de militantisme syndicaliste et étatiste mais ils considéraient également l'atomisation conservatrice comme inacceptable. Certains de ces intellectuels ont suggéré alors la reviviscence des initiatives associatives, des ONG comme solution.<sup>99</sup>

Et troisièmement c'est dans les pays en voie de développement, autrement dit dans les pays du sud, que la notion de société civile est entrée dans le langage politique à partir des années 1980. Dans les pays qui ont rencontré des problèmes importants lors du processus de modernisation et de développement économique, les sociétés ont été marquées par une déception envers les institutions modernes et l'économie de marché.<sup>100</sup> D'après Geoffrey Hawthorn, les libéraux dans le « Nord » et dans « l'Ouest » ont alors « prescrit » à ces pays la société civile en tant qu'un espace se situant entre la famille et l'Etat, dont l'existence était nécessaire pour l'existence d'une véritable démocratie libérale : le modèle désigné par excellence comme celui qui permet un fonctionnement politique efficace et transparent. En ce sens, – toujours selon Hawthorn – cette « recette » était la conséquence de la mauvaise interprétation des contraintes politiques dans ces pays par lesdits libéraux, qui ont eu tendance à exagérer le rôle que peuvent jouer les initiatives « civiles » dans les contextes où il est difficile de parler d'une tradition de citoyenneté, avant tout.<sup>101</sup>

Pour le cas de la Turquie, il serait peut-être plus cohérent de parler de « l'entrée en scène » de la notion de société civile, et non de son « retour ». C'est à partir de la fin des années 80, et non sans rapport avec la conjoncture internationale, qu'on a commencé à faire allusion à la société civile (hors des analyses marxistes) dans le contexte turc.

Comme c'est le cas en Occident, la démocratie parlementaire ne peut plus répondre aux demandes d'une société tellement complexifiée, d'autant plus que la démocratie turque de l'après-1980 a une série de handicaps qui rendent une représentation fidèle de la population impossible (comme le barrage électoral de 10 % des voix aux législatives). Le politique a été presque réduit à un enjeu électoral clientéliste, dominé par des partis devenus « oligarchiques ».<sup>102</sup> Le fonctionnement politique actuel semble être hermétique aux nouveaux acteurs. La classe politique est fortement marquée par la corruption. Ces facteurs sont loin d'inciter les citoyens à la participation politique.

---

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> Chris Hann cité dans HALL et TRENTMANN, op.cit., p.205.

<sup>99</sup> KAVIRAJ et KHILNANI, op.cit., p.2.

<sup>100</sup> HAWTHORN, Geoffrey, « The Promise of 'Civil Society' in the South », dans KAVIRAJ et KHILNANI, op.cit., pp. 269-272.

<sup>101</sup> **Ibid., et aussi p.286.**

<sup>102</sup> Voir par exemple, AYATA, Ayşe, « Siyasi Partiler : Medya ve Taşra Örgütleri Kışkıracında », *Yeni Yüzyıl*, 27 décembre 1994 ; KARA, A. Muzaffer, « Lider-Merkez Oligarşisi, Nereye Kadar ? », *Radikal*, 16 janvier 1998.

### Annexe 3 : La question kurde

---

L'irrédentisme kurde se manifeste sous forme d'actions de guérilla contre l'Etat dans les départements du sud-est de la Turquie. Le problème est plutôt lié aux conditions socio-économiques de la région (la plus pauvre du pays et dépourvue d'infrastructures jusqu'aux années 80), mais aussi à l'incapacité de la classe politique à intégrer la pluralité, la diversité de la population de la Turquie dans la vie politique. Le refus de toute aspiration identitaire afin d'assurer l'unité (et l'uniformité) de la nation et la répression (surtout lors du régime militaire de 1980) renforcent un nationalisme kurde exacerbé. Depuis 1984, l'organisation appelée « Parti des Travailleurs du Kurdistan » (PKK), dont les effectifs de la section armée ont atteint quelques milliers de personnes, harcèlent non seulement les postes militaires mais aussi toute infrastructure et personnel considérés comme représentant de l'Etat, ainsi que tous les groupes kurdes qui osent s'opposer à lui. Le PKK est fondé par Abdullah Öcalan et ses compagnons en 1978. Öcalan<sup>103</sup> connaît dans les milieux étudiants quelques-uns des activistes de la gauche les plus « célèbres » au cours des années 70 et il adopte leur stratégie de « lutte armée révolutionnaire » pour créer un « Kurdistan » en Turquie, qui s'élargira éventuellement pour englober les autres « Kurdistans » : syrien, irakien, iranien. A la fin des années 70, son organisation occupe une place importante parmi d'autres fractions armées kurdes semblables. Mais le coup d'Etat de 1980 l'empêche de poursuivre son objectif pendant quelques années : Öcalan fuit la Turquie pour trouver asile en Syrie où les autorités l'installent dans la vallée de la Bekaa. Le PKK constituera un instrument politique important pour la Syrie qui voulait maintenir la pression sur la Turquie, afin de résoudre ses litiges avec elle.<sup>104</sup>

A la suite d'une période de structuration, le PKK passe à l'action non seulement contre des cibles « stratégiques » (postes militaires, écoles, bâtiments publics, barrages, réseaux d'énergie et bien entendu leurs personnels) mais aussi contre les Kurdes qui s'opposent à lui et à sa stratégie. Certains hameaux et villages subissent des attaques et des massacres en tant que « traîtres » ou parce qu'ils refusent (ou bien tout simplement ne peuvent pas) de répondre aux exigences de cette organisation qui s'est proclamée comme « le véritable Etat souverain » dans la région : « taxation », « service militaire » pour les jeunes...<sup>105</sup> En réalité, à cause de son idéologie et de son action violente, le PKK aurait pu vite être marginalisé et éliminé faute de soutien de la part de la

---

<sup>103</sup> Öcalan était en effet un produit « typique » de la Turquie républicaine : fils de paysan, d'une famille défavorisée, il a fait ses études secondaires dans les établissements d'Etat. Il a passé les concours pour entrer aux académies militaires mais a échoué. Il a réussi le concours de la Faculté des Sciences Politiques d'Ankara (*SBF*), équivalent d'un IEP français, qui offrait des possibilités de carrière aussi prestigieuses que le cursus militaire auquel aspiraient (et aspirent encore) beaucoup de jeunes. Öcalan s'était démarqué de la gauche dans ses premiers temps à Ankara, il fréquentait par exemple *les associations de lutte contre le communisme* (des associations qui regroupaient les militants d'extrême droite mais surtout les islamistes). Il faisait la prière selon les préceptes de l'islam etc. Ensuite, il a cherché sa place parmi les mouvements de gauche. Il a finalement constaté que la gauche turque voyait la question kurde plutôt comme une sous-problématique socio-économique soluble dans la lutte révolutionnaire. Il s'agissait d'une question de lutte de classes (inégalités sociales, inégalités entre les régions) mais pas d'une question ethnique. Öcalan a décidé de prendre ses distances par rapport à la gauche turque qu'il considérait comme « trop nationaliste ». Il a commencé à travailler sur un mouvement de « Libération Nationale kurde » dont la base idéologique serait la thèse de « l'exploitation du Kurdistan colonisé par l'Etat turc ». Voir POULTON, *ibid.*, p.269.

<sup>104</sup> POULTON, *ibid.*, pp. 268-274 et MANGO, *ibid.*, pp.214-217.

<sup>105</sup> KONGAR, *ibid.*, p.297 et MANGO, *ibid.*, p.218.

population locale : « A l'origine de ce passage [à la lutte armée] se trouve, dès les années 1970, la conviction partagée par de larges franges de la gauche radicale que la 'démocratie bourgeoise' ne peut fournir un cadre pour la lutte, et, surtout, que dans le rapport de force existant, il faut s'imposer par la voie des armes, quitte à monnayer cette position par la suite ».<sup>106</sup>

Par contre, les responsables politiques tiennent à considérer le problème comme purement sécuritaire et non pas comme politique. En 1984, Turgut Özal qualifie le PKK de « bande de bandits » mais, vers la fin de sa vie, il finira par parler d'une solution politique et peut-être fédérative (1992). Le paradigme sécuritaire conduit à un problème important qui, à la fois, a dégradé l'image du pays sur le plan international et poussé la jeunesse de la région à rejoindre le PKK. Les violations des droits fondamentaux sous prétexte d'assurer la sécurité font réagir les citoyens kurdes, qui parfois choisissent de devenir des militants. En même temps, c'est une source de légitimité pour le PKK qui se qualifie de « représentant du peuple kurde opprimé. »

Les élections de 1991 sont un tournant pour « la question kurde ». SHP, le parti social-démocrate, comprenait un certain nombre de membres kurdes<sup>107</sup> qui ont démissionné du parti pour en former un autre (HEP, Parti du Travail du Peuple).<sup>108</sup> Avant les législatives, Erdal İnönü invite ces membres démissionnaires à rejoindre SHP de nouveau, pour que la question kurde soit portée sur la scène politique légale. D'ailleurs HEP n'a pas la possibilité d'entrer à l'Assemblée à cause du barrage de 10 %, une modification apportée par Özal (les partis dits « kurdes » n'ont jamais pu obtenir plus de 4 à 5 % des voix en Turquie, même dans les années les plus tourmentées du conflit). Ainsi, vingt-deux députés kurdes sont élus en réintégrant SHP. Mais ils démissionnent encore une fois en 1992 pour reformer le HEP, devenu plus tard le DEP (Parti de la Démocratie). Leur présence au sein du parlement n'a pas eu d'effets positifs. Les députés du HEP adoptent une stratégie qui consiste à attirer l'attention de l'Europe sur leur cause et à flatter leur base électorale, sans sortir du paradigme nationaliste, ce qui naturellement renforce la mainmise des « faucons » turcs<sup>109</sup> et réduit gravement le champ d'action de ceux qui sont favorables à un dialogue.<sup>110</sup> Cela

---

<sup>106</sup> VANER, art.cit., p.181. L'auteur souligne que si le PKK, d'inspiration stalinienne, « a pratiquement réussi à monopoliser le mouvement nationaliste kurde en Turquie », il n'a pu susciter ni « une guerre généralisée », ni « une sorte d'Intifada » dans les régions majoritairement peuplées de Kurdes en Turquie.

<sup>107</sup> Lorsque nous disons kurdes, nous voulons dire « ceux qui mettent en avant leur origine kurde ». Il faut savoir que traditionnellement un nombre important de députés en Turquie sont d'origines kurdes, mais ce sont souvent des notables ou des chefs de clan qui sont élus par leur clan à la suite d'un accord clientéliste passé avec un parti politique. MANGO, ibid., p.262 et voir le note en bas de page no 43.

<sup>108</sup> La sécession datait de 1989, date à laquelle la Fondation des Libertés des Mitterrand et l'Institut du Monde Kurde à Paris avaient organisé une conférence sur « la culture kurde » (Danielle Mitterrand avait visité la Turquie en 1988 afin de montrer son soutien aux réfugiés kurdes irakiens qui avaient fui l'armée irakienne. Cette visite a été un tournant dans le sens où elle a attiré l'attention de l'Occident sur les Kurdes et naturellement sur l'irrédentisme kurde en Turquie, qu'on n'a pas tardé à assimiler à « la lutte pour l'indépendance d'un peuple opprimé »). Les membres d'origine kurde du SHP étaient invités mais craignant que la conférence ne reste pas limitée aux questions culturelles, les dirigeants du parti leur ont finalement demandé de ne pas y assister. Néanmoins, certains députés d'origine kurde du parti se sont rendus à Paris en s'opposant à cette décision, et ils ont démissionné au retour et formé le HEP (Parti du travail du peuple).

<sup>109</sup> Allusion aux contextes américain et israélien. Nous désignons, par ce terme, les responsables politiques qui sont pour une politique musclée en ce qui concerne la question kurde.

<sup>110</sup> Les députés du HEP ont adopté une attitude provocatrice dès le lendemain des élections. Par exemple, une d'entre eux, Leyla Zana, est arrivée à l'ouverture de l'Assemblée avec un serre-tête arborant les couleurs du « drapeau kurde », le vert, le rouge et l'orange, et a tenté de prêter serment dans la langue kurde tout en sachant qu'en Turquie la langue officielle est le turc. Ce fut un scandale à l'époque et en même temps le début du processus qui a conduit à l'exclusion et l'arrestation de ces politiques. En 1995, Leyla Zana a reçu le prix Sakharov du Parlement européen en qualité de « députée kurde au parlement turc qui s'emploie à apporter une solution politique pacifique au problème kurde en Turquie » (<http://www.erm.lu/epm/id183.htm>). Plus tard, en 1999, le leader du PKK Abdullah Öcalan a confirmé lors

laisse le SHP dans une situation très délicate aussi. Il faut se souvenir que la République turque n'a été fondée qu'en 1923 et que « la Nation turque », fruit d'une construction commencée vers la fin des années 20, se poursuit encore. La vision nationaliste y est encore très forte. Donc toute revendication et militantisme pour une identité autre que celle du « citoyen turc » sont considérés comme une menace pour l'intégrité du pays. D'ailleurs, après 1991 il devient difficile de parler d'une solution pacifique du fait que le bilan de la violence du PKK atteint un niveau alarmant.<sup>111</sup>

L'action des députés kurdes à cette époque est marquée par le populisme et par un « nationalisme brut », dont l'équivalent est aisément visible pour la partie turque, qui est apparue comme empêchant toute approche constructive. La pression et l'action européennes aggravent davantage la tension au lieu de l'apaiser. A travers une série d'engagements, les pays européens montrent qu'ils reconnaissent le PKK comme une organisation légale, comme un parti politique, en tout cas comme le représentant des Kurdes de la Turquie.<sup>112</sup> Un certain nombre de membres du PKK trouvent asile en Europe en tant que « réfugiés politiques ». L'organisation est tolérée sur le sol européen et elle continue ses activités politiques ainsi que « financières » sans subir de contraintes de la part des autorités (le racket des ouvriers kurdes travaillant en Europe était une des ressources financières importantes du PKK).<sup>113</sup> Plus tard, la Grèce permettra même aux membres du PKK de s'entraîner sur son territoire, tout comme la Syrie.<sup>114</sup> Du point de vue turc, les pays européens ne font pas la distinction « PKK – kurde ». Ils accordent leur soutien à cette organisation qui recourt systématiquement à des moyens terroristes, alors qu'une telle organisation est en réalité loin de représenter les Kurdes de la Turquie, qui, pour leur grande majorité, n'approuvent pas sa violence.<sup>115</sup> D'autre part, aux yeux des Turcs le mot « kurde » et toute revendication autour de ce mot sont de plus en plus assimilés au PKK mais de façon diamétralement opposée à la vision qu'en ont les Européens : pour la grande majorité des Turcs, le PKK signifie la terreur et la menace de désintégration du pays. Lentement, un sentiment de communautarisme se développe au sein de la société turque en réaction au conflit armé : de manière « habituelle », les nationalismes s'alimentent mutuellement.

---

de son procès l'existence des liens « organiques » entre le PKK et le HEP (puis DEP) et affirmé « avoir donné l'ordre d'agir de manière provocatrice à l'Assemblée aux députés du HEP ».

<sup>111</sup> A la suite de la Guerre du Golfe, le PKK s'est implanté en Irak du nord après le retrait de l'armée irakienne de la zone, tout en s'emparant d'une partie des stocks d'armes et de munitions délaissées.

<sup>112</sup> MANGO, *ibid.*, p.244.

<sup>113</sup> VANER, *art.cit.*, p.182. « Toute opposition interne est liquidée, cela jusque dans certains quartiers de Paris et de Stockholm. (...) Une partie de ses ressources financières [du PKK] provient du racket (aussi bien en Turquie qu'en Europe occidentale), pratiqué sous forme de 'cotisations', 'd'impôt révolutionnaire' ou de 'dons' et, semble-t-il, de trafic de drogue. »

<sup>114</sup> MANGO, *ibid.*, p.112. D'après Vaner, « tout ce qui touche aux soutiens apportés au mouvement de guérilla kurde par les régimes syrien, iranien et grec, qui n'y ont vu qu'une carte à jouer dans leurs conflits d'intérêts avec Ankara, est ignoré lorsque cela n'est pas sciemment occulté en Europe occidentale. » dans VANER, *art.cit.*, p.183.

<sup>115</sup> Longtemps après les années les plus tourmentées du conflit armé, l'Union Européenne a décidé d'ajouter le PKK sur sa liste des organisations terroristes le 2 mai 2002. Voir : <http://www.institutkurde.org/cildekt/point.239.html#2>

## Annexe 4 : L'intégrisme religieux

---

Si la laïcisation « musclée » des années 20 et 30 a eu un succès considérable dans les villes, les milieux ruraux sont quand même demeurés conservateurs quant à la position de la religion dans l'espace public.<sup>116</sup> Après la mort d'Atatürk en novembre 1938, l'islamisme réapparaît lentement dans la vie quotidienne et l'islam devient un instrument politique important à partir de 1945 (passage au multipartisme) pour flatter les masses rurales qui constituent un potentiel électoral très important.<sup>117</sup> Le multipartisme entraîne également un changement dans la typologie des élites politiques, qui étaient jusqu'alors pour la plupart issues de la hiérarchie bureaucratique ou militaire. A partir des années 50, un nombre croissant de personnes d'origine rurale investissent la scène politique en s'appuyant sur les milieux ruraux ainsi que sur les masses de paysans qui ont immigré dans les villes pour travailler. D'après Vaner, cette nouvelle élite « réunit une classe marchande et des propriétaires fonciers qui veulent prendre une certaine distance par rapport aux pouvoirs publics centralisateurs ».<sup>118</sup> Bien entendu, l'islam fait partie de ces valeurs traditionnelles qui sont d'une importance vitale pour obtenir le soutien de ces masses. On fait de plus en plus preuve de tolérance face aux groupes religieux (comme les confréries et les sectes) que l'élite fondatrice de la République considérait comme « éradiqués » par la « Révolution turque ».

Le premier parti politique « islamiste », le Parti de l'Ordre National (MNP), voit le jour en 1970 sous la Constitution de 1961 qui apportait une véritable liberté politique au pays. Même s'il est dissous en 1971 pour anticonstitutionnalisme (comme parti anti-laïc), il est de nouveau fondé en 1972 sous le nom de Parti du Salut National (MSP) et devient membre de trois gouvernements de coalition jusqu'en 1980. Ainsi, l'islam devient un élément indiscutable de la scène politique à travers ce parti qui affirme représenter « les croyants du pays ». Après le coup d'Etat de 1980, la religion gagne encore plus d'importance par la mise en place de « la synthèse turco-islamique » sous les généraux. Le régime militaire qui affirme avoir fait un coup d'Etat au nom de la défense de l'héritage d'Atatürk, notamment au nom de la laïcité, établit par exemple un cours de religion dans l'enseignement secondaire, augmente le nombre des lycées *Imam-hatip* de façon considérable. Le but est « d'étouffer » la gauche, de dépolitiser la société et de reconstituer la vie politique autour d'un axe centre droit/conservateur/libéral, avec la religion comme un des deux éléments principaux de la cohésion sociale avec la « turcité ».

D'un certain point de vue ce but est atteint, néanmoins avec des effets secondaires sérieux comme le « surdéveloppement de l'islam politique » et la perte relative du contrôle étatique sur la religion qui est un élément essentiel de la laïcité turque. Le contexte post-1980 offre un terrain fertile à tous les mouvements islamistes qui sont devenus de plus en plus visibles dans l'espace public sous différentes formes : partis politiques, fondations, associations, chambres professionnelles... Parallèlement, les formes traditionnelles comme les sectes commencent à se manifester publiquement. D'ailleurs, un nombre non négligeable d'hommes politiques ont déjà des liens étroits avec des confréries comme l'illustre bien le cas de Turgut Özal.<sup>119</sup> Des auteurs comme

---

<sup>116</sup> VANER, art.cit., p.187.

<sup>117</sup> POULTON, ibid., p.212-213.

<sup>118</sup> VANER, Semih, « Laïcité et laïcisme Quelques réflexions sur l'islam politique dans le contexte pluraliste » dans VANER, Semih (sous dir.), **La Turquie**, Editions Fayard, Paris, 2005, p.317.

<sup>119</sup> KONGAR, ibid., p.253 et AYATA Sencer, « Himayecilik Parti ve Devlet, Türkiye'de İslamın Siyasallaşması » dans ÜNSAL, Artun(dir.), **75 Yılda Tebaa'dan Yurttaş Dođru**, Tarih Vakfı Yayınları, İstanbul, 1998, p. 245.



Kongar considèrent ce processus de normalisation de l'islam politique comme « la perte graduelle des acquis républicains », mais nous pouvons penser qu'il est possible aussi d'y voir « l'appropriation » et l'intégration de l'islam dans le système. Par contre, cette tolérance envers la présence de la religion dans l'espace public et dans la vie politique engendre le risque de renforcer les groupes extrémistes, ce qui a aussi été le cas en Turquie. Deux ans après les élections de 1991, en juillet 1993, une foule rassemblée par les militants islamistes incendie un hôtel à Sivas où résidaient 37 intellectuels et artistes venus pour un festival culturel. La majorité des victimes sont des alévis.<sup>120</sup> Aziz Nesin, un des meilleurs écrivains satyriques turcs, qui se déclarait athée depuis toujours et qui se trouvait parmi eux, a pu s'échapper de justesse. Les autorités publiques de Sivas font preuve d'une grande incapacité à intervenir si ce n'est pour lancer des appels au calme en direction des émeutiers. L'incident n'est pas uniquement lié à l'intégrisme car des tensions entre les sunnites et les alévites existent depuis des siècles dans cette région, mais il alerte quand même les « laïcs », à commencer par les militaires. En effet, l'incident de Sivas n'est pas un cas isolé. Il a été précédé d'une série d'assassinats au cours des années 1980 comme celui de Çetin Emeç (journaliste), Bahriye Üçok (universitaire), Muammer Aksoy (universitaire), Turan Dursun (universitaire), ou encore celui de Uğur Mumcu (journaliste).<sup>121</sup> A partir de la fin des années 80, l'islam radical est donc pris en compte comme une menace réelle en Turquie. Ce radicalisme a probablement aussi des sources à l'extérieur : surtout l'Iran est notamment accusé de soutenir les groupes islamistes extrémistes dans le but « d'exporter sa révolution ».

---

<sup>120</sup> KONGAR, *ibid.*, pp.254-263. D'après Massicard, les alévis constituent entre 10 et 25 % de la population en Turquie. « En raison des éléments d'origine chiite de leur culte, les alévis sont parfois considérés comme des 'chiites extrêmes'. Mais en réalité ils suivent une interprétation ésotérique de l'islam et se distinguent par des pratiques spécifiques auxquelles il reste difficile d'attribuer une origine précise, et dont certaines sont probablement antérieures à l'islam. [...] l'attitude des musulmans orthodoxes oscille entre leur dénier la qualité même de musulmans et les assimiler à l'islam orthodoxe en niant leur spécificité ou, au contraire, en rapportant cette dernière à des 'déviances' désormais caduques. » MASSICARD, Elise, « L'islam en Turquie, Pays 'Musulman et Laïc' » dans ROY, Olivier(dir.), **La Turquie d'aujourd'hui**, Universalis (Collection 'Le Tour du Sujet'), Paris, 2004, p.59.

<sup>121</sup> Voir le dossier d'Uğur Mumcu, un éminent journaliste assassiné présumablement par des islamistes extrémistes en 1993. On avance souvent la probabilité d'une connexion entre ces meurtres dont les meneurs n'ont jamais été retrouvés. Dans [www.belgenet.com/arsiv/suikast/mumcu.html](http://www.belgenet.com/arsiv/suikast/mumcu.html)

## Annexe 5 : Le dossier de Susurluk

---

Le scandale de *Susurluk* a été la confirmation, d'une certaine façon, du fait que la corruption avait profondément contaminé la bureaucratie et le monde politique en Turquie: en novembre 1996, une collision entre une voiture de luxe et un camion près de la bourgade Susurluk (Balıkesir), située sur la route nationale menant d'Izmir à Istanbul, avait mis en évidence l'existence d'un réseau illégal composé de fonctionnaires d'Etat, d'hommes politiques et de maffieux. Dans la voiture se trouvaient un député kurde, chef d'un clan reconnu comme pro-Etat, un mafieux recherché par Interpol (ancien militant d'extrême droite) et sa maîtresse, ainsi qu'un commissaire de police. Le coffre du véhicule contenait un arsenal complet d'armes. A part le chef de clan, les trois autres personnes avaient trouvé la mort. La réaction des médias ne s'est pas fait attendre. On voulait savoir comment un des criminels extrémistes « les plus recherchés » pouvait se trouver dans la même automobile que ces personnes, en disposant de plus d'une carte d'identité établie au nom d'un autre ancien militant d'extrême droite, également criminel.

La commission d'enquête créée au sein de l'Assemblée nationale a divulgué l'existence de « l'Etat profond », comme on n'a pas tardé à l'appeler. Il s'est avéré qu'à la suite du coup d'Etat de 1980, un groupe d'anciens militants de l'extrême droite avait été recruté par les services secrets pour la réalisation de certaines opérations « couvertes », comme la lutte contre l'organisation terroriste arménienne ASALA. En échange du « travail » effectué, ces militants gagnaient leur liberté (sinon ils étaient menacés d'être jugés pour les crimes qu'ils avaient commis avant 1980). Après l'émergence du séparatisme kurde armé en 1984 et surtout à partir de l'arrivée au pouvoir de Tansu Çiller en 1994, l'utilisation d'anciens criminels afin de lutter contre le terrorisme par des moyens non-orthodoxes était devenue la norme au sein de certains services de sécurité. Ce type d'opérations comprenait l'assassinat d'hommes d'affaires qui soutenaient financièrement le PKK, mais aussi l'enlèvement, la torture et le meurtre d'intellectuels, de journalistes considérés comme des supporteurs de cette organisation.<sup>122</sup>

L'enquête conduite par la Commission montrait comment ce fonctionnement illégal avait fini par dégénérer via la constitution de « bandes ». Depuis 1980, les anciens militants d'extrême droite avaient non seulement intégré les services de sécurité, mais aussi tissé un réseau illégal, donc une mafia. De ce fait, « l'Etat profond » ne fonctionnait pas uniquement en tant que contre-guérilla : ses membres profitaient de leur marge d'action pour s'enrichir personnellement à travers des activités illicites comme le trafic de drogue. Les membres « actifs » jouissaient bien entendu de la protection des hauts-fonctionnaires et de politiques impliqués dans l'affaire. Apparemment, le contexte de lutte contre le séparatisme kurde assurait une sorte d'impunité à ce réseau ou plutôt à « ces réseaux » car il existait plusieurs groupes en concurrence. Les profits tirés des activités illégales étaient tellement importants que leur partage pouvait de temps en temps causer des conflits entre eux. Ces faits ont été révélés dans les détails au fur et à mesure que les responsables des services de sécurité appelés à se défendre devant la commission ont essayé de se blanchir en s'accusant les uns les autres.

Malgré la démission du Ministre de l'Intérieur impliqué dans cette affaire, le mécontentement de la société persistait. Une ONG a organisé une « manifestation continue » pour faire pression sur le gouvernement qui ne montrait pas beaucoup d'empressement pour éclairer la

---

<sup>122</sup> KONGAR, *ibid.*, pp. 277-279.

situation. Tous les soirs à 21 heures, un très grand nombre de citoyens éteignaient les lumières pour protester contre l'absence de transparence et le fonctionnement du système en marge de la Constitution. Erdogan a perdu beaucoup de sa crédibilité en servant de bouclier à sa partenaire Çiller, à qui on reprochait d'être impliquée dans l'affaire (le chef de clan kurde qui se trouvait dans la fameuse voiture était un député du DYP). Le gouvernement a tenté en vain de faire la sourde oreille face à la réaction publique. Après la fin du travail d'enquête, le rapport de la commission parlementaire a été publié. Sur le plan juridique, aucune personne sauf celles qui avaient commis les assassinats n'a été condamnée. Mais la société turque a pris conscience de l'existence et du fonctionnement des réseaux illégaux qui avaient pénétré toutes les institutions.<sup>123</sup> L'arrestation en France d'un mafieux (ancien militant d'extrême droite turque) qui entretenait des relations avec certains ministres du cabinet de Yılmaz en novembre 1998 a apporté d'autres informations sur le dossier « Etat profond ».

---

<sup>123</sup> Ibid., p.280.

## Annexe 6 : La violence politique 1960-1980

---

En dehors de ce qui se passe sur le plan légal, il faut savoir qu'un certain nombre de groupes se créent également dans le cadre de structures informelles et, parfois, illégales. Vers la fin des années 60, les groupes qui se définissent comme socialistes peuvent être classés en trois catégories selon le moyen envisagé pour s'emparer du pouvoir.<sup>124</sup> Le premier groupement est celui du Parti Ouvrier de Turquie qui défend la possibilité de l'instauration du socialisme par les moyens démocratiques. Selon le *TIP*, une classe ouvrière susceptible de soutenir le mouvement socialiste est en train de se former, donc l'arrivée au pouvoir d'un parti socialiste sera tout à fait possible. D'ailleurs, le *TIP* cherche aussi à contribuer à la prise de conscience des ouvriers par le biais des syndicats avec lesquels il entretient des liens. Le deuxième groupement est celui qui s'est formé autour de deux revues, d'abord *Yön* (orientation, direction) ensuite *Devrim* (révolution) après l'arrêt de la première. D'après l'école *Yön-Devrim*, le développement d'une classe ouvrière en Turquie est insuffisant, et par conséquent, il est nécessaire de trouver un « court-circuit » pour obtenir le pouvoir. Ce « court-circuit » est la collaboration entre les intellectuels et les officiers « progressistes » de l'armée, qui réaliseront ensemble une révolution « élitiste-étatiste ». Bien que jamais explicitée, la voie dont il s'agit est un coup d'Etat militaire. Le dernier groupe est celui de la « révolution démocratique nationale » qui défend l'idée que la Turquie est un pays asiatique qui se trouve encore au stade féodal, et qui est sous la domination des Etats-Unis. En conséquence, il est nécessaire de faire une révolution « démocratique » contre la féodalité et une révolution « nationale » contre « l'impérialisme américain » avant le passage au socialisme.<sup>125</sup>

Les années 60 ont également vu l'arrivée d'une extrême droite sous le leadership d'Alparslan Türkeş, un des auteurs du coup d'Etat de 1960. Türkeş fait partie des quatorze membres « radicaux » du « Comité d'Union Nationale », envoyés en missions diplomatiques à l'étranger (pratiquement en exil) après le coup d'Etat.<sup>126</sup> Türkeş rentre en Turquie pour entrer dans la vie politique et il devient, rapidement, le président du Parti Républicain de la Nation Paysanne, un petit parti conservateur qu'il a rejoint en 1965. Peu après, il publie la nouvelle idéologie du parti résumée dans un pamphlet appelé « les Neuf Lumières ». « L'idéalisme » de Türkeş est en pratique un nationalisme violent qui met l'accent sur le turanisme (ou le pan-turkisme) et l'anticommunisme. Le nom du parti devient Parti d'Action Nationaliste en 1969. A partir de cette année, l'islam remplace la laïcité comme référence du mouvement pour attirer les conservateurs.<sup>127</sup> Ses jeunes militants appelés « les idéalistes », et surnommés « les loups gris », sont entraînés et endoctrinés pour affronter les militants de la gauche, d'abord dans les campus, puis dans les rues. Cette organisation paramilitaire bénéficie du soutien d'un dispositif de résistance anticommuniste

---

<sup>124</sup> KONGAR, op.cit., pp.168-169.

<sup>125</sup> Ibid.

<sup>126</sup> Les 14 membres « radicaux » du Comité d'Union Nationale étaient ceux qui désiraient conserver le pouvoir pour établir un « nouvel ordre » qui empruntait beaucoup d'éléments au fascisme. Voir ZÜRCHER, op.cit., p.255 ; AHMAD, Feroz, **Turkey The Quest For Identity**, Oneworld, Oxford, 2003, p.52.

<sup>127</sup> ZÜRCHER, op.cit., p. 270.

secret, la « contre-guérilla »<sup>128</sup>, ainsi que de la tolérance des gouvernements de droite et parfois des autorités publiques, qui la considèrent comme un moyen pour réprimer les mouvements de gauche.

Les manifestations étudiantes qui commencent en 1966-1967 ne cessent de s'accroître à partir de 1968 où des mouvements étudiants similaires voient le jour en Europe et aux Etats-Unis. Ces derniers ont sans aucun doute constitué un exemple pour les étudiants turcs qui défilent dans les rues, qui « boycottent » les cours ou qui occupent les salles, voire les facultés entières. Les étudiants ne font pas qu'exprimer leur frustration par rapport au système éducatif et aux conditions socio-économiques défavorables.<sup>129</sup> Etant « armés » des idées politiques interdites dans le passé mais tolérées sous la Constitution de 1961, les étudiants (de gauche) prennent une position critique contre le gouvernement qu'il considère comme insensible à leurs problèmes<sup>130</sup>, mais aussi contre « le système » dans son ensemble, l'ordre social tel qu'ils l'ont connu.

Le gouvernement de Demirel est hostile à la mobilisation des étudiants, tout comme il l'est à la mobilisation des ouvriers. Afin de pouvoir préserver son influence sur ses supporters conservateurs, le Parti de Justice fait de la « guerre contre le communisme » une thématique importante de son discours. Il faut savoir que l'ensemble des tendances de gauche sont présentées donc par le Parti de Justice comme étant du communisme. Lorsque le Parti Républicain annonce être *ortanın solu* (à gauche du centre), le Parti de justice en fait un slogan avant les élections de 1969 : *ortanın solu, Moskova yolu* (la gauche du centre c'est le chemin qui mène vers Moscou). Deuxièmement, l'opposition et les critiques de la gauche ne sont aucunement désirées. La meilleure preuve en est le traitement infligé aux députés du Parti Ouvrier qui sont (physiquement) agressés à l'Assemblée nationale.<sup>131</sup> Pourtant, face à la recrudescence des actions d'étudiants dont certaines dégénèrent en des incidents violents, le gouvernement du Parti de Justice ne peut pas avoir recours à des mesures répressives. Sachant que l'ensemble du monde universitaire a joué un rôle important dans la destitution du gouvernement du Parti Démocrate, il ne veut pas se confronter directement aux étudiants par crainte que leur répression ne déclenche une intervention militaire (nous verrons ci-dessous qu'une telle possibilité existe réellement). Alors, le gouvernement commence à suivre une politique de « laisser-faire » envers les militants d'extrême droite, qui « se chargent » de « lutter contre le communisme ». Les « Associations de lutte contre le

---

<sup>128</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.272. D'après Zürcher, la contre-guérilla était une organisation souterraine qui consistait à l'organisation et au financement des militants de droite, qui existait dans d'autres pays membres de l'OTAN. A l'origine, le but de l'organisation était d'organiser la résistance en cas de prise de pouvoir par les communistes. L'existence de l'organisation a été connue par le public vers la fin des années 70.

<sup>129</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.103-104. Les étudiants « étaient tout à fait capables de constater que seul un sur cinq des diplômés de lycées pouvaient obtenir le niveau suffisant lors du concours universitaire national afin de s'inscrire dans un programme d'enseignement supérieur. » A cette inégalité s'ajoutaient les difficultés sur le marché de l'emploi, sur lequel existaient très peu d'opportunités. Dans un rapport préparé par le sénat de l'Université d'Ankara en 1970, les principales causes des mouvements d'étudiants et de la violence étaient énumérées ainsi : « 1/ La demande pour une croissance plus rapide, 2/ La volonté de créer un ordre social plus équitable, 3/ La déception liée à la non-application de la Constitution et au dysfonctionnement de la démocratie en Turquie, 4/ La révolte causée par la négligence du gouvernement par rapport aux problèmes de la jeunesse, 5/ Le fait que l'étudiant ait des difficultés à s'adapter à l'enseignement supérieur à cause de l'insuffisance de l'enseignement secondaire, 6/ La perspective de rester au chômage après l'université. [...] » dans « Ankara Üniversitesi'nin Gençlik Olayları ile İlgili Raporu : Hükümet ve Polis Taraf Tutuyor », *Cumhuriyet*, 3 avril 1970, p.1 et 7.

<sup>130</sup> Ici, il faut lire « gouvernement du Parti de Justice » puisque les incidents commencent après l'arrivée au pouvoir de ce dernier en 1965. Néanmoins, la réaction du Parti Républicain n'était pas très différente de celle de son rival en ce qui concerne les mouvements étudiants. Voir KALAYCIOGLU, op.cit., p.103.

<sup>131</sup> Les députés du Parti Ouvrier Turc ont été agressés et battus le 20 février 1968 par un groupe de députés du Parti de Justice dans la salle d'audience de l'Assemblée nationale. Ce n'était pas le premier cas de violence contre le TIP. Par exemple, le bureau de Kayseri du parti avait été attaqué le 6 mai 1967. Dans KONGAR, op.cit., p.167.

communisme », dont la première est fondée en 1962, se multiplient tout au long des années 60. Celles-ci, avec d'autres organisations semblables qui regroupent les militants d'extrême droite et les islamistes, prennent les militants de gauche comme cibles. Cela permet au gouvernement de rester neutre en apparence, et d'affirmer en même temps que « le peuple réagit de son plein gré contre le communisme ». <sup>132</sup>

Les affrontements entre les groupes de gauche et de droite, les attaques systématiques contre les « cibles » désignées et les campagnes d'intimidation continuent pratiquement sans cesse tout au long des années 1970. La violence s'accroît nettement après 1975, année où le Parti d'Action Nationaliste (d'extrême droite) accède pour la première fois au pouvoir en faisant partie du premier gouvernement de « Front Nationaliste ». L'infiltration de l'administration, surtout de la police, par les « loyaux » de ce parti de 1975 à 1977 permet aux militants d'opérer dans une impunité quasi totale. <sup>133</sup> Néanmoins, il faut admettre qu'ils sont également soutenus par une grande partie de la droite turque dans cette « lutte contre le communisme », et que probablement, cet objectif « patriotique » dissimule d'autres enjeux, notamment économiques. Par exemple, en s'attaquant aux syndicats de gauche, l'action « nationaliste » cherche à intimider les mouvements ouvriers dont le poids politique et le pouvoir de négociation ne cessent d'augmenter. <sup>134</sup> Quant à la gauche turque, nous pouvons dire qu'elle « ne s'est pas complètement remise » du choc du coup d'Etat du 12 mars 1971 et de la répression orchestrée par le régime pro-militaire qui l'a suivi. Les clivages qui marquaient la gauche déjà avant 1971 donnent naissance à plusieurs groupes, fractions, groupuscules légaux et illégaux, qui « combattent » les uns contre les autres aussi bien que contre la droite et l'extrême droite. Nous pouvons penser que le régime du 12 mars a également été à l'origine de certains de ces groupes, en réprimant et marginalisant leurs futurs fondateurs.

Le coût en vies humaines d'une telle situation est très élevé : jusqu'en 1975, les assassinats sont limités à quelques dizaines par an, mais par la suite le nombre de meurtres augmente de façon très importante : 108 en 1976, 315 en 1977, 1 095 en 1978, 1 362 en 1979, 2 206 en 1980 (dans les huit premiers mois seulement, sachant que l'armée a pris le pouvoir le 12 septembre 1980). <sup>135</sup> Outre les militants qui s'affrontent, plusieurs personnalités publiques (surtout des intellectuels) et des « quidams » sont victimes de la terreur. <sup>136</sup> Comme Zürcher le souligne, « ce qui rendait l'extrémisme politique aussi extraordinairement violent en Turquie était le fait qu'il se superposait avec une culture traditionnelle dans laquelle l'honneur et la honte, un contraste extrême entre la famille ou le clan d'une personne et les étrangers, ainsi que la vendetta jouent un rôle prédominant. Des connotations politiques ont été données aux conflits traditionnels. Le cas le plus marquant a été celui de Kahramanmaraş de décembre 1978 où un pogrom d'alévites (le pire parmi une série) organisé par les *loups gris* [les militants de l'extrême droite] a coûté la vie à plus de 100 personnes. »

Les lignes de démarcation culturelles, ethniques, religieuses et politiques dont certaines étaient considérées comme « effacées par la République », reviennent sur le devant de la scène, et

---

<sup>132</sup> KONGAR, op.cit., pp.165-169.

<sup>133</sup> ZÜRCHER, op.cit., p.276. L'ouvrage **Itiraf: Eski Ülkücü MHP'yi Anlatıyor** concernant les aveux d'Ömer Tanlak, ancien militant d'extrême droite est intéressant dans la mesure où il montre à quel point ces militants pouvaient agir librement (Aydınlık Yayınları, Istanbul, 1997).

<sup>134</sup> KAZANCIGIL, art.cit., p.142.

<sup>135</sup> KUYAS, Ahmet (sous dir.), **Tarih**, Tüsiad, Istanbul, 2002, p.316.

<sup>136</sup> Par exemple, Bedrettin Cömert (universitaire), Necdet Bulut (universitaire), Ümit Doğanay (universitaire), Orhan Cavit Tütengil (universitaire), Abdi Ipekçi (journaliste), İlhan Darendelioğlu (journaliste), Ümit Kaftancıoğlu (journaliste), Gün Sazak (ex-ministre du Parti d'action Nationaliste), Nihat Erim (ex-Premier ministre), Abdurrahman Köksaloğlu (député d'Istanbul du Parti Républicain), Kemal Türkler (syndicaliste). Dans Cemal KOÇAK, op.cit., p.280

sont même plus fortes : droite/gauche, alévite/sunnite, kurde/turc, laïc/religieux...<sup>137</sup> Ces divisions (qui se doubleraient de subdivisions aussi) sont d'une visibilité étonnante au niveau symbolique (même les cafés de rue étaient déclarés comme appartenant à des groupes précis) et elles affectent tous les groupes sociaux, toutes les institutions publiques ou privées. Cela rend d'ailleurs particulièrement difficile de lutter contre les auteurs de la violence politique. Un des cas les plus connus est celui de la police dont les membres peuvent choisir entre deux associations professionnelles, l'une de gauche (*Pol-Der*), l'autre de droite (*Pol-Bir*).<sup>138</sup> Par ailleurs, des villes, des bourgades, des villages sont identifiés selon l'idéologie politique dominante. Surtout dans les grandes villes, des quartiers et même des rues sont déclarés comme « libérés » par des groupes politiques.<sup>139</sup> L'exemple le plus extrême (mais illustratif) est probablement la proclamation de la « République soviétique de *Fatsa* », par le maire de cette bourgade rattachée à Ordu sur la côte de la Mer Noire.<sup>140</sup> Notons par ailleurs que la fin des années 1970 donne également naissance au mouvement irrédentiste kurde armé, néo-marxiste à l'exemple d'autres groupes d'extrême gauche.<sup>141</sup>

Face à la violence politique, les gouvernements successifs n'ont pas plus de succès qu'ils n'en ont face à la crise économique. En effet, la Turquie souffre des gouvernements reposant sur des coalitions fragiles lors d'une décennie particulièrement problématique, à la fois sur le plan national et international. Il est possible de parler d'un « déficit de pouvoir » en Turquie, voire d'une « incapacité à gouverner » de l'élite politique turque à partir de 1977. Le système politique se paralyse graduellement, comme l'affirme Zürcher, parce que « les deux partis majeurs ont été incapables de coopérer après la restauration de la démocratie en 1973, assurant ainsi une influence disproportionnée aux petits partis extrémistes. »<sup>142</sup> Une coalition entre le Parti de Justice et le Parti Républicain, qui semble être la seule base possible pour un gouvernement de majorité (donc pour la stabilité politique), ne se réalise pas, tant à cause des différends idéologiques qu'à cause des enjeux de rivalité entre les leaders. Par ailleurs, les deux partis se trouvent, à l'issue de chaque élection, presque à deux doigts de la majorité sans jamais l'obtenir, ce qui les pousse à se contourner l'un l'autre en s'associant aux partis mineurs qui savent profiter de la situation.<sup>143</sup>

Les deux gouvernements de « Front Nationaliste » dirigés par Süleyman Demirel et le gouvernement surnommé de « l'Hôtel Soleil », dirigé par Bülent Ecevit, en sont deux exemples

---

<sup>137</sup> Kazancıgil parle d'un « pacte républicain » s'assimilant à l'Etat et d'un « pacte démocratique s'assimilant à la société » qui coexistent sur la scène politique turque. En simplifiant, nous pouvons voir le premier comme une élite jacobine, modernisatrice, étatiste et le deuxième comme une élite attachée aux valeurs traditionnelles, économiquement libérale et mal à l'aise par rapport à l'intervention de l'Etat dans les divers aspects de la vie. D'après Kazancıgil, à partir de la fin des années 60, les oppositions et les crises entre les deux pactes se sont déroulés selon deux lignes de clivage : « la première, celle de toujours, de type culturel et identitaire, opposait les forces laïques, essentiellement les élites étatiques et les classes moyennes urbaines, aux traditionalistes islamiques ; la seconde, de caractère socioéconomique, opposait la classe capitaliste et la classe ouvrière. Cette seconde ligne de fracture était nouvelle, elle correspondait à l'industrialisation et à l'urbanisation d'une société devenue plus inégalitaire ». KAZANCIGIL, art.cit., p.141.

<sup>138</sup> KALAYCIOGLU, op.cit., p.114 ; voir les mémoires d'un ancien membre de *POL-DER* aussi : ÖNER Sıtkı, *Halkın Polisi - Pol-Der Anıları*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2003.

<sup>139</sup> « Durant la « période de la violence des années 70, par exemple, imposer sa propre visibilité impliquait le contrôle total d'un espace donné, souvent à l'échelle du quartier ou d'un chef-lieu de province, et l'interdiction d'exprimer toute autre appartenance que la sienne ». BOZARSLAN, Hamit, « Structures de pouvoir, coercition et violence », dans VANER, op.cit., p.240.

<sup>140</sup> ZÜRCHER, op.cit. p.277.

<sup>141</sup> Ibid

<sup>142</sup> ZÜRCHER, op.cit. p.276.

<sup>143</sup> Ibid.

marquants. Dans le cas des gouvernements de « Front Nationaliste », le leader du Parti de Justice préfère collaborer avec le Parti d'Action Nationaliste, un des principaux responsables de la violence politique, afin de barrer la route au Parti Républicain d'Ecevit. Dans le second cas, c'est Bülent Ecevit lui-même qui offre 11 ministères aux 11 députés démissionnaires du Parti de Justice pour former un gouvernement. Ce dernier est surnommé « Hôtel Soleil » d'après le nom de l'hôtel où Ecevit a négocié avec les démissionnaires.<sup>144</sup> Dans les deux cas les deux leaders ont perdu de leur prestige aux yeux de la société mais ils ont néanmoins préféré ne pas s'unir. D'après Koçak, le fait que « les deux partis refusent d'établir un consensus sur la politique intérieure depuis 1961 (à part l'élection du Président en 1973) est la maladie la plus grave du régime qui a entraîné l'effondrement de la 'Démocratie de 1961'. »<sup>145</sup>

Comment interpréter cette crise de la fin des années 1970 qui a amené la Turquie au stade de guerre civile et qui a ouvert la voie à une intervention de l'armée ? Après tout, comme Keyder le souligne, ce pays « semblait, au début des années 1960, être un pays capable de suivre la même évolution que les pays comme la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, cap mis sur l'Europe. »<sup>146</sup> A notre avis, il faut prendre en compte trois principaux facteurs qui sont la fragilité du tissu social, la jeunesse (relative) de la démocratie turque et l'effondrement du modèle économique. Premièrement, notons que le niveau de polarisation politique et de violence atteint montre à quel point la cohésion sociale demeure faible bien que plus d'un demi-siècle se soit écoulé depuis la fondation de la République. Des clivages idéologiques, aussi bien que des clivages plus anciens (ou « traditionnels ») qu'ils dissimulent dans certains cas sont capables de pousser les individus à un sectarisme extrême. Cela met en cause l'homogénéité et la cohésion de la société turque pourtant supposées assurées par la République. S'il est exagéré de parler d'un « échec » du projet républicain, il faut néanmoins admettre que l'identité de « citoyen » est toujours au second plan par rapport à d'autres. Des facteurs socio-économiques comme le chômage, les migrations internes liées à la modernisation de l'agriculture et à l'industrialisation, alimentent ces clivages : autour des zones industrielles se forment des quartiers défavorisés où les organisations ayant recours à la violence peuvent recruter des militants plus facilement qu'ailleurs.

Deuxièmement, il est possible de parler de la « jeunesse » de la démocratie turque, au sens où les acteurs ont toujours, comme nous pouvons le constater, du mal à admettre les règles du « jeu démocratique ». Visiblement, ceux qui opèrent dans la légalité (les partis politiques) considèrent la démocratie comme un régime permettant à celui qui obtient la majorité aux élections d'agir selon sa volonté. Alors la démocratie se trouve réduite à un enjeu électoral, clientéliste, où il n'est pas question de chercher le consensus avec d'autres acteurs, en faisant si nécessaire des compromis. De toute façon, « le pouvoir est à celui qui a obtenu le plus de votes ». Quant à ceux qui agissent dans l'illégalité, pour eux la démocratie en place est souvent une illusion, qui sera balayée si nécessaire (même, « de préférence » pour certains) afin d'être remplacée par un « véritable » régime démocratique structuré, bien entendu, d'après leur vision politique. Il n'est alors pas question de rester dans le cadre du jeu en place mais de le « court-circuiter » par le recours à la violence afin d'obtenir le pouvoir politique. Dans le premier cas, les acteurs (légaux) désignent le soutien électoral comme leur principale source de légitimité tandis que dans le deuxième, les acteurs

---

<sup>144</sup> Le premier gouvernement de Front Nationaliste a été en charge du 31 mars 1975 au 21 juin 1977. Le deuxième a suivi les élections de 1977 qui ont donné la victoire électorale au Parti Républicain d'Ecevit, qui, n'ayant pas obtenu la vote de confiance, a dû laisser la place à la coalition du Parti de Justice, du Parti de Salut National et du Parti d'Action Nationaliste (du 21 juillet 1977 au 5 janvier 1978). Le gouvernement « d'Hôtel Soleil » dirigé par Ecevit a pu survivre du 5 janvier 1978 au 12 novembre 1979.

<sup>145</sup> KOÇAK, Cemil, « Siyasi Tarih » dans AKŞIN, op.cit., p.277.

<sup>146</sup> KEYDER, op.cit. p.293.



(souvent illégaux) affirment tirer leur légitimité d'une « vérité absolue » qu'ils détiennent eux seuls, sous forme d'un discours idéologique.

Enfin, il faut évoquer la fin du modèle économique comme catalyseur de la crise politique. La stratégie de la substitution des importations a été sans aucun doute efficace dans le sens où l'objectif était de démarrer la croissance industrielle. D'autre part, telle qu'elle a été appliquée en Turquie, elle a fonctionné également comme un appareil de redistribution de la richesse, tant celle produite dans le pays que des ressources provenant de l'extérieur : les capitalistes ont bénéficié des subventions directes et indirectes de l'Etat, en plus de la fermeture du marché aux producteurs étrangers ; les ouvriers syndicalisés ont obtenu des augmentations de salaire réelles tout au long de la période, ce qui est valable aussi pour les travailleurs du secteur public. D'ailleurs, ce dernier a constitué à lui seul un moyen de redistribution : les gouvernements s'en sont servi pour créer des emplois (souvent pour leur propre base électorale) aux dépens de la rentabilité. Les agriculteurs – petits ou grands – ont été subventionnés, notamment par le biais des prix d'achat minimum garantis par l'Etat pour leurs produits. Ainsi, comme Boratav l'affirme, « de grandes masses ont bénéficié de la croissance ». <sup>147</sup>

Néanmoins, « le modèle [l'industrialisation par la substitution des importations] était sans défense contre les fluctuations de l'économie mondiale. » <sup>148</sup> Pour qu'il puisse continuer à fonctionner, « l'économie mondiale ne devrait jamais être en récession mais toujours en expansion. Les crédits à taux d'intérêts bas, les marchés mondiaux qui se développent, la possibilité d'embauche [pour les ouvriers turcs] à l'étranger et le pétrole bon marché ont été les bases de la période d'expansion continue de l'économie turque. La crise mondiale a annoncé la fin de l'histoire du succès économique, en détruisant ces conditions [favorables]. » <sup>149</sup> Ce n'était pas uniquement la fin d'une stratégie de croissance choisie, mais en même temps la fin du schéma de redistribution de la richesse que nous avons décrit ci-dessus, et du consensus social tacite qui a rendu possible la mise en œuvre de cette stratégie. Lorsque le modèle économique est devenu insoutenable, les conditions ont nécessité la redéfinition du schéma et ce consensus a cessé d'exister. Par conséquent, cela a davantage aggravé les tensions sociales que la croissance économique avait pu (du moins partiellement) apaiser.

---

<sup>147</sup> BORATAV ZÜRCHER, op.cit. p.358.

<sup>148</sup> KEYDER op.cit. p.261.

<sup>149</sup> Ibid.

**Annexe 7 : Liste des ONG auxquelles nous avons envoyé notre questionnaire (58 au total)**

---

- Acil İhtiyaç Projesi Vakfi (Istanbul)
- Acil Tip Derneđi (Izmir)
- Afete Karsi Sivil Koordinasyonu Destekleme Derneđi (Istanbul)
- AG 17 Yardim Gonulluleri Derneđi (Istanbul)
- Anne-çocuk Vakfi (Istanbul)
- Ari Hareketi (Istanbul)
- Aydinlik İcin Yurttas Girişimi Destekleme Derneđi (Istanbul)
- Beyaz Nokta Vakfi (Ankara)
- Cagdas Eđitim Vakfi (Istanbul)
- Cagdas Yasami Destekleme Derneđi (Istanbul)
- Dayanisma Gonulluleri Derneđi (Istanbul)
- Doga ile Baris Derneđi (Istanbul)
- Dunya Yerel Yonetim ve Demokrasi Akademisi (Istanbul)
- Genç Yonetici ve İsadamlari Derneđi (Istanbul)
- Helsinki Yurttaslar Derneđi (Istanbul)
- İnsan Kaynagini Gelistirme Vakfi (Istanbul)
- İnsan Sađlik ve Eđitim Vakfi (Istanbul)
- İnsani Yardim Vakfi (Istanbul)
- Istanbul Uluslararası Kadınlar Derneđi (Istanbul)
- Istanbul Avrupa Gençlik Forumu Derneđi (Istanbul)
- Istanbul Çevre Gonulluleri Platformu (Istanbul)
- Izmit Kent Kurultayı - Yerel Gündem 21 (Izmit)
- Türkiye Kizilay Derneđi (Ankara)
- Lions Club (Istanbul)
- Lokman Hekim Sađlik Vakfi (Istanbul)
- Sosyal Demokrat Vakfi (Istanbul)
- Tarih Vakfi (Istanbul)
- TC Marmara ve Bogazlar Belediyeler Birliđi (Istanbul)
- Telsiz ve Radyo Amatörleri Cemiyeti (Istanbul)
- Türkiye Eđitim Gonulluleri Vakfi (Istanbul)
- Turk Psikologlar Derneđi (Istanbul)

*Les ONG de sauvetage*

- Afet Durumu Arama Kurtarma İmeceleri Derneđi (Istanbul)
- Arama Kurtarma Arastirma (Istanbul)
- Arama Kurtarma Derneđi (Istanbul)

- Bursa Gonullu Arama Kurtarma Ekipleri ve Yerel Gündem 21 Koordinasyon Kurulu (Bursa)
- Gonullu Arama Kurtarma Dernekleri Ortak Çalışma Grubu (Yalova)
- İstanbul Yardım Grubu (İstanbul)
- Organize Destek Arama Kurtarma Derneği (İzmir)
- Yeni Yüksektepe Derneği GEA Arama Kurtarma Ekoloji Grubu (İstanbul)

*Les ONG de « quartier » (İstanbul)*

- Altunizade Yurttaş İnisiyatifi
- Arnavutköy Semt Girişimi
- Cihangir Güzelleştirme Derneği
- Bebekliler Derneği
- Esenkent - Afet Hazırlık ve Kurtarma
- Kuzguncuklular Derneği
- Moda Gonulluları

*Les ONG professionnelles*

- Türk Psikologlar Derneği (İstanbul)
- Türkiye Seyahat Acentaları Birliği (İstanbul)
- İstanbul Ticaret Odası (İstanbul)
- Mimarlar Odası (İstanbul)
- İstanbul Sanayi Odası (İstanbul)
- Şehir Planlamacıları Odası (İstanbul)
- İnşaat Mühendisleri Odası (İstanbul)

*Les ONG de victimes des tremblements de terre*

- Yalova Depremzedeler Derneği (Yalova)
- Bekirpaşa Depremzedeler Derneği (İzmit)
- Karamürşel Depremzedeler Derneği (İzmit)
- Küçükçekmece Deprem Dayanışma Grubu (İstanbul)
- Değirmendere Depremzedeler Derneği (İzmit)
- Düzce Depremzedeler Derneği (Sakarya)

## **Annexe 8 : Le questionnaire envoyé aux ONG turques**

---

Nom de l'ONG

Contacts

Questionnaire

1. Date et lieu de fondation.
2. Point de départ / mission.
3. Veuillez indiquer vos effectifs actuellement. Possédez-vous une base de données des adhérents ?
4. Pouvez-vous établir une typologie générale des adhérents ?
5. Quels ont été les travaux de votre ONG lors des séismes de 1999 ?
6. Avez-vous coopéré avec des institutions gouvernementales ? Si oui, précisez les institutions et le motif de la coopération.
7. Avez-vous coopéré avec des ONG turques et/ou étrangères ? Si oui, précisez les ONG et le motif de coopération.
8. Avez-vous gardé le contact avec ces institutions et / ou ces ONG après les séismes ? Si oui, veuillez préciser leurs noms et le motif de la relation (projet commun, financement, formation...)
9. Quels ont été vos travaux post-catastrophe dans la zone de séisme ? Y a-t-il des projets qui continuent encore ?
10. Votre mission a-t-elle été modifiée / élargie après les séismes ?
11. Vos effectifs ont-ils été accrus à la suite des séismes ?
12. Quelles sont les modalités de financement de votre ONG ? Vos coopérations au niveau national et/ou international vous ont-elles assuré des financements ?
13. Quels sont vos futurs projets ?

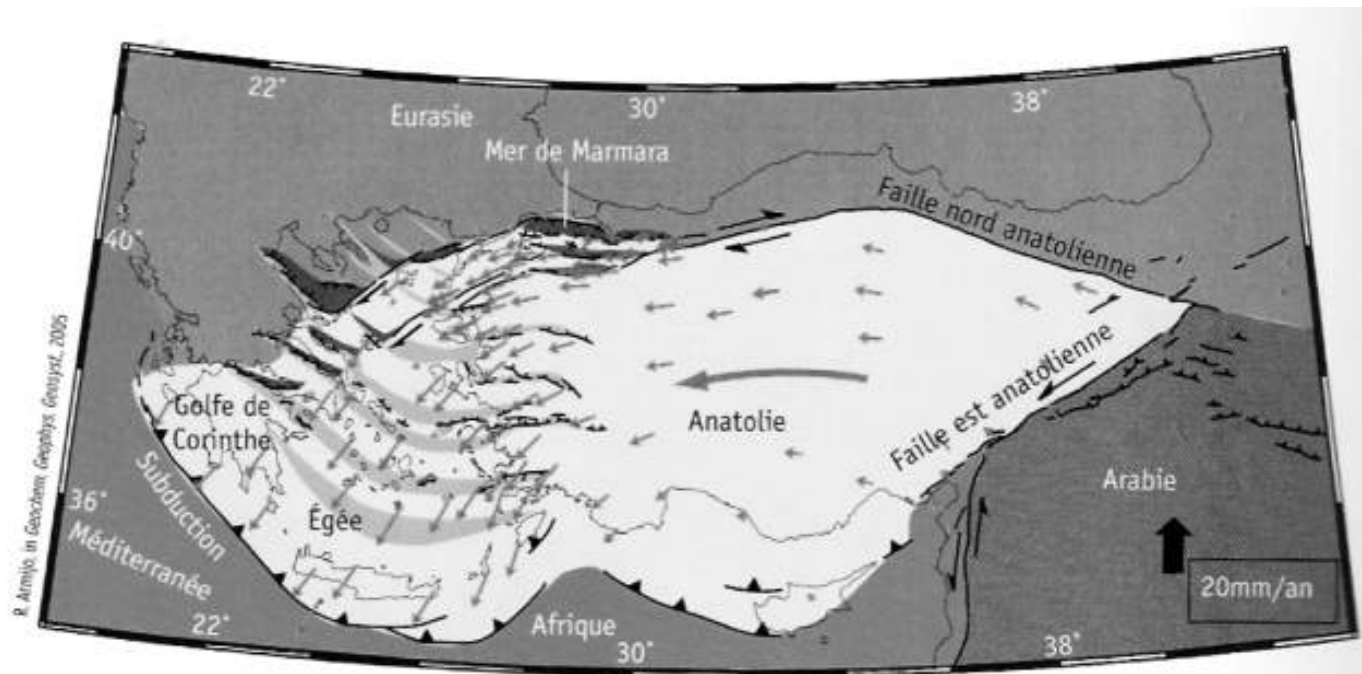




Turquie du nord-ouest



Turquie du nord-est

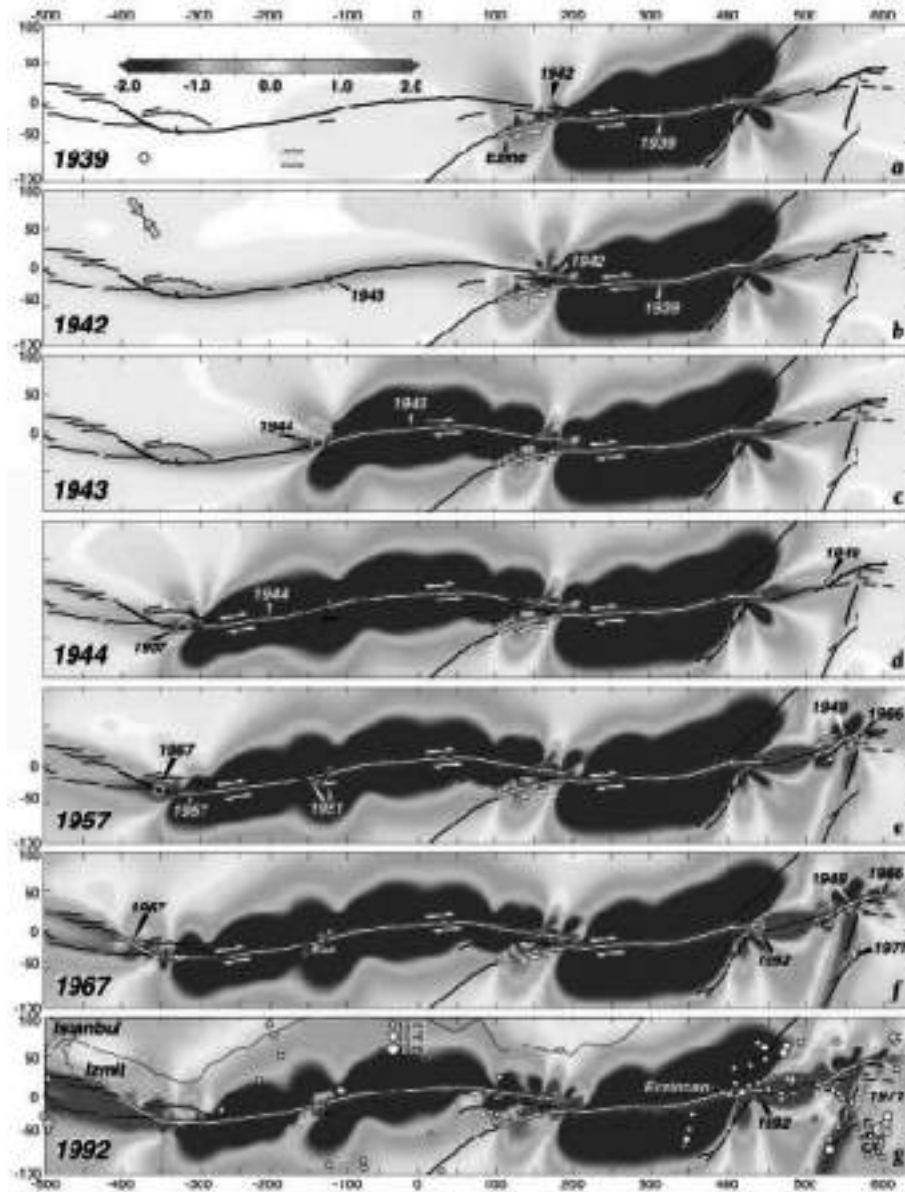


**3. LE BLOC ANATOLIE-ÉGÉE** est pris en étau entre les plaques africaine et eurasiennne à l'est. À l'ouest, sous la mer Égée, la partie océanique de la plaque africaine plonge sous la plaque eurasiennne dans une zone de subduction. Le bloc Anatolie-Égée se trouve alors étiré (*bandes orange*). La mer de Marmara est devenue un bassin d'extension à l'endroit où la faille nord anatolienne forme un coude. Les vitesses de déplacement sont de deux à trois centimètres par an selon les mesures GPS (*flèches rouges*) et les études géologiques.

### Le bloc tectonique Anatolie-Egée et son déplacement vers l'ouest

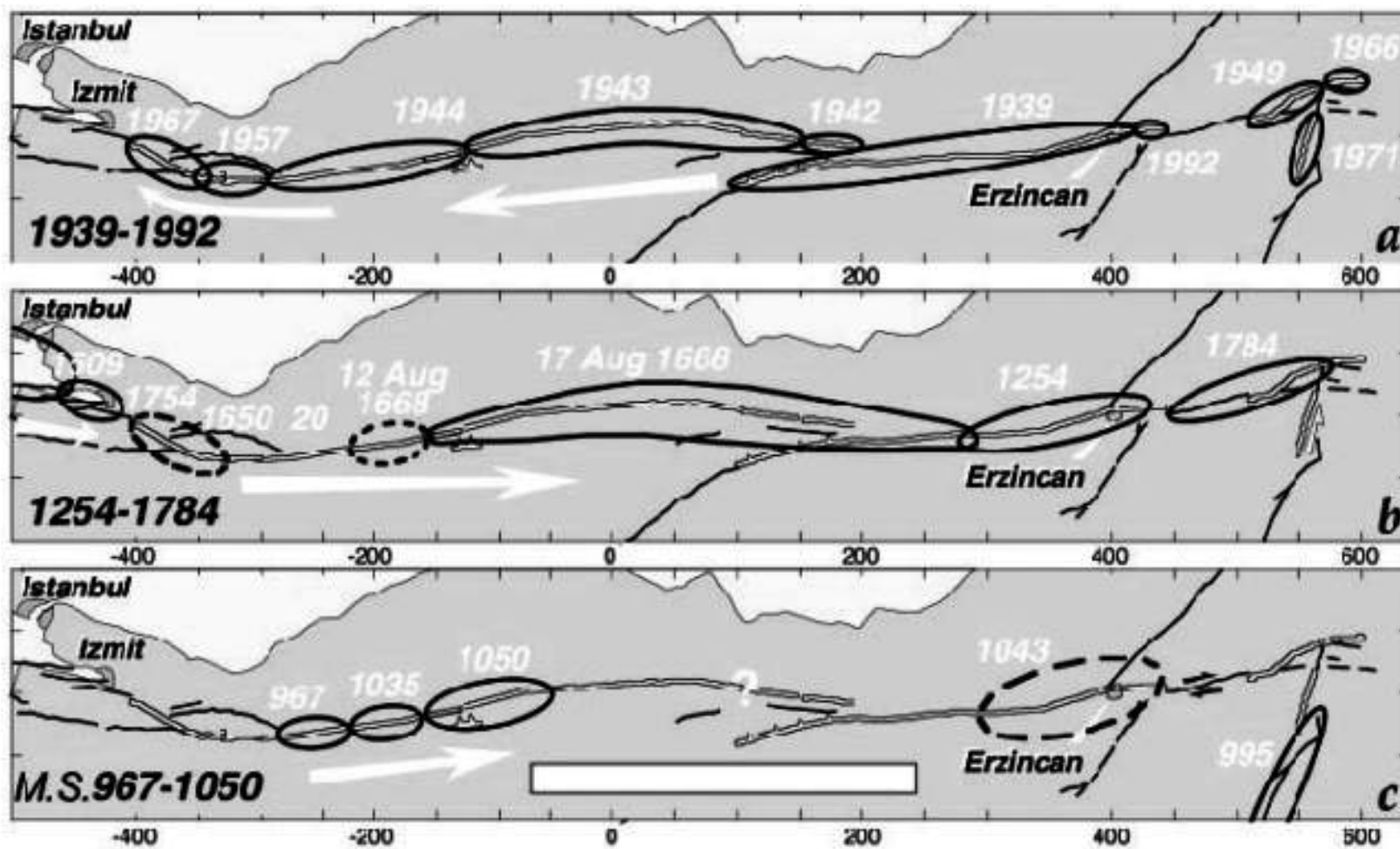
Source : ARMIJO Rolando et PONDARD Nicolas, « Istanbul : quel séisme se prépare ? », *Pour la science*, dossier spécial n° 51 (avril-juin 2006), p.52.





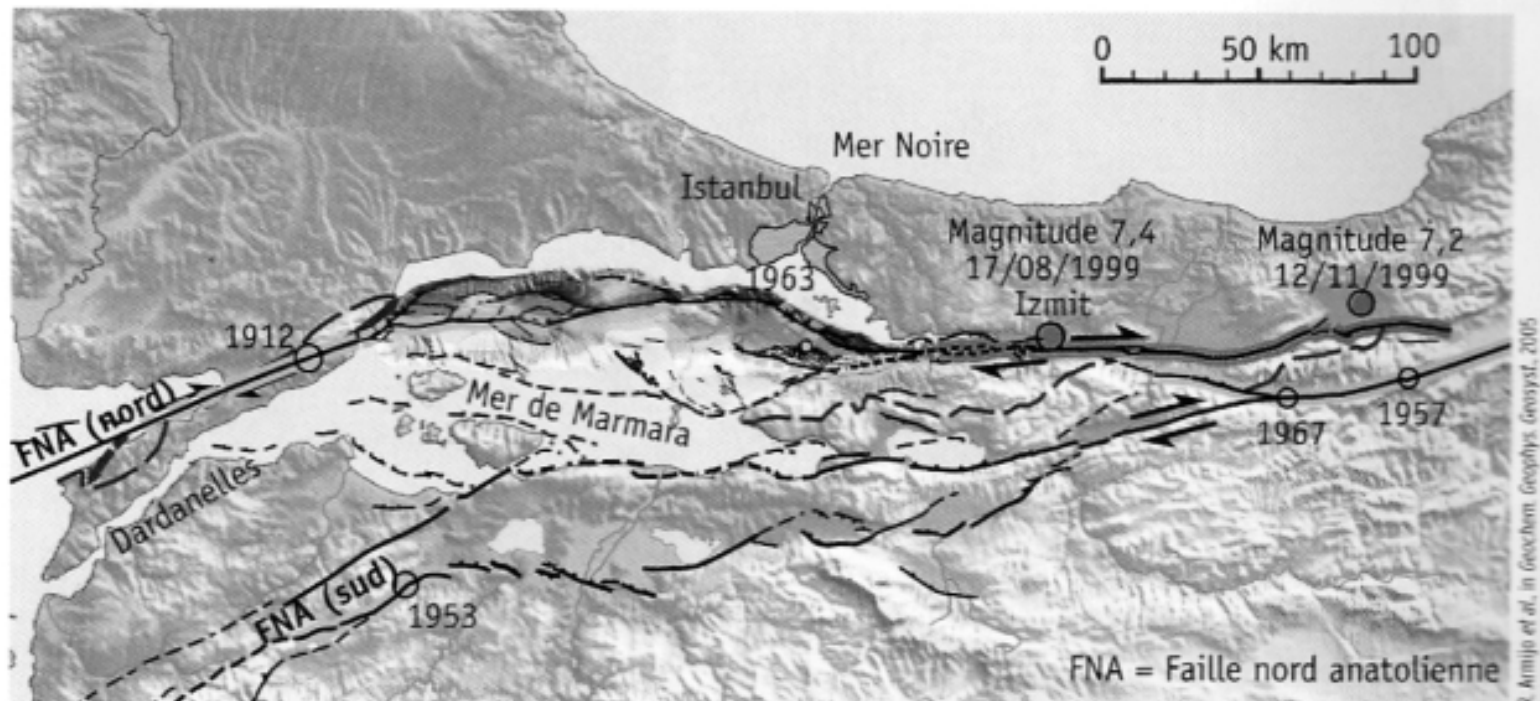
*Changements cumulés de la contrainte statique de Coulomb depuis 1939 sur la faille Nord-Anatolienne*

Source : KURTULUŞ Özgür, « Kuzey Anadolu Fayı'nda Gerilme Aktarımı : Deprem Batıya Göçü », *Bilim ve Teknik*, septembre 1999, p.23.



*Déplacements des tremblements de terre sur la faille Nord-Anatolienne depuis l'an 967*

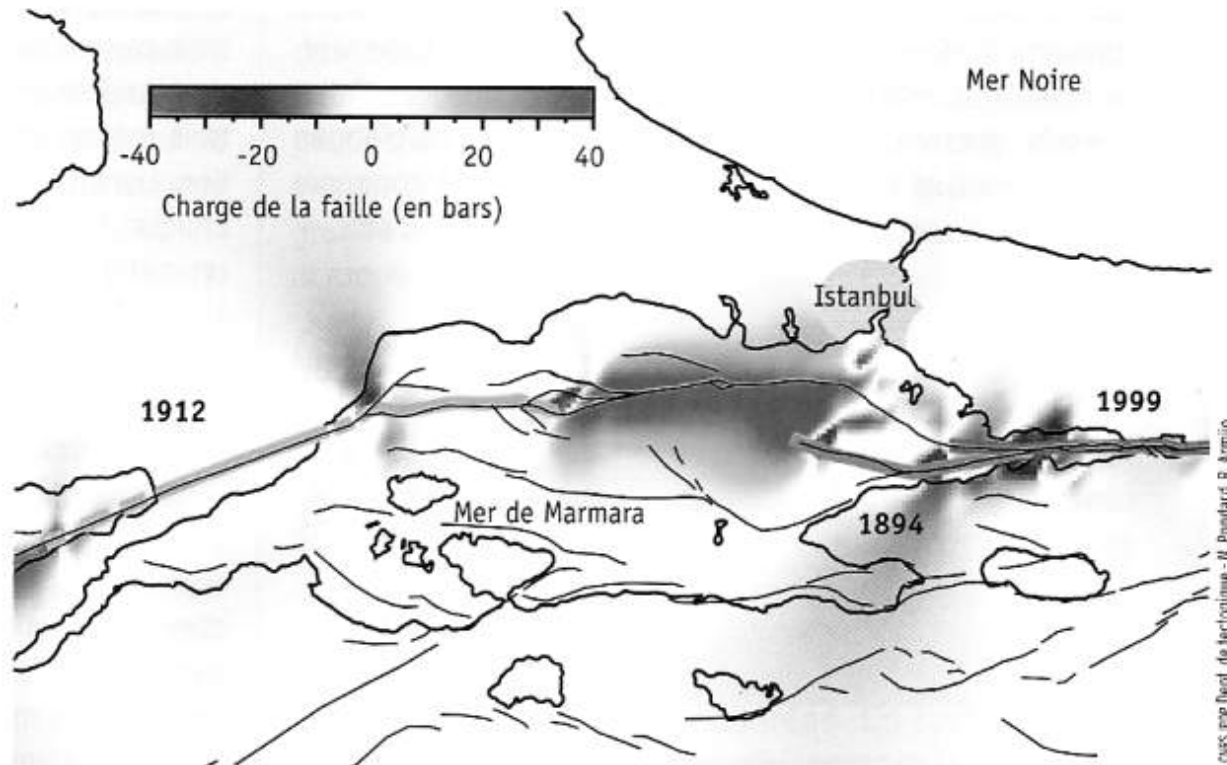
Source : KURTULUŞ Özgür, « Kuzey Anadolu Fayı'nda Gerilme Aktarımı : Depremin Batıya Göçü », *Bilim ve Teknik*, septembre 1999, p.24.



**2. LA FAILLE NORD ANATOLIENNE** se divise en deux branches principales au nord-ouest de la Turquie. La branche nord longe le golfe d'Izmit, marque les bordures du bassin de Marmara, coupe les structures des Dardanelles, et longe le golfe de Saros. Le séisme d'Izmit s'est produit sur cette branche à l'est de la mer de Marmara (*trait rouge*) et a rompu 140 kilomètres de faille. On s'attend à un second séisme sur cette branche plus près d'Istanbul.

**La faille Nord-Anatolienne dans la région de Marmara. Les cercles indiquent les séismes survenus**

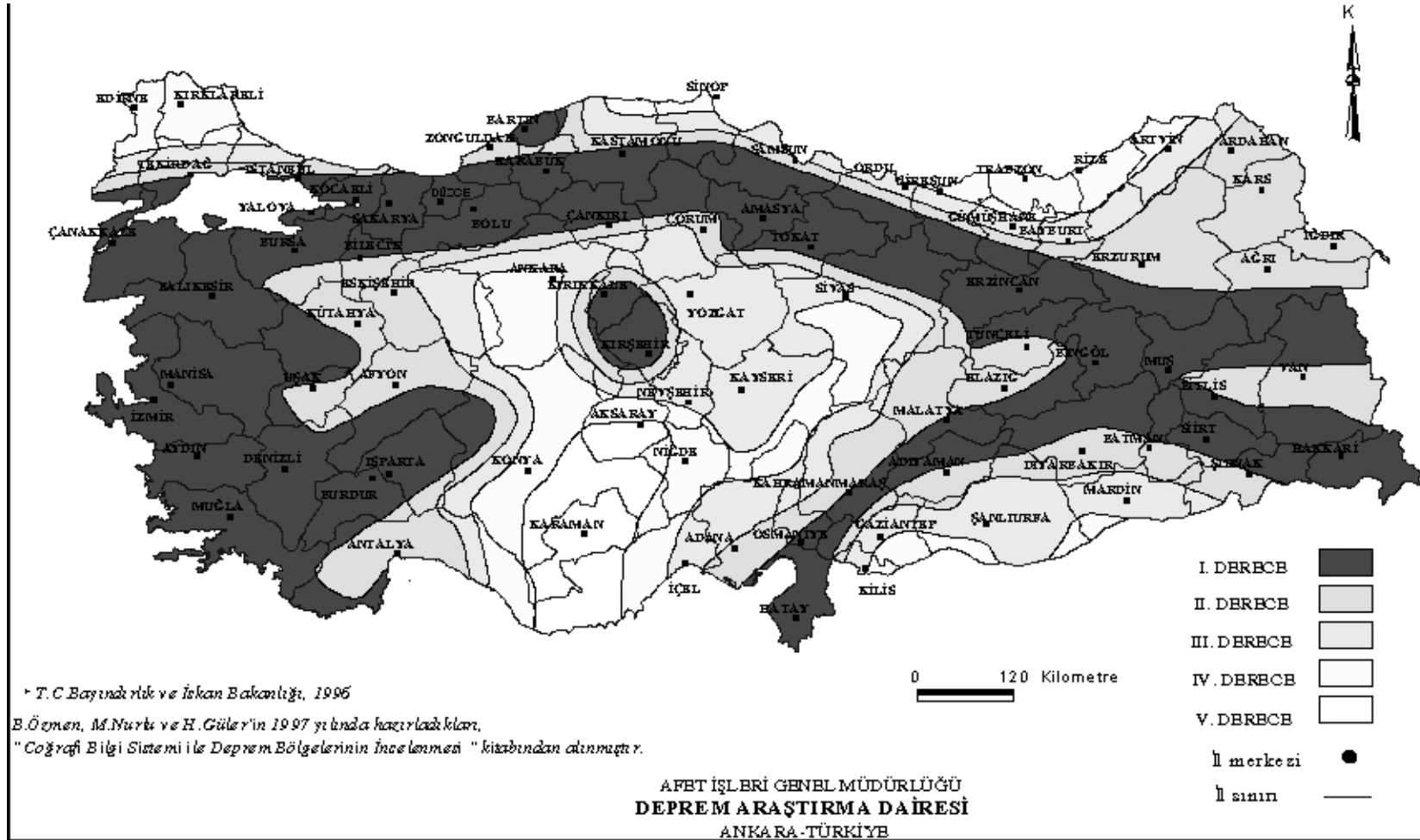
Source : ARMIJO Rolando et PONDARD Nicolas, « Istanbul : quel séisme se prépare ? », *Pour la science*, dossier spécial n° 51 (avril-juin 2006), p.52.



**6. LA TENSION** accumulée par les failles proches d'Istanbul est évaluée en prenant en compte les séismes de 1894 (*en bleu*), de 1912 (*en orange*) et de 1999 (*en rouge*). Ces derniers ont relâché, partiellement, les contraintes de la zone. En prenant aussi en compte la géométrie complexe des failles, on s'attend à une rupture longue de 70 kilomètres et donc à un séisme d'une magnitude de 7,2 à 7,3 dans la zone centrale (*tache rouge*).

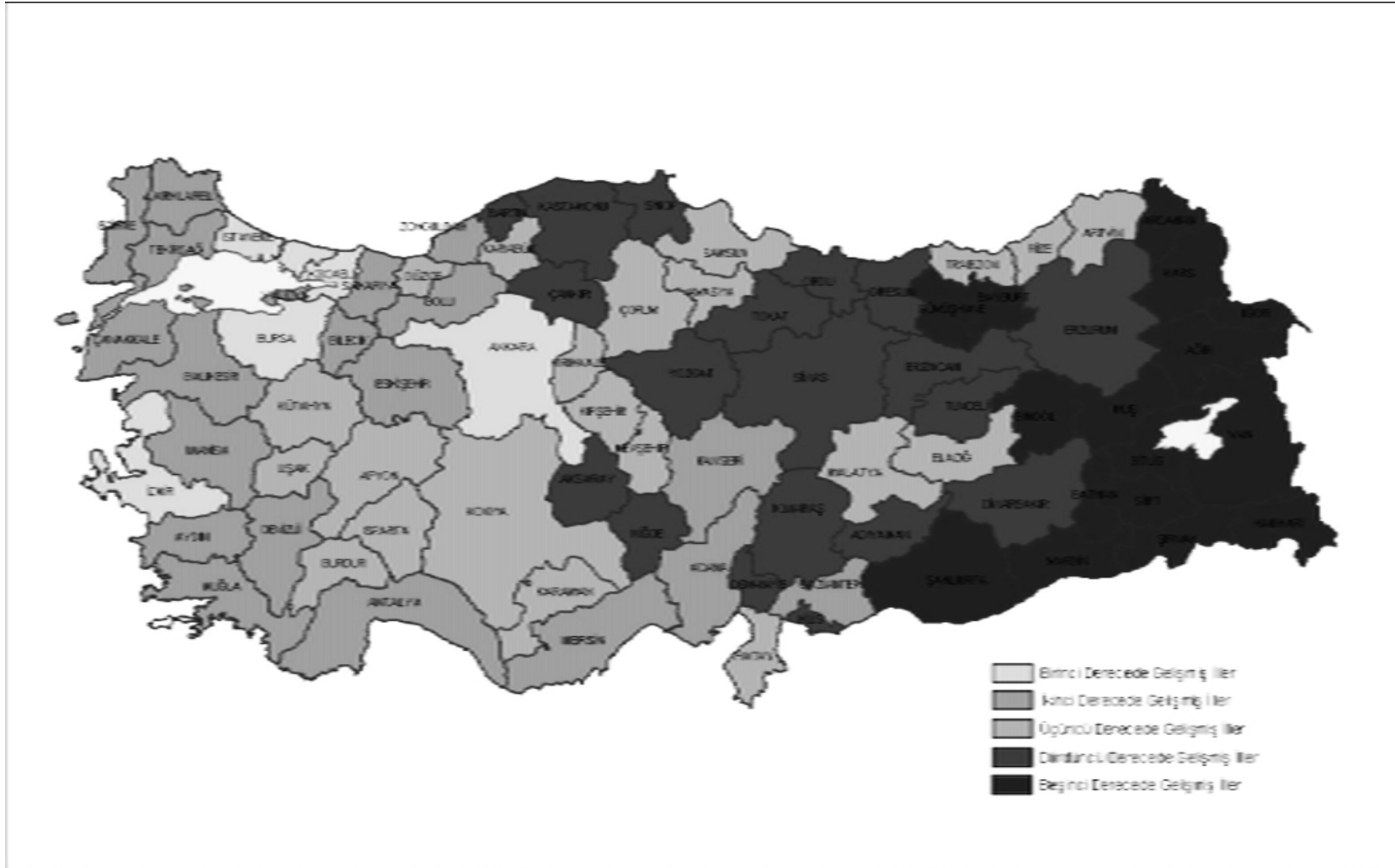
#### La tension accumulée dans la Mer de Marmara après les séismes de 1999

Source : ARMIJO Rolando et PONDARD Nicolas, « Istanbul : quel séisme se prépare ? », *Pour la science*, dossier spécial n° 51 (avril-juin 2006), p.52.



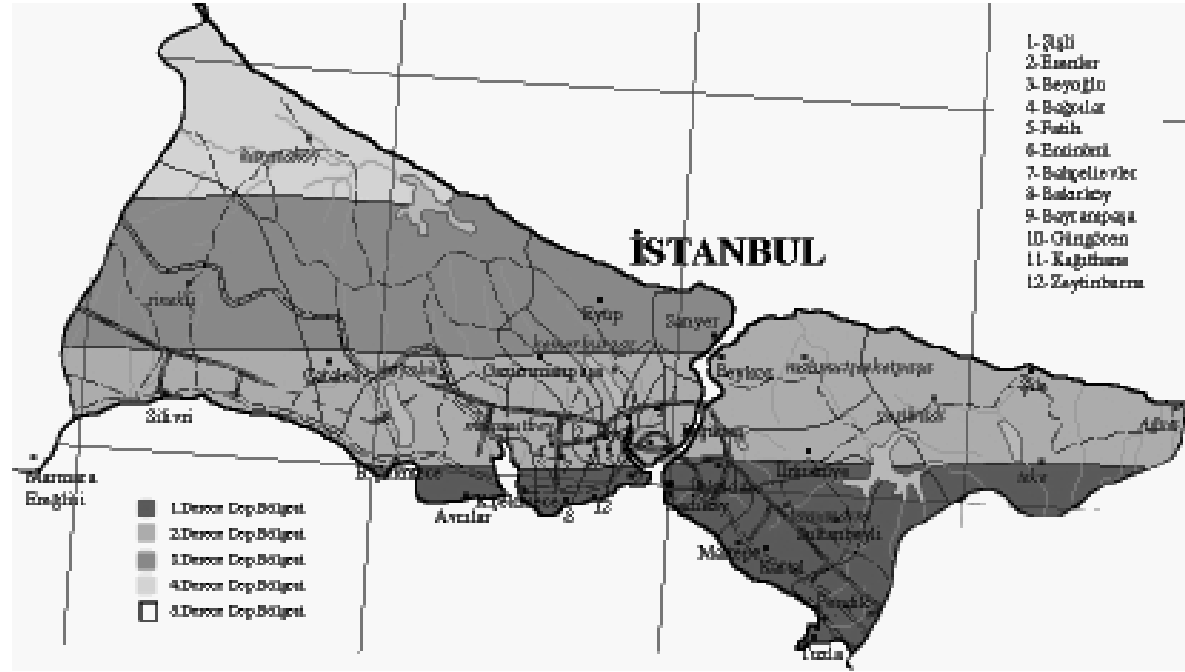
*Les zones sismiques de la Turquie*

D'après le Bureau des affaires de catastrophe du Ministère de l'équipement. Le risque le plus élevé est pour la zone I (indiquée avec le ton le plus foncé). Source : ÖZMEN Güler et alii., **Coğrafi Bilgi Sistemleri ile Deprem Bölgelerinin İncelenmesi**, Bayındırlık Bakanlığı Afet İşleri Genel Müdürlüğü Deprem Araştırma Dairesi, Ankara, 1997.



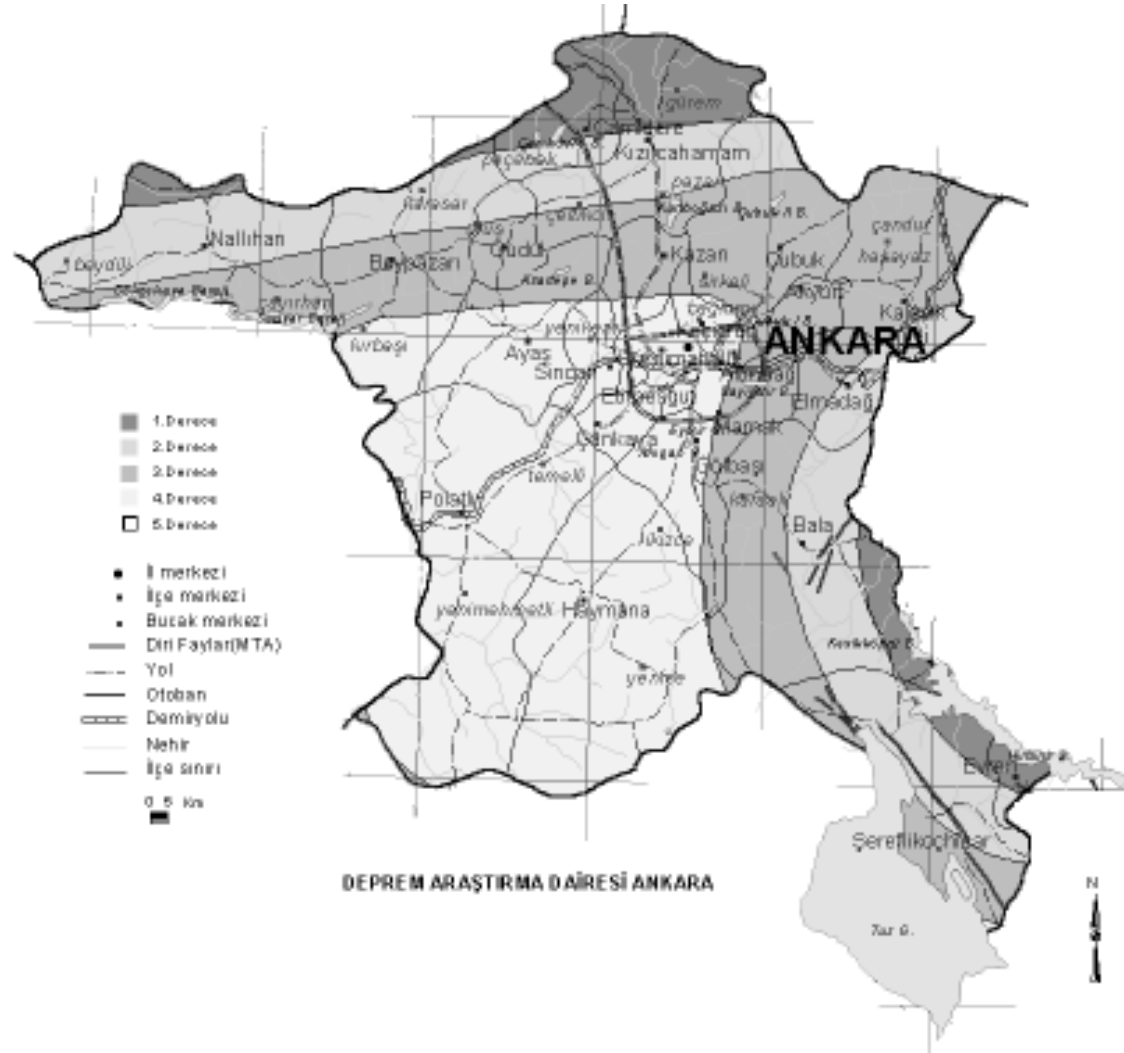
*Le niveau de développement socio-économique des départements de la Turquie*

. Les départements les moins développés sont signalés avec le ton le plus foncé. Source : DINÇER Bülent et alii., **İllerin ve Bölgelerin Sosyoekonomik Gelişmişlik Sırası Araştırması 2003**, Devlet Planlama Teşkilatı (publication n° DPT 2671), Ankara, mai 2003.



*Zonage Sismique pour le département d'Istanbul*

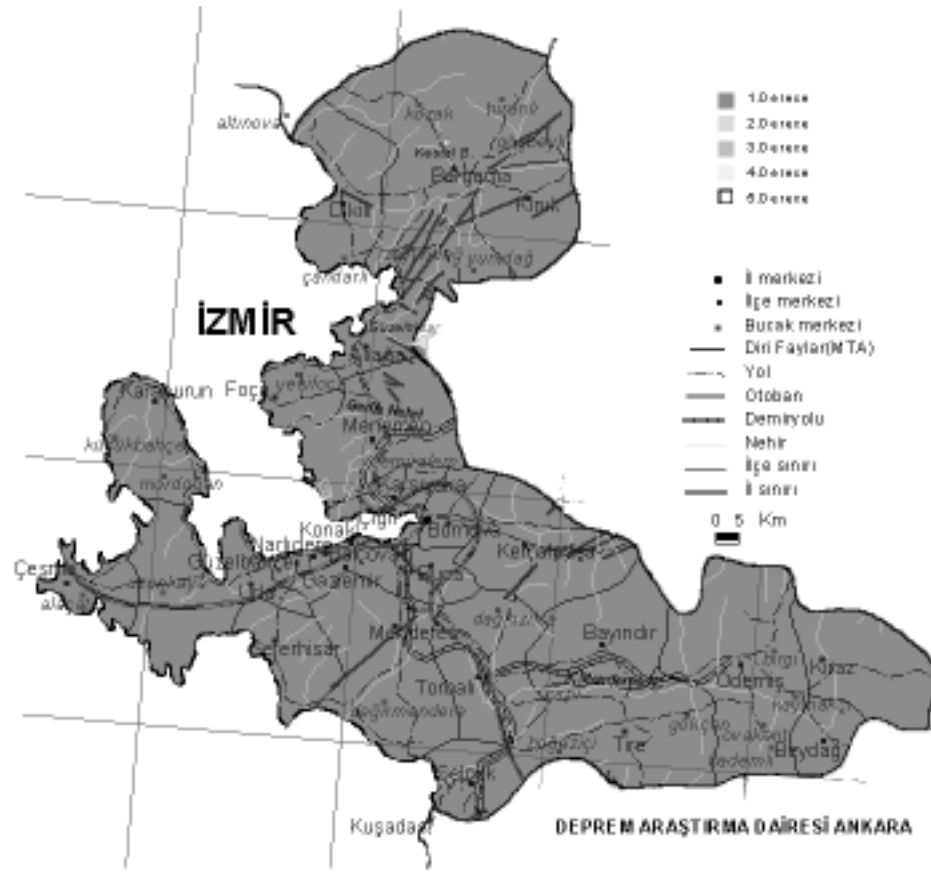
Source : ÖZMEN Güler et alii., **Coğrafi Bilgi Sistemleri ile Deprem Bölgelerinin İncelenmesi**, Bayındırlık Bakanlığı Afet İşleri Genel Müdürlüğü Deprem Araştırma Dairesi, Ankara, 1997.



Le zonage sismique du département d'Ankara

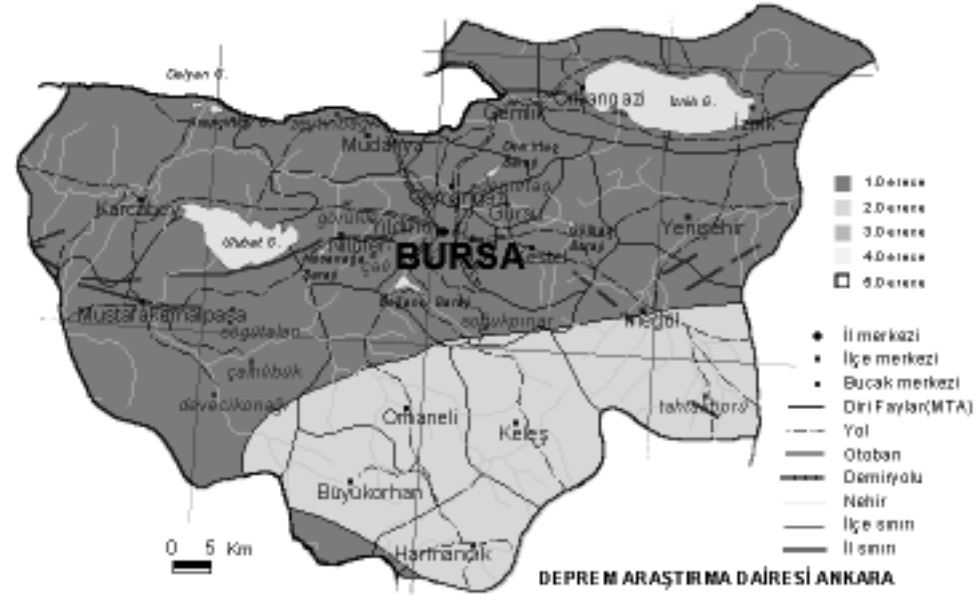
Source : ÖZMEN Güler et alii., **Coğrafi Bilgi Sistemleri ile Deprem Bölgelerinin İncelenmesi**, Bayındırlık Bakanlığı Afet İşleri Genel Müdürlüğü Deprem Araştırma Dairesi, Ankara, 1997.





### Le zonage sismique du département d'Izmir

Source : ÖZMEN Güler et alii., **Coğrafi Bilgi Sistemleri ile Deprem Bölgelerinin İncelenmesi**, Bayındırlık Bakanlığı Afet İşleri Genel Müdürlüğü Deprem Araştırma Dairesi, Ankara, 1997.



### Le zonage sismique du département de Bursa

Source : ÖZMEN Güler et alii., **Coğrafi Bilgi Sistemleri ile Deprem Bölgelerinin İncelenmesi**, Bayındırlık Bakanlığı Afet İşleri Genel Müdürlüğü Deprem Araştırma Dairesi, Ankara, 1997.





*Une victime du tremblement de terre d'Erzincan (1939)  
pleure dans les bras du Président İsmet İnönü.*

Légende de la photo : L'Anatolie sur la poitrine d'İnönü.

Cumhuriyet, 4 janvier 1939, p.1.



**« Une nation s'est réveillée.  
Une nation s'est réveillée le 17 août 1999, à 3 h 02 »**

Annonce donnée par ÇEKÜL,  
*la Fondation pour la protection de l'environnement et du patrimoine culturel.*

*Cumhuriyet*, 31 août 1939, p.6.





si  
ö  
ala

11 Eylül 1999 Cumartesi Kurucusu: Sedat Simavi 1896-1963

# Hürriyet

## AKUT'A NOBEL

Türk ve Yunan parlamentolarına çağrı: İnsanlığa ders veren Türk ve Yunanlı kurtarma timlerini, Nobel Barış Ödülü'ne aday gösterin.

**Tarih yazdılar**  
Türkiye ve Yunanistan'da meydana gelen depremlerde, enkaz altında can çekişen insanları yaşama döndüren AKUT ve Yunan timi, iki ezeli düşman ülke arasında dostluk temelleri atarak tarih yazdılar.

**AKUT'a övgü**  
Dünya, iki düşman ülkeyi kucaklaştıran bu timleri konuşurken, AKUT ile diğer Türk ekiplerini kabul eden Yunan Cumhurbaşkanı Stefanopulos Yunan halkı adına teşekkür etti. ● 7. sayfada

**Kimler aday gösterebiliyor**

- Nobel Komitesi'nin eski ve şimdiki üyeleri
- Nobel Enstitüsü danışmanları
- Ulusal parlamento ve kabine üyeleri
- Kamusal parlamenter birliklerinde görevli olanlar
- Uluslararası Adalet Mahkemesi üyeleri
- Uluslararası Daimi Barış Bürosu üyeleri
- Uluslararası Hukuk Enstitüsü üyeleri
- Hukuk, sosyal bilim, tarih ve letenite profesörleri
- Nobel Barış Ödülü sahipleri

**Kaderimiz ortak**

● Cadır başındaki Amelia, "Türk'üm" deyince, sarıda yanıklarından öpü, "Kalimera kızı" dedi ve eliyle işaret etti: "Kaderimiz ortak." Ortak olmayan ne kaldı ki?.. Bunu bir de politikacılar anıyabilseler... ● Yazısı 7. sayfa

**Yunan Cumhurbaşkanı'na AKUT şapkası**  
Yunan Cumhurbaşkanı Stefanopulos, AKUT, Sivil Savunma ve ENKA ekiplerine övgüler yağdırdı. AKUT Başkanı Nasuh Mahruki, Yunan Cumhurbaşkanı'na AKUT barış armağanı etti. (Fotoğraf: Hasan MAKSUD)

**Pınar TÜRENCİ**




« Nobel à AKUT »

Hürriyet, 11 septembre 1999, p.1.



# Müdür Bey'in makam çadırı

Depremde bina hasar görünce Bolu Emniyet Müdürü Uğur Gür makamını çadıra taşıdı

## Hizmet aksamıyor

EMNİYET Müdürlüğü büyük hasar gördü. Uğur Gür hemen boş bir alana altı adet çadır kurdu. Çadırlardan birine kendi makamını eksiksiz taşıdı. Gizli bilgilerin yer aldığı bilgisayarı hemen kurdurdu. Beş çadıra ise Emniyet Müdürlüğü'nün diğer birimleri yerleşti. 17'de



« Directeur du département de sécurité de Bolu dans son bureau temporaire.

Le séisme n'a visiblement suscité aucune coupure dans la logique administrative. Tous les éléments d'un bureau de haut-fonctionnaire turc figurent dans cette tente: Le tapis, les mobiliers de luxe, le bureau en chêne massif, le portrait d'Atatürk, la télévision. En extra : les haut-parleurs de la radio pour écouter en permanence les fréquences de la Police. Sur la photo, le ministre de l'intérieur est en visite. »

*Sabah*, 23 novembre 1999, p.1.



« Les hommes bons de la Turquie »

Eloge des volontaires à destination de la zone de séisme. Voir la partie I.

Sabah, 22 août 1999, pp. 14-15.

Türkiye'nin en iyi gazetesi

# SABAH

ÇARŞAMBA 25 EYLÜL 1999

FİYATI 150.000 LIRA

SABAH'tan özel  
bir armağan daha

Deprem bölgesi ile Doğu ve Güneydoğu  
Anadolu'da herkese bugün de  
Paşabağçe'nin birbirinden şık ürünleri

Dilediğinizi seçin



150 bin liralık SABAH'la

Bu enkaz başka  
türülü kalkmaz

# Kızılay'ı AKUT'a verin

Kızılay'ı genç ve dinamik  
bir kurum yapmanın  
başka bir formülü yok

AKUT var: Teknolojiye mükemmel  
çalışkan ayak aydurmış, dil bilen, pahalı  
bir ekip topluluğu. Türkiye'nin yeni  
değerleri. İşini kusursuz yapan. Yorul-  
mazlıkla övünmeyen.

## KIZILAY'IN İTİBAR EROZYONU

AKUT'un Kızılay var: 17 Ağustos felake-  
tinin bir sonu vermiş, iş yerine mazaret  
etmişlerdi koltuğu kapırmamayı ön-  
lemler halinde getirmiş, toplumun geri-  
kalmış bir yaşlılar topluluğu.

## ERK HALKI'NIN DİLEĞİ

ERK HALKI'nın yüzünü karşılayan halk,  
deprem sillesini yitirenleri ayır-  
ıyor. Kızılay yönetimi AKUT'a  
bu anarlık kurum kısa sürede saygılı-  
laşsın. AKUT MUCİZESİ 18'DE

## KÜ ARTÇI DEPREMLER

Şiddeti	Merkezi
3.1	Düzce-Bolu
2.7	Kütahya-Merkez
2.5	Çınarok-Yalova
4.5	Şanlıurfa



## DEPREMİN EN BAŞARILI KURUMU

17 Ağustos depreminin yıldızı AKUT, daha Marmara'nın yorgunluğunu atmadan komşu Yunanistan'ın yardımına koştu. Oradan döndü, biraz soluklandı, bu kez Tayvan'dan gelen felaket haberiyle yollara düştü. Ve AKUT ekibi Tayvan'a inen inmez enkaz altın-  
daki bir kadını sağ kurtardı. Dünyeyi kurtardığı kadını hastanede ziyaret etti. (FOTOĞRAF: BENGÜZ ÖZERDEM / TAYVAN)

« Donne le Croissant-Rouge à AKUT. Il n'y pas d'autre formule pour rendre  
le Croissant-Rouge jeune et dynamique. »

Sabah, 25 septembre 1999, p.1.



**HALKIN AKUT'U**

**KAMUNUN AKUT'U**

Gönüllü, yüksek eğitilmiş, üst gelir düzeyinden...

Kızı erkekli, doktor, mühendis, işadami vb. mesleklerden, dünya vatandası, bir kaç dil biliyor.

Dünyadaki benzer örgütlerle iletişim ve dayanışma içinde, görgü-bilgi alışverişinde bulunuyor, maddi destekler buluyor.

Memur, lise-teknik meslek lisesi mezunu, 130 milyon lira maaş...

Dil bilmiyor, şartlarını kötü bulduğu işinde kerhen çalışıyor, kadinsız, bıyıklı...

Eskimis teşkilat kanunlarıyla zıncı bürokrasinin yükü ağır, ufkü sınırlı...

# Sıkkı rekabet

AKUT yaptığı hizmetlerle gönüllerde taht kurdu. Öyle ki, "devletin AKUT'u" Sivil Savunma Teşkilatı bile bu havadan etkilenip harekete geçti.

**AKUTUN KIZLARI**  
AKUT'un popülerindeki en büyük etkilerden biri kadınlar. Kızları, kadınlara modern görünümlü AKUT'un kadın bir reklam insanı da olduğu, erkek ekipmanlarının yapıldığı bir iş kurtarma personelinin paralıları.



**M**armara depreminde önce Türkiye'nin 3 tilyon 130 milyar 250 milyon liralık bütçe, aynı sınırlı bir 'Sivil Savunma Genel Müdürlüğü' vardı. O genel müdürlüğün bir 'Tayra Teşkilatı, tayra teşkilatının 11-İz Sivil Savunma Müdürlükleri, Mahalli Kuvvetleri' vardı.

**AKUT yarışta önde**  
Tabii ki görevini yerine getiriyordu teşkilat, elinden geçiyordu. Erzurum depreminde, Senkerin heyetlerinden büyük yararlılık göstermişlerdi. Ama Adana depreminde meraklı bir grup yüksek eğitilmiş, doktor, mühendis, işadami vb. biraraya gelip, gönüllülük esası üzerine

çalışan ama profesyonel hizmet veren bir kurtarma örgütü kurmuşlardı. AKUT 'devletin AKUT'u Sivil Savunma Teşkilatı'na 'rakip' oldu ve sını Marmara depreminde de bu hizmet yarışında iyice ön aldı.

**6 saat geciktirdiler**  
O zamandan beri Sivil Savunma Teşkilatı, AKUT'a karşı bir nevi mevzilerini savunma savaşını veriyor. AKUT nerede, onlar da orada. Hem Atina depreminde, hem Tayvan seferinde AKUT'un yanında...

AKUT'un Tayvan'a göçeceği ortaya çıkınca, Sivil Savunma da atılacağı bir ekip oluşturdu ve Tayvan'a yola çıktı. Sivil Savunmacılar ve AKUT'cular aynı uçakla Singapur'a hareket ettiler. Ancak Singapur'dan Tayvan'a geçerken AKUT'un yüksek mobilite yeteneği ortaya çıktı. Sivil Savunma ekibi huzurlu tatileli aktarma uçakını beklerken, AKUT'cular başka bir havaalanına daha önce hareket eden bir uçakla derhal Tayvan'a doğru yola çıktılar ve Sivil Savunmacılardan 6 saat önce Tayvan'a vardılar.

Vardılar ama bir işe yaramadı. Bürokratik titizlik komusunda bizi aratmayan Ada Cilleri, Türk ekibi bu kadar değil, daha gelececek var, hepisi gelin öyle hareket

te geçiriniz' deyip AKUT'cuların Sivil Savunma ile ilgilenene kadar bekletti.

**Memur-gönüllü**

Oysa Sivil Savunma Senkerin'e AKUT'cuların kabret edebilir ama Taipei'de değil bir zamanlar İçişleri Bakanlığınca açılan uzmanlar ve uzmanlar için statüsünde devlet görevleri bir meslek değil, yeterli. Endüstri-meslek lisesi mezunları, elektrikçi, marangoz, tesisatçı gibi meslekleri tercih ediyor. Maaşları net 130 milyon liranın altında ölüm tazminatları 10 lira (dizgi yalın ve pratik bir lira, hani tedariköle olmayan).

AKUT'cular yüksek eğitilmiş, en az bir yabancı dil biliyor, dünya vatandaşları niteliklerine sahip bu işi vermiyorlar, tüm donanım ve birikimleriyle en iyi şekilde mesaja çalışıyorlar. Oysa Sivil Savunmacılar, sadece kötü buldukları bu işe kerhen gidiyorlar. Bu iş AKUT'cu işle ilgili en son gelişmelerini görmek isteyenler, Sivil Savunmacı 50 yıllık adanmışlığına gereğince bilmiyor, sonuçta Senkerin'e AKUT'cu gösterebilecek, çalışmalarında rehber olabilirler. Sivil Savunma, Taipei'de sadece ayak bağı olarak

**Neden sizi seccinler?**

**AKUT**

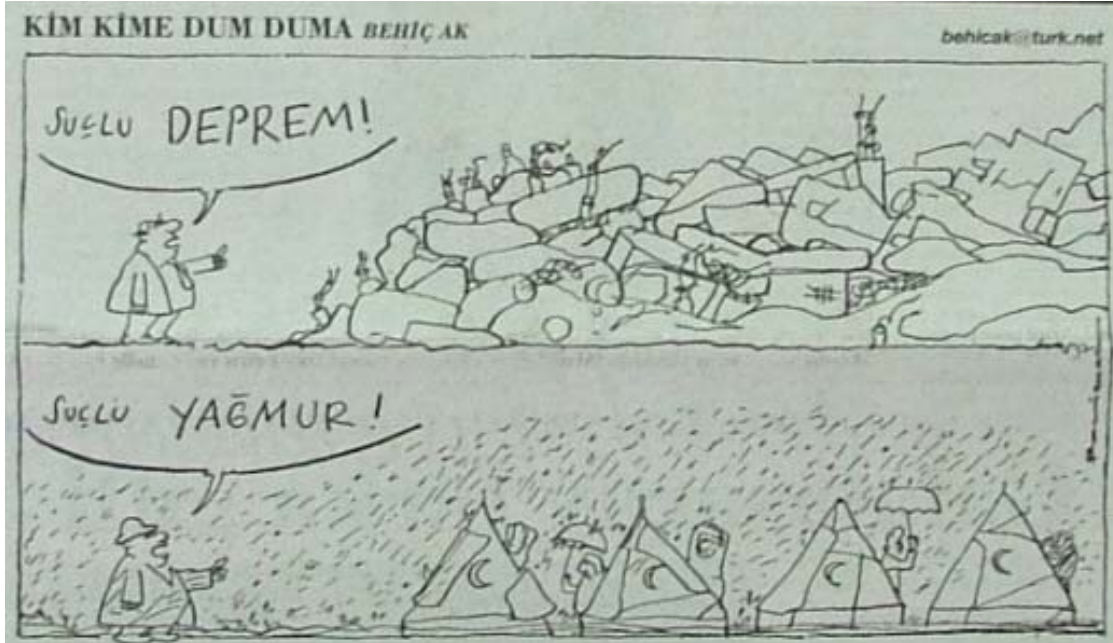
**« Rude concurrence »**

Comparaison, d'un ton insultant, des membres d'AKUT avec le personnel de la Sécurité Civile turque. Voir la partie I

Sabah, 25 septembre 1999, p.18

## Annexe 11 : Caricatures parues dans la presse

Les 11 premières sont dessinées par Behiç AK, de *Cumhuriyet*.  
Nous avons repris 4 caricatures de Musa KART, du même quotidien.  
Il existe également une caricature de Salih MEMECAN, de *Sabah*.



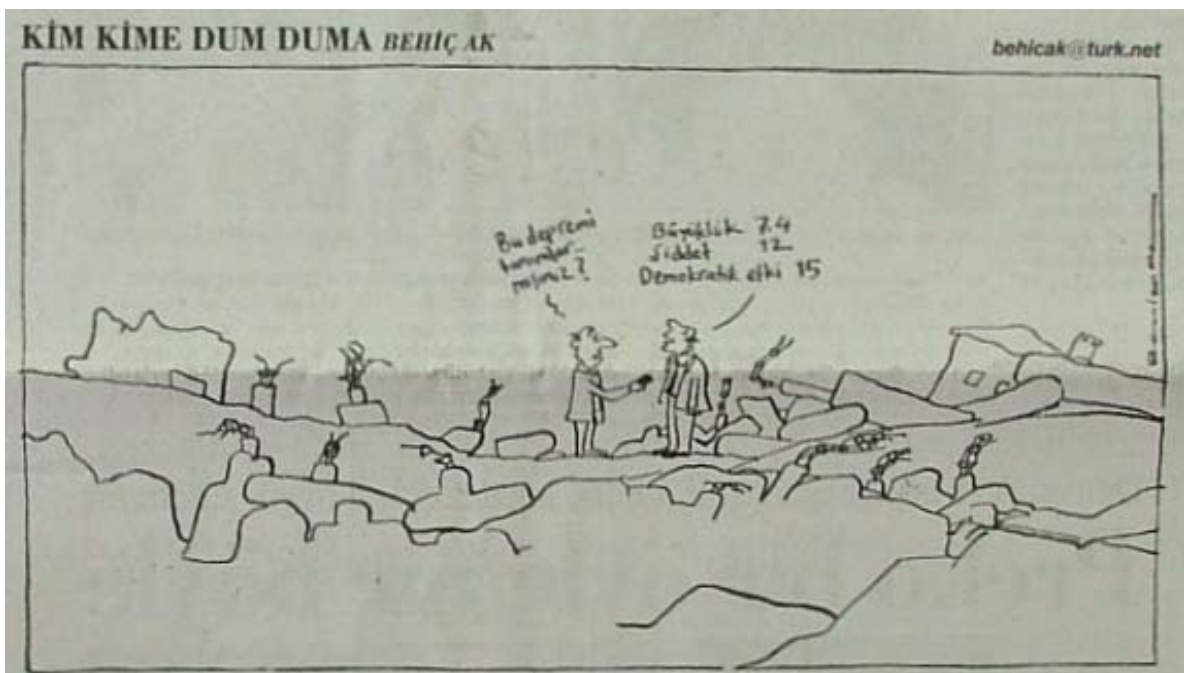
**Autorité aux victimes de séisme : - Le coupable est le tremblement de terre !  
Ensuite : -Le coupable est la pluie !  
Dans *Cumhuriyet*, 14 octobre 1999**



**Homme politique à la victime du séisme : « Ne soyez pas tristes. Nous nous assurerons que vous puissiez bénéficier de nouveau de la rente foncière.  
Dans *Cumhuriyet*, 19 octobre 1999**



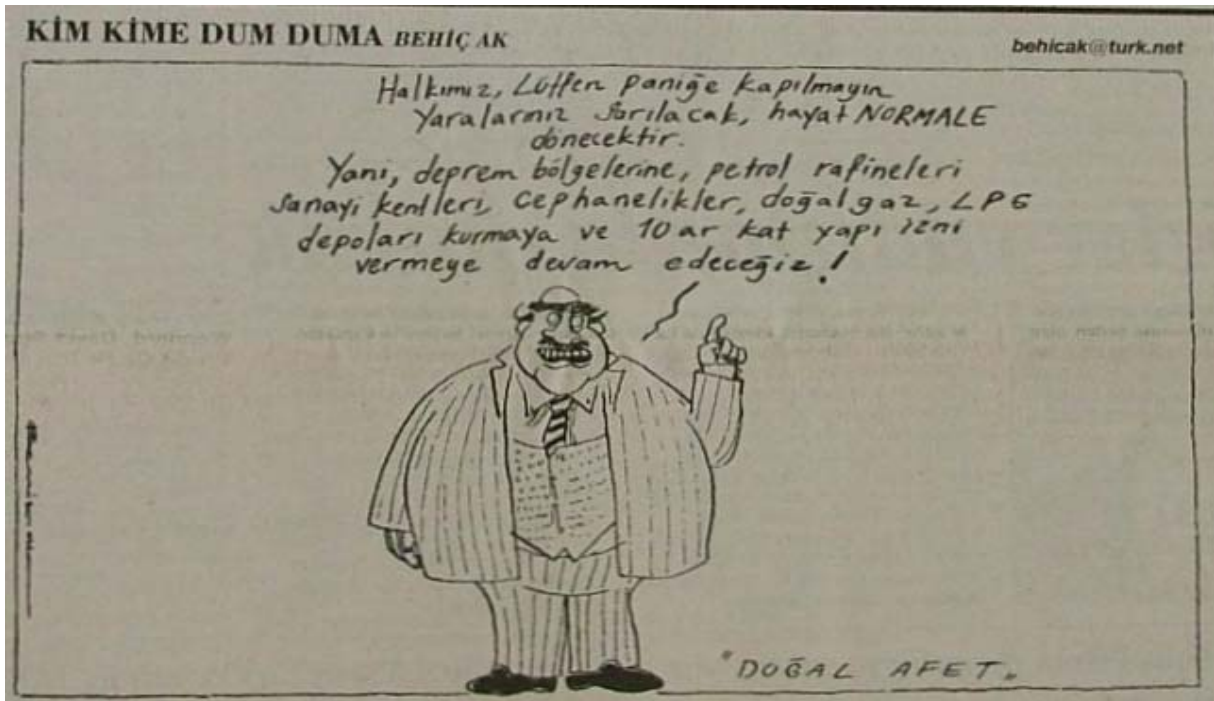
**Initiative civile 1 : Construction de maison illégale**  
**Initiative civile 2 : Recherche et sauvetage par les volontaires**  
 Dans *Cumhuriyet*, 5 septembre 1999



**Journaliste à l'expert : « Pourriez-vous nous commenter ce séisme ? »**  
**L'expert : « Magnitude 7,4 ; Force 12 ; Effet démocratique 15 »**  
 Dans *Cumhuriyet*, 8 septembre 1999



**L'autorité : - En tant qu'Etat, nous sommes experts en rapports verticaux (hiérarchiques) et forces verticales. Il faut des rapports horizontaux pour lutter contre les forces horizontales comme le tremblement de terre. C'est pourquoi nous ne pouvons rien faire. Désolé les enfants. »**  
**Dans Cumhuriyet, 19 août 1999**



**Homme politique : « Notre cher peuple, veuillez ne pas paniquer. Vos plaies seront pansées, la vie redeviendra normale. Autrement dit, nous continuerons à construire des raffineries de pétrole, des villes industrielles, des arsenaux, des dépôts de gaz naturel, de GPL et à permettre la construction des bâtiments ayant jusqu'à dix étages. »**  
**Légende en dessous : « catastrophe naturelle ».**  
**Dans Cumhuriyet, 20 août 1999**



**Journaliste :** « Vous n'avez pas écouté les intellectuels qui disaient « On ne peut pas créer des villes industrielles sur les zones sismiques. Finalement, nous sommes face à la catastrophe. N'écoutez-vous toujours pas ceux qui disent « On ne peut pas construire de central nucléaire à Akkuyu qui se trouve dans la zone sismique » ? »

**Autorité :** « Construisons d'abord, nous les écouterons bien sûr par la suite. Nous pouvons même prévoir de leur donner raison et de nous sentir tristes... »

Dans Cumhuriyet, 21 août 1999



**Personnage (pro-étatique) :** « Notre Etat se tient debout ! »

Dans Cumhuriyet, 22 août 1999





**Militant de Parti d'action nationaliste au journaliste :** « En réalité, chère sœur, nous sommes en parfaite harmonie avec les ONG. Celles-ci satisfont les besoins de la population, tels que la nourriture, les vêtements, les soins médicaux, le soutien psychologique ; elles s'occupent des enfants, etc., tandis que nous, nous nous occupons des appels d'offre publics. »

Dans Cumhuriyet, 2 octobre 1999



**Journaliste à l'homme politique :** « Pourquoi n'aviez-vous pas renforcé les Sapeurs-Pompiers malgré les avertissements successifs ? »

**Homme politique :** « Ne soyons pas injuste, nous sommes devenus experts en sauvetage quand même. Nous l'aurions pu vous prouver si la caserne des pompiers était intacte. »

Dans Cumhuriyet, 17 novembre 1999



**L'homme :** « Ce séisme m'a déçu Nesrin. J'attendais tellement de choses de lui. Qu'il engendre la démocratisation et l'amélioration dans la question des droits de l'homme, qu'il résolve le problème chypriote, qu'il fasse de la Turquie un pays-membre de l'U.E. en renforçant les ONG... »

**Dans Cumhuriyet, 20 août 2000**



**Légende :** L'Etatpanse les plaies

**Dans Sabah, 24 septembre 1999**



Le sauveteur étranger au chien : « Hé ! La « ruine » est par là. »  
 L'homme politique : « La volonté du Dieu... Catastrophe naturelle... L'Etat peut être dépassé... »  
 Dans Cumhuriyet, 21 août 1999



Président Demirel : « N'allez pas devant le tribunal contre l'Etat, mais contre le séisme ! »  
 Le citoyen victime : « Est-ce le séisme qui a approuvé l'urbanisation sur la faille ?! Est-ce le séisme qui a fermé les yeux sur les constructions illégales ?! Est-ce le séisme qui a collaboré avec les promoteurs malhonnêtes ?! Est-ce le séisme... »  
 Dans Cumhuriyet, 21 août 1999



**Homme politique : -Nous n'avons pas suffisamment de tentes  
mais nous pouvons donner un préfet à tous ceux qui en demandent.  
Dans Cumhuriyet, 22 septembre 1999**



**Les citoyens : « Donnons le Croissant Rouge à AKUT ; Que AKUT s'occupe de la gestion  
des maisons de correction ! Que AKUT organise les concours universitaire ! Que AKUT  
négocie avec le Fond monétaire international ! Que AKUT gère l'équipe de Fenerbahçe ;  
Que AKUT représente la Turquie à l'eurovision ! »  
Dans Cumhuriyet, 22 septembre 1999**